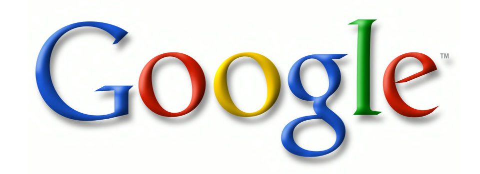


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

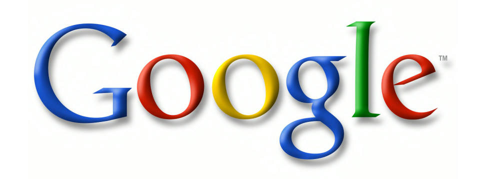
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

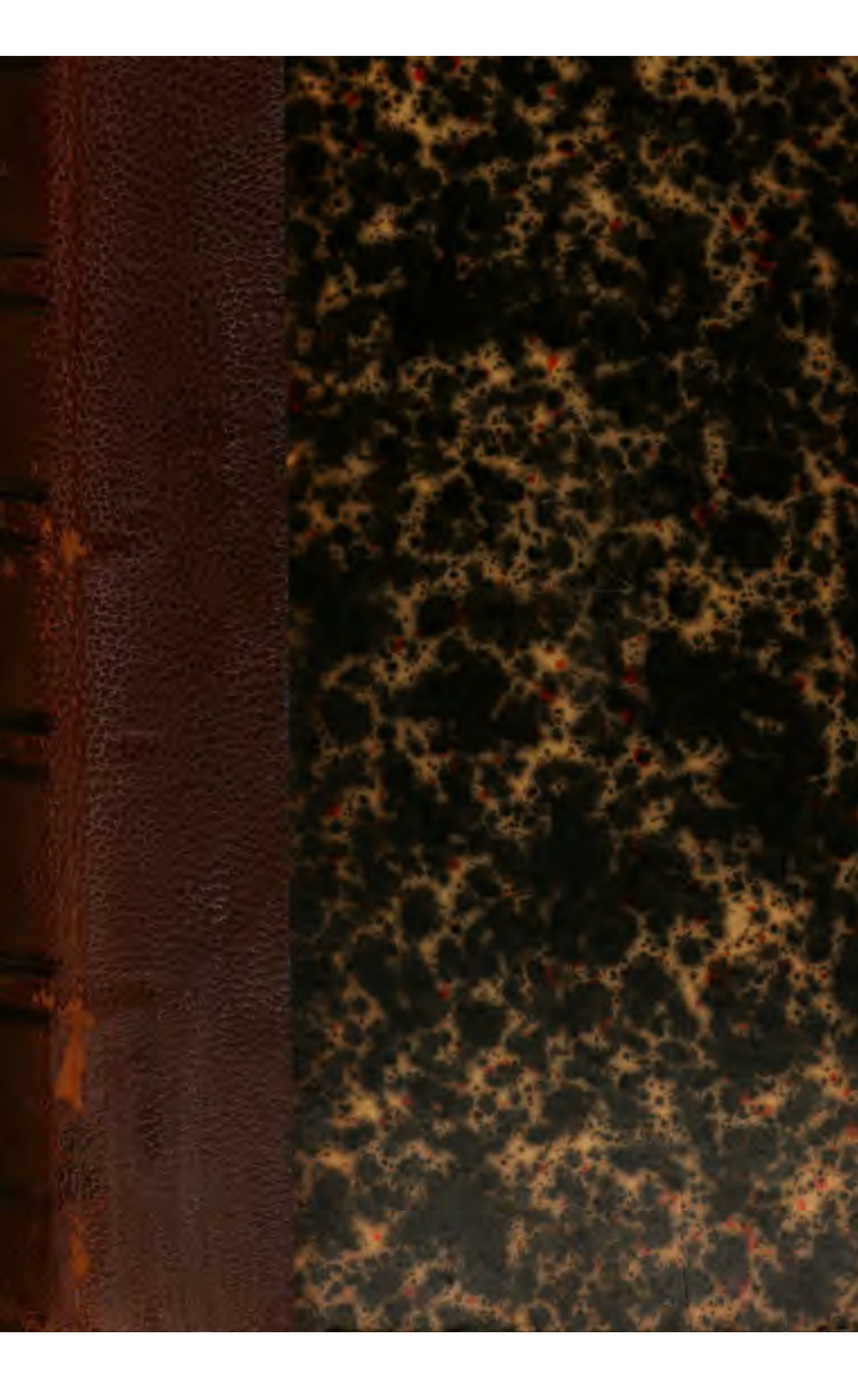
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

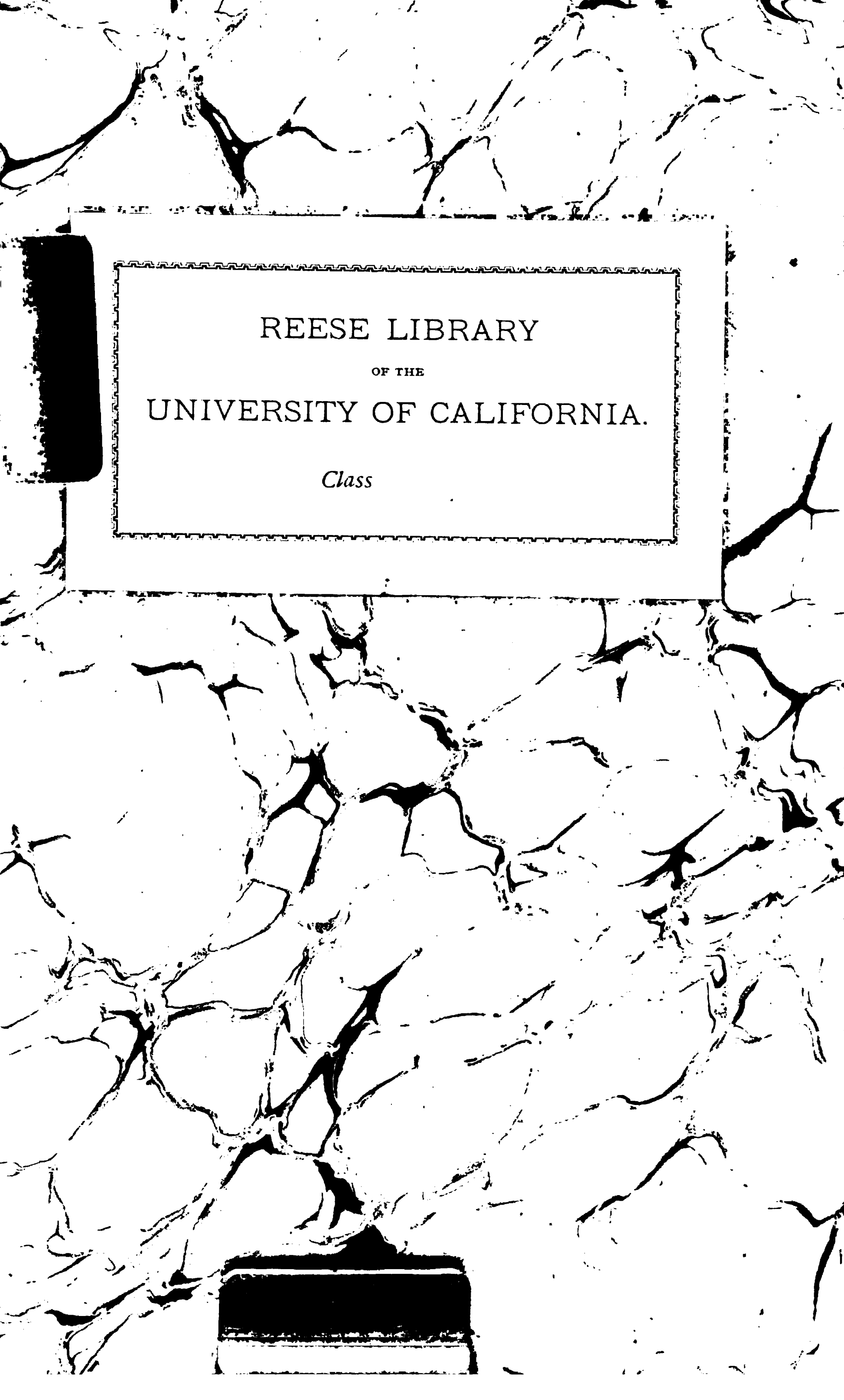
Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`





REESE LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.
Class



LES ÉTATS-MAJORS DE NAPOLÉON

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL

COMTE BELLIARD

CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE MURAT

PAR

le Général DERRÊCAGAIX



PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET Cie

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

30, Rue et Passage Dauphine, 30

1909

Tous droits réservés.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL

COMTE BELLIARD

CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE MURAT

DU MÊME AUTEUR :

LIBRAIRIE R. CHAPELOT ET C[ie]

La guerre moderne :

I[re] partie : **Stratégie**. Paris, 1890, 2[e] édition. 1 vol. in-8 avec atlas de 39 planches. . . . . 10 fr.

II[e] et dernière partie : **Tactique**. Paris, 1890, 2[e] édition. 1 vol. in-8 avec atlas de 25 planches. . . . . 10 fr.

Le maréchal Berthier, prince de Wagram et de Neuchâtel :

1[re] partie (1753-1804). 1904, in-8 avec portrait et fac-similé. 7 fr. 50

2[e] partie (1804-1815). 1905, in-8 avec portrait et gravure. 7 fr. 50

Les derniers jours du maréchal Berthier. 1905, in-8. . . . 50 c.

Récits d'Afrique. — **Yusuf**. 1907, in-8 avec portrait. . . . . . 5 fr.



UNIVERSITY
OF



LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL

COMTE BELLIARD

Helio et Imp T Fillon

APOL...

...LLIARD

...CAIX

...CHAP...

Dauphine 3...



LES ÉTATS-MAJORS DE NAPOLÉON

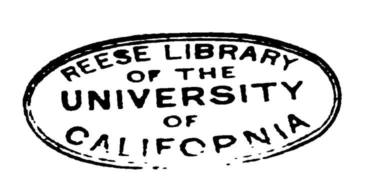
LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL

COMTE BELLIARD

CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE MURAT

PAR

LE GÉNÉRAL DERRÉCAGAIX





PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET Cie
IMPRIMEURS-ÉDITEURS
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1908

Tous droits réservés.

REESE

LES ÉTATS-MAJORS DE NAPOLÉON

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL
COMTE BELLIARD

CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE MURAT



PRÉFACE

Aux époques glorieuses où la victoire couronnait nos drapeaux, les états-majors eurent souvent un rôle effacé. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Napoléon et ses maréchaux attiraient seuls l'attention des foules. Seuls aussi, les chefs militaires qui portaient la responsabilité du commandement, recueillaient l'honneur des faits de guerre qu'ils avaient accomplis et des combats qu'ils avaient livrés. En tout temps et dans toutes les armées, il en sera ainsi. C'est à la fois la logique des choses et la justice.

Ce fait ne diminue en rien l'importance des états-majors appelés à seconder les généraux et à préparer leurs éléments de succès. Ce rôle ingrat a donc besoin d'être mieux connu.

Pour assurer la transmission des volontés de l'Empereur, Berthier, qui en était responsable, avait sous ses

195184

ordres des aides-majors généraux qui jouissaient de son entière confiance et que Napoléon lui-même appréciait tout particulièrement.

Le premier de ces aides-majors généraux avait d'habitude le titre de *chef de l'État-major général*. Il était chargé des mouvements et opérations et des détails qui s'y rattachent. C'était le véritable chef du service d'état-major. Cet emploi fut toujours attribué à des hommes de grande valeur, qui étaient souvent changés suivant les nécessités du moment et que l'on retrouvait alors, ou bien chargés par l'Empereur de missions difficiles, ou bien chefs eux-mêmes d'états-majors de grandes unités tactiques.

Tels furent les généraux Andréossy, Mathieu-Dumas, Belliard, Bailly de Monthion.

Quoique placés au second rang, ils eurent des fonctions d'une haute importance et parvinrent tous aux rangs élevés de la hiérarchie.

Tous ont figuré dans l'épopée impériale, comme de brillantes personnalités dont l'existence et les services offrent aux générations présentes de précieuses leçons d'expérience et de nobles exemples à suivre.

Parmi eux, la figure du général Belliard se présente avec un caractère à part. Cavalier par goût, général d'avant-garde d'infanterie à l'occasion, d'un tempérament guerrier, d'une bravoure innée, d'une nature droite et loyale, il montre en outre pour le service d'état-major des qualités qui le signalent à l'attention de ses chefs.

C'est ainsi qu'on le vit chef d'état-major d'Augereau, gagnant à Arcole, à vingt-sept ans, son grade de général de brigade ; puis, général d'avant-garde de Joubert dans le Tyrol, de Desaix et de Kléber en Égypte, chef d'état-major de Murat dans ses plus belles campagnes, aide-

major général de Berthier, chef de la cavalerie impériale en 1814, enfin pair de France et Ambassadeur.

Malgré la variété de ses aptitudes, Belliard a conservé dans l'histoire une spécialité : celle de chef d'état-major de la cavalerie. Dans ce poste élevé, il tempère les défauts et complète les qualités de Murat. Ce dernier, qui s'en rend compte et qui le sait aussi brave que lui, le prend en affection au point de le tutoyer, en fait son ami et le regarde comme son bon génie. Napoléon et Berthier, qui savent combien il lui est utile, se gardent bien de l'enlever à ses fonctions.

Ces particularités expliquent le temps d'arrêt qu'a subi sa carrière. Général de division à trente et un ans, il n'avance plus; et c'est seulement en 1815, quand Murat n'est plus là, que l'Empereur lui confie un commandement de corps d'armée.

Ces détails donnent une idée générale du grand rôle que cet homme de guerre eut à remplir. Et quand on étudie sa brillante carrière, on ne peut s'empêcher d'admirer ce vaillant soldat qui, de la Vendée en Carinthie, de Klagenfurt à Rome, des bords du Tibre aux cataractes du Nil, de Belgique en Moravie, de Madrid à Moscou, reste toujours modeste, dévoué, d'une capacité remarquable, et d'une bravoure entraînante.

Cette vie aventureuse et si pleine d'abnégation, se présentait une des premières dans l'étude des états-majors de Napoléon.

Elle avait le double avantage d'offrir par ses épisodes un attrait particulier et des exemples capables d'exciter, dans les rangs de l'armée, l'émulation vers le bien, le culte des vertus guerrières et le dévouement à la patrie.

GÉNÉRAL DERRÉCAGAIX.

Paris, mars 1908.

PÉRIODE RÉPUBLICAINE

I

Campagnes de l'Argonne et de Belgique.

Origine de Belliard. — Il est nommé lieutenant, capitaine, adjoint aux adjudants généraux. — Son rôle à Valmy, à Jemmapes, dans la conquête de la Belgique. — Retraite sur Louvain. — Il est nommé adjudant général. — Bataille de Neerwinden. — Retraite de l'armée. — Belliard en Vendée. — Sa suspension d'emploi.— Ses démarches pour rentrer en activité. — Il s'engage au 3e régiment de chasseurs. — Sa réintégration comme adjudant général. — Sa nomination aux armées de l'Ouest et d'Italie.

Trois mois environ avant la naissance de Napoléon, le 25 mai 1769, la dame Marie-Angélique-Rose Robert, épouse de M. Augustin Belliard, procureur et conseiller royal à Fontenay-le-Comte, donna le jour à un beau et solide garçon, qui devait plus tard illustrer son pays natal et devenir un des brillants généraux de l'épopée impériale. Il reçut, en naissant, les prénoms d'Augustin-Daniel et grandit, sans incidents, dans un milieu familial où régnaient des idées de paix, de tranquillité et où rien ne rappelait les émotions du noble métier des armes.

L'éducation qu'il reçut fut basée sur des principes d'honneur et de vertu qui devinrent plus tard la règle de sa vie. On conserve dans sa famille, représentée

aujourd'hui par des petits-neveux, un tableau où l'on voit le père de Belliard avec ses deux enfants, tenant à la main un cartouche sur lequel on lit :

Le vice seul est bas; la vertu fait le rang,
Et l'homme le plus juste est aussi le plus grand.

Le futur général, qui avait alors huit ans, lui présente un cahier sur lequel, il a écrit, sans doute sous la dictée de son père :

L'instruction fait tout et la main de nos pères
Grave en nos faibles cœurs les premiers caractères.

Tels furent les préceptes dont Belliard fut pénétré dès son enfance et auxquels il resta toujours fidèle (1).

Il reçut une instruction sérieuse et terminait ses études quand la Révolution éclata.

Lorsque les premiers troubles agitèrent la Vendée, les républicains de Fontenay résolurent d'organiser une compagnie de volontaires. Le jeune Belliard, passionné pour la liberté et les idées nouvelles, s'occupa avec ardeur de cette création; et ses camarades, frappés de son zèle, voulurent le nommer capitaine. Mais Belliard, conscient de son inexpérience, refusa cet honneur et préféra servir dans un rang plus modeste. Il fut même tambour pendant quelque temps, puis caporal et participa, pendant quinze mois, à tous les services que les volontaires rendirent à la commune. Sa conduite et son dévouement lui acquirent dès lors une certaine notoriété.

L'année suivante, il s'offrit à la municipalité pour se rendre à Paris à la fête de la Fédération nationale, partit avec les délégués de sa ville natale et assista avec eux à l'imposante cérémonie du 14 Juillet 1790.

---

(1) Discours de M. Pervinquière, petit-neveu du général Belliard, à l'inauguration de son buste, à Fontenay-le-Comte, le 2 juin 1907.

Au mois d'avril 1791, sa compagnie de volontaires fut incorporée dans la garde nationale de Fontenay qui venait d'être réorganisée et formée en bataillons. Cette fois, Belliard dut se résigner et accepter le grade de lieutenant à la 9e compagnie qui lui fut décerné par voie d'élection. Quelques jours après, il fut chargé d'une mission à Fougères, et la remplit à la satisfaction de ses concitoyens.

A son retour, les esprits étaient surexcités par l'annonce d'un rassemblement d'insurgés récemment signalé à Challans. Malgré la fatigue, il demanda encore à marcher, mais en simple volontaire, cédant le commandement à un camarade plus expérimenté, qui avait déjà servi dans l'armée.

La vocation militaire du jeune Belliard s'était maintenant dessinée et l'on pouvait déjà prévoir de quel côté ses goûts allaient bientôt l'entraîner. Mais par un mélange de qualités qui était tout à son honneur, on était frappé surtout de sa modestie et de son abnégation.

L'ambition semblait lui être étrangère, et le patriotisme était son seul mobile; ces sentiments, qui le dominèrent pendant tout le cours de son existence, eurent sur sa destinée une influence indéniable.

La fin de 1791 lui offrit à cet égard une occasion de se montrer. Sous l'excitation des émigrés et la pression des circonstances, les puissances étrangères avaient formé sur la frontière des rassemblements qui étaient devenus une menace pour la France. L'opinion publique s'alarma et de divers côtés des groupes de volontaires s'organisèrent. A Fontenay, au mois de novembre, la municipalité ouvrit un registre pour l'inscription des jeunes gens de bonne volonté qui avaient le désir de se rendre aux armées. Belliard, très décidé, s'offrit le premier et fut inscrit en tête de liste. Son exemple fut promptement suivi et un bataillon de guerre fut bientôt constitué. On procéda, suivant l'usage, à l'élection des

officiers, et, le 8 décembre, par 48 voix sur 54 votants, il fut choisi pour commander une compagnie. La commission du directoire départemental le proclama élu et le nomma officiellement capitaine de la 1re compagnie. Ce fut son entrée dans l'armée active. Il avait alors vingt-deux ans.

Après une seconde expédition à Challans, où il put contenir les habitants prêts à s'insurger et qui l'occupa jusqu'au mois de mai 1792, son bataillon reçut l'ordre de partir pour la frontière et de rejoindre l'armée du Nord, sous le commandement du général La Fayette.

De graves événements venaient de justifier cette mesure. Le 20 avril, l'Assemblée nationale, sommée par l'Empereur d'Autriche de restaurer la monarchie, et menacée par une armée de soixante mille hommes, avait déclaré la guerre à ce souverain. Nos premiers efforts avaient été malheureux. Nos troupes s'étaient débandées à la vue de l'ennemi et avaient fui, sans combattre, en criant à la trahison. Le 28 avril, nous comptions déjà deux défaites, à Tournay et à Mons. Et pendant que le bataillon de Fontenay se rendait à l'armée, l'excitation des esprits s'exaltait chaque jour. Le 11 juillet, sous la pression des circonstances, l'Assemblée proclama *la patrie en danger*. La révolution prit à Paris un caractère insurrectionnel; le roi, accusé de trahison, vit son palais envahi par la populace dans la journée du 10 août, son trône menacé, et ses pouvoirs suspendus. L'Assemblée nationale se déclara en permanence et la formation d'une Convention fut décrétée. A la suite de ces événements, les ambassadeurs étrangers quittèrent Paris, et la France fut mise au ban de l'Europe. L'Autriche, la Prusse, le Piémont se coalisèrent contre elle et la grande armée des alliés, commandée par le roi de Prusse, partit de Coblentz le 30 juillet, pour atteindre Longwy et percer le centre de nos forces, éparpillées de Bâle à Dunkerque. Nos adversaires disposaient de cent soixante mille hommes, aux-

quels nous opposions deux armées, du Nord et de la Meuse.

Le 19 août, la frontière fut franchie par l'armée prussienne et l'invasion commença. Le même jour, La Fayette, après s'être vainement prononcé contre la Révolution du 10 août, fut obligé d'abandonner ses troupes et de s'enfuir à l'étranger.

Dumouriez, nommé au commandement de l'armée du Nord, s'occupa d'abord de réorganiser ses états-majors. Belliard, désigné par ses chefs comme apte à en faire partie, fut nommé, le 22 août 1792, adjoint aux adjudants généraux, et affecté à l'état-major de l'Armée sous les ordres du général de division Moreton.

Le nouveau général en chef n'eut pas le temps de procéder à d'autres changements. Les nouvelles qu'il reçut de la marche des alliés le forcèrent de laisser le camp de Maulde sous le commandement de Beurnonville et de se rendre à Sedan, pour être plus près du terrain d'opérations. Belliard resta à Saint-Amand avec l'état-major général. Mais dès le commencement de septembre, Beurnonville ayant reçu de Dumouriez l'ordre d'être à Rethel, le 14, leva le camp de Maulde, laissa le général Moreton à la garde du camp de Bruille, et se mit en route le 7 septembre, emmenant Belliard dans son état-major. A Rethel, il trouva un nouvel ordre qui l'envoyait à Sainte-Menehould, motivé par l'enlèvement par l'ennemi du passage de la Croix-aux-Bois, et l'abandon par le général Dubouquet du défilé du Chêne Populeux (1).

Belliard arriva à Sainte-Menehould le 19 septembre, non sans quelques incidents militaires de nature à fixer son attention. C'est ainsi que le 15, il avait vu arriver des fuyards disant tout haut que l'armée de Dumouriez était détruite. Le 16, on avait aperçu une forte colonne ;

(1) Voir la carte n° 1.

et, sans la faire reconnaître, croyant qu'elle était ennemie, Beurnonville avait pris la direction de Châlons, où il trouva les fédérés de Paris en pleine révolte contre leur respectable chef Luckner. Là, on apprit que la colonne aperçue en route était justement composée des troupes de Dumouriez qu'on allait rejoindre. Ces faits frappèrent Belliard qui les jugea plus tard dans ses mémoires et en retira, malgré sa jeunesse, une bonne leçon d'expérience.

A Sainte-Menehould, notre armée, forte de soixante-dix mille hommes, prit position en avant de la ville : Beurnonville au centre, Kellermann à gauche et Dumouriez à droite.

Le 20 au matin, le roi de Prusse, arrivé la veille, ordonna l'attaque de nos positions. Kellermann se porta en même temps sur la hauteur de Valmy qui dominait le terrain. Après une forte canonnade, le duc de Brunswick, commandant en chef de l'armée ennemie, lança trois colonnes contre Kellermann. Ce dernier, entraînant ses jeunes troupes au cri de : *Vive la nation!* les fit charger à la baïonnette, et arrêta l'élan des Prussiens. Ceux-ci se bornèrent jusqu'au soir à une lutte d'artillerie, que nos soldats, fiers de leur succès, soutinrent avec vigueur.

Ce fut la première affaire de Belliard. Dans cette journée, il eut à porter plusieurs ordres au moulin de Valmy, poste élevé, dit-il plus tard, d'où il voyait les deux armées. D'après son récit, le 21, l'ennemi fit de nouvelles dispositions pour attaquer, puis s'arrêta, en voyant la forte position défensive prise par Kellermann pendant la nuit. La journée se passa sans combat; les deux armées s'observaient. Le 22, on resta encore en présence; mais les Prussiens, découragés, ne songeaient qu'à la retraite. A la suite de pourparlers destinés à encourager leurs dispositions, ils quittèrent leurs postes le 30 septembre, et dessinèrent le lendemain leur mou-

vement de recul. Dumouriez se contenta de les suivre, sans les attaquer. Il laissa bientôt le commandement à Kellermann avec l'ordre de reprendre Verdun et Longwy et partit pour Paris. Kellermann eut la satisfaction de voir l'ennemi repasser la frontière et dirigea Beurnonville sur Valenciennes. Belliard y arriva avec lui le 21 octobre et s'installa en ville avec le quartier général, tandis que les troupes s'établissaient au camp de Famars.

Dans cette rapide campagne de l'Argonne, Belliard avait été frappé du peu de solidité de nos soldats improvisés. Sans leurs officiers, qui avaient une valeur réelle, on n'aurait pas réussi à les faire marcher et combattre. D'après lui, dans la canonnade à distance de Valmy, ils s'étaient conduits en conscrits ignorants de leur métier et n'osant pas avancer; nous avions exagéré notre succès qui était dû surtout à la faiblesse de nos adversaires.

Quoi qu'il en soit, le 24 octobre, Dumouriez avait rejoint l'armée, avec l'idée de reprendre son projet de conquête de la Belgique. Il se mit bientôt en marche sur Mons, ayant comme avant-garde le corps de Beurnonville. En face de nous, l'armée autrichienne se concentrait. Les hostilités recommencèrent le 3 novembre et, après divers engagements, l'ennemi se retira dans son camp retranché de Jemmapes. Le 6, la bataille s'engagea. Beurnonville, avec l'avant-garde, marcha sur Cuesmes; la droite se déploya devant Jemmapes et la gauche se porta sur Careignon, appuyée par la réserve. Après avoir commencé le combat, Beurnonville, ne recevant pas d'ordre de Dumouriez, envoya Belliard au général d'Harville, qui se dirigeait sur Cypli, pour lui demander de couvrir sa droite. Obligé de passer entre deux pièces de 16, au moment où elles tiraient, Belliard eut un premier accident. Son cheval effrayé se renversa et le contusionna assez fortement, tandis que les coups des deux pièces lui causaient une forte commotion. Il en resta un

peu sourd et souffrant pendant quelque temps, mais n'en continua pas moins son service et accomplit sa mission.

Quand il rejoignit le général Beurnonville, celui-ci venait de recevoir de Dumouriez l'ordre d'enlever Cuesmes, ce qui fut exécuté aussitôt. Jemmapes tombait aussi en notre pouvoir. Après la prise de Cuesmes, le capitaine Belliard fut encore chargé d'aller trouver le général d'Harville pour lui dire d'occuper le mont Berthemont, et d'en chasser l'ennemi qui y tenait encore avec deux batteries et une troupe d'infanterie. Ce fut l'un des derniers actes de cette bataille qui était gagnée à 2 heures de l'après-midi.

Parmi les faits de guerre remarqués dans cette journée, on cita la prise de la redoute de gauche, à l'attaque de Jemmapes, par le 1er régiment de hussards (Berchini). C'était sur l'avis de Belliard que ces cavaliers, tournant la redoute, et y pénétrant par la gorge, avaient sabré les défenseurs et pris cet ouvrage. Appréciant plus tard nos mouvements, Belliard estima qu'on aurait dû faire tomber les positions de Careignon et de Jemmapes, en attaquant Cuesmes par la droite. Mais l'important était d'avoir vaincu. L'armée coucha sur les positions conquises et, malgré la saison avancée, Belliard bivouaqua avec les troupes sur les hauteurs de Cuesmes. Le lendemain, il entra dans Mons à la suite de son général, qui y reçut l'ordre d'aller commander l'armée de la Moselle. Il était remplacé par le général Dampierre.

Ces fréquents changements de généraux entraînaient aussi des mutations dans les états-majors. Belliard, qui avait déjà assisté à deux batailles, et suivi toutes les opérations de l'armée depuis la formation du camp de Maulde, se trouvait à cette époque un de ses officiers les plus expérimentés. Aussi le général Dampierre n'hésita pas, malgré sa jeunesse, à le prendre pour chef d'état-major au moment où il allait continuer sa marche en Belgique.

Le 8 novembre, il se présenta devant la ville d'Ath. Belliard, envoyé en reconnaissance, fut chargé de la sommer d'ouvrir ses portes. Les Autrichiens l'avaient évacuée et la municipalité s'empressa de lui offrir les clés. Belliard jugea inutile de les accepter, se contenta de faire occuper la ville et de commander les vivres nécessaires. Le soir même, le général Dampierre s'y installa.

Le 9, il reprit la marche en avant et le 12 eurent lieu les premières escarmouches.

Le 13, on se heurta aux Autrichiens qui furent attaqués à Vagenvier, puis à Saint-Péterleuw, et refoulés jusqu'à Bruxelles, que nous occupâmes le lendemain. Après avoir assisté à ces deux combats, Belliard installa l'état-major du général Dampierre à Laeken. En pénétrant pour la première fois dans cette belle capitale, il était loin de se douter de l'influence qu'elle aurait un jour sur sa destinée.

Les 16 et 17 novembre, Belliard eut l'occasion de séjourner à Malines. Le corps du général Dampierre, qui formait la gauche de l'armée, reprit son mouvement le 18, ayant pour objectif Liége, qui fut occupé le 28, après une attaque insignifiante. On se dirigea ensuite sur Aix-la-Chapelle, que l'on atteignit le 8 décembre. L'ennemi, qui s'était constamment retiré devant nos troupes, s'arrêta derrière l'Erffe, et y choisit une bonne position défensive.

La saison s'avançait et, suivant une vieille tradition, qui ne devait pas tarder à être abandonnée, l'armée prit ses cantonnements d'hiver. Le général Dampierre établit son quartier général à Aix-la-Chapelle, d'où il devait commander le pays environnant.

Belliard, qui s'était acquis l'estime de ses généraux, fut appelé le 11 du même mois à l'état-major général. Très observateur des faits de guerre auxquels il assistait, il en tirait des réflexions que l'expérience devait plus

tard confirmer. Les mouvements de l'armée depuis la prise de Mons lui semblaient trop lents et trop peu conformes aux règles ordinaires de la guerre. Il ne comprenait pas qu'après nos premiers succès, on n'eût pas poursuivi l'ennemi à outrance. Il en fut de même après Jemmapes. A Bruxelles, au camp de Contich, on avait perdu un temps précieux. Devant Liége, l'attaque lui avait paru mal dirigée. Après la prise de cette ville, il croyait que l'armée, portée en avant avec toutes ses forces réunies, aurait été cantonnée entre la Meuse et le Rhin, où elle se serait rapidement refaite.

Mais rien de tout cela n'avait eu lieu; et, pour le moment, on ne songeait qu'à attendre sur place une saison plus favorable. Le général en chef, cependant, se décida à assiéger Maëstricht et en chargea le général Miranda. Belliard eut plusieurs fois l'occasion de lui porter des ordres et de voir les dispositions adoptées pour la prise de la ville. Ce qui le frappa le plus, c'est qu'on aurait sûrement enlevé la place, si on l'avait attaquée aussitôt après avoir pris nos cantonnements sur la Roër et sur la Meuse.

Aussi l'ennemi, profitant de notre inaction, appelait ses renforts et se réorganisait. A la fin de février 1793, prêt à reprendre l'offensive, il passa la Roër, et vint attaquer nos différents postes. L'armée, surprise, dut quitter ses cantonnements et battre en retraite sur Aldenhoven, puis sur Eschweiler, en avant d'Aix-la-Chapelle, et sur Herve où était le général Dampierre. Celui-ci recula à son tour sur Soumagne, où il rejoignit le général Valence. Cette concentration permit de ralentir la marche des Autrichiens, sans toutefois les arrêter. Nos généraux gagnèrent alors Liége, suivis par l'ennemi qui était d'ailleurs peu entreprenant. Ils franchirent la Meuse et se portèrent sur Louvain où ils rallièrent Miranda avec les troupes du siège de Maëstricht.

Cette retraite, aggravée par la pénurie des vivres et par les privations de tout genre, avait démoralisé les troupes. Belliard eut alors sous les yeux le spectacle navrant de la décomposition morale que la défaite impose aux soldats, surtout quand ce sont de jeunes recrues. Quant à lui, son courage au milieu des revers avait frappé ses chefs; et le 8 mars 1793, le grade d'adjudant-général, chef de bataillon, vint récompenser ses services et soutenir son ardeur pour le métier. Il en avait besoin, car le spectacle de nos maux était des plus tristes. La désertion faisait de grands ravages dans les corps et l'on compta plus de 10,000 hommes qui abandonnèrent leurs drapeaux pour rentrer dans leurs foyers. La Belgique de son côté était prête à se soulever.

Dumouriez, irrité, accourut. Comprenant la nécessité d'une victoire pour rendre confiance à son armée et maintenir les Belges, il rassembla 45,000 hommes et les lança, le 18 mars, sur les positions retranchées des Autrichiens à Neerwinden. A droite et au centre, la lutte resta indécise; mais à gauche, Miranda, accablé par des forces supérieures, fut battu et rejeté en arrière.

Dumouriez, débordé sur son flanc, dut battre encore en retraite, d'abord sur Bruxelles, puis sur les camps de Maulde et de Bruille, évacuant ainsi la Hollande et la Belgique.

Pendant cette marche, d'après divers récits, Belliard, ayant eu l'occasion de charger avec un régiment de cavalerie, eut un cheval tué sous lui et reçut sur la tête un coup de sabre qui ne lui fit heureusement qu'une contusion.

Ce fut une campagne désastreuse. Dumouriez, exaspéré, essaya d'entraîner ses troupes contre la Convention qu'il accusait de nos malheurs et qu'il voulait renverser. Mais abandonné par ses soldats, il n'eut d'autre ressource que de passer à l'ennemi, avec les Princes d'Orléans, son état-major et quelques hussards.

Dans ces douloureuses circonstances, Belliard montra cette droiture et cette loyauté qui devaient le distinguer toute sa vie. Sollicité par ses camarades de l'état-major général de les suivre à l'étranger, il résista à leurs instances, et fut obligé de mettre le sabre à la main pour se défendre contre leurs menaces quand les insinuations firent place à la colère. Il les quitta aussitôt et se rendit à Valenciennes auprès du général Dampierre qui lui avait toujours témoigné beaucoup d'amitié.

Cet acte de courageux patriotisme ne devait pas cependant être récompensé. Les jours d'épreuve allaient commencer pour lui. Il avait fait partie de l'état-major de Dumouriez; cela suffisait pour faire de lui un suspect, et l'inculper sinon de trahison, au moins de connivence avec ceux qui avaient abandonné leur poste. Et, comme il arrive dans les époques troublées, son honorable conduite au moment de la défection de son chef ne fut pas une preuve suffisante de son dévouement à la République.

Il fut mandé au Comité de sûreté générale de la Convention, pour fournir des explications. En le faisant partir, le 8 mai, le général Dampierre tint à lui remettre une lettre des plus élogieuses, qui lui servit en arrivant à Paris. Au début en effet, tout alla pour le mieux. Le Comité l'interrogea le 22, et ne trouvant contre lui aucun grief, le fit remettre en liberté.

Quelques jours après, le 14 juin, le ministre de la guerre lui confia des fonctions de son grade à l'armée des côtes de la Rochelle, où il se rendit sans délai. Il y était depuis un mois à peine quand il fut chargé de conduire à Paris le général Westermann qui était traduit à la barre de la Convention. Arrivé dans la capitale, le 16 juillet, il s'acquitta de sa mission, et en fut déchargé quand Westermann fut enfermé à l'Abbaye.

Désireux de rejoindre son poste, il se présenta aux bureaux de la guerre pour en obtenir l'autorisation. Il eut

alors une surprise des plus pénibles, une lettre anonyme l'avait dénoncé comme n'étant pas républicain. Il n'en fallait pas davantage pour perdre un bon officier. Sur ce simple avis, en effet, le ministre Bouchotte le suspendit de ses fonctions, le 30 juillet et, suivant un décret récent, lui ordonna de quitter Paris dans les vingt-quatre heures.

Il dut alors se rendre à Angoulême où il resta deux mois. A partir de ce moment, ses démarches et ses préoccupations n'eurent qu'un but : reprendre du service.

Un représentant du peuple dont il fit la connaissance l'autorisa à rentrer à Paris, pour demander sa réintégration dans les cadres. Il partit et passa un mois dans la capitale, allant du ministère au Comité de salut public, sans réussir à se faire écouter. On finit par lui répondre que les bureaux « accablés par les affaires générales, n'avaient pas le temps de s'occuper de celles des particuliers ».

Il rentra à Fontenay avec cette fin de non-recevoir, décidé à réunir le plus de témoignages possible pour les mettre à l'appui d'une nouvelle demande de réintégration. Au mois de novembre, ses documents étant prêts, il obtint, du représentant du peuple Fazillac, l'envoi au ministre de la guerre d'une lettre qui attestait son dévouement à la République et sollicitait « son rappel à l'activité dans quelque grade que ce soit ».

Cette lettre était accompagnée d'un rapport sur la conduite de Belliard depuis son entrée au service à l'armée du Nord et de divers certificats :

1° Un certificat des habitants d'Angoulême constatant sa présence dans cette ville pendant deux mois et affirmant qu'il s'était « comporté en bon citoyen » ;

2° Une attestation de civisme établie par le représentant du peuple Gouraud ;

3° Un certificat des membres directeurs du district de

Fontenay, affirmant que Belliard avait donné des « preuves évidentes du plus pur patriotisme, dès le commencement de la Révolution et que son père avait toujours marché dans le même sens » ;

4° Un certificat du chef d'escadrons Bousquet, affirmant que « Belliard, comme capitaine, s'était toujours dévoué à la chose publique » ;

5° Une déclaration d'habitants de la Vendée réfugiés à la Rochelle, assurant que « le citoyen Belliard avait donné par ses paroles et par ses actions, les preuves les moins équivoques de son attachement à la Révolution et que toute sa famille, qui était très nombreuse, avait professé constamment les mêmes principes » ;

6° Trois certificats de la commune de Fontenay-le-Peuple, de la société populaire et de tous les habitants du même lieu, rendant de lui le même témoignage.

Ces attestations, conformes à l'esprit du temps et garanties par les signatures les plus honorables, furent envoyées à Paris à l'appui de la demande de réintégration, qui est restée dans le dossier de Belliard et qui porte encore ces simples mots inscrits à la suite de la signature de l'intéressé : *ne se peut*. Telle fut la réponse du ministre aux sollicitations du jeune adjudant général qui n'avait rien à se reprocher.

Il y avait à Paris un parti pris contre tous ceux qui avaient approché Dumouriez, et dans les sphères du gouvernement régnait un mécontentement qu'il fallait laisser se calmer. Il resta tranquille dans son pays natal, observant les événements, jusqu'au mois de juin 1794. A cette époque, la situation lui parut favorable; il renouvela sa demande, en sollicitant l'honneur de servir dans l'armée comme simple volontaire. Cette fois il fut écouté, « un décret daté du 15 août, lui accorda cette autorisation, mais seulement pour servir aux frontières ». L'adjudant général Belliard, heureux de cette décision, et cédant à un entraînement qui l'attirait vers la cava-

lerie, s'engagea aussitôt au 3e régiment de chasseurs à cheval, où tout d'abord, on le laissa au dépôt. Il y resta plusieurs mois et il fallut, pour l'en tirer, cette chance inespérée de voir des représentants du peuple qui, chargés de négocier la paix à la Haye, avaient besoin d'un secrétaire instruit connaissant un peu les Pays-Bas. Le soldat Belliard, ancien officier supérieur d'état-major, qui avait assisté à la conquête de la Belgique et parcouru la contrée jusqu'à Maëstricht, était tout indiqué. On le désigna et il fut apprécié par nos plénipotentiaires. Ils le recommandèrent au membre du Comité de salut public Defermon, qui en parla à son collègue, Aubry, chargé de la guerre. Tous deux se décidèrent à le réintégrer dans son grade.

Le 29 fructidor an III (15 septembre 1795) il fut remis en activité et nommé adjudant général, chef de brigade (colonel) à l'armée de l'Ouest. Il avait donc de l'avancement et pouvait se considérer comme très heureux de cette solution. Dix jours après il était à Nantes, accusait réception au ministre de sa nomination, réclamait son brevet et rendait compte qu'il allait servir dans la division du Sud, comme chef d'état-major. Il y resta jusqu'au commencement de ventôse an IV (février 1796) sous les ordres de Hoche, qui acheva la première pacification de la Vendée. Ce fut alors que sa destinée l'entraîna dans la sphère d'action de Bonaparte, au moment même où allaient s'ouvrir les mémorables opérations de la campagne d'Italie.

II

Campagne d'Italie.

Belliard, chef d'état-major de Sérurier. — Siège de Mantoue. — Bataille de Castiglione. — Historique de la division Sérurier. — Chef d'état-major d'Augereau. — Occupation de Vérone. — Bataille de Roveredo. — Combats sur la Brenta. — Poursuite de Wurmser. — Belliard à Legnago. — Rentrée à Vérone. — Combat de Caldiero. — Ronco et Arcole. — Belliard est cité et nommé général. — Son récit sur ces journées. — Nouvelle offensive des Autrichiens. — Combat d'Anghiari. — Belliard quitte Augereau.

D'après certains documents, ce serait le général de Grouchy, qui, sur le vu des notes et des services de Belliard, aurait conseillé à Paris son envoi à l'armée d'Italie. Quoi qu'il en soit, ce fut au début même de cette immortelle campagne, le 4 ventôse an IV (22 février 1796), que fut signée la lettre de service qui le plaça sous les ordres de Bonaparte. Toutefois il ne figure sur les situations de l'armée d'Italie qu'au commencement de juin 1796, n'ayant pu sans doute rejoindre son nouveau poste qu'à la fin de mai.

Peu de temps avant sa mutation, Hoche avait été mis à la tête de l'armée des côtes de l'Ouest, et avait commencé des négociations pour une pacification générale de la Vendée. Il avait besoin de tous ses officiers d'état-major; et peut-être voulut-il attendre la fin des négociations pour autoriser le départ de Belliard. Elle n'eut lieu que le 4 mai, après la soumission de Stofflet.

En supposant que sa mise en route se fit vers cette époque et qu'il passa quelques jours à Fontenay pour revoir ses parents, il ne put se présenter au chef d'état-major général de l'armée d'Italie, à Valeggio, que vers la fin du même mois.

A son arrivée il fut affecté à l'état-major de Sérurier, général vigoureux, brave, fils d'un officier, ancien officier du roi lui-même, mais âgé de cinquante-quatre ans et fatigué. La jeunesse de Belliard, chef de brigade (colonel) à vingt-six ans et devenu son chef d'état-major, allait suppléer à l'activité qui commençait à lui manquer.

C'est à ce général en effet qu'au mois d'août suivant Bonaparte donna la note ci-après : « Se bat en soldat; ne prend rien sur lui ; ferme ; n'a pas assez bonne opinion de ses troupes; est malade. »

Cette situation, loin de nuire à Belliard, le fit remarquer de Bonaparte et de Berthier. A partir de ce moment, il fut entraîné dans la glorieuse période des guerres napoléoniennes qui lui fournit mainte occasion de déployer ses talents, l'attacha à son général en chef et donna à sa carrière un éclat remarquable.

Après avoir pris part aux premières opérations de la campagne, la division Sérurier reçut, le 1er juin, l'ordre d'aller assiéger Mantoue. Belliard ne la rejoignit que vers le 28 prairial (16 juin) et prit aussitôt son service. L'investissement de la place n'était pas terminé. Le 4 juin, sous les yeux du général en chef, on s'était emparé des faubourgs de Saint-Georges et de Cerese et le blocus avait commencé aussitôt après.

Les travaux du siège, les cantonnements, les distributions, les communications sur les derrières, les terrains de rassemblement, les postes de surveillance, les rapports avec l'état-major général absorbèrent de suite le nouveau chef d'état-major. Son activité trouva amplement à s'y satisfaire; mais dès le début, l'état sanitaire devint pour lui un sujet de préoccupation.

Les chaleurs, les eaux environnantes, les marécages, l'humidité avaient altéré la santé des troupes. Lui-même fut bientôt éprouvé.

Le 19 messidor (7 juillet), à la suite d'un entretien avec Bonaparte, Sérurier transmit à Belliard l'ordre qu'il avait reçu, de préparer, pour le 22, une attaque des ouvrages avancés, du côté de la porte de Cerese. En même temps, les troupes de siège étaient renforcées et Belliard était admis à concourir avec les généraux de brigade et les autres adjudants généraux, aux commandements des troupes dans les opérations qu'il y aurait à tenter.

Les dispositions nécessaires étaient prises depuis le 8, notamment en ce qui concernait les emplacements d'artillerie.

Les ordres de détail pour l'attaque projetée furent remis à Belliard, le 28 messidor (16 juillet). Il s'agissait d'essayer une attaque par surprise d'un côté de la place, au moment où la tentative la plus importante se développerait d'un autre côté. Ces opérations comportaient l'établissement d'un pont volant, l'ouverture des feux de toutes les batteries, l'enlèvement d'un ouvrage extérieur et une entente générale pour l'exécution du mouvement à une heure déterminée. Belliard prépara et transmit tous les ordres relatifs à cette grave opération ; puis il s'assura que chacun les avait reçus et compris.

Dès que le général en chef en fut avisé, il se rendit à Mantoue le 17 juillet, et sans attendre la date primitivement fixée, il ordonna l'attaque le jour même. Belliard raconte dans son *Journal* qu'une baisse inattendue des eaux l'empêcha de mettre son projet à exécution, mais qu'il le reprit le lendemain sur de nouvelles bases. Il fit former quatre colonnes et donna à chacune son objectif. Belliard, avec le général Sérurier, fut attaché à une colonne d'observation qui forma réserve. Les attaques coïncidèrent avec l'ouverture de la tranchée et furent

précédées par un feu violent de toutes les batteries. A partir de ce moment, les travaux de terrassement et la canonnade continuèrent avec une activité soutenue. Belliard visitait chaque jour les tranchées, ménageant si peu ses forces qu'il en tomba malade, sans toutefois cesser son service. Bientôt du reste la situation allait se modifier.

Le 29 juillet, on apprit que les Autrichiens, ayant reçu des renforts, avaient forcé nos lignes à la Corona, puis vers Bassano et Salo. Le général en chef ordonna la retraite, la concentration de l'armée derrière le Mincio, et la levée du siège de Mantoue.

La division Sérurier dut faire enterrer ou noyer l'artillerie de siège, envoyer les troupes de Saint-Georges et de la Favorite à Goïto pour y passer le Mincio, se rendre avec le reste au pont de Marcaria sur l'Oglio pour s'en emparer, puis se joindre à celles d'Augereau et de Kilmaine pour combattre l'ennemi.

Les événements qui en résultèrent, ont été racontés par Belliard, dans son *Journal des mouvements, actions et affaires qui ont eu lieu pendant le blocus de Mantoue.* Toute la partie qui a trait à la levée du siège, à la marche vers Castiglione et à la bataille de ce nom, donne une idée nette du style de l'auteur et de l'esprit qui l'animait.

13 thermidor an IV (31 juillet 1796). — Les 1er et 2e bataillons de la 69e demi-brigade ainsi que la 45e et toutes les troupes de Saint-Georges, la Favorite, Saint-Antoine, aux ordres du général de brigade Pelletier, sont partis à 10 heures du soir pour Goïto, pour y être employés aux ordres du général divisionnaire Augereau, ainsi que la cavalerie et l'artillerie, conformément aux ordres du général en chef.

Le reste de la division, composé de la 12e demi-brigade d'infanterie légère, 19e, 3e bataillon et 4 compagnies du 1er de la 25e, 3e bataillon de la 69e, 6e et 7e bataillons de grenadiers avec l'artillerie de campagne, quelques dragons du 8e régiment et les sapeurs, occupant Pietoli, Cerese et Pradella, ont levé le siège de Mantoue à onze heures et demie du soir, et

se sont mis en mouvement pour Marcaria par Rivalta, à environ 1 heure du matin. Le départ a été retardé pour protéger l'artillerie et lui faciliter les moyens d'enlever le plus de pièces et munitions possible; malgré cela, il en est resté la majeure partie, qu'on a enclouée et les roues ont été brisées, ainsi que les affûts. Les ponts de San Benedetto sur le Pô, de Formigosa et celui qui conduisait à la tranchée sur le Mincio, ont été coupés.

17 thermidor an IV (4 août 1796). — A quatre heures du soir, la division reçut l'ordre du général en chef de partir sur le-champ pour se rendre à Castiglione de Stiviere et envoyer en avant un corps de grenadiers de 500 hommes. De suite on donna l'ordre au 1er bataillon de la 19e demi-brigade qui était à Gasolo et au 3e bataillon de la 69e qui formait la garde du quartier général à Pozzolo, de se réunir à la division.

La santé du général divisionnaire Sérurier ne lui permettant pas de marcher à la tête des troupes, il remit le commandement entre les mains du général de brigade Gardanne qui se trouvait le plus ancien officier général.

La division ne se trouvant pas avoir le nombre des grenadiers demandé, on organisa un corps de 500 hommes avec le 7e bataillon des grenadiers, le 3e de la 12e demi-brigade d'infanterie légère et deux cents hommes y compris les grenadiers des deux derniers bataillons de la 19e demi-brigade d'infanterie de bataille, qui partit de suite sous les ordres du général de brigade Fiorella pour se rendre à marche forcée auprès du général en chef.

A 9 heures du soir, le reste de la division, composée de la 12e demi-brigade d'infanterie légère, de la 19e d'infanterie de bataille, du 1er bataillon et de 4 compagnies du 3e de la 25e de bataille, du 3e de la 69e et 200 hommes du 1er bataillon de la 45e a quitté la position qu'elle occupait sur la rive droite de l'Oglio près Marcaria, et s'est mise en mouvement pour se diriger sur le point qui lui avait été indiqué.

18 thermidor an IV (5 août 1796). — Le général Gardanne arrêta la troupe à San Martino et ne voyant point de reconnaissance de cavalerie que le général en chef devait envoyer à sa rencontre, il fit tirer trois coups de canon pour annoncer son arrivée; ensuite la division continua sa marche. A environ 10 heures du matin, elle rencontra l'ennemi à

Medoli; l'affaire s'engagea avec les tirailleurs. Le général ordonna aux adjoints Martineau et Sulkowski de se porter en avant et d'attaquer le village. Le feu devint plus actif; les tirailleurs et les carabiniers ne se trouvant pas assez forts, il fit avancer les deux premiers bataillons de la 12e demi-brigade d'infanterie légère avec une pièce de 8. L'ennemi fit une vigoureuse résistance; la fusillade devint très vive de part et d'autre pendant environ trois quarts d'heure; enfin on bat la charge, toute la colonne s'ébranle, la valeur républicaine l'emporte et nous nous rendons maîtres du village, où nous fîmes quelques prisonniers.

... Le reste de la division, que le général ne voulait pas compromettre contre l'ennemi, ne connaissant pas le dessein du général en chef, resta au village pour protéger les troupes qui étaient en avant. Cette manœuvre eut le plus heureux succès; car au moment où le général en chef attaquait la droite de l'armée ennemie, les deux petites colonnes qui se trouvaient en avant du village attaquèrent la gauche. L'ennemi se croyant pris en arrière par des forces majeures, commença à chanceler; nos troupes montent la colline, chassent l'ennemi des hauteurs; celui-ci, dans sa fuite précipitée, nous abandonna cinq pièces de canon et plusieurs caissons remplis de munitions; toutes les troupes, officiers et soldats, se sont conduites avec la plus grande bravoure.

... Peu de temps après l'expédition, la division reçut du général en chef l'ordre de se porter sur Borghetto. Le général Gardanne fit reposer un moment la troupe : on lui distribua le vin et le peu de pain qu'on put trouver dans le village de Medoli; ensuite elle se mit en mouvement pour sa nouvelle destination. La fatigue qu'elle avait éprouvée par la marche forcée qu'on lui fit faire la nuit précédente ne lui permit d'aller qu'auprès du village de la Volta, où elle a bivouaqué la nuit du 18 au 19 (5 au 6 août).

19 thermidor an IV (6 août 1796). — D'après les ordres du général en chef, le général Fiorella vint prendre le commandement de la division, qui partit à onze heures du soir pour se porter sur Peschiera, où elle resta trois heures, pour se reposer et recevoir les vivres.

En conséquence des ordres du général en chef, la division a quitté sa position à 2 heures du soir, pour marcher sur Vérone. En route, le général en chef donne l'ordre au général

Lasalcette de se porter avec la 19e demi-brigade sur Villafranca. Le reste de la division continua sa marche sur Vérone, où elle rencontra l'ennemi à dix heures du soir. Les portes se trouvant fermées et le gouverneur, malgré les sommations qu'on lui fit, ne les ouvrant point, on les fit enfoncer à coups de canon. Le général envoya de suite deux compagnies de la 12e demi-brigade d'infanterie légère pour faire des patrouilles, reconnaître l'ennemi et s'assurer s'il avait entièrement évacué la place : on ne rencontra que quelques traîneurs qui furent faits prisonniers. Le même soir, toutes les portes de la ville furent occupées par nos troupes et le reste de la division bivouaqua sous les murs de la place, sur la route de Peschiera.

21 thermidor an IV (8 août 1796). — Le même jour, d'après les ordres du général en chef, la division fut relevée dans ses positions sous Vérone par celle du général Augereau et partit pour se rendre à Villafranca, avec 50 hussards du 1er régiment et 40 du 10e de chasseurs, qui remplacèrent le 5e de dragons.

22 thermidor an IV (9 août 1796). — La division ne fit aucun mouvement et conserva la même position.

Elle reçoit ordre de partir pour se rendre à Marmirolo; le général Fiorella, se trouvant indisposé, remit le commandement au général Lasalcette. Les troupes, fatiguées, ne marchant pas aussi vite que le général l'aurait désiré, il se porta lui-même avec 30 hussards au pont de Marmirolo qu'on lui avait dit être coupé, afin de le faire rétablir de suite. Le pont n'était point coupé; le peu de troupes qu'il avait avec lui pénétra dans Marmirolo où l'on ne trouva qu'un petit poste endormi et qui fut fait prisonnier. Ce détachement était destiné à escorter et faire filer sur Mantoue un convoi de fourrages de 12 voitures qui tombèrent en notre pouvoir ainsi que quelques prisonniers.

La division arriva à midi à sa destination et prit position entre Marmirolo et Mantoue.

Là, j'ai quitté la division et je suis passé par ordre du général divisionnaire chef de l'état-major général, à celle du général Augereau. *Signé* : BELLIARD.

A cette époque, Augereau se trouvait sans chef d'état-major et en avait un besoin urgent. Il venait d'en

réclamer un instamment au général Berthier qui avait déjà jeté les yeux sur Belliard pour l'état-major général. Mais en présence des nécessités du service, il renonça à cette idée et le désigna pour servir auprès d'Augereau. Il écrivit à ce dernier le 1er fructidor (18 août) « ... J'ai prévu votre demande en vous envoyant l'adjudant général Belliard, l'un des meilleurs de notre armée, mais qui sort de maladie. Je comptais le garder à l'état-major; mais je vous l'envoie, etc. »

En même temps, Belliard reçut la lettre de service suivante, datée de Brescia, où était alors le quartier général :

L'adjudant général Belliard se rendra auprès du général Augereau, pour y être chargé du détail de sa division. Les adjoints de l'adjudant général Boyer seront aux ordres de l'adjudant Belliard, pour être employés au détail de l'état-major de la division.

Ce dernier se rendit à son nouveau poste à Vérone et en prit aussitôt les fonctions, qui furent notifiées aux troupes par l'ordre du jour suivant :

Vérone, le 3 fructidor, an IV (20 août 1796).

L'adjudant général Belliard est arrivé à la division pour y remplir les fonctions de chef de l'état-major.

Cette nomination était la première manifestation de l'intérêt que Bonaparte et Berthier lui portaient. Son zèle, son courage et son activité avaient conquis leurs sympathies. Augereau, qui l'avait vu sous Mantoue, lui témoigna bientôt de son côté la plus grande confiance.

Après deux mois et demi de service à l'armée d'Italie, la réputation de Belliard était faite. Comme chef d'état-major et comme soldat, il avait su gagner l'estime de ses chefs. A cette époque, la première qualité que le général en chef demandait à ses officiers, qu'ils fussent de l'état-major ou des troupes, c'était le courage. La

seconde, spéciale aux états-majors, c'était l'exactitude dans leur correspondance, quelle qu'en fût la difficulté. Sous ce rapport, à l'armée d'Italie Belliard s'était déjà distingué. Il devait en être ainsi dans tout le cours de sa carrière. De 1796 à 1814, il n'a pas manqué un seul instant d'avoir ses rapports et ses lettres de service, tenus au courant jour par jour, datés, enregistrés, classés et même reliés. Sa correspondance, souvent accompagnée de comptes rendus de reconnaissances, de marches, d'opérations ou de combats, est celle d'un chef d'état-major modèle.

Malgré cela, l'opinion qu'on se faisait alors de l'officier d'état-major n'était pas, comme on l'a vu depuis, celle d'un homme de bureau. Cela tenait à ce qu'on le voyait au feu. Les colonnes d'attaque étaient toujours conduites par des adjudants généraux ou des adjoints, qui marchaient à leur tête, remplaçaient à l'occasion les commandants des troupes, représentaient le général en chef, entraînaient les soldats et étaient toujours les premiers exposés. Avant tout, c'étaient des soldats et quand on les voyait ensuite s'occuper des besoins des hommes, veiller à tous les soucis du commandement, et achever chaque jour leur correspondance militaire, nul ne songeait à les critiquer.

Dès son début, Belliard, qui avait déjà de beaux services de guerre, s'était montré ainsi, esclave de ses devoirs et passionné pour son métier. Constamment aux tranchées ou en tête des colonnes, il s'était fait connaître sous Mantoue par sa bravoure et, au quartier général, par ses aptitudes d'officier d'état-major. On le retrouvera plus tard justifiant ces appréciations et méritant d'une façon spéciale l'amitié de Napoléon et de son major général. Il arriva près d'Augereau, dans un moment difficile, où l'armée d'Italie allait avoir à déployer ses plus grands efforts.

Il n'était pas brillant. Les fièvres contractées au siège

de Mantoue, l'avaient éprouvé; et la campagne de Castiglione, faite dans ces conditions, ne l'avait pas remis. Il était encore affaibli, mais en état d'organiser son service qui en avait grand besoin. Sa première lettre fut pour le chef de l'état-major général.

Au général Berthier.

2 fructidor, an IV (19 août 1796).

D'après vos ordres, je suis parti de Brescia pour me rendre à la division du général Augereau, où je suis arrivé ce matin. De deux adjoints que vous m'avez dit devoir rester sous mes ordres, l'un est malade et l'autre s'en va à Milan pour donner des soins à l'adjudant général Boyer et à son camarade. Il ne me reste plus qu'un des miens qui a la fièvre tous les jours: je vous prie donc, mon général, de donner des ordres pour qu'il en vienne deux de l'état-major, autrement je ne pourrai pas, étant encore malade, suffire seul pour faire le service, surtout si la division faisait un mouvement. Il paraît, d'après les renseignements qui m'ont été donnés, que la cavalerie attachée à la division forme un corps séparé, commandé par un général divisionnaire et que les états de situation sont adressés directement à l'état-major général; il me semble cependant que c'est contraire à l'ordre établi et que tous les corps qui font partie d'une division doivent adresser à l'état-major de cette division leurs situations journalières, afin qu'on en puisse connaître la force. Le général Augereau m'a dit que c'était convenu entre lui et le général de la cavalerie : ainsi ne soyez pas surpris si je ne la porte pas sur l'état général.

La réclamation de Belliard fut écoutée, d'autant mieux que la division Augereau avait alors à Vérone un rôle des plus importants; on lui donna deux adjoints, auxquels du reste, cette désignation devait être fatale; car tous deux périrent, comme on le verra plus loin, dans un des futurs combats.

La situation à Vérone était alors assez grave. L'ennemi ne s'était pas éloigné de l'Adige, et attendait des renforts

pour reprendre l'offensive. Nos avant-postes ne dépassaient guère les portes de la ville et étaient souvent aux prises avec ceux des Autrichiens. La plus grande vigilance était nécessaire.

Belliard fit de son mieux. Mais cela ne l'empêcha pas, à la fin d'août, de recevoir des reproches du général Gaultier, qui faisait fonction de chef de l'état-major général, à Brescia, pendant une absence de Berthier. Très zélé, exact et dévoué, Belliard supportait mal les observations qu'il ne croyait pas mériter; et il le fit sentir à son supérieur dans des termes qui témoignaient à la fois de sa franchise, de son caractère et aussi de son éducation.

Au général divisionnaire Gaultier,
chef de l'état-major à Brescia.

12 fructidor, an IV (29 août 1796).

Mon général, depuis que je sers, voilà les premiers reproches que je reçois et je ne crois pas avoir mérité ceux que vous me faites de mon inexactitude. Je n'ai point reçu de lettre pressante du général Berthier qui me demandât l'état de quinzaine du 25 du mois dernier. Il savait bien, et vous devez vous rappeler vous-même, qu'à cette époque j'étais à Brescia et que je ne suis arrivé à la division du général Augereau que le 2 de ce mois, où l'on ne m'a pas dit que l'état de quinzaine n'avait pas été adressé à l'état-major général. Cependant pour remplir vos intentions, j'ai écrit au général Verdier, qui était alors chargé du détail, pour lui demander des renseignements ou pour refaire un état approximatif sur celui de 25 au 10, que vous trouverez ci-joint. Soyez assuré, mon général, que mon plus grand plaisir est de remplir avec exactitude les devoirs que m'impose ma place et que si quelquefois je ne le fais pas, c'est que les difficultés sont insurmontables.

AUGUSTE BELLIARD.

Au quartier général, où l'on reconnut la justesse de sa réponse, on n'eut pas le temps de s'attarder à des questions de bureau. Dès les premiers jours de sep-


LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tembre, Würmser, ayant refait son armée, avait pris position sur la Brenta, en laissant à Trente, sur le Haut-Adige, un corps important. Bonaparte résolut de marcher à l'ennemi, et, tout d'abord, sur les forces qui pouvaient menacer ses communications, celles de Davidowich sur l'Adige. Augereau, Masséna et Vaubois furent désignés pour cette opération. Le premier devait s'avancer sur les hauteurs à l'est vers Rovere, tandis que le second se porterait sur Borghetto et Ala. Le mouvement commença le 16 septembre.

Augereau partageant sa division en deux colonnes, se fit couvrir sur sa droite par son chef d'état-major, à la tête d'une demi-brigade, dirigée sur la vallée d'Arsa, qui rejoint celle de l'Adige à Roveredo. En suivant cette voie, Belliard arriva sur la gauche des Autrichiens, la fit tourner par un détachement, enleva la position qu'elle occupait et rejoignit ensuite son général devant Roveredo.

Le 18 fructidor (4 septembre) on se heurta, sur ce point, aux masses ennemies qui furent battues et rejetées sur Calliano, puis sur Trente. Le rôle principal de la journée appartint à la division Masséna, qui s'empara de Trente le lendemain et rejeta Davidowich sur le Lavis. A ce moment, Bonaparte, apprenant la marche de Würmser sur Bassano, par la vallée de la Brenta, laissa Vaubois à Trente et se rabattit sur la droite, contre cet adversaire, avec Masséna, la cavalerie de Murat, et Augereau qui, cette fois, était en tête.

Belliard accompagna son général à Levico, puis à Borgo-di-Val-Sugana où eut lieu un premier engagement. L'ennemi refoulé, fut poursuivi et atteint le 21 fructidor (7 septembre) à Primolano, qui lui fut enlevé ainsi que le fort de Covolo (1). Il fut rejeté vers

(1) Ce combat fut reproduit par une belle gravure, qui orne les salles du Service géographique de l'armée, ancien dépôt général de la guerre.

Bassano, en perdant 10 canons, 15 caissons, 8 drapeaux et 4,000 prisonniers.

Dans la soirée, Belliard transmit aux troupes, l'ordre de passer la Brenta à Carpane dans la nuit, et de marcher sur Bassano. Le lendemain, en débouchant des gorges de la Brenta, à Solagna, la division se heurta aux Autrichiens qui occupaient une forte position. Après un rude combat, elle les poursuivit et entra sur leurs talons à Bassano. Le général en chef ennemi, Würmser, qui s'y trouvait, faillit être pris. Il n'eut que le temps de se sauver à Vicence, où il avait encore une division forte de 8,000 hommes, seul reste de sa seconde armée.

La journée du 22 fructidor (8 septembre) nous rapporta 35 pièces attelées, deux équipages de pont, 200 fourgons, de nombreux bagages et 5,000 prisonniers.

Belliard n'eut pas le temps de s'arrêter et repartit aussitôt avec sa division, marchant sur Citadella et Padoue. A peine arrivé dans cette dernière ville, son chef reçut l'ordre de marcher sur Porto-Legnago pour y prévenir l'ennemi et lui couper la retraite. Il se mit en route aussitôt, mais ne put atteindre le but qui lui avait été tracé. Würmser, coupé de Padoue et fuyant, avec les débris de ses forces, dans une direction opposée à sa ligne de retraite, n'avait plus d'autre refuge que Mantoue. Aussi le 23 (9 septembre), ayant filé le long de l'Adige, il trouva libre le pont de Legnago, dont la défense n'avait pas été préparée. Quand Augereau y arriva le lendemain, un détachement ennemi le gardait. Un combat s'engagea, dans lequel Belliard eut un cheval tué sous lui; l'ennemi fut battu et la ville enlevée, avec 22 canons et 1,700 hommes qui s'y trouvaient. La division se porta ensuite sur Mantoue où elle prit part à la bataille de Saint-Georges, qui eut pour résultats la prise de ce faubourg, celle de la Favorite, de 25 canons, de 2,000 prisonniers, et le refoulement de Würmser dans la place. Belliard qui s'était distingué dans cette

rapide campagne, mérita d'être cité dans le rapport du général en chef du 30 fructidor (16 septembre). « L'adjudant général Belliard, écrivit-il au Directoire, officier de distinction et qui a eu un cheval tué sous lui dans une des précédentes affaires, s'est parfaitement conduit. »

A la suite de ces derniers événements, le siège de Mantoue fut repris et confié à Kilmaine. Belliard fut envoyé à Vérone avec le général Augereau, tandis que Masséna occupait Bassano. Vaubois restait sur le Lavis.

Augereau partit seul avec Belliard, laissant ses troupes sous les ordres du général Bon, le plus ancien de ses brigadiers et son état-major sous ceux du capitaine Mathelon, un de ses adjoints. En route, ce dernier crut pouvoir rédiger le compte rendu des marches et combats de la division depuis son départ de Vérone, le fit signer par le commandant de la colonne et l'envoya au général en chef. C'était un empiétement sur les droits de son supérieur qui, malgré sa bonté naturelle, ne tolérait jamais les fautes de service. Il en eut connaissance à Vérone, et d'accord avec Augereau, il adressa à son adjoint, alors à Governolo, la verte leçon qu'il méritait.

Au citoyen Mathelon à Governolo.

Vérone, le 8 vendémiaire, an VIII (29 septembre 1796).

Je suis fort surpris qu'on ait profité de mon absence pour faire le rapport de la marche de la division depuis son départ de Vérone, et pour l'adresser à l'état-major. Vous deviez savoir que ce n'était ni à vous, ni au général Bon qui ne commandait pas alors, à s'en occuper, et que c'était ou au général Augereau, ou à moi, à le faire. Lorsque j'ai accepté la place de chef d'état-major de cette division, j'ai cru pouvoir remplir les devoirs qu'elle m'imposait et n'avoir pas besoin de faiseurs pour travailler ma besogne. Vous voudrez donc bien, à l'avenir, vous renfermer dans les limites qui vous sont prescrites; je me réserve de témoigner au premier jour mon mécontentement au général Bon. S'il

était si envieux d'y apporter sa signature pour envoyer le rapport chez lui, il pouvait se contenter de le viser et l'honnêteté exigeait au moins qu'il me le fît passer pour l'envoyer à l'état-major. — Je compte au premier jour aller vous joindre avec le général Augereau qui est arrivé hier soir à Vérone.

AUGUSTE BELLIARD.

Ce n'était pas un chef commode qui parlait ainsi, mais un chef qui savait commander. Le capitaine Mathelon se le tint pour dit et ne recommença plus. Le repos accordé alors aux troupes servit à les remettre en état et à remplacer les effets usés ou détruits, les munitions, les armes, etc. Malheureusement, à cette époque, les services administratifs secondaient mal les généraux; et Augereau qui entendait être obéi, chargea Belliard de transmettre ses réclamations au général en chef. Ce dernier s'adressa au général Berthier.

Au chef de l'état-major général.

11 brumaire an V (2 novembre 1796).

Le général Augereau me charge de vous instruire, que malgré toutes les démarches qu'il a faites, la division n'a pas encore pu obtenir les effets d'habillement et d'équipement que vous lui aviez annoncés.... Vous jugerez sûrement comme moi, mon général, qu'on ne se joue pas ainsi de la misère du soldat en renvoyant de Pierre à Paul, pour retarder la livraison des besoins de la troupe et rendre illusoires les intentions du général en chef et les vôtres. Vous jugerez, dis-je, que cette foule d'égoïstes, peu habitués à supporter les fatigues de la guerre et la rigueur de la saison, calculent seulement sur leur bien-être et leur tranquillité au lieu de s'occuper des besoins de la troupe. Ils s'imaginent parce qu'ils sont chaudement dans leurs palais que le reste des hommes doit être comme eux. Une pareille conduite ne peut pas être tolérée plus longtemps, et je suis assuré d'avance, mon général, qu'il suffit de vous la faire connaître pour être persuadé que vous ne permettrez pas qu'on enfreigne plus longtemps vos ordres et qu'on refuse

les besoins du soldat, cette classe d'hommes si précieuse et à laquelle la patrie doit tout. Veuillez, mon général, donner les ordres les plus précis pour que la division reçoive très promptement ses habits, vestes, etc.; cela est d'autant plus urgent que le froid commence à se faire sentir et que beaucoup de militaires sont tout nus....

Il y eut alors, pour l'armée d'Italie, une période de repos qui se prolongea jusqu'au 10 brumaire (1er novembre 1796). Mais ce ne fut qu'un instant. Pendant ce temps les Autrichiens rassemblaient le plus de troupes qu'ils pouvaient, résolus à faire l'impossible pour sortir d'une situation dont ils sentaient la gravité. Chez nous, au contraire, l'armée affaiblie par ses succès, par ses prodigieux efforts, n'ayant pas reçu les renforts qui lui étaient si nécessaires, devait se trouver bientôt dans la position la plus critique de la campagne.

Dès la fin d'octobre, les renseignements venus du Frioul firent pressentir à Bonaparte une nouvelle série d'opérations. Le 2 novembre, Masséna qui occupait Bassano en poste avancé, le prévint que l'ennemi avait passé la Piave et marchait sur lui. L'ordre fut aussitôt envoyé à Augereau de se rendre à Montebello, sur la route de Vérone à Vicence et de se mettre en rapport avec Masséna. Belliard transmit les ordres nécessaires et quitta Vérone le 4, avec son chef, renforcé de deux régiments de cavalerie. A peine était-il arrivé à destination que le général en chef rejoignit la division et la porta sur Vicence. Les Autrichiens ayant occupé Bassano, Masséna eut ordre de les déloger. Il réussit à leur faire repasser la Brenta, mais après une lutte si acharnée qu'il fallut aviser. En même temps, Vaubois, assailli par des forces supérieures, battu le 3 et le 7 novembre, était rejeté sur Rivoli. Il fallut se concentrer autour de Vérone. Bonaparte partagea alors ses forces en deux groupes : l'un sous Masséna, entre l'Adige et le lac de Garde; l'autre, sous Augereau, défendant

Vérone et le Bas-Adige. Pendant ce temps, le général autrichien Alvinzi, ayant repassé la Brenta, avait gagné Vicence, Montebello, Villanova et marchait sur Vérone. Bonaparte, ainsi menacé, quitta cette dernière ville, le 11 novembre, pour se porter à sa rencontre avec la division Augereau. Celle-ci trouva l'avant-garde ennemie à San Martino, à 8 kilomètres de Vérone, la refoula et la poursuivit. Le lendemain, Augereau renforcé par des troupes de Masséna, attaqua la position de Caldiero. Belliard, engagé déjà la veille, prit une part active au sanglant combat livré ce jour-là. Mais sa division luttant contre des forces supérieures bien retranchées, sans réserve pour la soutenir, fut forcée de reculer. Elle prit une position en arrière et dut bientôt résister à son tour aux assauts de l'ennemi. Augereau se dégagea par un retour offensif et conserva sa position jusqu'à la fin de la journée. Son chef d'état-major eut un cheval tué sous lui. C'était une lutte indécise; mais les Autrichiens, forts de leur nombre, avaient en somme, arrêté notre offensive et restaient maîtres du terrain.

La situation était grave; et le temps, devenu mauvais, augmentait les misères du soldat déjà excédé de fatigue. Bonaparte se résigna à replier ses troupes sur Vérone.

D'après un aide de camp de Belliard, le général en chef réunit le lendemain un conseil de généraux pour examiner les mesures à prendre. Le chef d'état-major d'Augereau, venu à Vérone pour connaître ses intentions ayant pénétré par mégarde dans la salle du conseil, voulut se retirer. Bonaparte s'y opposa et l'engagea à donner son avis. Belliard conclut à une nouvelle tentative pour repousser Alvinzi. Augereau et Bonaparte partageaient cette opinion, alors que les autres généraux parlaient de repasser l'Adige et de se reporter derrière le Mincio ou l'Adda. Le général en chef, persistant dans son projet, résolut d'attaquer l'ennemi sur le flanc et sur ses derrières pendant qu'il marcherait de Caldiero sur

Vérone. Il comptait, en franchissant l'Adige à Ronco, déboucher sur des marécages, où les Autrichiens, forcés de combattre sur d'étroites chaussées, perdraient l'avantage du nombre; puis, enlever Arcole, gagner Villanova et leur couper la retraite. Ce plan fut aussitôt mis à exécution.

Augereau, après avoir quitté Vérone, le 15 novembre, tourna à gauche, longea la rive droite de l'Adige jusqu'à Ronco, où un pont avait été jeté, franchit le fleuve et marcha sur Arcole, tandis que Masséna, placé à sa gauche, contenait les Autrichiens vers Caldiero. Arrivés au pont de l'Alpone, qui les séparait d'Arcole, les soldats d'Augereau furent accueillis par un feu meurtrier et repoussés. Une seconde tentative ayant encore échoué, Augereau prit un drapeau et suivi de son état-major, le sabre à la main, alla le planter sur la digue à l'entrée du pont. Ses hommes s'élancent une troisième fois, et de nouveau sont refoulés. Belliard se dévoue pour aller chercher le drapeau et le rapporter.

Ce fut alors que Bonaparte, pressé d'en finir, mit pied à terre, prit la tête des troupes et les lança une quatrième fois. Augereau, Belliard, ses adjoints et tous les officiers présents excitent les soldats et le suivent; on arrive au pont; le feu redouble; les généraux Verdier, Bon, Lannes sont blessés; Belliard a ses deux adjoints, le capitaine Mathelon et le lieutenant Martineau qui sont tués. Les premiers pelotons disparaissent, fauchés par les balles; le reste de la colonne recule. Les officiers qui sont près de Bonaparte le poussent sur le revers de la digue pour le mettre à l'abri du feu. L'ennemi débouche et le dépasse. Belliard rallie les grenadiers, fond sur les Autrichiens, et reprend les abords du pont, dégageant son général en chef.

Ce fut le dernier effort de la journée qui finit ainsi par un échec. Belliard avait encore eu son cheval tué et ses habits criblés de balles.

Le lendemain 16, il était occupé à réorganiser les brigades entre Ronco et Arcole, quand l'ennemi, débouchant du pont d'Arcole, essaya de reprendre Ronco. Il forma aussitôt une colonne et attaqua son avant-garde, pendant que le général Robert à la tête de la 75ᵉ demi-brigade, chargeait à la baïonnette sur ses flancs. D'autre part, sur la gauche, Masséna arrêtait les troupes de Provera et les rejetait en arrière. Les Autrichiens avaient bien reculé devant la division Augereau, mais on n'avait pu encore franchir le pont d'Arcole.

Le troisième jour, 17 novembre, l'attaque recommença. Augereau passa l'Alpone de vive force, sur un pont que Bonaparte avait fait jeter pendant la nuit. Le pont d'Arcole fut ainsi pris à revers. Au delà de la rivière, il chargea Belliard d'en descendre le cours pour opérer sa jonction à droite avec une colonne que le général Guieu amenait d'Albaredo. La bataille recommença avec Masséna à gauche, le général Robert au centre et Augereau à droite. Les habiles dispositions du général en chef assurèrent le succès. Les Autrichiens, tournés par leur gauche, abandonnèrent Arcole, qui fut occupé aussitôt et se retirèrent sur Montebello. A la nuit close, ils tentèrent un retour offensif; mais ils furent aperçus par Masséna, qui lança à la charge les troupes qu'il avait sous la main. Belliard qui se trouvait sur les lieux, reçut l'ordre de le seconder. On se jeta à la baïonnette sur l'ennemi qui ne put résister, et s'enfuit en désordre. La victoire, cette fois, était complète et décisive.

Le lendemain, quatrième jour de combat, la poursuite commença. Augereau fut dirigé sur San Martino pour couper la retraite au vaincu. Belliard, envoyé à l'avant-garde, s'empara de la position de Dolce. On fit de nombreux prisonniers et on saisit deux équipages de pont.

Alvinzi opéra sa retraite sur le Frioul; Bonaparte rentra vainqueur à Vérone et donna quelques semaines

de repos à ses troupes. Dans ces terribles journées Belliard avait échappé à tous les dangers; mais il avait eu à la jambe, une contusion dont il se ressentit longtemps et qui fut relatée en 1802, dans un certificat médical délivré par Larrey. Ce qui fut plus important pour lui, ce fut la haute opinion que sa capacité et sa bravoure inspirèrent à ses chefs. Augereau, le comprit sur son travail de récompenses et demanda pour lui, malgré son refus, le grade de général de brigade. Bonaparte, qui l'avait vu à l'œuvre, appuya la proposition et écrivit dans son rapport aux Directeurs, sur les journées d'Arcole : « Je vous demande le grade de général de brigade pour les adjudants généraux Vial et Belliard, etc. » Et plus loin, il ajouta : « Les généraux et officiers de l'état-major ont montré une activité et une bravoure sans exemple, etc. »

La réponse ne se fit guère attendre et à la fin de décembre, Belliard reçut sa nomination.

Il eut alors un accès de modestie qu'on aurait de la peine à comprendre aujourd'hui, mais qui permet de juger son caractère. Il refusa son avancement par la lettre suivante adressée au général en chef :

L'adjudant général Belliard au Général en chef.

Au quartier général, à Vérone, le 8 nivôse, an V (28 décembre 1796).

Mon Général,

Après avoir comparé mes moyens avec les devoirs que m'impose le grade de général de brigade, j'ai reconnu que cette position était au-dessus de mes forces. Je me décide donc, mon Général, à conserver le grade d'adjudant général qui convient beaucoup mieux à mon âge et à mon peu d'expérience. J'ai la conviction que j'y pourrai servir mon pays plus utilement et continuer à mériter l'estime et la confiance de mes chefs. Je n'en suis pas moins reconnaissant de vos bontés et jaloux de conserver l'amitié que vous voulez bien avoir pour moi.

AUGUSTE BELLIARD.

Une lettre analogue fut adressée au ministre de la guerre et, le surlendemain, il écrivit à son père :

Armée d'Italie.

Le 10 nivôse, an V (30 décembre 1796).

Mon bon ami,

Le général Augereau, malgré mon désir à lui exprimé de rester adjudant général, vient de demander pour moi le grade de général de brigade ; j'ai même en mains la lettre du ministre qui m'annonce ma nomination. Ne me croyant pas assez d'expérience pour remplir dignement des fonctions si élevées, et servant mon pays par amour et non par ambition, j'ai refusé l'avancement qui m'était offert. Je viens d'envoyer au général en chef et au ministre deux lettres à ce sujet.

Je suis certain que tu les approuveras, toi qui m'as toujours recommandé de servir ma patrie sans ambition. J'aurais été d'autant plus heureux que je savais toute la satisfaction que tu en ressentirais, mais j'ai cru devoir suivre ton exemple et tes conseils.

Adieu, mon bon ami.

BELLIARD.

Le ministre de la guerre, tout en appréciant le sentiment élevé qui inspirait Belliard, lui répondit le 1er ventôse, qu'il maintenait son grade de général de brigade, et exigeait qu'il en portât les marques distinctives. Mais en lui adressant le brevet, il l'autorisa à continuer ses fonctions d'adjudant général. Il ajoutait que cette décision avait pour but « de lui donner une nouvelle preuve de bienveillance et de l'estime particulière du Gouvernement envers les officiers qui, comme lui, savaient allier le mérite à la modestie ».

Belliard avait alors vingt-sept ans. Il semble que la modestie seule l'ait porté à refuser son grade. Et la réponse que lui fit le ministre montre comment ce refus fut apprécié à cette époque. Il est toutefois permis de douter que l'effet produit sur Bonaparte lui fut favorable. Ce dernier était du même âge que Belliard et il n'aimait guère les hommes qui doutaient d'eux-mêmes.

Il avait jugé qu'il remplirait bien les fonctions de son nouveau grade; il ne dut pas être satisfait de voir l'intéressé lui-même en douter, et l'écrire au ministre. Il dut penser qu'il n'était pas fait pour les hauts emplois de l'armée, ni pour les commandements d'ordre élevé. Et ce qu'il y a de plus étrange dans l'hésitation de Belliard c'est qu'avant peu il devait justifier le choix de Bonaparte, en montrant dans son nouveau grade, les aptitudes militaires les plus brillantes. Pour l'instant toutefois, le général en chef, répondant à son désir, lui laissa continuer près d'Augereau, son service de chef d'état-major de la division.

Belliard nous a laissé, dans son rapport officiel sur les journées de Caldiéro et d'Arcole, un récit intéressant qui porte le cachet de la hâte avec laquelle il fut rédigé, mais aussi celui de la vérité exprimée par un témoin oculaire.

Le 21 brumaire, an V (11 novembre 1796), le général Augereau reçut l'avis du général en chef qu'on devait attaquer l'ennemi en avant de Vérone et que les troupes de la division qui se trouvaient dans cette partie, formeraient l'avant-garde de l'armée. Il fit ses dispositions sur les bords de l'Adige et se rendit ensuite à Vérone.

A trois heures du soir la 3e demi-brigade d'infanterie légère, la 4e de ligne, les 10e et 24e régiments de chasseurs et les 6 pièces d'artillerie qui étaient restées à Vérone et à Saint-Michel se mirent en marche pour former l'avant-garde de l'armée et marcher à l'ennemi. A quatre heures, on rencontra les avant-postes de l'ennemi au village de Saint-Martin; ils furent bientôt repoussés et se replièrent sur le village de Vago où ils avaient des forces et du canon.

Le général Augereau donna l'ordre au général Verdier de tourner les hauteurs de gauche avec la 1re demi-brigade d'infanterie légère et deux bataillons de la 4e, pendant qu'il se portait sur la route et par la droite avec le 3e bataillon de la 4e, un de la 18e demi-brigade d'infanterie légère qui vint joindre la division et les deux régiments de cavalerie. L'ennemi se trouva maître des hauteurs. Le général Verdier

l'attaqua. Il fit une vigoureuse résistance. Le général Augereau donna l'ordre au général Dommartin de faire poster deux pièces d'artillerie sur la gauche, et d'en faire avancer deux sur la grande route pour répondre à celles que l'ennemi avait établies en avant du village. Le feu de l'artillerie et de l'infanterie fut assez soutenu de part et d'autre pendant environ une heure. Enfin nous repoussons l'ennemi, nos troupes s'emparent du village et font environ cent cinquante prisonniers. La nuit étant survenue, le combat cessa et la division renforcée de deux bataillons de la 40e, prit position partie en avant du village et partie en arrière. Le 22, d'après les ordres du général en chef, la division quitta sa position pour marcher à l'ennemi dont les avant-postes étaient près des nôtres. Au premier mouvement, ils se retirèrent sur le village de Caldiero où était l'armée. Alors le général en chef fit avancer la division du général Masséna, ordonna au général Augereau de suivre la chaussée et d'attaquer par la droite, pendant que le général Masséna, attaquant par la gauche, tâcherait de gagner les hauteurs afin de prendre l'ennemi à dos.

... A dix heures, la fusillade s'engage de la droite à la gauche. Les colonnes s'avancent et repoussent l'ennemi sur la droite. Les troupes gagnent jusqu'aux pieds des hauteurs qu'occupait l'ennemi par échelons, et déjà quelques soldats commençaient à gravir; mais le temps était si mauvais que les premiers glissèrent sur ceux qui les suivaient. Ce petit choc occasionna un peu de confusion; l'ennemi, qui n'était point encore attaqué par la gauche, amena des forces sur la droite, et, profitant du petit mouvement que nos troupes avaient fait, attaqua à son tour et nous obligea de rétrograder pour prendre une position à peu de distance.... Le mauvais temps et les forces supérieures qu'on nous opposa ne permirent pas de s'avancer beaucoup et la vigoureuse résistance de l'ennemi qui était embusqué, obligea de prendre position et d'attendre que la division du général Masséna pût, par son mouvement, attirer une partie des forces ennemies auxquelles il fallait faire face.

A deux heures, l'attaque de gauche commença. Alors la division fit un mouvement et se porta en avant; mais la division Masséna qui, dans les premiers moments, avait obtenu du succès, n'ayant pu opérer sa jonction et se

trouvant forcée de faire sa retraite, il fallut s'arrêter et le général Augereau, voyant que l'ennemi commençait à le tourner par la gauche et même par la droite, afin de le venir prendre en queue, ordonna de se retirer lentement et de venir prendre la position que nous occupions le matin au village de Vago.

Le temps fut tout le jour pluvieux et nous avions contre nous un vent très grand et très froid; malgré cela la fusillade a duré tout le jour et l'affaire a été on ne peut pas plus chaude. Nous avons eu plusieurs blessés dont l'état nominatif sera envoyé séparément. L'ennemi a perdu beaucoup de monde; nous lui avons fait près de 200 prisonniers. Le 23, à deux heures dans la nuit, la division reçut l'ordre du général de quitter la position de Vago et de se rendre à Vérone.

Le 24, toute la division s'est réunie à Ronco; à onze heures du soir la 11e demi-brigade et 2 pièces d'artillerie ont traversé l'Adige sur des trailles pour aller occuper les trois chaussées qui aboutissent à Ronco et protéger les ouvriers qui travaillaient à la construction du pont sur lequel devait passer l'armée pour aller attaquer l'ennemi.

Le 25, à la pointe du jour, le général Bon prit le commandement de la 1re demi-brigade d'infanterie légère et le général Lannes, qui arriva la nuit, celui de la 11e de bataille. La division a passé l'Adige sur le pont de bateaux qui avait été jeté pendant la nuit pour se diriger sur Villanuova et prendre l'ennemi sur ses derrières.

A neuf heures du matin, on rencontra l'ennemi sur la chaussée qui conduit à Villanuova en avant du village d'Arcole. Le général Augereau ordonna au général Bon commandant la 1re demi-brigade d'infanterie légère d'attaquer. La fusillade commence; l'ennemi fait beaucoup de résistance; mais les chasseurs, soutenus par la 4e demi-brigade que commandait le général Verdier, parvinrent à le repousser jusqu'au village. Il se retranche derrière la chaussée sur le pont, et se plaça dans les maisons du village d'où il fit le feu le plus vif. Le général Augereau voulut faire enlever le pont à la baïonnette; mais les soldats intimidés par le feu très nourri qu'on faisait sur eux et trouvant un abri sur le revers de la digue, abandonnèrent leurs généraux et ne voulurent plus avancer. Alors le

général Augereau, qui avait déjà fait passer quatre compagnies de l'autre côté du petit canal de l'Adige, ordonna au 3e bataillon de la 11e de les suivre afin de tourner le village et de tâcher d'y mettre le feu s'il ne pouvait pas pénétrer. Ce bataillon s'avança jusqu'aux premières maisons, parvient à en brûler quelques-unes; le général fait avancer en même temps les deux premiers bataillons de la 51e demi-brigade, commandée par le général de brigade Lannes, pour marcher de concert et parallèlement au 3e bataillon et tâcher d'emporter le pont; mais malgré la bravoure du général qui les commandait et l'instigation de leurs officiers, ces deux bataillons suivirent l'exemple des premières troupes et ne voulurent pas seconder leurs chefs; ils se jetèrent aussi au bas de la digue d'où ils se contentaient de faire feu. Le général Augereau tente avec deux bataillons de la 40e demi-brigade commandés par le général Verger, qui n'avaient pas encore donné; mais il ne fut pas plus heureux. Alors le général Augereau prend un drapeau s'avance sur la digue avec les officiers, encourageant les soldats et voulant les conduire à la victoire. Quelques grenadiers le suivirent jusqu'à cent pas du pont, ensuite se jetèrent au bas de la chaussée, l'abandonnèrent lâchement et le laissèrent exposé au feu de l'ennemi. Il était quatre heures du soir. Le général en chef arrive avec son état-major, parle au soldat, l'engage à marcher; mais il était insensible. Alors le général met pied à terre, s'avance à la tête de la troupe, et malgré les instances du général Augereau et de tous les officiers qui voulaient le retenir et l'empêcher de s'exposer, il se débarrasse de tout le monde et marche à la tête sur le pont. Mais malheureusement, son exemple ne fit pas plus d'impression sur l'esprit de la troupe, et le soldat frappé d'une terreur panique, l'abandonna comme les autres officiers généraux. L'ennemi, qui était assez près pour nous voir, redoubla son feu. Nos soldats furent épouvantés et s'imaginant que la troupe ennemie marchait sur eux, firent un petit mouvement rétrograde; mais les pièces d'artillerie qui étaient en batterie sur la chaussée ne bougèrent pas et protégèrent la retraite. L'ennemi enhardi par le découragement de nos troupes et voulant profiter du petit mouvement de confusion qu'il apercevait, attaqua d'abord le 3e bataillon de la 11e qui était sur la droite, parvint à le

repousser et à lui faire passer le canal et sortit en même temps du village sur la chaussée pour nous poursuivre; mais quelques soldats se rappelant encore qu'ils étaient français, se rallient, font face à l'ennemi et soutenus par le feu de l'artillerie, ils parviennent à le repousser avec perte de plusieurs des siens. La nuit mit fin au combat et la division, après avoir été remplacée par une partie de celle du général Masséna qui garda la tête du pont pendant la nuit, repassa l'Adige et vint s'établir sur la rive droite où elle prit position jusqu'au lendemain.

Le 26, à la pointe du jour, l'ennemi vint attaquer par les deux chaussées qui conduisent l'une à Saint-Martin et l'autre à Villanuova. La fusillade s'engage et devient très vive de toute part, nos troupes surprises sur la gauche commencent à plier et laissent obtenir à l'ennemi des succès qui auraient fait craindre pendant quelque temps qu'il ne s'emparât de la tête du pont; mais le général Augereau et prend avec lui la 32° demi-brigade, marche à l'ennemi et parvient à le culbuter; toute la division du général Masséna suivit par cette chaussée celle du général Augereau et reçut après l'ordre de se porter sur la droite qui avait su résister à l'ennemi; pendant longtemps on se disputa le terrain pied à pied. Le général Augereau donne l'ordre au général Robert, commandant la 75°, de prendre avec lui 2 pièces de canon, et de s'avancer à la baïonnette pour balayer la chaussée et se porter sur le village d'Arcole. Ce mouvement produisit une partie du succès qu'on avait lieu d'en attendre; l'ennemi quitte sa position et nous abandonne 60 ou 80 prisonniers. On poursuit avec vigueur, mais, arrivés au village, l'ennemi se trouve retranché comme la veille, fait un feu de chaussée très vif et arrête nos troupes; il était deux heures. Le général voyant qu'on ne pouvait pas enlever le pont de vive force, prévint le général en chef qu'il était nécessaire de faire jeter un pont à l'embouchure du petit canal d'Astego sur lequel on passerait une forte colonne qui tournerait le village de très loin et que c'était le seul moyen de s'en emparer. Les ordres sont de suite donnés en conséquence; on embarque à Ronco environ 200 hommes de la 1re demi-brigade d'infanterie légère commandés par le chef de bataillon Stock pour leur faire descendre l'Adige jusqu'au canal. Ce détachement devait

débarquer sur la rive gauche du canal, en chasser quelques tirailleurs qui s'y trouvaient et faciliter la construction du pont. Le débarquement était protégé par 6 pièces d'artillerie légère établies sur la rive droite de l'Adige, vis-à-vis l'embouchure du canal. Le bateau descend jusqu'à une certaine distance; mais l'ennemi, qui occupait avec du canon le village d'Albaredo, s'étant aperçu du mouvement, fit avancer des troupes et canonna la barque. Les matelots, épouvantés, firent échouer sur un banc de sable au milieu de la rivière et le débarquement ne put avoir lieu. Alors le général en chef ordonna au général Augereau de faire marcher la 11e demi-brigade, commandée par l'adjudant général Vial, et de la porter jusque sur le bord du canal pour fusiller l'ennemi, protéger la construction du pont, qu'on ordonne au chef de brigade du génie Chasseloup, de construire, et passer de suite pour se porter sur le village. La troupe s'avance; l'ennemi, qui était embusqué derrière la chaussée, fait un feu très vif qui fut soutenu par nos troupes.

Les moyens qu'on employait pour faire un pont devenant illusoires, l'on voulait, en jetant des fascines de bois sec et de petits fagots, combler un canal dont le courant est assez rapide; l'adjudant général Vial fait sonder la rivière, se jette dedans et traverse sur l'autre rive, encourageant les soldats à en faire autant; il fut suivi par plusieurs officiers de la 11e et quelques grenadiers, mais le reste des troupes ne voulant pas marcher sur les traces de leur camarades, ils furent obligés de revenir et de repasser le canal; on se contenta de fusiller jusqu'au soir et la journée se passa de même.

Le 27, d'après les ordres ultérieurs du général en chef, le général Augereau fit porter la 11e demi-brigade à quatre heures du matin au pont qu'on avait jeté sur le canal pour le garder et observer l'ennemi.

A la pointe du jour, la division s'est mise en mouvement pour aller attaquer l'ennemi par la droite pendant que la 1re demi-brigade d'infanterie légère et la 75e marcheraient sur la chaussée d'Arcole et la colonne de Legnago, composée d'un bataillon de la 40e, du 9e régiment de dragons et de deux pièces d'artillerie, se porterait sur le village d'Albaredo; l'ennemi de son côté, fit un mouvement, et envoya des forces sur notre droite. A sept heures du matin, la 11e demi-

brigade passa le pont, attaqua l'ennemi et lui fit quitter la première position qu'il occupait; arrivé à la deuxième, la fusillade fut si vive que les premiers soldats se replient et communiquent leur mouvement à toute la colonne qui se retira sur le pont. Le général Augereau fait avancer la 4e demi-brigade, ordonne à la 11e de marcher, et fait attaquer en même temps et le village d'Albaredo et les troupes ennemies qui se trouvaient au bas de la chaussée. Partout l'ennemi est battu; on prend dans le village deux pièces de canon attelées avec leurs caissons et environ 50 prisonniers.

Le général Augereau ordonne de poursuivre; la 4e et une partie de la 11e suivent la chaussée; la colonne de Legnago, commandée par les adjoints Panat et Nicolas, qui avait opéré sa jonction, marche par la droite. L'ennemi fut repoussé jusqu'au village d'Arcole après avoir laissé le champ de bataille couvert de morts et de blessés et environ 200 prisonniers. Pendant ce temps, la colonne de gauche qui marchait sur la chaussée, et commandée par le général Robert, s'avance jusqu'au pont; alors l'attaque devient générale. Le gauche plie et se retire sur Ronco. Les troupes de droite qui venaient d'obtenir le succès le plus brillant et qui étaient sur le point de s'emparer du village, voyant leur flanc dégarni et quelques houlans s'avancer, abandonnent le terrain et se replient en désordre au pont que l'on avait jeté sur l'Artego. Les prières, les menaces du général Augereau, rien ne peut les arrêter; plusieurs se sont précipités dans l'eau. Le général Augereau, connaissant l'esprit du soldat français et ne perdant pas encore l'espérance, rallie les troupes de l'autre côté du canal et leur laisse un peu reprendre leurs esprits; pendant ce temps, il fait prévenir le général en chef de porter des forces sur la chaussée d'Arcole pour soutenir l'infanterie légère et la 75e. Le général en chef envoie la 32e commandée par le général Gardanne faisant partie de la division du général Masséna. Les troupes reprennent courage, repoussent l'ennemi; font environ 800 prisonniers. Alors le général Augereau, profitant du mouvement, fait repasser l'Artego et les soldats qui, naguère, avaient fui lâchement, marchent avec le plus grand courage, repoussent l'ennemi qui laisse le champ couvert de morts, battant partout la charge et bientôt le village et le

pont sont en notre pouvoir. L'ennemi en pleine déroute nous abandonne environ 150 prisonniers, 8 caissons de munitions et se retire sur Villanuova.

... On le poursuivit quelques temps, mais la nuit ne permit pas d'aller très loin et nos troupes restèrent en position au village d'Arcole.

... Le 28 brumaire (18 novembre 1796), la division s'est mise en mouvement à 9 heures du matin pour marcher sur Villanuova par Santa Maria pendant que la division du général Masséna se dirigeait sur le même point par San Bonifacio. A Villanuova, on rencontra la queue de l'armée ennemie qui faisait sa retraite sur Vicenza. La division Masséna la poursuivit et la division du général Augereau marcha sur Vérone où elle arriva le même jour à sept heures du soir sans avoir rencontré l'ennemi.

Le 30, d'après les ordres du général en chef, la division composée des 4e, 51e et 75e demi-brigades de bataille, de la 1re d'infanterie légère, et du 9e régiment de dragons, s'est mise en marche à neuf heures du matin pour se diriger sur Santa Anna et Pori par la vallée Pantenna et Lugo, afin de faire diversion et de couper la retraite aux corps ennemis qui avaient passé l'Adige à Rivoli et que les divisions Masséna et Joubert devaient attaquer le lendemain. A trois heures, l'avant-garde rencontra les premiers postes ennemis au village de Brezzona. Le général, dont le but était d'arriver le plus promptement au lieu indiqué, sachant que dans une gorge une poignée de soldats peut arrêter une armée, et ne voulant pas engager une affaire qui retarderait sa marche et occasionnerait inutilement la perte de plusieurs militaires, changea ses dispositions. Il gagna de suite par sa gauche les hauteurs de Cressona avec les 11e et 4e demi-brigades de bataille et ordonna à un de ses adjudants généraux (1) de poursuivre l'ennemi avec la 1re demi-brigade d'infanterie, la 75e de bataille et quelques dragons; de le tâter, sans cependant se compromettre et s'engager, afin de connaître sa véritable position et sa force; ensuite, de venir le rejoindre sur les hauteurs de Négraro où il se dirigeait pour faire faire halte à la troupe.

L'ennemi ne fait pas de résistance et tous les postes se

(1) L'adjudant général Belliard.

replient jusqu'au village de Cenago où la gorge se resserre et où il occupait la chaussée et les hauteurs; la fusillade s'engage avec la 1[re] demi brigade d'infanterie légère et dura environ une heure et demie. L'ennemi fit avancer des troupes, et les rapports des prisonniers annoncent que les forces étaient à Longo. La nuit étant venue, les troupes se retirèrent conformément aux ordres du général Augereau sur le village de Cressano, où on laissa deux cents hommes pour garder la gorge et assurer une communication avec la ville de Vérone. Le reste joignit la division sur les hauteurs de Montenegro.

Le *1[er] frimaire* (21 novembre 1796), la division a quitté sa position pour se rendre à Covacovalsa di Santa Anna.

...Le soir, le général en chef donna l'ordre au général Augereau de se mettre de suite en marche sur Vérone; alors le général partit avec la 4[e] et la 1[re] d'infanterie légère, donna l'ordre à l'adjudant général (1) qui était à Santa Anna de se retirer avec ses troupes sur la Chiusa par Peri où il prendrait la 11[e] demi-brigade et le 9[e] régiment de dragons qui y étaient restés pour protéger la retraite. A 9 heures du soir, la troupe quitta Santa Anna et arriva le 3, à quatre heures du matin à Peri, où elle fit halte pendant une demi-heure; ensuite elle se mit en marche avec la 11[e] et le 9[e] régiment de dragons pour Vérone, où elle arriva à six heures du soir.

On voit que le rôle joué par la division Augereau et surtout par ses chefs, dans la prise d'Arcole, fut prépondérant. Bonaparte ne l'oublia pas; car tous ceux qui s'y distinguèrent furent plus tard amenés par lui en Égypte et traités avec la plus haute estime. C'est à Arcole que Belliard fut personnellement connu et apprécié par lui. Le grade qu'il obtint fut la première manifestation de l'intérêt que son chef lui porta dans la suite, notamment au moment de l'envoi de Joubert dans le Tyrol. Ces combats établirent aussi entre eux, à cette époque, des rapports de confiance dont témoigne

(1) L'adjudant général Belliard.

la lettre suivante adressée par Belliard à son général en chef.

Au général en chef.

Le 27 frimaire, à Vérone (17 décembre 1796).

J'ai vu avec peine, mon général, que dans les rapports que vous aviez faits sur les affaires de Ronco, vous avez oublié de parler des adjoints Martineau et Mathelon qui furent tués le 25, en combattant à vos côtés. Ces officiers, aussi braves qu'intelligents, donnaient les plus grandes espérances pour l'avenir et ont laissé des regrets à tous les militaires qui les connaissaient. Je vous prie, s'il en est encore temps, mon général, de rectifier cette petite omission qui ne peut avoir été occasionnée que par le grand nombre d'affaires dont vous êtes accablé. Si les parents de mes amis ont des pleurs à verser sur leurs tombes, que leur peine et leur chagrin soient au moins diminués en voyant que leurs enfants se sont bien comportés et qu'ils jouissaient de l'estime de leurs chefs. Vous êtes trop juste, mon général, pour ne pas adhérer à la prière que je vous fais.

AUGUSTE BELLIARD.

Belliard, général de brigade depuis le 15 frimaire an V (6 décembre 1796), continua donc son service de chef d'état-major d'Augereau. C'était le moment où le général Clarke avait été envoyé de Paris à l'armée d'Italie, en apparence pour nouer des négociations avec les Autrichiens, en réalité pour surveiller Bonaparte. Ce dernier n'avait pas eu de peine à pénétrer le but secret de sa mission et à profiter de ses dispositions pour faire de lui un de ses partisans. Mais dans l'armée, on avait cru un moment à des intentions pacifiques; et en voyant s'ouvrir des conférences, on s'intéressa à leur résultat. Toutefois, dès le début du mois de janvier 1797, on fut fixé et l'on comprit leur inutilité. Belliard, qui n'était pas à ce moment auprès d'Augereau et qui venait d'être renseigné sur la portée de ces négociations, s'empressa

de lui faire connaître la vérité et de lui transmettre les détails de nature à l'intéresser.

Au général divisionnaire Augereau.

Vérone, 15 nivôse à 9 h. du soir (4 janvier 1797).

Je vous préviens, mon général que les conférences de Vicenza sont rompues. Le général Clarke a passé ce soir à Vérone pour se rendre à Milan.

Les Autrichiens ont débuté par dire qu'ils ne reconnaissaient point la République française, qu'ils ne connaissaient que la France et l'armée d'Italie. Le général Clarke leur a répondu : « En ce cas, vous ne connaissez pas votre a. b. c. et moi, envoyé de la République française, je ne reconnaîtrai pas l'empereur, mais l'Allemagne et l'armée autrichienne qui est en Italie. » Cependant, après plusieurs pourparlers, on en est venu aux propositions. Les Autrichiens ont commencé par demander de pouvoir ravitailler Mantoue, de changer les généraux qui s'y trouvent, ainsi que la garnison et de pouvoir en faire sortir tous les malades. A ces douces conditions, le général français s'est levé et a répondu au général autrichien : « Ne soyez pas surpris de voir recommencer les hostilités » ; et il est parti. Je ne vous donne pas pour du certain toute cette conversation que je tiens cependant de Kellermann qui a accompagné le général Clarke ; mais ce qu'il y a de très sûr, c'est que le général est de retour, que les négociations sont rompues et que sûrement nous ne tarderons pas à faire sentir avec la pointe de nos sabres à Messieurs les Officiers autrichiens que les soldats de la République française la savent faire respecter et valent bien les soldats de Sa Majesté l'Empereur.

Adieu, mon cher général, je vais toujours tenir les administrations prêtes au cas de besoin et j'attendrai vos ordres ultérieurs.

AUGUSTE BELLIARD.

Lorsque Clarke eut quitté Vicence, les Autrichiens entamèrent de suite les hostilités. Bonaparte, prévenu de leurs mouvements, se disposa aussitôt à prendre l'offensive ; mais il fut devancé par l'ennemi qui se porta

à la fois sur le bas Adige, sur Vérone et sur le Montebaldo.

Le 19 nivôse an V (7 janvier 1797), l'avant-garde d'Augereau fut attaquée par des forces supérieures à Bevilacqua et refoulée sur Legnago. Quatre jours après, le 23 nivôse (11 janvier), celle de Masséna fut assaillie à son tour, à Saint-Michel, et, secourue à temps par son chef, elle mit les Autrichiens en déroute, en leur prenant 3 pièces et 600 hommes. Au Montebaldo, Joubert repoussait aussi l'attaque de son adversaire; mais il annonça deux jours après que des forces considérables tournaient son avant-garde à la Corona.

Bonaparte en conclut que l'attaque principale se produirait contre Joubert, vers Rivoli. Il y concentra le plus de monde possible et s'y rendit avec Masséna, en confiant à Augereau la défense de Vérone et du bas Adige.

Tandis qu'il gagnait, les 25 et 26 nivôse (14 et 15 janvier 1797), la célèbre bataille de Rivoli, Augereau s'engageait de son côté à Anghiari. Dès le 9 janvier, prévoyant une attaque, il s'était porté sur Legnago avec Belliard. Mais son adversaire ayant réussi à tromper sa surveillance et à franchir l'Adige dans la nuit du 24 au 25 nivôse (13 au 14 janvier), il lui livra divers combats dont Belliard a fait le récit.

Dans la nuit du 24 au 25 (13 au 14 janvier 1797) l'ennemi est parvenu à passer l'Adige en avant du village d'Anghiari. Il fit traverser dans trois barques environ quatre cents hommes d'infanterie qui, soutenus par une artillerie formidable, repoussèrent bien vite les troupes que nous y avions et facilitèrent la construction du pont qui fut jeté en moins de deux heures. Alors la division se trouva coupée. Le général Augereau, qui avait très peu de forces à Legnago, ne voulut pas dégarnir la place, et prévoyant que l'ennemi se porterait de suite sur Mantoue, il ne crut pas devoir s'opposer à son passage; il fit ses dispositions pour l'attaquer, couper la ligne et lui ôter toute communication avec le corps

de troupes qui se trouverait de l'autre côté de l'Adige. De suite, il écrit au général Guieu, commandant à Ronco, pour le prévenir que l'ennemi avait passé l'Adige et dans le cas où il serait attaqué, de réunir toutes ses troupes et de faire une vigoureuse résistance, et se transporte à Bartholomea où l'ennemi paraissait faire encore une tentative. Les ordres sont donnés à toutes les troupes, depuis Legnago jusqu'à La Badia, de quitter leurs positions et de se rendre en toute diligence sous les murs de Legnago.

Pendant que ce mouvement s'opérait, le général Bon, qui se trouvait à Roverchetto avec le 3e bataillon de la 11e demi-brigade et le 9e régiment de dragons, instruit du mouvement de l'ennemi, marche dessus et parvient dans le premier moment à le repousser. Déjà le 9e régiment de dragons a percé la ligne; déjà il a fait mettre bas les armes à trois mille hommes d'infanterie; mais les ennemis ne les voyant pas suivis par notre infanterie qui n'avait pu venir assez vite, font avancer leur cavalerie. Ceux qui avaient déposé les armes les reprennent et s'en servent contre nous. Alors, les dragons, se trouvant pris entre deux feux, sont obligés de se faire jour au travers des baïonnettes pour se réunir à l'infanterie. Les renforts qu'on attendait n'étant pas venus assez promptement, la troupe se replia lentement sur Tomba et Ronco...... Pendant ce temps, le général Augereau réunissait ses troupes à Legnago. A une heure après midi, il organisa deux colonnes. La première, composée des 20e et 21e demi-brigades d'infanterie légère, d'un détachement du 18e régiment de dragons et de deux pièces d'artillerie légère, commandée par le général de brigade Lannes et l'adjudant général Duphot, longea la digue en remontant l'Adige pour attaquer le village d'Anghiari.

La seconde, composée du 1er bataillon de la 40e, du 2e de la 51e, d'un détachement du 25e régiment de chasseurs, et de deux pièces d'artillerie légère, reçoit l'ordre de longer la rive droite du canal de Nichesella pour prendre l'ennemi à revers et lui couper la retraite au-dessus d'Anghiari.

Ce mouvement eut un plein succès et l'ennemi fut complètement battu. Mais le corps autrichien qui venait d'être défait n'était qu'une fraction des forces sorties de Padoue. Le reste, sous Provera, continuait sa marche,


REESE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

quand Augereau enleva son arrière-garde, lui prit 2,000 hommes, 16 canons, et fit brûler les ponts qui avaient été jetés sur l'Adige. Le gros des troupes autrichiennes fila sur le faubourg de Saint-Georges devant Mantoue, où il se présenta le 26 nivôse (15 janvier) et d'où il fut repoussé.

Le lendemain, Bonaparte arrivant de Rivoli, avec Masséna et Victor, livrait à Würmser la bataille de la Favorite, le rejetait une dernière fois dans la place et forçait Provera à capituler.

Le 29 nivôse an V (18 janvier 1797), deux jours après cette bataille, qui amena la capitulation de Mantoue, le général en chef, voulant confier à Joubert la mission de refouler les troupes autrichiennes restées dans le Trentin et plus tard de couvrir son flanc gauche quand il marcherait sur Vienne, lui désigna deux généraux de brigade de choix, Monnier et Belliard. Ils eurent ordre de se rendre de suite à leur nouveau poste (1).

(1) *Correspondance*, II, 331.

III

Expédition du Tyrol.

Belliard à la division Joubert. — Combat de Trente. — Prise de Bedol. — Combat de Brusago. — Confiance de Joubert. — Passage du Lavis. — Combat de Neumarkt et de Saint-Valentin. — Prise de Botzen. — Combat d'Inspruck. — Citation. — Prise de Lientz. — Jonction avec l'armée. — Retour à Vérone. — Commandement du Vincentin. — Soumission de Sept-Communes. — Fête de la République. — Marche sur Rome. — Mission à Civita-Vecchia et à Naples. — Préparatifs pour la campagne d'Égypte.

Belliard dut résigner les fonctions de chef d'état-major qu'il avait si bien remplies, faire ses adieux aux généraux Sérurier et Augereau dont il restait l'ami et aller de suite prendre les ordres de Joubert, qui s'était distingué récemment dans la vallée de l'Adige. C'était un chef de grande valeur, dont la modestie égalait la sienne et dont les hautes qualités avaient déjà attiré ses sympathies. De son côté, il allait inaugurer ce commandement de général de brigade qu'il avait refusé naguère, et que le général en chef, meilleur juge que lui de ses aptitudes, n'hésitait pas à lui confier, dans des circonstances difficiles.

A la suite des derniers événements, le général autrichien Alvinzi s'était retiré vers Trente, sur le haut Adige, avec les débris de son armée. Bonaparte avait ordonné à Joubert de marcher sur Mori, Roveredo, Trente et d'en chasser l'ennemi. Il lui avait constitué pour cette opération une division forte de trois brigades

commandées par les généraux David, Monnier et Belliard. Celle-ci était composée de la 22e demi-brigade légère et de la 85e qui devait acquérir sous son nouveau général un grand renom de bravoure et d'énergie.

Le 9 pluviôse (28 janvier), Belliard reçut un premier ordre, qui lui fit occuper les positions de Villa et de Chisola; puis un autre, le lendemain, qui lui prescrivit de marcher sur Roveredo pour faire sa jonction avec le général David et attendre de nouvelles instructions.

Le mouvement s'effectua sans obstacles. Belliard, placé sur la rive gauche de l'Adige, manœuvra à travers une région montagneuse, de façon à tourner les postes de l'ennemi et le força à évacuer les retranchements élevés en avant de Roveredo.

La réunion avec David étant faite, on se porta sur Trente. Belliard, qui formait l'avant-garde, se heurta, à Avio, aux troupes d'Alvinzi, engagea vigoureusement le combat, infligea à son adversaire une perte de 300 hommes, lui enleva deux bouches à feu et le refoula sur Trente, où il ne put tenir. Ses approvisionnements tombèrent entre nos mains. La ville de Trente fut occupée et devint momentanément le quartier général de Joubert, dont les forces venaient encore d'être augmentées. Sa division, qui comptait un effectif de 10,000 hommes, était renforcée par deux autres de 4 à 5,000 hommes chacune, dont l'une placée sous les ordres du général Rey. C'était un véritable corps d'armée. Joubert rendit compte du dernier fait de guerre dans des termes élogieux, que le général en chef, Bonaparte, renouvela, en citant Belliard, dans son rapport au Directoire du 13 pluviôse (1er février). « Le général Belliard, disait-il, chercha à tourner l'ennemi par la droite, dans le temps que le général de brigade Vial continua à marcher sur la rive droite de l'Adige. »

Une fois à Trente, Joubert porta ses forces sur le Lavis et envoya Belliard sur la position de Bedol : « Je

ne puis, lui disait-il, vous donner d'ordre précis pour l'occupation de Bedol; mais ce poste ferait avantageusement ma tête de ligne. Réglez-vous pour le mieux. » Belliard y arriva le 1[er] février 1797, chassa ses défenseurs, s'en empara, et rendit compte de cette opération dans les termes suivants :

Au général de division Joubert.

13 pluviôse (1[er] février 1797).

Je suis arrivé, mon général, au village de Bedol, à neuf heures du matin; l'ennemi l'occupait avec environ 4 à 500 hommes, presque tous paysans. Après une légère fusillade, j'ai fait marcher au pas de charge pour épargner les cartouches et bientôt l'ennemi nous a cédé la place. Nous avons été très heureux de les trouver si honnêtes, car s'ils eussent voulu résister, ils nous auraient fait beaucoup de mal parce que la position est fort difficile à tourner.

J'ai fait poursuivre l'ennemi sur ma droite, et j'ai envoyé sur ma gauche un bataillon pour s'emparer des hauteurs qui dominent Segonzano et même du château s'il est possible.

AUGUSTE BELLIARD.

Le même jour, le général Joubert, rendant compte de ce fait d'armes à Bonaparte, lui écrivit : « Belliard a chassé l'ennemi de Bedol, ce matin, et lui a fait une douzaine de prisonniers. Mais Segonzano n'est point encore à nous; je lui ai ordonné de faire ses efforts pour l'avoir demain. Je me porterai moi-même sur ce point. »

Trois jours après, il écrivait à son subordonné : « Je vous félicite de vos promptes expéditions. »

Ainsi placé à Bedol avec sa brigade, Belliard se trouvait en poste avancé sur le Lavis, couvrant la droite de Joubert. Suivant l'excellente habitude qu'il avait prise depuis longtemps, il fit faire et exécuta lui-même plusieurs reconnaissances aux environs, ce qui l'amena à occuper le château de Segonzano et Brusago. Ces mouvements entraînèrent quelques coups de fusil entre ses

hommes et les paysans tyroliens révoltés. Cette attitude de la population rendit très difficile l'exécution des ordres du général en chef qui recommandait la douceur et la modération vis-à-vis des habitants. Belliard et Joubert, malgré leurs efforts et l'influence dont ils jouissaient auprès de leurs soldats, ne purent empêcher le pillage. Belliard s'en désolait et, dès ses premières marches dans le Tyrol, il exprimait à son chef tout l'ennui qu'il en éprouvait.

Au général divisionnaire Joubert.

18 pluviôse, an V (6 février 1797).

C'est avec autant d'étonnement que vous, mon général, et même avec douleur que j'ai appris les excès auxquels se sont livrés quelques soldats; je ne sais pas si c'est des demi-brigades que je commande, mais je vous assure que j'ai donné les ordres les plus sévères pour faire respecter les personnes et les propriétés; je vais les réitérer aujourd'hui et soyez assuré que je tiendrai la main à leur stricte exécution.

Ses tentatives à cet égard, comme celles de Joubert, furent loin d'être couronnées de succès. Du reste, il n'eut guère le temps de s'absorber dans ces préoccupations. La nouvelle de la prise de Mantoue, qui leur fut transmise à ce moment, vint d'abord causer à tout le corps d'armée de Joubert une joie générale. Partout on s'occupa de la fêter. La lettre que Belliard adressa à ce sujet à son divisionnaire met en relief l'amitié qui les unissait. « Demain, écrivait-il, nous célébrons la prise de Mantoue. Si vous êtes tenté de venir participer à un banquet frugal dans notre charmant séjour, je vous y engage, ainsi que vos officiers. » Mais Joubert, absorbé par les détails de son commandement, ne put répondre à cette invitation.

Le poste de Bedol n'était pas d'ailleurs un séjour de fêtes et de distractions, mais plutôt un terrain de combat.

L'ennemi se tenait aux environs et la plus grande vigilance était nécessaire. Aussi le commandant de la division crut devoir renforcer son brigadier en lui envoyant la 14e demi-brigade de bataille et l'adjudant général Liébauld. Ce secours lui vint à propos ; car, le 8 ventôse (26 février), l'ennemi fit une tentative pour reprendre les villages de Brusago et Bedol. Belliard le repoussa et envoya, le soir même, à Trente, le compte rendu de cette affaire.

Au général divisionnaire Joubert.

Le 8 ventôse (26 février 1797).

L'ennemi, fort de 6 à 700 hommes, est venu ce matin, mon général, attaquer le poste de Brusago, et, en même temps, celui de la Croix au-dessus de Bedol. Dans les premiers moments, il est parvenu à nous repousser et a débouché au-dessus de la montagne de gauche pour tourner le village. Nos troupes ont été obligées de se retirer jusqu'au moment où le renfort de Bedol est arrivé, partie sur la crête et partie à mi-côte. Alors le chef de bataillon a fait faire demi-tour à droite, la charge a battu ; l'ennemi a été mis en fuite, laissant une quinzaine de morts et nous avons repris nos premières positions d'où j'arrive à l'instant.

AUGUSTE BELLIARD.

Joubert ne voulut pas en rester là. Prévoyant que la prise de Mantoue allait bientôt permettre au général en chef d'exécuter sa marche projetée sur le Frioul et la Carinthie, il s'attendait à recevoir prochainement l'ordre de se porter sur Botzen. Il tenait alors à dégager ses flancs et à éloigner les Autrichiens. En conséquence, il prescrivit à Belliard de prendre l'offensive et de les rejeter le plus loin possible. Le 11 ventôse (1er mars), cet ordre était exécuté et donnait lieu au rapport suivant :

Au général divisionnaire Joubert

11 ventôse, an V (1er mars 1797).

Conformément à vos ordres, mon général, j'ai attaqué ce matin l'ennemi en avant de Brusago. Il a été partout battu et obligé de prendre la fuite; nous nous sommes emparés sans beaucoup de peine des villages de Monte et Sovero. Malheureusement, l'ennemi n'a pas voulu tenir, car la colonne de droite qui a passé sur la cime des montagnes, dans la neige jusqu'à la ceinture, en débouchant au-dessus de Sovero, aurait coupé la retraite à environ 200 Autrichiens qui, pour se sauver, ont été obligés de se précipiter du haut d'un rocher, de traverser la rivière à gué, la colonne de gauche s'étant emparée des ponts, et de monter par un chemin très escarpé. La majeure partie des paysans ont disparu.

... J'ai été assez malheureux, mon général, pour ne pas empêcher le pillage, pendant que je poursuivais l'ennemi. Les soldats qui venaient derrière, sont entrés dans les villages et, animés de ce que l'on avait tiré sur eux, ils ont à peu près enlevé ce qui s'y trouvait. En remontant pour ordonner la retraite, j'ai trouvé les maisons pleines, les soldats emmenant vaches, chèvres, etc. J'ai voulu les faire lâcher; qu'en est-il arrivé? C'est qu'ils les égorgeaient, en prenaient un morceau et laissaient le reste. Alors j'ai pris le parti d'envoyer au-devant de la colonne, avec ordre d'arrêter tout; il se trouve environ 40 bêtes à cornes que j'ai fait parquer.

... Après avoir balayé ce qui se trouvait de ce côté-ci du Lavis, je suis revenu prendre mes positions; je ne sais si l'ennemi a repris les siennes.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette expédition procura un peu de repos à la brigade; et comme on ne présumait pas que l'ordre de marcher en avant arriverait avant quelques jours, Belliard en profita pour demander au général Joubert une permission de trois ou quatre jours pour se rendre à Trente. Elle était pour lui d'une nécessité urgente. « Je suis tout nu, lui écrivait-il, sans argent, et j'ai vrai-

ment le plus grand besoin d'aller voir le payeur général. Si cependant vous prévoyez avoir du nouveau, prenez que je n'ai rien demandé; j'attendrai encore quelque temps. »

Belliard ne devait pas ignorer à ce moment qu'il avait été compris, pour une somme de dix mille francs, dans les gratifications que Bonaparte avait accordées à ses généraux après la conclusion du traité de Tolentino. Cette aisance, du reste, n'était que relative, car il dut continuer l'expédition du Tyrol, dans les conditions de misère qu'il venait d'annoncer à son général de division.

Une raison inattendue l'empêcha de partir. Le lendemain, le temps se mit à la neige et dans ces hautes régions elle tombait avec une telle abondance que les communications devenaient difficiles. « Nous sommes dans la neige jusqu'aux genoux, écrivait-il le 15 ventôse (5 mars) à Joubert; et s'il en tombe encore tout le jour, nous en aurons ce soir jusqu'au col et nous serons bloqués. » Et cependant, par ces temps rigoureux, les rudes soldats qui composaient sa brigade continuaient à bivouaquer. Ils n'étaient pas d'ailleurs plus satisfaits pour cela, et les souffrances physiques qu'ils enduraient provoquèrent, dans la 22e demi-brigade, des actes d'indiscipline. Le colonel en rendit compte à son chef, en lui annonçant qu'il proposait pour la cassation, des sergents coupables d'excitation à la révolte. Belliard lui répondit :

Au chef de la 22e demi-brigade.

22 ventôse, an V (12 mars 1797).

... S'il est des sous-officiers qui soient les moteurs de l'insubordination, c'est trop peu de les casser; il faut les faire arrêter et juger par un conseil de guerre, afin que la peine qui sera prononcée contre eux serve d'exemple aux autres. S'il en est qui se comportent mal, envoyez-moi leurs noms

et je vous promets qu'ils ne seront pas épargnés. Vous verrez d'après la lettre de ce matin que j'ai prévu vos intentions à l'égard de l'officier qui commande à Segonzano. Faites tout votre possible pour maintenir et ramener la discipline et soyez assuré que je vous seconderai de tous mes efforts.

AUGUSTE BELLIARD.

Tandis que ces incidents se passaient, Joubert recevait de Bonaparte l'avis que la marche sur le Frioul étant commencée, Bellune allait être occupé et que sa droite, placée à Segonzano, aurait à surveiller les mouvements de l'ennemi de ce côté. Le moment allait arriver d'occuper Botzen.

Joubert, qui s'impatientait à Trente, s'empressa d'écrire à Belliard : « Nous allons marcher, mon cher général » et il lui annonça en même temps, le départ de Bonaparte de Bassano vers Primolano. Toutefois, malgré son énergie et son activité, Joubert, qui avait une entière confiance dans son subordonné, voulut connaître son opinion sur la façon d'exécuter à travers le Tyrol soulevé, la marche audacieuse dont il était chargé. Il fallait d'abord franchir la ligne du Lavis. Il lui écrivit à ce sujet, le 25 ventôse (15 mars 1797) :

Tenez-moi toujours au courant de ce qui se passe. Où croyez-vous que le Lavis soit plus à portée d'être passé? de Soveo, Faveo, ou Cembra? Où croyez-vous que l'attaque serait plus facile, de ces trois villages, en la combinant avec celle que nous ferions sur Villa, vers la Palu et Lirignago? Mon intention serait de balayer en un jour tous ces points; le second, de me porter sur Saluro, par le chemin de la montagne qui y conduit de Cembra, et sur Castello et Cavalezo, par le grand chemin, en me divisant en deux corps de 4 à 5,000 hommes chacun, avec une petite réserve à Segonzano et Pinet. Il me semble que cette manière d'attaquer serait la plus prudente. Il ne s'agirait que du premier coup de collier.

Donnez-moi vos idées sur le passage du Lavis. Je voudrais que vous le passassiez à Foveo, en vous rabattant sur Val

de Foveo et Cembra. Si vous croyez réussir autrement, faites-m'en part, etc.

Le lendemain, Belliard, appelé par Joubert, se rendit à Trente pour convenir avec lui des dispositions à adopter.

Le mouvement, retardé d'un jour par suite d'un malentendu, commença le 1er germinal (21 mars 1797). Le Lavis fut franchi par toute la division, qui se porta en avant sur Botzen (Bolzano). Belliard, à la tête de sa brigade, franchit la rivière à Levignano, sous le feu des Autrichiens, qu'il refoula sur le plateau de Cembra, où se trouvait le reste des troupes du général Kerpen. La brigade, continuant son attaque, rejeta l'ennemi sur Saint-Michel dans la direction de Botzen, après lui avoir enlevé quatre canons, deux drapeaux et de nombreux prisonniers.

Dans la soirée, Joubert ayant rejoint Belliard, lui adressa ses félicitations et lui prescrivit de se porter le lendemain sur Neumarkt, en cherchant à couper en deux les forces autrichiennes, afin de séparer le corps de Kerpen de celui de Laudon.

Cette nouvelle journée fut des plus rudes. Il fallut s'avancer sur des chemins escarpés et couverts de neige. Après ce pénible effort, Belliard rencontra l'ennemi et l'obligea à reculer sur les hauteurs de Pexa. Puis, continuant à le refouler, il réussit à tourner Neumarkt et à occuper la route de Cavaleze, pendant qu'une autre fraction de la division surprenait le pont de Neumarkt sur l'Adige.

Joubert fut rejoint ce jour-là par la division Baraguey d'Hilliers et la cavalerie du général Dumas, que Bonaparte lui avait envoyées de Fiume. Ce dernier fut dirigé contre Laudon, qui venait de tenter une attaque sur le flanc gauche de Joubert, menaçant ainsi sa ligne de retraite. Dumas fut soutenu par Belliard avec la 85e.

Joubert de son côté se portait au delà de Neumarkt sur Branzoll et Botzen.

L'infanterie du général Dumas fut bientôt engagée et ne put s'avancer qu'en combattant. Les Autrichiens ne cédaient le terrain que lentement, après une défense énergique. Ils s'arrêtèrent un moment sur un poste fortifié, à Saint-Valentin, d'où Belliard les chassa en enlevant les retranchements à la baïonnette, à la tête des compagnies de grenadiers. La cavalerie acheva la déroute des Autrichiens qui furent poursuivis jusqu'à Tramin. Laudon se trouva ainsi rejeté dans la vallée de Méran et séparé de Kerpen. Belliard rentra ensuite à Neumarkt, avec deux pièces de canon, six cents prisonniers et de nombreux équipages.

Le lendemain, 3 germinal (23 mars), Joubert occupa Botzen et continua son mouvement sur Klausen, où Kerpen s'était retranché. Belliard qui l'avait rejoint, concourut à la prise de Klausen et s'avança jusqu'à Bruher, point de réunion de deux grandes routes.

L'ennemi reculait sur Inspruck. Les troupes de Joubert l'y suivirent et occupèrent une position défensive à l'entrée des gorges de Nutterwald. Un nouveau combat, qui prit plus tard le nom de combat d'Inspruck, fut livré sur ce point le 8 germinal (28 mars 1787). Cette affaire fut assez chaude. Pour arriver à un résultat décisif et faire plier la ligne ennemie, Belliard forma, en colonne serrée par bataillon, les soldats de la 85e et, par une charge à la baïonnette, vint à bout de son adversaire. A la suite de cette affaire, Kerpen, rejeté sur Inspruck, se trouva annulé; et, malgré le soulèvement du Tyrol, Joubert se trouva libre désormais de se porter sur la vallée de la Drave, pour rejoindre le général en chef dans sa marche sur Vienne.

Ce dernier, heureux de voir réussir l'opération qu'il lui avait confiée et appréciant l'importance du dernier combat, en rendit compte au Directoire et, sur le rap-

port de Joubert, cita de nouveau Belliard, dans les termes suivants.... « Le général de brigade Belliard, qui commandait la 85e, le brave Gaspard qui en est le chef et l'aide de camp Lambert, se sont particulièrement distingués.... »

Après avoir chassé les Autrichiens au delà d'Inspruck, Joubert revint à Brixen, d'où il demanda à Bonaparte de nouvelles instructions, en lui exposant ses raisons pour cesser toute opération dans le Tyrol et pour rejoindre l'armée. Bonaparte lui ordonna de descendre le cours de la Drave, de s'emparer de Lientz et de se réunir à lui.

Lorsque le mouvement commença, le 16 germinal (5 avril), le soulèvement des montagnards tyroliens s'était étendu et tout le pays avait pris les armes. Kerpen et Laudon se sentant appuyés, avaient réorganisé leurs régiments. Ils tentèrent de nouveau une attaque sur nos postes avancés, à Milbach et à Botzen. Mais Joubert réussit à dissimuler sa marche, et laissant devant eux des arrière-gardes qui les tinrent en respect, arriva à Lientz le 19 germinal (8 avril). Deux jours après, il était à Saxembourg avec ses trois divisions, se dirigeant sur Spital, où il arriva le 22.

Il put alors conclure avec le général autrichien Kerpen un arrangement par lequel chacun d'eux devait laisser ses troupes sur leurs positions respectives. Puis, confiant la garde de Spital à une de ses divisions, il continua sa marche pour rejoindre son général en chef.

Malgré ses hautes capacités, Joubert n'avait pas toujours une humeur débonnaire. A ce moment, fatigué par sa rude expédition et par la lourde responsabilité qui lui incombait, il adressa de vifs reproches à ses généraux de brigade pour une question d'administration. Malgré son amitié pour lui, Belliard en eut sa part. Quoique peu endurant d'habitude, il ne s'en irrita point. Il aimait trop Joubert pour céder à un mouvement d'impatience.

Mais il ne put s'empêcher de se plaindre et lui adressa une lettre qui témoignait de la cordialité de leurs rapports.

Au général Joubert.

23 germinal, an V (12 avril 1797).

Les vampires de la République, je veux dire les commissaires des guerres, fournisseurs et autres, chargés de la subsistance, vous avaient sûrement fait sortir de votre assiette ordinaire, mon cher général, lorsque vous avez gratifié les généraux de brigade du corps de bataille, de l'aimable lettre que vous leur écrivîtes hier.

Les 85e et 93e demi-brigades n'ont pas encore eu de pain hier; et qu'ils (les commissaires) n'attirent pas à des officiers qui servent avec honneur et qui, peu jaloux de leur ressembler, ne méritent sûrement pas les vifs reproches et même les menaces que vous leur avez faites. Je voudrais que vos occupations vous permissent de vous mêler de la partie administrative; alors les quartiers-maîtres et les hommes de corvée ne seraient plus envoyés de Caïphe à Pilate pour avoir du pain que malheureusement trop souvent ils n'obtiennent pas.

AUGUSTE BELLIARD.

Cet incident n'altéra en rien les liens d'amitié qui les unissaient. Trois jours après, le 26 germinal (15 avril), Joubert retrouvait Bonaparte à Léoben et reprenait simplement le commandement de son ancienne division, dont Belliard faisait toujours partie. Mais tandis que le gros de l'armée allait jouir du repos qu'amena la signature des préliminaires de paix, il fut bientôt obligé de se remettre en marche pour aller concourir à de nouvelles opérations.

En suivant le cours de la Drave pour gagner la route de Vienne, nos forces avaient mis à découvert la vallée de l'Adige et laissé le chemin libre à Laudon pour descendre en Italie sur les derrières de notre armée. Il s'empressa d'en profiter, réoccupa Trente et entra sur le territoire de la République de Venise, où la guerre civile venait

d'éclater. Les villes, travaillées par les idées de la Révolution française, s'étaient mises en révolte contre le Sénat, tandis que l'aristocratie, soulevant les campagnes, avait armé des bandes de paysans qui demandaient notre extermination. A l'approche de Laudon, le Sénat avait jeté le masque et signé avec l'Autriche un traité secret, en vue de couper la retraite à notre armée. A la suite de ce traité, vingt mille montagnards et dix régiments d'Esclavons s'étaient portés sur Vérone. Des centaines de Français, surpris dans les rues et dans les hôpitaux le 26 germinal (15 avril), avaient été massacrés ; et la garnison avait été forcée de s'enfermer dans les châteaux des environs. A ces nouvelles, Kilmaine accouru avec les troupes qu'il avait pu rassembler, avait livré, sous les murs de Vérone, une bataille sanglante et victorieuse qui nous avait dégagés. Mais ce succès ne pouvait suffire à Bonaparte. Il déclara la guerre à la perfide République et le 5 floréal (24 avril) dirigea Joubert sur Sacile, tandis que Baraguey d'Hilliers pénétrait dans Venise et renversait le gouvernement de Saint-Marc, le 27 floréal an V (16 mai 1797).

Belliard reçut de son côté, le 20 floréal (9 mai), l'ordre d'occuper Vérone, sous l'autorité du général commandant le Véronais. Il s'y rendit avec la brave 85ᵉ, et y resta plus d'un mois, occupé à pacifier ce pays que la chute du gouvernement vénitien et la leçon infligée par Kilmaine, avait tout à fait calmé. Pendant ce temps, Joubert avait été envoyé par Bonaparte à Bassano, pour commander la province.

A ce moment, eut lieu une réorganisation de l'armée d'Italie. La division Joubert fut constituée comme les autres à deux brigades. Celle de Belliard prit le n° 9 et perdit la 85ᵉ ; elle comprit la 11ᵉ demi-brigade de ligne et la 14ᵉ ; tandis que la 85ᵉ forma, avec la 33ᵉ de ligne, la brigade du général Monnier. Au moment où il alla s'installer à Bassano, Joubert retira Belliard de

Vérone, pour lui confier, suivant les ordres du général en chef, le commandement de Vicence et de son territoire (2 messidor, 20 juin).

Avant son départ de Vérone, Belliard eut à recevoir des observations du général Berthier pour une affaire de peu d'importance, qui lui fut cependant assez désagréable. Le général en chef l'avait chargé de rassembler les chevaux de prise et de les faire livrer à l'artillerie, moyennant un prix d'estimation, ce qui fut fait sans difficulté. Mais l'artillerie ne voulut en recevoir qu'un certain nombre et réclama auprès du chef d'état-major de l'armée le remboursement du prix des autres. Ce dernier demanda des explications à Belliard qui les donna, avec sa franchise habituelle et sur un ton qui trahissait sa mauvaise humeur.

Je ne suis point du tout maquignon, mon général, et lorsque le général en chef m'ordonna, à Bassano, de réunir tous les chevaux de prise pour les faire rendre à l'artillerie, je ne regardai pas à la dent ni à l'œil, pour savoir s'ils étaient, ou non, admissibles.... Tous ceux qui ont été reçus ont été payés et je suis surpris que le citoyen Doleu, sergent-major auquel j'ai fait la même réponse, se soit adressé à vous. Voilà, mon général, tous les renseignements que je peux vous donner. Si vous exigez l'original de la déclaration du citoyen Faure, alors aide de camp du général Dommartin, je vous le ferai passer.

AUGUSTE BELLIARD.

Son changement de résidence et de commandement lui fit promptement oublier cette affaire. Le 2 messidor (20 juin), il reçut l'ordre d'aller à Vicence où d'autres questions absorbèrent son attention. Il fut chargé de désigner les membres du gouvernement central du Bassanais et du Vicentin réunis, de les soumettre à l'approbation du général divisionnaire et de les installer. Ce travail devait être fini le 16 messidor (4 juillet). A peine nommés, ces personnages donnèrent lieu à des plaintes,

dont quelques-unes assez graves. Ils s'entendirent avec les habitants d'une dizaine de villages voisins pour forcer les portes du local où étaient renfermées leurs armes et s'en emparer. Belliard dut envoyer de nuit deux bataillons et 20 dragons au village de Tiene, où elles se trouvaient, pour les reprendre et les rapporter à Vicence. Il devait en outre faire arrêter les chefs de tout attroupement.

Près de Tiene, sur les frontières du Tyrol, se trouvait la ville de Sept-Communes, dont les habitants s'étaient groupés en vue d'une révolte contre les Français, et avaient organisé un conseil de régence, véritable comité d'insurrection.

Joubert invita Belliard à s'y rendre, pour s'assurer des dispositions des habitants et punir les rebelles selon les lois de la guerre. Il devait emmener trois bataillons avec de l'artillerie, et, secondé par son ami le général Veaux, enlever le village de Lusiano, en désarmer les habitants, et promettre protection à ceux qui feraient acte de soumission. Il trouva la situation assez grave pour agir militairement. Les mécontents de Sept-Communes avaient entraîné leurs voisins les Tyroliens, à soutenir leur cause, et, surexcitant leur esprit naturellement turbulent, leur avaient fait arborer la cocarde de Saint-Marc, en les engageant à descendre dans la plaine pour combattre les Français. La résistance s'était organisée dans le village de Luziano.

Belliard et Veaux se portèrent sur ce point en deux colonnes. A leur approche le tocsin sonna dans tous les villages, et il fallut livrer un véritable combat. Mais en présence des rebelles, Belliard fit battre la charge et les groupes de paysans, attaqués à la baïonnette, n'osèrent pas tenir. On en tua une dizaine; plusieurs furent pris les armes à la main; le reste s'éparpilla et disparut dans les montagnes. Nos colonnes se réunirent et on procéda à la soumission des révoltés.

La régence qu'ils avaient installée, vint implorer la

clémence de Belliard. Au fond, ce mouvement était sans consistance; mais ses auteurs devaient être punis. Il exigea de tous les villages une reconnaissance formelle du gouvernement central de Vicence, la reddition, dans les quarante-huit heures, des armes qui avaient été reprises, la livraison de l'argenterie des églises et le rappel immédiat des familles patriotes qu'on avait chassées.

Puis, confiant dans l'exécution de ces mesures et n'ayant pas dans le pays de ressources suffisantes pour l'alimentation de ses troupes, il les ramena à Vicence, après avoir promis aux insurgés d'oublier leur conduite, si les conditions imposées étaient scrupuleusement remplies.

De retour au siège de son commandement, il rendit compte de ce qui s'était passé. Or, les mesures de douceur n'étaient pas du goût de Bonaparte. Il fut loin d'approuver la conduite de Belliard et lui fit adresser, par Joubert, une lettre assez raide.

Au général Belliard.

10 thermidor, an V (28 juillet 1797).

Le général en chef paraît fâché de ce que les troupes n'ont pas attendu, sur le terrain, le désarmement de Sept-Communes et la punition des principaux coupables. Il me prescrit de faire brûler quatre maisons des principaux coupables et surtout de... le curé accusé d'être l'auteur des troubles; d'exiger le désarmement complet de Sept-Communes et l'envoi à Mantoue de tous ceux qui sont arrêtés. Exécutez donc de suite ses ordres; et, pour ne pas fausser la parole que vous avez donnée de relâcher les otages volontaires après l'exécution des conditions, si on les a exécutées, nous n'enverrons que ceux pris les armes à la main.

Belliard donna dans cette circonstance une nouvelle preuve de cette loyauté et de cette indépendance de

caractère qui devait plus tard devenir proverbiale dans l'armée. La volonté de Bonaparte était, on le sait, impérieuse et absolue. Il n'admettait pas l'hésitation dans l'obéissance, encore moins la résistance à ses ordres. Vainqueur de l'Autriche, pacificateur de l'Europe, il était alors un demi-dieu pour ses soldats. On pouvait tout craindre de ses colères. Pourtant, la conscience de Belliard lui traçait des devoirs d'un autre ordre que celui des prescriptions du général en chef. Il n'hésita pas; et, le jour même, il répondit à Joubert.

Au général divisionnaire Joubert.

10 thermidor, an V (28 juillet 1797).

Je reçois à l'instant votre lettre qui m'ordonne de faire brûler les maisons des principaux coupables de Sept-Communes et d'envoyer à Mantoue les habitants qui seront arrêtés.

Quand j'ai donné ma parole d'honneur, elle est sacrée, et ce serait la violer que de ne pas me rappeler que j'ai promis aux habitants d'oublier ce qui s'est passé, s'ils déposaient les armes et s'ils se soumettaient aux ordres qu'on leur a donnés et à la volonté générale. Je vous ai fait part de ces mesures; vous les avez approuvées.

En conséquence, je vous demande de me faire remplacer, si vous exigez, avant l'expiration du délai qu'on a accordé, l'exécution des mesures que contient votre lettre.

Aujourd'hui est le jour fixé pour la reddition des armes et de l'argenterie. Si, ce soir, les Communes ne se sont pas exécutées, alors demain, d'après les ordres que vous me donnez, je marcherai avec les troupes et, comme je le marque dans ma lettre aux représentants des Sept-Communes, ils n'auront pas de pardon pour leur pays. Alors le feu et la flamme sauront réduire les hommes que nous voulions rendre à la raison par la clémence et les représentations. Mais jusqu'à ce moment-là mon honneur et ma délicatesse m'ont empêché de bouger.

J'attends vos ordres.

AUGUSTE BELLIARD.

Joubert estimait trop son subordonné pour se fâcher de cette réponse. Il ne voulut pas non plus la transmettre au général en chef et se contenta d'envoyer à Vicence le billet suivant :

Au général Belliard.

10 thermidor, an V (28 juillet 1797).

Rien ne doit m'empêcher, ni vous non plus, citoyen général, d'exécuter les ordres du général en chef; ils sont précis; je suis obligé d'y obéir. Si les Sept-Communes ne sont pas exécutées ce soir, faites-le-moi savoir : je vous enverrai du renfort et des vivres et vous donnerai de nouveaux ordres.

Signé, JOUBERT.

Heureusement ces nouvelles dispositions furent inutiles. La soumission des révoltés était complète. Les armes et l'argenterie furent livrées, et les prisonniers envoyés à Mantoue. Joubert rendit ensuite compte à Bonaparte qui se contenta des résultats obtenus. Peu de temps après, le 4 fructidor (21 août), ayant besoin de prendre un congé, il prévint le général en chef qu'il laissait, en partant, sa 5e division aux mains du général Belliard, ce qui fut approuvé.

Ce commandement avait alors une importance qui tenait à sa situation géographique. Il touchait en effet à la frontière autrichienne et, tant que la paix n'était pas conclue, on devait s'attendre à une reprise d'hostilités. Il fallait donc s'y préparer, tenir les troupes en haleine, perfectionner leur instruction, surveiller nos adversaires, se tenir sans cesse au courant de leurs actes et de leurs mouvements. Soit par modestie, soit qu'il redoutât les responsabilités qui pouvaient surgir de cette situation, Belliard essaya de les éviter en adressant au général en chef une lettre qui n'était pas de nature à le rehausser dans son esprit. Autant qu'il est permis d'en juger aujour-

d'hui, auprès d'un chef du caractère de Bonaparte, elle devait plutôt lui nuire que lui servir.

Au général en chef.

15 fructidor, an V (2 septembre 1797).

Au départ du général Joubert, j'ai accepté avec plaisir le commandement de la division, parce que dans un temps paisible, tous les soins se bornent à l'instruction, la discipline et l'administration, et que j'ai cru pouvoir m'en occuper. Mais comme il serait possible que les résultats des conférences nous obligent encore à recommencer la guerre, je vous prie, dans ce cas, de me donner un successeur, mes faibles moyens ne me permettant pas de garder une tâche aussi grande.

AUGUSTE BELLIARD.

Bonaparte, qui n'avait aucune raison de douter de la paix, ne tint aucun compte de cette lettre. Son idée sur Belliard était faite. Il le savait brave, instruit, dévoué, très franc, parfaitement apte à conduire au feu une brigade ou une division et il comptait pouvoir, dans ces fonctions, en tirer un parti remarquable. Pour le moment, il ne demandait pas autre chose. La division Joubert conserva donc son chef intérimaire qu'elle connaissait et estimait. Celui-ci continua de son côté à prendre des renseignements sur les dispositions des Autrichiens, sur leurs rassemblements, sur les bruits répandus dans leurs rangs et à rendre compte au général en chef.

Il n'en est pas moins vrai que parmi les hommes de guerre de l'armée d'Italie qui furent appelés plus tard à exercer de grands commandements, tels que Masséna, Berthier, Augereau, Lannes, Murat, Victor, Bernadotte, aucun ne songea jamais à décliner des responsabilités. Seul Joubert, qui fut général en chef, réclama plusieurs fois une simple division. L'excès de modestie de Belliard, très louable à tous les points de vue, ne

pouvait pas cependant être une recommandation auprès d'un chef comme Bonaparte.

Il y eut, au mois de septembre, dans l'une de ses demi-brigades, une dénonciation anonyme adressée au général en chef, contre le chef de brigade. Ce document fut envoyé par Berthier à Belliard avec une demande d'explications. Il ne put s'empêcher dans sa réponse d'exprimer son indignation contre de semblables manœuvres.

Au général en chef.

29 fructidor, an V (15 septembre 1797).

J'ai pris, mon général, les renseignements nécessaires sur la dénonciation faite contre le chef de brigade Moreau. Si les officiers osent avancer que c'est la majorité de ceux de la demi-brigade, ce n'est sûrement pas la majorité des bons et des plus instruits; et s'il y en avait beaucoup moins, la brigade irait beaucoup mieux.

Quant à moi, mon général, je puis certifier que le citoyen Moreau sert avec beaucoup de zèle depuis que je commande la brigade et je suis un peu scrupuleux sur l'article; et si l'on porte des plaintes, c'est peut-être qu'il exige qu'on serve comme lui : il est vrai que quelquefois il est un peu vif; mais, qui n'a pas ses défauts et quel homme, avec tout le sang-froid possible, peut se garantir de quelque mouvement de vivacité, lorsqu'il voit aux exercices des mâchoires d'officiers ne pas pouvoir conduire huit hommes; et ils sont malheureusement trop communs.

Vous savez qu'il existe dans cette demi-brigade deux partis prononcés, et la pétition qui vous est adressée est faite par l'opposition, qui est plus instruite à dénoncer qu'à commander; j'en ai fait l expérience hier soir en prenant au hasard dans la foule pour conduire les bataillons. La majorité des officiers n'a pas cru vous faire de demande, ni donner de certificats; elle est confiante dans votre justice et elle espère, ainsi que moi, que la cabale n'aura pas le dessus.

Auguste Belliard.

Le général en chef partagea l'avis du commandant de la division, fortifiant ainsi son autorité et celle du chef de corps.

Six jours après cet incident, les troupes de l'armée d'Italie eurent à célébrer une fête qui avait pour elles une importance exceptionnelle. C'était le 1er vendémiaire an VI, 5e anniversaire de la fondation de la République. La jeunesse d'alors était dans l'enthousiasme de cet événement; et, en 1797, ce sentiment se manifestait, surtout dans les troupes en campagne, avec plus d'éclat que les années précédentes, parce que l'ère des épreuves de la République semblait terminée et remplacée par une période de triomphes.

Au début du nouveau régime, la passion de la liberté, souillée à l'intérieur de crimes et d'abus, s'était réfugiée dans les armées. Là, elle avait électrisé les cœurs et enfanté des prodiges. Animés par elle et disciplinés sous le canon, nos soldats avaient fini par vaincre et repousser hors du sol de la patrie, les vieux régiments que l'Europe leur avait opposés. En Italie, le Dieu des victoires leur était apparu; guidés par lui, ils avaient conquis des provinces et forcé l'Autriche à s'humilier. Ce fut sans doute au souvenir de ces hauts faits que Belliard, inspiré par eux, fit à ses troupes, pour fêter le 1er vendémiaire, une proclamation enflammée dont voici quelques extraits :

A la 5e division de l'armée d'Italie.

1er vendémiaire, an VI (22 septembre 1797).

Qu'il est beau, camarades, le jour qui nous réunit, ce jour correspondant au 22 septembre, où le peuple français reconnut tous ses droits, abolit la Royauté et se forma en République! Un si grand élan vers la liberté ne pouvait pas rester sans opposition.

... Le fanatisme secoue les brandons de la discorde et allume bientôt le feu de la guerre civile....

... L'anarchie, non moins ennemie de la liberté que le despotisme, tente aussi de nous asservir; pendant quelque temps elle obtient des succès; mais la République triomphe encore de ses efforts et fait sortir du chaos anarchiste la constitution de l'an III, qui l'établit sur des bases inébranlables.

Des victoires successives nous rendent maîtres de la Hollande et en font une alliée; la Prusse, le Danemark, l'Espagne, le Piémont et Naples, reconnaissent la République française; les troupes de l'Empire fuient de toutes parts devant notre énergie et notre courage, abandonnent au nord la Belgique, au midi l'Italie; et l'Europe consternée nous voit, dans un an, détruire six armées et porter le théâtre de la guerre des portes de Rome aux portes de Vienne.

... Tel est le précis rapide des événements qui ont précédé et suivi la fête que nous célébrons. Que de devoirs elle nous impose et combien elle doit ranimer dans tous les cœurs l'amour de la patrie! Puisse ce sentiment sublime réchauffer tous les esprits, réunir tous les partis à la République et leur persuader que le vrai bonheur ne peut se trouver que dans l'amour de sa patrie

Cette proclamation, lancée quelques jours avant la signature du traité de Campo-Formio, fut suivie d'un compte rendu qui achève de peindre l'état des esprits à l'armée d'Italie.

Au général en chef.

3 vendémiaire, an VI (24 septembre 1797).

Le 1er vendémiaire, mon général, nous avons célébré la fête de la République. Malgré la pluie, la division s'est réunie à midi au Champ de Mars autour de la pyramide. L'allégresse était dans tous les cœurs. Des discours analogues à la fête ont été prononcés, des chansons patriotiques chantées, et on a tiré les douze coups de canon en l'honneur des braves qui sont morts pour la patrie. Nous comptions faire la petite guerre; mais le mauvais temps ne l'a pas permis. La division, avec son enthousiasme ordinaire, a renouvelé le serment de haine à la Royauté, d'attachement à la République et de défendre la constitution de l'an III

jusqu'à la mort. Elle a aussi promis, mon général, et ce ne sera pas en vain, de ranger la victoire sous les étendards que vous lui avez confiés, si l'Empereur veut encore tenter le sort des armes. Ensuite, elle a défilé et chacun est allé se réunir autour du banquet civique qui l'attendait le soir; les musiques guerrières se sont fait entendre dans la ville, qui était illuminée; et, pour terminer la cérémonie, nous avons eu un bal qu'a donné la municipalité; mais les aimables dames de la ville n'ont pas répondu aux intentions des administrateurs et aux désirs de la galanterie française; nous en avons vu très peu; le petit nombre n'est que plus méritant. Après-demain nous continuerons et la petite guerre aura lieu.

AUGUSTE BELLIARD.

Tandis qu'il célébrait ainsi les dernières victoires, Belliard, préoccupé par les dispositions des Autrichiens, redoutait plus que jamais une rupture des négociations. Le 15 vendémiaire (6 octobre), les nouvelles qu'il reçut de la frontière le forcèrent de se rendre à Bassano et à Primolano. Là, il apprit que l'ennemi avait récemment doublé ses postes avancés, qu'il avait envoyé deux mille hommes sur le territoire de Sept-Communes, et que des officiers autrichiens avaient paru à Aziago. Il se porta aussitôt sur les points signalés et après s'être rendu compte des faits, adressa une lettre d'observations au général autrichien qui commandait dans cette région.

A M. Kerpen, lieutenant général.

19 vendémiaire, an V (10 octobre 1797).

Je suis instruit, monsieur le général, que quelques-uns des postes que vous avez près les frontières de Sept-Communes, se permettent de passer les limites, sûrement contre vos intentions, et de pousser des patrouilles sur le territoire vicentin. Une pareille conduite était contraire à l'armistice qui règne entre les deux puissances et que vous et moi, sommes chargés de maintenir dans l'arrondissement dont le commandement nous est confié. Je vous engage à donner les ordres nécessaires pour que les commandants se renfer-

ment dans les bornes qui leur sont prescrites; autrement je me trouverai dans la dure nécessité de repousser la force par la force.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette lettre suffit à mettre un terme à ces incursions. A la même époque, Belliard fut chargé d'organiser, dans le Vicentin, une troupe italienne dont on voulait pouvoir disposer à l'occasion. Cette opération ne se fit pas sans difficulté et quand elle fut à peu près terminée, il en avisa le général en chef sur ce ton de familiarité que Bonaparte admettait encore de la part des généraux qu'il avait vus au feu et dont il appréciait la valeur.

Au général en chef.

19 vendémiaire, an VI (10 octobre 1797).

Quelle corvée, mon général, que l'organisation d'une troupe italienne! Que de réclamations, que de maladies votre ordre a fait développer! La compagnie n'en est pas moins organisée et j'ai trente-trois jeunes gens, tant de bonne volonté que de mauvaise. Deux, de Bassano, sont douteux pour la fortune et la santé; je vais les remplacer par d'autres. Comme j'ai pensé que votre intention était d'avoir des otages plutôt que des soldats, j'ai pris tant parmi les patriotes que les aristocrates, dans les familles dont l'influence est plus grande; il en est encore cinq ou six, que je pourrai bien ajouter quoique l'ordre ne porte que trente. Je pense que vous ne le trouverez pas mauvais.

AUGUSTE BELLIARD.

Les diverses mesures prises alors dans la 5e division étaient toujours dictées par la prévision d'une prochaine reprise des hostilités. Mais ces craintes allaient se dissiper. Le traité de paix de Campo-Formio fut enfin signé le 26 vendémiaire (17 octobre 1797). Il donnait à la France, avec ses limites naturelles et des républiques voisines soumises à ses lois, la paix la plus glorieuse

qu'elle eût jamais faite. Il fut publié au milieu des transports d'une joie universelle.

En même temps, Bonaparte fut nommé plénipotentiaire au congrès de Rastadt et général en chef de l'armée d'Angleterre.

Une expédition contre cette puissance, alors notre plus mortelle ennemie, venait en effet d'être décidée. Mais dans l'esprit de Bonaparte, c'était en Égypte qu'il fallait l'attaquer, quoique ce pays ne fût pas encore sous sa domination. Dans ce but, dès le 20 vendémiaire (10 novembre), il avait désigné les généraux qu'il choisissait pour faire partie de l'expédition d'Angleterre. Belliard était du nombre, avec les plus célèbres de ses compagnons d'armes.

Bonaparte laissa bientôt l'armée d'Italie sous le commandement de Berthier et se rendit à Paris, où l'attendait une fête triomphale. Quelques jours auparavant il avait chargé Joubert d'une mission spéciale auprès du gouvernement, ce qui empêcha le commandant de la 5e division d'aller revoir ses troupes. Belliard saisit cette occasion de lui exprimer les sentiments qui l'animaient.

Au général Joubert.

8 frimaire, an VI (28 novembre 1797).

Nous avons tous été fâchés de ne pas vous voir, mon cher général; mais si la mission honorable dont le général en chef vous a chargé (et qui flatte infiniment les troupes que vous commandez) retarde nos plaisirs, ils ne seront que plus vifs lorsque vous nous rejoindrez. Votre division est en bon état, bien équipée, bien armée, habillée et surtout disciplinée; en suivant votre exemple, je tâche de lui conserver la bonne réputation que vous lui aviez si justement acquise, et j'espère qu'elle quittera le pays, sinon aimée, du moins estimée et sans qu'on ait la moindre plainte à porter, et contre les officiers et contre les soldats, etc.

AUGUSTE BELLIARD.

Après avoir vivement partagé la joie que la paix avait fait naître, l'armée d'Italie s'était mise en état de refaire ses forces. Dans la 5e division ce travail était fini, mais le paiement des fonds qui lui étaient dus était toujours en retard; et tout le monde sentait qu'avant de rentrer en France, ce paiement était indispensable.

Belliard adressa à ce sujet une réclamation à Bonaparte. Il lui fit savoir que ses ordres n'avaient pas été exécutés, et qu'il fallait au moins payer un mois de solde aux officiers. Sans cela les dettes, même celles d'honneur, ne pourraient pas être acquittées. Il avait dû autoriser le payeur à emprunter 30,000 francs pour remettre aux officiers le mois de fructidor et cette somme restait à acquitter. « Venez bien vite à notre secours, mon général, écrivait-il, envoyez-nous des fonds; ce sera nous mettre à même de partir quittes avec tout le monde et de ne pas faire crier après nous en quittant le pays. »

Il adressa en même temps ses félicitations au général Berthier qui venait de lui notifier sa prise de commandement. « Je savais, disait-il, avant la réception de votre lettre, mon général, que le Directoire exécutif a su rendre justice à votre mérite et à vos talents, en vous confiant le commandement en chef de l'armée d'Italie. Si votre ambition se borne à mériter l'estime et l'amitié de vos camarades, elle doit, je crois, être déjà satisfaite, etc. »

En ce moment, l'armée s'attendait à rejoindre en France le général Bonaparte. Mais déjà un grave événement, survenu à Rome, avait modifié ses destinées.

A la suite d'une révolution qui venait d'éclater dans la ville sainte, les troupes pontificales avaient tiré sur notre ambassadeur, Joseph Bonaparte, et tué le général Duphot, qui lui était adjoint.

Le Directoire ordonna à Berthier de marcher sur Rome pour venger cet assassinat et y proclamer la République.

Belliard, désigné pour faire partie de cette expédition à la tête d'une brigade, formula, avant son départ, une nouvelle réclamation.

Mais son général, très embarrassé lui-même, ne put lui venir en aide et se contenta de lui écrire de Mantoue le 17 nivôse (6 janvier 1798) : « Je suis désolé, mon cher Belliard, de ne pouvoir parer à ces besoins, etc. »

Quelques jours après, la marche sur Rome commença. Elle s'acheva sans combats, et au commencement de février, cette capitale fut occupée. Aussitôt après, le 20 pluviôse (8 février), Belliard reçut l'ordre d'aller s'emparer de Civita-Vecchia. On lui constitua, pour la circonstance, une brigade mixte, composée de deux bataillons de la 39e brigade de bataille, trois compagnies de grenadiers de la même demi-brigade, deux pièces d'artillerie légère, un escadron du 20e dragons et deux caissons d'infanterie. Cette prise de possession s'effectua sans résistance, et Belliard en avait à peine rendu compte qu'il fut invité à rentrer à Rome, pour recevoir une nouvelle mission.

Il confia le commandement du pays de Civita-Vecchia, au chef de la 39e demi-brigade, et laissa ses instructions à la municipalité.

A la municipalité de Civita-Vecchia.

23 pluviôse, an VI (11 février 1798).

Vous continuerez, citoyens, à exercer vos fonctions comme vous le faisiez avant l'arrivée des troupes françaises, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par mon général en chef.

Vous veillerez à ce que les subsistances soient fournies exactement aux forçats.

Il ne sera rien changé au culte; vous aurez soin qu'on ne trouble pas les ministres dans leur service.

AUGUSTE BELLIARD.

Belliard rentra ensuite à Rome, d'où le général en chef l'expédia en mission à Naples pour sonder les dis-

positions du Roi et de la cour. Bien accueilli par tout le monde, il vit promptement que la crainte des Français était l'unique sentiment qui dominait à Naples. Cette petite puissance ne devait rien tenter contre nous; mais il ne fallait pas compter sur ses sympathies. Sa mission remplie, Belliard revint à Rome reprendre le commandement de sa brigade et recevoir les remerciements du général Berthier. Mais il eut en même temps le regret de se séparer de lui.

Le commandant en chef était rappelé en Lombardie où sa présence était nécessaire et Masséna venait d'être nommé à sa place, à Rome. C'était pour Belliard un gros ennui. S'il admirait les qualités militaires de Masséna, il n'avait pour lui aucune estime. A cette époque du reste, c'était l'opinion de l'armée, très surexcitée contre ce général dont les dilapidations avaient terni la gloire.

A Rome, ses pillages recommencèrent et l'indignation qu'ils soulevèrent provoqua une émeute des plus graves. Belliard, profondément écœuré, ne put résister au dégoût qu'il éprouvait. Il adressa sa démission au Directoire et crut devoir l'expliquer au général Bonaparte. Ces deux documents peignent la situation des esprits à Rome à cette époque.

Au Directoire exécutif de la République française.

Rome, le 25 ventôse, an VI (15 mars 1798).

Je croyais, après la paix du continent, me retirer au sein de ma famille; mais le désir de contribuer à détruire le plus perfide de nos ennemis et de répondre à la confiance que le général Bonaparte m'avait témoignée en me mettant au nombre des officiers généraux choisis pour l'expédition, m'avaient engagé à faire une campagne contre l'Angleterre. Mais maintenant que les circonstances sont changées et que le dernier travail me fait rester à l'armée de Rome, qui je pense, n'aura pas d'ennemis à combattre, je vous prie d'accepter ma démission. S'il vient un temps où la patrie en danger puisse avoir besoin de mes faibles services, vous me

trouverez toujours prêt à marcher. J'attendrai vos ordres à Rome où l'on vient de me donner le commandement d'une brigade.

Au général Bonaparte.

Rome, 25 ventôse, an VI (15 mars 1798).

Au moment où je partais, mon général, pour rejoindre à Rennes le corps dont on m'avait confié le commandement, j'ai reçu l'ordre de rester à Rome. Vous savez, mon général, que je ne puis pas rester avec le chef qui y commande; je respecte en lui la personne du gouvernement à laquelle je dois obéir, mais je vois aussi en lui un homme dont la conduite est tarée et dont on doit s'écarter par tous les moyens possibles, pour ne pas compromettre la sienne. Si j'ai continué le service après la paix du continent, c'était pour faire partie de l'armée d'Angleterre et pour répondre à la confiance que vous m'aviez témoignée en me mettant du nombre des officiers généraux choisis pour l'expédition. Maintenant que les circonstances sont changées et que l'on veut me laisser en Italie, je suis décidé à me retirer et je viens d'envoyer ma démission au Gouvernement. Quoique retiré du service, si la guerre se rallume, vous me trouverez toujours prêt à marcher sous l'étendard de la République française, que personne mieux que vous ne sut déployer dans le chemin de la victoire. Recevez, mon général, mes regrets de ne pouvoir concourir sous vos ordres à détruire un ennemi que je déteste et veuillez agréer l'assurance de mon respect et de mon attachement. Vous savez maintenant ce qui s'est passé à Rome; les hommes qui aiment leur devoir en pleurent : le mal est grand, le remède très difficile, pour ne pas dire impossible si les mêmes hommes restent. Le gouvernement ouvrira peut-être les yeux; puisse-t-il donner l'homme à la place et non la place à l'homme!

AUGUSTE BELLIARD.

Heureusement pour Belliard c'était le général Bonaparte qui réglait à Paris toutes les questions relatives aux armées d'Italie et d'Angleterre, destinées dans sa pensée à se fondre prochainement. Il ne tint aucun compte de sa demande et le laissa attendre à Rome une

décision qui ne pouvait tarder. L'expédition d'Égypte était résolue, mais c'était encore un secret. Bonaparte en activait les préparatifs en parlant toujours de l'Angleterre; il complétait son personnel et faisait rassembler sans bruit, dans divers ports, le matériel à embarquer. Parmi les généraux étrangers à l'armée d'Italie, il avait choisi Desaix qui était fier et heureux de servir sous ses ordres. Il lui réservait le commandement d'une division dont les éléments devaient partir de Toulon, Marseille, Gênes et Civita-Vecchia. Il l'invita à cette époque à se rendre sur ces divers points de rassemblement pour y préparer leur départ. Quand Desaix arriva à Rome, il vit Belliard qui connaissait déjà sa réputation et il lui apprit que l'intention de Bonaparte était de le désigner pour être un de ses brigadiers. Toutefois la réponse du Directoire à l'offre de démission de Belliard n'étant pas connue, il y avait lieu de l'attendre. On ignorait toujours qu'il s'agissait d'aller en Égypte. Belliard avait conservé une correspondance active avec son dernier chef et ami, le général Joubert, et venait à ce moment de recevoir de ses nouvelles. En lui répondant, il lui fit part de sa nouvelle affectation, sans lui dissimuler sa joie, ni son opinion sur Masséna, ni l'incertitude où il se trouvait.

Au général Joubert.

Rome, le 23 germinal, an VI (12 avril 1798).

J'ai reçu hier, mon cher général, votre lettre du 17, que vous m'aviez adressée à Lyon. Je vous ai écrit dernièrement pour vous remercier des marques d'attachement que vous voulez bien me donner et vous faire part de la résolution que j'avais prise, croyant rester à Rome et n'être plus à l'armée d'Angleterre; mais depuis, tout est changé, et je m'étais trompé sur ma destination.

Le général Desaix est arrivé à Rome depuis quelques jours. Il doit commander le corps d'armée qui s'embarque à Toulon, Marseille, Gênes et Civita-Vecchia, et je fais partie

de ce dernier embarquement. Il paraît que le gouvernement n'a pas voulu me réunir à vous, mon général, et si quelque chose peut me dédommager de la séparation, c'est de me trouver sous les ordres du général Desaix dont la modestie égale le talent. Je n'ai point encore reçu réponse du Directoire; s'il accepte ma démission, cela ne m'empêchera pas d'aller contre les Anglais, et j'espère, mon général, que nous nous réunirons, car l'embarcation de Civita-Vecchia étant destinée pour l'expédition, je compte partir de là pour voguer sur la plaine liquide, sinon comme général, du moins comme volontaire et contribuer un peu à abaisser l'orgueil et la puissance des Anglais.

Le général Masséna est parti, vous le savez, et nous tous bien contents, car si le devoir nous obligeait à voir en lui l'homme du gouvernement auquel nous devions obéir, il ne nous empêchait pas de reconnaître en lui un fripon qui, en se déshonorant, a malheureusement laissé une mauvaise impression sur la généralité. Enfin, c'est un aimable citoyen dont on doit s'écarter par tous les moyens possibles. Ses projets étaient de me prendre pour son chef d'état-major et cela n'entrait point du tout dans mes vues. Alors l'ennui de n'être plus de la grande expédition, la crainte d'être une des branches principales d'un tronc gâté et le dégoût de servir avec des hommes qui avaient cessé de savoir obéir, me firent donner ma démission pour avoir ma liberté.

AUGUSTE BELLIARD.

Dans les premiers jours de floréal (mai 1798), les hésitations cessèrent. On sut qu'on allait combattre l'Angleterre en Orient; rien de plus. Belliard faisait partie de la division Desaix, avec Friant, le futur divisionnaire de Davout, qui allait partir lui aussi comme général de brigade de cavalerie.

On n'avait plus que le temps de prendre ses dernières dispositions. Belliard avait laissé ses effets et ses chevaux à Milan, où se trouvait un de ses amis, le sieur Bernard, qu'il chargea de régler ses affaires. Sa lettre contient des détails curieux sur le service personnel des généraux de cette époque.

Au citoyen Bernard, casa Aquanio contrada Cerva, n° 342 à Milan.

30 floréal, an VI (19 mai 1798).

Je vous ai déjà écrit, mon cher Bernard, concernant la demande que vous m'avez faite pour tâcher de vous faire payer ce qui vous était dû; Majou (1) vous a aussi adressé une lettre et nous n'avons point reçu de réponse. Je me décide à envoyer mes chevaux chez mon père; ainsi, je vous prie de faire partir mes domestiques et de leur faire délivrer une feuille de route. Ils amèneront avec eux mes quatre juments de selle à moins que la Babec n'ait été prise et payée cinquante louis d'après la lettre que je vous écrivis; et, si elle est encore à l'écurie, vous voudrez bien regarder l'ordre comme non avenu et l'envoyer avec les autres, ainsi que les deux juments de voiture qu'on attellera au fourgon, en tout six juments. Vous vendrez les deux autres juments et le cheval noir. Quant au petit bai, le chef de brigade Marchand doit le faire prendre. Vous ferez mettre dans une malle tous les effets que j'ai dans la vache et la ferez charger dans le fourgon. Les domestiques du général Veaux doivent avoir laissé chez vous, ou chez le général Leclerc, des caisses pleines de marbres et de gravures; je vous prie, si elles ne sont pas chez vous, de les faire prendre chez Leclerc et de les envoyer dans le fourgon avec mes autres effets. Vendez à quelque prix que ce soit ma voiture ainsi que mes chevaux, dont je veux me défaire; l'argent en provenant est à votre service si vous en avez besoin. Vous enverrez votre reconnaissance du montant à mon père. Dans le cas contraire, vous voudrez bien (2)... cette somme à soixante doubles que j'ai remis au citoyen Germain à son départ de Rome; prélevez dessus 600 francs que vous donnerez à mes domestiques pour les frais de route et vous chargerez le reste à la poste à l'adresse de mon père à Fontenay-le-Peuple. Vous aurez la bonté de lui écrire pour le prévenir, ainsi que des jours du départ des chevaux et des domestiques. Je lui ai marqué que vous aviez bien voulu vous charger de mes intérêts à Milan.

AUGUSTE BELLIARD.

---

(1) Capitaine Majou, aide de camp de Belliard.

(2) Lacune dans le texte.

On voit par cette lettre quel était le train de maison des généraux de l'armée d'Italie, à la fin de la campagne. Huit chevaux de selle, une voiture, deux chevaux de trait, un fourgon de bagages, probablement cinq domestiques, dont un soldat ordonnance, valet de chambre, un cocher et trois palefreniers constituaient, pour un général de brigade, un état luxueux. Bonaparte le tolérait sans doute depuis la conclusion de la paix.

On voit aussi que Belliard, s'il était un homme d'ordre, était très large sur les questions d'argent. Sa passion pour la carrière des armes et son admiration pour son général en chef, inspiraient tous ses actes et dominaient sa pensée. Il fit ses adieux à son père en lui annonçant le prochain envoi de ses chevaux par les soins du sieur Bernard et des 10,000 francs que lui avait octroyés le général en chef; le citoyen Trouvé, alors ministre plénipotentiaire de France auprès de la République cisalpine à Milan, s'était chargé de les lui faire parvenir.

On ne saurait terminer ce récit de la part prise par Belliard à la campagne d'Italie, sans s'arrêter un instant sur la position militaire qu'il avait acquise. Presque inconnu à ses débuts, il fut bientôt distingué pour ses qualités d'officier d'état-major, son initiative et sa bravoure, par des hommes de la valeur d'Augereau, Masséna, Joubert, Berthier et Bonaparte. Après avoir gagné son grade de général sur le champ de bataille d'Arcole, et avoir été cité plusieurs fois, il acheva sa campagne sous les ordres du célèbre Joubert dont il devint l'ami. Il était maintenant un chef connu de tous, très apprécié et l'un des héros de cette vaillante armée. Il partait pour l'Égypte, choisi par Bonaparte et Desaix. L'avenir le plus beau s'ouvrait devant lui.

IV

Campagne d'Égypte. Conquête de la Basse-Égypte.

Embarquement à Civita-Vecchia. — Traversée. — Prise de Malte. — Débarquement en Égypte. — Marche sur le Caire. — Combat de Chobrakhit. — Bataille des Pyramides. — Préparatifs de la marche sur la Haute-Égypte. — Désignation de la division Desaix. — Séjour de Belliard à Gizeh. — Atteint d'ophtalmie. — Rapports de Belliard avec Bonaparte, Lannes, etc. — Ses visites au général Veaux. — Sa guérison. — Belliard rejoint sa brigade.

La campagne d'Égypte est la période la plus curieuse de la vie de Belliard. Elle ne fut pas la plus éclatante; car elle ne saurait se comparer aux grandes chevauchées qu'il fit en Europe à la tête de la cavalerie de Murat. Mais elle fut entrecoupée de péripéties variées, imprévues, qui en augmentent l'intérêt. Elle fut peut-être aussi la plus malheureuse, car elle l'exposa à de cruelles souffrances, et lui laissa comme souvenir une grave blessure dont l'influence se fit toujours sentir.

Le 20 floréal an VI (10 mai 1798), la plus grande partie de la division Desaix, rassemblée à Civita-Vecchia, n'attendait plus qu'un ordre venu de Toulon, pour s'embarquer. Il y avait là Desaix, son état-major et ses deux généraux de brigade : Friant, commandant les 61e et 88e demi-brigades et Belliard avec la 21e demi-brigade d'infanterie légère; puis, le savant Monge, de l'Institut, le commissaire ordonnateur Daure, et l'adjudant général, chef de brigade Donzelot, chef d'état-major de Desaix,

qui avait pour aides de camp Rapp et Savary, les futurs généraux aides de camp de l'Empereur, alors simples capitaines.

Tout le monde était impatient de partir. Mais, avec l'ordre du général en chef, il fallait un vent favorable, deux conditions qui ne purent être réalisées qu'après quinze jours d'attente fiévreuse. L'impatience était d'autant plus vive qu'on ignorait tout de l'avenir. La proclamation de Bonaparte, datée du 20 floréal (10 mai), avait simplement appris aux officiers et aux soldats, que « l'armée était une des ailes de l'armée d'Angleterre; et que le génie de la Liberté voulait que la République, devenue l'arbitre de l'Europe, le fût aussi des mers et des contrées les plus lointaines ». C'était tout ce qu'on savait. Le reste, c'était l'imprévu. On allait vers l'Orient, où tout était nouveau : le pays, le climat, la nation à combattre, le but à poursuivre; on se lançait dans l'inconnu avec Bonaparte pour chef. Lui seul savait ce qu'il voulait et les autres avaient foi en son génie. Cela suffisait.

Quand l'ordre de s'embarquer arriva de Toulon, il manquait encore la frégate désignée pour recevoir le général Desaix. Le vent d'ailleurs n'était pas favorable. Belliard avait profité de ses loisirs pour commencer un journal qu'il devait continuer jusqu'aux derniers jours de l'occupation égyptienne, et qui nous a transmis, sur cette période, les plus précieux détails. Les premières pages, probablement adressées à son père, concernent l'embarquement et la prise de Malte.

Le 7 prairial, an VI (26 mai 1798).

On devait partir à 4 heures du matin; le bâtiment attendu n'était cependant pas encore arrivé. A 6 heures, il est entré dans le port, et le général (1) voyant le vent bon,

---

(1) Desaix.

croyait pouvoir faire donner le signal du départ; mais le vent, qui était bon pour les bâtiments de transport, se trouvait mauvais pour la frégate, qui ne pouvait pas sortir du port de Civita-Vecchia du côté de l'ouest, et le vent soufflant très fort à l'est-sud-est, l'empêchait d'être remorquée par la partie de l'est. Nous voilà donc encore contrariés et retenus dans le port jusqu'à ce qu'il plaise à Éole de nous permettre de quitter l'Italie....

... Nous sommes commandés par la frégate la *Courageuse* de (1) ... pièces de canon, envoyée de Toulon pour assurer le convoi et surtout pour prendre à son bord le général Desaix avec son état-major, le citoyen Monge avec les interprètes arabes, le commissaire ordonnateur Daure, le chef de l'état-major de la division Donzelot et plusieurs officiers. Nous serons convoyés par les chaloupes canonnières la *Victoire*, l'*Hélène*, la *Constante* et l'*Espérance* et par les galères la *Coquette* et l'*Amoureuse*.

Ces six bâtiments ont été pris à Civita-Vecchia. C'est le général Desaix qui les a nommés. L'arrière-garde sera formée par le chebeck Le *Cerf* et par le brick (1).... Le convoi doit marcher sur trois lignes.... A midi, le vent est toujours le même, et nous, toujours dans le port. Les troupes que nous amenons sont le 21e demi-brigade d'infanterie légère, que je commande, les 61e et 88e demi-brigades commandées par le général Friant....

... A 4 heures, le vent a un peu calmé; la frégate a tiré le coup de canon de partance et a fait le signal aux capitaines de chaque bâtiment d'envoyer sa chaloupe armée pour remorquer la frégate.... A 6 heures, elle a levé l'ancre; chaque bâtiment en a fait autant et nous voilà enfin en pleine mer. Je te laisse à juger si nous étions contents.... La frégate a fait au fort le salut d'ordinaire; le fort et la place ont répondu, mais ils se sont écartés de l'usage, car ils ont fait feu jusqu'à la sortie du dernier bâtiment. Le convoi, composé de la frégate et des bâtiments de guerre dont je t'ai déjà parlé et de cinquante-quatre bâtiments de tranport, formant en tout soixante-trois voiles, fait route ouest-sud-ouest, ayant le vent sud-sud-est. Il se dirige sur les côtes de Corse, où nous devons nous joindre à l'escadre; où irons-

(1) Lacune dans le texte.

nous après? Je l'ignore encore, mais il est à présumer que nous faisons voile pour l'Égypte, du moins les préparatifs le font croire.

Peut-être prendrons-nous à Malte les fonds dont nous avons besoin et, après, nous pousserons plus loin.... Quel que soit le temps que nous passerons sur mer, nous le rendrons le plus agréable possible. J'ai fait d'amples provisions de vivres, de musique; et si la mer ne me rend pas malade, j'espère ne pas m'ennuyer. C'est ce que je saurai demain; ce soir je me trouve assez bien.

Le 8 prairial (27 mai) (En mer).

... Nous avons beaucoup de malades, et, quoique nous soyons fort bien sur notre aimable *Joséphine* (c'est le nom du bâtiment que je monte) cela ne m'empêche pas de payer le tribut qu'on doit à la mer; et, si cela continue, nous aurons des vivres pour longtemps.... Majou est très malade; je crois qu'il rendra l'âme; Parat (1) est aussi un peu dérangé; Pierre (2) qui ne veut rien emporter de Civita-Vecchia restitue sans efforts tout ce qu'il a pris. Jusqu'à présent je n'ai pas lieu de me plaindre; cependant ce matin après avoir eu fumé du tabac trop fort, je me suis trouvé un peu ivre et jusqu'à 4 heures du soir je n'ai pas été très ferme au poste. J'ai même refusé les vivres; mais le soir l'appétit est venu et, maintenant, il n'est plus question de rien. Notre convoi marche sous d'heureux auspices; depuis notre départ nous sommes accompagnés par des tourterelles et des pigeons; il passe aussi quelques cailles....

12 prairial (31 mai).

Si le temps calme est ennuyeux, il a aussi ses avantages. Lorsqu'on se trouve plusieurs vaisseaux réunis, on en profite pour se rendre visite; alors toutes les chaloupes sont mises à la mer; on se croit transporté à Venise; on court d'un bord à l'autre et l'on dissipe un peu ses ennuis, ceux qui en ont. Jusqu'à présent, je n'ai pas trouvé le temps d'en prendre; un peu sur le pont, un peu dans les haubans et galaubans, un peu de lecture, un peu de musique et le temps

(1) Capitaine, deuxième aide de camp.
(2) Probablement son soldat de confiance.

coule sans qu'on s'en aperçoive. Ce matin, j'ai reçu la visite du général Friant, de son aide de camp, du chef de la 82e demi-brigade Conroux, et des deux Colbert. Nous avons déjeuné ensemble; ensuite, nous sommes allés voir le général Desaix; c'est un bord qu'on visite toujours avec plaisir et l'heure qu'on y peut passer sert toujours à l'instruction. Le citoyen Monge est si honnête, si bon; il ressemble tant au meilleur de mes amis, qu'on est toujours heureux lorsqu'on se trouve avec lui.

Le 20 prairial (9 juin).

Enfin on aperçoit une forêt flottante, très éloignée, à la partie de l'ouest-nord-ouest et se dirigeant sur nous avec vent arrière. On grimpe au perroquet, on braque les lunettes. C'est l'escadre; on reconnaît les vaisseaux de guerre; on croit déjà voir l'*Orient*, ce fort ambulant, s'avançant tout glorieux de porter le vainqueur d'Italie, qu'il semble vouloir protéger pour remporter de nouvelles victoires. Tous nos cœurs sont contents de revoir leurs camarades et leurs amis.

A midi, l'avant-garde a paru devant l'île de Malte; une frégate est venue de l'avant. La reconnaissance s'est faite à une heure et nous voilà réunis. A 4 heures, l'armée est arrivée, précédée de l'*Orient*; le convoi le suit de très près sous l'escorte des vaisseaux et frégates chargés de le convoyer....

Aussitôt l'arrivée du général Bonaparte, le général Desaix est allé le voir; les dispositions se sont faites pour attaquer l'île et avoir de l'eau de gré ou de force. Il est décidé que lorsque ce petit bonhomme arrive, on ne doit pas rester tranquille.

A 9 heures, le général m'a fait appeler à la frégate pour me donner l'ordre de réunir tous les bâtiments de la 21e demi-brigade légère et de me tenir prêt à débarquer le lendemain avec elle. Ce n'est pas fort aisé, tant à cause du calme qui règne dans ce moment, que parce que les bâtiments se sont mêlés. N'importe, la nuit est longue; demain nous irons à terre et nous nous mesurerons avec les Maltais. Les divisions Vaubois, Reynier et Baraguey d'Hilliers doivent aussi descendre.

... A la pointe du jour, les troupes du général Vaubois et celles du général Baraguey d'Hilliers se sont mises dans des

chaloupes et canots; elles se sont avancées à terre et ont opéré leur débarquement à 8 h. 30, sans éprouver beaucoup de résistance....

... A midi, ne pouvant approcher terre davantage, les troupes de notre division, destinées au débarquement de gauche se sont en partie mises dans des chaloupes; elles ont été jointes par des détachements des 7e demi-brigade légère, 19e et 80e de bataille. Tout le convoi s'est mis en marche à la rame, sous l'escorte de trois chaloupes armées et deux demi-galères, les vaisseaux de guerre ne pouvant pas s'avancer pour nous protéger. Le général Desaix m'a donné des instructions et nous voilà partis pour chercher un point de débarquement. Après quatre heures de marche, nous sommes arrivés entre la pointe des Tombarelles et celle de (1).... Nous avons été reçus par cinq batteries qui ont fait sur nous un feu... les chaloupes armées, etc., ont répondu à l'ennemi. Un bataillon ennemi d'environ mille hommes s'est présenté pour nous recevoir à terre.... Les boulets, qui pleuvaient en assez grande quantité, ont intimidé les marins conduisant les canots chargés de troupes et ils n'avançaient plus. Le capitaine de vaisseau et moi nous avons été obligés de retourner sur nos pas pour rallier et faire avancer tout le convoi. Pendant quelque temps, le débarquement a balancé; mais les chaloupes canonnières ayant tenu bon, on a marché droit à terre sur une des batteries, qu'on a fait taire. Quelques canots qui les suivaient sont arrivés et nous voilà sur l'île de Malte. Nous débutons par prendre cinq pièces de canon; les autres canots, voyant les premiers arrivés, ont doublé de rames pour nous joindre. Le bataillon ennemi qui s'était avancé sur le rivage où il croyait que nous arriverions, ne pouvant rien faire parce que nous avions dirigé nos projets d'un autre côté, gagna de suite la hauteur et voulut faire quelque résistance, mais il fut bientôt chassé et obligé de chercher son salut dans la fuite. Je marchai de suite pour m'emparer de la baie de Marza Sciroco; je n'eus pas de peine à prendre une partie des (1).... J'ai poursuivi l'ennemi jusqu'au village de Cazal Zaeton où la nuit m'a obligé d'arrêter. J'y ai établi mon avant-garde. Demain, nous

(1) Lacune dans le texte.

recommencerons et il y a lieu de croire que la journée sera aussi heureuse que celle-ci. Les ennemis que nous avons à combattre sont les habitants du pays; ils ont tous pris les armes; à peine trouve-t-on dans les villages des femmes, des enfants et des vieillards; tout est désert.

Le 23 prairial, à la Cazal-Zaeton (11 juin 1798).

Dans la nuit, j'ai bivouaqué avec le peu de troupes que j'avais en réserve, en arrière du village de Cazal-Zaeton, à portée de soutenir l'avant-garde et les troupes qui étaient allées armer le fort Rohan. A une heure du matin, j'ai entendu une fusillade assez vive et plusieurs coups de canon : c'était la division du général Vaubois qui s'était avancée près de la ville. Les troupes et les habitants qui se trouvaient sur les remparts ont cru qu'on voulait monter à l'escalade, ils ont fait un feu très suivi pendant un quart d'heure; le reste de la nuit a été tranquille.

A la pointe du jour, le fort Rohan s'est rendu; la garnison a capitulé et l'officier du génie l'a traitée un peu doucement.

Les cent soixante hommes qui se trouvaient dedans sont sortis avec les honneurs de la guerre; ils nous ont laissé dix-huit pièces de canon et beaucoup de munitions.

Après la reddition du fort, j'ai réuni tout mon monde et je me suis mis en marche pour m'emparer des villages de Zabora, Castel-Novo et Bisbat. Ça n'a pas été chose fort difficile; il n'y avait plus d'ennemis; ils s'étaient tous retirés dans Malte.

Le résultat des deux journées des 22 et 23 est la prise d'environ soixante pièces de canon, beaucoup de munitions, cent quatre-vingts prisonniers et environ dix ennemis de tués. De notre côté, nous n'avons perdu qu'un homme, qui a eu la tête emportée d'un boulet, dans un des canots, et un autre blessé à terre très légèrement. C'est opérer un débarquement bien heureusement. — Ce soir, nous nous reposons fort tranquillement et ce n'est pas sans besoin. Depuis deux jours, nous courons à pied dans un maudit pays qui n'est que pierres réchauffées par un soleil brûlant, qui vous poursuit impitoyablement partout, sans qu'on puisse trouver un arbre sous lequel on soit à l'abri.

Le 24 prairial, à Malte (12 juin).

La négociation va grand train; et, d'après ce que nous a annoncé le frère (1) du général Bonaparte, il y a grande apparence qu'on ne tirera plus de coups de fusil. Cependant, comme il faut toujours être en mesure en cas de non-réussite, le général Desaix et moi nous sommes allés reconnaître la place et ses approches depuis Cazal-Zabora jusqu'à la mer, partie occupée par les troupes que commande le général Friant. Partout le drapeau blanc flotte à côté du pavillon maltais. Nous avons profité de ce signal de paix pour nous avancer tout près de la porte de la Cotonière; les habitants sont accourus en foule, nous leur avons parlé pendant quelque temps, toujours en leur annonçant que nous n'étions point à Malte pour leur faire du mal, et engageant les hommes des campagnes à rentrer dans leurs foyers, au moins un par maison pour soigner leurs bestiaux et veiller à leurs propriétés. Ils ont bien goûté nos raisons et un officier maltais qui ne paraissait pas fort content du contentement des habitants a voulu prendre la parole pour rompre la conversation; mais on lui a imposé le silence et j'ai vu le moment où le peuple le ferait passer par-dessus le rempart. Il s'est tu et a agi fort prudemment.

Quelques habitants ont profité de nos avis; ils ont fait rouvrir les portes et sont retournés chez eux. La conversation finie, nous avons demandé à l'officier de pouvoir passer dans le fossé de la place pour nous rendre à la mer; il n'a pas jugé à propos de refuser et nous avons fait la reconnaissance très commodément. A chaque pas, il fallait parler aux habitants dont les remparts étaient couverts : toujours même discours de notre part; chez eux même contentement et ils ont tous l'air plus portés à la paix qu'à la guerre; ainsi soit, car le morceau n'est pas aisé à digérer.

Nous continuâmes ainsi jusqu'à la mer; le général Desaix s'avança auprès du bord avec son chef d'état-major. Un chevalier de Malte partit de suite de la ville et vint dans une petite chaloupe offrir au général de traverser et d'entrer à Malte. Il refusa très honnêtement et nous retournâmes.

(1) Louis Bonaparte, alors âgé de vingt ans.

Un habitant sorti de Malte court après nous à toutes jambes, nous saute au col, nous embrasse et nous dit que la paix est faite et signée et que le soir, les troupes françaises devaient, d'après la capitulation, occuper les forts principaux. Ce jeune homme, porteur de bonnes nouvelles, nous offrit des rafraîchissements dans sa petite maison de campagne qui se trouvait près de l'endroit où nous reçûmes le baiser de paix. Ses offres furent acceptées avec plaisir; nous avions une chaleur du diable et une soif à l'avenant. Nous prîmes congé de notre hôte après avoir bu son bon vin et le général retourna à Cazal-Zaeton attendre les ordres du général en chef.

... J'espère qu'on ne peut pas agir plus lestement : s'emparer de l'île le 22, bloquer la place le 23, et entrer en possession de Malte le 24 : c'est une belle acquisition que nous faisons et à grand marché.

Le 25 prairial, à Malte (13 juin).

... Je suis ensuite allé voir le général Bonaparte; mais il a été impossible de lui parler, attendu qu'il faisait son courrier pour la France. Il a fallu remettre et nous sommes allés visiter le général Desaix, qui nous a donné à dîner. Après dîner, j'ai visité la ville nommée la Valette : elle est fort belle, très bien bâtie. Trois grandes rues très larges et bien percées la traversent dans sa longueur; comme le terrain n'est pas très uni, elles forment des amphithéâtres dans plusieurs endroits; il y a en outre beaucoup d'autres rues aussi très droites; toutes les maisons sont bâties en pierre et couvertes d'une espèce de mastic, de sorte que le toit forme une terrasse sur laquelle, le soir, on va prendre le frais. J'ai vu dehors fort peu d'habitants; toutes les boutiques étaient fermées; en revanche il n'y manquait pas de soldats qui, pendant le petit séjour que nous y avons fait, ont bien justifié l'opinion qu'on en avait donnée aux habitants. Il n'est point de sottise qu'ils n'aient commise : maisons enfoncées, pillage, vol, viol, assassinat; rien n'a été oublié. Et n'ayant plus rien à faire, ils se battaient entre eux à propos de bottes. Beaucoup en ont été victimes; très peu de personnes ont osé sortir, surtout les femmes qui sont toujours restées closes. La partie occupée par le général Desaix a été parfaitement tranquille et nous avons eu la

satisfaction de ne recevoir aucune plainte contre nos troupes, même après leur départ. Elles ont été en ville plus raisonnables qu'en campagne où, malgré les précautions qu'on a pu prendre, les soldats ont très lestement dévalisé quelques maisons. C'est un malheur que ne peut éviter un pays sur lequel on fait la guerre, surtout les villages dans lesquels on se bat et dont les habitants font feu sur la troupe....

... Nous avons délivré à Malte environ mille esclaves Turcs qu'on va renvoyer au grand Sultan. Cela sera encore un moyen de resserrer les liens qui pourraient unir les deux nations et dont nous avons besoin dans ce moment pour faciliter l'expédition qu'on entreprend. Autrement l'exécution ne serait pas aisée et si l'on n'était pas d'accord avec le Grand Turc, elle éprouverait de très grandes difficultés, pour ne pas dire qu'elle deviendrait impossible, si vraiment elle a pour but un établissement en Égypte et ensuite la destruction des comptoirs anglais aux grandes Indes et l'envahissement de leurs établissements.

Le 26 prairial, à Marza Siroco (14 juin).

Ce matin, avant de quitter Malte, j'ai visité les fortifications de la cité Valette; c'est vraiment un prodige, et l'on croit voir plutôt l'ouvrage des fées que celui des hommes : les fossés sont creusés dans le rocher, qui forme la plus grande partie des remparts. On croirait en voyant l'immensité des travaux que cent mille hommes furent employés à les construire; et, encore, est-on surpris de voir qu'ils aient pu les terminer.

Le 27 prairial (15 juin).

... Après le bain, étant à la croisée, attendant pour souper Majou et mon aide de camp, j'entendis des soldats qui se disputaient assez vivement et qui étaient prêts à tirer le sabre; je pris la garde et je m'avançai pour les séparer; je trouvai quatre dragons avec un hussard, qui étaient cause de la dispute. Après leur avoir parlé, le dragon qui voulait se battre avec le hussard convint de ses torts et me raconta que le hussard ayant frappé un paysan et ensuite un de ses camarades, cela lui avait monté la tête qui se trouvait un peu montée par le vin. Je les fis prendre tous les deux et conduire au corps de garde. Chemin faisant, le hussard qui

n'avait pas dit un mot et qui même avait remis son sabre au caporal, s'approche de moi; il était ivre et commence à me dire des sottises; je le conjurai de finir, que je lui pardonnais son ivresse, et que, lorsqu'il aurait la raison, il reconnaîtrait sa faute. Il continua malgré cela; je lui dis qu'il me forcerait à en venir à des extrémités fâcheuses; alors il saute sur mon sabre que je tenais sous le bras; je n'eus que le temps d'attraper la garde qui cassa et le sabre lui resta. Il m'en détacha un coup sur la tête que je parai en me penchant et avec la main; après, il court sur la garde qui para avec le fusil et les baïonnettes, dont il reçut trois coups dans le corps et un coup de fusil à la figure qui le fit tomber à l'eau. Il s'était avancé dans la mer. On était sur le point de l'exterminer, lorsque j'arrivai. Ses cris me touchèrent tellement que j'arrêtai la garde et fis épargner un scélérat qui avait attenté à mes jours et que j'aurais peut-être poignardé dans le moment, si le sabre me fût resté plutôt qu'à lui. On le conduisit dans une maison voisine; on l'a lavé et pansé tant bien que possible; on prétend que les blessures sont mortelles; il a un coup de baïonnette dans la poitriné.

Le 1er messidor (19 juin).

A minuit, le vent est passé au nord-ouest; à une heure, on a tiré le coup de départance; à 2 heures, tout le monde a mis à la voile et nous avons quitté la baie de *Marza Sciroco* où nous commencions à nous ennuyer. Après avoir doublé le cap des Tombarelles, nous avons aperçu l'escadre à laquelle nous nous sommes réunis à midi.

A 2 heures, le temps est venu calme. A 5 heures et demie, vent nord-ouest, petit frais, la mer très agitée. Le vent n'étant pas assez fort pour soutenir le bâtiment contre les vagues, nous sommes secoués de la bonne manière et quelques-uns en perdent l'appétit.

A 11 heures, le vent est devenu un peu plus fort, et nous nous éloignons de Malte, faisant route est-quart-sud-est; c'est celle qu'a signalée ce soir le grand Orient, elle nous conduit droit à Alexandrie, où il paraît que nous allons débarquer.

Le 6 messidor, an VI (24 juin 1798).

... Ce soir, j'ai reçu l'ordre d'envoyer à bord deux officiers de la demi-brigade que je commande. Ce sont les membres du Comité d'insurrection de Rome. Il paraît que le général en chef veut punir ceux qui se sont montrés les plus ardents; car chaque corps doit envoyer ses députés, et, en outre on nous a demandé les noms de tous les grands meneurs. Il est temps de se purger des mauvaises têtes et de faire des exemples qui soient dans le cas de retenir ceux qui seraient tentés de recommencer; car il ne serait pas très aimable de voir se renouveler des scènes pareilles, surtout dans le pays où nous allons, où la discipline doit être très rigoureuse si nous voulons nous y maintenir.

Le rôle de Belliard à la prise de Malte fut celui d'un commandant d'avant-garde ; et quoique la résistance ait été peu meurtrière, le général en chef trouva sa conduite assez remarquable, pour le citer dans son rapport au Directoire. « Le général Desaix, écrivit-il, fit débarquer le général Belliard avec la 21e. Il s'empara de toutes les batteries et de tous les forts qui défendaient la rade et le mouillage de Marsa Scirocco. »

La traversée de Malte en Égypte s'effectua sans encombre et avec un rare bonheur. Le 13 messidor (1er juillet), on était en vue d'Alexandrie. La division Desaix, ayant reçu ses ordres de débarquement le même jour, ne put l'effectuer que le lendemain, à 3 heures du matin, près de la Tour des Arabes, par une mer agitée qui le rendit difficile. Elle fut ensuite passée en revue par Bonaparte, puis dirigée sur Alexandrie, qui fut enlevée après une courte résistance. L'impression que cette ville produisit sur Belliard ne manque pas d'intérêt.

Le 15 messidor (3 juillet).

La division est partie pour Alexandrie où elle est restée jusqu'à 7 heures du soir pour attendre l'artillerie qui, d'après les ordres du général Dommartin, fut rembarquée dans la nuit pour être conduite par mer à Alexandrie.... Me

voilà donc dans cette ville fameuse, bâtie par le grand Alexandre; on ne se douterait pas, en la voyant, qu'elle fut l'ouvrage d'un si grand conquérant. Nous n'avons pas de bourgade de nos pays, qui ne vaille cent fois mieux. Toutes les maisons sont recouvertes d'une terrasse et bâties en mauvaises briques de terre; le mystère qui les environne annonce l'esclavage et la tyrannie. On ne trouve dans les rues, fort étroites et sans pavés, que de grands hommes, barbus, brûlés par le soleil, couverts de haillons qui annoncent la misère, marchant nu-pieds et ayant à la main une pipe de cinq pieds qu'ils ne quittent pas tout le long du jour. C'est je crois la seule jouissance qu'ils peuvent éprouver. Quant aux antiquités que renferme la ville, je ne peux pas en parler, le peu de temps que je suis resté à Alexandrie ne m'a pas permis de les visiter. L'enceinte de la ville, qui est fort étendue, est formée par une mauvaise muraille ayant plusieurs brèches et n'offrant aucun moyen de défense.

Le 3 juillet, la division reçut son ordre de marche sur le Caire. Elle formait l'avant-garde de l'armée et alla d'abord prendre position à deux lieues de la porte de Rosette. Elle commença son mouvement par une chaleur accablante, à travers un vrai désert, appuyée par la division Reynier et par le général Leclerc qui avait été mis à la disposition du général Desaix, avec deux régiments de cavalerie. Belliard était à l'avant-garde avec la 21e demi-brigade.

Après une marche des plus pénibles, mais sans incidents, on arriva à Damanhour, le 19 messidor (7 juillet). Ces premières journées en Égypte produisirent dans tous les rangs du relâchement et de la confusion. La vue d'Alexandrie avait déjà été un désenchantement. Puis l'aridité du pays, son aspect désertique, la température élevée, le manque d'eau et de vivres, tout faisait naître le découragement. Des mécontentements et du désordre se produisirent. Il fallut passer deux jours à Damanhour pour remettre un peu de cohésion dans les rangs.

La marche reprit le 22 messidor (10 juillet). Cette fois,

on allait vers le Nil, que l'on atteignit, dans l'après-midi, à El Rahmanieh, lieu de rassemblement des divisions Desaix, Reynier, Vial, et de l'avant-garde de la division Dugua. Belliard reçut, dans la journée, ses premiers coups de feu sur la terre d'Égypte. La tête de la division fut attaquée par un corps de 700 à 800 Mameluks, qui fut canonné et se retira après une perte de quelques hommes.

Les troupes, ranimées par la vue du Nil, restèrent deux jours à El Rahmanieh ; et, comme les vivres manquaient, elles furent autorisées à faire monter des hommes sur des bateaux et à les envoyer dans les villages voisins pour en trouver.

Le 24 messidor (12 juillet), on signala l'approche de Mourad-Bey, un des deux chefs des Mameluks, avec une troupe nombreuse et une flottille, qui allaient s'opposer à notre marche sur le Caire. On annonçait son arrivée à Chobrakhit.

Bonaparte se porta à sa rencontre, en ordre concentré. La division Desaix, toujours en avant-garde, fut poussée jusqu'à deux kilomètres de ce dernier village.

Le combat eut lieu le 25 (13 juillet). Ce fut le premier engagement sérieux. Belliard, avec la 21e, forma un côté du carré de la division, qui eut à supporter les charges de l'ennemi. Lorsqu'elles eurent été repoussées, le général en chef donna à la division l'ordre d'attaquer à son tour. Belliard, chargé d'enlever le village, y entra au pas de charge et dispersa les Mameluks, leur enlevant des canons et des bagages.

Ce succès montra aux troupes quelle était l'infériorité de leurs adversaires et ranima leur confiance. Le 26, elles reprirent leur marche sur le Caire, que les chaleurs, la fatigue et le manque de vivres rendirent extrêmement pénible.

En arrivant à un village appelé Omm-Dinar, le 2 thermidor (20 juillet), le général en chef apprit que les deux chefs des Mameluks, Ibrahim et Mourad ne s'entendaient

plus et que ce dernier avait rassemblé ses forces à Embabeh, près du Caire, pour livrer un nouveau combat. Il résolut de l'attaquer de suite.

Le lendemain, après une forte marche de douze heures, on aperçut ses nombreux cavaliers. L'action s'engagea et les divisions se formèrent en carrés. Celle de Desaix occupait la droite et, comme à Chobrakhit, Belliard en commandait une face, composée tout entière de la 21e demi-brigade.

L'attaque eut lieu vers 4 heures de l'après-midi; on repoussa les charges de l'ennemi ; puis, l'ordre fut donné d'enlever les retranchements qu'il avait élevés ainsi que le village d'Embabeh. Les Mameluks, repoussés partout, accablés par nos feux, firent de grandes pertes, s'enfuirent en désordre et furent poursuivis jusqu'à 9 heures du soir, au delà de Gizeh. Ce fut la célèbre bataille des Pyramides. Belliard en a laissé le récit suivant.

Le 3 thermidor (21 juillet).

L'armée était sur notre gauche, à portée de pièces de 4.... Alors notre avant-garde joignit l'armée, que nous aperçûmes en avant du village d'Embabeh. Nous ne fûmes pas plus tôt établis, que les Mamelouks montent à cheval et viennent livrer la bataille. Ils partent comme l'éclair et arrivent comme la foudre. Ce furent nos divisions qui eurent la préférence. Ils nous chargent avec une impétuosité et une bravoure peu communes. Nos soldats, revenus de leur terreur panique, les reçoivent avec sang-froid, les arrêtent avec un feu bien nourri et, dans cinq minutes, l'affaire est décidée.

Je n'ai point vu, depuis que je fais la guerre, de charge poussée avec autant de vigueur et qui ait coûté à l'ennemi autant d'hommes. Le front des divisions était couvert de morts; il en est même qui sont venus expirer dans les rangs.

Lorsque la charge fut finie, l'ennemi se répandit dans le village où beaucoup de soldats étaient allés chercher de l'eau. Ils nous y auraient fait du mal, si les dragons à pied qu'on avait envoyés chercher des chevaux ne s'y fussent pas

trouvés pour protéger les hommes sans armes. Ils montèrent sur les baraques et tuèrent un grand nombre de Mamelouks; les autres furent obligés de sortir du village.

Pendant ce temps, le général en chef ordonna à la division Bon de marcher sur le village d'Embabeh, où se trouvait le camp de l'ennemi, protégé par une petite flottille et défendu par cinq ou six cents hommes de cavalerie (chose nouvelle de voir de la cavalerie défendre un village retranché).

La division se met en mouvement, suivie du reste de l'armée; elle est reçue par une décharge d'artillerie considérable et par trois charges de cavalerie, peu nombreuse à la vérité, la force principale, qui était de notre côté, aimant mieux tirailler sur nous que de porter du secours à leur camp. Tous les obstacles furent bientôt surmontés et le village ainsi que les effets, bagages et artillerie de l'ennemi, dont deux ou trois cents furent précipités dans le Nil, devint notre propriété. On a pris beaucoup d'armes, et il est des soldats dont la journée valut deux ou trois cents louis; les sequins sortaient de leurs poches, tant elles étaient remplies.

L'armée continua sa marche, poursuivant l'ennemi qui fuit de tous côtés. On arriva jusqu'à Gizeh dont on s'empara, et l'armée y prit position, nous en avant du village et les autres divisions dans l'intérieur en arrière. Auprès de Giseh, on trouva sur le Nil un bâtiment armé de plusieurs pièces de canon qui fit feu sur nous, et, la nuit, l'ennemi y mit le feu parce qu'il ne pouvait pas le faire remonter.

Cette journée a été la plus fatigante que nous ayons eue; mais le soldat ne s'est pas plaint; la présence de l'ennemi lui donne de nouvelles forces et la bataille lui fait oublier la fatigue lorsqu'il est vainqueur. Elle a coûté aux Mamelouks environ mille hommes tués ou blessés, 30 ou 40 pièces de canon, prises tant au camp que sur les barques, plusieurs bateaux chargés de munitions et d'effets, plus l'arsenal de Mourad-Bey qu'on a trouvé dans sa maison à Gizeh. De notre côté, nous n'avons eu que trente hommes tués ou blessés dans toute l'armée. Nous avons été heureux de commander des troupes aguerries, autrement il n'existerait pas beaucoup de Français en Égypte, et si l'expédition eût été entreprise avec d'autres troupes et sans cavalerie, comme nous l'avons craint, il n'y a pas de doute qu'elle n'eût échoué. Mais les Français raisonnent; il n'est pas un soldat qui ne

sentît qu'il travaillât pour lui, et que de la bravoure de chacun d'eux dépendait le salut de tous, dont ils faisaient nombre.

Demain, on s'occupera sûrement de passer le Nil pour aller au Caire.

La bataille des Pyramides eut un résultat décisif. Elle brisa la résistance des Mameluks, entraîna la reddition du Caire et la conquête de la Basse-Égypte; elle permit d'occuper, sans coup férir, Damiette au nord, Suez sur la mer Rouge et le Fayoum dans la Moyenne-Égypte.

Le lendemain de la bataille, on arriva au Caire, qui ouvrit ses portes. Le quartier général s'installa à Gizeh, sur la rive gauche du Nil, en face du Vieux-Caire, tandis que la division Desaix fut portée à deux lieues au sud, sur le chemin de la Haute-Égypte, qu'elle devait conquérir. L'annonce de cette destination provoqua des mécontentements et des offres de démission, qui furent toutes refusées.

Cette expédition dans le Sud exigea de nombreux préparatifs qui prirent du temps. Ils étaient d'autant plus nécessaires que Mourad-Bey s'était porté dans cette région, avec tous ses Mameluks. Ibrahim-Bey, de son côté, s'était réfugié avec le reste, auprès des Turcs, en Syrie. D'autre part, la division Desaix allait se trouver à certains moments isolée du gros de l'armée. Il fallait donc la compléter et assurer son indépendance d'action. On la cantonna d'abord aux environs de Gizeh. Belliard fut nommé commandant de la province, et chargé d'établir un camp retranché avec une batterie à Tarfaieh. Il s'installa tant bien que mal à Gizeh, le 19 thermidor (6 août).

Ces différents travaux exigèrent près d'un mois, pendant lequel le général en chef acheva l'occupation des provinces d'Alexandrie, de Rosette, de Qelyoub, etc. Ce fut aussi à cette époque (26 thermidor, 13 août) qu'il apprit le désastre d'Aboukir. Belliard en eut connaissance

le lendemain par le général Andréossy qui était venu partager son dîner. La conversation qu'il eut à ce sujet avec son camarade lui suggéra l'idée d'aller, trois jours après, faire une visite au général en chef, au Caire. Ce dernier ne lui parla que de la perte de ses vaisseaux, mais en dissimulant ses impressions et en ne laissant percer que sa force de volonté et son énergie. Il ne songeait, depuis la fatale nouvelle, qu'à soutenir le courage de ses subordonnés.

A ce moment, la crue du Nil s'achevait. C'était l'époque d'une cérémonie annuelle que Bonaparte tenait à accomplir. Elle consistait à donner, avec solennité, le signal de l'inondation fertilisante, en rompant la digue placée à la naissance du canal du Caire. On l'appelait le *mékias*. Belliard y fut convié, comme les généraux stationnés au Caire et aux environs. Elle fut célébrée avec une grande pompe et suivie de la fête du prophète, qui donna aux habitants une preuve de notre respect pour leurs usages et leur religion. Ce jour-là, Belliard, invité par ses camarades, déjeuna chez le général Lannes et dîna avec le général Marmont. Il apprit dans ce milieu que le départ de la division Desaix était différé de quelques jours.

Rentré à Gizeh, il fut atteint d'ophtalmie, affection qui sévissait alors sur nos troupes. Elle prit rapidement chez lui un caractère de gravité, qui l'ennuya d'autant plus que le départ de sa division approchait. L'ordre en fut donné le 6 fructidor (23 août). Desaix devait se rendre dans le Fayoum, en organiser le commandement et protéger le général Rampon contre les tentatives de Mourad-Bey, dont on signalait l'approche. Malheureusement pour Belliard, son mal d'yeux avait augmenté et son médecin l'obligea à renoncer, la mort dans l'âme, à partir avec son chef, qui se mit en route, le 8 fructidor (25 août) au soir, le laissant à Gizeh. Les soins qui lui furent donnés, produisirent chez lui une première amé-

lioration qui ne dura pas. Il n'avait pas cessé son service et, confiant dans sa vigueur, il continuait la vie active qu'exigeait son commandement.

En face de lui, au Vieux-Caire, se trouvait son camarade d'Italie et du Tyrol, le général Veaux, avec lequel il entretenait de fréquentes relations. Le 12 thermidor (29 août), il reçut sa visite et celle d'Andréossy; il allait mieux et les retint à dîner. Quelques jours après, le 18 (4 septembre) en allant chez Veaux, il rencontra au Vieux-Caire, le général Bonaparte qui était venu s'y promener. Ce dernier, le trouvant en meilleur état, l'invita à dîner le 21 (7 septembre). Ce jour-là, suivant une habitude qu'il avait prise quand il s'attardait au Caire, Belliard s'arrêta chez le général Veaux pour y passer la nuit. Ces allées et venues donnèrent lieu à une nouvelle inflammation des yeux, qu'il attribua au peu de confortable de son habitation. Pour en changer, il s'adressa au général en chef sur ce ton d'intimité qui existait alors entre ce dernier et quelques-uns de ses généraux et lui envoya le petit mot ci-après :

Au général en chef.

Gizeh, le 30 fructidor (16 septembre 1798).

Je suis encore repris par les yeux, mon général; la petite maison que j'habite, ouverte à tout vent, ne convient point à mon état. Si vous voulez me permettre, j'irai passer quelques jours dans un petit coin de la vôtre, indépendant du logement que vous devez occuper.

AUGUSTE BELLIARD.

Bonaparte ne put accueillir sa demande. Mais deux jours après, le 2ᵉ complémentaire, il vint lui-même à Gizeh passer une revue des troupes et inspecter les travaux de fortification. Il y fut reçu par Belliard qui l'accompagna malgré l'état de sa santé. Il le maintint dans le commandement de la province, l'invita à hâter l'achèvement des fortifications, et l'autorisa à s'installer

pour quelques jours, au Caire, dans la maison de Mourad-Bey, vaste immeuble où il serait fort bien. Il en ressentit un mieux sensible et put assister, le 5e jour complémentaire (21 septembre), à la cérémonie militaire organisée par Bonaparte, pour célébrer l'anniversaire de la République. Le 3 vendémiaire (24 septembre), se sentant en voie de guérison, il retourna à Gizeh, où l'appelaient les affaires de son commandement.

Des bruits couraient sur Mourad-Bey, dont les cavaliers recommençaient leurs incursions. Ils avaient coupé un canal aux environs et étaient venus s'approvisionner dans un village de la province. Mourad, disait-on, était dans le Fayoum, entretenant des relations suivies avec Ibrahim, en Syrie. Belliard transmit ces renseignements au général en chef. Son ophtalmie diminuait et lui permit de fréquentes visites au Vieux-Caire et au Caire, où il rencontra, chez le général en chef, Lannes, Monge, Caffarelli, Dupuy le commandant de la place, etc. On atteignit ainsi le milieu d'octobre, sans se douter encore des idées de révolte qui fermentaient sourdement dans les bas-fonds de la capitale. Bientôt cependant on sut que l'esprit des habitants était surexcité et que les têtes s'échauffaient. Le 30 vendémiaire (21 octobre), la situation s'étant aggravée, une insurrection formidable éclata, suscitée par le fanatisme et la haine des Français. Le général Dupuy, commandant de la place, en fut une des premières victimes. Toutefois les énergiques dispositions prises par Bonaparte et les canons de la citadelle en vinrent promptement à bout.

Dès le soir du premier jour, 30 vendémiaire (21 octobre 1798), Belliard reçut l'ordre de se rendre au quartier général et concourut à la répression de l'émeute. Le lendemain, 1er brumaire (22 octobre), Bonaparte le désigna pour prendre le commandement de la place. Il n'occupa guère ces fonctions qu'une quinzaine de jours, pendant lesquels il dut déployer autant de tact que de fermeté, et

eut l'occasion d'assister, chez le général Lannes, à un dîner donné en l'honneur du général en chef.

Cet emploi de commandant de place ne lui convenait pas et il ne pouvait s'empêcher de penser à sa division alors à la recherche des Mameluks et menant, dans le Fayoum, une vie des plus actives. Profitant des occasions qu'il avait de voir le général en chef, il lui exprima son vif désir de reprendre le commandement de sa brigade. Bonaparte savait toujours condescendre à de pareilles demandes et, le 16 brumaire (6 novembre), il lui expédia l'ordre de rejoindre Desaix, avec un bataillon de la 88e demi-brigade et une pièce de 8. Le lendemain, Belliard alla remercier Bonaparte, fit ses apprêts et remit le commandement de la province de Gizeh au général Andréossy.

Le 18 brumaire (8 novembre), il partit à midi avec un petit bataillon de 340 hommes, sa pièce de campagne, un convoi de munitions et des vivres pour huit jours.

V

Conquête de la Haute-Égypte.

Belliard commande la province de Beni-Souef. — Prise de Fayoum. — Bataille de Sédiman. — Marche sur la Haute-Égypte. — Détails sur Davout. — Arrivée à Minyeh, à Syout. — Séjour à Girgeh. — Arrivée de la flottille. — Départ pour le Sud. — Combat de Sahmoud. — Arrivée à Syène et à la première cataracte. — Inscriptions. — Belliard commande la province de Thèbes.

Après cinq jours de marche, le 22 brumaire (12 novembre), Belliard rejoignit les troupes de la division à Saoul, où il retrouva son camarade le général Zayonchek, alors commandant de la province de Beni-Souef, dont la santé laissait à désirer. Il y reçut le lendemain l'ordre de rester à Saoul jusqu'à nouvel avis et d'y prendre le commandement des troupes d'infanterie. Le même soir, Desaix lui envoya des nouvelles sur les récentes défaites des Mameluks et sur sa victoire de Sediman.

Trois jours après, Bonaparte rappela le général Zayonchek au Caire pour raison de santé, et le remplaça par Belliard dans son commandement de Beni-Souef. « Il me semble, lui écrivait-il, que du moment que vous vous trouvez à Beni-Souef, les chemins doivent être sûrs et qu'on peut facilement passer partout. » Il le chargeait de faire des réquisitions de chevaux, de recueillir l'impôt du *miri* et de commencer les établissements nécessaires pour faire de ce poste une base d'opéra-

tions sûre, quand Desaix entamerait la conquête de la Haute-Égypte.

Belliard rendit compte à son chef des ordres qu'il avait reçus et prit aussitôt son service.

Il rassembla d'abord tous les détails concernant les affaires auxquelles sa division avait pris part depuis qu'elle avait quitté Gizeh et les consigna dans son *Journal*. Sa narration est restée le document le plus précis des marches et combats du général Desaix.

Détail des affaires de la division.

Le 19 brumaire an VII (9 novembre 1798), le général Desaix, faisant sa tournée dans le Fayoum, rencontra à Kerim un rassemblement de paysans réunis aux Mamelouks; il marcha dessus avec la 21e et les culbuta. Kerim fut brûlé.

Mourad-Bey, qui avait fait son possible pour soulever la province de Fayoum, fit marcher, le 18, un corps de troupes sur Fayoum, où le général Desaix avait laissé un détachement pour garder les magasins et les malades. Les Arabes et les paysans marchèrent sur trois colonnes et attaquèrent le village de Fayoum; ils furent reçus avec vigueur; on battit la charge et bientôt ils furent chassés de la ville où ils étaient entrés, après avoir laissé 150 morts sur le champ de bataille. Six cents Mamelouks, qui étaient avec les Arabes, restèrent tranquilles spectateurs de l'affaire et se retirèrent après la débâcle.

Vers 4 heures du soir, les Mamelouks, qui avaient reçu un renfort, se présentèrent encore; mais ils n'osèrent avancer... dans la nuit, tout disparut. Cette victoire a soumis tous les villages, qui sont venus demander la protection des Français. La ville de Fayoum n'a point pris part à la révolte. Les Mamelouks se sont retirés du côté de Behnesé; la division a repris sa position à Fayoum. De notre côté, 15 blessés, 4 tués.

Le 3 frimaire, an VII (23 novembre 1798).

... La réquisition des chevaux va très vite; les villages se soumettent volontiers, à l'exception de ceux qui avoisinent Mourad-Bey. Il n'y a pas de doute que si les Mamelouks étaient détruits, nous ne fussions tranquilles possesseurs

de notre conquête ; mais pour en venir à bout, il faut que la division soit organisée de manière à former deux carrés de trois mille hommes chacun, qu'elle ait 1,000 à 1,200 hommes de cavalerie et quatre ou six pièces d'artillerie légère. Alors elle pourra marcher avec succès et exterminer les Mamelouks, ou les repousser hors de l'Égypte; autrement, ce sera une guerre perpétuelle, l'infanterie seule ne pouvant pas profiter de la victoire, les Mamelouks ayant soin de fuir quand les charges qu'ils ont faites n'ont pas réussi.... Si l'on veut entreprendre la conquête de la Haute-Égypte, il sera nécessaire de former plusieurs établissements pour assurer la communication et veiller à l'organisation des provinces : un à Beni-Souef, l'autre à Siout et le troisième à Girgeh. Dans chacun de ces établissements, on laisserait 400 hommes, les malades; on ferait des fours où l'on cuirait du biscuit. Il faudrait en outre des bâtiments en croisière pour assurer la navigation du Nil et escorter les convois; ou si l'on ne voulait pas former d'établissements, qui sont cependant nécessaires pour le recouvrement des impositions et l'organisation des provinces, on pourrait avoir des grandes barques armées sur lesquelles seraient et les magasins et l'ambulance.

Le 4 frimaire, an VII (24 novembre 1798).

D'après les détails qu'on m'a donnés de l'affaire de Sediman, la bataille a été des plus opiniâtres. Deux mille hommes à pied au plus ont résisté à quatre charges de huit à dix mille hommes de cavalerie. Un des petits carrés qui protégeaient le grand fut attaqué vigoureusement; il fit une décharge à bout portant et se trouva si serré qu'il ne put plus charger ses armes; il présenta la baïonnette; les Mamelouks arrivent dessus, font leurs décharges; ne pouvant pas enfoncer le carré, ils jettent à la tête des soldats leurs fusils, leurs haches d'armes, leurs pistolets et parviennent, par ce moyen, à ébranler ce petit nombre d'hommes. Alors, ils pénètrent et de part et d'autre on se battit avec un acharnement incroyable. Ils se tournèrent sur le grand carré; mais leur charge fut vaine. Un feu de file bien nourri, tant de mousqueterie que d'artillerie, les repoussa avec perte de beaucoup des leurs. Ils se retirèrent; alors on s'occupa des blessés. Pendant ce temps, l'ennemi gagne la montagne,

établit dessus trois pièces d'artillerie et tire avec avantage sur le carré. Plusieurs files sont emportées, deux chevaux d'un des caissons furent tués. Le général Desaix, se voyant en même temps assailli de toutes parts, se décida à marcher et fut obligé de laisser quelques blessés à mort qu'il fut impossible d'emporter. Tous tiraient des larmes par leurs cris; tous demandaient à mourir de la main des Français; aucun de leurs camarades n'en eut le courage et ils furent mutilés par les Mamelouks. L'un d'eux se couvrit les yeux avec un mouchoir et se tourna la face contre terre attendant la mort. Un autre, qu'un de ses camarades portait, voyant qu'il était obligé de s'éloigner du carré et qu'ils ne tarderaient pas à être pris, dit à son camarade : « Laisse-moi, nous périrons tous les deux, je suis perdu, tu seras encore utile » et le força à rejoindre la troupe. La division marcha sur les pièces, s'en empara et tous les Mamelouks prirent la fuite, gagnant leurs bagages, qu'on aperçut à trois lieues dans le désert, portés par trois ou quatre mille chameaux.

Ces succès étaient un heureux prélude pour les opérations à venir. A ce sujet, Desaix avait déjà donné ses premiers ordres pour la concentration des troupes. Il avait prescrit à Belliard de marcher sur Beni-Souef avec l'infanterie dont il disposait, l'ambulance et la flottille de djermes (1) qui devait seconder l'expédition en remontant le Nil. Le reste de la division, parti de Fayoum, devait y arriver le 2 frimaire (22 novembre). Belliard s'y trouva le même jour, heureux de revoir ses camarades, son chef et ses soldats de la 21°. Les djermes et les barques de transport, faute de vent, n'avaient pu partir et restaient en arrière. Mais le séjour qu'on allait faire à Beni-Souef devait leur laisser le temps d'arriver.

Au même moment, le capitaine Rapp, de retour du Caire, apporta un courrier de France. Ce fut un événement; car depuis la destruction de l'escadre, on ne comptait plus guère avoir des nouvelles de la mère patrie.

L'organisation de la colonne de la Haute-Égypte fut

(1) Grandes barques armées.

ralentie par les circonstances et par la difficulté de réunir tous les éléments destinés à en assurer le succès. La division resta ainsi trois semaines à Beni-Souef, ce qui permit à Belliard de faire de nombreuses reconnaissances, d'assurer les réquisitions de chevaux et la rentrée du miri.

Dans ces courses il eut un jour, à Dendil, village des environs, une invitation qui l'intéressa. « Le soir, dit-il dans son *Journal*, nous eûmes un souper villageois, apprêté par les ordres du cophte et servi sur la natte, à la manière turque. Il y avait trois plats de soupe qui pouvaient bien contenter trois ou quatre cents hommes, un petit veau bouilli divisé en deux plats et trois modestes plats d'œufs, de cinq cents chacun. »

Peu de temps après, désireux de faire les honneurs de son commandement, il donna chez lui une de ces réceptions de campagne où l'on est toujours heureux de se réunir et de causer. Il avait invité à dîner, le général Desaix avec son état-major, et un certain nombre d'officiers. Le repas fut gai et animé. « On y a beaucoup parlé politique, dit Belliard, sur notre établissement en Égypte, qui demande la destruction entière des Mameluks, enfin sur la paix. »

L'annonce de l'expédition de Desaix dans la Haute-Égypte avait éveillé plus d'une ambition; et, parmi les savants qui avaient accompagné Bonaparte, il y en eut qui ne purent résister au désir d'aller visiter les monuments de l'antique civilisation égyptienne. L'un des membres de l'Institut, Vivant Denon, obtint du général en chef l'autorisation de se rendre auprès de Desaix. Parti à la hâte du Caire et pressé de rejoindre les troupes, il arriva à Beni-Souef dans la nuit et se trouva assez embarrassé pour trouver à s'installer. « Le général Belliard, dit-il, dans le récit qu'il fit plus tard de son voyage, m'offrit obligeamment de partager sa demeure : c'était bien partager un infiniment petit; nos lits occu-

paient toute notre chambre; on les ôtoit pour mettre la table, et on ôtoit la table lorsque nous avions quelque toilette à faire. Cette association fut aussi heureuse qu'étroite, car nous ne nous quittâmes plus de la campagne; je désire qu'il ait conservé de moi un souvenir aussi agréable que celui que m'ont laissé sa douceur, son égalité et l'amabilité inaltérable de son caractère. La seconde nuit, notre cuisine éboule, ainsi que notre écurie; mais, aussi flegmatiques que des musulmans, nous ne désemparâmes pas; et d'ailleurs, malgré cet accident, cette maison était encore la meilleure et la plus apparente du village (1). »

Le 11 frimaire (1er décembre), Desaix laissant le commandement des troupes à Belliard, partit pour le Caire afin d'y conférer avec le général en chef. Son absence offrit à son remplaçant l'occasion de connaître plus intimement l'adjudant général, chef de brigade, Donzelot, chef d'état-major de Desaix, qu'il qualifie « d'officier plein de mérite ». Guidé par lui, il réussit à se procurer une assez grande quantité de bons chevaux dont Bonaparte avait grand besoin et qu'il apprécia vivement pour la remonte de ses escadrons.

Déjà à cette époque une véritable amitié, basée sur une estime réciproque, acquise au milieu des privations et des dangers, régnait entre Belliard et Desaix. Comptant que ce dernier réussirait auprès du général en chef à compléter tous les besoins de l'expédition, il lui écrivait le 14 frimaire (4 décembre) : « Envoyez-nous beaucoup. Obtenez ce que vous êtes allé chercher et revenez nous joindre. Nous vous attendons tous avec impatience, etc. » Il y ajoutait ses appréciations personnelles sur les moyens de venir à bout de Mourad-Bey et des Mameluks. Il avait en effet longuement réfléchi sur les conditions dans lesquelles allait s'effectuer la

(1) *Voyage dans la Basse et la Haute-Égypte*, par Vivant-Denon.

prochaine expédition et sur les moyens de la faire réussir. Il les avait résumés dans son journal de façon à bien fixer ses idées sur la conduite qu'il aurait à tenir le cas échéant.

Le 14 frimaire, an VII (4 décembre 1798).

... Il serait bien à désirer que l'on pût poursuivre les Mamelouks sans relâche; la lenteur que l'on met dans les opérations militaires et dans l'envoi de tout ce qui est nécessaire pour marcher avec succès, leur donne le temps de se ravitailler, leur facilite les moyens de lever des contributions et exposent le malheureux pays près lequel ils se trouvent avec nous, à devenir le théâtre de leurs rapines, en étant le dépôt de nos besoins. Peut-être ne peut-on pas agir avec plus de célérité; cependant le général en chef doit tout employer pour détruire Mourad-Bey; autrement nous ne serons jamais tranquilles en Égypte. Les habitants, croyant toujours dans le retour des Mamelouks, se refuseront à acquitter les contributions et à nous fournir les grains et les subsistances; il faudra, pour les obtenir, avoir toujours des troupes en mouvement; l'organisation du pays éprouvera des difficultés; nous aurons sans cesse des querelles avec les villages et jamais de tranquillité; la navigation du Nil sera peu sûre et par conséquent l'arrivage des subsistances très difficile. Les Mamelouks étant détruits, plus d'espoir pour les habitants; tous les obstacles s'aplanissent; le pays s'organise; la confiance renaît; les villages sont soumis et l'armée est heureuse. Tous les soins du chef doivent donc tendre à l'anéantissement des restes de l'armée ennemie; ensuite on s'occupera de la destruction ou de la civilisation des Arabes, ce qui sera un peu plus difficile. Quoiqu'il soit réservé au génie de Bonaparte de faire de grandes choses, il pourra bien éprouver des difficultés dans cette entreprise, si jamais il la tente; mais si elle réussit ce sera un titre de plus qu'il aura acquis à la reconnaissance des peuples civilisés et de l'humanité.

Tandis que Belliard se rendait ainsi compte du but à atteindre et des moyens d'y parvenir, Desaix avait quitté le Caire et revenait à Beni-Souef, le 19 frimaire (9 dé-

cembre), dans une belle djerme, armée de six pièces de canon. Il annonçait à son brigadier que sur ses instances, le général en chef l'avait désigné pour l'accompagner dans la Haute-Égypte et qu'il l'avait remplacé, dans son commandement de Beni-Souef par le général Veaux. Il aurait sous ses ordres un groupe de douze cents hommes renforcés de trois pièces d'artillerie.

Il lui donna d'intéressants détails sur les ouvrages entrepris au Caire, sur le plan de défense de cette place, sur les forts de Rosette et de Damiette, en un mot sur tous les travaux en cours d'exécution. Il comptait que dans quatre mois environ, notre occupation serait solidement établie et à l'abri de toute insulte. Il lui faisait connaître l'expédition confiée au général Bon pour l'occupation de Suez où Bonaparte comptait faire une excursion.

Enfin il lui parlait des demandes qu'il avait faites pour son expédition dans la Haute-Égypte.

Le général, écrivait Belliard, dans son *Journal*, a obtenu à peu près ce qu'il demandait; cependant il ne paraît pas content du général en chef sur l'article de l'artillerie. Il a renvoyé un obusier, que Bonaparte a fait reprendre parce qu'il en avait besoin. Le général Desaix, tenant toujours à son opinion, a combattu, et la contrariété a fait le mécontentement parce qu'il a fallu finir par céder. Voilà comme de petites choses rendent petits des hommes à talents. Je suis persuadé que le général Desaix, qui veut mettre son obusier sur des barques pour ne pas démordre de son opinion, finira par l'atteler de huit bons chevaux et le trouver fort utile; ainsi sont les hommes.

Le détachement des carabiniers et grenadiers est rentré et a trouvé à Bouche la cavalerie. Il doit arriver un convoi de biscuits, de munitions et un renfort d'environ deux cents hommes d'infanterie.

Le 20 frimaire (10 décembre), une brigade de cavalerie et un renfort d'artillerie vint se joindre aux trou-

pes de la division. La cavalerie était sous les ordres de Davout, le futur duc d'Auerstædt, qui déjà à cette époque n'était pas très sympathique à ses collègues. Belliard a laissé, à son sujet, une note significative.

Le 20 frimaire, an VII (10 décembre 1798).

Toute la cavalerie est arrivée avec l'artillerie, commandée par le général Davout; elle s'est établie en arrière de l'infanterie pour donner aux chevaux le temps de se reposer. Le général D... est fort jaloux du commandement qu'on lui a donné; il craint beaucoup que le général Dumas (1) n'arrive pour le mettre en sous-ordre; son ambition va au général de division; il compte sur la place, s'il est heureux; et si l'on ne réussissait pas contre les Mamelouks avec la cavalerie, il paraît décidé à se... s'il a de l'avancement. On lui rendra justice; il est depuis longtemps général de brigade, et n'est pas sans moyens, au dire des chefs de brigade de cavalerie. Mais il devrait au moins cacher son ambition. Si l'on se bat, il sera satisfait et nous aussi; si l'on ne se bat pas, il continuera son commandement sans exécuter les projets qu'il a formés.

Les divers éléments de l'expédition étaient maintenant réunis sauf la flottille qui apparut, enfin, le 24 frimaire (14 décembre). Ce fut une joie pour tout le monde; car c'était l'annonce du prochain départ. Les dispositions de la troupe étaient excellentes, ainsi qu'en témoigne une note de Belliard.

Le 21 frimaire, an VII (11 décembre 1798).

L'artillerie et la cavalerie se sont exercées à faire le simulacre des feux. Les chevaux, quoique jeunes et neufs à ce genre de service, vont fort bien; les hommes paraissent on ne peut pas mieux disposés; et d'après cela, les probabilités de victoire sont pour nous, si les Mamelouks veulent nous attendre. Mais il serait très possible qu'à notre approche, ils levassent le camp, pour retourner au Fayoum; car lorsqu'ils auront quitté le canal Joseph, ils ne pourront plus tenir

(1) Général de division.

près du désert; le manque d'eau les obligera à se rapprocher du Nil. Le Fayoum, où il y a des eaux, les en dispense; et, en se dirigeant de ce côté, ils restent dans un pays à ressource, au lieu qu'en remontant dans la Haute-Égypte, ils abandonnent le bon pays, s'éloignent des communications, sont obligés de suivre le Nil et s'exposent alors à recevoir la bataille et à perdre leurs équipages.

J'ai repris le commandement de la 21e demi-brigade d'infanterie légère; le général Robin (1) part pour la division Reynier.

Le 25 frimaire (15 décembre), Desaix donna l'ordre de départ pour le lendemain. Belliard passa la revue de la 21e légère, la trouva en bon état, pleine d'entrain et prit le 26, avec elle, la direction du Sud. A partir de ce moment, les incidents de la marche ont été relatés par lui-même, dans un récit qui ajoute à l'attrait de la vérité, celui des impressions d'un témoin oculaire.

Le 26 frimaire, an VII (16 décembre 1798).

La division, composée de la 21e brigade d'infanterie légère, des 61e et 88e de bataille, 1,000 hommes de cavalerie des 7e hussards, 24e chasseurs, 14e, 18e et 20e dragons, 8 pièces d'artillerie, s'est mise en marche à 3 heures après midi, avec des vivres pour huit jours. Elle doit être suivie sur le Nil par les djermes armées l'*Italie*, la *Casabianca*, la *Brueys*, la *Thébaïde*, qui sont chargées de l'escorte de l'ambulance, des vivres et des munitions. Les 27 galères et 200 hommes de différents corps de cavalerie et d'infanterie sont restés en station à Beni-Souef, pour établir la communication avec le Caire.

Nous marchons enfin contre les Mamelouks et nous voilà à El Baranqui où la division restera la nuit. Elle a passé, en suivant le Nil, aux villages d'El Mantani et El Mezi. L'avant-garde, qui était partie le matin avec les sapeurs pour préparer les chemins, a couché à Behné où elle a rencontré quelques Mamelouks qui ont fui à son approche. Quoique sur le bord du Nil, il y a beaucoup de terrains incultes, la

(1) Son remplaçant provisoire.



route est coupée de canaux qui rendent la marche difficile, surtout pour l'artillerie et la cavalerie; à droite, on voit une grande plaine mieux cultivée que sur les bords du Nil, et beaucoup de villages qui sont sur la carte ainsi que les canaux avec les distances de l'un à l'autre

Le 27 frimaire, an VII (17 décembre 1798).

A la pointe du jour, la division a quitté le village d'El Baranqui pour se porter à Fechné passant par Ben Endadi, village dans un bois, avec trois autres petits qui en dépendent, Akahiada, Koulloum, Beni-Assi. Ces trois villages sont petits; Behné, grand village sur le Nil, est au milieu d'un grand bois de palmiers au nord-ouest. A Miniet Guitti, la division a fait halte, pour attendre l'artillerie qui avait cassé trois timons; et l'avant-garde s'est arrêtée en arrière du village d'El Fouyaya. Pendant la halte, un jeune enfant voyant un dragon endormi, s'est approché de lui et a enlevé le fusil qu'il portait; un autre dragon, s'étant aperçu du vol, a couru sur l'enfant qui fuyait à toutes jambes emportant son arme cachée, et on n'est parvenu à l'arrêter qu'après lui avoir donné un coup de sabre sur le bras. On l'a conduit au général Desaix qui l'a questionné, et il a répondu en regardant le ciel que Dieu lui avait ordonné de commettre ce vol et qu'il était maître de disposer de sa vie. Alors prenant son bonnet, il l'a présenté au général et a fini par le lui donner en lui disant de disposer de son sort. Il a gardé pendant tout ce temps un sang-froid incroyable, et a montré un caractère rare; le général, ayant égard à son jeune âge et à sa résignation, l'a condamné à recevoir le fouet; il s'est placé lui-même et a reçu sur le derrière trente coups de verges sans dire mot et sans verser une larme. Il peut avoir huit à dix ans, de jolie figure; s'il pouvait recevoir de l'éducation, il ferait un sujet rare.

Le 28 frimaire, an VII (18 décembre 1798).

Nous nous sommes mis en marche pour aller chercher les Mamelouks et les attirer au combat; ils étaient partis dans la nuit, se dirigeant sur la Haute-Égypte, et nous de même pour les suivre, de sorte que nous voilà en marche pour Sienne, si les ennemis ne font pas de crochet dans le désert;

mais, comme on ne peut pas toujours aller, nous couchons ce soir au village de Bermachié.

Le 1er nivôse, an VII (21 décembre 1798).

La division a quitté Tahta à la pointe du jour pour aller à Minyeh, suivant la rive gauche du Batei qui a plus d'eau qu'à son embouchure. Jusqu'à Denichir, on trouve un terrain inculte; dans sa plus grande partie, à droite jusqu'au désert, il n'y a pas de villages; à Denichir, on entre dans une plaine verdoyante jusqu'à une demi-lieue; ensuite, on reprend le terrain inculte jusqu'à Minyeh.... Minyeh, que l'on croit bâti sur les ruines de Cinopolis, est une ville fort grande et assez mal bâtie; il y a, comme dans toutes celles de l'Égypte, de belles maisons, à côté des décombres, et des masures qui vous fatiguent les yeux; il y a deux maisons fort grandes où l'on pourrait faire de beaux établissements. On ne trouve plus de Cinopolis que quelques restes épars de marbres, de tronçons de colonnes renversées et cinq colonnes de granit oriental dans la grande mosquée, dont trois sont fort belles.

Les Mamelouks ont laissé quatre belles barques, dont une armée avec 2 pièces de huit longues et en bronze et portant un mortier sans affût. Sur les trois autres, il y avait quelques mauvais canons, des munitions et des vivres.

Il est arrivé dix-huit canonniers déserteurs des Mamelouks qui ont amené quatre chameaux chargés de poudre; ils nous ont dit que les Mamelouks étaient dans la plus grande consternation, harassés, fatigués, marchant sans ordre et ne songeant qu'à nous éviter.

Les jours suivants, la division poursuivit sa marche vers le sud, espérant rencontrer les Mameluks qui fuyaient toujours, dévastant les villages et pillant les populations. Belliard utilisait ses loisirs en décrivant les sites et les monuments de l'antique civilisation égyptienne. Il complétait ses descriptions par des plans, faits avec soin, qui sont aussi curieux que son texte.

Le 5 nivôse (25 décembre 1798), la division, ayant atteint Syout, fut répartie en deux colonnes commandées par Friant, plus ancien que Belliard, et par Desaix. Enfin

le 10 (30 décembre), elle arriva à Girgeh, que Belliard qualifie de capitale de la Haute-Égypte. Il y avait treize jours que l'on marchait sans s'arrêter. Desaix jugea nécessaire d'accorder à la troupe quelques jours de repos, d'autant plus que les barques chargées de le ravitailler n'avaient pas encore paru.

La division se trouvait alors près des lieux de rendez-vous habituels des caravanes de musulmans, qui venaient de Nubie, du Darfour, de la côte d'Afrique et même des Indes, pour se rendre au Caire ou à la Mecque par Kosséïr. L'une d'elles, composée de huit cents Nubiens, avec autant de femmes, portait au Caire des dents d'éléphant et de la poudre d'or pour les échanger contre du café, du sucre, des châles, des draps, du plomb, du fer, du séné et du tamarin. Son chef, qui était frère du souverain du Darfour, fut rejoint sur le Nil par un autre de ses frères, jeune prince qui revenait de l'Inde et qui fut longuement questionné par Belliard et par Vivant-Denon. Il était, dit ce dernier, « vif, gai, ardent et spirituel. Sa physionomie peignait tout cela. Il était plus que bronzé. Ses yeux étaient très beaux et bien enchâssés; le nez était peu relevé, mais petit; la bouche fort épatée, mais point plate; les jambes comme tous les africains, grêles et arquées ». Il raconta que son frère était allié du roi de Bornou, qu'il commerçait avec lui, et qu'il était constamment en guerre avec les gens du Sennaar. Questionné sur les distances, il apprit à Belliard, que de Darfour à Siout, il y avait quarante jours de marche, pendant lesquels on ne trouvait de l'eau que tous les huit jours, soit dans des citernes, soit dans les oasis. Les profits de ces caravanes étaient assez élevés pour les indemniser de leurs frais et de leurs fatigues.... On parla à ce jeune prince, de Tombouctou, ville fameuse dont l'existence était alors en Europe un problème mystérieux. Le Nubien, loin d'être embarrassé, apprit à Belliard que Tombouctou était au sud-ouest de son pays, que ses

habitants venaient y commercer et qu'ils mettaient six mois pour s'y rendre. Ses compatriotes leur vendaient les objets qu'ils venaient chercher au Caire et s'en faisaient payer avec de la poudre d'or : ce pays s'appelait dans leur langue le *paradis*; enfin la ville de Tombouctou était sur le bord d'un fleuve qui coulait à l'ouest; les habitants étaient fort petits et doux.

Il est curieux de voir que déjà à cette époque, nous avions sur le centre de l'Afrique, sur son commerce, ses caravanes, les routes suivies, des indications assez précises et que Belliard, fidèle à son habitude de prendre tous les renseignements qui pouvaient nous être utiles, eut l'heureuse chance de les recueillir avec Vivant-Denon, devenu désormais son ami.

Cependant, les barques attendues n'arrivaient toujours pas et Desaix s'impatientait. Chaque journée perdue était en effet un avantage pour les Mameluks. Il fallut néanmoins se résigner pendant près de trois semaines encore.

Belliard en profita pour mettre au net un plan qu'il avait fait des grottes de Siout et d'un monastère cophte qu'il avait visité en détail.

Les officiers de la colonne étaient de plus en plus pressés de voir arriver cette flottille qui retardait les opérations et causait, dans la division, une inertie malheureuse. Belliard nous dit comment on employait ces loisirs forcés.

Le 16 nivôse, an VII (5 janvier 1799).

Dans la nuit, on a encore volé des chevaux à la cavalerie. Les Mamelouks recrutent encore des paysans et se disposent sinon à nous attaquer, du moins à nous attendre. Cela nous donne l'espoir de pouvoir les atteindre; mais je crains bien que, selon leur coutume, ils ne mettent encore les paysans en avant et qu'ils ne prennent la fuite à notre approche.

On n'a point encore de nouvelles de nos barques; avant-hier il est venu deux Turcs arrivant de Kosséïr, où ils ont été pillés par les Arabes; d'après leur rapport, auquel on

ne peut pas trop ajouter foi, quatre bâtiments turcs sont arrivés à Kosséïr et ont fait naufrage au port; on n'a pu tirer d'eux aucun renseignement certain; ils ne parlent point arabe.

Tous les soirs, il se fait une réunion chez le général et l'on passe agréablement deux heures de la journée avec ses amis, en agitant et traitant différentes questions plus ou moins importantes. Ce soir, la discussion s'est ouverte sur le règne des Égyptiens. Le chef de brigade Morand, qui n'est pas sans connaissances, mais qui donne souvent dans les extrêmes, voulait que les Indiens fussent venus s'établir en Égypte et y eussent apporté les arts et les sciences qui ont éclairé le monde. Ce système a été combattu et avec raison, car aucune histoire ne parle du déplacement des Indiens qui, plus sages que les autres peuples, se contentent des productions de leur sol et ne vont point chercher ailleurs un bonheur éphémère et chimérique; tandis qu'il est à la connaissance de tout le monde que plusieurs conquérants sont allés troubler le repos et la tranquillité des Indiens; que Sésostris égyptien est parti d'Égypte avec une armée nombreuse pour les Indes; que dans l'Asie surtout, dans les Arabies, il y a beaucoup de monuments égyptiens qui attestent qu'on fut plutôt d'Égypte aux Indes que des Indes en Égypte. Quelle est l'origine des Égyptiens? Elle est peu connue; cependant on pense, et c'est l'opinion du général Desaix et du citoyen Denon, que les Éthiopiens sont descendus en Égypte où ils trouvèrent un marais fangeux qu'ils commencèrent à dessécher et à s'établir à Syène et au-dessus, que peu à peu ils s'agrandirent, vinrent à Thèbes où la nation, déjà florissante, fit de si grands monuments et établit invariablement son commerce avec les Indes; qu'ensuite ils vinrent à Memphis et ainsi de suite. D'où tirèrent-ils les arts et les sciences? Elles eurent sûrement leur berceau dans ce riche pays qui fut la source des lumières de la Grèce.

Le 18 nivôse, an VII (7 janvier 1799),

La flottille est venue jusqu'auprès de Tahta d'après le rapport d'un des domestiques de Malem Jacob. Mais ayant appris par l'agent d'Hassan-Bey qui la précédait, qu'il y avait un rassemblement de paysans assez considérable, elle a sûrement jugé prudent de ne pas avancer, ou même de

rétrograder, pour ne pas exposer les bâtiments et les munitions de la République.

L'aimable machoire (1) qui la commande et qui a le bonheur d'être toujours content de lui, se louera, je parie, beaucoup des sages précautions qu'il a prises pour sa sûreté personnelle. Les maudits marins ne sont pas meilleurs sur l'eau douce que sur la mer; où sont-ils? que veulent-ils faire? où iront-ils? Le citoyen Guichard tente sûrement une grande entreprise qui puisse sur les journaux graver son nom en gros caractères; en attendant le succès de ses vastes projets, il reçoit chaque jour nos malédictions et nous fait passer à Girgeh un temps bien précieux qui serait mieux employé à la poursuite des Mamelouks.

Le 21 nivôse, an VII (10 janvier 1799).

... Point de nouvelles, ni des barques ni de la cavalerie qui, si l'on ajoute foi à une lettre écrite au cophte, a dû trouver encore un rassemblement de paysans du côté de Tahta. Mais cela ne paraît guère présumable, tant à cause de la bonne leçon qu'ils ont déjà reçue, que par les demandes de la paix qu'ont faites plusieurs villages. Il ne faut cependant pas trop compter sur leur bonne foi; en tout cas, s'il y a lieu, la cavalerie se chargera de le dissoudre et le succès ne sera pas moins certain que le premier.

Les habitants croient toujours au renfort qu'a reçu Mourad-Bey, de Kosséïr. C'est un bruit qu'il répand sûrement pour les engager à l'insurrection; car il n'est guère croyable qu'il arrive des troupes de la Mecque. Quel intérêt auraient-elles de faire un si long voyage, viendraient-elles secourir des hommes ennemis des Turcs, et avec lesquels elles sont presque en guerre? Quand nous avancerons, nous découvrirons le mystère. Il faut cependant qu'il soit arrivé quelque chose à Kosséïr. Tous les rapports sont d'accord là-dessus; les uns veulent que ce soient des Européens, les autres des Turcs qui ont naufragé et enfin les derniers sont pour les Mecquains qui viennent secourir Mourad-Bey. Si, quand on a vu que les Mamelouks ne voulaient pas nous attendre, on eût fait de petites journées au lieu des marches forcées qui

(1) Terme de mépris à l'adresse du commandant de la flottille, Guichard.

ont donné des malades, fatigué la troupe et harassé les chevaux, nous aurions nos barques, nous serions au moins à Thèbes, nos doutes sur Kosséïr seraient éclaircis; les Mamelouks, chassés plus avant, n'eussent pas fatigué le pays, fomenté d'insurrection, et peut-être les habitants, les voyant éloignés, seraient-ils restés tranquilles. Alors on n'eût pas été forcé de donner au pays conquis une leçon nécessaire pour faire connaître notre autorité, mais toujours malheureuse, et l'on eût épargné la vie à huit cent ou mille habitants. Il y a des espions partis pour le camp ennemi; à leur retour ils donneront des nouvelles certaines.

Belliard faisait allusion à un rassemblement de paysans armés qui avait eu lieu pendant le séjour à Girgeh et qui avait été dissipé par la cavalerie, avec une rigueur sans pitié, afin de maintenir la tranquillité sur les derrières de la division, quand elle reprendrait sa marche en avant.

Ce qui ressort le plus clairement de son journal, c'est l'irritation que les retards de la flottille avaient causée, mais qui allait enfin cesser. Le 30 nivôse (19 janvier), les barques parurent enfin à Girgeh. On se prépara aussitôt au départ, qui eut lieu le 2 pluviôse (21 janvier) à 11 heures du matin. La flottille mit aussi à la voile. La division comptait remonter jusqu'à Syène.

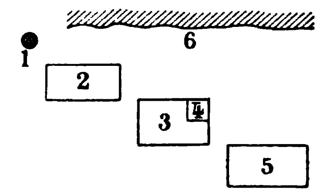
A Bardis, village au sud de Girgeh, Belliard rallia un des bataillons de la 21e, qui s'y trouvait en poste avancé. Peu de temps après, un des espions envoyés vers les campements des Mameluks rejoignit la colonne. Il fit connaître que ceux-ci venaient au-devant de la division, que leur avant-garde était à Samhoud et qu'ils avaient reçu de la rive orientale du Nil, un renfort de 1,000 à 1,200 hommes, tant à pied qu'à cheval. La marche continua jusqu'au village d'El Mazra qui était abandonné comme les villages voisins, ce qui fit supposer que les habitants avaient rejoint les Mameluks. Le soir, on aperçut des feux nombreux sur les montagnes à l'ouest.

Le lendemain, 3 pluviôse (22 janvier), eut lieu la première rencontre dans laquelle l'ennemi fit un simple simulacre de résistance, comme s'il avait voulu nous entraîner dans les contrées inconnues du sud. Belliard a fait le récit de cette journée.

Le 3 pluviôse, an VII (22 janvier 1799).

A la pointe du jour, la division réunie s'est mise en mouvement. Les rapports étaient vrais : une heure après notre départ, nous avons trouvé l'avant-garde ennemie et le corps de bataille était à Samhoud.

Les hussards d'avant-garde ont commencé la fusillade; la division s'est avancée; elle a chassé l'ennemi de Samhoud dont s'est emparé un détachement de la 21e et a présenté la bataille dans l'ordre suivant :



1. Village occupé par la 21e.
2. Carré de la 21e.
3. Carré de la cavalerie.
4. Petit carré de la 21e.
5. Carré des 61e et 88e.
6. Montagne libyque.

Les Mamelouks ont refusé; ils ont fait mine de charger sur trois ou quatre points, l'artillerie les a arrêtés et ils n'ont pas voulu mordre. Alors le général a donné l'ordre à la cavalerie de charger un parti de quatre ou cinq cents hommes qui se trouvait entre nous et la montagne: il n'a pas attendu. Les Mamelouks ont gagné le désert; la cavalerie les a poursuivis sans les atteindre; l'infanterie a suivi le mouvement pour soutenir la cavalerie en cas de besoin; mais cela a été inutile; tout s'est éclipsé et nous n'avons pas revu l'ennemi.

... La division a continué sa marche jusqu'à Farchout où nous couchons. Il est venu un déserteur, saxon d'origine, qui nous a dit que les Mamelouks étaient sans vivres et ne se battraient plus. Avant de partir pour nous attaquer, ils avaient fait à Mahomet de grands serments de nous exterminer tous: mais leurs beaux projets se sont évanouis en route; les beys se disputaient à qui chargerait; arrivés sur le terrain, c'était à qui ne commencerait, chacun d'eux craignant de perdre ses Mamelouks et de voir, par ce moyen,

diminuer sa puissance. Ils aiment la vie; et, pour la conserver, ils ont pris le parti de la retraite.

... D'après les rapports qu'a reçus le général Desaix, il croit pouvoir surprendre les Mamelouks à Haou; en conséquence, nous partons à minuit pour faire une course que je regarde inutile, attendu qu'ils ont des postes très avancés, et, pour eux, presque tous les paysans qui ont soin de nous précéder lorsque nous nous mettons en marche.

Le 4 pluviôse, an VII (23 janvier 1799).

Il est venu trois déserteurs mamelouks, dont deux grecs et un circassien. Ils ont confirmé la nouvelle d'une retraite précipitée, annonçant que la désunion régnait parmi les beys et que les Mamelouks, malheureux, sans vivres et sans solde, déserteraient presque tous s'ils croyaient que, loin de les tuer, on leur laisse leurs équipages, la faculté de vendre leurs armes et qu'ils soient bien accueillis des Français : ce sont leurs expressions. Deux beys manquent depuis la bataille, on ne sait ce qu'ils sont devenus.

Les jours suivants la marche, continua sans osbtacles. Le 5 pluviôse (24 janvier), Belliard visita, à Denderah, un beau temple dont il fit la description et reçut l'avis du général Desaix que la poursuite des Mameluks continuerait jusqu'à Esneh, au sud de Thèbes et de Louqsor. Arrivée dans cette localité, la division s'avança encore et parvint, le 15 pluviôse (3 février), à Assouan, appelée alors Syène, où elle vit l'île Éléphantine, Philæ et la 1re cataracte.

Desaix arrêta ses troupes dans ce poste éloigné, situé près du 24e degré de latitude et reçut, le 16 pluviôse (4 février), l'avis que les Mameluks s'étaient portés sur ses derrières, entre Syène et Esneh. Il laissa Belliard à Syène avec l'infanterie et partit à midi, avec la cavalerie, divisée en deux groupes, un sur chaque rive, et quelques pièces d'artillerie sur trois barques qui les suivaient. Belliard devait rester en position à Syène jusqu'à ce que les circonstances en décident autrement,

occuper les deux rives du fleuve et tirer des environs toutes les subsistances possibles. Il était autorisé à organiser une flottille et à établir, au moyen de dromadaires, un service de correspondance avec Desaix pour le prévenir des mouvements des Mameluks. Il devait ensuite se porter à Esneh, point de réunion de la division, le cas échéant y construire un fort et envoyer constamment de fortes reconnaissances pour faire croire aux Mameluks qu'on voulait les poursuivre. Belliard s'occupa donc « de caserner ses troupes qui, dit-il, vont prendre un peu de repos, jusqu'à ce qu'il plaise aux Mameluks de les faire encore courir ».

Le lendemain, il fit commencer des travaux de fortification pour mettre Syène à l'abri d'une attaque et en faire notre poste avancé dans le sud.

Ce fut pendant la période de ces travaux que ses soldats, gardant au milieu de leurs épreuves le fonds de gaîté qui ne les quittait jamais, lui firent un jour la surprise de trouver au sortir de Syène, à l'entrée d'une allée d'arbres qui se dirigeait vers le nord, une colonne milliaire avec cette inscription : *Route de Paris, n° onze cent soixante-dix-sept mille trois cent quarante*. C'était peu de jours après avoir reçu pour toute ration une simple distribution de dattes, que les hommes de la 21e, pour se distraire, avaient eu l'idée d'ériger cette colonne sur les confins de la Haute-Égypte. Leur général y vit une nouvelle preuve de leur entrain, de leur gaîté, et de la confiance sans bornes qu'il pouvait toujours avoir en eux.

Le 6 pluviôse, il alla reconnaître l'île de Philæ, la visita en détail et en fit une description intéressante. Desaix cependant, n'ayant pu atteindre les Mameluks, rentra à Syène, sans leur avoir infligé la défaite décisive qu'il rêvait. Il répartit alors le territoire de la Haute-Égypte en plusieurs commandements et confia celui de Thèbes à Belliard. Avant de le quitter, il le

chargea de faire graver sur une pierre à l'entrée du temple de l'île Éléphantine, l'inscription suivante que les touristes retrouvent aujourd'hui comme un glorieux souvenir du passé :

L'an VI de la République, le 13 messidor, une armée française, commandée par Bonaparte, est descendue à Alexandrie. L'armée ayant mis vingt jours après les Mameluks en fuite aux Pyramides, Desaix, commandant la 1re division, les a poursuivis au-delà des cataractes, où il est arrivé le 13 ventôse de l'an VII.

Les généraux de Brigade :

DAVOUST, FRIANT et BELLIARD.
DONZELOT, chef de l'État-major.
LA TOURMÉNIE, commandant l'artillerie.
EPPLER, chef de la 21e légère.

13 ventôse, an VII de la République, 3 mars, an de J.-C. 1799.

Gravé par Castex, sculpteur.

Desaix partit ensuite, le 25 pluviôse (13 février), pour se rendre à Kous, entre Thèbes et Keneh.

VI

Occupation de la Haute-Égypte.

Commandement de Belliard à Thèbes. — Ses voyages à Esneh, à Keneh. — Occupation de Benout par les Mameluks. — Combats de Benout. Fanatisme des pèlerins de la Mecque. — Félicitations de Desaix et de Bonaparte. — Arrivée de Desaix. — Sabre d'honneur envoyé par le général en chef. — Projet d'occupation de Kosséïr. — Correspondance avec Desaix. — Arrivée de Donzelot. — Prise de Kosséïr. — Lettre au chérif de la Mecque. — Bataille d'Aboukir. — Départ de Bonaparte.

Belliard se trouva ainsi en poste avancé, à l'extrémité méridionale de nos possessions, et au contact de l'ennemi. Son autorité s'étendait au nord jusqu'à Keneh et au sud jusqu'à Syène, sur les limites du tropique du Cancer. Il s'occupa de suite de la prise de possession de l'île de Philæ et des ouvrages défensifs qu'il jugea prudent d'y élever.

Tandis qu'il était absorbé par les nombreux détails de notre occupation, il apprit que Mourad-Bey tentait de couper ses communications, près d'Esneh. Il partit aussitôt, fit charger des vivres sur les barques qu'on lui avait laissées et envoya un courrier au général Desaix pour le prévenir. En route, il constata l'hostilité des habitants et eut, à sa première étape, un homme assassiné.

Un des ennuis de ces expéditions sur le Nil, était le concours des djermes qui avaient toujours de la peine à suivre les troupes. Quatre jours après son départ, celles

de Belliard ne l'avaient pas encore rejoint. Son unique pièce de campagne ne pouvait plus suivre et il comptait la faire embarquer. Mais n'ayant pas de bateaux, il la mit à dos de chameau et continua sa route, sachant par expérience qu'avec les Mameluks, il ne fallait pas s'arrêter.

Les paysans, armés de piques, harcelaient sa colonne. Pour s'en débarrasser, il leur fit tendre une embuscade, les surprit, leur tua du monde et les découragea pour longtemps.

Le 10 ventôse (28 février), il arriva à Esneh, à 3 heures de l'après-midi, fit fouiller les maisons de Mameluks et n'y trouva rien. En route il avait reçu une lettre du général Desaix, lui annonçant de nouvelles instructions. Le général, tenu au courant des mouvements des Mameluks, et approuvant son initiative, lui prescrivait de se rendre à Hamoud, en laissant à Esneh une forte garnison. Dans la soirée, il apprit de source certaine, qu'un des beys, attachés à Mourad, nommé Hassan, l'avait quitté à Hamoud et s'était dirigé avec ses cavaliers, sur Edfou, à mi-chemin d'Esneh à Syène.

Belliard laissa à Esneh quatre cents hommes de la 21e sous les ordres d'un chef de bataillon, avec des vivres pour un mois et la manutention. Il partit ensuite à 8 heures du matin, le 12 ventôse (2 mars), avec le reste de la demi-brigade, des détachements de la 61e, de la 88e, du 20e régiment de dragons, une pièce de trois et 30 chameaux chargés de vivres. Il se fit suivre par les barques armées qu'il avait trouvées à Esneh, moins deux qu'il laissa dans ce poste et leur fit escorter le convoi. En route, il reçut de nouvelles lettres de Desaix et de l'adjudant général Donzelot, lui apprenant que Mourad s'était dirigé vers le désert avec une partie de ses Mameluks, tandis que le reste s'était porté vers Syout. Ce jour-là, sa petite colonne cantonna à Risgat, à peu de distance au sud de Thèbes et arriva le lendemain à Hamoud, près

de Kous. Il installa sa troupe dans une vaste maison de Mameluks. Les habitants, redoutant les suites d'un combat, avaient abandonné leurs demeures. Il en était de même des villages voisins.

A Hamoud, on amena à Belliard des serviteurs des Mameluks qui avaient quitté leurs maîtres. Ils racontèrent qu'Hassan-Bey s'était séparé de Mourad, parce qu'il voulait nous combattre à Esneh, tandis que ce dernier s'y était opposé. Celui-ci avait alors pris des guides à Risgat, pour se rendre dans une oasis située à six jours du Nil, dans le désert, et avait laissé ses gros équipages à Risgat.

Le 17 ventôse (7 mars), d'après les renseignements qui lui étaient parvenus, Belliard fit passer le Nil à sa troupe, à la hauteur d'El Kamouleh. Cette opération exigea toute la journée. Sur la rive droite, il trouva aussi les villages déserts et une vaste plaine, bien cultivée.

La suite de son expédition a été raconté par lui-même dans son *Journal*.

Le 18 ventôse, an VII (8 mars 1799).

Nous sommes partis à la pointe du jour pour Keneh. A Kous, le cheik auquel j'avais écrit est venu au-devant de nous; il m'a instruit du funeste événement arrivé aux barques armées et au convoi que le général Desaix avait laissé à Kous, en partant. Elles ont été attaquées par les Mecquains (1) et les paysans ; elles se sont battues pendant vingt-quatre heures et ont été enfin forcées de succomber. Tous les Français qui les montaient, ont été assassinés; les convois et les munitions sont tombés au pouvoir des ennemis; l'*Italie* (2) a été brûlée; ce même cheik m'a confirmé la nouvelle que les Mecquains, les Mamelouks et les paysans étaient effectivement à Benout; qu'ils avaient établi des pièces

(1) Pèlerins de la Mecque, venus au secours des Mameluks.

(2) Une des djermes françaises.

en avant du village et sur le bord du Nil. Nous avons continué la marche; à une heure après midi, l'ennemi, au nombre d'environ trois mille hommes d'infanterie et trois cent cinquante à quatre cents chevaux, est venu à notre rencontre dans la plaine de Laketa et nous présenta la bataille que nous avons acceptée. Bientôt le combat s'est engagé et est devenu corps à corps avec nos tirailleurs; trente ou quarante Mecquains qui s'étaient avancés, sont restés sur le champ de bataille.

Le carré a marché sur le gros de l'armée qui a pris la fuite, disputant tous les villages, ravins ou fossés et s'est retiré sur Benout où étaient disposées les pièces d'artillerie qu'ils avaient prises sur nos barques; mais, malgré la résistance opiniâtre de l'ennemi, les pièces ont été enlevées par les carabiniers. Alors les Mecquains se sont réfugiés dans une maison de Mamelouks et dans quelques autres adjacentes où étaient leurs magasins et les munitions qu'ils avaient trouvées sur les barques. Elle a été attaquée, mais avec un peu de mollesse. La nuit est venue et on l'a bloquée; les maisons adjacentes ont été enlevées, brûlées; les deux cents hommes qui les défendaient ont été passés au fil de la baïonnette. Le feu n'a pas pu gagner la grande maison. Les Mamelouks, selon leur habitude, ont été spectateurs toute la journée; les barques sont arrivées; c'est peut-être la seule fois qu'elles se soient trouvées à propos.

Le 19 ventôse, an VII (9 mars 1799).

Dans la nuit, on a beaucoup tiraillé; le matin on a recommencé; un des braves de la Mecque a trouvé le moyen de s'évader de la maison et est allé sûrement reprocher aux Mamelouks leur lâcheté. Car, de suite, ils ont monté à cheval et ont fourni une charge assez vigoureuse sur les carabiniers qui se trouvaient en avant du village; ils ont été reçus par une fusillade bien nourrie qui en a blessé beaucoup : ils ont pris le parti d'une retraite précipitée.

A 11 heures, comme je me disposais à attaquer la maison de vive force, les Mamelouks, le reste des Mecquains et des rassemblements de paysans sont venus une seconde fois à la charge; ils se sont avancés très près de la maison ou plutôt du fort, car dedans il y avait du canon et tous les murs étaient crénelés; quelques-uns sont entrés dedans. J'ai

marché dessus avec la demi-brigade et ils se sont retirés. Alors j'ai fait attaquer le fort de vive force; on est parvenu malgré la vive fusillade à entrer dans une des cours; j'ai fait mettre le feu; les Mecquains sont descendus dans la grande cour tout nus, tenant d'une main un fusil et de l'autre un sabre, faisant un feu très vif sur nos soldats, sautant comme des furieux sur le feu qu'ils voulaient éteindre avec leurs pieds; ils chantaient, faisaient leurs prières, puis poussaient des cris affreux au milieu des flammes. La nuit est encore venue trop tôt; on n'a pas pu entrer dans la maison; mais on a poussé l'incendie avec plus d'activité et le fort a été resserré de plus près. Les ennemis, échappés aux flammes, ont percé une muraille, et, à la faveur des ténèbres, sont sortis de la maison; une partie a été tuée par les troupes formant le blocus, l'autre s'est évadée.

Le 20 ventôse, an VII (10 mars 1799).

Au matin, on est entré dans la maison; on a trouvé une trentaine de malades et de blessés qui, par leur résistance, se sont fait tuer; on en a sauvé trois dont deux sont de Tunis.

Les Mamelouks et les Mecquains se sont encore avancés, faisant mine de vouloir encore se battre. J'ai marché dessus, et, après avoir reçu quelques volées de canon, ils se sont retirés; je les ai suivis pendant une lieue, présentant six fois la bataille qu'ils n'ont pas voulu accepter. Ils se sont retirés sur le désert où ils avaient envoyé leurs chameaux. Alors je suis rentré à Benout.

Dans ces trois journées, dont deux ont été les plus chaudes que nous ayons eues en Égypte, l'ennemi a perdu cinq ou six cents hommes, beaucoup de blessés, neuf pièces de canon, huit drapeaux et beaucoup de bagages, deux barques. J'ai eu de mon côté trente-cinq morts et cent trente-cinq blessés dont cinq officiers; le capitaine des carabiniers Baillaud est mort de ses blessures.

Quoique les Mamelouks n'aient pas montré de bravoure, ils ont cependant rendu grand service aux Mecquains; car ils nous ont toujours forcés à conserver un ordre de bataille gênant et qui m'empêchait de trop dégarnir le carré et d'exposer trop loin les tirailleurs. Sans eux, ils auraient presque tous péri et nous eussions perdu très peu de

monde; car nous fussions arrivés à la maison avant le renfort qui la défendait; ou bien une bonne colonne l'eût attaquée de vive force et l'eût sûrement emportée de suite, et l'affaire eût été finie dans le jour. Les ennemis se sont servis, et de nos armes et de nos munitions; onze mille cartouches ont été usées dans la maison. Après avoir pris la première cour, j'aurais bien commandé de continuer; mais il y avait déjà tant de blessés et les hommes sont si précieux, surtout en Égypte, que j'ai préféré faire mettre le feu, qui conduisait au même but avec des résultats moins fâcheux; et quand j'ai vu la maison le lendemain, je me suis félicité de mon idée : on n'y peut arriver que par une porte très étroite; les appartements sont noirs; les accès du haut sont fort difficiles, et, avec des hommes poussés au désespoir, c'eût été un carnage; nous eussions eu la maison, mais j'aurais perdu cent braves de plus.

Ce fut une sanglante affaire qui fit le plus grand honneur au général Belliard. Il avait eu, en face de lui, Hassan-Bey, avec ses Mameluks, et les fanatiques pèlerins de la Mecque, appelés à son aide. Il avait combattu jusqu'au moment où il allait manquer de cartouches et n'avait plus que 12 charges à mitraille. Ce fut peut-être aussi le seul combat pour lequel il demanda une faveur. En adressant son rapport au général Desaix, il le pria de lui laisser, comme souvenir, deux des drapeaux venus de la Mecque. Ce dernier y consentit et, en rendant compte de l'affaire à Bonaparte, il fit le plus grand éloge de Belliard, auquel il écrivit dès qu'il en eut connaissance.

Mon général (1), je vous félicite de votre effroyable combat. Il vous couvre de gloire, vous et votre intrépide demi-brigade. Il n'appartient qu'à vous de faire des prodiges. Je me rapproche de vous. Vous allez avoir des munitions. Ayez l'œil sur les Mecquains; sachez ce qu'ils deviennent. Je

(1) Sous le premier Empire et jusqu'à la fin du siècle dernier, cette appellation était quelquefois employée par des généraux vis-à-vis de leurs subordonnés. C'était une marque de bienveillance.

voudrais qu'il n'en échappât pas un. Nous nous concerterons pour les envelopper.... Amitié à tous vos amis.

Signé : DESAIX.

Le général en chef de son côté, admirant le courage et l'énergie de Belliard, le cita dans son rapport au Directoire. « Le général Belliard, dit-il, marcha à eux, le 20 ventôse, les attaqua, tua la moitié de leur monde et dispersa le reste. C'est le combat où l'ennemi a montré le plus d'opiniâtreté. » Il ne se contenta pas de cette citation et chargea Desaix de lui remettre un sabre d'honneur « pour sa belle conduite dans la Haute-Égypte ».

Ce glorieux combat a servi de sujet à un tableau d'histoire qui est au musée de Versailles.

Le peu de munitions qui restait à Belliard l'obligea à se rapprocher de Desaix, qui s'était rendu de Kous à Syout. Il embarqua une partie de ses hommes et partit avec le reste, à 10 heures du matin, le 21 ventôse (11 mars). La navigation des djermes fut encore contrariée par le vent et sa flottille ne put le suivre. Néanmoins, le 22, il atteignit Keneh de bonne heure, et en prévint le général Desaix. Il s'occupa de suite d'en organiser la défense. Il choisit une vaste maison de Mameluks pour en faire un poste fortifié et y fit exécuter les travaux nécessaires. Ses reconnaissances lui apprirent que trois routes conduisaient de cette ville à Kosséïr, sur la mer Rouge et qu'elles étaient fréquentées par les caravanes de pèlerins. Il fut avisé en même temps de la mort d'un bey, chef mameluk influent, grièvement blessé à Benout.

Les jours suivants furent consacrés à son installation, à des reconnaissances et à des envois d'émissaires de divers côtés pour avoir des nouvelles de l'ennemi.

Le 25 ventôse (15 mars), il reçut un important courrier avec des nouvelles détaillées d'Europe et de l'expédition de Syrie. Il apprit aussi qu'à Esneh, la situa-

tion s'améliorait et que les habitants commençaient à rentrer.

C'était du reste le but de ses efforts. Depuis la terrible répression de Benout, il n'avait plus qu'un désir : ramener le calme dans le pays. Pour y parvenir, il crut pouvoir, à l'occasion, faire preuve de bienveillance. Il n'hésita pas, dans cet ordre d'idées, à accorder des sauf-conduits à des pèlerins qui demandaient à retourner dans leur pays.

L'un d'eux, qui se disait fils de roi, originaire du Darfour et qui jouissait d'une réelle autorité parmi les siens, fut touché de ses bons procédés et lui en témoigna de la reconnaissance. Il lui donna tous les renseignements désirables sur les caravanes du centre de l'Afrique, sur ses voyages, sur la Mecque, sur le chérif qui y commandait, enfin sur l'influence que les victoires des Français leur avaient assurée dans les pays musulmans.

Confiant dans la pacification de la contrée, il rendit compte à Desaix des dispositions des habitants et reçut en même temps de Girgeh, des lettres lui annonçant le départ d'un détachement chargé de lui apporter de l'argent et des munitions. Donzelot lui expliquait, à ce sujet, que le général Desaix, malgré son désir de le rejoindre, avait été forcé de passer sur la rive droite et de se rendre de Syout à Girgeh.

L'arrivée du général de division ne pouvait cependant tarder. Le 2 germinal en effet (22 mars), il prévint Belliard qu'il partait, pour le rejoindre à Keneh, avec deux bataillons de la brigade Friant, un peu de cavalerie, des vivres et des munitions.

Au même moment, on apprit à Keneh que les Mecquains, battus à Benout, avaient perdu leur chef, mort des suites de ses blessures, que leurs contingents découragés s'étaient dispersés et que neuf d'entre eux s'étaient réfugiés dans la mosquée d'Esneh. Belliard, ne pouvant obtenir leur soumission, dut les faire fusiller.

Le 7 germinal (27 mars), il eut la joie de revoir Desaix qui arrivait avec sa petite colonne. Il s'arrêta à Keneh et voulut d'abord passer en revue les combattants de Benout. Il leur adressa ses plus chaudes félicitations et remit à leur général, de la part de Bonaparte, le sabre d'honneur qui était la récompense de sa belle conduite. Davout les rejoignit, le 9 germinal (23 mars).

Pendant son court séjour à Keneh, dans une conversation qu'il eut avec Belliard, Desaix lui apprit qu'au moment de l'expédition de Syrie, Bonaparte lui avait envoyé ses instructions sur la conduite à tenir dans la Haute-Égypte. « Savez-vous, ajouta Desaix, que ces instructions sentent tout à fait les plans que vous nous exposiez à l'ouverture de la campagne? Ce sont les ouvrages, les djermes, les colonnes mobiles dont vous m'entreteniez à Beni-Souef; toutes vos idées s'y trouvent. »

Il les lui fit connaître en détail et lui dit ensuite : « Ce sont vos idées; il était juste que vous les exécutiez vous-même; aussi vous ai-je retenu. — Retenu? répliqua Belliard; comment? où? que voulez-vous dire? — Vous étiez désigné, répondit Desaix, par le général en chef, pour la campagne de Syrie; mais vous courez le désert comme un Arabe; vous êtes l'homme aux Mecquains; je n'ai pas voulu vous laisser aller. J'ai écrit au général en chef; il a retiré ses ordres; et, du rôle brillant d'un croisé, vous voilà réduit à jouter de vitesse avec Mourad (1). »

En racontant plus tard cet épisode, Belliard ne dit pas quelle impression lui causa la communication de son chef. Il était flatteur d'avoir été choisi par Bonaparte pour l'accompagner en Syrie; et avec le culte qu'il professait pour le glorieux vainqueur d'Italie, il éprouva sans doute d'abord quelque regret. Il se demanda peut-être pourquoi il n'avait pas été consulté au moment opportun. Mais d'autre part, il aimait aussi Desaix, dont

(1) *Mémoires de Belliard*, par le commandant Vinet.

il admirait les rares qualités; et le fait d'avoir été ainsi réclamé par lui, ne put lui inspirer qu'un sentiment de gratitude. Plus tard, au retour de cette malheureuse expédition de Syrie, il dut se féliciter de la préférence que Desaix lui avait marquée. Leur séjour à Keneh ne put être de longue durée. Car le lendemain, on apprit que depuis deux jours, un important rassemblement de Mameluks s'était formé à Kous. Desaix et Belliard reprirent l'offensive et se portèrent sur ce point. Mais à leur arrivée l'ennemi avait fui vers l'oasis de Quittah. Desaix disloqua sa colonne, revint à Bir Ambeh, et laissa Belliard s'établir au village d'Ayazi, avec la 21e, le 29e dragons et deux pièces de campagne. Il était ainsi placé au point de jonction des routes qui longent le Nil avec celle de Kosséïr. Il en profita pour compléter ses renseignements sur cette voie de communication et sur le port auquel elle aboutit.

Le 12 germinal (1er avril), Desaix le prévint qu'il se rendait à Keneh. Quant à Belliard, il allait continuer à mener dans son commandement, une existence des plus actives. A peine installé à Ayazi, il vit arriver de Kosséïr une caravane de musulmans qui lui fournit sur la mer Rouge et sur la Mecque de nombreuses informations. En même temps, des bruits couraient sur un engagement de cavalerie qui aurait eu lieu aux environs et qui lui fut confirmé par Donzelot, lui annonçant l'arrivée de Desaix à Keneh. Cet engagement dans lequel une nouvelle défaite avait été infligée aux Mameluks, les décida à se retirer vers le sud.

Belliard se mit à leur poursuite, dans l'espoir d'achever leur destruction. Le 16 germinal (5 avril), après une longue marche, il couchait à Karnak, près de Thèbes, arrivait à Esneh le lendemain, puis à Redesi, village où les habitants, rassurés par sa présence, rentraient dans leurs maisons, et lui disaient que les Mameluks étaient dans le désert, vivant de privations et découragés.

Le 21, Belliard passait à Edfou avec sa brigade, la cavalerie et l'artillerie, et revenait à Esneh deux jours après, où il apprenait que l'ennemi, fuyant rapidement, était déjà à Syène, à l'abri de toute atteinte.

Il laissa alors reposer ses troupes et reprit le chemin de Keneh, où il arriva le 5 floréal (24 avril) après avoir eu le temps, en passant à Louqsor, de prendre des notes sur les ruines dont il a laissé une description intéressante.

Tranquille maintenant, au moins pour quelque temps, sur les entreprises des Mameluks, Belliard s'occupa d'un projet dont il avait déjà causé avec le général Desaix et auquel ils tenaient tous deux : l'occupation de Kosséïr. Une correspondance se noua entre eux sur ce sujet, et les préparatifs étaient déjà commencés, lorsque Belliard se vit malheureusement repris par son mal d'yeux. Avec sa franchise habituelle, il en parla à son chef, mais comme d'une incommodité qui ne nuirait pas à son service. Desaix en fut ennuyé et jugeant les choses de loin, il crut que Belliard ne tenait pas à faire cette expédition, tandis que c'était tout le contraire. Dominé par cette idée, il lui écrivit à la fin d'avril.

El Menchieh, le 10 floréal, an VII (29 avril 1799).

Je suis désolé, mon cher général, de votre mal d'yeux; il me contrarie fort. Je comptais sur vous pour achever ce qu'il y a à faire dans votre province :

1° Détruire Hassan;

2° Organiser la province;

3° Faire le fort de Keneh;

4° L'expédition de Kosséïr.

Je tiens très à cœur les deux derniers. J'envoie Donzelot pour s'en occuper, puisque vos yeux vous en empêchent. Si vous vous portez bien, il vous laissera finir votre ouvrage; sinon, il l'entreprendra et le finira.

Pour moi, je m'en rapporterais à vous entièrement; si vous n'avez pas pu, je m'en rapporterai bien à lui.

Je vais doucement jusqu'à Syout, levant contributions, etc.

Salut et amitié, mon cher général; portez-vous donc bien; nous avons besoin de votre tête active; il faut achever la conquête de l'Égypte.... DESAIX.

Belliard qui, depuis quelque temps, ne rêvait que de Kosséïr et se voyait déjà le premier Français ayant fait un établissement sur la mer Rouge, fut vexé. Il était loin, isolé, aux prises avec toutes sortes de difficultés, et cependant, faisait l'impossible pour satisfaire Desaix. Tout cela le rendait nerveux. Il se contint d'abord et se borna à expliquer la situation, montra les obstacles à surmonter, le temps que cela exigeait et annonça aussi qu'il allait mieux.

Desaix, qui était vif à l'occasion et très impatient, répliqua assez vertement. Puis, sur de nouvelles explications et sur l'avis de la présence des Anglais dans la mer Rouge, il lui écrivit de Temeh, près de Tahta, le 19 floréal (8 mai) :

... Vous sentez que les Anglais, maîtres de ce port ou dans la mer Rouge, peuvent y vomir, par milliers encore, les fanatiques Mecquains qui seront si difficiles à réduire.

Au nom du salut de la République, sauvez-moi de toutes ces inquiétudes et faites-y passer les troupes nécessaires....

... Je reçois votre lettre du 14, dans ce moment. Elle est allée à Syout, ce qui lui a fait éprouver du retard. Je vois avec bien du plaisir, que vos yeux vont bien et que tout se prépare bien. Donzelot sera aujourd'hui près de vous, avec sa recrue de maçons; ainsi tout ira vite.

Je m'étais imaginé, mon général, que l'expédition de Kosséïr vous était peu agréable. On ne peut pas prouver mieux l'intérêt que vous y prenez, qu'en faisant les préparatifs qui vous occupent....

... Vous emploierez Donzelot, tant que vous en aurez besoin. Je suis sûr qu'il vous sera très utile. Vous nous le rendrez, quand vous n'en aurez plus besoin. Salut et amitié. DESAIX.

Le faible nuage qui s'était élevé entre ces deux généraux, d'une nature si élevée et si dignes de se comprendre, semblait donc dissipé. Mais ce n'était qu'une apparence; Belliard avait été blessé par quelques termes de son chef, par l'arrivée de son chef d'état-major et surtout par l'idée de confier à un autre l'expédition de Kosséïr. Il s'exprime nettement à ce sujet dans son *Journal*.

22 floréal (11 mai).

... Le général Desaix, croyant que ce qu'il m'ordonne s'exécute aussi vite qu'il l'a pensé, s'est imaginé que les préparatifs de l'expédition devaient se faire dans deux jours et que le dixième au moins on devrait être à Kosséïr. Je lui ai fait là-dessus quelques observations. Je lui ai demandé des objets absolument utiles que je ne pouvais pas me procurer, surtout des munitions. Il a cru, d'après cela, que cette expédition me faisait de la peine, que j'y mettais de la lenteur et m'a écrit des choses très dures. Voilà ce qu'il m'a dit : « L'expédition de Kosséïr me tient extrêmement à cœur; elle est utile; on ne saurait trop le dire. Je m'en chargerai, si elle trouve des obstacles. Dites-moi franchement ce que vous en pensez. Je vous avais dit que je ne voulais pas de retard, etc. »

Ainsi sont les hommes, écrit Belliard, tous plus ou moins injustes. Le général savait que je n'avais point de munitions, point de chirurgien, point de médicaments, point d'ouvriers pour travailler à Kosséïr quand on y serait arrivé; il savait que malgré ma maladie, tout ce qu'on pouvait tirer de Keneh était prêt. N'importe; quand on a de l'humeur, il faut la répandre sur quelqu'un; c'est moi qui l'ai reçue. Quand on craint qu'une expédition ordonnée par les chefs ne réussisse pas, on presse les subordonnés et on est à couvert.

Le général Desaix a envoyé l'adjudant général Donzelot pour activer les travaux. Si ce n'eût pas été mon ami et un brave officier qu'on est toujours bien aise d'avoir avec soi et étranger à ce que me disait le général, je l'aurais renvoyé de suite. Mais je l'ai gardé; je lui ai même remis le soin de l'expédition de Kosséïr dont les préparatifs sont terminés,

jusqu'à la réponse du général auquel j'écris la lettre ci-jointe.

Dans cette lettre, Belliard exposait d'abord les raisons pour lesquelles lui aussi trouvait l'expédition de Kosséïr indispensable. Puis il ajoutait :

Je vous le répète, mon Général, si la nature ne m'a pas donné autant de talents et de connaissances qu'à vous, elle m'a du moins laissé l'honneur en partage; et si je ne suis pas emporté par une si grande ambition de gloire que bien des individus, mon Général, soyez persuadé que je ne sais pas moins qu'eux, surmonter toutes les difficultés, lorsque l'intérêt de mon pays l'exige. En douter un instant est me faire injure. Si les circonstances n'étaient pas impérieuses, si je ne croyais pas que je suis nécessaire pour commander vos troupes, si je ne regardais pas comme une lâcheté d'abandonner son poste dans la situation où nous sommes, je vous enverrais ma démission et je vous demanderais un jugement...

Pour compléter cette lettre, Belliard remit à Donzelot toute la préparation de l'expédition sur Kosséïr, afin de ne plus avoir, sur ce sujet, aucun rapport avec son supérieur et de lui faire comprendre que le premier auteur des retards apportés dans l'exécution, c'était lui-même, qui n'envoyait pas les objets demandés. Cependant, « il tenait à conduire les troupes à Kosséïr, parce qu'à ses yeux, le devoir et l'honneur exigeaient qu'il marchât à la tête de ses troupes, dans une expédition difficile, pour leur donner l'exemple ».

Il expliqua à l'adjudant général Donzelot les divers mobiles qui le guidaient, de façon qu'il n'y eût entre eux aucune incertitude. Puis il continua à s'occuper spécialement des affaires de sa province.

Le 24 floréal (13 mai), il prit une mesure qui lui fit grand bien dans l'esprit des habitants. Il fit restituer aux gens d'Esneh les maisons que les Mameluks leur avaient prises. Cet acte de justice fut connu dans le pays et lui

attira des marques de confiance. Deux jours après, s'inspirant des procédés du général en chef, il fit célébrer partout la fête de la Mecque. Ce fut à ce moment qu'on lui signala l'apparition d'un bâtiment anglais à Kosséïr. Cette nouvelle ne fit qu'exciter son désir et celui de Donzelot, d'occuper ce port le plus tôt possible.

Le 27 floréal (16 mai), il eut une nouvelle preuve du changement favorable qui s'était produit parmi les gens du pays. Il avait invité à prendre un repas chez lui tous les notables de la contrée. Il en vint un grand nombre avec leurs serviteurs. « Les cheiks et les principaux du pays, dit-il, sont venus dîner chez moi. Selon l'usage, on a mangé le cul par terre et avec la fourchette du père Adam. Les cheiks ont passé les premiers ; ensuite, les premiers domestiques et ensuite les esclaves d'une moindre grandeur, de sorte que lorsqu'on a invité dix personnes à manger, il est nécessaire de faire des provisions pour trente. »

Le lendemain, il eut la satisfaction de voir revenir un espion qu'il avait envoyé à Kosséïr et qui le rassura sur les projets des Anglais. D'autre part le moment de la mise en route de l'expédition approchait. Afin de compléter les dispositions déjà prises, Belliard ordonna au chef de brigade Eppler, de la 21e, d'aller occuper, pendant sa course dans l'est, le village de Redesi, à l'entrée d'une gorge qui conduit à El Quittah. Il fallait maintenant se hâter, car la chaleur et le khramsin (1) se faisaient sentir.

Tandis que Belliard attendait à Keneh une réponse de Desaix à sa dernière lettre, un fort parti de Mameluks s'était dirigé sur Syène pour voir si ce poste était suffisamment gardé et l'enlever le cas échéant. Il ne tarda pas à être fixé. A la nouvelle de ce mouvement, le détachement de la 21e, laissé à Edfou, s'était porté au-devant de

(1) Vent brûlant du Sud.

l'ennemi, l'avait rencontré à deux lieues de Syène, l'avait attaqué et mis en déroute, en lui tuant son chef, un des beys de Mourad. Cet heureux combat et l'excellente attitude gardée par les habitants de Syène, résultat des bons procédés du commandant de la province, furent pour lui une nouvelle garantie de sécurité, au moment où il allait se porter sur la mer Rouge. Aussi fut-il doublement heureux d'adresser ses félicitations aux braves de la 21e qui lui furent signalés comme s'étant distingués dans l'affaire du 27 floréal.

Un nouvel incident lui apporta un témoignage plus sincère encore des bonnes dispositions des habitants. Un chirurgien turc de Syène voyant que nos blessés n'avaient personne pour les soigner, s'était offert de bonne volonté pour les panser. Il était venu sur le terrain du combat et les avait accompagnés dans leur retour à Edfou. Il n'avait voulu les quitter qu'après s'être assuré qu'ils seraient entre les mains de leurs compatriotes, et qu'ils auraient tous les soins nécessaires. Belliard lui envoya ses remercîments, lui fit remettre douze ardebs (1) de grain, cadeau très apprécié dans le pays, et demanda à Desaix une récompense spéciale.

La dernière lettre qu'il avait écrite à ce dernier aurait pu, avec un chef irascible, le mettre dans une position difficile. Mais il avait affaire à un homme supérieur qui l'avait déjà hautement apprécié et qui avait pour lui une grande amitié. Il connaissait le mérite de Belliard, sa bravoure, son caractère énergique et loyal, et avait sans doute reçu de son adjudant général, officier supérieur des plus distingués, un rapport qui, suivant les traditions des bons officiers d'état-major, ne lui avait transmis que des paroles de conciliation. Donzelot avait dû mettre les choses au point, en faisant valoir le zèle de Belliard pour la prochaine expédition, sa prévoyance et la justesse de

(1) Forte mesure en usage dans le pays.

ses demandes. Il avait dû ajouter tout ce qu'on peut dire de deux hommes de haute valeur, faits pour s'entendre et s'estimer comme cela avait eu lieu depuis le départ de Civita-Vecchia, à travers mille dangers et privations. Après réflexion, Desaix prit le bon parti.

Belliard reçut, le 6 prairial (25 mai), le convoi, les chameaux et le matériel qu'il avait jugé nécessaire pour se rendre à Kosséïr, s'en emparer et s'y établir. Chaque soldat reçut un chameau, sa provision d'eau et ses vivres.

Enfin, chose plus précieuse encore, cet envoi était accompagné d'une lettre destinée à calmer son irritation et à lui présenter comme une preuve d'amitié, la correspondance dont il avait cru devoir se plaindre.

« Vous avez cru, lui disait Desaix, que je me plaignais de ce que vous manquiez de zèle pour l'expédition de Kosséïr. Vous ne m'avez pas entendu, j'en ai eu de la peine.

« J'ai toujours mis une grande différence dans ma manière de correspondre avec mes officiers. Quand j'écris à ceux avec lesquels je vis particulièrement et que j'aime, je ne dissimule rien et j'écris franchement; avec les autres, je suis réservé et je ne dis que l'indispensable.

« Quand j'ai correspondu avec vous, c'était comme étant des premiers. J'ai cru qu'un voyage dans le désert vous convenait peu; il est vraiment dangereux pour vous. Vos yeux doivent vous occasionner des inquiétudes et même vous faire souffrir cruellement. J'ai pensé que vous deviez éviter cette situation, etc.

« Soyez bien convaincu, mon général, que je vous suis attaché de toutes les manières, que je serais désolé de dire et de faire quelque chose qui vous affligeât. Soyez persuadé qu'il n'y a personne au monde qui vous soit plus dévoué; ne soyez pas fâché; vivons en paix et sans guerre; vous verrez dans tous les temps que nous sommes faits pour nous convenir et vivre bien ensemble. »

Cette belle lettre fait à la fois l'éloge du chef remarquable qui l'a écrite et du subordonné qui l'a méritée. Ce dernier en fut profondément touché. Il répondit le jour même de son départ pour Kosséïr.

Le 7 prairial, an VII (26 mai 1799).

Si vous m'avez cru digne, mon général, d'être du nombre de vos amis, vous avez dû penser qu'une expédition difficile devait redoubler mon zèle et qu'il n'y avait rien qui pût m'empêcher de marcher à la tête des troupes que je commande; je me suis toujours comporté, mon général, de manière à être exempt des reproches de mes chefs; je vous l'avoue, j'ai été d'autant plus sensible à ce que vous me disiez que vous m'aviez dans tous les temps témoigné de l'attachement et de la confiance. Vous voulez qu'il n'en soit plus question, mon général; il faudrait être bien injuste pour ne pas tout oublier, après l'aimable lettre que vous m'avez écrite, et j'ai trop de plaisir à vivre bien avec vous que j'aime, pour ne pas répondre à vos désirs.

Après avoir ainsi témoigné à son général de division, ses regrets, son dévouement et son affection, Belliard partit de Keneh, le jour même, à 8 heures du matin, avec 350 hommes d'infanterie et d'artillerie, une pièce de 8 et 750 chameaux, qui portaient les soldats et les munitions. Il arriva à Kosséïr, après quatre journées de marche, dont une de quatorze heures.

Le nuage qui s'était élevé entre son chef et lui était maintenant dissipé. Plus tard, en écrivant des notes sur les principaux incidents de sa vie, il apprécia ainsi la réponse que lui avait faite Desaix : « Le général éludait; mais sa lettre était obligeante. Nous oubliâmes, lui ses torts, moi, ses reproches. Il n'en fut plus question. » Belliard, comme les hommes à nature ardente qui déploient tous leurs efforts pour bien faire, était sensible aux observations. Mais il l'était tout autant aux paroles parties du cœur. Desaix l'avait compris et avait su toucher sa loyale nature, en obéissant lui-même aux

sentiments qui l'animaient. Désormais tout fut oublié.

Belliard ne trouva à Kosséïr aucune résistance et en prit immédiatement possession. Son premier acte fut de rendre compte, à Desaix, de sa marche et de l'occupation de ce port.

Les cheikhs de Kosséïr, lui disait-il, auxquels j'avais écrit la veille, sont venus au-devant de la troupe à une lieue. Nous sommes allés ensemble au village et je me suis établi dans le fort. Plusieurs habitants, surtout ceux qui étaient de la partie de Benout, ont craint notre ressentiment et se sont enfuis dans le désert.

Le fort est aussi bon qu'on pouvait le désirer pour un premier établissement : c'est un carré long flanqué de quatre tours de onze pieds huit pouces de rayon hors d'œuvre.

... Kosséïr est un très petit village sur le bord de la mer Rouge, et dans le désert, sans arbres et sans verdure; il peut avoir quatre à cinq cents habitants et n'offre absolument aucune ressource.

Le port, dans lequel nous avons trouvé quatre petits bâtiments, ne peut contenir que peu de bâtiments et tirant peu d'eau; il est exposé aux vents qui, dit-on, sont très violents, mais qui ne soufflent que sept à huit fois dans l'année, à des époques déterminées, et ne durent que trois ou quatre jours; ils poussent les bâtiments sur le récif.

... J'ai trouvé à Kosséïr un négociant de Gedda (Djeddah) auquel j'ai donné une pelisse; je l'ai engagé à dire à tous les négociants de venir sans crainte apporter leurs marchandises à Kosséïr; que nous étions dans l'intention de favoriser le commerce par tous les moyens possibles, et que les ordres étaient donnés pour qu'il vînt à Kosséïr tous les grains nécessaires à Gedda, la Mecque et les autres villes; je lui ai remis la lettre suivante pour le chérif de la Mecque. Il a paru très content de l'accueil qu'on lui a fait et très surpris de ce qu'on n'avait pas pillé ses marchandises.

Lettre au chérif de la Mecque.

Je viens, chérif, de m'emparer du fort de Kosséïr et d'y établir une garnison capable de résister à toute espèce d'ennemis; mon intention en cela est de favoriser d'une manière toute particulière le commerce de l'Inde, de protéger les communications entre la Mecque et l'Égypte et de lui faire passer les blés nécessaires à sa subsistance. Tu le sais, chérif, la République française est l'amie intime de l'Empire ottoman et ses armes invincibles protègent les sujets Musulmans partout où ils se trouvent. Si je ne m'étais pas emparé de Kosséïr, sans doute que les Anglais, nos ennemis, s'y seraient établis; sans doute aussi que pensant nous nuire, ils auraient intercepté le commerce et surtout le transport des blés de l'Égypte pour l'Arabie. Alors, nous aurions eu la douleur de voir et la Mecque et tous les habitants de l'autre côté de la mer Rouge réduits à la famine.

Belliard termina son rapport en demandant à Desaix le grade de général de brigade pour Donzelot qui l'avait vaillamment secondé depuis son arrivée.

Cette occupation de Kosséïr, le second port de la mer Rouge où nous nous étions établis, causa à Desaix une grande satisfaction. Il l'annonça au général en chef qui en fut très heureux, au point d'en faire part au Directoire dans son rapport sur les dernières opérations. « Le 10 prairial (29 mai), écrivait-il, le général Belliard et l'adjudant général Donzelot sont entrés à Qoseyr et ont pris possession de ce poste important.... » Pour lui, c'était le complément de la conquête de la Haute-Égypte. « L'occupation de Qoseyr, écrivit-il au Directoire, celle de Suez et d'El Arich ferment absolument l'entrée de l'Égypte du côté de la mer Rouge et de la Syrie. » Il y avait à faire dans ce port un établissement durable, ce qui exigeait de nombreux travaux. Belliard s'y consacra avec son ami Donzelot et resta ainsi sur le bord de la mer Rouge jusqu'en thermidor (août).

Ce fut pendant ce séjour qu'il reçut du général Desaix, venu à Syout pour essayer d'agir contre Mourad, des détails précis sur l'expédition de Syrie. Desaix lui écrivait à la date du 25 prairial (13 juin) « qu'il avait des nouvelles définitives de Syrie, que le général Bonaparte après avoir pris la première enceinte de Saint-Jean-d'Acre, se voyant peu de troupes à employer à tous les efforts d'une seconde enceinte, et surtout très peu de poudre, avait pris le parti de se retirer tranquillement en Égypte... ». « L'armée sera sous peu en Égypte en entier; on fait courir mille bruits extravagants, mais il est certain que tout se réduit à cela; nous revenons en Égypte, parce que le dernier fort d'Acre demande trop de poudre pour être enlevé.... » « Vous me demandez des canons, j'en ai peu de disponibles.... » « L'expédition des oasis est retardée par les événements, etc. »

Il s'agissait d'une expédition contre Mourad-Bey que l'on disait réfugié dans la région des oasis. Cette indication, qui avait amené Desaix à mobiliser une partie de ses forces, fut du reste bientôt modifiée. A la fin de juin, on sut d'une façon certaine que Mourad avait subitement quitté la grande oasis, à l'ouest du Nil, pour gagner la vallée de ce fleuve qu'il descendait pour donner la main à nos ennemis de la Moyenne et de la Basse-Égypte.

Cette nouvelle n'était pas sans gravité. Elle créait des difficultés inattendues et pouvait mettre en péril l'œuvre d'organisation et de pacification entreprise par Desaix et par ses généraux.

A ce moment, la situation des troupes dans la Haute-Égypte était la suivante : Belliard tenait le pays entre Syène, Keneh et Kosséïr, avec la 21ᵉ légère et le 20ᵉ régiment de dragons, n'ayant, dans ce dernier poste que 250 hommes d'infanterie. Il avait à Girgeh, un bataillon de la 88ᵉ de bataille avec une trentaine de chevaux du 22ᵉ chasseurs, sous les ordres du chef de brigade Morand.

Un autre bataillon de la 88e occupait Syout avec quelques dragons des 15e, 18e, et quelques hussards du 7e.

Friant poursuivait les Arabes avec une colonne mobile dans la province de Minieh. Davout avait sous ses ordres la plus grande partie de la cavalerie renforcée par deux bataillons et trois pièces de canon.

Desaix, laissant Belliard à ses travaux d'occupation du sud, lui annonça qu'il se portait sur les traces de Mourad et lui recommanda d'être sur ses gardes pour le cas où ce chef des Mameluks remonterait le Nil par la rive droite. Il lui prescrivit à cet effet d'avoir une colonne mobile prête à fondre sur lui.

Ce fut surtout Friant qui, par sa position, fut amené à suivre Mourad. Il ne put du reste l'atteindre et fut informé le 17 messidor (5 juillet) du mouvement rétrograde que ce chef avait exécuté vers Behneseh. Peu de jours après, il apprit qu'après s'être ravitaillé dans le pays, Mourad avait continué sa route vers Gizeh et le Bahireh. Cette marche appuyée par une descente des Mameluks d'Hassan-Bey venant de l'extrême sud, par des rassemblements qui s'effectuaient dans la Basse-Égypte, et par l'apparition de bâtiments de guerre devant El Arich et Damiette, préoccupa un instant Bonaparte qui mit en mouvement plusieurs colonnes et vint lui-même aux Pyramides, avec un millier d'hommes, le 26 messidor (14 juillet).

Quant à Mourad, nous voyant partout sur nos gardes, il renonça à sa tentative et reprit, à la même date, le chemin du Fayoum, échappant à nos poursuites.

Sa présence aux environs du Caire, comme l'apprit plus tard une lettre de Belliard, avait été combinée avec l'arrivée d'Ibrahim-Bey à Gaza et surtout avec le débarquement effectué le 24 messidor (12 juillet) par une armée turque, dans la rade d'Aboukir.

Le général en chef prit aussitôt ses mesures pour concentrer son armée à El Rahmânieh et prescrivit à

Desaix de se tenir prêt à évacuer rapidement l'Égypte supérieure si les circonstances l'exigeaient.

Heureusement la bataille d'Aboukir, si brillamment gagnée le 7 thermidor (25 juillet) par le génie de Bonaparte et la vaillance de Murat, débarrassa l'Égypte des Turcs et raffermit mieux que jamais notre domination.

Pendant ce temps Desaix avait repris la poursuite de Mourad qui remontait la vallée du Nil, tandis que Belliard achevait son installation à Kosséïr. C'est là qu'il avait été prévenu par son chef, du débarquement d'une armée turque à Aboukir, de la concentration de nos forces à El Rahmanieh et des ordres d'évacuation. Il y reçut encore dans les premiers jours du mois d'août une lettre de Desaix, datée de Toueh, le 13 thermidor (31 juillet), qui lui renouvelait l'ordre d'être prêt à descendre. Il devait par suite envoyer 300 hommes à Morand vers Girgeh, et rassembler ses troupes pour se joindre à lui. Mais, sur de nouvelles indications, Desaix se ravisant, lui écrivit le 14, que vu la difficulté de réunir toute sa brigade, disséminée à Syène, Esneh, Kosséïr, il prenait le parti de le laisser dans sa province. Il maintenait seulement l'ordre d'envoyer 200 à 300 hommes à Morand.

Dans cette même journée du 14, Desaix reçut, à l'entrée de la nuit, l'avis de la victoire d'Aboukir. Il s'empressa de le transmettre à Belliard, lui disant de ne plus songer à l'évacuation de la Haute-Égypte, et de reprendre ses postes d'Esneh et de Syène, s'il les avait abandonnés. Il lui renouvela la recommandation d'acheter des dromadaires pour monter un corps de 400 hommes.

Belliard, comprenant que la grosse affaire du moment était la prise ou la destruction de Mourad, quitta Kosséïr après y avoir installé Donzelot, comme commandant de la région et se rapprocha du Nil, pour être prêt à attaquer les Mameluks.

Cette fois, ce fut Morand qui eut l'occasion de les atteindre, près du terrain du combat de Samhoud. Il en

rendit compte à Belliard, le 30 thermidor (17 août). Il avait surpris Mourad, dans la nuit du 24 au 25, à l'ouest de Samhoud, mais n'avait pu lui prendre que des chevaux, des chameaux, des armes et des harnachements. En réalité, quoique cette rencontre fît honneur à Morand, son ennemi lui avait encore échappé.

A la même date, Belliard adressait à son chef, des renseignements de nature à compléter ceux de Morand et à l'éclairer sur la situation.

Je suis établi, mon cher général, lui disait-il, à l'embouchure des trois gorges d'Esneh, de l'Oasis et de Hou et j'y resterai jusqu'à ce que je connaisse la marche des Mamelouks et d'en haut (ceux d'Hassan) et d'en bas (ceux de Mourad). Il y avait, dans le village que j'occupe, 6 Mamelouks : 3 se sont sauvés, les autres ont été pris; ils sont de Mourad-Bey. D'après les rapports de l'un d'eux, Mourad était décidé à rester à l'oasis; mais ayant reçu, il y a trois mois, des lettres de l'amiral anglais qui lui annonçaient que d'après son intercession auprès du Grand Seigneur, il avait obtenu le pardon des Mamelouks et que le grand Sultan voulait bien oublier le passé, à condition que Mourad se réunirait avec ses troupes à l'armée turque qui devait débarquer à Aboukir pour chasser les Français de l'Égypte; d'après cela Mourad s'est décidé à retourner dans la terre promise : il est descendu jusqu'au Fayoum et comptait aller jusqu'à Alexandrie. Mais traqué de toutes parts par nos troupes, il a été forcé de renoncer à son projet de jonction et de gagner le désert. Il y a huit jours, ils furent surpris la nuit par des troupes françaises et n'eurent que le temps de se sauver, laissant une partie de leurs chevaux, de leurs chameaux et de leurs équipages.... On ne sait pas où est Mourad. Ce même Mamelouk m'a dit que quelque temps avant notre arrivée en Égypte, le Grand Seigneur avait écrit à Mourad-Bey qu'il ne voulait pas acquitter sa contribution, mais que les Français allaient venir la lui faire payer; ce bey répondit qu'il pouvait venir avec les Français, qu'il avait son sabre et qu'il ne craignait personne....

En réalité, Mourad s'était enfui dans le désert, refuge assuré contre l'activité de nos troupes. Et pour faire une

diversion en sa faveur, des Mameluks, réfugiés sur le Haut-Nil, s'étaient montrés au même moment à Syène et à Daros. Belliard fit partir un détachement sur des bateaux, pour les atteindre. Mais ayant appris qu'ils étaient remontés dans la région des cataractes il rentra à Keneh, où il trouva des nouvelles sur l'apparition de bateaux anglais à Kosséïr. Craignant une attaque il donna l'ordre de réunir de suite des chameaux pour se rendre dans cette ville avec 200 hommes et écrivit au général en chef, le 2 fructidor (19 août) :

Le bruit s'est répandu que deux vaisseaux anglais avaient paru devant Kosséïr avec quelques troupes de débarquement, que le fort les a bien reçus, qu'un bâtiment a été coulé bas et qu'on a tué 150 hommes. Je n'ai point de nouvelles officielles; mais ce qui pourrait faire croire à l'apparition des Anglais, c'est la présence des Abaddah sur la route de Kosséïr et leur réunion aux Mamelouks, l'évacuation de tous les villages de Redecieh et au-dessus et la fuite de tous les maçons et ouvriers qui se trouvaient à Kosséïr. Dans l'incertitude, je fais partir demain un détachement de 150 hommes et une pièce de 8 et des munitions pour balayer la route et secourir la garnison de Kosséïr, si elle en avait besoin; si je ne reçois point de nouvelles de Donzelot, j'irai moi-même. Les Mamelouks sont tous remontés au-dessus de Syène. La province est fort tranquille.

Le jour suivant, n'ayant encore rien reçu de Donzelot, il partit pour Kosséïr, avec 200 hommes, deux pièces de canon, des munitions et des vivres. Il était du reste sans inquiétude, car les gens du pays lui assuraient que les Anglais n'avaient montré que deux bâtiments et n'avaient pas réussi dans leur tentative.

Le dernier jour de marche, en raison des chaleurs, il quitta son bivouac à 1 heure du matin et arriva à Kosséïr, à 5 heures du matin, le 6 (23 août).

Il apprit alors que les Anglais avaient canonné la ville sans succès pendant trois jours et tenté un débarque-

ment avec 250 hommes et deux pièces de 6 et de 4. A peine arrivés à terre, ils avaient été reçus si vigoureusement par les soldats de la 21e légère, qu'ils s'étaient enfuis, se précipitant dans leurs chaloupes et abandonnant un canon, des armes et des munitions. Malheureusement ils avaient détruit des habitations et les barques servant au transport des marchandises. Le débarquement n'était qu'une diversion; leur véritable but, l'œuvre de destruction, avait été rempli. Leurs bâtiments avaient ensuite disparu.

Belliard n'avait donc pas à s'attarder à Kosséïr. Il fit reposer sa troupe, visita les travaux, le village détruit, reçut des nouvelles de l'île de France, puis laissa à Donzelot un renfort de 58 hommes, et deux pièces d'artillerie avec des munitions, et partit le 8 fructidor (25 août) à 1 heure, suivi d'un fort convoi.

De retour à Keneh, le 11 fructidor (28 août), il y trouva des lettres de Morand et de Desaix. Il rendit compte à ce dernier de son voyage à Kosséïr et des 4,000 coups de canon que les frégates anglaises avaient tirés contre les mauvaises murailles du fort qui avaient été très endommagées. Il demanda les moyens de les réparer, trois canons de siège pour mieux armer le fort et tenir les navires à distance. Il fit connaître les mesures qu'il avait prises et annonça, pour le lendemain, l'envoi d'un nouveau renfort de 50 hommes. En fait, il en expédia 140.

Après une course dans les environs d'Erment, il fut rappelé à Keneh par l'annonce de l'arrivée de Desaix. Il eut en effet le plaisir de l'y retrouver, le 15 fructidor (1er septembre). Ce dernier, ayant quelques loisirs, en avait profité pour faire une visite aux ruines de Thèbes et aux tombeaux des Pharaons, dans laquelle il fut guidé par Belliard. Il se proposait aussi de se rendre à Kosséïr, quand il fut forcé, par les nouvelles venues du nord, de renoncer à ce projet. On lui apprenait en effet que

Mourad avait reparu sur les bords du canal Joseph avec une troupe de cavaliers et qu'une nouvelle armée turque se formait en Syrie sous les ordres du grand vizir, pour marcher sur l'Égypte. Avant de s'éloigner, il voulut exposer au général en chef ses projets pour achever la pacification de l'Égypte supérieure et lui adressa une longue lettre dans laquelle il dit : « L'activité de Donzelot est inconcevable; celle de Belliard est extrême; cependant tout va lentement. » Et plus loin, après avoir réclamé les moyens qui lui semblaient nécessaires : « Voici, mon général, quels seront alors notre situation et nos projets. Le général Belliard aura à Syène et à Esneh 300 hommes qu'il tâchera de mettre à dromadaires; ils iront ainsi jusqu'à Ibrim, s'il est possible, poursuivre Hassan-Bey et les trois autres beys qui, avec 200 hommes, sont dans cette partie et nous tourmentent.... Il y aura, outre cela, 400 hommes à Kosséïr et 200, ou un peu plus, à Keneh; à Girgeh, 200 hommes... à Syout, j'aurai 500 dromadaires et 700 hommes de garnison, etc. »

Un événement d'une importance exceptionnelle vint alors distraire son attention et celle de Belliard de tous ces projets d'avenir. Ce fut l'annonce du départ inopiné de Bonaparte pour l'Europe « d'après les ordres du Directoire », ajoutait la dépêche.

Cette grave nouvelle fut transmise à Belliard, par deux lettres de Desaix, qui définissaient l'ensemble de la situation et disaient en même temps ce qu'il fallait penser du voyage de Bonaparte.

Desaix à Belliard, à Keneh.

Girgeh, le 22 fructidor, an VII (8 septembre 1799).

Mon cher général, j'arrive de Girgeh; je viens d'y recevoir des lettres du général Dugua qui annonce que le général en chef est parti à minuit, le 5 de ce mois, emmenant avec lui les généraux Berthier, Andréossy, Marmont,

Lannes et Murat et 300 guides. J'espère qu'il échappera à tous nos ennemis et qu'il arrivera en France heureusement, pour terminer nos inquiétudes et rendre notre position plus heureuse. Ce qu'il y a de bien étonnant, c'est que le général n'ait pas désigné son successeur, ce qui donne de l'inquiétude et tourmente tout le monde. J'espère cependant que le général Kléber prendra ce poste important et que tout ira bien. Il se rassemble pourtant une armée à Gaza; mais elle ne paraît pas si menaçante que me l'avaient annoncé les premiers avis. Il paraît que le visir est retourné à Constantinople pour faire face à Passwan-Oglou qui a repris les armes et fait de plus grands progrès. On y fait bien des contes à ce qu'il paraît sur les événements. Les braves se rassurent; les timides s'épouvantent; enfin nous verrons. Pressez toujours l'organisation de nos dromadaires; n'épargnez rien pour chasser Hassan et vos voisins de Syène, et faites que nous soyons débarrassés de tout ennemi. Mourad s'est réuni avec les Arabes de....., ce qui lui fait 300 hommes. Il est du côté de Miniet; Boyer va l'attaquer; moi je le poursuivrai vivement sous peu de jours. On annonce qu'Elfy-Bey a été en Syrie, mais qu'Ibrahim-Bey n'a pas voulu le suivre. J'espère que nous ne lui laisserons pas de repos et que vous ne lui permettrez pas d'y demeurer. Je m'en rapporte à vous. Dépêchons-nous vivement à finir les événements de la Haute-Égypte, pour être prêts pour ceux qui pourront arriver. Cela est très important. Allons, mon cher général, courage et activité et peut-être nos maux finiront-ils au moment où nous y penserons le moins. Les grands orages ne sont pas éternels. Je vous salue et vous aime bien.

DESAIX.

Desaix à Belliard.

22 fructidor, an VII (8 septembre 1799).

Je reçois le paquet que vous m'envoyez. Je suis dans la joie du départ du général en chef et de la nomination du général Kléber. Cela ira bien. Nous nous tirerons d'affaire. Je compte sur le génie du général et sur son attachement pour nous. Il ne nous abandonnera pas, je l'espère. Je ne sais ce que veut dire le général Friant. Je ne le conçois pas. Je n'ai pas espérance d'aller en France et n'en ai pas le

moindre avis. Patience, mon cher général, nous serons ensemble jusqu'au bout et tout ira bien. Faites-nous venir très promptement l'ami Donzelot. Il sera sûrement chef d'état-major, cela lui convient à merveille et c'est la meilleure chose possible.

Pressez nos dromadaires; ne perdez pas un instant; il faut en finir là-haut.

DESAIX.

Desaix faisait allusion à une appréciation de Friant sur le bruit qui s'était répandu de son prochain envoi en France. Il ignorait encore les intentions de Bonaparte à son égard; mais, comme on le verra plus loin, il ne tarda pas à être fixé.

Quant à Belliard, perdu comme il était, à l'extrême sud de l'Égypte, il dut être plongé par ces nouvelles, dans une foule de réflexions; et peut-être eut-il, comme la plupart de ses camarades, un moment de profond ennui. Puis, son énergie, sa confiance en Kléber et en Desaix, sa foi en Bonaparte, le sentiment de sa responsabilité et des intérêts de sa patrie reprirent le dessus et il ne pensa plus, suivant son habitude, qu'à bien faire son devoir.

VII

Commandement de Kléber.

Nouvelles du Caire. — Négociations avec les Anglais et les Turcs. — Mission de Desaix. — Ses lettres à Belliard. — Combat de Saphet-Rahmieh. — Rapport à Friant. — Convention d'El Arich. — Ordre d'évacuer la Haute-Égypte. — Rentrée au Caire. — Bataille d'Héliopolis. — Belliard reprend Damiette. — Son retour au Caire. — Prise de Boulaq. — Attaque du Caire. — Blessure de Belliard. — Capitulation du Caire. — Assassinat de Kléber.

Le premier acte du général Kléber fut d'annoncer sa prise de commandement à ses généraux.

Desaix reçut en même temps une dépêche que Bonaparte lui avait fait remettre. Il écrivit à ce sujet au nouveau général en chef, deux lettres, datées de Syout, le 26 fructidor (12 septembre). Dans l'une, il lui disait : « J'ai appris avec la plus grande joie votre nomination au commandement de l'armée et le départ du général en chef pour l'Europe. » Dans l'autre, il ajoutait : « Le général Bonaparte, mon Général, m'a annoncé son départ; il m'a assuré qu'il vous a fait connaître les intentions du Directoire à mon égard et qu'il espérait, dans le moment de l'hiver, me voir en Italie ou en Allemagne. Je vous prierais, mon Général, de me faire connaître ses ordres. » Il fut ainsi informé de la volonté exprimée par Bonaparte de le revoir en France, dès que ce serait possible.

Belliard, dans sa réponse au nouveau général en chef,

l'assura de son entier dévouement et reprit ses occupations dont la principale consistait toujours à poursuivre les débris des Mameluks. Justement, à cette époque, il fut avisé d'un rassemblement formé dans le sud par les beys Osman et Hassan. Il se mit aussitôt en route le 24 fructidor (10 septembre), arriva à Esneh, le 26, à Syène le 28, fit de suite rassembler toutes les barques des environs pour y embarquer des vivres, des munitions, et continua à remonter le Nil. Mais à Philæ, il apprit que les Mameluks s'étaient dispersés et que sa course était encore une fois inutile. Il dut revenir sur ses pas et reçut en route des nouvelles du général Desaix. Arrivé à Thèbes, le 1er vendémiaire an VIII (22 septembre 1799), il y rencontra la commission de l'Institut d'Égypte venu dans cette ville pour en étudier les ruines et célébra avec elle la fête de la République. Jusqu'aux premiers jours d'octobre, son temps fut absorbé par des courses continuelles à Louqsor, à Karnak, à Keneh, qui était toujours le siège de son commandement.

Il était dans cette ville, lorsque le 19 vendémiaire (10 octobre) des nouvelles du Caire lui apprirent que l'armée turque, rassemblée en Syrie, s'était mise en mouvement pour envahir l'Égypte et que nos troupes se portaient à sa rencontre. Peu de temps après, il sut que la première partie de cet avis était seule vraie. Des lettres de camarades le mirent ensuite au courant de ce qui s'était passé au Caire depuis le départ de Bonaparte. Kléber, qui jadis avait blâmé l'expédition d'Égypte, avait d'abord été indigné de son départ et mécontent du commandement qui lui était confié dans des circonstances difficiles, sans espoir d'être secouru par la mère patrie. Après avoir exhalé sa colère, il ne songeait plus qu'à céder aux plaintes qu'il recevait de divers côtés et à ramener ses soldats en France. Guidé par cette pensée, il avait entamé des négociations avec le grand vizir par l'intermédiaire du commodore anglais Sydney Smith,

commandant de la flotte anglaise, qui semblait de bonne foi.

Tout ceci n'avait pour Belliard d'autre résultat que de rendre plus critique sa position à l'extrême sud de notre conquête. Toutefois il n'en fit rien paraître et continua à n'avoir en apparence qu'une préoccupation : la destruction des Mameluks. Ceux-ci du reste, depuis le terrible combat de Benout, ne faisaient plus parler d'eux, et leur inaction semblait un sûr garant de leur impuissance.

Belliard cependant ne laissait pas sa surveillance s'affaiblir; ses espions parcouraient les oasis voisines et le désert; de son côté, il questionnait sans cesse les cheiks des villages et entretenait le zèle de ses troupes. Le 3 brumaire (24 octobre), il fit relever le détachement de Kosséïr où l'on vivait toujours tranquille. En novembre, il apprit que le général Desaix avait laissé le commandement de sa division au général Friant et qu'il avait reçu, de Kléber, une mission auprès des Turcs. Tout cela était bien extraordinaire, surtout pour un homme d'une nature aussi nette et aussi militaire que Belliard. Évidemment la situation n'était plus la même et l'éloignement de Bonaparte tendait à la compromettre.

Le 5 frimaire (25 novembre), il apprit à la fois le débarquement à Damiette d'une armée turque, son attaque et sa défaite par nos troupes qui leur avaient tué ou pris 3,000 hommes. Trois jours plus tard, il reçut à Keneh, un avis officieux venu du Caire, disant que les négociations avec les Turcs étaient rompues et que le grand vizir mettait son armée en marche. Ce bruit toutefois ne fut pas confirmé.

Au même moment, Desaix lui annonça son départ en mission, et saisit cette occasion de lui renouveler ses témoignages de sympathie. Sa lettre faisait supposer que les pourparlers avec les Anglais continuaient.

Au général Belliard, à Keneh.

Au Caire, le 19 frimaire, an VIII (10 décembre 1799).

Je ne vous dis pas de nouvelles, mon cher Belliard. Le bel... (1) les sait bien et vous les racontera. Ce qu'il ne vous dira jamais assez, c'est combien je vous suis attaché et combien j'ai de plaisir à penser à vous.

Je pars dans ce moment pour Damiette; j'y vais faire une visite à ces messieurs les Anglais; j'espère les trouver aimables; mais je ne m'attends pas à les trouver raisonnables; il n'y a pas lieu de le croire. J'espère, à mon retour, trouver de vos nouvelles. Je les verrai avec bien de l'intérêt, car j'aime à savoir ce qui vous arrive.

Croyez à mon attachement pour vous.

DESAIX.

Le commandement de la division était désormais aux mains du général Friant, collègue et ami de Belliard depuis le départ de Civita-Vecchia.

Deux jours après, Desaix écrivit de nouveau à Belliard, pour lui transmettre des détails sur la bataille livrée aux Turcs et le renseigner sur sa mission qui fut d'ailleurs de courte durée. Une nouvelle plus grave parvint au même moment dans la Haute-Égypte : la peste, venant s'ajouter aux dangers qui menaçaient nos soldats, venait d'éclater à Gizeh. A l'heure où Belliard en était informé, elle devait sévir aussi dans les villes voisines et au Caire. Pendant ce temps, Desaix, de retour dans la capitale, envoyait de nouvelles indications à Belliard, qui du reste, n'eut pas le temps de s'attarder dans ses réflexions.

Hassan et Osman-Bey s'étaient réunis à Mourad-Bey, avaient recruté des Arabes et des paysans, et formé une troupe de plus de 4,000 hommes, avec laquelle ils comptaient recommencer la lutte. Ils avaient sans doute reçu de Syrie ou de Damiette, des excitations qui les

(1) Mot illisible dans le texte.

avaient mis en mouvement. Belliard ordonna au détachement d'Esneh de se tenir prêt à partir et s'empressa de former une colonne. Après avoir expédié un convoi de ravitaillement à Kosséïr, il allait se mettre en marche, quand on lui apprit que les Mameluks descendaient le cours du Nil et semblaient avoir le Caire pour objectif. Ce fut donc Friant qui rassembla sa brigade pour les poursuivre.

Belliard comptait recevoir bientôt des détails sur une rencontre qu'il jugeait prochaine, quand il eut la surprise, le 12 nivôse an VIII (1er janvier 1800), de se voir subitement remplacé dans son commandement par le général Zayonchek et invité à aller trouver le général Friant à Beni-Souef. Ce rappel inattendu était le résultat de médisances dont l'amitié de Friant et la loyauté de Kléber détruisirent heureusement le mauvais effet. Friant lui avait écrit dans des termes qui montraient son dévouement.

Le général Friant au général de brigade Belliard.

30 frimaire, an VIII (21 décembre 1799).

C'est avec le plus grand plaisir, mon cher général, que j'exécute l'ordre du général en chef qui m'ordonne de vous rappeler près de moi. Je ne sais qui a pu vous desservir; mais n'en doutez pas, vous avez des ennemis. Si le général en chef ne m'avait pas ordonné impérativement de vous faire remplacer, j'aurais différé; mais il me prescrit qu'il ne veut pas d'observations. Je lui écris cependant à votre sujet et lui envoie les états de dépense du mois de brumaire et les pièces à l'appui que vous m'avez envoyées. Je pense qu'il verra que l'on a cherché à l'induire en erreur; en attendant sa réponse, rendez-vous près de moi, mon cher général, et n'oubliez pas que c'est auprès de votre ancien camarade. Je nomme le général Zayonchek pour vous remplacer.

FRIANT.

Belliard partit sur-le-champ, arriva à Beni-Souef le 20 nivôse (10 janvier) dans la nuit et y trouva Friant

avec lequel il eut un long entretien. Il fut mis ainsi au courant de la situation indécise dans laquelle on se trouvait. A la suite de cette entrevue, l'ordre qui avait été notifié à Zayonchek fut annulé et lui-même fut rétabli dans son commandement de Thèbes. Il resta encore quelques jours à Beni-Souef et le quitta, le 16 pluviôse (4 février), au moment où il connut la présence de Mourad-Bey avec ses contingents aux abords d'un village appelé Saphet Rahmieh. Il emmena le général Zayonchek avec les troupes dont il disposait, et se porta au-devant de Mourad, qui était à la tête de 3 à 4,000 combattants. Après une marche de nuit, il fit bivouaquer ses hommes en avant du village occupé par l'ennemi, et prit ses dispositions pour l'attaquer le lendemain. Au point du jour, Mourad essaya de le surprendre; mais il le trouva prêt. Aussitôt un violent combat s'engagea, à la suite duquel les Mameluks furent encore une fois repoussés, poursuivis et dispersés. Belliard adressa, à ce sujet, le rapport ci-après au général Friant.

Belliard au général Friant.

Secheneh, le 16 pluviôse, an VIII (4 février 1800).

Hier, mon cher Friant, j'ai quitté Beni-Souef pour me porter sur Sapha Rachine où l'on disait qu'était Mourad-Bey; il n'y avait qu'une quarantaine de Mameluks qui ont évacué à notre approche. Je me suis établi en avant du village.

Dans la nuit, les Mameluks et les Arabes conduits par Asser Osman, sont venus pour tenter une surprise; mais nos postes vigilants les ont reçus par une bonne fusillade, qui a donné le temps à la troupe de se former et leur tentative a été infructueuse.

Au jour, je me suis mis en marche pour aller sur eux. Nous n'avons pas été une portée de canon en plaine, qu'une nuée de paysans armés de fusils est sortie de tous les villages et s'est réunie aux Mameluks. De sorte que nous avons été enveloppés par 12 à 1,500 cavaliers, 100 Mecquains et

3 ou 4,000 paysans, tous d'une audace rare. Ils nous ont harcelés jusqu'à une heure après midi, sans qu'on pût les éloigner, malgré la fusillade de nos tirailleurs. Enfin, lassé de marcher de droite et de gauche sans obtenir aucun avantage, je les ai attirés auprès d'un petit village, ne voulant pas attaquer le grand pour perdre moins de monde. Ils s'y sont établis et derrière une digue qui se trouvait en avant. De suite, je les ai fait attaquer et nos braves troupes l'ont enlevé dans un clin d'œil. J'y ai fait mettre le feu et tuer tous les Turcs qui s'y trouvaient. Il n'en a pas fallu davantage pour dissiper cette nuée d'ennemis. Chaque cheik a repris ses troupes et s'en est retourné chez lui. Les Arabes ont gagné de leur côté; et les Mamelouks abandonnés ont pris la route de Behnèsè. Je me suis rendu à Secheneh pour réparer deux pièces de 3 qui ont été hors de service au commencement de l'affaire et pour embarquer nos blessés, que je vais envoyer à Beni-Souef.

L'affaire a été très chaude; mais la bravoure de ma petite colonne a surmonté tous les obstacles et obtenu la victoire. Je ne peux pas trop vous faire l'éloge des officiers des détachements des 2e et 21e d'infanterie légère, 18e et 88e de bataille et des canonniers.

Les membres de la commission des grains n'ont pas été heureux. Colbert (1) a reçu une légère blessure au bras et le chef de bataillon a eu son cheval tué sous lui. Le général Zayonchek, qui commandait la colonne, s'est parfaitement conduit dans cette journée qui, je l'espère, nous donnera la tranquillité pour quelques jours.

L'ennemi a perdu un cachef (2) d'Aman-Bey, plusieurs Mameluks et beaucoup d'Arabes et environ 300 paysans ; il a eu beaucoup de blessés. De notre côté, nous avons un mort et 9 blessés, dont 3 dangereusement.

Je vous prie, mon cher Friant, de demander au général en chef le grade de chef de brigade pour..... (3) et pour le chef de bataillon Brun qui se sont conduits avec beaucoup de bravoure et qui m'ont été très utiles.

Nous avons usé beaucoup de munitions. Des trois pièces que

---

(1) Ordonnateur.
(2) Chef important au-dessous des beys.
(3) Nom illisible dans le texte.

j'ai, deux ont été mises hors d'état de servir. Il est nécessaire, mon cher Friant, que vous les fassiez remplacer; et, comme je vous l'ai marqué, il est indispensable d'avoir d'autres troupes.

AUGUSTE BELLIARD.

Pendant que Belliard livrait ce combat aux Mameluks, la situation en Égypte prenait une tournure malheureuse qui exposait l'armée à de graves dangers et faisait naître dans ses rangs des espérances peu conformes à ses traditions.

Kléber, mal inspiré par sa mauvaise humeur, avait conclu à El Arich, avec le grand vizir et les Anglais, une convention par laquelle l'armée française devait évacuer le pays et être transportée en France sur les vaisseaux anglais. Cette résolution était prise au moment où l'Égypte soumise, commençait à développer sa colonisation, où sa possession était le plus utile à la République, enfin où son abandon sans résistance et sans compensation devenait une honte pour l'armée. Par suite de cette convention, le général Desaix était rapatrié par les soins des Anglais.

Belliard fut le premier affecté par ces nouvelles, surtout lorsqu'au lendemain même de son combat victorieux, il reçut du général Dugua, au Caire, l'ordre donné par Kléber d'évacuer son commandement et de presser le retour des troupes de Kosséïr, Keneh et Syout. C'était la conséquence de la convention d'El Arich. Il devait n'engager d'action avec les beys ou les Mameluks, qu'autant qu'ils troubleraient sa marche pendant l'évacuation, cesser toute levée de contributions et faire descendre à Girgeh tout le blé qu'il pourrait charger sur des barques. En outre, il était invité à venir se reposer au Caire avant l'embarquement de ses troupes et de son matériel. Le général en chef y était prochainement attendu.

Pour un chef militaire qui avait conquis sa province

les armes à la main, versé le sang de ses soldats, et déployé des efforts surhumains pour assurer à son pays la possession de ces riches contrées, cet ordre était une calamité. Heureusement son exécution exigeait du temps et dans l'intervalle les circonstances pouvaient changer.

Belliard y songeait encore, quand un émissaire de Mourad se présenta pour demander une trêve de huit jours. Ce dernier se disait fatigué d'une lutte impuissante et disposé à conclure une paix honorable. En ennemi généreux, Belliard saisit cette occasion pour témoigner sa haute estime à ce vaillant adversaire et se montrer prêt à accorder l'armistice qu'il sollicitait. Il devait seulement en référer d'abord à Friant, puis à Kléber. Il lui adressa à ce sujet la lettre suivante :

Belliard, général de brigade, au Général en chef.

Au village d'El Gayat, le 18 pluviôse, an VIII (6 février 1800).

Le général Friant vous a sûrement rendu compte, mon général, de l'affaire que j'aie eue avec Mourad-Bey et tous les Mamelouks de la Haute-Égypte. Hier soir, après avoir fait réparer mon artillerie, je me suis mis en marche pour tenter une surprise ; mais ils furent prévenus de mon mouvement et ils avaient levé le camp. Je les ai suivis jusqu'à 4 heures du matin. Après avoir laissé reposer un peu la troupe, je suis reparti pour El Gayat où l'on disait que les Mamelouks faisaient une réunion de paysans et voulaient encore tenter le sort des armes ; mais ils en étaient partis pour Betrenzeh.... A midi, un cachef est venu à ma rencontre avec une lettre de Mourad-Bey, dont ci-joint copie.... Il paraît, d'après ce qu'il m'écrit, que dans la paix faite avec les Turcs, il a été convenu que toutes les hostilités cesseraient entre nous et les Mamelouks.... Mourad-Bey demande que je lui assigne un endroit où il restera jusqu'à ce que j'aie reçu votre réponse, ou même la lettre qu'il dit que vous devez m'avoir écrite à ce sujet. Je lui ai demandé une entrevue et connaissance de la lettre du pacha qui leur défend de nous faire la guerre et de nous inquiéter ; j'attends sa réponse. Si je fais avec lui une suspension d'armes jusqu'à ce que vous m'ayez

fait part de vos intentions, je compte lui assigner pour demeure Betrenzeh. Pendant ce temps, je m'occuperai de l'évacuation des magasins de grains et je garderai avec moi deux cachefs comme otages.

Quoiqu'on ne doive pas beaucoup compter sur la bonne foi des Mamelouks, et qu'il serait très possible qu'étant un peu pressés, ils aient fait une lettre du pacha, cependant, mon général, je prendrai sur moi d'accorder l'armistice; je crois qu'il sera très avantageux pour l'évaouation de la Haute-Égypte. Pendant ce temps, Donzelot expédiera tous ses convois, réunira ses détachements et se trouvera en mesure de ne rien craindre. S'il y a quelques villages qui se soulèvent, je les châtierai, et n'étant plus occupé que d'examiner la conduite des Mamelouks, je pourrai parcourir les provinces avec ma petite colonne et ramasser quelques fonds.... Je vous prie, mon général, de me donner connaissance des conventions que vous avez faites concernant les Mamelouks, afin que je puisse m'y conformer et ne pas contrevenir au traité. Je pense, mon général, que vous ne désapprouverez pas ma conduite et si elle était contraire à vos intentions, soyez assuré qu'elle est dictée par le désir que j'ai de travailler pour le bien général.

Salut et respect,

BELLIARD.

Kléber lui répondit qu'il accordait l'armistice, et dans le cas où il en résulterait une paix définitive, il prescrivait de faire passer les Mameluks sur la rive droite du Nil, et de leur interdire tout établissement à moins de deux journées de marche du Caire. Il annonçait en outre, à Belliard, l'envoi d'un renfort destiné à protéger sa marche de retour.

C'était donc bien décidé; et malgré ses derniers succès, malgré tant d'efforts, de fatigues et de privations, il fallait se résigner à abandonner le pays. Belliard, toutefois, résolut de ne quitter son poste avancé qu'après avoir mis son monde en route et assuré la rentrée des hommes, vivres, matériel et munitions qu'on lui avait confiés.

Il envoya l'adjudant général Gilly-Vieux à Keneh,

veiller en son lieu et place à l'évacuation de Kosséïr et de Syène, et conclut avec Mourad-Bey un arrangement définitif. Ce fut à ce moment sans doute qu'il reçut de ce vaillant Mameluk un sabre qu'il porta désormais et qu'il conserva jusqu'à sa mort. Il se rendit ensuite à Minyeh pour y donner ses derniers ordres et rallier ses détachements du sud. De Beni-Souef, où il était le 26 pluviôse (14 février), il prévint de ses dispositions Friant, devenu général de division à la place de Desaix, et le pria de réclamer des fonds au Caire pour payer les avances que ses officiers et lui avaient faites dans plusieurs occasions. Kléber fit droit à cette juste réclamation. En même temps, on lui annonçait de Syout que l'évacuation de Kosséïr se ferait sans difficultés et que Donzelot était attendu très prochainement dans cette ville.

Deux jours plus tard, le général en chef lui adressa une nouvelle lettre détaillée dans laquelle il lui témoignait toute son estime. Il le mettait au courant de la situation générale, des mesures prises, et lui exprimait l'espoir de voir les troupes de la Haute-Égypte réunies à Gizeh et au Caire dans une quinzaine de jours. « Il remettait à ce moment, à lui témoigner de vive voix sa satisfaction pour son dernier succès contre Mourad-Bey. »

La confiance de Kléber en ses adversaires ne devait plus être de longue durée. Le 1er ventôse (19 février), il reçut en effet de Sydney Smith, une lettre lui apprenant que l'amiral lord Keith, sur un ordre venu de Londres, refusait de reconnaître la convention d'El Arich, sous le prétexte qu'elle avait été signée sans pouvoirs officiels. Sydney Smith dégageait sa propre responsabité et invitait Kléber à suspendre l'évacuation de l'Égypte. Ce dernier, comprenant alors la faute qu'il avait commise, retrouva toute son énergie et sentant qu'il aurait besoin avant peu de concentrer ses forces, ne donna aucun contre-ordre aux troupes de la Haute-Égypte.

Belliard le prévint, au même moment, qu'au lieu d'être à Gizeh du 15 au 18 ventôse comme le général en chef l'espérait, il ne pourrait s'y trouver que du 25 au 30 et qu'il était sans nouvelles précises de Kosséïr et de Keneh. Il croyait toutefois que les colonnes, parties de ces deux villes, étaient en marche. Il affirmait que le pays était tranquille. Mourad-Bey recrutait, il est vrai, une troupe armée; mais Belliard avait foi en sa loyauté et pensait qu'il se déciderait peut-être à l'employer contre les Turcs.

Deux jours après, une lettre du commandant militaire de Syout, lui annonçait l'arrivée de Donzelot le 12 ventôse (2 mars) et leur départ à tous deux, le lendemain. Tandis qu'il les attendait, le général en chef, de plus en plus confiant, lui exprimait ses pensées intimes, se plaignait à lui de ce que Berthier, dans sa correspondance, ne lui laissait aucune espérance de secours ou de renfort. Quant à Bonaparte, lui disait-il, « il n'a même pas jugé à propos de m'écrire ».

Ce qui préoccupait le plus Belliard, c'était la rentrée de tous ses postes. Il sentait aussi que la concentration des troupes autour du Caire devenait urgente. Aussi éprouva-t-il un grand soulagement quand il put annoncer à Friant, le 10 ventôse (28 février), que la flottille arrivait, qu'il allait charger les barques de vivres et les faire repartir de suite. « Donzelot, ajouta-t-il, sera ici demain; et le bataillon de la 61e partira cette nuit pour le Caire. »

Il compléta sa lettre en lui écrivant le 11 (1er mars) : « Les barques sont parties. Donzelot arrivera ce matin et, à minuit, nous nous mettrons en route. » Enfin, le 14 ventôse (4 mars), il atteignit Beni-Souef avec Donzelot et tous ses détachements. Il en avisa Friant, en lui annonçant cette fois son prochain départ pour le Caire et, suivant les ordres qu'il avait reçus, la destruction des affûts laissés dans le fort de Beni-Souef.

Il était temps; car depuis quelques jours la situation

s'était aggravée. Kléber avait reçu l'insolente réponse par laquelle lord Keith, commandant en chef de la flotte anglaise, exigeait la reddition de l'armée d'Égypte, sans conditions.

Retrouvant à cette lecture toutes ses qualités de fierté et d'énergie, il envoya à ses troupes, le 17 ventôse (7 mars), la copie de cette missive, et la fit suivre de cette phrase célèbre : « Soldats, nous saurons répondre à cette lettre par des victoires. Préparez-vous à combattre. »

Il adressa en même temps au grand vizir, une dépêche pleine de dignité, qui définissait la reprise de l'état de guerre, rompait toute négociation et qui mérite d'être citée.

Kléber, général en chef, au grand Vizir.

Au quartier général du Caire, le 28 ventôse, an VIII (18 mars 1800).

L'armée dont le commandement m'est confié ne trouve point dans les propositions qui m'ont été faites de la part de Votre Altesse une garantie suffisante contre les prétentions injurieuses et l'opposition formelle du gouvernement anglais à l'exécution de notre traité. En conséquence, il a été résolu ce matin au Conseil de guerre que ces propositions seraient rejetées et que la ville du Caire ainsi que ses forts demeureraient occupés par les troupes françaises jusqu'à ce que j'aie reçu du commandant en chef de la flotte anglaise dans la Méditerranée une lettre directement contraire à celle qu'il m'a adressée le 8 janvier, et que j'aie entre mes mains *les passeports signés par ceux qui ont le droit d'en accorder*.

D'après cela, toutes conférences ultérieures entre nos commissaires deviennent inutiles et les deux armées doivent, dès cet instant, se considérer comme en état de guerre.

La loyauté que j'ai apportée dans l'exécution ponctuelle de nos conventions donnera à Votre Altesse la mesure du regret que me fait éprouver une rupture aussi extraordinaire dans ces circonstances, que contraire aux avantages communs de la République française et de la Sublime Porte. J'ai assez prouvé combien j'étais pénétré du désir de voir renaître les liaisons d'intérêt et d'amitié qui unissaient

depuis longtemps les deux puissances. J'ai tout fait pour rendre manifeste la pureté de mes intentions; toutes les nations y applaudiront et Dieu soutiendra, par la victoire, la justice de ma cause. Le sang que nous sommes prêts à répandre rejaillira sur les auteurs de cette nouvelle dissension.

Je préviens aussi Votre Altesse que je garderai comme otage, à mon quartier général, son Excellence Moustapha Pacha, jusqu'à ce que le général Galbaux, retenu à Damiette, se soit rendu à Alexandrie avec sa famille et sa suite et qu'il ait pu me rendre compte du traitement qu'il a éprouvé des officiers de l'armée ottomane et sur lequel on me fait des rapports très extraordinaires.

La sagesse accoutumée de Votre Altesse lui fera distinguer aisément de quelle part viennent les nuages qui s'élèvent; mais rien ne pourra altérer la haute considération et l'amitié bien sincère que j'ai pour elle.

Signé : KLÉBER.

En adressant cette lettre au grand vizir, Kléber avait fait hâter l'arrivée des troupes éloignées. Friant avait pressé la marche de Belliard par les deux lettres ci-après :

Friant à Belliard.

23 ventôse, an VIII (13 mars 1800).

Je reçois à l'instant vos lettres du 16 et 17. Vous trouverez ci-joint l'ordre de vous rendre au Caire; les circonstances l'exigent; arrivez promptement, il est temps, puisque Donzelot ne veut pas descendre. Je vous le répète, il est temps; intruisez Donzelot de votre marche. Je ne peux m'empêcher de vous dire que ce retard-là ne fera que nous donner un désavantage.

Le général Friant au général Belliard.

23 ventôse, an VIII (13 mars 1800).

Le général de division Friant ordonne impérativement au général Belliard de se rendre au Caire avec la garnison de Minieh, en marchant jour et nuit; il réunira à cette garnison celle de Beni-Souef à son passage. Dans le cas où le général

Donzelot ne l'aurait pas encore rejoint, le général Belliard intimera l'ordre à ce général de se rendre également au Caire en marchant jour et nuit et vaincra tous les obstacles quand même il devrait abandonner quelques effets.

Malgré toute sa diligence, Belliard ne put arriver au Caire que le 28 ventôse (18 mars), le jour même où Kléber adressait au grand vizir la dépêche citée plus haut. Il défila devant lui avec Donzelot, en tête des soldats aguerris qu'il ramenait et alla s'installer au camp qui venait d'être formé sous les murs de la capitale. On lui constitua alors une nouvelle brigade avec la 21e légère et la 88e. Il trouva toute l'armée indignée des procédés des Anglais et prête à combattre. Une bataille était imminente.

Il a raconté lui-même les événements qui suivirent.

Bataille d'Héliopolis.

... L'armée française était bien disposée; une harangue vraiment militaire, à la suite de la copie de lord Keith, mit dans toutes les âmes ce feu guerrier, sûr garant de la victoire. Toute l'armée était sûre de l'obtenir.

... Dans la nuit du 28 au 29 ventôse, an VIII (18 au 19 mars 1800) les divisions se mirent en mouvement et se formèrent en corps d'attaque.

La division du général Reynier tenait la gauche; elle avait sa droite appuyée aux caravansérails de Lacoubée. Elle était composée des 22e légère, 9e, 13e, 25e et 85e demi-brigades de ligne; elle fut formée en trois carrés dont un, composé de deux bataillons et placé en arrière des deux autres, leur servait de réserve. Chaque demi-brigade avait ses deux pièces d'artillerie placées aux angles des carrés. Les angles avaient pour réserve et pour contreforts les compagnies de grenadiers et de carabiniers disposées intérieurement de manière à pouvoir se porter partout où il en serait besoin. Les compagnies d'éclaireurs étaient à quelques pas en avant des carrés. Quatre pièces de 8 et deux obusiers étaient placés entre les deux carrés. La division du général Friant était composée des 21e légère, 61e, 75e et 88e de ligne

formées en carrés disposés dans le même ordre que celle du général Reynier et tenant la droite. La cavalerie était placée entre les deux divisions et bien soutenue de son artillerie légère. Le 29 ventôse (19 mars 1800), à la pointe du jour, l'armée ainsi formée se mit en mouvement. L'avant-garde de l'ennemi, à Matarieh, était de six mille hommes, dont la majeure partie d'infanterie d'élite. Quelques éclaireurs se trouvaient dans la plaine près des premières maisons de Lacoubée. Les éclaireurs français leur firent signe de se retirer ; quelques coups de canon assurèrent nos dispositions hostiles.

L'armée se porta à la hauteur de Matarieh ; la gauche, qui en devait former l'attaque, commença un feu assez vif de son artillerie pour en débusquer l'ennemi.

... Les principales forces de l'ennemi étaient dans le village et les jardins de Matarieh. L'attaque était ordonnée.

... Cependant la division Reynier avait commencé l'attaque du village. Le général de brigade Lagrange avait lancé les grenadiers et carabiniers, et un bataillon de la division Friant se portait à la sortie du village pour couper la retraite à l'ennemi. Le général donne ordre de suspendre l'attaque. Le général Lagrange était aux prises avec l'ennemi et trop avancé pour pouvoir reculer. Déjà le camp était en notre pouvoir et les grenadiers s'enfonçaient dans le village.

L'ennemi avait tiré quelques coups de canon sur nos carrés qui n'en furent pas atteints. Il se précipita ensuite sur nos colonnes le sabre à la main. On croisa les baïonnettes et on fit un feu de file qui le mit en déroute.

Le village fut évacué, à l'exception d'une centaine de Turcs qui restèrent dans les jardins.

... L'armée fit alors un mouvement sur sa gauche, pour laisser à droite la lisière de villages et de bois de palmiers qui s'étend depuis El Marg jusqu'au caravansérail de Birket-el-Hadji.

A la hauteur d'El Marg, l'ennemi fit mine de vouloir nous atteindre. La cavalerie du camp d'El Kankah avait eu le temps de rejoindre les fuyards ; un corps considérable se présenta en bataille, la gauche au bois d'El Marg, la droite au village le plus voisin et le centre sur une petite éminence qui tient le milieu entre ces deux points.

L'armée marche à ce corps. L'artillerie de la division Friant, arrivée à portée, fit sur le centre un feu vif qui eut bientôt dispersé toute cette nuée de cavaliers. Nous pûmes alors juger du peu d'ensemble que mettent les Turcs dans leurs attaques. Chaque soldat ne suivait que l'impulsion de sa volonté, allait et venait; l'un brandissait une longue lance et un petit drapeau; l'autre agitait son sabre; un autre venait hors de portée tirer en caracolant un coup de carabine ou de pistolet. La majeure partie de cette cavalerie se jeta dans les bois d'El Marg, et quelques cavaliers furent assez hardis pour venir planter leurs drapeaux à 50 toises de la division Friant. Nos éclaireurs les eurent bientôt chassés.

... L'armée française continua sa marche sur El Kankah dans le plus grand ordre. On croyait que l'ennemi nous attendrait dans le village.

Une reconnaissance poussée en avant jugea, aux tourbillons de poussière qui remplissaient l'air, que le grand vizir avait quitté son camp d'El-Kankah et se retirait à Belbeïs.

L'armée bivouaqua en avant d'El Kankah. Le 29, vers minuit, le général Lagrange partit, avec un bataillon de la 25e et les dromadaires[1] à pied pour le Caire.

Le général en chef devait avoir de grandes inquiétudes sur la tranquillité de cette ville qu'on savait remplie d'Osmanlis qui ne manqueraient pas d'être joints par les corps qu'on avait vus se séparer de l'armée du grand vizir.

A la même heure, les divisions se mirent en marche pour Belbeïs. La division Reynier formait l'avant-garde. A midi, l'armée était à portée de canon de la ville. Un corps de cavalerie turque qui parut un instant sous les murs prit bientôt la fuite. Aux nombreux drapeaux qui bordaient les parapets de la lunette, il était facile de juger cet ouvrage occupé. Entre la ville et le canal d'Abou-Menedji étaient placées deux ou trois pièces qui tirèrent sur notre gauche.

La division Reynier tourna la ville par la droite et la division Friant s'en empara. Dès que nous fûmes maîtres des maisons qui sont à la gorge de la lunette, l'ennemi ne put se servir de ses pièces du saillant.

... Le lendemain matin, 1er germinal (21 mars), on se disposa à recommencer le feu; quelques coups de canon

1. Corps d'éclaireurs.

donnèrent dans la porte et la brisèrent. L'ennemi la barricada avec des animaux morts et des pièces de bois. Il n'avait cessé de faire de ses créneaux un feu de mousqueterie bien nourri qui, cependant, ne nous avait blessé qu'un ou deux hommes.

Le général Belliard fut chargé de négocier la reddition de la lunette. Les Turcs demandèrent leurs armes et la faculté de rejoindre l'armée du grand vizir. Après plusieurs tergiversations et mensonges sur la force de la garnison, ils se décidèrent enfin à sortir aux conditions qu'ils ne seraient pas fouillés et qu'on leur laisserait 200 armes. C'était tout ce qu'ils avaient. Ils sortirent vers midi, au nombre d'environ huit cents, emmenant leurs blessés. La soif dont ils étaient dévorés les fit courir aux puits voisins. Là, des soldats avides de pillage leur enlevèrent des armes à leur convenance.

... La division Reynier et la cavalerie partirent vers midi, et, deux heures après, le quartier général et la division Friant commandée par le général Belliard.

La division Reynier bivouaqua en avant des villages sur la lisière du désert à deux lieues de Koraïm. Le quartier général resta en avant des villages de Saïda, une lieue en arrière de la division Reynier.

Le 2 germinal (22 mars 1800) sur les 2 heures du matin, la division Reynier se mit en marche avec la cavalerie et ses deux carrés. A la pointe du jour, elle était arrivée en avant de Koraïm, lorsqu'on entendit au loin quelques coups de canon.

... La division Friant et le quartier général quittèrent leur bivouac au point du jour. Le quartier général ayant pour escorte la compagnie des guides et le 7[e] régiment de hussards, prit les devants à une lieue de Koraïm. Le bruit du canon de la division Reynier fit accélérer la marche. Le général en chef fit venir une pièce des guides et s'avança jusque sur les hauteurs voisines de Koraïm d'où l'on découvrit les divisions et l'armée ennemie.

... Le quartier général avait peu de développement. L'état-major, les hussards et les guides se formèrent de manière à présenter un grand front, ce qui n'en imposa pas à l'ennemi. Le petit nombre d'hommes qu'il voyait l'enhardit; sa cavalerie commença à s'ébranler pour se porter contre nous. Attendre l'ennemi dans cette position était un parti dangereux; on voulut tirer un coup de canon,

le général en chef le défendit. Rétrograder sur la division Friant n'était pas possible; elle était trop éloignée.

Le général en chef ordonne de se porter en avant pour rejoindre la division Reynier.

... La division Friant parut bientôt et se dirigea sur la droite de la division Reynier. Lorsqu'elles furent à la même hauteur, l'armée se remit en marche; l'ennemi effectua alors sa retraite.

Les divisions bivouaquèrent à moitié chemin de Koraïm à Salehieh sur le bord d'un marais du côté des terres cultivées.

Le 3 germinal, an VIII (23 mars 1800), au point du jour, les divisions se remirent en marche par Salahieh. A quelque distance des bois, les paysans accoururent au-devant de l'armée et annoncèrent avec de grandes démonstrations de joie le départ de l'armée du vizir. Nous fûmes bientôt dans le camp des Turcs, et, à la grande quantité de tentes et d'autres objets de toute espèce, il est facile de juger avec quelle précipitation ils l'avaient abandonné. On y trouva trois pièces de canon, trois mortiers et beaucoup de caissons. Les ouvrages étaient tels qu'ils avaient été quittés par les Français et armés de la même artillerie. La cavalerie poussa une reconnaissance sur le chemin de Kathieh et rentra au camp vers les 2 heures de l'après-midi.

Les nouvelles reçues du Caire pressaient le général en chef d'y retourner. Outre la colonne sous les ordres du général de brigade Lagrange, partie le 30 ventôse du camp d'El Kankah, le général Friant était parti de Belbeïs, le 1er germinal, avec la 61e demi-brigade pour chercher à y rétablir l'ordre.

Le général en chef partit le 3 germinal (23 mars) vers 4 heures du soir avec la cavalerie, l'artillerie, les 75e et 88e demi-brigades. La division Reynier resta en observation à Salahieh. Elle était destinée, lorsqu'elle aurait reçu du Caire des vivres et des munitions, à marcher sur El Arich que le général en chef avait dessein de faire démolir.

En résumé, dans la bataille d'Héliopolis, l'armée forte de 10,000 hommes, s'était formée dans la plaine, en quatre carrés. Belliard commandait celui de droite, sous les ordres de Friant. Après avoir repoussé, dans la matinée, plusieurs charges de cavalerie turque, il subit

12

en dernier lieu une attaque furieuse qui échoua également. La victoire fut complète; canons, bagages, chameaux, tout tomba en notre pouvoir. Les débris des vaincus furent poursuivis jusqu'à Belbeïs et Saleyeh.

Belliard reçut l'ordre de continuer à suivre l'ennemi sur Damiette, avec la 21e légère, forte d'environ 1,200 hommes. Il partit le 4 germinal (24 mars) et fit, comme il suit, le récit de son expédition :

On coucha le 4, à Malakieh. On eut beaucoup de peine à passer un canal qui est près du village. On fut obligé de porter les pièces à bras. Après six jours de marche pénible dans un pays très coupé de canaux, la 21e arriva près des villages de Souhara, où elle trouva, rassemblée derrière un canal, une troupe d'Osmanlis et de paysans armés ayant quatre pièces de canon. Le général Belliard fit passer ses troupes sur un petit pont que les Turcs n'avaient pas gardé. Elles tombèrent sur le rassemblement, tuèrent environ trois cents hommes, prirent les quatre pièces et entrèrent dans Damiette, conduits par un parlementaire qui vint, le drapeau tricolore à la main, pour les recevoir. Nous n'avons eu dans cette affaire qu'un homme blessé. Les Osmanlis laissèrent plusieurs des leurs sur le champ de bataille et environ quatre-vingts prisonniers, dont six chefs, qui furent conduits au Caire.

On sut, du commandant de Damiette, que la place de Lesbeh et la tour du Bogaz n'étaient pas occupées. Le général Belliard y envoya de suite des troupes. La place de Lesbeh était telle qu'on l'avait livrée; l'artillerie et les munitions étaient dans le même état.

On trouva à Damiette dix petites pièces propres à armer des barques.

A Damiette, Belliard était tout entier aux travaux qu'exigeait la soumission et la réorganisation de la province, quand il reçut du Caire les plus graves nouvelles. Tandis que Kléber infligeait au grand vizir une éclatante défaite, des groupes nombreux de Turcs et de Mameluks, s'étaient portés sur ses derrières, et aidés

par les habitants, s'étaient rendus maîtres du Caire. Il fallait s'y porter de suite. Le général en chef partit de Saleyeh, le 3 germinal (23 mars), et arriva devant la capitale, le 6 (26 mars). Les événements qui suivirent ont été racontés par Belliard.

Siège du Caire.

Le 29 ventôse, an VIII (19 mars 1800) on commença à sentir au Caire les premières étincelles de ce feu qui y couvait depuis l'entrée des Osmanlis échappés, ou plutôt envoyés du camp du vizir. On avait pris si peu de précautions pour les empêcher d'y entrer et de mesures pour les en faire sortir, qu'il y en avait un très grand nombre le jour de la bataille de Matharieh (Héliopolis). Nassif-Pacha commandant l'avant-garde du vizir et Ibrahim-Bey, à la tête d'un corps de cinq à six mille Turcs ou Mamelouks, échappés à la déroute d'Héliopolis, prirent, comme on l'a dit plus haut, un détour dans les terres et vers Birket-el-Hadji, se portèrent sur les derrières de notre armée et entrèrent successivement dans le Caire par différents points, principalement par la porte Bab-el-Nasser, depuis le 29 et 30 (19 et 20 mars).

Le 30 ventôse (20 mars 1800), il y eut quelques coups de fusil tirés sur la place Esbekieh. La maison du général en chef était le réduit de sûreté dans lequel tous les Français restés au Caire se retirèrent, la nuit qui précéda la bataille de Matharieh.

... La nuit du 1er germinal, an II (21 au 22 mars), on voulut reprendre à l'ennemi toutes les maisons qu'il avait occupées autour de la place; elles furent emportées et on laissa des postes dans les principales.

... Le 4 germinal (24 mars), l'artillerie de l'ennemi redoubla son feu. Les Osmanlis attaquèrent nos postes dans le quartier cophte et les repoussèrent; nous reprîmes nos positions, et nous nous y maintînmes.

... Le 5 germinal (25 mars), on eut avis que l'ennemi voulait tenter un dernier effort pour nous chasser du quartier général. On marcha sur lui au quartier des Boucheries et on l'obligea à rentrer dans la maison du général Reynier. Le chef de brigade Conroux, de la 61e, fut blessé mortellement en combattant à la tête de ses grenadiers. Le

chef de brigade Maugras, de la 75e, fut aussi blessé, mais peu dangereusement. On mit alors le feu au quartier des Boucheries pour empêcher l'ennemi de recommencer ses tentatives sur ce point.

... Le 6 germinal (26 mars), on se battit au quartier des Boucheries; l'ennemi reprit et perdit plusieurs maisons où nous nous établîmes plus solidement.

Le général en chef arriva vers midi, avec une partie de l'armée, qui prit position entre le fort Sulkowski et le fort Canim, et de ce point, en avant du quartier des Tanneries.

... Le général en chef, après avoir inutilement cherché à désunir les chefs des Osmanlis et des Mamelouks, renoua avec Mourad-Bey les premières négociations qu'il avait entretenues avec lui avant la bataille d'Héliopolis. Osman-Bey el Bardisy, chargé de pleins pouvoirs de la part de Mourad-Bey, se rendit au quartier général et conclut le traité, qui suit, etc.

En réalité, le Caire était encore une fois insurgé, et cette révolte, appuyée par plusieurs milliers de Turcs et de Mameluks, allait nécessiter un siège meurtrier. Kléber, voyant que la lutte serait longue et acharnée, rappela près de lui les troupes disponibles.

Dans le milieu de germinal (premiers jours d'avril) Belliard lui annonça l'arrivée du général Rampon à Damiette; il demandait des munitions pour la place de Lesbeh et des dromadaires pour exécuter des reconnaissances sur la route de Syrie. Kléber songea aussitôt qu'un chef aussi vaillant et sa valeureuse 21e légère, lui seraient d'un grand secours et chargea son chef d'état-major, le général Damas, de lui écrire dans ce sens.

Ce dernier, après avoir transmis à Belliard les félicitations du général en chef pour le succès qu'il avait obtenu près de Damiette, pour la reprise de cette ville et de Lesbeh, lui donna l'ordre de revenir au Caire avec les troupes qu'il commandait à Saleyeh. Il devait laisser son artillerie au général Rampon, et était chargé d'exprimer aux troupes les témoignages de satisfaction

du général en chef, en attendant les récompenses qu'elles avaient méritées.

Au reçu de cette dépêche, le 16 germinal (5 avril), Belliard donna immédiatement ses ordres et partit le même jour, après avoir mis tout son monde sur des barques. Mais, contre son attente, celles-ci marchaient très lentement. Il se décida à débarquer à Samalout, et à se diriger de là sur Menouf pour y prendre le convoi qui ne pouvait s'avancer faute d'escorte. Il annonça son départ au général en chef et lui exprima l'espoir d'être au Caire, dans trois ou quatre jours.

Mais à Menouf, il apprit qu'une troupe d'Arabes en armes, ravageait le pays. Il crut indispensable d'abord de la détruire et en rendit compte au général en chef, en ajoutant qu'il reprendrait ensuite la route du Caire. Toutefois, malgré l'approbation de Kléber, les détails qu'il reçut sur l'état des choses au Caire, le dissuadèrent de persister dans son projet. Il en prévint le général en chef par la lettre suivante :

Belliard, général de brigade au général en chef au Caire.

Au passage du Nil le 22 germinal, an VIII (12 avril 1800).

Je vous ai marqué, mon général, que j'allais me mettre à la poursuite des Arabes; mais instruit qu'on se battait toujours au Caire, et que vous attendiez les troupes que je commande, j'ai renoncé au premier projet qui m'aurait retenu huit à dix jours et je me suis mis en marche pour le Caire. J'arriverai demain de bonne heure auprès de Gizeh, où j'attendrai vos ordres pour la quarantaine; je dois vous observer qu'il n'y a point disette à Damiette; je conduis un troupeau de 150 bœufs et 500 moutons... j'ai aussi un convoi de grains, de riz et de sel que j'ai fait ramasser sur le Nil.

Salut et respect.

BELLIARD.

Le 23 germinal (12 avril), en effet, Belliard, arrivé à Gizeh, annonça son retour et celui de sa petite colonne

au général en chef et lui demanda ses ordres. Il confirma la présence de l'important convoi de bœufs, de moutons, de riz et de sel qu'il avait emmené et fit connaître qu'il avait confié la garde de Menouf à deux compagnies.

On est frappé, dans tout ce qui précède, de la part énorme d'initiative qui peut être laissée à un chef militaire en sous-ordre, quand on est sûr de lui et de ses soldats. Mais aussi quelle admirable troupe que cette 21e légère, en campagne depuis 1796, qui avait tant de fois bravé la mort sous les ordres de Belliard, qui n'hésitait et ne reculait jamais !

Ce dernier reçut, le même jour, l'ordre de passer le Nil et de se joindre à la division Friant qui était en face des ouvrages organisés à Boulaq, par les Turcs.

A son arrivée sous les murs du Caire, Belliard, mis au courant des événements, put apprécier toutes les difficultés de la situation.

Les Turcs avaient organisé une défense énergique, accaparé un quartier du Caire, construit des barricades, des tranchées, des créneaux et rassemblé des munitions. Quand on voulut les réduire, on se heurta à une résistance acharnée. Dès les premières attaques, il fallut constater que les progrès étaient très lents et que les efforts partiels de chaque jour coûtaient beaucoup de monde. L'armée n'avait ni hommes ni munitions à sacrifier inutilement. L'ennemi le savait et ne se déciderait à évacuer la ville, qu'après une défaite complète. Il valait donc mieux tenter une affaire générale, qui ne serait pas plus meurtrière que les combats de chaque jour et aurait des résultats plus décisifs.

Le général en chef en donna l'ordre le 24 germinal (13 avril). La lutte devait commencer le lendemain par une attaque de vive force confiée à la division Friant et ayant d'abord Boulaq pour objectif.

Belliard en a fait le récit suivant :

L'attaque fut ordonnée pour le 25e germinal. Elle fut effectuée par les troupes de la division Friant aux ordres du général Belliard ; la 21e légère, 2 compagnies de grenadiers de la 32e, l'artillerie légère de la division et un détachement de sapeurs se portèrent, à la pointe du jour, aux différentes avenues défendues par l'ennemi, attaquèrent et emportèrent la plupart des barricades crénelées desquelles les Turcs faisaient le feu le plus vif, massacrèrent tout ce qu'ils trouvèrent armé et incendièrent les maisons qu'ils ne pouvaient forcer. Toutes les horreurs dans une ville que l'on prend d'assaut durent avoir lieu à Boulaq. Le général Friant les fit cesser dès qu'il fut assuré d'être maître de la ville. Les principaux habitants se jetèrent à ses genoux et lui demandèrent grâce pour les restes de la malheureuse ville. Le pardon leur fut accordé; le général en chef voulut que les ressources qui s'y trouvaient encore tournassent au profit de l'armée. Dans cette vue, il fit arrêter les progrès de l'incendie et défendit le pillage.

Dans son rapport sur la prise de Boulaq, Friant s'exprima en ces termes :

« Le général Belliard s'est conduit pendant toute l'attaque, comme il se conduit toujours dans les combats où il s'est trouvé, c'est-à-dire avec cette bravoure froide et raisonnée qui caractérise le vrai officier général. »

La prise de Boulaq était un premier succès qui en présageait bientôt un plus complet. Mais ce n'était qu'un prélude. La grosse affaire était la soumission du Caire. L'attaque d'ensemble, ordonnée par Kléber, exigea quelques préparatifs que Belliard a résumés ainsi :

... Le 26, à 9 heures du matin, le travail des mineurs était terminé et les fourneaux prêts à jouer; l'attaque générale devait avoir lieu dans la nuit du 26 au 27 et tous les préparatifs s'en firent pendant le jour. Le même jour, le général en chef fit à l'armée la proclamation suivante....

... Le 28, l'ordre fut de nouveau donné aux troupes de se tenir prêtes à une attaque générale. La division Friant devait former quatre attaques, l'une sur le quartier de l'Institut, la

2e sur celui des Tanneries, la 3e sur celui des Boucheries et une 4e, par la place Esbekieh, sur le quartier Cophte. La division Reynier devait pénétrer par le quartier devant le Santon et la porte dite Bab-el-Charrié et dans le quartier voisin du fort Sulkowski. Les différentes colonnes devaient chercher à pousser l'ennemi jusqu'au delà du Kalidi (1) qui traverse la ville et à incendier devant elles toutes les maisons. Le 28, à la chute du jour, l'attaque commença à la droite, par l'explosion de la mine qui renversa presque toute la maison Reynier et enterra sous les ruines quarante Mamelouks et un grand nombre de Turcs qui la défendaient.

Le général Belliard n'a laissé qu'un résumé succinct de cette attaque de la ville du Caire qui faillit lui coûter la vie. Le rapport du général Friant, plus complet à tous égards, donne à ce sujet tous les détails nécessaires.

Le général de division Friant au général en chef Kléber.

Au quartier général du Caire, le 29 germinal, an VIII (19 avril 1800).

Tout fut préparé pendant la journée du 28 pour l'expédition qui devait avoir lieu à la chute du jour, au moment de l'explosion de la mine établie sous la maison Reynier. Les troupes de ma division qui devaient donner, marchèrent dans l'ordre suivant :

Une colonne de trois cents hommes à mes ordres n'ayant pu déboucher par le passage pratiqué à la maison Bertrand, l'explosion ayant encombré la cour qui sépare cette maison de celle de Reynier, suivit la rue des Boucheries jusqu'au carrefour de la Verrerie; en suivant cette rue, on eut à renverser deux estacades en pierre.

... La seconde colonne, composée de deux cent cinquante hommes, commandée par le général Donzelot, longea les jardins pour pénétrer à l'extrémité de la rue des Boucheries et de là s'étendre jusqu'à la mosquée, derrière la maison Reynier, pour y prendre poste et appuyer ma colonne qui devait tourner la place; mais ma colonne n'ayant pu déboucher par la maison Bertrand, comme il a déjà été dit, on envoya une compagnie de grenadiers de la 88e, dans la rue qui est dans le prolongement de celle des Boucheries, pour

(1) Canal qui sépare la ville en deux parties.

appuyer ma droite. Ces grenadiers, après avoir escaladé plusieurs estacades sous le feu de l'ennemi, s'avancèrent, trouvèrent un fossé profond et une estacade très élevée. On chercha plusieurs fois à la tourner par les maisons, mais la fusillade de face et de flanc était si vive et la nuit si obscure pour trouver les points faibles, qu'on fut obligé de se contenter d'incendier les maisons à droite et à gauche de cette rue où on fit une estacade pour y prendre poste.

La plus grande partie des troupes de cette colonne étant restée en réserve, et ma colonne ayant rencontré des obstacles que nous ne pûmes franchir, on dirigea une attaque sur le faubourg Bab-el-Souk.

Les hauteurs qui se trouvent entre ce faubourg et le quartier de la Boucherie furent occupées de suite.

...En même temps une troisième colonne, aux ordres du chef de brigade Silly, fit une attaque par les tombeaux, près la Tannerie. Elle s'avança jusqu'à une porte de la ville qu'elle enfonça avec beaucoup de peine. Après y être parvenue, elle entra dans une rue où elle trouva une autre porte murée et crénelée. Il fut impossible au chef Silly de la faire abattre ni tourner, ayant à essuyer en face et en flanc un feu de l'ennemi qui, en moins de deux minutes, lui tua et blessa douze hommes dont deux officiers de grenadiers. N'ayant donc pu pénétrer plus avant, il fit sa retraite.

...La quatrième colonne était aux ordres du général Belliard et devait marcher sur la gauche du quartier général.

Au moment de l'explosion, ce général fit porter une partie de sa colonne vers la première estacade de l'ennemi, en suivant la rue couverte. Ce détachement, commandé par le capitaine Bellot se porta avec la plus grande bravoure jusqu'à toucher l'estacade, où il fut accueilli par la plus violente fusillade qui tua ou blessa plusieurs hommes notamment le capitaine Bellot. Les troupes qui s'étaient retirées furent présentées de nouveau à l'estacade, où elles ne purent pénétrer malgré leur opiniâtreté.

La seconde partie de la colonne fut dirigée sur la place Esbékieh et s'avança jusqu'à la mosquée où elle essuya le feu le plus vif. Le général Belliard fit alors partir les sapeurs et cinquantes homme de réserve pour incendier les maisons latérales de la mosquée; mais à mesure qu'on incendiait au milieu d'une grêle de balles et de pierres, l'ennemi qui était

nombreux dans cette partie, arrachait les torches et éteignait le feu.

Le général Belliard sentant combien il eût été avantageux de pénétrer par l'estacade d'où on pouvait prendre l'ennemi à dos, pensa qu'on pouvait mieux y réussir en mettant le feu à une maison contiguë; mais l'ennemi profitant de la lumière de l'incendie redoubla son feu. Les carabiniers s'étant retirés, le général Belliard marcha à leur tête et les conduisit au milieu du feu; il s'acheminait pour enlever la pièce placée près la maison du Milanais, quand une bombe éclata au milieu des éclaireurs. Ils se retirèrent précipitamment et firent plier leurs camarades. Le général Belliard les rallia et se disposait à faire une dernière tentative, quand il fut dangereusement blessé et contraint d'abandonner le lieu du combat.

Après la blessure du général Belliard, le général Damas ordonna à la colonne de reprendre sa première position.

En résumé, dans cette sanglante journée, deux colonnes de la division Reynier avaient réussi à enlever les positions des Turcs, leurs tranchées, leurs barricades et les avaient poursuivis, la baïonnette dans les reins, jusqu'à la grande rue. Une 3e colonne avait été arrêtée dans le quartier cophte par la résistance de l'ennemi.

La division Friant, chargée de l'attaque principale, avait bien pénétré en ville et refoulé les Turcs, jusqu'à l'embranchement des rues venant de la place Esbekieh. Mais là, se trouvant arrêté par des feux tels que ses troupes refusaient d'avancer, son général avait fait incendier toutes les maisons du quartier. Enfin la colonne Belliard, chargée de l'attaque du centre sur la place Esbekieh, avait bien enlevé une partie du quartier cophte; mais, très éprouvée, elle avait fini par être maintenue sur ses positions.

L'attaque d'ensemble ordonnée par le général en chef n'avait donc réussi qu'en partie; mais elle avait jeté l'épouvante parmi les défenseurs des quartiers insurgés qui avaient subi des pertes terribles et compris

que la lutte serait reprise avec le même acharnement le lendemain. Il était certain qu'à défaut d'autres moyens, l'incendie les réduirait. De notre côté, les pertes étaient nombreuses et, sur plusieurs points où nos soldats avaient été repoussés, on constatait quelques signes de découragement.

Néanmoins le combat continua pendant la nuit, aux lueurs de l'incendie et des coups de canon que notre artillerie tirait sans relâche. « Au point du jour, raconte Vinet d'après une note publiée dans les *Mémoires* de Belliard, nous étions maîtres de la plupart des postes de l'ennemi. »

Pendant ce temps, depuis la veille au soir, le général en chef très renseigné sur l'état d'esprit de ses adversaires et voulant épargner le sang de ses soldats, essayait de profiter de la terreur inspirée aux Turcs dans la journée du 29.

Il fit exposer la situation à Mourad-Bey, devenu notre allié par le traité du 15 germinal (4 avril). Il lui demanda de faire comprendre à nos adversaires que l'issue de la lutte ne pouvait être douteuse et qu'ils feraient bien de profiter du moment où ils pourraient encore obtenir des conditions d'évacuation tandis que l'acharnement d'un combat prolongé les rendraient impossibles.

Mourad se prêta de la meilleure grâce à ce rôle de médiateur. Il envoya son bey le plus habile, Osman-Bey el Bardisy et le cachef Hussein auprès d'Ibrahim-Bey et de Nassif-Pacha. Ils les trouvèrent disposés à entrer en arrangement, et à nommer deux plénipotentiaires : Osman-Bey el Askar pour Ibrahim-Bey et Osman, aga du grand vizir, pour Nassif-Pacha. D'après Belliard, les premières propositions faites par eux dans la journée du 30 germinal (19 avril), furent rejetées et la lutte reprit, rendant à chaque instant la position des Turcs de plus en plus critique. Ceux-ci se décidèrent le 1er floréal (20 avril) à accepter les conditions du vainqueur. Kléber

de son côté, désireux de hâter la fin de l'insurrection, se montra conciliant. Les délégués turcs, revenus près de lui, promirent d'abandonner tous leurs postes sur la droite du canal le Kalidi, le lendemain, 2 floréal, et d'évacuer complètement le Caire, le 5. Le général en chef leur laissa leurs armes, leurs bagages et leurs moyens de transports, sous la réserve qu'ils seraient reconduits par une partie de ses troupes, jusqu'à la frontière de la province de Saleyeh. Des otages furent livrés pour garantir cette capitulation.

Les incidents qui suivirent ont été racontés par le général Belliard.

Le général en chef fit connaître le même jour à l'armée la convention arrêtée avec l'ennemi par la proclamation suivante :

Le général en chef de l'armée française reconnaît, au nom du Gouvernement, Mourad-Bey Mohamed en qualité du prince gouvernant de la Haute-Égypte. Il lui concède à ce titre la jouissance du territoire sur l'une ou sur l'autre rive depuis et y compris le canton de Baras Boura, province de Girgeh, jusqu'à Syène à la charge de payer à la République française le miry dû au souverain d'Égypte.

Capitulation accordée par le général en chef Kléber à Nassif-Pacha, Osman Effendi et Ibrahim-Bey pour l'évacuation du Caire par les troupes ottomanes des Mamelouks.

Article premier. — « Le général en chef Kléber accorde un délai de trois jours, à compter de demain 2 floréal (21 avril) jusqu'au 5, pour les préparatifs nécessaires au départ des troupes ottomanes et Mamelouks.

« Demain, à 7 heures du matin, tous les quartiers de la ville du Caire, situés sur la rive gauche du canal dans toute la longueur de la ville, seront abandonnés par les troupes ottomanes et occupés par les Français. »

... Le 2 à midi, conformément à la convention, les Turcs se replièrent derrière le Kalidi. La ligne de nos postes fut aussitôt portée sur la gauche du canal, et tous les ponts ou passages et toutes les maisons, qui par leur position en

voient le prolongement, furent occupées. On barricada toutes les rues et la vigilance la plus grande fut recommandée à toutes les gardes. On s'occupa ensuite à détruire en arrière tous les ouvrages des ennemis.

Enfin le 5 floréal (25 avril), avant midi, la ville entière fut évacuée et l'armée en reprit possession. Le 10, le général en chef adressa, à ses troupes victorieuses, un ordre du jour destiné à célébrer *la nouvelle conquête* de l'Égypte due à la victoire d'Héliopolis et à la reprise du Caire. Des 6,000 Turcs qui s'étaient jetés dans cette ville, 3,000 seulement en étaient sortis par capitulation, après avoir perdu 60 pièces de canons, de nombreux caissons, 117 drapeaux ou étendards pris dans les combats de Matarieh, Belbeïs, Saleyeh, Damiette et le Caire.

Mais le succès avait été chèrement acheté et la blessure de Belliard en particulier était extrêmement grave. Il avait reçu au bas ventre, une balle qui lui avait traversé le corps. Au moment où il tomba, quatre carabiniers furent chargés de le porter à l'ambulance. Mais la fusillade était si nourrie qu'avant d'y arriver trois d'entre eux furent tués. Le quatrième réussit à déposer son précieux fardeau en lieu sûr. Au premier examen les chirurgiens jugèrent sa blessure mortelle.

Toutefois la vigueur de sa constitution reprit le dessus ; les soins dévoués qu'il reçut améliorèrent son état et au bout de quelques jours on espéra la guérison.

Le général en chef y contribua en le nommant général de division, du jour de la capitulation, avec un ordre du jour des plus flatteurs.

Le général en chef voulant donner un témoignage de satisfaction du Gouvernement au général de brigade Belliard, tant pour ses anciens services que pour ceux qu'il a rendus à l'armée d'Égypte, nomme le général de brigade Belliard au grade de général de division.

Signé : KLÉBER.

Bientôt l'état du blessé allant de mieux en mieux, il entra en convalescence plus tôt qu'on ne l'avait supposé tout d'abord. A la fin du mois de mai, il reprit son *Journal* et le 12 prairial (1er juin) il inscrivit ce souvenir : « Je commence à marcher avec des béquilles. » Il y avait quarante-trois jours qu'il était tombé sur le terrain du combat. Désormais sa santé se raffermit et, quand on le crut guéri, le célèbre chirurgien Larrey lui donna malheureusement une de ces notes qui suivent un officier pendant toute sa carrière et lui font souvent le plus grand tort. Il déclara que Belliard « serait désormais hors d'état de servir activement aux armées ». Sous Napoléon, il n'en fallait pas davantage pour empêcher un général de dépasser son grade, quel que fût d'ailleurs son mérite. On verra par la suite que si Belliard eut à se ressentir longtemps de sa blessure, il n'en résista pas moins à des fatigues physiques que les hommes les mieux trempés pouvaient seuls supporter. A cette époque, il ne dut pas réfléchir aux conséquences possibles de cette note. Il était heureux de revenir à la vie et de voir notre domination en Égypte mieux affermie que jamais. Notre conquête semblait en effet définitive. Les projets de colonisation avaient été repris ; l'armée, renforcée par des Grecs, des Syriens, des Nubiens, atteignait l'effectif de 27,000 combattants ; plusieurs établissements industriels étaient en pleine activité ; et le général en chef, oubliant ses premiers découragements, avait retrouvé toute son énergie.

Malheureusement le poignard d'un fanatique, soudoyé par ses ennemis, ou surexcité par de mauvais conseils, vint porter une cruelle atteinte à cette prospérité. Le 26 prairial, an VIII (14 juin 1800), tandis qu'il se promenait dans un jardin, Kléber se laissa aborder par un indigène qui semblait vouloir l'implorer et qui le perça de plusieurs coups de poignard. Cet homme de guerre illustre succomba dans la journée.

A la nouvelle de cet attentat, Belliard adressa ses condoléances au général Damas, chef d'état-major de Kléber, par la lettre suivante :

Le général Belliard au général divisionnaire Damas.

Au Caire, le 26 prairial, an VIII.

C'est avec la plus vive douleur, mon cher général, que j'ai appris le triste événement d'hier et je suis bien peiné de ne pas pouvoir marcher; je pourrais partager vos justes regrets et verser des pleurs sur la tombe de votre ami et de notre brave général.

Salut et amitié (1).

BELLIARD.

---

(1) Lettre communiquée par le commandant Damas, petit-neveu du général.

VIII

Évacuation de l'Égypte.

Personnalité du général Menou. — Belliard commandant militaire du Caire. — Tiraillements entre Menou et ses généraux. — Débarquement des Anglais. — Marche de l'armée turque. — Menou quitte le Caire. — Belliard rappelle Donzelot. — Évacuation de la Haute-Égypte. — Situation difficile de Belliard. — Bataille d'Alexandrie. — Menou demande des renforts. — Belliard s'attend à être assiégé. — Ses lettres à Menou, restées sans réponse. — Il organise la défense du Caire. — Mort de Mourad-Bey. — Conflit avec Songis. — *Marche* contre les Turcs. — Combats de Belbeïs. — Commencement du blocus. — Investissement du Caire. — Négociations. — Belliard signe la Convention de Gizeh. — Sa communication à Menou. — Son rapport au Premier Consul. — Départ pour Rosette. — Embarquement. — Capitulation d'Alexandrie. — Arrivée à Marseille. — Bon accueil fait à Belliard. — Son départ pour Paris.

Le cruel attentat qui venait de priver l'armée d'Égypte de l'homme supérieur qui la commandait était pour elle et pour la France, un malheur irréparable. Kléber était digne de remplacer Bonaparte ; et ses derniers exploits, ses décisions, l'habilité de ses mesures, son énergie, la loyauté de son caractère assuraient à notre occupation une tranquillité et une durée qui seraient peut-être devenues définitives. Sa mort détruisait ces espérances et créait, pour nos généraux, les plus graves difficultés. Pour les résoudre, ceux qui étaient au Caire et aux environs se réunirent chez le général de division Damas, chef d'état-major de Kléber, son confident et son ami. Il s'agissait de désigner un titulaire pour le commandement en chef. Le plus capable était Reynier, déjà tenu

au courant par Kléber lui-même des projets qu'il avait formés. Le plus ancien était Menou. Eux seuls avaient des titres au commandement suprême. Reynier s'inclinait devant les droits de l'ancienneté. Menou, effrayé de la grave responsabilité qui allait lui incomber, déclinait cet honneur. Il disait, avec raison, que n'ayant point fait la guerre activement, il était moins connu des troupes que le générel Reynier. C'était la vérité et, en agissant ainsi, Menou faisait acte de modestie et de sens pratique. On aurait dû le prendre au mot; mais il ne persista pas. Sur les loyales insistances de Reynier lui-même, il finit par céder et par prendre le commandement. Le 26 prairial (14 juin), il entra en fonctions avec le titre de Commandant l'armée par intérim (1).

Ce général n'était guère connu dans l'armée que par la blessure qu'il avait reçue à la prise d'Alexandrie, par son abjuration pour se faire mahométan sous le nom d'Abdallah, et par son mariage avec une musulmane. Ces deux derniers faits l'avaient ridiculisé. Les indigènes eux-mêmes ne croyaient pas à la sincérité de son changement de religion. L'historien Nakoula-el-Turk dit qu'il avait un esprit fin et rusé.

Aburrhaman écrit de son côté qu'il avait feint de se faire musulman. A tous les points de vue, ce n'était pas le chef qui convenait à l'armée d'Égypte; sa désignation fut un grand malheur pour elle et pour la France.

Les jours qui suivirent l'assassinat de Kléber et l'avènement de son successeur furent employés par les généraux présents au Caire en visites, entrevues et conversations intimes sur la situation créée par ces événements.

---

(1) Jean-François, baron de Menou, était né en 1750, à Boussay (Indre-et-Loire). Il appartenait à une ancienne famille du Perche. Il servit dans l'armée et était parvenu en 1787, au grade de maréchal de camp. Il avait été membre des États généraux en 1789. En 1800, il était le plus âgé et en même temps le plus ancien des généraux de l'armée d'Égypte. — *Mémoires du général baron Desvernois*, par Alb. Dufourcq.

Belliard était assez bien pour y prendre part et chez lui, comme chez la plupart de ses camarades, c'était vers Bonaparte que se tournaient désormais ses pensées et ses espérances.

Le nouveau général en chef s'appliqua au début à gagner la confiance de tous. Le 30 prairial (19 juin), quatre jours à peine après sa prise de commandement, il alla visiter Belliard, s'assura de son état, lui témoigna son estime et lui annonça qu'il avait l'intention de lui confier le commandement du Caire. Ces fonctions, malgré leur importance, lui permettraient d'achever sa guérison sans trop de fatigues. Déjà il pouvait se promener en voiture et le 5 messidor (23 juin) il alla s'installer à Gizeh, sa première résidence en Égypte, pour changer d'air et activer son retour à la santé. Trois jours plus tard, il revint au Caire, rendre sa visite au général Menou et voir son chef d'état-major le général Damas, avec lequel il était lié.

Au moment de la mort de Kléber, la domination française était dans un état de prospérité qui donnait confiance à tous les chefs militaires. Et si le nouveau général en chef suivait les traditions de ses prédécesseurs, il n'était pas douteux que cette situation se maintiendrait. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi; et la bonne impression produite par les premiers actes du général Menou ne dura pas. On s'aperçut bientôt qu'il n'avait pas pour la mémoire de Kléber les égards que l'armée entière professait. Quelques traits d'animosité lui échappèrent et il offensa le général Damas qui était aimé et respecté. Ces actes maladroits nuisirent à son prestige. Déjà à la date du 8 messidor (26 juin) Belliard écrit dans son *Journal* : « Le général en chef et Damas sont brouillés. Cela vient pour la succession du général Kléber; et faute de s'être entendu, on s'est aigri. C'est très malheureux pour la chose publique. »

La convalescence de Belliard suivait son cours et était

assez avancée pour qu'il pût commencer à monter à cheval. Il n'attendait que ce moment pour reprendre la vie active. Aussi, le 15 messidor (3 juillet), confiant dans ses forces et dans son énergie, il alla au Caire offrir ses services au général Menou, qui, fidèle à sa première idée, le nomma commandant militaire de la ville. Au même moment, la brouille des généraux, Damas et Menou, s'accentua. Après une dernière explication, le premier demanda à être relevé de ses fonctions de chef d'état-major. Il dut cependant les conserver jusqu'à la fin du mois.

Pendant ce temps Belliard prenait son commandement, choisissait une maison pour s'y installer et se mettait au travail, aidé par l'adjudant général Duranteau, devenu son chef d'état-major.

Son premier soin fut de remettre en état toutes les défenses de la capitale. Il y avait beaucoup à faire à ce sujet, à la suite de la dernière insurrection. Il transféra d'abord les principaux services à la citadelle, pour les mettre à l'abri d'une nouvelle révolte. Il s'occupa ensuite d'une question qui avait pris depuis peu de l'importance, l'émigration des habitants du Caire. Depuis la dernière insurrection, elle s'était développée au point que divers quartiers n'étaient plus qu'un désert. Belliard provoqua des mesures pour l'empêcher et réussit à la diminuer.

Vers le milieu du mois d'août, le général en chef apprit que des bâtiments turcs étaient partis d'Alexandrie, à destination de Rhodes et de la Syrie, afin d'y prendre des troupes qu'ils devaient débarquer en Égypte, entre Rosette et Aboukir. D'autre part, le grand vizir avait quitté Jaffa pour Gaza; il avait réorganisé son armée qui se montait à 20,000 hommes, dont 5,000, commandés par un pacha, occupaient déjà El Arich.

Ces bruits coïncidaient malheureusement avec une situation intérieure très troublée. Le général en chef avait modifié son attitude et était devenu peu accessible,

affectant de travailler beaucoup, tandis qu'en réalité de nombreuses affaires restaient en souffrance. Il s'était imaginé qu'il y avait, dans les officiers de l'armée, deux partis : l'un *coloniste*, qui voulait, comme lui, le maintien de notre domination; l'autre, *anti-coloniste*, dans lequel il rangeait ceux qui lui déplaisaient. Il était jaloux de plusieurs réputations; et, méconnaissant le dévouement des généraux les plus résolus à le seconder, il favorisait contre eux de sourdes menées de nature à affaiblir leur prestige et, par suite, les liens du commandement. Sa brouille avec Damas, bientôt connue de tous, avait produit le plus triste effet; les généraux Reynier et Friant firent près de lui une démarche en faveur de son maintien à la tête de l'état-major. Elle fut inutile. Il jalousait le premier et ne voyait pas le second parmi ses courtisans. Peu de temps après, Damas fut nommé commandant des provinces de Beni-Souef et de Fayoum, et s'éloigna définitivement. Il fut remplacé par le général de brigade Lagrange, qui avait toute la confiance de Menou. Ce dernier cependant n'en garda pas moins la plupart des questions à traiter, croyant ainsi mieux conserver son influence. Il n'en résulta que des retards dans les ordres et les décisions à prendre.

En résumé, après quelques mois de commandement, le général en chef avait encore diminué le peu de considération dont il jouissait. Ses innovations maladroites, son manque de tact et sa dissimulation lui avaient aliéné presque tous les chefs en sous-ordre. D'autre part, les leçons de morale et de probité qu'il affectait de donner à une armée qu'il trouvait démoralisée, et qui était si glorieuse, excitèrent des murmures dans les rangs des soldats.

Les musulmans eux-mêmes, qui avaient obéi à des hommes tels que Bonaparte et Kléber, regrettaient maintenant de ne pas voir à la tête du pays un général chrétien. Quant à l'administration elle fut bientôt tellement

changée et bouleversée que les intérêts de l'armée en souffrirent.

En voyant cet état de choses, un groupe de généraux, effrayés des conséquences qu'il pourrait avoir, résolurent d'aller le trouver. C'était au commencement de brumaire, an IX (octobre 1800). Reynier, Damas, Lanusse, Belliard et Verdier se rendirent chez lui; exposèrent la situation, ses causes, ses dangers et le supplièrent de suivre l'exemple de ses prédécesseurs, d'être réservé dans ses innovations, de modifier ses ordres du jour, de renoncer à ses déclamations sur la moralité, à ses relations avec des inférieurs en dehors de la voie hiérarchique, etc.; enfin ils lui reprochèrent son refus de souscrire au monument à élever à la mémoire de Kléber. La discussion s'anima. Menou, embarrassé, ne fit que des réponses vagues.

Cette démarche lui parut non une visite de camarades respectueux de son autorité, convaincus de la nécessité d'une union parfaite et d'une confiance réciproque, mais plutôt un acte d'indiscipline. Dès ce jour aussi, Belliard ne fut plus regardé par lui comme un homme sûr. Toutefois sa haine et ses rancunes se portèrent plus particulièrement sur les deux hommes qu'il détestait le plus : Reynier dont la belle réputation l'offusquait et Damas dont l'admiration pour Kléber offensait sa vanité. Ces deux chefs furent de sa part l'objet de rapports malveillants au Premier Consul, qui leur causèrent le plus grand tort. Belliard, confirmé dans son grade par un décret du 19 fructidor (5 septembre), était le moins ancien de ces généraux; et, ayant eu récemment des preuves de la bienveillance de Menou, il était forcé de se tenir sur une réserve, qui le préserva, momentanément, de ses vengeances.

Peu de temps après, eut lieu une seconde entrevue. Menou, qui avait réfléchi, promit de tenir compte des observations qui lui étaient présentées. Mais il fut telle-

ment froissé qu'il n'oublia jamais ces démarches, et en resta profondément irrité.

Par le fait, la situation n'en fut pas améliorée, au contraire. Le prestige du commandement suprême, très atteint déjà, en fut encore diminué; la responsabilité des généraux n'en fut pas dégagée et les tiraillements qui existaient dans les hauts grades en devinrent plus accentués. En réalité, ces tentatives dictées par une préoccupation louable, furent au moins risquées. Bonaparte les jugea contraires à la discipline et les désapprouva.

Vers la fin du mois d'octobre 1800, on reçut l'affligeante nouvelle de la mort de Desaix à Marengo. Ce fut pour l'armée un sujet de grande tristesse; car il était aimé et apprécié comme une de nos plus grandes illustrations militaires. Le général en chef, mal inspiré, attendit d'être forcé par l'opinion publique de commander une cérémonie pour rendre hommage à la mémoire de ce vaillant soldat. On éleva un cénotaphe, en vue du champ de bataille d'Héliopolis, et l'on rassembla les troupes le 10 brumaire an IX (31 octobre 1800). Le général en chef ne crut pas devoir faire l'éloge du glorieux défunt; et la méfiance dont il était l'objet empêcha les autres généraux de prendre à leur tour la parole. Personne ne se leva pour honorer la brillante carrière de Desaix. Ce silence produisit une pénible impression; et de la part de tous, ce fut une faute. La cérémonie manqua absolument du caractère qu'elle devait avoir.

Menou très aigri contre ses généraux, sentant qu'il avait parmi eux des ennemis, chercha à s'en débarrasser et fit proposer des passeports pour rentrer en France, à Damas, Lanusse et Verdier. Ceux-ci, guidés par l'intérêt de l'armée, qu'ils voyaient mal commandée, refusèrent. Les relations n'en furent que plus tendues.

Le général en chef adressa alors au Premier Consul des rapports malveillants contre ces chefs militaires,

qu'il signala « au moins comme inutiles, pour ne pas dire plus ».

Deux jours après la cérémonie en l'honneur de Desaix, un officier parti de France, arriva au Caire, apportant au général Menou, la confirmation officielle de son titre de commandant en chef. A partir de ce moment, se sentant le maître incontesté de la situation, le général Menou accentua la mauvaise direction qu'il avait imprimée aux affaires. Il lança contre ses généraux des insinuations perfides qu'il envoya même en France, par lesquelles il les accusait d'avoir voulu le forcer à donner sa démission ou à évacuer l'Égypte; puis d'avoir songé à le faire arrêter; « mais il leur en avait imposé par sa fermeté ».

Ses subordonnés, se sentant calomniés, tentèrent, dans leurs correspondances, d'expliquer leur conduite à Paris.

Une pareille situation devait amener la perte de l'Égypte. Belliard le pressentait et en souffrait cruellement. Mais sa responsabilité, ses fréquents rapports avec le général en chef et les mobiles élevés qui inspiraient ses actes, le tinrent longtemps en dehors de ces tiraillements. Il ne s'occupait que de son service et le faisait avec le plus grand zèle, persuadé qu'un pareil état de choses conduirait tôt ou tard l'armée à sa perte.

Un avis parvenu à Menou, le 23 brumaire (13 novembre 1800), vint justifier ses appréhensions. On annonçait que le grand vizir allait être remplacé par Ahmet Pacha; qu'il y avait 12,000 hommes en avant d'El Arich; enfin que le nouveau vizir était parti de Jaffa avec 20,000 hommes, 30 bouches à feu et quelques grosses pièces, mortiers et obusiers. D'autre part, la peste continuait ses ravages à Gizeh et au Caire.

Dans le courant de frimaire (décembre 1800), les rapports entre le général en chef et Belliard commencèrent à s'aigrir. Une affaire de personnel les porta tout à coup à un degré d'acuité extrême. Un de ses inférieurs, le général de brigade Valentin, un des courtisans de Menou,

ayant occupé une maison du Caire sans l'autorisation du commandant de place, ce dernier voulut l'en faire sortir. Le général en chef approuva d'abord, puis, se ravisant, à la suite d'une démarche de l'intéressé, il donna à Belliard un ordre contraire. Celui-ci n'y tint plus. Son autorité même était méconnue. Il adressa alors au général en chef et au général Valentin les lettres suivantes, dans lesquelles son caractère ressort tout entier.

Au général en chef.

1er nivôse, an IX (21 décembre 1800).

J'estime, mon général, tous ceux que je crois dignes de l'être et j'ai des égards pour tout le monde; je ne crois pas en avoir jamais manqué envers qui que ce soit. J'ai peut-être une manière de servir qui ne convient pas à tout le monde; je suis peut-être trop rigide, j'exige que chacun soit à sa place et s'occupe de ce qui le regarde; la hiérarchie militaire le veut ainsi et je ne m'en écarterai jamais. Vous ordonnez que le général Valentin reste dans sa maison; vous serez obéi. Je ne vous rappellerai pas qu'il y a deux jours vous m'ordonnâtes de l'en faire sortir. Je savais votre décision avant d'avoir reçu votre ordre. La lettre que m'a écrite le général Valentin m'a fait connaître, par son style, qu'il avait eu raison près de vous; mais comme il se trouve avoir tort envers moi, pour s'être écarté des égards qu'il me doit, je viens de le mettre aux arrêts; vous déciderez s'il doit les garder, et vous fixerez le temps. Ci-joint copie de sa lettre et de celle que je lui ai écrite.

Depuis que je sers, mon général, je le fais loyalement; je n'ai jamais été froissé (1) de petites tracasseries qui se répètent trop souvent et qui rendent le service ennuyeux et désagréable. Je vous prie, mon général, de me donner un successeur pour le commandement de la place du Caire. Vous trouverez facilement quelqu'un qui pourra me remplacer et qui remplira peut-être mieux vos vues. Je n'en serai pas moins porté à me rendre utile lorsque les circonstances

(1) Le mot *froissé* remplace un mot illisible.

l'exigeront et jaloux de mériter la confiance et l'estime de mes chefs.

Au général Valentin.

1er nivôse, an IX (21 décembre 1800).

Je n'ai jamais persécuté personne, citoyen général; vous avez vécu assez longtemps avec moi pour savoir que ce n'est pas mon caractère. J'exige à la vérité, lorsque je commande quelque part, que chacun reste à sa place et que l'on ne s'écarte pas des égards que l'on doit à ses supérieurs. Comme vous avez oublié ceux que vous me devez dans la lettre que vous m'avez écrite aujourd'hui, vous voudrez bien, citoyen général, garder les arrêts jusqu'à ce que le général en chef, auquel j'en rends compte, en ordonne autrement. J'en préviens aussi votre général divisionnaire.

Le général Menou s'accommodait très bien du service sûr et vigilant de Belliard. Il aurait été d'ailleurs embarrassé de le remplacer. Il lui répondit de manière à atténuer les torts du général Valentin et, lui témoignant de nouveau sa confiance, lui ordonna de garder ses fonctions. Belliard obéit; mais la lettre du général en chef ne pouvait effacer les traces du conflit. A dater de ce moment, tout en se montrant respectueux et subordonné, Belliard apporta une plus grande attention aux ordres émanés du général Menou. Il lui répondit tout d'abord.

Au général en chef.

2 nivôse, an IX (22 décembre 1800).

Lorsque je vous ai écrit, mon général, qu'un autre remplirait peut-être mieux vos vues, j'ai voulu seulement parler dans le commandement de la place du Caire et pour la manière de servir. J'ai cru, je vous l'avoue, apercevoir depuis un mois, que vous ne me témoignez pas autant de confiance que vous le faisiez dans les commencements, sans savoir à quoi en attribuer la cause, car je ne crois pas avoir rien fait qui puisse me l'avoir fait perdre. J'ai éprouvé des désagréments que je ne méritais sûrement pas et que je ne rappellerai point. Tout cela m'a engagé à vous demander de me

faire remplacer; vous en ordonnez autrement, je ne sais qu'obéir; je continuerai mes fonctions. Je ne vous parlerai plus de l'affaire du général Valentin; bien sûrement, si je voulais l'approfondir, vous verriez que les torts ne sont pas de mon côté. C'est la première altercation que j'ai eue avec un de mes camarades et si, lorsque je vous en parlai, vous n'eussiez pas ordonné l'évacuation, c'eût été une affaire finie.

Croyez, mon général, que vous n'êtes pas le seul qui ayez en vue le bien de notre pays; depuis dix ans je travaille aussi, et, si je n'avais été guidé par le désir de contribuer à son bonheur, bien sûrement je n'aurais pas quitté ma famille que j'aime, pour venir dans les camps chercher un bonheur qu'on ne trouve qu'au sein de l'amitié.

AUGUSTE BELLIARD.

Après cet échange de correspondances, les relations entre le général en chef et le commandant du Caire, devenues assez froides, se bornèrent aux rapports de service. C'était très regrettable.

Dans le courant de nivôse (décembre 1800) le nouveau chef d'état-major de l'armée fut nommé divisionnaire. Lui aussi naturellement était en froid avec Belliard qui ne lui écrivait plus qu'en l'appelant : citoyen général.

Menou changeait souvent d'avis, et n'hésitait pas, dans ce cas, lorsqu'il avait donné un ordre verbal, à le nier le lendemain. Il agit ainsi avec Belliard, dans les premiers jours de février. Ce dernier lui écrivit pour lui rappeler ses déclarations de la veille, qu'il semblait avoir annulées et il ajouta : « A l'avenir, je vous ferai tous mes rapports par écrit, afin que vous puissiez les mettre sous les yeux, lorsque vous en aurez besoin ».

A ce moment, Belliard s'absenta du Caire pendant six jours, pour une affaire de service et laissa à son chef d'état-major, Duranteau, le soin de le suppléer.

Dans l'intervalle, le général en chef annonça aux troupes l'attentat dont le Premier Consul avait failli être victime à Paris; et, avec une duplicité singulière il mêla à son ordre du jour des faits qui lui étaient personnels,

en se plaignant de ses ennemis. Sa communication était de nature à exciter l'indignation, à la fois contre les auteurs de l'attentat et contre les chefs militaires qu'il détestait. C'était odieux. Mais ce fut contre lui-même que se souleva l'opinion publique. Néanmoins les généraux Reynier, Damas, Lanusse et Belliard se sentirent visés; et plusieurs lui écrivirent pour lui demander de préciser ses inculpations.

Menou leur répondit par une circulaire vague dans laquelle il disait n'avoir jamais eu l'intention de désigner ses généraux. Ceux-ci durent s'en contenter; mais personne ne s'y trompa.

Pendant ce temps la situation s'aggravait. Déjà, en nivôse, on avait été prévenu par des espions que les Anglais préparaient un grand effort contre l'Égypte. Mais le général en chef affecta de ne pas y croire et d'admettre que l'armée du grand vizir était seule en mesure de tenter une attaque. Par suite, il dégarnit la côte des troupes qui s'y trouvaient. Or, on savait bien que le peu de cohésion des troupes turques ne leur permettait d'agir que très lentement et que les véritables ennemis étaient les Anglais.

Au même moment, le grand vizir redoutant une campagne contre notre armée, chercha à entamer des négociations par l'intermédiaire de Mourad-Bey.

Ce dernier envoya au Caire, son représentant le plus avisé, déjà bien connu de nos chefs, le Bey Osman el Bardisy. Il se présenta à Belliard, le 18 pluviôse (6 février 1801) et obtint le lendemain une audience de Menou. Suivant les instructions de Mourad, désireux de nous prouver sa fidélité et de nous aider à vaincre, il fit connaître le plan de nos adversaires : une armée anglaise de 18,000 hommes, renforcée des troupes du Capitan Pacha (amiral turc) devait débarquer pendant que le grand vizir traverserait le désert avec son armée et qu'une escadre anglaise, partie des Indes, débarquerait

un corps de troupes à Suez. — Cependant le grand vizir offrait de traiter.

Cette démarche plaçait Menou en excellente posture. En présence de trois groupes ennemis séparés par de grandes distances et dont l'un se retirait avant la lutte, l'armée française facile à concentrer et aguerrie par tant de victoires, était sûre d'assaillir les Anglais, avec une supériorité incontestée, de les écraser au premier choc et de sortir de cette épreuve plus forte encore que par le passé.

Au lieu d'adopter cette combinaison, et de combler Osman-Bey de présents et d'attentions, Menou crut lui donner une plus haute idée de sa personne, en le recevant avec une hauteur dédaigneuse, et en blâmant Mourad non seulement de lui avoir envoyé cette communication mais surtout d'être en relations avec notre ennemi, le grand vizir. En même temps il éprouva le besoin de critiquer les actes de son prédécesseur et de tenir sur Kléber, qui en avait tant imposé aux indigènes, des propos offensants. C'était un aveuglement insensé.

Osman-Bey qui était intelligent, fin et dévoué à notre cause, fut absolument froissé et tellement indigné des paroles prononcées sur Kléber, que dans une visite au général Damas et à l'ordonnateur Daure, il ne dissimula pas ses impressions et ajouta qu'il craignait de voir un pareil général en chef causer la perte de l'armée française. Quant à la proposition du grand vizir, Osman attendait la réponse du général Menou. Elle ne se fit pas attendre. Il reçut simplement l'ordre de quitter le Caire et de rejoindre Mourad.

Cette manière d'agir fut d'autant plus malheureuse qu'Osman-Bey devait être appelé avant peu à prendre la succession de Mourad. Belliard, mis au courant de ces entrevues, fut navré des fautes dont il était témoin.

Les nouvelles, qui parvinrent au Caire à ce moment, étaient bien faites pour justifier ses appréhensions.

Les Anglais, tenus au courant des faiblesses de Menou, résolurent de s'établir d'abord sur quelques points, de s'y fortifier et de tâcher d'y maintenir leurs troupes en usant nos efforts jusqu'à l'arrivée du grand vizir. Ils firent une première apparition dans la rade d'Aboukir, le 10 ventôse (28 février 1801). Elle fut connue au Caire, le 13 (3 mars), à 3 heures de l'après-midi.

Il était de tradition en pareil cas de concentrer de suite l'armée pour s'opposer au débarquement de l'ennemi. Au lieu de cela, Menou envoya Reynier à Belbeïs, sur la route de Syrie, avec deux demi-brigades, et son artillerie divisionnaire; Morand, à Damiette, à 150 kilomètres environ d'Aboukir, avec 500 hommes de la division Rampon, et le général Brun à Aboukir, avec le 22ᵉ régiment de chasseurs, réduit à un effectif de 230 chevaux. La division Lanusse ne devait partir que plus tard.

Le général en chef persistait dans l'idée de voir son principal adversaire en Syrie, tandis que ses généraux, et Belliard le premier, se préoccupaient surtout d'une descente de troupes anglaises sur la côte.

Cette dissémination des troupes était un gros danger; Reynier prit sur lui de lui exposer ce qu'il croyait utile au succès de nos armes et voulut lui démontrer qu'il aurait le temps de battre les Anglais avant l'arrivée des Turcs, qui étaient toujours très lents dans leurs mouvements. Mais une observation de Reynier suffisait pour indisposer Menou et le rendre méfiant. Il n'en tint aucun compte.

Pendant ce temps, les Anglais avaient commencé à débarquer leurs troupes, le 17 ventôse (7 mars). Le général Friant qui était seul sur la côte, avec 1,550 soldats d'infanterie, 180 cavaliers et 10 bouches à feu, tenta de s'y opposer, malgré l'énorme disproportion des forces. Il avait en effet devant lui 5,850 hommes de troupes d'élite, soutenus par de nombreuses canonnières. Dans

ces conditions, ses efforts furent inutiles et il dut se retirer sur Alexandrie, qui n'était pas défendue.

Depuis quelques jours, Menou, comprenant qu'il devait se mettre à la tête de ses troupes, avait annoncé son départ du Caire. Belliard s'empressa alors de lui remettre, le 13 ventôse (3 mars), un rapport exposant l'état défectueux des défenses de la capitale et faisant ressortir les effectifs indispensables pour repousser une attaque. Il le prévint que certains forts n'étaient pas encore approvisionnés et qu'il y avait lieu d'y pourvoir sans retard. Il ajoutait : « Je crois, mon général, que pour maintenir la tranquillité dans la ville du Caire, pendant votre absence, il serait nécessaire de faire arrêter et garder à vue les principaux cheiks et négociants de la ville. »

Le général en chef ne parut pas se préoccuper de ce rapport. D'autre part, Belliard qui avait des espions de différents côtés et qui était toujours bien renseigné, lui annonça, le 18 ventôse (8 mars), que l'armée du grand vizir, concentrée à El Arich, se mettrait en mouvement sept jours après. Les cheiks arabes, de la ville et des villages environnants, avaient été invités à se tenir prêts à seconder ses opérations et à rassembler des vivres pour son armée.

Le débarquement des Anglais fut connu au Caire, le 20 ventôse (10 mars), à 5 heures du soir. Tout le monde comprit alors la faute commise. La cavalerie, laissée à Boulaq, aurait pu être à Aboukir, le 17, jour du débarquement. 10,000 hommes et 50 bouches à feu auraient pu s'y trouver le 20 et détruire la petite armée anglaise avant qu'elle fût organisée. Pour comble de malheur, on annonçait l'arrivée du grand vizir en personne à El Arich et l'apparition de l'escadre anglaise des Indes, à Suez.

Il n'y avait plus à tergiverser. Menou quitta le Caire, le 21 (11 mars), laissant à Belliard la responsabilité d'une défense qui n'était rien moins qu'assurée. Le même jour,

ce dernier jugea prudent d'envoyer à son ami Donzelot, dans la Haute-Égypte, l'avis ci-après :

Au général Donzelot.

21 ventôse, an IX (11 mars 1801).

Les Anglais ont débarqué à Aboukir, mon cher Donzelot, toute l'armée est en marche pour aller se battre. Comme il serait possible que les événements vous obligeassent à descendre, faites vos préparatifs et tenez-vous prêt à partir.

Désormais Belliard était forcé de correspondre chaque jour avec le général en chef et de se tenir au courant des événements qui le menaçaient. Sous ce rapport, fidèle à son devoir et restant pour son supérieur un subalterne dévoué, il lui adressa ses comptes rendus, dès le lendemain de son départ.

Au général en chef.

22 ventôse, an IX (12 mars 1801).

Je vous adresse, mon général, une lettre du général Rampon; j'ai fait part, au commissaire des guerres qui remplace l'ordonnateur en chef, des besoins qu'on a à Damiette et d'y faire passer de suite tout ce qu'il pourrait.

Les 13e et 85e demi-brigades sont parties ce matin du Caire pour aller vous joindre.

Les généraux Reynier, Damas et Baudot sont partis avec eux.

D'après les rapports que j'ai reçus ce matin, il paraît que l'armée du vizir est en mouvement pour se rendre du côté d'El Arich ; on croit qu'ils se porteront sur Teniet ; j'ai envoyé plusieurs espions; j'espère avoir bientôt des nouvelles et je vous les ferai connaître.

Il me reste très peu de moyens, comme vous le savez, mon général, pour m'opposer à l'armée ennemie, si elle se présentait devant le Caire ; je ferai cependant tous mes efforts pour l'empêcher d'entrer dans la place et pour défendre...... et Gizeh.

Je vais écrire au général Donzelot de descendre au Caire

en ramassant toutes les garnisons qui sont dans la Haute-Égypte.

L'évacuation de ce pays ne peut, je crois, nous faire aucun tort; car, si nous battons l'ennemi, comme je l'espère, la reprise des positions ne sera pas difficile; tandis que si la chance des événements n'était pas heureuse pour nous, les forces de la Haute-Égypte réunies à celles que nous avons ici peuvent devenir très utiles.

J'écrirai à Mourad pour le prévenir de ce qui se passe et l'engager à descendre à Syout ou à Minieh, ou même à Beni-Souef, pour maintenir les Arabes et les habitants qui pourraient vouloir nous inquiéter.

Je n'ai point encore reçu des nouvelles d'Alexandrie depuis votre départ; je suis inquiet de ce qui se passe sur la côte; je vous prie de m'écrire aussitôt que vous en serez instruit. Le Caire est toujours tranquille; il y a cependant quelques habitants qui s'en vont.

J'ai écrit à Suez pour prévenir Tarcyre d'envoyer pour reconnaître si les rapports qu'on a faits sur les Anglais sont vrais.

J'attendrai les nouvelles d'Aboukir pour expédier vos lettres au général Donzelot.

AUGUSTE BELLIARD.

Belliard, laissé au Caire avec des pestiférés, des malades, des blessés et 300 à 400 hommes disponibles, navré de ce qu'il voyait, pressentait les plus grands malheurs. Il était persuadé qu'il recevrait peu d'indications du général en chef, encore moins de secours et qu'il était menacé, si nous éprouvions un échec sur la côte, de voir arriver sur lui l'armée turque, renforcée par les troupes anglaises. Résolu à faire son devoir avec la dernière énergie, il prit toutes les mesures qui dépendaient de son initiative.

Craignant d'abord pour le sort du brave Donzelot, abandonné au fond de l'Égypte, si loin de tout appui, il lui adressa deux lettres destinées à l'éclairer sur la situation.

Au général Donzelot.

22 ventôse, an IX (12 mars 1801).

Je vous ai écrit hier, mon cher Donzelot, pour vous prévenir du départ de l'armée et du général en chef pour marcher sur la côte.

Le 17 au matin, les Anglais ont débarqué à Aboukir, à l'endroit même où les Turcs avaient opéré leur débarquement; il y a eu un combat assez vif. Friant, qui avait peu de troupes, a été obligé de se retirer à quelque distance du lieu du débarquement pour attendre les renforts qu'on lui a envoyés; depuis le 17, je n'ai rien d'officiel d'Alexandrie; mais je pense que le 19, le général Lanusse aura dû se réunir avec trois demi-brigades et deux régiments de cavalerie.

Il paraît que l'armée du vizir veut aussi faire un mouvement; mais j'espère qu'il sera long; au moins je le désire; car si l'armée se présentait au Caire, je ne pourrais pas lui opposer grande résistance avec trois ou quatre cents hommes que j'ai de disponibles. Je crois donc, mon cher Donzelot, qu'il est indispensable que vous évacuiez la Haute-Égypte; nous la reprendrons sans beaucoup de peine lorsque nous aurons bien battu nos ennemis et la réunion de vos troupes aux miennes devient indispensable. Ainsi tenez-vous prêt à partir; faites vos dispositions pour pouvoir vous mettre en route aussitôt que je vous en enverrai l'ordre. Je vous écrirai ce soir ou demain; j'attends toujours des nouvelles d'Alexandrie et de Salahieh qui décideront de votre mouvement.

Il est arrivé dans le port d'Alexandrie un bâtiment venant d'Ancône, ayant à bord un adjudant général chargé de dépêches pour le général en chef. Je ne sais pas ce qu'elles contiennent.

Si vous avez des grains à votre disposition faites-les filer le plus tôt possible sur le Caire; nous en avons besoin.

Cette lettre, qui devait mettre longtemps à arriver, ne constituait pas encore un ordre d'évacuation; et Belliard, qui avait insisté auprès du général Menou pour obtenir cet ordre au plus tôt, était impatient de le recevoir. Les

14

autres généraux étaient dans le même cas et attendaient vainement des instructions ou des avis. Dans leur incertitude, ils s'adressaient au commandant du Caire, qui prévint ainsi le général Rampon, à Damiette, des événements qu'il connaissait et de ceux qu'il redoutait. « J'attends avec impatience, lui disait-il, quelque chose d'officiel; je vous le ferai connaître. »

Le lendemain, étant toujours sans nouvelles et n'y tenant plus, il prit sur lui d'envoyer à Donzelot, l'ordre de revenir.

Au général Donzelot.

24 ventôse, an IX (14 mars 1801).

Je n'ai point de nouvelles de l'armée, mon cher Donzelot, ni des progrès que peuvent avoir faits les Anglais. Il paraît cependant, d'après les rapports que j'ai eus de soldats, qu'ils ont mis à terre dix à douze mille hommes. Ils auront eu le temps de s'établir avant l'arrivée de l'armée. Le vizir fait filer des vivres et des munitions sur El Arich, ce qui annoncerait un mouvement de son côté; mais je n'ai pas encore de certitude qu'il soit en marche. Cependant on doit penser que l'expédition des Anglais est combinée avec les Turcs et que ces derniers se porteront sur l'Égypte.

... Concertez votre mouvement avec Mourad-Bey si vous le voyez nécessaire; ci-joint la lettre que je lui écris. Comme vous êtes sur les lieux et que vous pouvez être plus à même que personne de juger de ses bonnes ou mauvaises dispositions d'après les événements actuels, je vous laisse le maître de garder la lettre si vous croyez qu'il soit changé; mais il a paru trop loyal pendant le siège du Caire où il pouvait nous faire du mal pour ne pas rester fidèle à ses engagements, et, dans ce moment, il peut nous être de la plus grande utilité.

Voici le moment de crise, mon cher ami, j'espère que la fortune ne nous abandonnera pas et que, jointe à la bravoure de nos troupes, elle nous fera vaincre nos ennemis.

Belliard écrivait tous les jours au général en chef et, suivant ses prévisions, n'en recevait jamais un mot. Il prenait néanmoins les mesures exigées par les cir-

constances et sentait combien le poids de sa responsabilité augmentait. Il se soulageait en s'épanchant dans ses lettres à Donzelot, mais sans se faire illusion; il terminait ainsi sa lettre du 26 ventôse (16 mars) : « Si les rapports qu'on me fait sur les Turcs sont vrais et si l'armée du vizir ne se met pas en mouvement de suite et qu'elle donne le temps à nos troupes de revenir au Caire, après avoir battu les Anglais, il faut convenir qu'ils sont bien bêtes et que nous sommes bien heureux. »

Ses agents indigènes le tenaient au courant de ce qui se passait en Syrie, et lui permettaient de transmettre au général en chef d'utiles avis. Le 29 ventôse (19 mars), il le prévint que le camp turc d'El Arich contenait 10,000 hommes, commandés par Ibrahim, Pacha d'Alep; qu'Abou Marek occupait Gaza avec 4,000 hommes levés dans les tribus environnantes. Le grand vizir était à Gaza, depuis le 22, et la peste faisait de grands ravages dans les camps ennemis. Les soldats turcs redoutaient une rencontre avec les Français.

Le général Menou ne s'occupait plus de ce qui se passait en Syrie; mais ne se pressait pas d'atteindre la côte. Il se bornait à donner quelques ordres et semblait attendre la suite des événements avec une sorte de fatalité orientale.

Les premières mesures qu'il avait prises, en apprenant le débarquement des Anglais, avaient eu pour résultat de disperser les troupes sur des points éloignés du théâtre de la lutte. Mais à la suite du combat malheureux de Friant, il lui avait envoyé Lanusse. Leur réunion, effectuée le 29 ventôse (19 mars), les laissait encore trop faibles. A eux deux, avec le général Brun, ils comptaient 3,850 hommes, 520 cavaliers et 21 bouches à feu. Les Anglais, dont le débarquement était achevé, avaient 16,000 fantassins, 2,000 soldats de marine, 200 cavaliers et 10 canons.

Malgré cette disproportion de forces, Lanusse et Friant crurent devoir les attaquer. Le premier engagea l'action, le 2 germinal (22 mars), en se jetant sur leur gauche qui semblait isolée. Mais il se heurta à des masses bien dissimulées, qui l'écrasèrent de leurs feux. Ses troupes plièrent. Friant vint le soutenir, mais ne put refouler l'ennemi.

Tous deux, craignant de s'engager davantage, prirent position sur les hauteurs de Nicopolis. Les Anglais, rendus prudents par la vigueur de leurs adversaires, n'osèrent les assaillir et se contentèrent de se fortifier sur le terrain qu'ils occupaient. Lanusse avait été légèrement blessé. Après cet échec nos troupes rentrèrent à Alexandrie qu'il fallait maintenant songer à défendre.

Ces détails, parvinrent promptement à Belliard qui les transmit à Donzelot.

Au général Donzelot.

3 germinal, an IX (23 mars 1801).

Des lettres particulières arrivées à Rahmanieh, mon cher Donzelot, annoncent qu'il y a eu, le 2, une affaire très vive dans les environs d'Alexandrie et qui a coûté beaucoup de monde aux deux partis. Il paraît, si on veut ajouter foi à ces différentes lettres, que nous avons eu beaucoup d'officiers de tués, au nombre desquels se trouve Dorsenne et un chef d'escadrons du 3e dragons; le chef de brigade Latour est dangereusement blessé; le général Brun a eu deux chevaux blessés sous lui. Nos troupes se sont battues avec une valeur incroyable; mais elles ont dû céder au nombre et l'ennemi forme, dit-on, le blocus d'Alexandrie.

Si toute l'armée s'était trouvée à Alexandrie le 2, comme elle pouvait le faire, il y a apparence que la bataille eût été décisive et que les Anglais eussent été forcés de se rembarquer, ou de se rendre prisonniers. Mais j'espère que ce qui est différé ne sera pas perdu; l'armée est maintenant réunie, les soldats sont dans la meilleure disposition et ils sauront encore ranger la victoire sous nos drapeaux. Aussitôt que

j'aurai des nouvelles certaines, je vous enverrai un courrier.

Descendez bien vite, mon cher Donzelot, et venez nous joindre. Je pense que Mourad-Bey, d'après la lettre que je lui ai écrite, vous suivra jusqu'à Minieh; s'il est toujours de bonne foi et qu'il veuille faire cause commune avec les Français, il pourra nous rendre de très grands services, si la bataille d'Alexandrie ne tournait pas à notre avantage. Si vous avez l'occasion de le voir et de lui écrire, faites-lui bien sentir que ce sont ses intérêts et que si jamais les Français consentaient à évacuer l'Égypte, ce ne serait qu'à condition qu'il en deviendrait souverain.

Tandis qu'il expédiait cette lettre, Belliard recevait les plus graves nouvelles de l'armée turque. Elle s'était mise en marche sur le Caire; combinant son mouvement avec celui des Anglais. Toutefois, il espérait encore que la réunion des troupes de Menou à celles de Friant et Lanusse avait permis de livrer près d'Alexandrie une bataille décisive. Si ce succès avait couronné nos efforts, le général en chef devait être en mesure de lui envoyer des renforts avec lesquels il lutterait avantageusement. Il lui écrivit dans ce sens.

Au général en chef.

Le 3 germinal, an IX (23 mars 1801).

Le commandant de Belbeïs m'écrit à l'instant, mon général, qu'il vient d'être instruit par plusieurs cheiks arabes, que l'ennemi s'est établi à Sababia en assez grand nombre d'infanterie et de cavalerie, commandé par un pacha et que d'autres troupes sont en route pour rejoindre les premières. Il y a apparence que l'ennemi va se porter sur le Caire; nous lui opposerons tous nos moyens, mon général, pour les empêcher d'entrer dans la place; mais vous savez combien nous sommes faibles et qu'il est urgent que les troupes reviennent d'Alexandrie à grandes journées, si elles ne sont plus utiles contre les Anglais. J'écris aux commandants de Salahieh et de Belbeïs de faire partir beaucoup d'espions, afin de connaître les mouvements de l'ennemi. Je leur

ordonne aussi de faire la plus vigoureuse résistance s'ils sont attaqués.

Je vous tiendrai au courant de tout ce qui pourra se passer jusqu'à votre retour. Ci-joint copie de la lettre du commandant de Belbeïs.

Le lendemain, pressé par les événements et inquiet de ne rien recevoir du côté d'Alexandrie, Belliard écrivit de nouveau au général en chef, en lui exposant l'imminence de plus en plus grande des dangers qui le menaçaient.

Au général en chef.

4 germinal, an IX (24 mars 1801).

Je vous ai écrit hier, mon général, par un exprès et par un officier que j'ai envoyé près de vous, pour vous prévenir que l'armée du vizir était en marche et que, d'après le rapport du commandant de Belbeïs, l'avant-garde paraissait être établie à Sababia. Hier soir, j'ai fait réunir le divan; quatre des principaux membres ont été arrêtés et conduits à la citadelle, ainsi que plusieurs chefs des marchands.

Aussitôt la nouvelle reçue, j'ai écrit à Damiette et au général Donzelot; j'ai ordonné au détachement, qu'on m'a dit être à Samensouf, de se rendre à Menouf pour se réunir à la garnison.

D'après les rapports que j'ai reçus ce matin, il paraît que l'armée du vizir doit se diviser en deux parties; la cavalerie doit passer par le désert et venir du côté de Bassatin; l'infanterie doit se porter directement par Birket sur Bab-el-Nas. J'ai fait partir hier soir un détachement de dromadaires sur Belbeïs; cette nuit, j'ai fait pousser une reconnaissance sur Birket-el-Hadji. Aussitôt qu'on sera rentré, je vous enverrai le rapport du commandant. Je n'ai encore rien reçu de Salahieh; il est surprenant que les dromadaires qui sont assez souvent en course n'aient point eu connaissance du mouvement des ennemis.

Depuis votre lettre de Damanhour, je n'ai point eu de nouvelles de l'armée; sans doute que les courriers que vous m'avez envoyés ont été interceptés. Je suis cependant bien impatient, mon général, ainsi que tous les Français qui se

trouvent au Caire, de savoir les résultats de la bataille que vous avez dû livrer à l'ennemi.

S'il vous est possible, mon général, faites partir bien vite des troupes pour le Caire et qu'elles viennent à grandes journées.

Ci-joint copie d'une lettre que j'ai reçue du général Morand et d'une écrite à Malem Jacob par un cophte de Damiette.

P.-S. — A l'instant, Monmarie est rentré de reconnaissance de Birket-el-Hadji; il n'a rien découvert.

Les appréhensions de Belliard n'étaient malheureusement que trop justifiées. Après bien des journées perdues, une partie de l'armée s'était enfin trouvée réunie, le 29 ventôse (19 mars), sous les murs d'Alexandrie. La veille, le petit fort d'Aboukir, écrasé par les bombes et les boulets, avait dû capituler.

Malgré cet échec, les forces qui se trouvaient alors rassemblées dans la main du général en chef pouvaient encore, avec une prompte résolution et une direction habile, vaincre les Anglais, avant qu'ils aient achevé leurs ouvrages de défense. Elles comptaient 8,330 fantassins, 1,380 cavaliers et 46 canons. Les Anglais, comme on l'a vu, avaient environ 18,000 hommes, 12 pièces attelées et 30 canons dans leurs redoutes. Menou se décida à attaquer, en adoptant le plan de Lanusse.

Le 30 ventôse (20 mars 1801), nos colonnes se portèrent sur l'aile gauche ennemie. Malheureusement, au début même de l'action, le brave Lanusse reçut une blessure mortelle. Nos soldats pleins de confiance dans ce chef éprouvé, en furent ébranlés et leur première offensive fut ralentie. L'attaque qui fut tentée ensuite par le général Rampon, se trouvant exposée à des feux bien dirigés, ne put réussir. L'adjudant commandant (1)

(1) Un décret du 27 messidor, an VIII (15 juillet 1800) avait décidé qu'à l'avenir les adjudants généraux s'appelleraient adjudants commandants et leurs adjoints, adjoints d'état-major.

Sornet avait été tué des premiers. Les principaux chefs de colonnes furent mis à leur tour hors de combat. La troupe hésita et finalement fut arrêtée par l'intensité des feux ennemis.

Le général Reynier, voyant que le général Menou, resté sur les derrières de l'armée, ne donnait aucun ordre, essaya de rétablir le combat. Ses efforts furent inutiles. La majeure partie de nos combattants étaient dispersés, sans chefs et sans moyens de se réunir ou de se réorganiser. Néanmoins Reynier et Friant tentèrent une nouvelle attaque avec l'aile droite, tandis que Lanusse, faisait vainement supplier le général en chef de le remplacer par le général Damas. Menou cependant sentait qu'il fallait prendre de nouvelles dispositions pour empêcher une défaite imminente. Ayant rencontré sa cavalerie, il lui ordonna de charger. Le général Roize, qui la commandait, lui fit observer que ce n'était pas le moment. Loin de comprendre que cet avis n'avait d'autre but que de parer à son inexpérience, Menou insista. On obéit et cette tentative fut repoussée avec de grandes pertes. Roize fut tué et un grand nombre d'officiers furent mis hors de combat. De son côté l'armée ennemie avait éprouvé un grand malheur. Son général en chef, Abercromby, avait été atteint d'une blessure mortelle. Pendant ce temps, nos cavaliers, fidèles à leurs traditions, chargeaient successivement avec leur impétuosité habituelle les deux lignes anglaises, et pénétraient jusqu'aux réserves. Mais celles-ci n'étaient pas ébranlées; elles redoublèrent leurs feux et forcèrent nos escadrons à reculer en désordre, après avoir perdu le quart de leur effectif.

Reynier demanda alors à Menou d'ordonner la retraite pour sauver au moins une partie de l'armée. Le général en chef, voulant faire preuve de ténacité, rejeta cette demande; et ce fut seulement après deux heures d'indécision et de luttes inutiles, qu'il s'y décida.

Elle s'effectua en bon ordre sur les hauteurs de Nicopolis; et les Anglais, très éprouvés de leur côté, ne firent aucune poursuite.

Le lendemain 1er germinal (21 mars), l'armée n'ayant pas reçu d'ordres, Reynier se rendit chez le général en chef, pour lui faire connaître que la position de Nicopolis était trop étendue et qu'on ne pouvait y attendre l'armée anglaise très supérieure en nombre. Il en conseilla une autre, expliqua qu'il était urgent de protéger Rosette et El Rahmanieh, de faire sauter les forts inutiles et de rallier tous les détachements isolés. Il proposa de concentrer toutes les forces disponibles sur ce dernier point, en laissant des garnisons suffisantes à Alexandrie, à la citadelle du Caire, au fort Julien et à Lesbeh.

Menou, qui détestait Reynier, ne fit rien de ce qu'il proposait et adopta seulement quelques demi-mesures. Il prescrivit à Belliard de lui envoyer à Rahmanieh, 1,200 hommes, qui devaient plus tard se réduire à 600 et de presser le retour des garnisons de la Haute-Égypte. Ces dispositions n'inspirèrent confiance à personne, et l'état moral des troupes, ébranlé par les derniers échecs, se trouva bientôt très déprimé.

D'autre part, les généraux, dispersés comme les troupes, furent dans l'impossibilité de se concerter entre eux. D'ailleurs, à ce moment, les espérances de succès s'étaient évanouies et personne ne songeait plus à prendre une initiative quelconque, ou à engager sa responsabilité. Chacun attendait des ordres qui ne venaient pas, et tout espoir dans le chef suprême avait disparu.

En recevant les dernières nouvelles de l'armée, Belliard n'eut plus de doutes sur l'avenir qui lui était réservé : le Caire serait assailli avant peu par des forces écrasantes, sans èspoir de secours. Il prit dès lors les mesures commandées par les circonstances et en informa le général en chef.

Au général en chef.

4 germinal, an IX (24 mars 1801).

Je reçois à l'instant, mon général, votre lettre datée d'Alexandrie du 1er germinal. Il paraît que l'affaire a été très malheureuse pour nous; notre perte est considérable.

Vous me marquez de faire partir le général Robin avec douze cents hommes; vous savez qu'ils n'existent pas au Caire. Le général Donzelot n'étant pas encore arrivé, et je ne l'attends pas avant le 10 ou le 12, je m'en vais ramasser tout ce que j'ai de disponible au Caire et cela partira avec le général Robin. La position où je me trouverai, après avoir envoyé ces forces, ne sera pas brillante. J'écris à Belbeïs et à Salahieh de m'envoyer toutes les troupes qui ne sont pas absolument nécessaires pour garder ces deux points. Je crois, mon général, que dans la circonstance où nous nous trouvons, on ferait peut-être mieux d'évacuer ces deux places qui ne tarderont sûrement pas à être attaquées par les Osmanlis et qu'il sera de toute impossibilité de pouvoir secourir. Elles seront prises par l'ennemi qui s'y établira; au lieu qu'en les évacuant et les faisant sauter, elles lui deviendront inutiles.

Nous avons dans ces places beaucoup de vivres et beaucoup de munitions; quoique vous ne m'en parliez pas, je vais cependant prendre sur moi de réunir les chameaux, afin de tâcher à évacuer sur le Caire une partie des vivres et des munitions.

En réalité, l'ordre de Menou, exigeant l'envoi à Alexandrie de la garnison du Caire, équivalait à l'abandon de la capitale. C'était en outre provoquer derrière soi une insurrection redoutable et isoler du reste de l'armée, en les exposant à une perte certaine, tous les Français qui étaient encore dans la Moyenne et dans la Haute-Égypte. Ces sacrifices ne pouvaient servir à rien. Belliard exposa au général en chef les raisons qui l'empêchaient de se conformer à ses prescriptions.

Au général en chef.

5 germinal, an IX (25 mars 1801).

Je vous ai écrit hier, mon général, sur la demande que vous me faisiez. J'allais faire partir le général Robin avec toutes les troupes disponibles; mais ayant réfléchi, mon général, qu'après le départ de ces troupes qui ne peuvent excéder trois à quatre cents hommes, je serais forcé d'abandonner le Caire, qui, se voyant sans garnison, pourrait se soulever, qu'alors nos évacuations de Boulaq, de Gizeh, d'Ibrahim-Bey sur la citadelle devenaient impossibles, je suspends le départ du général Robin; nous évacuons à force, j'ai fait transférer à la citadelle tous les malades d'Ibrahim-Bey. Le lazaret qui, malheureusement est trop nombreux, va être placé dans l'enceinte de Gizeh; il y a quatre-vingt-huit malades français. J'ai écrit à Salahieh et à Belbeïs pour faire revenir une partie des troupes de ces garnisons; ce jour, je ferai partir des chameaux pour évacuer tout ce qui sera possible de ces deux places. Aussitôt que nos magasins seront transférés à la citadelle, que nos malades seront en sûreté, le général Robin s'en ira à Rahmanieh....

Belliard prit donc le parti de faire son devoir comme le lui prescrivait sa conscience, après en avoir toutefois référé à son chef, qui ne fit d'ailleurs aucune objection.

Le même jour, il fit transporter à la citadelle du Caire, les effets des troupes, les blessés, les malades et les munitions laissées à l'extérieur. En même temps, il s'empressa d'envoyer un courrier à Donzelot, avec la lettre ci-après :

Au général Donzelot.

5 germinal, an IX (25 mars 1801).

J'écris à Mourad-Bey, mon cher Donzelot, de descendre et de m'envoyer un bey qui pourra se rendre auprès du général en chef si, comme je le pense, on va entrer en négociations. Il ne faut pas s'abuser sur notre position, mon cher Donzelot; elle n'est pas belle : les différentes affaires que nous avons eues nous ont coûté près de trois mille hommes, deux généraux tués, quatre blessés, trois chefs de

brigade morts, neuf hors de combat, deux chefs de bataillon morts et dix hors de combat; la 61e et la 88e sont commandées par des capitaines; Eppler est blessé, ainsi que le bel Auxerre qui est mort. Il paraît qu'il y a eu un grand mécontement dans l'armée; les dispositions ont été mal faites. Nos troupes, surtout la cavalerie ont déployé le plus grand courage; après une charge qu'on a fait faire mal à propos, il n'en est revenu qu'un tiers. Il me tarde de vous voir, mon cher Donzelot, et de m'entretenir avec vous. Venez le plus vite que vous pourrez; amenez Mourad-Bey; assurez-vous de son amitié par tous les moyens; il peut nous être de la plus grande utilité. Adieu, mon cher Donzelot, conservez pour vous les nouvelles que je vous donne; elles ne sont déjà que trop répandues.

Après la perte de la bataille d'Alexandrie, notre occupation était gravement compromise. On n'avait plus le temps de rassembler nos troupes dispersées, dont le moral du reste était très affaibli. L'ennemi au contraire pouvait maintenant concentrer ses forces et les porter sur le Caire avec la certitude de ne rencontrer aucun obstacle.

Belliard, pourtant, ne perdit pas tout espoir et s'efforça de rallier autour de lui tout ce qu'il pourrait rassembler. Il écrivit dans ce sens au général en chef.

Au général en chef.

6 germinal, an IX (26 mars 1801).

J'ai ordonné, mon général, à une partie de la garnison de Belbeïs, et de Salahieh de rentrer au Caire; vous ne m'avez rien dit pour Suez. Nous avons à Salahieh des magasins considérables de munitions et de vivres; je comptais envoyer des chameaux pour en évacuer une partie; mais il m'a été impossible d'en réunir. Je crois, mon général, que dans les circonstances où nous nous trouvons, il serait nécessaire de faire marcher tout son monde et se borner seulement à conserver la citadelle du Caire; je pourrai encore réunir, Donzelot arrivé, près de trois mille hommes; avec ce renfort, on ferait de nouvelles tentatives; si elles étaient heu-

reuses nous n'aurions pas de peine à reprendre possession. Si la fortune nous abandonnait tout à fait, l'armée réunie suivrait la même chance. Je fais évacuer sur la citadelle tout ce qu'il y a d'important à Gizeh. Ibrahim-Bey l'est entièrement; il ne reste plus que la garnison. Ce qui m'embarrasse, c'est le lazaret; je m'occupe de l'établir près de la citadelle et dans un endroit où il puisse être en sûreté, défendu et protégé. Pour évacuer Gizeh entièrement, il faudrait six mois; avec le peu de moyens que nous avons, on sera obligé d'y laisser beaucoup de choses; le plus précieux sera enlevé. ...Ce sont des projets que je propose, mon général, vous avez auprès de vous vos généraux; pesez-les avec eux; nous sommes dans une position critique; il faut se réunir pour concourir au bonheur de tous. Chacun propose ses moyens, on les pèse et on les discute, et on adopte ceux qui sont les meilleurs. J'ai vu quelquefois le général Bonaparte dans des moments critiques réunir ses officiers généraux pour discuter sur l'intérêt de l'armée, et il sut adopter le plan qu'on avait proposé, quoiqu'il ne fût pas le sien, parce qu'il fut jugé que c'était le meilleur. Vous commandez une armée de braves, mon général, dont l'honneur doit vous être cher comme à nous tous. Nous devons donc travailler d'un commun accord à le lui conserver; c'est le moment d'être réunis plus que jamais et de marcher tous sur la même ligne, d'oublier tout ce qui peut s'être passé pour tendre au même but, au salut de l'armée et à l'intérêt de la République française.

Cette lettre est une des plus curieuses que Belliard ait laissées. Elle montre la disposition d'esprit des généraux de Menou, qui sentaient son manque d'expérience, et qui, soumis à son autorité, croyaient néanmoins dans les circonstances critiques où ils se trouvaient, pouvoir lui donner quelques conseils. Mais leurs efforts n'éveillaient que la colère et des rancunes. Elles se traduisirent par des appréciations malveillantes que leur chef expédia en secret au Premier Consul.

Quoi qu'il en soit, Belliard lui écrivit le même jour une seconde lettre pour lui peindre exactement l'état

des esprits au Caire. Le découragement était général et tout le monde voulait partir. Quant au commandant de la place, abandonné par son chef, voyant ses soldats écœurés, la peste étendant ses ravages, il faisait appel à sa force d'âme pour conserver sa pensée lucide, sa force de décision et son énergie.

Au général en chef.

6 germinal, an IX (26 mars 1801).

Je vous fais passer, mon général, copie des lettres que je viens de recevoir de Salahieh, Belbeïs et Suez. Il paraît que l'armée turque n'a pas fait encore de mouvements; si elle ne voulait pas bouger, nous serions bien heureux.

...Le bruit a couru en ville que Ibrahim-Bey avait quitté le vizir et s'était retiré vers Mourad-Bey. La ville du Caire est toujours tranquille; les habitants sont fâchés que nous n'ayons pas réussi dans nos premières entreprises; il en est même qui ont pleuré. Ils craignent beaucoup que les Anglais prennent possession du pays; ils commencent à voir que ce n'est pas pour le Grand Seigneur qu'ils travaillent.

P.-S. — Je n'ai point de vos nouvelles depuis votre lettre du 1er. Plusieurs officiers ont écrit au Caire et y ont répandu la consternation. Ils ont l'air de dire à leurs camarades : arrangez-vous au Caire comme vous pourrez; quant à nous, nous allons le faire avec les Anglais; cela a produit le plus mauvais effet; tout le monde veut partir; mais j'ai défendu à qui que ce soit de s'en aller sans ordre, et je n'en donnerai qu'à ceux qui pourront être utiles à l'armée.

Chaque jour maintenant avait pour Belliard une importance extrême. Ses inquiétudes étaient accrues par ce fait qu'ayant un chef, d'un caractère soupçonneux, il n'en recevait aucun ordre dans un moment où sa responsabilité augmentait à chaque instant. Le 10 germinal (30 mars), étant toujours sans nouvelles de Menou, il se décida à donner des ordres à sa place. Le lendemain, il apprit avec une vive satisfaction que Donzelot avait dû partir de Syout le 5. Il pouvait donc espérer le revoir

dans quatre ou cinq jours. D'autre part, l'évacuation de Gizeh devait être finie le 12.

A ce moment un officier, envoyé par Menou, arriva au Caire pour lui demander un convoi de vivres et des troupes, notamment deux bataillons de la 9e demi-brigade, que la peste décimait et qu'elle avait réduits à quelques hommes. Il fit préparer de suite la mise en route de ce détachement et du convoi. Puis, il en donna avis au général en chef en lui expliquant les conséquences de ce départ.

Au général en chef.

13 germinal, an IX (3 avril 1801).

D'après un rapport que j'ai reçu ce matin, mon général, il paraît que Ibrahim-Bey est parti il y a plusieurs jours avec cinq mille hommes pour venir s'établir à Ras Elouadi; l'armée devait le suivre; elle est forte d'environ vingt mille hommes. On dit que le vizir se tiendra à El Arich et qu'Aboumarak-Pacha commandera l'armée; il a été nommé cheik-el-bled du Caire. Je viens de parcourir la ville; il y a beaucoup de boutiques fermées, peu de monde dans les rues et tous ont l'air abattu. Je n'ai point de nouvelles de Belbeïs ni de Salahieh depuis deux jours; je viens d'y envoyer des espions. Le général Donzelot sera ici demain. Ce matin deux bataillons de la 9e sont partis pour Rahmanieh.

Au général en chef.

14 germinal, an IX (4 avril 1801).

Je vous adresse, mon général, copie d'une lettre du général Morand au commandant de Salahieh et le rapport d'un espion que j'avais envoyé à Gaza. Il paraît certain que l'armée turque va se mettre en mouvement, si ce n'est déjà fait, et qu'elle se répandra en Égypte. Je vous ai écrit, mon général, pour Salahieh et Belbeïs. Ces deux points ne pouvant pas être secourus par l'armée, tomberont infailliblement au pouvoir de l'ennemi s'ils sont attaqués vigoureusement. Si j'avais été le maître, je les aurais entièrement évacués. Les Turcs viendront au Caire; leur projet est d'y



entrer; nous leur opposerons tous nos moyens; ils ne sont pas grands, vous les connaissez; ils sont encore diminués par le départ des six cents hommes que vous avez demandés; mais nous ferons tout ce que le devoir et l'honneur exigent et nous tâcherons à doubler nos forces par notre courage et notre activité. Nos magasins sont vides, mon général; il reste deux cents ardeys de froment; on ne peut plus en avoir des villages sans y envoyer des détachements, et l'approche des ennemis ne permet pas de dégarnir le Caire. Si les Osmanlis ne venaient pas, la tranquillité régnerait dans le pays; mais aussitôt leur approche, on doit compter sur un soulèvement général et alors nos communications sont entièrement interceptées, à moins de colonnes pour protéger l'arrivage des convois et il est à craindre qu'on manque de vivres. Voici, mon général, notre position que je dois faire connaître.

Le général Donzelot doit arriver aujourd'hui; je pense qu'il amènera du grain et du biscuit. J'ai tiré de Salahieh tout ce que j'ai pu. Le 16, j'expédierai sur Rahmanieh un convoi de farine, de biscuit, d'orge et de fèves. C'est peut-être le dernier que je pourrai vous envoyer si Mourad-Bey, auquel j'ai écrit, ne fait pas descendre des grains. Je dois encore vous observer, mon général, que si les ennemis viennent au Caire, nous serons forcés d'abandonner l'intérieur de la ville, et qu'alors les moulins ne moudront plus pour nous; nous serons réduits à ceux de Gizeh, de la citadelle et de Boulaq, qui sont à peine suffisants pour les besoins journaliers.

Ma lettre n'est pas consolante, mon général; mais je dois vous dire la vérité; et je serais coupable si je ne vous faisais pas connaître notre situation. Malgré tout cela, mon général, comptez que je tâcherai de surmonter toutes les difficultés, que les approvisionnements de l'armée seront toujours l'objet de ma sollicitude, et que tous mes efforts tendront sans cesse à la défense du Caire et à fournir Alexandrie et l'armée de tout ce dont elle peut avoir besoin.

AUGUSTE BELLIARD.

Les difficultés ne faisaient qu'augmenter. Les nouvelles de l'adjudant commandant Tareyre, à Suez, et du commandant de Saleyeh, montraient que de tous côtés

les forces ennemies s'apprêtaient à converger vers le Caire. « On veut nous prendre par tous les bouts », écrivait Belliard, sans s'en émouvoir. En même temps, il réclamait encore des ordres pour Saleyeh et annonçait des départs pour El Rahmanieh.

Cependant, il eut, le 4 avril, la grande joie de serrer dans ses bras le général Donzelot, qu'il n'avait pas revu depuis la bataille d'Héliopolis, et qui lui ramenait tous les braves soldats éparpillés dans le sud, au nombre de 570. C'était un véritable ami avec lequel il pouvait s'épancher librement et dont l'affection s'était encore accrue depuis le départ et la mort du général Desaix.

Cet heureux retour ne ralentit pas sa correspondance avec le général en chef, auquel il écrivit le lendemain, 15 germinal.

Demain, je fais partir un convoi assez considérable pour Rahmanieh. Les membres de l'Institut et ceux de la Commission ont voulu se rendre à Rahmanieh; ils sont tous armés; ils serviront d'escorte. Estève part, avec trois intendants généraux, pour Rahmanieh; il tâchera, étant à ce point, de tirer des vivres et de l'argent pour l'armée; nous avons beaucoup de peine à nous en procurer ici.

P.-S. — Au moment où je finis ma lettre, mon général, je reçois des dépêches de Salahieh, de Belbeïs et de Damiette; je vous en envoie copie. Il paraît maintenant certain que le vizir est en marche; les firmans sont répandus avec profusion : le cheik des Térabins m'en a apporté un ce matin que je vous adresse.

AUGUSTE BELLIARD.

Il le prévenait en même temps que Morand signalait, de Damiette, l'apparition de cinq bâtiments ; mais qu'en cas de débarquement de ce côté, les troupes étaient prêtes à combattre. Le commandant de cette province n'avait reçu aucune lettre du général en chef et n'avait d'autres informations que celles que Belliard lui envoyait. Dans sa lettre du 19 (9 avril), ce dernier crut devoir adresser encore au général Menou quelques propositions

dont l'utilité pratique, démontrée déjà par Bonaparte, aurait dû le convaincre.

Comme il paraît, mon général, que les deux armées sont toujours en présence, se retranchent de part et d'autre et que les Anglais ne veulent pas sortir de leurs retranchements, ne croiriez-vous pas utile de laisser à Alexandrie les troupes nécessaires pour la défense de la place et de porter le reste à Rahmanieh. De ce camp on serait, je crois, à même de se porter sur un point menacé, soit Rosette, soit Alexandrie. Lorsque l'on serait bien certain de la marche des Turcs sur le Caire, un corps de troupes peut y être en quatre jours; il augmente nos moyens; nous battons l'armée du vizir, qui est forcée de repasser le désert et qu'on ne voit plus d'une année. Les troupes de Rahmanieh pourraient encore servir contre les Turcs qui se répandraient dans le Delta pour y lever des vivres et de l'argent. Chaque jour change notre position, la nôtre au Caire n'est plus la même; je ne connais point celle de l'armée, n'en recevant aucune nouvelle, et on ne peut former que des conjectures, et peut-être des projets en l'air, heureux cependant s'ils peuvent avoir quelque utilité.

Je pense, mon général, que vous ne trouverez pas mauvaises les observations que je peux faire; elles sont dictées par l'intérêt que je prends au bonheur de l'armée et de mon pays et par le grand désir que j'ai que les ennemis soient bientôt battus....

Belliard reçut pourtant une lettre d'Alexandrie. Le général en chef, cédant enfin à ses instances, l'autorisa à faire évacuer Saleyeh et Belbeïs. Il donna aussitôt ses ordres qui arrivèrent juste à temps. Le 19 germinal, en effet, on annonça au Caire la mise en marche de l'armée turque et sa prochaine arrivée. Belliard prit alors sur lui de rappeler les troupes de Suez, comme il l'avait fait pour la Haute-Égypte.

Mais ces mesures furent bientôt insuffisantes. Des reconnaissances, parties de Saleyeh, avaient rencontré l'armée du grand vizir à El Kantara. Il devenait indispensable de renforcer les troupes du Caire, par tous les

moyens possibles. Belliard se décida à envoyer un contre-ordre à la 9e demi-brigade et à la rappeler dans la capitale. Pour justifier cette mesure auprès du général Menou, il lui écrivit, le 21.

Au général en chef.

21 germinal, an IX (11 avril 1801).

Je vous ai mandé, mon général, que l'approche des Osmanlis m'avait fait prendre sur moi de rappeler la 9e demi-brigade.

Vous me demandez des troupes : je sais que la ponctuatité dans l'exécution des ordres est de toute nécessité, comme vous le dites; mais quelquefois les circonstances changent, et peut-être que maintenant que vous avez reçu mes dépêches, vous avez aussi changé d'avis. J'ai eu, mon général, beaucoup de bouches à nourrir et peu de bras dont je puisse me servir. Je dois m'opposer à l'entrée des Osmanlis dans le Caire; je dois maintenir la tranquillité dans le pays; je dois réunir des subsistances pour l'armée et les faire conduire à Rahmanieh : pour cela, il faut des troupes, et il s'en faut de beaucoup que j'aie ce qui serait nécessaire pour l'exécution de vos ordres, si les Osmanlis viennent, comme on doit le présumer et comme cela paraît certain d'après le rapport des Dromadaires (1); mais nous tâcherons à doubler nos moyens par notre activité et la bravoure de nos troupes et nous ferons tout pour empêcher les Osmanlis d'entrer dans le Caire. Si vous m'enlevez les six cents hommes que vous m'ordonnez de faire partir, il faut alors renoncer à tenir la campagne, tant contre les Turcs que pour ramasser des subsistances et de l'argent; il faut abandonner le Caire et Boulaq et renfermer sa défense à Ibrahim-Bey et Gizeh. Alors plus de moyens de se procurer des vivres et d'en envoyer à l'armée : voici, mon général, les observations que je crois devoir vous faire; je les ai communiquées aux généraux qui sont au Caire; ils les ont trouvées bonnes et je pense, mon général, que vous approuverez ma conduite. Si vous persistez dans votre demande, je vous prie,

(1) Corps d'éclaireurs.

mon général, de me donner un ordre positif sur les points à défendre et je m'y conformerai.

AUGUSTE BELLIARD

La situation commençait à être très tendue entre lui et le général en chef. Belliard l'avait prévu depuis longtemps. Et maintenant que des difficultés exceptionnelles surgissaient devant lui, il n'avait plus qu'à faire de son mieux pour les résoudre. Il voulut au moins que le général Menou en fût bien informé; et lui écrivit le 21.

Au général en chef.

21 germinal, an IX (11 avril 1801).

J'ai reçu, mon général, vos lettres des 15 et 16; celles que vous m'avez écrites depuis le 1er, ne me sont point parvenues....

... Nous travaillons à nous mettre dans le meilleur état de défense possible; je fais fortifier la ligne du fort ...... (1) à Boulaq; au centre sera une grande redoute; les ouvrages seront liés par une palissade. Les murs de Gizeh ont été relevés; votre maison mise en état de défense; à Gizeh, on fait une tête de pont dans l'île de Rhoda; en avant du fort Dupuis, sont plusieurs flèches; je fais faire de grandes réparations à la citadelle, où j'ai mis tout ce qui nous restait de munitions au parc et où il se trouve pour quatre mois de vivres à quatre mille hommes. Toutes les portes de la ville sont fermées; il ne reste plus de la citadelle à la porte du Delta que les portes Bab-el-Nas et Bab-el-Arich; une petite colonne mobile sera établie au fort Dupuis. La partie faible est du Caire au Nil de Boulaq; c'est là que nous nous établirons avec tous nos moyens pour en défendre le passage....

AUGUSTE BELLIARD

Les efforts de Belliard pour défendre le Caire et ses observations semblaient peu goûtés par Menou, qui lui fit écrire par son chef d'état-major, le 14 germinal, une lettre de service dont le ton blessant ne lui parut pas devoir être supporté sans observation. Il y répondit dans les termes suivants, dont le ton mesuré s'alliait à une fermeté sans réplique.

---

(1) Mot illisible dans le texte.

Au général Lagrange.

21 germinal, an IX (11 avril 1801).

Nous sommes dans une position, citoyen général, où loin de chercher à nous désunir, nous devons être plus rapprochés que jamais et tendre tous au même but. Nous ne devons donc point nous écarter des égards que nous nous devons les uns aux autres; ainsi je vous prie, en bon camarade, lorsque vous me ferez part des intentions du général en chef, ou même des vôtres, de mettre un peu plus de liant dans le style des lettres et de ne pas ordonner impérieusement comme vous l'avez fait dans celle du 14. Les intentions du général en chef seront remplies; j'avais déjà prévu ce qu'il pourrait ordonner et j'ai défendu que personne ne parte pour l'armée sans un ordre signé de moi. Nous travaillons à multiplier nos moyens de défense autour du Caire et à fortifier la ligne entre le Caire et Boulaq. Vous avez dû recevoir les rapports et les situations. Depuis votre départ la peste nous a fait beaucoup de mal; depuis deux jours elle est moins active. Il paraît d'après ce que l'on dit que les esprits sont peu remis à l'armée; vous êtes à même, citoyen général, dans la place que vous occupez, de faire beaucoup pour la concorde et l'union : sans cesse auprès du général en chef dont vous avez la confiance, ne pouvez-vous pas travailler à des rapprochements entre lui et ses officiers généraux? Ne sommes-nous pas dans une circonstance où l'on doit tout oublier pour marcher de concert? C'est en se réunissant, c'est en discutant sagement et sans passion qu'on parvient à un résultat heureux; la réunion des officiers généraux et la concorde qui règne parmi eux inspire de la confiance à la troupe et augmente nos forces et nos moyens. Travaillez, citoyen général, je vous en prie, à réunir les esprits, vous rendrez un service essentiel à l'armée; et dans mon particulier je vous en aurai une éternelle obligation.

Je vous prie de me rappeler au souvenir des généraux de l'armée. AUGUSTE BELLIARD.

Tandis que Belliard se débattait ainsi avec des difficultés qui paraissaient sans remède, de nouveaux événements étaient survenus dans le nord.

Le 5 germinal (25 mars), une flotte turque, arrivée à Aboukir, y avait débarqué cinq jours après, un corps de 6,000 hommes qui prit aussitôt possession du poste de la Maison Carrée. Le général Menou n'en fut informé que le 14 à Alexandrie, et refusa d'abord d'y croire. Puis, quand il fallut se rendre à l'évidence, il ne prit aucune mesure. En réunissant toute l'armée, il pouvait encore espérer de battre les Anglais et les Turcs. Les premiers, en effet, étaient découragés par la mort de leur chef, par leurs pertes et très éprouvés par le climat.

Mais en voyant notre inaction, nos adversaires reprirent confiance et se portèrent sur Rosette. Menacés par une armée entière, le bataillon et les trois compagnies qui occupaient cette place l'évacuèrent, laissant seulement au fort Saint-Julien 25 hommes, qui y furent bientôt assiégés.

C'était au moment où Belliard annonçait à Menou l'approche du grand vizir et l'insuffisance des moyens de défense du Caire. Cette fois, quand ces détails furent confirmés, ce dernier se borna à faire partir pour la capitale une demi-brigade d'infanterie forte à peine de 700 hommes et 180 cavaliers.

Ces dispositions présageaient de nouveaux malheurs. Le général Reynier, vivement préoccupé, se résigna à tenter encore une démarche auprès de Menou, pour lui demander de préparer la défense d'Alexandrie et de concentrer l'armée sur un point central. Il fut à peine écouté et on ne tint aucun compte de ses propositions. Reynier les renouvela alors par écrit.

Devant cette insistance, Menou comprit qu'il ne pouvait rester inactif et qu'il devait avoir l'air de prendre quelques mesures. Il fit partir pour El Rahmanieh, son chef d'état-major, le général Lagrange, avec deux régiments de cavalerie enlevés à Reynier lui-même qui resta ainsi sans troupe à commander.

Pendant ce temps l'armée turque de Syrie s'avançait

en deux colonnes : l'une dirigée sur Saleyeh, l'autre sur Belbeïs. A leur tête marchaient les pachas Tahar Achmet et Abou Marak, dirigés eux-mêmes par le grand vizir, installé à El Arich. Cette armée, évaluée à 20,000 hommes n'avait que 5 à 6,000 hommes de bonnes troupes. Le reste se composait d'habitants réquisitionnés. Ces deux colonnes devaient se réunir à Belbeïs et marcher ensuite sur le Caire.

Belliard, prévenu, prit aussitôt ses dispositions. Il fit camper sa petite troupe entre Boulaq et le Caire, sur un terrain par lequel devait passer l'ennemi. Il organisa en même temps au fort Dupuis une colonne mobile, chargée de s'opposer à toute tentative pour entrer en ville d'un autre côté.

Le 23 germinal (13 avril), il rendit compte au général en chef des renseignements recueillis et des mesures adoptées. Il ajoutait qu'il attendait le matin même les détachements de Saleyeh et de Belbeïs, signalés la veille à Birket-el-Hadji.

En outre, comme le moment de la lutte suprême approchait, il adressa à ses troupes une courte proclamation.

A la troupe.

24 germinal, an IX (14 avril 1801).

Soldats! l'armée turque marche sur le Caire; vous connaissez les troupes qui la composent; vous les battîtes l'année dernière; vous les battrez encore cette année.

Soldats, le sort de l'armée française est peut-être entre vos mains; c'est vous en dire assez pour être assuré que chacun fera son devoir.

L'armée d'Égypte s'est couverte de gloire; nous devons la conserver; union, constance et courage, et nous triompherons encore de tous nos ennemis.

AUGUSTE BELLIARD.

D'après cette proclamation, le général Belliard n'attendait plus ni secours, ni ordres supérieurs et se sentant

abandonné, il ne faisait plus appel qu'à son sang-froid, sa résolution et son courage, décidé à prendre, dans l'intérêt de sa patrie, toutes les initiatives qu'exigeraient les circonstances. L'histoire militaire des peuples offre peu de situation aussi étranges et aussi difficiles ; cependant les procédés de Menou devaient encore l'aggraver.

Une de ses manies était de violer les règlements en s'adressant directement à ses subordonnés, sans passer par l'intermédiaire de leur chef immédiat. Cette habitude d'enfreindre les lois de la hiérarchie avait déjà produit, dans l'armée,de grands tiraillements. A la fin de germinal, il adressa directement ses ordres au chef de brigade Dupas, commandant de la citadelle du Caire, qui lui répondit. Belliard, blessé dans ses droits, écrivit d'abord au colonel Dupas, se réservant d'adresser ses observations au général en chef à la première occasion.

Au chef de brigade Dupas.

27 germinal, an IX (17 avril 1801).

Si le général en chef vous a donné des ordres particuliers pour la citadelle, mon cher Dupas, il a eu tort ; si vous avez correspondu avec lui pour le service, vous avez eu tort; vous êtes ici sous mes ordres; vous ne devez obéir qu'à ceux que je vous donne et vous ne devez correspondre pour le service qu'avec moi. La hiérarchie militaire le veut ainsi. Voici la réponse que je vous fais comme votre général. La citadelle est votre amante, mon cher Dupas; vous y donnez tous vos soins, vous faites votre devoir, et, comme je vous l'ai déjà dit, je ne peux qu'applaudir à votre zèle et à votre activité, et vous méritez à tous égards la confiance que nous avons en vous. Mais moi, j'ai plusieurs maîtresses que je dois traiter également; comme vous, mes soins tendent à mettre en état la défense de la citadelle et la rendre imprenable aux Turcs qui pourront venir l'attaquer; mais je dois aussi veiller aux besoins de l'armée et à ceux de l'arrondissement du Caire. Les munitions qui ont été portées de Gizeh à la citadelle ont été mises en dépôt et on en tire pour les besoins de tout le monde lorsque les circonstances

l'exigent. Mais vous ne devez rien laisser sortir du magasin de siège. Quant à la situation que vous dites vouloir envoyer au général en chef, vous êtes assez militaire pour savoir que cela ne vous regarde pas et que toutes les situations lui sont envoyées par moi : voici ma réponse de camarade.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette lettre donne encore une idée du caractère de Belliard, de sa manière de comprendre le commandement et de sa présence d'esprit en face des dangers qui s'accumulaient sur sa tête.

Quant au silence que le général Menou gardait à son égard, il fut interrompu, le 26 germinal (16 avril), par l'arrivée d'un de ses aides de camp qui demanda, de la part de son chef, un nouvel envoi de 600 hommes à Alexandrie. Ce n'était pas un ordre, mais simplement l'expression d'un désir. Or, les périls qui menaçaient le Caire ne permettaient plus à Belliard de distraire un seul homme de la garnison. Il répondit qu'il obéirait, s'il en recevait l'ordre. Seulement il préviendrait alors le général en chef qu'il ne pourrait plus défendre la place, les moyens dont il disposait étant déjà insuffisants.

Le même jour, il fut rejoint par l'adjudant commandant Tareyre qui lui ramenait le détachement de Suez. Il fallait un vrai courage pour rester au Caire en ce moment. Chaque jour la peste enlevait douze à quatorze hommes et l'un de nos chefs distingués, le général Galbaud, était gravement atteint. Il mourut, le 1er floréal (20 avril), laissant dans une profonde douleur sa pauvre veuve qui l'avait accompagné en Égypte avec son jeune fils. Avant de mourir, désolé de laisser ce qu'il avait de plus cher au monde dans une situation aussi malheureuse, il les recommanda à Belliard en lui demandant de veiller sur l'avenir de son enfant. Ce dernier le promit et, comme on le verra plus loin, s'acquitta scrupuleusement de ce pieux devoir.

En annonçant cette perte au général en chef, il le

prévint de l'arrivée à Belbeïs des pachas Abou Marak et Tahar, avec Ibrahim-Bey, une forte avant-garde et huit canons. Ils n'étaient plus qu'à une marche du Caire et devaient y attendre le reste de l'armée. D'autre part, Mourad, toujours fidèle, descendait vers la capitale et y envoyait des subsistances. Quant au conseil de marcher sur les Turcs, il l'apprécia comme il le devait.

Au général en chef.

4 floréal, an IX (23 avril 1801).

Votre aide de camp est arrivé la nuit dernière, mon général; il m'a remis votre lettre du 30. Je sais, mon général, qu'il est fort difficile de défendre une enceinte aussi grande avec aussi peu de forces; mais encore vaut-il mieux la garder que de l'abandonner entièrement, les Osmanlis étant voisins, pour se porter sur eux. Car je n'aurais pas plutôt marché que les Turcs, qui ne voient que le Caire, ne recevraient pas le combat, feraient un crochet et entreraient dans la ville qui ne serait plus défendue. Si j'avais de quoi former deux bons carrés de 1,000 à 1,200 hommes chacun et ma réserve à laisser au Caire, alors je marcherais avec succès contre l'armée turque, qui serait forcée de se battre ou de retourner en Syrie, et nous ne la verrions pas d'une année. Cela changerait beaucoup notre position et le plan des Anglais contre lesquels nous pourrions réunir ensuite toutes nos forces.

Le moment décisif approchait. Suivant le désir de Menou, Belliard réunit les officiers généraux présents au Caire, leur exposa la situation et discuta avec eux les moyens à adopter pour conserver la capitale et chasser l'armée turque. Ils savaient tous que leur chef, animé des intentions les plus droites, n'agirait jamais, dans les circonstances critiques où l'on se trouvait, sans être d'accord avec eux. Un seul général, Almeyras, malade à Gizeh, manqua à cette réunion, dont Belliard rendit compte au général Menou.

Au général en chef.

4 floréal, an IX (23 avril 1801).

D'après vos désirs, mon général, nous nous sommes réunis; j'ai communiqué votre lettre à mes camarades, mon général, et après avoir mûrement examiné notre position, nous avons cru qu'il était impossible de nous mettre en campagne avec le peu de moyens que nous avons. Il y a au camp de disponibles, 1,600 à 1,700 hommes, tout compris. Toutes ces forces, en marchant contre les Osmanlis, pourraient les combattre avec succès s'ils voulaient recevoir la bataille; mais, mon général, ayant abandonné nos lignes et tous les postes du Caire, rien ne pourrait s'opposer à un parti de cavalerie qui ne manquerait pas de faire un crochet pour se jeter dans la ville; alors l'insurrection a lieu; notre rentrée est très difficile pour ne pas dire impossible, et la victoire que nous aurions pu gagner deviendrait une défaite. Nous pensons donc, mon général, que dans les circonstances où nous nous trouvons, il faut se borner à défendre le Caire et j'espère que nous y parviendrons. Si vous pouviez détacher un corps de troupes de votre armée pour le porter au Caire, alors on se mettrait en campagne et la ligne serait gardée; l'ennemi qui ne paraît pas avoir de grands moyens serait complètement battu, s'il voulait tenter le sort des armes. S'il faisait un crochet, il serait reçu au Caire par les troupes qu'on y aurait laissées; dans huit jours l'armée turque serait dissipée et obligée de passer le désert et nous ne la verrions pas d'une année; alors nous reportons tous nos moyens contre les Anglais. Voici mon général quel a été le résultat de notre réunion : vous êtes à même de juger si nos idées sont bonnes et de donner les ordres que vous croirez nécessaires. Quoi qu'il en soit, mon général, comptez que tout ce qui est au Caire fera son devoir et que la République n'a pas de plus zélés défenseurs que nous autres.

AUGUSTE BELLIARD.

Les propositions et les mesures du général en chef étaient toujours marquées au coin d'une incapacité et d'une inexpérience militaire qui plaçaient ses subordonnés dans un embarras extrême. Mais dans ces cruels

moments, la droiture et la loyauté de Belliard étaient pour eux une garantie.

Un nouveau malheur survint alors. Mourad-Bey, notre allié, étant en marche avec ses beys pour soutenir l'armée française, fut atteint par la peste, qui l'emporta en quelques heures. Les beys se concertèrent pour lui donner un successeur; mais il était douteux qu'en présence des intrigues des Turcs et des Anglais nous puissions retrouver dans le nouveau chef des Mameluks, l'amitié et l'appui que nous avait donnés Mourad. Belliard en rendit compte au général en chef, le 6 floréal (25 avril). A la même date, comptant sur la lenteur des Turcs, il espéra pouvoir rassembler autour du Caire toutes ses forces disponibles et gagner, sur eux, une victoire qui aurait rétabli nos affaires. Ne pouvant exposer ses projets au général en chef, il s'adressa à un homme qui semblait jouir de sa confiance, son chef d'état-major le général Lagrange, dont la faveur était connue. Sa lettre, qui devait rester inutile, nous renseigne exactement sur ses idées à ce moment.

Au général de division Lagrange.

6 floréal, an IX (25 avril 1801).

J'ai écrit plusieurs fois au général en chef. Je lui ai fait part de quelques idées; il ne m'a jamais répondu. Je crois le connaître assez, pour croire qu'il ne veut pas recevoir d'observations; en conséquence, je ne lui en fais plus; mais, je peux à vous, comme camarade, vous faire part de mes vues; peut-être s'accorderont-elles avec les vôtres; peut-être ayant la confiance du général, pourrez-vous quelque chose auprès de lui, et alors je serai heureux de vous les avoir communiquées, si elles peuvent être de quelque utilité. Je ne reviendrai point sur le passé. Si on a fait des fautes, il faut tâcher à les réparer; nous sommes dans un grand moment de crise; ce n'est que par une grande activité et une réunion de forces que nous pourrons obtenir de nous en tirer. Nous avons maintenant trois corps d'armée sur les bras et peut-être quatre; nous sommes

trop faibles pour faire résistance de tous les côtés à la fois. Je crois donc que la seule chose qui reste à faire c'est de porter au Caire beaucoup de forces, de marcher sur l'armée turque, de la battre et de la forcer à repasser le désert. Alors nous restons maîtres de toute l'Égypte; nous nous assurons la fidélité des Mamelouks qui viennent de perdre leur chef; je vous en parlerai; nous dérangeons les combinaisons des Anglais et nous reprenons l'espoir de nous tirer d'affaire. Autrement, tous les noyaux vont se grossir et tout le système défensif qu'on paraît adopter sera un système de destruction pour la brave armée d'Égypte. A la guerre, il faut de l'activité; c'est en multipliant la force par la vitesse que nous pouvons obtenir des succès; la lenteur et l'indécision causent notre perte; on reconnaîtra peut-être cette vérité lorsqu'il n'en sera plus temps. On opposera peut-être que pour renvoyer des troupes au Caire, il faudra dégarnir des points essentiels et qu'on facilitera aux Anglais les moyens d'entrer dans le pays. Le système de guerre a maintenant changé; les circonstances veulent que le théâtre actif soit en avant du Caire; le point essentiel à conserver c'est Alexandrie; il faut y laisser des vivres, une bonne garnison pour défendre la place, que je ne connais pas, mais qui d'après les rapports est dans le cas de faire une défense vigoureuse. Le système des Anglais ne paraît pas être d'entrer dans le pays; ils veulent occuper les points capitaux, diviser nos forces et jeter dans le pays tous les Turcs qu'ils ont pu faire marcher. Et quand bien même ils entreraient, j'aimerais mieux les voir pénétrer et voir les Turcs expulsés; la disparition des Turcs nous assure la propriété de toute l'Égypte, conserve la bonne intention des Mamelouks et ne nous laisse plus que les Anglais contre lesquels nous pourrions alors porter tous nos moyens et obtenir des succès certains, s'ils veulent entrer en campagne. Je vous le répète, mon camarade, le système de lenteur peut achever de nous perdre; nous n'avons plus d'argent, presque plus de vivres, peu ou point de poudre dans nos magasins; si on laisse les Osmanlis dans le pays, nos ressources s'épuiseront et nous serons peut-être réduits à la disette quand nous devrions être dans l'abondance. Voici mes réflexions, gardez-les pour vous; servez-vous-en si vous les croyez utiles....

AUGUSTE BELLIARD.

Les observations de Belliard visaient, sans réticences, les mesures adoptées par le général en chef après des hésitations et des lenteurs désespérantes; elles visaient surtout son système des petits paquets qui nous laissaient dispersés et faibles partout. Mais elles furent inutiles. Lagrange n'était plus à Alexandrie. Il avait été envoyé par Menou, comme on l'a vu, à El Rahmanieh avec deux régiments de cavalerie enlevés au général Reynier. Le 28 germinal (18 avril), il y trouvait Morand avec les troupes que celui-ci avait ramenées et tous deux avaient été s'établir à El Aft, où était déjà le général Valentin. Il y avait ainsi, à El Aft, environ 3,900 hommes en présence de 13,000 Anglais et Turcs à Rosette; à Alexandrie 4,500 hommes en face de 7 à 8,000 Anglais et au Caire, 2,500 hommes environ contre les 25,000 Turcs du grand vizir et les Anglais débarqués à Suez. Cette division de l'armée en trois groupes, à peu près impuissants, ne pouvait conduire qu'à des revers. Tout le monde le sentait; seul, le général Menou, humilié de recevoir les conseils de ses généraux, s'obstinait à n'en suivre aucun et à persister dans ses errements.

Il tenait en outre à agir en chef suprême; et tandis qu'il donnait directement des prescriptions aux chefs en sous-ordres, il affectait d'adresser à leurs supérieurs des avis sans consistance, destinés à dégager sa responsabilité en blâmant leurs actes. C'est ainsi qu'il correspondait directement avec les subordonnés de Belliard, tandis qu'il désapprouvait, après les avoir conseillées, ses convocations de généraux ou de colonels pour examiner la situation et les mesures à adopter. Il le prévenait qu'il perdrait vis-à-vis d'eux son autorité et même leurs sympathies.

Belliard, déjà blessé par ses procédés, supporta longtemps ses observations. Mais à la fin, n'y tenant plus, il lui offrit sa démission.

Au général en chef.

9 floréal, an IX (28 avril 1801).

Vous correspondez militairement et directement, mon général, avec le général Robin et avec le chef de brigade Dupas, quoique cela soit contraire à tous les principes militaires; je n'y fais pas d'attention dans les circonstances où nous nous trouvons; je sais qu'on ne doit voir que le bien de la chose et mettre à l'écart tout autre sentiment : ce sont mes principes, mon général, puissent-ils être ceux de tout le monde. Le général Robin et les autres généraux sont mes camarades, nous n'agissons que de concert; je consulte même lorsque les circonstances l'exigent les chefs de brigade, dont les avis sont fort bons à suivre; ainsi, mon général, croyez que cette correspondance, et même quoi qu'on puisse faire, ne me mettra jamais mal avec mes camarades; cela n'est pas dans mon caractère et je sens trop le prix de vivre sinon en bonne amitié, du moins très unis; mais, mon général, cette correspondance me ferait croire que vous n'avez pas une entière confiance en moi : si cela est, cela peut devenir très nuisible au service; dans ce moment-ci, il ne faut pas de demi-confiance, autrement les opérations militaires peuvent en souffrir. Ainsi, mon général, si mes faibles talents militaires ne peuvent pas répondre à vos vues, si vous ne me croyez pas dans le cas de pouvoir exécuter vos plans de campagne, ou même d'en former si les circonstances pouvaient l'exiger, alors, je vous demanderai pour le bien du service, si vous le croyez nécessaire, d'envoyer un autre officier général ou même de donner le commandement à un de ceux qui sont au Caire. Je servirai sous ses ordres avec autant de zèle et d'activité que je le fais dans ce moment. Je n'aurai jamais pour but, mon général, que l'intérêt de mon pays et le bonheur de l'armée; je saurais même devenir soldat si cela pouvait leur être utile.

Le général en chef ne tint aucun compte de cette lettre et n'y fit aucune réponse. Les choses restèrent en l'état. Pendant ce temps, l'ennemi marchait, et la situation s'aggravait. Les généraux anglais et turcs, renseignés sur les fautes de Menou, et persuadés qu'a-

vant peu nous serions réduits à l'impuissance, envoyèrent deux officiers à Belliard, avec des propositions de reddition, qu'il rejeta énergiquement. Elles le mettaient toutefois dans la nécessité d'en référer au général en chef, en lui demandant ses ordres et des renforts.

Au général en chef.

12 floréal, an IX (1er mai 1801).

Au moment où l'officier que je vous expédiais allait partir, mon général, un officier anglais et un secrétaire turc du ministre des Affaires étrangères sont arrivés aux avant-postes; ils étaient porteurs des dépêches dont copie est ci-jointe. Ils sont restés hors ville pour attendre ma réponse dont je vous envoie copie.

Il n'y a plus de doute, mon général, sur l'arrivée du vizir en Égypte; vous sentirez sûrement la nécessité d'envoyer des troupes pour aller combattre l'armée ottomane avant que les troupes, qu'on dit être en route d'El Arich et celles de Suez, aient opéré leur jonction à Belbeïs. Je crois, comme je vous l'ai déjà mandé, mon général, que la première opération à faire serait d'expulser les Turcs de l'Égypte.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette lettre resta sans réponse comme les autres. Et cependant, le surlendemain, Belliard en adressa une à son chef avec de nouveaux détails d'une gravité extrême. Treize bâtiments anglais étaient arrivés à Suez et débarquaient, chaque matin, 500 soldats d'armée régulière organisés, habillés et bien commandés. Tout ce monde allait prendre la direction de Belbeïs qui paraissait être le point de rassemblement des alliés anglo-turcs. On y voyait déjà plus de 40 bouches à feu de campagne. Le grand vizir était installé à Saleyeh.

Le général en chef voulut faire croire à ce moment qu'il viendrait bientôt prendre le commandement des forces du Caire, et il fit écrire à Belliard pour l'inviter à faire mettre sa maison en état de le recevoir. Ce dernier

répondit qu'on allait le faire « et qu'il avait le vif désir de l'y recevoir très promptement ».

A cette même époque un léger conflit surgit entre le commandant du Caire et le général de division Songis, commandant de l'artillerie. Ces deux chefs, si distingués, avaient eu déjà maille à partir ensemble. Belliard, étant à Gizeh deux ans auparavant, avait mis aux arrêts le chef de brigade d'artillerie Songis qui avait commis, dans son service, une faute contre la hiérarchie. Depuis ce temps, leurs rapports étaient restés froids. Dans ce mois de floréal, Songis, placé près de Menou et profitant des mauvaises dispositions du général en chef, se plaignit à lui que Belliard avait empêché le départ du Caire de quelques canonniers qui avaient été demandés pour le service de l'artillerie à Alexandrie. Tous deux écrivirent au commandant du Caire des lettres peu mesurées, qui provoquèrent de sa part les réponses ci-après :

Au général en chef.

18 floréal, an IX (7 mai 1801).

Si l'on vous a dit, mon général, que je m'étais opposé à l'exécution des ordres que le général Songis avait donnés pour le départ soit des hommes, soit d'objets d'artillerie, on vous en a imposé. Si vous et le général Songis, comme vous le dites, avez eu lieu d'être surpris de la non-exécution de ces ordres, je n'ai pas lieu de l'être moins que vous, de la manière que vous me l'écrivez tous les deux, car je ne les ai jamais connus ; il est seulement resté au Caire 5 canonniers de Boulaq, qui, sur la demande du chef de bataillon d'artillerie Berthe, sont entrés à la compagnie d'artillerie légère qui se trouve au camp et qui seraient partis avec leurs chevaux si j'avais pu expédier un convoi par terre. Sachez, mon général, que je connais mes devoirs et les lois, surtout celle du 18 floréal, an III, que cite le général Songis. Je suis militaire, mon général, je sers avec honneur et je ne crains personne. Mes chefs ont le droit de me punir lorsque je manque, mais aucun d'eux n'a le droit de me vexer, ni de me manquer d'égards.

Au général Songis.

18 floréal, an IX (7 mai 1801).

Je ne sais à qui vous en avez, mon général, pour m'écrire comme vous le faites, et je dois vous en témoigner ma surprise. J'ai été bien loin de m'opposer à l'exécution des ordres que vous avez donnés, et toutes les fois que Duvernois a voulu faire partir soit des hommes, soit des objets d'artillerie, je lui en ai fourni les moyens; il est seulement resté au Caire, à ma connaissance, 5 canonniers qui, sur la demande du chef de bataillon Berthe, ont été mis avec la compagnie d'artillerie légère qui est au camp. Quant à ce qui est à Gizeh, les hommes que vous avez demandés sont toujours partis, et même les 5 canonniers dont je vous parle auraient rejoint leurs corps avec leurs chevaux si j'avais expédié un convoi par terre. Je connais, comme vous, les lois, mon général, et celle du 18 floréal, an III, que vous citez; je connais aussi tous les droits que vous avez, non seulement pour ce qui regarde l'artillerie, mais encore comme mon ancien; et je ne regarderai jamais comme illégaux les ordres que vous pourrez donner; c'est pour me servir de votre expression. Si j'avais moins d'estime pour vous, mon général, je ne serais pas entré dans tous ces détails avec vous, je vous aurais répondu *ad hoc*, mais j'ai cru vous devoir cette explication franche parce que je sais que des hommes méchants secouent partout le brandon de la discorde; mais quelque chose qu'ils fassent, ils ne parviendront jamais à me mettre mal avec mes camarades. Je vous demande cependant, mon général, de vouloir à l'avenir vous assurer des faits avant de porter des plaintes au général en chef, car cela m'attire des reproches qui sont d'autant plus durs qu'ils ne sont pas mérités.

Après avoir été très tendus, les rapports de Belliard avec le général en chef étaient devenus impossibles. Mais il était soutenu par ce sentiment de dignité personnelle qui animait tous les généraux de Bonaparte. On ne saurait voir autre chose dans ses lettres. L'obéissance militaire n'a jamais comporté de la servilité et la première qualité du chef militaire a toujours été le caractère. On ne saurait donc, dans le cas dont il s'agit, blâmer le

commandant du Caire de ses réponses. Ce fut du reste plus tard l'appréciation du Premier Consul.

Une nouvelle lettre au général Lagrange, qu'il croyait toujours auprès de Menou, exprime plus nettement encore les faits dont il avait à se plaindre et les déplorables procédés de son chef qui, pour se couvrir d'avance contre toute éventualité, affectait de considérer l'armée turque comme une quantité négligeable. Dans ces conditions, si le commandant du Caire venait à être battu, c'est qu'il était évidemment d'une incapacité notoire. Telle était la thèse que Menou se préparait à soutenir. Mais les événements allaient bientôt le surprendre et déjouer ses projets.

Au général Lagrange.

18 floréal, an IX (7 mai 1801).

... Qu'a donc le général en chef? Toutes ses lettres sont maintenant pleines de reproches et de mécontentement. Si ce sont là les encouragements qu'il donne aux officiers qui servent avec zèle, on serait vraiment envieux de renoncer au métier, si le désir de servir sa patrie et d'être utile à l'armée ne l'emportait sur tout. Mais la satisfaction d'avoir fait son devoir et d'avoir travaillé au bonheur commun fait surmonter tous les obstacles et avaler beaucoup de désagréments. Le général en chef a le droit de me punir si je manque à mes devoirs; mais nul individu, quel qu'il soit, n'a le droit de me vexer et de me manquer d'égards et je vous assure que je m'y opposerai tant qu'il me restera du sang dans les veines.

Le général m'a mandé qu'il va venir au Caire; je désire que ce soit promptement; il amènera sûrement des troupes avec lui; alors on pourra agir, car quoique le général dise que l'armée turque n'est rien, moi je crois qu'elle est beaucoup et qu'il est très important de l'expulser d'Égypte.

AUGUSTE BELLIARD.

Le général Lagrange reçut cette lettre en route quand il se rendait au Caire. Il ne pouvait plus correspondre avec Menou.

Le 19 floréal (8 mai), en effet, les Anglais s'étaient portés en forces sur El Rahmanieh. Lagrange, malgré sa faiblesse numérique, avait livré un combat honorable, puis avait quitté ce poste important, en se repliant sur le Caire. A partir de ce moment, toute communication entre cette ville et Alexandrie fut rompue; et pour Belliard, qui l'ignorait encore, cela valait mieux que le commandement malveillant et perfide du général Menou. Au même moment, les Anglais avaient lancé sur le Nil une flottille de 40 bâtiments armés qui complétait leurs moyens de conquête.

Ces événements qui isolaient Alexandrie du reste de l'Égypte, augmentèrent les mécontentements contre le général en chef; on l'accusait de ne pas les avoir prévus et de n'avoir pris aucune mesure pour les empêcher. En même temps, à Alexandrie, les troupes manifestèrent hautement leur estime au général Reynier, qui pourtant n'avait plus ni soldats, ni fonctions.

Menou, aveuglé par la jalousie, fit investir, un matin, par 300 fantassins, 50 cavaliers, 1 pièce de canon et des sapeurs, la maison de ce général. On l'arrêta, ainsi que le général Damas, l'ancien chef d'état-major de Kléber, l'ordonnateur Daure, l'adjudant commandant Boyer et un certain nombre d'officiers, et on les conduisit à bord de deux bâtiments que Menou fit partir pour la France, le 29 floréal (18 mai 1801).

Pendant ce temps, au Caire, la crise finale approchait. Le 20 floréal (9 mai), on signala l'arrivée du grand vizir à Belbeïs, où se trouvaient rassemblés 1,400 hommes, dont l'avant-garde était à El Hankar. Belliard en rendit compte au général en chef, supposant encore que les communications existaient.

Mais il ne tarda pas à être fixé à cet égard. Deux jours après, le général Lagrange le rejoignit avec sa colonne; et malgré les dissentiments qui avaient existé entre eux, il fut bien accueilli.

Belliard avait résolu de marcher contre l'armée turque malgré l'énorme disproportion des forces et de tenter encore une fois le sort des combats. Les soldats de Lagrange lui apportaient un renfort précieux. Ses dispositions étaient prises pour la garde du Caire. Il prévint Menou, le 23 floréal, en lui annonçant l'arrivée de Lagrange et en lui disant qu'après l'avoir laissé se reposer le 24, il partirait avec lui, la nuit suivante, pour se porter au-devant des Turcs. Il confiait la place au général Almeyras auquel il laissait les instructions suivantes :

Au général Almeyras.

24 floréal, an IX (13 mai 1801).

Je vais marcher sur Belbeïs, mon cher Almeyras, pour tâcher de chasser l'armée turque qui s'y trouve et ensuite revenir au Caire. Je vous laisse au Caire avec la 22e d'infanterie légère, un bataillon de la 9e de ligne, cent cinquante sapeurs, des troupes auxiliaires à cheval, les légions grecques et cophtes réparties dans les différentes places et forts et tous les dépôts des corps avec les ouvriers de l'artillerie et ce qui tient à la marine. Le général Duranteau (1) restera avec vous, commandera la place et travaillera avec vous à la défense de la ligne et de la ville. Vous établirez à Gizeh les dépôts qui vont arriver sur les barques du convoi; vous pourrez mettre dans les forts tous les hommes éclopés et en retirer les soldats de la 22e qui rentreront au camp. Coliquet remplira près de vous les fonctions de chef d'état-major; le citoyen Touzard commandera le génie; vous laisserez la citadelle dans l'état où elle est et vous y donnerez tous vos soins.

Il est possible que, pendant que nous marcherons, les Osmanlis de Belbeïs fassent un crochet sur le Caire et que leur cavalerie fasse un mouvement rapide pour tâcher d'entrer en ville. Vous lui opposerez tous vos moyens pour retarder l'exécution de ses projets jusqu'à notre retour; car si l'armée se divisait, je reviendrais de suite sur le corps qui se dirigerait vers vous afin de le culbuter. Le Caire étant mainte-

---

(1) Chef d'état-major de Belliard.

nant tout pour nous, les points faibles sont vers le fort Dupuy et Boulaq ; il faut les défendre; il y a au premier endroit une colonne mobile avec trois pièces de campagne, vous garderez la ligne avec le reste de vos troupes.

AUGUSTE BELLIARD.

Après avoir assuré ainsi la défense du Caire, Belliard ordonna à ses troupes de marcher à l'ennemi, dans la nuit du 24 floréal (13 mai). Avant de partir, ayant appris que le successeur de Mourad s'était mis en rapport avec ses ennemis, il lui adressa une lettre de reproches, qui se terminait par ses vues personnelles sur l'avenir de l'Égypte. Elle mérite, à ce point de vue, d'être citée.

A Osman-Bey Tambourgi.

6 moharrem 7216.

J'ai appris que vous aviez reçu des ambassadeurs du général anglais et du vizir, et je dois vous dire à cet égard avec franchise combien vous compromettez vos intérêts par une semblable conduite; je suis votre ami, je vous dis la vérité et vous devez ajouter foi à mes paroles. On vous a trompé si on vous a dit que les Anglais et les Osmanlis avaient défait l'armée française là où étaient des forces suffisantes pour la vaincre; les Français par leur courage et leur patience sont encore dans le cas de vaincre tous leurs ennemis. Voilà la première vérité et laquelle vous devez avoir sans cesse en vue. En second lieu, quand même les Français abandonneraient l'Égypte par la force des armes, ce qui n'arrivera pas, ou par un traité avec les puissances européennes, ne croyez pas que jamais les Anglais ni les Osmanlis en restent les maîtres; toutes les puissances de l'Europe sont intéressées à ne point permettre que les Anglais étendent davantage leurs colonies et surtout qu'ils ne s'emparent pas de l'Égypte; elles se réuniraient toutes pour les en chasser.

Les conseils de Belliard ne modifièrent pas la conduite des Mameluks. Ils étaient au courant de l'état des choses, méprisaient Menou et le jugeaient d'autant plus incapable de sauver l'Égypte, qu'il était maintenant réduit à l'im-

puissance. En conséquence, ils passèrent à l'ennemi, les uns avec les Anglais, les autres avec le Capitan Pacha qui avait débarqué à Aboukir.

Comptant avoir tout réglé derrière lui, Belliard partit, le 25 floréal (14 mai) avant le jour, pour aller attaquer les Turcs à Belbeïs. Il agissait toujours comme si le général en chef pouvait encore recevoir ses correspondances et lui écrivit le 28 floréal (17 mai) pour lui faire connaître les événements qui suivirent son départ du Caire.

Au général en chef.

28 floréal, an IX (17 mai 1801).

Le général Lagrange étant arrivé au Caire avec toutes ses troupes, mon général, j'ai cru devoir marcher sur Belbeïs pour voir l'ennemi, le combattre, connaître ses desseins et savoir s'il ne serait pas possible de le renvoyer à Salahieh. Le 24, j'ai organisé les troupes qui devaient défendre le Caire sous les ordres du général Alméras et du général Duranteau; et, le 25, je me suis mis en marche à la pointe du jour, avec les troupes dont le tableau est ci-joint et commandées par les généraux divisionnaires Lagrange et Robin, la cavalerie par le général Brun, l'artillerie par le chef de bataillon et le génie par le chef de brigade d'Hautpoul. Le même jour, j'ai couché au village d'El Meneyer; nous avons rencontré quelques détachements ennemis qui se sont repliés sur Belbeïs. Le 26 au jour, je me mettais en mouvement pour Belbeïs. Lorsque l'ennemi, qui venait à notre rencontre, a paru, j'ai marché sur lui occupant les hauteurs du désert à droite d'El Meneyer. Bientôt l'affaire s'est engagée; l'ennemi a porté en avant du village de... six pièces d'artillerie de petit calibre et a fait un feu assez suivi; bientôt après, leur cavalerie a poussé une de leurs charges ordinaires sur notre gauche; une colonne assez considérable avec beaucoup de drapeaux, arrivait en même temps par le désert pour charger notre droite. Le canon seul les arrêta; l'ennemi se rallia et occupait une hauteur assez avantageuse sur laquelle il voulait établir de l'artillerie; j'envoyai le carré du général Morand et la cavalerie pour l'en déloger; il l'abandonna.

Leur artillerie, quoique légère et très bien attelée, ne put pas suivre les mouvements de leur cavalerie; la trouvant isolée, j'ordonnai au général Brun de tâcher de les atteindre. La cavalerie se mit en mouvement et parvint à s'emparer d'une pièce; l'escadron qui s'était porté en avant fit une charge vigoureuse sur la cavalerie qui voulait défendre l'artillerie et mit une quarantaine d'hommes hors de combat. Pendant ce temps, le carré du général Morand s'était réuni, et une colonne ennemie arrivait du côté de Belbeïs; il commençait à faire chaud; les soldats avaient besoin de boire; je me rapprochai d'un village pour faire de l'eau, afin de pouvoir marcher; l'ennemi vint occuper les positions que nous avions quittées et la colonne qui avait paru se rapprocha; elle fut suivie de deux autres colonnes qui arrivèrent avec du canon dont un obusier; je marchai dessus : même manœuvre de l'ennemi; il quitta ses positions; quand nous allions d'un côté, il venait de l'autre. Alors voyant que l'ennemi était très décidé à ne pas quitter l'Égypte et qu'en guerroyant de la sorte j'usais une partie de mes munitions d'artillerie, que je perdais des hommes sans en pouvoir tirer aucun avantage, craignant qu'en me portant en avant, toute la cavalerie turque ne vînt sur mes derrières pour tenter quelque chose sur le Caire, pensant aussi que les Anglais allaient continuer leur marche, je me décidai à revenir au Caire pour travailler à barrer le Nil, faire une forte batterie qui puisse arrêter la flottille anglaise et mettre Gizeh en état de défense. Je suis revenu coucher à Birket-el-Hadji; l'ennemi nous a suivi avec quelques tirailleurs jusque près d'El Kankah; le 27 je suis rentré au Caire.

AUGUSTE BELLIARD.

Les Turcs avaient pris le parti d'user nos forces et de rendre nos tentatives impuissantes, en refusant toute affaire d'ensemble. On n'eut avec eux que des escarmouches. Notre petit nombre et la modicité de nos munitions ne nous permettaient pas de nous prêter à cette tactique. En conséquence, Belliard dut rentrer au Caire. Sa lutte néanmoins avait été honorable et démontre que si l'ennemi avait accepté le combat nous en aurions encore une fois triomphé. Il avait eu en effet 500 hommes

hors de combat, dont 2 beys, 4 pièces démontées et une pièce prise.

De retour au Caire, Belliard était sûr d'être assailli avant peu par tous ses adversaires réunis : les Anglais débarqués à Aboukir et à Suez, les Turcs débarqués à Damiette avec le Capitan Pacha et ceux de l'armée du grand vizir. Il fit donc compléter sans relâche les défenses de la ville. Le Nil fut commandé par de fortes redoutes armées de 33 bouches à feu. De tous côtés on armait et on se retranchait. Le mois de mai s'écoula au milieu des préparatifs de défense, tandis que l'ennemi continuait ses mouvements sur les deux rives du fleuve. Le 6 prairial (25 mai), la flottille anglaise était à Ouardan et le grand vizir à Ben-el-Asser, sur les bords du Nil, dirigeant ses colonnes sur Kalioubey. En rendant compte de ces faits au général en chef, Belliard ajoutait encore : « J'attends, mon général, de vos nouvelles et de vos instructions. »

Quand on pense que trois ans auparavant, il déclinait l'honneur des commandements qui exigent de l'initiative, à cause de son peu de goût pour les hautes responsabilités, on se demande quelles réflexions devaient l'assaillir à la fin de mai 1801. Placé sous un chef qui le détestait, séparé de lui par les masses ennemies, sans ordres, sans instructions, ayant la responsabilité du sort de la capitale et de la plus grande partie de l'armée d'Égypte, décimé par la peste, entouré par des ennemis dix fois supérieurs en nombre, gardant néanmoins son énergie, son sang-froid et luttant avec courage contre ses adversaires, il devait susciter l'admiration des hommes qui lui obéissaient. Leur existence à tous, leur honneur, leur gloire passée étaient dans ses mains; et, à la façon dont il était obéi, on voyait qu'il avait toute leur confiance. C'est une des situations les plus critiques de l'histoire de nos guerres et l'on se demande, en remémorant ces faits, comment Belliard a pu s'en tirer avec honneur.

Le 14 prairial (2 juin), il envoya encore des renseignements au génaral Menou. Mais il doutait lui-même de l'arrivée de sa correspondance. Car peu de jours auparavant un convoi, qu'il avait dirigé sur Alexandrie, avait été pris par les Anglais. Cependant il ne pouvait s'empêcher de répéter à son chef combien il lui eût été utile de connaître ses volontés. « J'aurais beaucoup de choses à vous dire, mon général; mais n'ayant pas de chiffre pour correspondre avec vous, je ne peux pas les confier à des courriers peu certains. Il me tarde, mon général, de recevoir de vos nouvelles et de vos instructions... »

L'ennemi cependant s'approchait et l'heure des luttes suprêmes allait bientôt sonner. Belliard, qui avait toujours à craindre une insurrection dans l'intérieur de la ville, voulut au moins la reculer autant qu'il serait en son pouvoir et adressa, dans ce but, une nouvelle proclamation aux indigènes qui s'y trouvaient encore.

Proclamation aux habitants du Caire.

19 prairial, an IX (7 juin 1801).

Jusqu'à ce jour votre bonne conduite et les égards que vous avez eus pour tous les Français vous ont mérité la tranquillité dont vous jouissez. J'ai été content de vous et vous savez tous combien vous avez éprouvé ma clémence et ma justice. Riches et pauvres, grands et petits, vous n'avez qu'à vous louer de moi; par mes soins, vos subsistances en tout genre ont été assurées et abondantes autant que les circonstances l'ont permis; Dieu a secondé mes efforts et vous n'avez point encore éprouvé les malheurs de la guerre. Je vous conseille en père qui vous aime de ne jamais vous écarter de la bonne voie. Veillez sur vos enfants, vos épouses, vos propriétés; invitez tous vos concitoyens à la paix et à la concorde et soyez toujours soumis à ceux qui nous commandent et que Dieu a chargés de votre salut.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette proclamation, jointe aux procédés bienveillants du commandant du Caire, produisit son effet et la popu-

lation resta calme au milieu des circonstances critiques qui se déroulaient.

L'investissement de la ville était imminent. Le général Lagrange qui avait compris, en se rapprochant de Belliard, à quel point son nouveau chef méritait son estime, avait été chargé de commander les troupes placées en dehors de la ville. Le 20 prairial (8 juin), il reçut de lui les renseignements ci-après.

Au général Lagrange.

20 prairial, an IX (8 juin 1801).

La découverte a rencontré l'ennemi, mon eher Lagrange; la cavalerie n'a pas pu faire de fourrages; il paraît que l'ennemi s'avance sur deux colonnes, l'une vers Matarié et l'autre vers le Nil, à ce que me fait dire le commandant de la cavalerie. Donnez je vous prie les ordres que tout le monde se tienne prêt.

Tandis qu'il se préparait à recevoir une attaque générale, Belliard reçut une lettre du général en chef qui avait pu échapper à la surveillance anglaise. Elle lui était apportée par un petit corps de 100 chameliers qu'il avait envoyé, il y avait plus d'un mois, à Alexandrie, pour escorter un aide de camp du général Menou. Ce dernier lui parlait, chose étrange, des secours que le Gouvernement de la République ne pouvait tarder à lui envoyer et de la nécessité pour l'armée, de défendre le Caire, jusqu'à leur arrivée. Et le chef, qui avait trouvé le moyen de faire parvenir au Caire ce singulier avis, n'avait envoyé depuis plusieurs mois ni un ordre, ni une instruction, ni un homme, ni un secours d'aucune sorte! Belliard apprécia que l'heure était venue de ne plus se payer d'illusions, qu'elles fussent réelles ou volontaires, et lui adressa une réponse qui peignait exactement les choses.

Au général en chef.

26 prairial, an IX (14 juin 1801).

... On ne doit plus, mon général, s'abuser sur notre position. C'est, je crois, se repaître de chimères que d'attendre des secours. Le gouvernement qui, depuis huit mois, connaît l'expédition des Anglais, nous en aurait envoyé, s'il eût été possible. Ganteaume fut expédié avec une division : c'était sûrement tout ce qu'on pouvait faire; il n'a pas pu passer. L'expédition d'Irlande dont vous me parlez dans votre lettre, doit enlever tout espoir de voir arriver une escadre combinée dans la Méditerranée; toutes nos forces maritimes ayant dû se tourner sur les côtes d'Angleterre. On ne peut donc plus, je crois, compter que sur des arrangements entre les gouvernements et qui n'auront lieu, je pense, qu'après la cessation des hostilités en Angleterre ; et, si elle tarde d'arriver, il est possible, malgré la bonne volonté des officiers et des troupes, que nous ne puissions pas les attendre au Caire....

... L'armée d'Égypte a fait son devoir; quels que soient les événements, elle fera toujours l'admiration de l'univers. Depuis trois ans, elle combat sans se recruter; depuis trois mois et demi, elle tient en échec un ennemi nombreux et a donné au gouvernement le temps d'envoyer des secours; s'il ne l'a pas fait, c'est qu'il ne l'a pas pu; car le général Bonaparte, qui regarde cette armée comme sa famille, aurait fait tout ce qu'il est possible. Vous ne m'avez point donné d'instructions, mon général; nous sommes cependant dans une situation très critique; j'aurais bien désiré connaître quelles sont vos intentions afin de me régler dessus, mais sûrement vous ne l'avez pas jugé nécessaire; j'agirai selon que les circonstances l'exigeront, je consulterai mes camarades et nous travaillerons pour le mieux.

Voici notre position : une ligne à défendre de douze mille et quelques cents toises (1), et très faible sur plusieurs points; au milieu, une ville d'une population nombreuse et prête à se soulever si quelques Osmanlis s'introduisaient dedans. Nous avons beaucoup travaillé, mon général, mais encore avons-nous bien des parties qui ne sont pas très fortes; vous les connaissez, et, si un point du Caire est

(1) 25 kilomètres environ.

enlevé, tous les autres tombent et ne peuvent être tenus ; en avant de Gizeh, on a fait six lunettes qui couvrent le front de l'enceinte et en défendent les approches. L'armée du visir, forte d'après les rapports de 24 à 30,000 hommes, est sur la rive droite à deux heures du Caire ; celle des Anglais, du Capitan-Pacha forte de 12 à 14,000 hommes, est sur la rive gauche à deux heures d'Imbabeh ; la flottille est sur le Nil entre les deux armées.

Toute communication avec la campagne est interceptée, si ce n'est du côté du vieux Caire ; mais je pense que les ennemis s'étant rapprochés ce matin, feront filer une colonne dans la Birket-el-Fyl, ou y enverront des Arabes pour fermer cette dernière porte et empêcher l'arrivage des subsistances. Nous avons des vivres pour deux grands mois, soit en grains, riz, farine et biscuits.

... Les rapports qu'on a reçus hier au vieux Caire annonçaient que les troupes débarquées à Kosséïr étaient venues à Keneh et descendaient sur le Caire. J'ai envoyé des espions pour prendre des renseignements tant sur l'arrivée de cette troupe que sur sa marche. Une partie des Anglais qui étaient à Suez sont venus se réunir au vizir.

AUGUSTE BELLIARD.

Au moment où Belliard écrivait cette lettre, la situation se résumait ainsi :

Pour défendre la Moyenne-Égypte, la ville du Caire et son arrondissement, Belliard disposait de 2,553 hommes. La ligne de circonvallation qu'il devait garder avait un développement de douze mille six cent et quelques toises (25 kilomètres environ). Il n'avait pas d'argent, très peu de vivres et de munitions. La peste décimait ses troupes ; une population fanatique, prête à se révolter, l'entourait. Son général en chef, enfermé dans Alexandrie et séparé de lui par les forces de l'adversaire, l'avait abandonné, persistant depuis plusieurs semaines dans un silence obstiné.

Il avait en face de lui : l'armée anglaise d'Aboukir, qui formait, avec celle du Capitan Pacha, un corps de 17,000 hommes environ ; puis celle du grand vizir.

comptant 35 à 40,000 hommes avec le renfort d'Anglais arrivé des Indes par Suez. Un autre corps de troupes de ligne anglaises, débarqué à Kosséir, fort de 6 à 7,000 hommes, arrivait par la Haute-Égypte ; les Mameluks s'étaient joints aux Turcs; des pèlerins de la Mecque s'étaient emparés de la province de Beni-Souef; enfin une flottille de guerre, de 30 à 35 chebeks, barrait le Nil. Le Caire était sur le point d'être investi par une armée régulière et bien commandée de 58 à 64,000 hommes. Ce n'était pas une place forte et elle présentait plusieurs points faibles. Enfin, il n'y avait pas de retraite possible.

Pourtant, Belliard ne désespéra pas et par son attitude, qui encouragea tout le monde, devint l'espoir de ce qui restait en Égypte de savants, d'officiers, de soldats, de coptes ou de Grecs ralliés à notre cause et restés fidèles.

Après les combats de Belbeïs, il avait d'abord pris les mesures qui pouvaient donner à l'ennemi et à la population, la pensée d'une résolution héroïque et d'une défense désespérée. Il avait fait arrêter les chefs religieux, les membres du Divan et les personnages les plus influents du Caire. C'étaient autant d'otages qui garantissaient la soumission des habitants. Ils furent enfermés dans la citadelle.

On arma toutes les batteries dirigées sur la ville; les habitants furent menacés d'une destruction complète au moindre signe d'insurrection; on creusa des fossés, on éleva des retranchements qui furent aussitôt armés; les officiers, les généraux eux-mêmes travaillèrent avec les soldats. Le mouvement continuel des troupes, des canons, des affûts, fit croire à des effectifs beaucoup plus élevés qu'ils n'étaient en réalité et donna aux projets de défense du commandant de la place un aspect aussi redoutable qu'imposant.

Au milieu de juin, ces préparatifs étaient achevés;

mais l'activité et la surveillance ne se relâchaient pas. Le 26 prairial (14 juin), Belliard essaya encore une fois d'obtenir du général en chef une indication quelconque sur ses volontés et sur les ordres qu'il avait à prescrire pour le Caire. Un officier attaché au général Menou, le capitaine Henry, fut expédié à Alexandrie, avec une escorte indigène et un aide de camp du commandant du Caire, le capitaine Rignoux. Le premier devait faire connaître au général en chef l'état de l'armée et de la place, déjà décrit dans une lettre de Belliard. Le second devait se charger des dépêches du général Menou et faire en sorte de les rapporter. La lettre de Belliard disait que trois armées ennemies étaient aux portes du Caire, que malgré les travaux exécutés, la ligne à défendre avait encore plusieurs points susceptibles d'être enlevés de vive force, etc.

Cette dernière tentative resta sans résultat. Pendant ce temps l'ennemi resserrait son investissement. Le 1er messidor (19 juin), l'armée turque se rapprocha, appuya sa droite au Nil, au village de Choubrah et sa gauche à El Koubbeh. L'armée anglaise, unie à celle du Capitan Pacha, investit Gizeh, repoussa nos avant-postes et commença à dresser ses batteries.

Pour Belliard, il n'y avait que deux partis à prendre : ou un combat à outrance, ou un arrangement. Dans le premier cas, l'issue n'était pas douteuse. Nous infligerions à nos adversaires des pertes sanglantes, nous prolongerions quelque temps notre existence; mais sous les coups d'ennemis vingt fois plus nombreux, nous finirions par succomber. Pourrait-on alors, traitant en vaincu, obtenir des Turcs, des conditions honorables? C'était au moins douteux et, dans ce cas, il ne restait qu'à s'ensevelir sous les ruines du Caire.

La seule chance favorable était encore de négocier avant tout engagement, alors qu'on avait pour soi le prestige des victoires passées, des soldats invincibles,

qui en imposaient malgré leur petit nombre, et un ensemble de défenses redoutable.

Belliard avait su que les Anglais, désireux de s'établir en Égypte aux dépens des Turcs, étaient prêts à nous en faciliter l'évacuation par tous les moyens possibles, et qu'à cet égard les Turcs, les Mameluks et les Musulmans leur marquaient une défiance extrême. Il se décida alors, avant toute attaque, à tenter la voie des négociations. Il écrivit, dans ce but, les deux lettres suivantes.

Au général Morand.

2 messidor, an IX (20 juin 1801).

Deux hommes que j'avais envoyés à Bandisi ne revenant point, mon cher Morand, écrivez au général anglais qui se trouve devant Gizeh pour lui demander d'envoyer demain un officier anglais à la ferme de Mourad-Bey où se rendra un officier français, pour avoir une conférence. Faites une lettre très honnête; dites-lui de fixer l'heure qui lui conviendra et le nombre d'hommes dont sera composé le détachement; vous lui direz que vous êtes chargé par moi de lui faire cette demande : vous m'enverrez de suite la réponse.

AUGUSTE BELLIARD.

Au général Lagrange.

2 messidor, an IX (20 juin 1801).

Ci-joint, mon cher Lagrange, une lettre que j'écris à Morand; prenez-en connaissance et faites-lui passer de suite, je vous prie. Je crois qu'il est temps d'entrer en négociations; cela ne nous liera pas. En négociant, nous gagnerons du temps que nous perdrions peut-être en ne le faisant pas, et si les conditions ou les arrangements ne convenaient pas, nous nous servirions de ce moyen pour stimuler l'esprit des troupes.

AUGUSTE BELLIARD.

Le général en chef anglais n'avait qu'un désir : faciliter à tout prix le départ des Français.

Il accepta de suite la proposition qui lui fut faite au nom du général Belliard et nomma un officier qui se

rendit le lendemain, 3 messidor (21 juin), au lieu convenu. Il y trouva l'officier français délégué par le commandant du Caire. Ils s'entendirent de suite sur la nécessité de nommer des plénipotentiaires pour traiter d'abord d'une suspension d'armes, ensuite, pour ouvrir une conférence en vue d'une convention qui mettrait fin aux hostilités et permettrait à l'armée française de quitter l'Égypte, avec les honneurs de la guerre. Cette conférence devait commencer le lendemain. Mais dans des circonstances aussi extraordinaires, où Belliard n'avait aucun pouvoir politique, il ne devait rien faire sans prévenir les chefs des troupes sous ses ordres et sans s'assurer de leur approbation.

En conséquence, il réunit les généraux en conseil de guerre, leur expliqua sa démarche, son projet d'obtenir une convention sur les bases de celle d'El Arich et de prolonger les négociations jusqu'à ce qu'il ait reçu une réponse du général en chef. Il comptait que l'escadron de 100 chameliers, envoyés à ce dernier pour prendre ses dépêches, serait de retour le 5 messidor. Tous les membres du Conseil approuvèrent sa conduite. Elle ne le liait en rien, laissait le temps de la réflexion et faisait gagner quelques jours. Par suite, le 4 messidor (22 juin), Belliard donna ses pleins pouvoirs, aux généraux de brigade Donzelot et Morand, ainsi qu'au chef de brigade Tarayre, pour convenir, avec « les plénipotentiaires des armées britannique et ottomane », des dispositions à adopter « d'abord pour une suspension d'armes de six jours, pendant laquelle on négocierait pour l'évacuation de la Haute-Égypte, du Caire, de la citadelle, des forts, de Gizeh, de Boulaq et de toute la partie de l'Égypte occupée par les troupes à ses ordres ».

Toutes les demandes faites par nos généraux furent acceptées de suite. Les Anglais s'engageaient à transporter en France nos savants, nos commerçants, nos alliés, nos blessés, nos malades, nos troupes, avec leurs

drapeaux, leurs armes, munitions, bagages, matériel de toute sorte, et enfin le corps de l'illustre Kléber.

Ce traité d'évacuation, un des plus curieux qui aient jamais existé, fut, en grande partie, l'œuvre du général Belliard. On l'appela plus tard *Convention de Gizeh* et il eut, pour principal avantage, de conserver à la France une petite armée d'héroïques soldats, et de précieux trophées. Il fut ratifié le 9 messidor (28 juin 1801). L'article 20 le rendait valable pour les troupes d'Alexandrie, si le général Menou voulait en profiter (1).

Étant donné la situation extraordinaire dans laquelle ce dernier avait laissé sa capitale, le centre de son commandement et la plus grande partie de son armée, cette convention était encore un bonheur. Elle fut approuvée par tous, même par le Premier Consul et par son Gouvernement.

Belliard l'annonça aux habitants du Caire par la proclamation suivante :

Proclamation aux habitants du Caire et de toutes les religions.

11 messidor, an IX (29 juin 1801).

Par la volonté de Dieu tout-puissant, la paix vient de se conclure entre les armées française, anglaise et ottomane. Mais par ces arrangements, vos personnes, vos religions et vos propriétés ne cesseront d'être respectées; les trois puissances en prennent l'engagement formel, comme vous pouvez en juger par les deux articles du traité de paix transcrits ci-après... article 13.... Habitants du Caire et de l'Égypte, de toutes les religions, vous voyez que jusqu'au dernier moment, les Français n'ont cessé de veiller à votre repos et à votre sûreté; montrez-vous dignes de tout ce que nous avons fait pour vous, en ne vous écartant pas de la bonne voie. Songez toujours que Dieu est puissant et que c'est lui qui dirige toutes choses.

AUGUSTE BELLIARD.

---

(1) Voir le texte de la Convention de Gizeh, aux Pièces annexes

Il restait à rendre compte des derniers événements au général en chef et au Premier Consul. C'était délicat. Belliard le fit avec sincérité, prêt à en subir les conséquences. Il rédigea d'abord pour le général Menou, le rapport ci-après.

Au général en chef Menou.

12 messidor, an IX (30 juin 1801).

Le 26, mon général, Henry (1) est parti du Caire pour se rendre à Alexandrie; il vous a porté l'état de notre position; mon aide de camp Rignoux l'a accompagné pour prendre vos dépêches. Je vous marquais que les trois armées étaient aux portes du Caire, que la ligne que nous avions à défendre vu l'ennemi que nous devions combattre, malgré les travaux que nous avions faits, avait encore plusieurs points faibles, susceptibles d'être enlevés de vive force. Le 1er, l'ennemi s'est rapproché du Caire ayant sa droite au Nil au village de Schoubra (Choubrah) et sa gauche à la Coubé (El Koubbeh); les armées anglaises et du Capitan Pacha ont fait l'investissement de Giza (Gizeh), repoussé quelques-uns de nos avant-postes et commencé à établir des batteries. Le 3, nous avons eu une suspension d'armes; le 4, les négociations ont été entamées, après la tenue du Conseil de guerre; je les ai allongées jusqu'au 8, espérant toujours revoir les dromadaires qui pouvaient être de retour le 5; le 8, la convention a été signée, et ratifiée le 9. Elle peut être comme pour vous, mon général et les troupes que vous avez à Alexandrie. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour obtenir qu'elle pût être ratifiée par vous, et qu'en cas que vous l'acceptassiez, vous pussiez emmener avec vous les vaisseaux de guerre et de transport qui sont dans les ports : cet article n'a pu passer. Tarère (Tareyre) va vous porter la convention, mon général, c'est un homme sensé, de bon conseil, brave officier, qui vous dira où nous en étions. D'après la convention, madame votre épouse, votre fils, votre aide de camp, tous vos papiers et effets seront transportés à Alexandrie, ainsi que les femmes et effets des officiers généraux et particuliers qui se trouvent

(1) Aide de camp du général en chef.

avec vous; mais je ne les laisserai pas partir à moins que vous ne me marquiez que vous permettez qu'elles entrent dans la place. Mme Bron (1) et ses effets pourront aussi sortir d'Alexandrie, si vous voulez y consentir.

AUGUSTE BELLIARD.

La position de Belliard, vis-à-vis du général en chef, étant délicate, il lui fit porter sa lettre par un officier supérieur qui lui était dévoué et définit sa mission dans les termes suivants.

Au chef de brigade Tareyre.

12 messidor, an IX (30 juin 1801).

Il sera nécessaire, mon cher Tareyre, que vous partiez aujourd'hui pour vous rendre à Alexandrie porter au général en chef la convention que je viens de faire avec les généraux des trois armées qui nous investissent; vous avez l'estime du général en chef, ainsi que la mienne; il a comme moi confiance en vous; dites-lui les choses telles qu'elles sont, faites-lui connaître la vérité qu'on cherche peut-être à lui cacher. Si le général en chef accepte la convention pour les troupes qui sont à Alexandrie, il pourrait s'il le juge nécessaire la faire en son nom pour toute l'armée avec le général en chef anglais commandant devant Alexandrie. Alors il faudrait suspendre le départ de l'aviso qui doit conduire Beaupoil en France; je crois que cela vaudrait beaucoup mieux, pour notre brave armée qui rentrerait tout entière en France, au lieu de s'en aller par lambeaux. Vous aurez soin, mon cher Tareyre, de garder le plus grand secret sur la convention jusqu'à ce que le général en chef se soit décidé; et, dans le cas où il n'accepterait pas, ce ne doit être que pour vous et pour lui; vous sentez combien il serait dangereux que la garnison en eût connaissance. Aussitôt que vous aurez terminé vos affaires, vous reviendrez joindre votre demi-brigade à moins que le général n'en ordonne autrement.

AUGUSTE BELLIARD.

---

(1) Femme du général Bron.

Après avoir fait partir pour la France, le 29 floréal (18 mars), le général Reynier et les officiers arrêtés en même temps que lui, Menou avait écrit au Premier Consul que libre désormais de ses mouvements, il prenait l'engagement de conserver l'Égypte. Se faisait-il illusion sur la situation, ou tenait-il à la dissimuler? On se perd dans les conjonctures; car, à cette date, il savait que Belliard avait livré bataille à Belbeïs, depuis six jours, à une armée turque tellement supérieure en nombre qu'il avait dû rentrer au Caire où il allait être bientôt étroitement bloqué.

Quoi qu'il en soit, un mois et demi après, le 18 messidor (6 juillet), il vit arriver l'adjudant commandant Tareyre, avec la convention de Gizeh et la lettre de Belliard. Il montra une irritation extrême, refusa d'accepter l'article de la convention qui le concernait et écrivit aussitôt en France, pour dénoncer l'évacuation du Caire et la conduite des généraux qui y commandaient. Malheureusement pour lui, quand la vérité fut connue en France, tout le monde jugea que la chute du Caire et son évacuation étaient la conséquence de ses fautes.

Il restait maintenant à Belliard, la tâche plus difficile de rendre compte au Premier Consul. Ce dernier était loin; il recevait d'Égypte les correspondances les plus variées; la conquête, qui venait d'être abandonnée, était son œuvre; ce n'était pas un chef commode; on pouvait tout craindre de sa colère ou de son ressentiment, d'autant plus que les lettres du général Menou, loin de dire la vérité, avaient cherché à démontrer que notre occupation en Égypte aurait été facilement maintenue si l'esprit d'indiscipline et de révolte n'avait pas animé ses subordonnés et si les idées de Kléber, qui ne rêvait plus qu'un retour en France, n'avaient pas gagné tous les esprits.

Belliard mit donc tous ses soins à exposer les faits, à dire la vérité, à n'accuser personne et à mettre en

relief les nécessités impérieuses qu'il avait dû subir et qui avaient dicté sa conduite.

Au Premier Consul Bonaparte.

12 messidor, an IX (30 juin 1801).

Après le départ du général en chef Menou et de l'armée pour Aboukir, le 21 ventôse, je demeurai au centre de l'Égypte avec un corps de troupes de 2,553 hommes pour défendre l'Égypte, la ville du Caire et son arrondissement contre l'armée du vizir lorsqu'il s'avancerait par les déserts de Syrie, et contre les troupes anglaises apportées de l'Inde à Kosséïr et Suez (on avait eu avis que plusieurs vaisseaux étaient dans la mer Rouge à la hauteur de Gedda [Djeddah]).

Une partie des troupes sous mes ordres formait la garnison de la citadelle, des tours de l'enceinte du Caire, des places de Giza (Gizeh), le vieux Caire et Boulaq; il me restait une réserve mobile de 485 hommes avec laquelle je devais faire le service de la place, réunir des grains et des subsistances et faire l'escorte des convois de vivres et de munitions pour l'armée; arrêter l'armée du vizir et manœuvrer devant elle lorsqu'elle se présenterait, pour donner le temps au général en chef de se porter sur lui avec toutes ses forces, après avoir battu l'armée anglaise.

Le 24, j'écrivis au général Donzelot, qu'on avait laissé à Siout, d'évacuer la Haute-Égypte et de se rendre à grandes journées au Caire avec ses troupes; j'écrivis aussi à Mourad-Bey qui se montrait toujours fidèle à ses traités, de descendre, de venir occuper Siout et Minieh, de maintenir la tranquillité dans le pays et de nous envoyer des grains; j'écrivis aussi aux commandants de Minieh et de Beni-Souef, de réunir des barques et d'expédier sur le Caire tous les grains qu'ils pourraient ramasser, nos magasins étant presque vides.

Le 4 germinal, je reçus la nouvelle de la malheureuse journée du 30 ventôse. Alors l'espoir de forcer l'armée anglaise à se réembarquer fut perdu; il restait à la contenir sur les sables d'Aboukir, à arrêter l'invasion du vizir, et empêcher la jonction des deux armées. Le général en chef avec son armée se retira à Alexandrie, fit travailler à un camp retranché et à mettre la place en état de défense.

D'après les ordres du général en chef, je fis sortir des

places de Salahieh et Belbeïs, tous les hommes qui étaient inutiles pour leur défense; comme il y avait dans ces places des magasins considérables, j'ordonnai d'en faire évacuer une partie sur le Kaire.

Le 14, d'après les ordres que j'avais reçus du général en chef, j'écrivis aux commandants de Belbeïs et Salahieh que lorsqu'ils seraient assurés que des forces considérables seraient en marche de la Syrie pour l'Égypte, d'évacuer ces places, d'apporter le plus de munitions et de vivres qu'ils pourraient, de faire sauter les forts et de les mettre dans l'impossibilité de servir aux ennemis; des rapports annonçaient déjà la marche de l'armée turque.

Le 16 germinal, je reçus un renfort de 570 hommes que le général Donzelot amena de la Haute-Égypte.

La peste faisait beaucoup de ravages dans la garnison du Caire et parmi les habitants.

Le 21, j'appris la prise de Rosette, l'arrivée de l'armée ottomane à Salahieh; la garnison de cette place et celles de Belbeïs et Birket-el-Hadji se retirèrent sur le Caire, où elles arrivèrent le 24. Je donnai l'ordre à la garnison de Suez de revenir par la vallée de l'Égarement, que Damiette avait été évacué et qu'il était resté 200 hommes pour occuper Lesbeh et les forts de la côte.

Ainsi la Charkuie (Gharbieh) envahie, l'une des branches du Nil ouverte, l'autre sur le point de l'être, la fidélité des Mameluks dont le caractère de Mourad-Bey était la garantie, ébranlée par sa mort et par nos pertes, le seul parti qui me restait dans cet état extrême était celui de fortifier l'enceinte du Caire, de prendre une attitude imposante qui pût faire craindre à l'ennemi de s'avancer avant d'avoir réuni les grands moyens.

Cependant le vizir avait ralenti sa marche et s'était arrêté à Salahieh et Belbeïs, pour organiser son armée, former des magasins et se recruter de Mamelouks, d'Arabes et d'habitants du pays. Je fus instruit que le général de division Lagrange avec un corps de 3,900 hommes, rassemblé le 26 germinal, couvrait Rahmanïeh; mes efforts et mes espérances s'augmentèrent; il eût été avantageux de se réunir pour combattre le vizir lorsqu'il venait de traverser le désert et avant qu'il eût pu s'organiser, prendre de l'influence dans le pays et le soulever; mais le général Lagrange avait l'ordre

de couvrir Rahmanieh, et, ce ne fut que forcé par l'armée anglaise et le corps du Capitan Pacha, après un combat très vif qui dura toute la journée, le 19 floréal, qu'il l'abandonna. Le 23, il arriva au Caire avec ses troupes; j'appris aussi que la digue du lac Madié avait été rompue, et que les eaux qui se répandaient dans le lac Mareotis rendaient déjà les communications de Rahmanieh à Alexandrie très difficiles. Je fus instruit que les Anglais étaient arrivés à Suez.

Aussitôt la réunion des troupes du général Lagrange je crus, avant que l'armée anglaise pût être près du Caire, devoir marcher sur Belbeïs, pour voir l'ennemi, le combattre, connaître ses défenses et savoir s'il ne serait pas possible de le renvoyer à Salahieh. Le 24, le petit corps de troupes qui devait défendre le Caire fut organisé sous les ordres du général Almeyras, et le 25, je me mis en marche avec les autres troupes commandées par les généraux divisionnaires Lagrange et Robin. Le même jour, je couchai à Almenayer (El Menaïr); quelques détachements ennemis que nous rencontrâmes furent repoussés. Le 26 au jour, je me mettais en mouvement pour Belbeïs, lorsque l'ennemi qui venait à notre rencontre, parut. Je marchai sur lui occupant les hauteurs du désert à l'est d'Elmenayer (El Menaïr) : vous trouverez ci-joint les rapports de l'affaire qui a duré jusqu'à midi. Voyant que l'ennemi courait d'un côté lorsque je marchais sur lui et abandonnait ses positions, voyant que l'ennemi était très décidé à ne pas quitter l'Égypte, voyant qu'en guerroyant de la sorte j'usais mes munitions et que je perdais des hommes sans en tirer aucun avantage, craignant qu'un corps de cavalerie assez nombreux qui avait disparu le matin après avoir poussé une charge vigoureuse, ne fût venu sur le Caire, pensant en outre que les Anglais et les troupes du Capitan Pacha avaient suivi le général Lagrange et devaient se trouver à un ou deux jours du Caire, je me décidai à revenir pour travailler à barrer le Nil, faire des batteries, fortifier Giza (Gizeh) et perfectionner autant que possible notre immense ligne. En arrivant au Caire, le général Almeyras me dit qu'il m'avait envoyé plusieurs courriers pour m'annoncer l'arrivée des Anglais et du Capitan Pacha à Tirané.

Pressé par trois armées nombreuses et qui tous les jours recevaient des nouvelles forces de la désertion des habitants

de l'Égypte, des Arabes, des Mamelouks et même de l'émigration des habitants de l'Asie que l'espoir du pillage attirait dans cette fertile contrée, j'avais à défendre la ville du Caire dont la population devenant ennemie, pouvait réunir 25 à 30,000 combattants au milieu de nos camps; la ligne de circonvallation de l'arrondissement offrait un développement de 12,600 quelques toises (1). J'étais sans argent, j'avais très peu de vivres et de munitions d'artillerie; il fallut presque tout créer, retranchements, magasins, affûts, poudre, etc. Alexandrie n'était plus qu'une île d'un accès très difficile et avec laquelle j'étais sans communication depuis vingt-deux jours.

Je délibérai si nous nous retirerions dans la Haute-Égypte; mais l'examen de cette contrée n'offrit aucune position militaire; j'avais très peu de moyens de transport et je ne devais pas croire que l'ennemi me laisserait le temps d'organiser cette retraite; il n'y avait aucune ville qui offrît assez de moyens pour la création d'un arsenal, assez de ressources pour les travaux que nous eussions été obligés de faire; cette contrée d'ailleurs était ravagée par une peste affreuse. On aurait pu se retirer à Damiette, mais d'après les rapports que j'avais reçus, cette ville et la place de Lesbeh étaient au pouvoir de l'armée ottomane et je n'avais pas assez de munitions pour gagner deux batailles; d'ailleurs, sur un fleuve dont les rives sont bordées d'ennemis, il devenait impossible de faire naviguer des barques de transport quand même j'en aurais eu.

Le parti que je pris fut celui que Chevert prit à Prague, dans des circonstances bien moins difficiles. Il n'était pas au centre de l'Afrique, pressé par deux armées ottomanes, il n'avait pas au milieu de son camp une population nombreuse et féroce. Nous avions comme lui une armée européenne devant nous et je n'avais comme lui qu'un faible corps en état de combattre et un développement immense à défendre; j'avais en outre à sauver un grand nombre de malades, des guerriers mutilés, des citoyens que l'amour des arts et des sciences avait attirés en Égypte. Je fis arrêter les chefs de la religion, des membres du Divan et les hommes les plus influents de la ville du Caire; ils furent renfermés

(1) Environ 25 kilomètres.

dans la citadelle; on dirigea des batteries sur la ville, les plus grandes menaces lui furent faites; les généraux, les officiers, les soldats se mirent à creuser des fossés; on éleva des retranchements sur lesquels on plaça des canons, la plupart trouvés en Égypte; le mouvement continuel des troupes semblait les multiplier; partout nous présentâmes une attitude imposante et une apparence de force qui fit que nos ennemis jugèrent que pour arriver au Caire, il fallait marcher sur nos cadavres et sur ses ruines. Le peuple du Caire dut penser que le moindre mouvement hostile de sa part serait le signal de la mort de ses chefs et de la destruction de la ville. Nos exploits étaient récents, l'impression qu'ils avaient faite était grande et on devait tout craindre d'hommes habitués depuis longtemps à toutes les chances de la guerre. On vit bien que nous voulions périr tous, ou dicter les conditions de notre retraite. Aussi, l'ennemi mit-il beaucoup de lenteur dans ses mouvements, marcha avec beaucoup de précaution et ne voulut arriver devant nous qu'après avoir réuni de grands moyens; cela ne fit que gagner du temps, attendant les instructions du général en chef dont je n'avais pas de nouvelles depuis quarante-cinq jours. Le 24 prairial arriva un détachement de dromadaires qui me remit une lettre et point d'instruction pour la conduite que je devais tenir dans ces circonstances difficiles. Je renvoyai le détachement pour peindre au général en chef notre position qu'il semblait ne pas connaître. Ci-joint la lettre que je lui ai écrite.

Le 1er messidor, nous fûmes entièrement investis par les armées combinées et toute communication avec l'extérieur fut coupée; les jours suivants les ennemis firent replier quelques-uns de nos avant-postes et commencèrent à établir des batteries; ils avaient jeté un pont de bateaux au village de Schoubra (Choubrah); un petit corps d'armée descendait de la Haute-Égypte; le 3, il y eut une suspension d'armes, et le 4, une conférence entre trois officiers français et trois officiers des armées combinées. Le 5, nous eûmes les conditions de notre retraite; le 8, elles furent acceptées, et ratifiées le 9.

Nos lignes de circonvallation ne pouvaient tenir par leur développement immense et par la faiblesse de plusieurs points contre une attaque de vive force; nous avions à peine

150 coups à tirer par pièce; nous avions à dos la population du Caire qui, ne recevant plus de vivres de la campagne, se fût sans doute concertée avec l'attaque des assiégeants; nos lignes enlevées, les différents corps se fussent retirés très difficilement sur la citadelle; nous perdions nos chevaux de cavalerie et d'artillerie et tous nos moyens de transport de munitions; la résistance qu'on aurait pu y faire eût été de trente ou trente-cinq jours en raison des subsistances, mais alors plus d'espoir d'entrer en négociations; il fallait être à la merci des ennemis, obéir à ses ordres. Quelle capitulation peut-on espérer de deux armées turques maîtresses de l'Égypte et du Caire? Les Anglais pourraient-ils les arrêter? Nous aurions cependant pris ce parti, mon général, si nos points de contact avec la France eussent encore existé pour nous et s'il nous fût resté quelque espoir de secours; nous ne pouvions les attendre que jusqu'au 25 au plus tard; la convention a été conclue le 9.

Je ne vous ferai pas l'éloge des officiers généraux, des chefs, des officiers, des soldats; ces guerriers couverts de cicatrices ont battu sous vos ordres cinq armées autrichiennes en Italie, et ont fait la conquête de l'Égypte; ils luttent depuis trois ans contre les privations de toute espèce, la peste et les efforts de l'Europe et de l'Asie; vous les connaissez tous, ils n'ont cessé de se rendre dignes de vous.

Vous trouverez ci-joint le plan de l'arrondissement du Caire; vous le connaissez mieux que personne; jetez les yeux sur la situation de la troupe, l'état de nos munitions et sur celui de la caisse; voyez les rapports du directeur du génie et du commandant d'artillerie. Ce sera suffisant pour vous donner une idée de nos ressources, de nos moyens et de notre position. Je joins aussi l'état des malheureuses victimes de la maladie contagieuse qui nous a fait beaucoup de mal.

J'emmène avec moi les troupes auxiliaires à cheval et à pied; beaucoup d'habitants du pays nous suivent avec leur famille; je ferai aussi embarquer plusieurs chevaux et juments qui seront remis au gouvernement, s'il les désire, en les remplaçant par des chevaux français.....

AUGUSTE BELLIARD.

Ce rapport fut complété par une lettre personnelle, dont voici les principaux passages :

Au général Bonaparte.

12 messidor, an IX (30 juin 1801).

... J'ai cru devoir conserver à la France le reste de la brave armée d'Égypte qui vous chérit et que vous aimez; il y a longtemps que je regarde le pays comme perdu; je suis persuadé que connaissant mieux que personne nos moyens, vous l'avez cru comme moi quand vous avez su les affaires du 17 et 22 et la bataille du 30 (1).

Je vous en dirai les raisons, mon général, lorsque j'aurai le plaisir de vous voir.

Il est bien cruel, mon général, de nous voir réduits à la dure nécessité de ..... (2) un pays que nous occupons depuis trois ans, qui nous a coûté tant de peines, de fatigues et de privations, et qui convient tant sous tous les rapports à la France. Nous pouvions le conserver encore, mon général, si l'on avait eu Bonaparte; c'est la vérité sans flatterie, vous me connaissez.

Je vous prie, mon général, de garder cette lettre pour vous; je n'écris point au Premier Consul, c'est à mon ancien général que j'estime et que j'aime et dont je serai toujours jaloux de conserver la confiance. Je vous prie de garder aussi la lettre que j'ai écrite au général en chef Menou et dont j'ai été forcé de vous envoyer copie, en vous faisant mon rapport, ainsi que celle qu'il m'a écrite; il est bon que vous les connaissiez; mais je crois inutile et je vous demande en grâce de ne pas les rendre publiques; je serais fâché de faire quelque chose qui pût lui faire de la peine. Si nous sommes assez malheureux, pour fruit de l'expédition, d'être obligé de comparaître les uns devant les autres, alors on sera forcé de s'expliquer et de dire la vérité; mais il faut attendre ce moment et la sagesse du gouvernement décidera s'il doit avoir lieu. AUGUSTE BELLIARD.

Belliard savait qu'aux termes des règlements, le Premier Consul pouvait ordonner une enquête sur l'évacua-

(1) Près d'Alexandrie.
(2) Mot difficile à lire.

tion de l'Égypte. Il prévoyait que dans ce cas l'opinion publique pourrait être surexcitée par certains actes du général Menou, le juger défavorablement et il tenait, même ayant à se plaindre de ses procédés, à n'être cause pour lui d'aucun désagrément. On verra plus loin que le premier consul apprécia les événements tels qu'ils étaient, tout à l'honneur de l'armée d'Égypte et qu'il approuva pleinement la conduite de Belliard.

A partir du 12 messidor (30 juin), ce dernier n'eut plus en vue que le transport du matériel et le départ des troupes. Le 17 (5 juillet), il régla les détails de la cérémonie qui avait pour but l'enlèvement du corps du général Kléber et sa translation à la côte. Toutes les troupes furent convoquées. Les Anglais eux-mêmes et les Turcs voulurent se joindre à notre armée. Les honneurs funèbres furent rendus aux restes de l'illustre guerrier qui furent confiés à la garde d'une troupe d'élite (1).

Pendant les huit jours qui suivirent, Belliard, secondé par ses généraux, s'occupa de rassembler tout ce qui devait être embarqué par les soins des Anglais, particulièrement les blessés, les malades, les personnes de toute nationalité qui s'étaient attachées à la fortune des Français, et le matériel de guerre.

Le 25 messidor (13 juillet 1801), les derniers préparatifs étaient achevés. Belliard reçut du payeur une somme de 21,000 francs jugée nécessaire pour les dépenses extraordinaires des troupes pendant la route et la période d'embarquement. Puis, il fit camper ses régiments en dehors de Gizeh, prêts à se mettre en route.

Le lendemain 26 (14 juillet), il partit avec son petit corps d'armée et toute son artillerie pour se rendre à Rosette. Dans le nombre des pièces qu'il emmenait se

---

(1) Voir aux Annexes, la note du colonel Coutelle, chargé du transport des restes de Kléber.

trouvaient celles qui avaient été prises par Bonaparte à Aboukir et par Kléber à Héliopolis, glorieux trophées que son patriotisme tenait à ramener en France.

A la suite de l'armée, et sous sa protection, se trouvaient les membres de l'Institut d'Égypte et de la commission des arts, avec leurs travaux et documents; les élèves de l'école de mathématiques; le personnel administratif; les légions copte et syrienne; un petit corps de Mameluks; des Égyptiens attachés à la domination française; des commerçants, des femmes, des enfants. Toutes ces individualités, placées par Belliard sous la sauvegarde de la France, restaient confiantes dans le chef qui avait su, au dernier moment, les préserver des rancunes ou des vengeances des nouveaux possesseurs de l'Égypte.

Pendant la route, des Mameluks essayèrent de suivre nos troupes. Mais Belliard adressa des observations au général anglais Moore et exigea que des ordres fussent donnés pour empêcher absolument ce manque de procédés. Son désir fut immédiatement satisfait et les étapes s'achevèrent sans autre désagrément.

Le 9 thermidor (27 juillet 1801), après quartorze jours de marche, la colonne arriva au camp d'El Ahmed à trois milles de Rosette. Malgré la chaleur, l'état sanitaire ne s'était pas aggravé. Le même jour, Belliard se rendit à Rosette, pour procéder à un embarquement de 300 hommes et constitua une commission d'embarquement qui entra aussitôt en fonctions.

En s'enfermant à Alexandrie, Menou avait laissé au Caire sa femme et son enfant. Il avait aussi dans cette ville un beau-frère, indigène, ennemi des Français, qu'il fallait surveiller. Belliard n'avait cessé de protéger la famille du général en chef. Il crut devoir encore écrire à ce dernier, le 11 thermidor (29 juillet), pour lui demander quelles étaient ses intentions à cet égard. Il lui offrit de s'en charger et de la ramener en France, ou

bien de la faire conduire chez ses parents, en le prévenant qu'il ne devait en aucun cas compter sur son beau-frère.

Grâce au bon vouloir des Anglais, à l'état de leurs bâtiments qui étaient prêts à recevoir nos troupes, l'embarquement se fit en bon ordre, assez rapidement. Un navire hôpital avait été réservé pour les convalescents de la peste qui furent embarqués des premiers et dont l'état ne fit que s'améliorer. Ce fléau avait fait, à cette date, des ravages affreux. On évaluait ses victimes à 130,000 dans la Haute-Égypte, à 25 ou 30,000 dans la seule ville du Caire, à 1,000 ou 1,100 parmi nos officiers et nos soldats.

Trois autres vaisseaux hôpitaux avaient été affectés au transport des malades qui étaient nombreux. On les conduisit à Rosette d'où ils furent portés à bord, avec tous les soins désirables.

Le 18 thermidor (5 août), les opérations d'embarquement étant très avancées, Belliard crut pouvoir monter avec les derniers soldats à bord du bâtiment qui lui était affecté. Il écrivit à la commission d'embarquement : « Demain, je pars avec les guides, 25 hommes de la 21ᵉ et le 15ᵉ dragons. Ce sera la fin. Il ne restera que les chevaux du gouvernement et des particuliers, avec les hommes pour les panser. »

Le 19, Belliard fit ses adieux au général anglais Oakes; mais il resta encore deux jours en Égypte, pour voir la fin du départ. Le 21 thermidor (8 août), les derniers apprêts étant terminés, il écrivit sa dernière lettre. Puis le lendemain, 22 thermidor, an IX (9 août 1801), le convoi mit à la voile, se partagea en trois divisions et quitta définitivement cette terre si vaillamment conquise, en prenant la direction de la mère patrie.

Tandis que Belliard voguait vers la France, les nouveaux vainqueurs des populations égyptiennes voulurent terminer leur prise de possession. Cette fin de notre

occupation, quoique étrangère aux actes du général Belliard, s'y relie cependant d'une façon assez directe pour qu'il soit nécessaire de suivre succinctement le général Menou jusqu'à sa rentrée en France.

Il ne restait plus en Égypte que le faible noyau de troupes enfermé sous ses ordres dans la place d'Alexandrie et inactif depuis la malheureuse bataille du 30 ventôse (20 mars). Dès que Belliard fut parti, les Anglais se disposèrent à s'emparer de cette ville. Leurs forces revinrent vers le nord et sept jours après le départ de leurs navires, leurs têtes de colonne attaquèrent une hauteur qui dominait le camp de Nicopolis où Menou avait établi sa garnison. Le 3 fructidor (20 août), ils s'emparaient du poste du Marabout qui était mal défendu; et le 8, ils commençaient l'attaque du fort Leturcq, qui ne pouvait tarder à succomber. De sa prise dépendait celle de la place elle-même.

A ce moment, se voyant encombré de malades et pressentant le prochain manque de vivres, le général Menou envoya un parlementaire à l'ennemi, puis réunit un conseil de guerre. Il exposa la situation qu'il jugeait maintenant sans espoir, et ajouta que c'était l'évacuation du Caire qui le forçait à capituler. En réalité, c'étaient ses propres fautes qui l'avaient acculé à une reddition. Il fut forcé d'accepter des conditions moins avantageuses que celles qui avaient été stipulées pour lui par Belliard et qu'il avait rejetées un mois auparavant. La convention qui le concernait fut signée et ratifiée, le 13 fructidor (30 août 1801). Les forts furent remis aux Anglais, le 15 (1er septembre). Les trois frégates et tous les bâtiments dont il disposait, qu'il aurait sauvées en acceptant le traité de Belliard, tombèrent également aux mains du vainqueur. Il fut seulement autorisé à conserver ses armes et ses bagages avec la promesse d'être transporté en France par les bateaux de l'ennemi. Il dut cependant rester en Égypte jusqu'en vendémiaire et

ne fut embarqué que dans la première décade de ce mois.

Il mérita ce jugement sévère, mais juste, du général Reynier : « Un chef inhabile détruit, par sa seule influence, tous les ressorts qui lui sont confiés. L'armée d'Orient avait acquis une grande gloire; mais son dernier chef n'était pas digne d'elle. »

A peu près au moment où Menou quittait l'Égypte, le 8 vendémiaire, an X (30 septembre 1801), Belliard débarquait à Marseille, suivi bientôt par son corps d'armée. Ses deux premières lettres furent pour le Premier Consul et pour Berthier, alors ministre de la guerre. Elles annonçaient son retour, et confirmaient les lettres et rapports qu'il avait adressés à Bonaparte à la date du 12 messidor (30 juin). Il envoya en outre au ministre ses états et ses situations. Il avait pris d'avance toutes les mesures pour éviter l'introduction de la peste en Europe, ayant placé à part, sur des bâtiments hôpitaux, tous ceux qui avaient été contaminés par le fléau ou susceptibles de l'être.

Il trouva à Marseille, comme commandant de la division, un de ses camarades d'Italie, Cervoni, avec lequel il était lié et qu'il tutoyait depuis longtemps. Cette particularité facilita les dispositions qu'il eut à prendre pour veiller à l'installation de son monde, Français, Égyptiens, Coptes, Syriens, etc.

En outre, il reçut du ministre de la guerre une lettre qui lui exprima, avec les intentions du gouvernement, l'affection, la sollicitude et l'estime du Premier Consul.

Le ministre de la guerre, au général de division Belliard, en rade de Marseille.

Paris, le ... vendémiaire, an X de la République française une et indivisible.

Je m'empresse, citoyen général, de vous annoncer que le Premier Consul a été sensible à l'attention que vous avez eue de ramener en France, en signe d'honneur, plusieurs pièces d'artillerie et les restes du général Kléber.

Il me charge de vous en témoigner sa satisfaction. Il désire aussi que vous fassiez connaître aux différents corps de troupes de l'armée d'Orient qui sont revenus d'Égypte avec vous, que le gouvernement apprécie le zèle, le courage et le dévouement qu'ils ont déployé pour soutenir l'honneur des armes françaises, et que des ordres sont donnés pour qu'il soit pourvu à leurs besoins, afin de les mettre à portée de se refaire de leurs longues et glorieuses fatigues.

Je vous salue.

A. BERTHIER.

Berthier, suivant son habitude, avait soumis les lettres de Belliard au Premier Consul, qui lui ordonna les mesures à prendre, dans les termes suivants :

J'ai l'honneur de vous rappeler, citoyen ministre, les dispositions qui ont été prises par le Premier Consul, sur les lettres du général Belliard que vous lui avez communiquées.

Les manuscrits arabes et les caractères de l'imprimerie arabe seront envoyés à Paris; la bibliothèque sera mise dans un magasin, pour être à la disposition du Ministre de l'Intérieur.

Les jeunes gens de l'école de mathématiques seront mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur. Le corps de la marine sera mis à la disposition du Ministre de la Marine. Les invalides seront envoyés à la succursale d'Avignon.

Le corps du général Kléber sera déposé provisoirement au château d'If.

Tout ce qui appartient à l'administration sera libre de se rendre dans ses foyers; les ordres du gouvernement seront envoyés à ceux auxquels on sera dans le cas d'en transmettre.

On fera conduire au dépôt de Versailles les chevaux et les juments arabes.

Par ordre du Premier Consul.

Cette lettre fut complétée, deux jours après, par celle qui confiait au frère du ministre de la guerre, le soin de veiller à la dislocation de l'armée d'Orient.

Au général Berthier, ministre de la guerre.

Paris, 19 vendémiaire, an X (11 octobre 1801).

Vous chargerez, citoyen ministre, le général Léopold Berthier de rester dans le Midi, jusqu'à ce que tous les corps de l'armée d'Orient soient reformés. Il mènera avec lui, le citoyen Joubert, interprète, pour qu'il voie l'état des individus qui composent les légions coptes, syriennes et le corps des Mameluks. Il aura soin de demander les états les plus exacts du nombre de femmes, d'enfants, l'âge et la profession des différents Égyptiens venus avec l'armée. Il autorisera, jusqu'à ce qu'il en soit définitivement statué, la solde des corps égyptiens qui ont suivi l'armée.

Vous ferez connaître au général Belliard que j'ai été satisfait de l'ordre et du soin qu'il a mis à amener en France, en signe d'honneur, les pièces d'artillerie et le corps du général Kléber.

L'armée d'Orient, à la sortie de la quarantaine, ne formera plus corps d'armée. Il sera accordé un mois de gratification à tous les membres des administrations.

Vous me présenterez un rapport sur chaque individu composant l'état-major, pour qu'il lui soit donné une destination.

Le général Léopold Berthier verra les différents corps et leur témoignera le plaisir que j'aurai de les revoir et que j'ai toujours été content de leur bonne conduite et des efforts qu'ils ont faits pour conserver l'Égypte.

Les membres de la commission des arts se rendront à Paris, auprès du ministre de l'Intérieur, avec tous les renseignements qu'ils auront recueillis.

Le général Léopold Berthier enverra les états par corps de ce qui est dû pour la solde de l'an IX, qui sera promptement alignée.

Recommandez spécialement que l'on commence à payer exactement la solde depuis le 1er vendémiaire, an X.

Le général Léopold Berthier attendra dans le Midi le retour de la garnison d'Alexandrie. Il aura soin de correspondre fréquemment avec vous sur la situation de cette armée.

BONAPARTE.

C'était la fin de l'expédition d'Égypte. Ces deux lettres témoignaient de l'approbation entière du Premier Consul, non seulement pour la conduite de Belliard au Caire, mais encore pour tous ses actes depuis le jour où il avait été livré à sa propre initiative. Elles semblaient établir que c'était lui qui avait ramené l'armée d'Orient et tous les services qui en dépendaient. Menou ne représentait plus, aux yeux du chef de l'État, que la garnison d'Alexandrie.

Les contemporains et surtout les camarades de Belliard ne s'y trompèrent pas. C'était lui qui avait sauvé leur honneur militaire, peut-être leurs existences, en évitant une capitulation à la suite d'un siège malheureux, et qui avait conservé à la France une grande partie de la glorieuse armée d'Orient.

Il sortait de là avec la réputation d'un chef de guerre capable, d'un soldat éprouvé, d'un chef d'état-major de grandes unités, classé désormais parmi les premiers de l'armée et susceptible à l'occasion d'exercer de grands commandements ou de remplir les missions les plus difficiles. Menou, au contraire, revenait d'Égypte, avec une situation amoindrie et la réputation d'un homme incapable de commander une armée. Aussi devait-il disparaître sous le Consulat et l'Empire et être confiné par Bonaparte, dans des fonctions effacées au delà des frontières françaises.

Après son arrivée, Belliard crut devoir écrire au Premier Consul une lettre personnelle sur la question d'Orient.

Au citoyen Bonaparte, premier consul.

11 vendémiaire, an X (2 octobre 1801).

Je ne connais pas, mon général, les instructions du gouvernement à l'égard de la Porte, mais je crois devoir vous instruire que dans les relations que j'ai pu avoir en Égypte après la convention de Giza (Gizeh) avec le vizir, le capitan-

pacha et les officiers généraux anglais, j'ai aperçu un grand mécontentement de la part des Turcs et un grand mépris des Anglais pour ces premiers. Je pense qu'aussitôt que l'escadre turque sera séparée de l'escadre anglaise, il ne serait pas difficile de retirer la Porte de la coalition, et je le regarde d'autant plus probable que le capitan-pacha, voyant arriver beaucoup de troupes anglaises après la convention, parut inquiet et le témoigna au citoyen Tousard, en lui disant : « Est-ce que si les Anglais voulaient s'établir en Égypte, nous ne retrouverions pas nos anciens alliés pour les en chasser?... »

AUGUSTE BELLIARD.

L'arrivée de Belliard en France coïncidait avec des circonstances heureuses qui devaient contribuer à lui réserver un excellent accueil.

Les préliminaires de la paix générale avec le continent étaient sur le point d'être signés et rien ne pouvait mieux assurer la puissance et la gloire de Bonaparte. Son cœur, à ce moment, partageait la joie générale et il était indispensable que rien ne vînt la troubler. Lui-même montrait en toute occasion un esprit de conciliation et une bienveillance qui concouraient au bonheur de tous. Le Consulat était à l'apogée de sa puissance; les divisions des partis s'affaiblissaient; l'heure était venue d'oublier les haines passées et d'entrer dans une période de réorganisation.

L'Égypte n'était plus qu'un souvenir de gloire et les derniers événements n'avaient eu d'autre résultat que d'amener le Premier Consul à renouer des liens d'amitié avec la Porte qui, de son côté, s'y montrait disposée. La lettre adressée par Belliard à Bonaparte, le 11 vendémiaire, répondait à son état d'esprit et le confirma dans ses intentions. Le 19 du même mois (11 octobre 1801), il fit en effet partir pour Constantinople, le colonel de cavalerie Sebastiani, avec mission de proposer à la Porte d'oublier le passé et de conclure une paix durable.

Au même instant, le Premier Consul annonçait au pays la signature des Préliminaires de paix, par une de ces phrases à effet, dont il avait le secret : « Vous l'avez donc enfin, cette paix tant désirée, etc. »

Deux jours après il prit une mesure qui témoignait encore de sa sollicitude pour les troupes d'Orient. Il décida la formation d'un escadron de 240 Mameluks, recruté avec ceux que Belliard avait ramenés d'Égypte et commandé par un ancien officier de l'armée d'Orient, le chef de brigade Rapp, devenu son aide de camp après la mort du brave Desaix.

La quarantaine prescrite à l'armée d'Égypte suivait son cours; et les occupations qu'elle imposait à Belliard étaient assez nombreuses pour remplir ses journées. Le 3 brumaire, an X (24 octobre 1801), elle durait encore, quand on annonça la prochaine arrivée de la garnison d'Alexandrie à Toulon. Belliard se chargea de demander et de faire établir les baraquements qui allaient leur être nécessaires, répondant ainsi aux malveillances de Menou par des actes de dévouement.

D'après la date d'arrivée des bâtiments, la 1re quarantaine des troupes du Caire fut terminée le 26 vendémiaire (17 octobre); la 2e, le 9 brumaire (30 octobre), et la 3e, le 22 brumaire (12 novembre). Depuis quelque temps déjà, le général de brigade Léopold Berthier, installé à Marseille, veillait au bien-être des troupes d'Égypte et à l'exécution des ordres du Premier Consul.

En écrivant à ce sujet au ministre de la guerre, le 13 brumaire (3 novembre), Belliard lui dit : « D'après les instructions apportées par le général Léopold Berthier, l'armée d'Orient est dissoute; les corps cessent d'être sous les ordres des généraux qui reviennent d'Égypte. Les officiers attendent les ordres du gouvernement. Presque tous désirent se rendre chez eux. » Pour lui, comme sa présence pouvait encore être utile, il attendrait les instructions personnelles qui pourraien

le concerner. La plupart de ses désirs furent satisfaits et on le laissa quelque temps à Marseille, pour terminer les affaires d'Orient.

Il écrivit à cette époque à son ami, le général Damas, une lettre qui contient son appréciation sur les derniers événements de l'armée d'Égypte.

Le général Belliard au général divisionnaire Damas.

Au lazaret de Marseille, le 6 brumaire, an X (27 octobre 1801).

Quelques jours après mon arrivée à Marseille, mon cher Damas, je vous ai écrit, en vous envoyant l'état de ce que j'avais touché pour vous après votre départ.... J'ai écrit aussi plusieurs fois à Reynier; jusqu'à présent, je n'ai reçu de réponse, ni de vous ni de lui.... Vos deux aides de camp et ceux de Reynier sont arrivés en rade; ils se portent bien.

Il paraît, malgré les promesses de l'intrépide Menou de s'ensevelir dans les ruines d'Alexandrie, qu'il n'a pas jugé à propos de faire ébranler les murailles d'Alexandrie.... Nous devons à ses grands talents militaires la perte de l'Égypte et, par suite, par sa faute politique, la perte de tous nos vaisseaux de guerre, de tous les bâtiments de commerce et des objets d'art appartenant au gouvernement.

Je compte voir demain vos aides de camp qui ont été emprisonnés en votre honneur et gloire et qu'on n'a fait sortir que lorsque la générale a battu. Ils me donneront quelques renseignements sur ce qui s'est passé.

Il n'y a point eu d'affaire sérieuse. Eppler (1) s'est battu seulement vers le marabout; il a dû se retirer avec la perte de 15 morts et 30 blessés, Ensuite, on est entré en négociations. Le général Menou a demandé qu'on nommât des commissaires pour régler la capitulation. On lui a refusé; il a dû envoyer un officier avec les articles, qui ont été (2) accordés ou rejetés, selon que le général ennemi l'a jugé convenable....

J'espère vous voir bientôt à Paris. Je n'ai point encore reçu de destination, ni pour les officiers généraux, ni pour

(1) Chef de brigade, commandant la 21e demi-brigade légère.

(2) Les mots : *qui ont été*, remplacent des mots illisibles.

les corps. Cependant le Ministre de la guerre, qui m'écrit au nom du Premier Consul, une lettre très honorable pour la brave armée d'Égypte, m'annonce que je les recevrai incessamment.

Salut, joie et santé (1).

BELLIARD.

Le 18 brumaire, an X (9 novembre 1801), fut choisi pour la date de la proclamation qui annonçait aux Français la conclusion de la paix et l'ouverture d'une période « où le développement de l'égalité civile, des libertés publiques et de la fraternité nationale ferait le bonheur de tous. S'il reste encore des hommes, ajoutait le Premier Consul, que tourmente le besoin de haïr leurs concitoyens... d'immenses contrées les attendent; qu'ils osent y aller chercher l'oubli de leurs infortunes et de leurs peines ».

Ce fut au milieu de la joie causée par cette proclamation, le 20 brumaire (11 novembre), que Menou débarqua à Toulon.

Belliard toujours déférent, lui rendit compte des faits qui s'étaient passés depuis son départ d'Aboukir, de l'arrivée des bâtiments à Marseille, dont 8 ou 10 manquaient au début, et de la fin des quarantaines imposées aux troupes de ce premier convoi. Il lui fit connaître les nouvelles destinations des corps et des services et lui offrit même de se rendre à Toulon, pour prendre ses ordres. Mais il trouva son chef désireux de garder vis-à-vis de lui, la même attitude qu'en Égypte.

Heureusement, tout lien officiel était désormais rompu entre eux.

Néanmoins, le 28 brumaire (18 novembre), Belliard lui adressa encore une lettre, dernier témoignage du sentiment de discipline qui l'animait. Il le prévenait

---

(1) Lettre communiquée par le commandant Damas, petit-neveu du général Damas.

qu'il avait reçu l'avant-veille, l'autorisation du Ministre de la guerre de se rendre à Paris, que les troupes placées sous ses ordres avaient pour la plupart fini leur quarantaine et que l'armée d'Orient étant dissoute, il comptait le jour même partir pour la capitale; il lui offrait ses services, si cela pouvait lui être agréable.

Peu de jours auparavant, obéissant à un ordre de Berthier, il avait adressé au Premier Consul, un rapport succinct relatif aux dernières opérations de l'armée d'Égypte, destiné à compléter celui qu'il lui avait envoyé le 12 messidor (30 juin), mais qui n'ajoutait rien à sa précédente relation. Ce document annonçait la prochaine remise d'un rapport d'ensemble détaillé sur la position des troupes du Caire, sur leurs ressources et sur toutes les opérations militaires entreprises par elles.

Il quitta ensuite Marseille le 28 brumaire (18 novembre) et arriva à Paris le 2 ou 3 frimaire (22 ou 23 novembre).

IX

Commandement de la 24e division.

Séjour de Belliard à Paris. — Sa nomination au commandement de la 24e division. — Sa maladie. — Il est soigné à Paris. — Nouveau bulletin de Larrey. — Accueil sympathique à Bruxelles. — Vote militaire pour le Consulat à vie. — Travaux d'organisation militaire. — Projet de mariage de Belliard. — Séjour du Premier Consul à Bruxelles. — Création de Corps belges. — Lettre de Belliard au Premier Consul, à propos du complot de Cadoudal. — Création de l'Empire. — Nomination des maréchaux. — Couronnement. — Distribution des aigles. — Troisième coalition.

Belliard fut reçu par Berthier comme un ami. Lui-même éprouva une vive joie de revoir après tant d'épreuves un chef qu'il aimait et dont il était hautement apprécié. Le premier soin du ministre fut de l'envoyer au Premier Consul, qui, suivant son habitude, voulut le voir, le questionner, l'entendre et se faire, sur cette fin malheureuse d'une campagne qu'il avait si bien commencée, une opinion personnelle. Il avait déjà la correspondance de Menou qui l'avait mal disposé contre tout le monde et dont l'influence se fit longtemps sentir pour quelques-uns des généraux sous ses ordres, notamment pour le général Damas. Mais, d'autre part, Bonaparte qui avait fait tant d'efforts pour sauver son armée d'Orient, savait mieux que personne à quelles épreuves elle avait été soumise. Il lui restait une affection particulière pour les braves soldats qu'il avait commandés en Italie et en Égypte; sous ce rapport, il

estimait hautement le général Belliard. Il approuva sa conduite, l'assura de sa bienveillance et confia à Berthier le soin de veiller sur sa carrière.

Au même moment, le Premier Consul fit connaître publiquement à la France entière, son sentiment sur la conduite de nos troupes en Égypte. Dans son « exposé de la situation de la République », lu au Sénat le 1er frimaire, an X (22 novembre 1801) il s'exprima ainsi :

« ... En Égypte, les soldats de l'armée d'Orient ont cédé; mais ils ont cédé aux circonstances plus qu'aux forces de la Turquie et de l'Angleterre; et certainement, ils eussent vaincu, s'ils avaient combattu réunis. Enfin, ils rentrent dans leur patrie; ils y rentrent avec la gloire qui est due à quatre années de courage et de travaux; ils laissent à l'Égypte d'immortels souvenirs, etc. »

Quant à Belliard, déjà si grand admirateur de Bonaparte, il dut être saisi d'étonnement de le retrouver si grand et si puissant. Et cependant, en Égypte, il s'était habitué déjà à le voir exercer le pouvoir suprême, créer, organiser sa colonie, développer sa prospérité et se montrer aux peuples d'Orient comme un roi respecté, maître absolu des hommes et des choses. Jamais, dit-il plus tard, il ne lui avait paru si grand. Mais en le revoyant en 1801, chef reconnu de tous les Français, entouré du prestige des victoires de 1800, devenu l'égal des potentats d'Europe et les dépassant par l'éclat de sa renommée, il sentit redoubler son culte pour ce héros qui dominait alors, aux yeux de tous, l'humanité entière. Son zèle, son ardeur à le servir, son dévouement sans limites en furent encore ravivés et, en quelques heures, les souffrances passées s'effacèrent devant la gloire du présent et les espérances de l'avenir.

Le mois de décembre s'écoula rapidement, et Belliard fut prévenu qu'avant peu, le Premier Consul lui confierait le commandement d'une belle division. Les visites à ses frères d'armes, à ses chefs, aux camarades des armées

d'Italie et d'Égypte, les récits des événements survenus depuis son départ d'Italie, la révolution du 18 brumaire, l'inauguration du Consulat, les réformes et les créations nouvelles dues au génie de Bonaparte, la campagne de Marengo, les relations extérieures de la France, furent pour lui, pendant ce dernier mois de l'année 1801, une occupation de tous les instants.

Dans la seconde quinzaine du même mois, il sut que le Gouvernement lui destinait la 24e division militaire dont le siège était à Bruxelles. Parmi nos divisions militaires, il y en avait alors six qui étaient dites de première ligne. C'étaient celles de Lyon, Marseille, Bordeaux, Bruxelles, Strasbourg et Turin. C'était donc un poste de choix qui lui était réservé, avec une résidence qui était après Paris la plus agréable du territoire. Il reçut sa nomination le 27 frimaire, an X (17 décembre 1801). Il y remplaçait le général Bonnaud.

Maintenant que sa position était assurée, il songea à réaliser un désir qui lui tenait au cœur depuis le jour de son débarquement à Marseille : il voulait revoir ses parents. Il demanda un congé au ministre, qui ne put lui accorder que trois décades, un mois, à dater du 13 nivôse, an X (2 janvier 1802).

Belliard n'avait pas revu sa famille depuis son départ pour l'armée d'Italie, au printemps de 1796. Il y avait donc plus de cinq ans qu'il avait quitté les siens et il lui tardait de retrouver son père pour qui il avait une grande affection. Quoique nous soyons sans détails sur le séjour qu'il fit à Fontenay, on peut s'imaginer les épanchements, les réunions, les fêtes qui remplirent ses quelques jours de congé. Parti colonel et inconnu, il revenait général de division, illustré par maints combats, des actions d'éclat, des blessures, des citations, avec l'amitié de Berthier et celle du Premier Consul.

Ce mois de janvier 1802 s'écoula pour lui avec la rapidité d'un instant. Il put disposer encore du mois de

février pour ses affaires personnelles et prit possession de son poste le 27 ventôse (17 mars). Son arrivée avait été annoncée aux habitants de Bruxelles par l'*Oracle*, journal important de l'époque qui avait publié dans ses colonnes, le 27 nivôse (16 janvier) : « Le général Belliard qui a servi avec tant de distinction, en Italie et en Égypte, remplace le général Bonnaud dans le commandement de la 24[e] division militaire. » Il reçut le même jour les visites et les compliments des autorités civiles et militaires et se vit réserver le meilleur accueil par les hautes personnalités du pays ainsi que par les diverses classes de la population.

Mais, dès les premiers temps de son séjour, soit qu'il fût éprouvé par le climat, si différent de celui de l'Égypte, soit que les fatigues des dernières années eussent ébranlé sa robuste constitution, sa santé se trouva atteinte. Après avoir résisté quelque temps aux souffrances qu'il ressentait du côté des intestins, il dut se résigner à se faire sérieusement soigner et entra à l'hôpital militaire de la Garde des Consuls, à Paris, où il devait retrouver le célèbre chirurgien Larrey qui l'avait déjà traité au Caire.

Les douleurs qu'il ressentait furent attribuées à sa dernière blessure et lui rappelèrent la note pessimiste que Larrey lui avait déjà donnée. Il dut croire un moment que son diagnostic allait se réaliser. Mais le traitement auquel il fut soumis finit par le soulager et par déterminer une amélioration sensible. Malgré cela il était encore à l'hôpital le 23 avril, mais à la veille de le quitter, sinon comme guéri, au moins comme convalescent et en état de reprendre son service du temps de paix.

Il reçut alors de Larrey un certificat qui ne fit qu'aggraver sa précédente appréciation. « Le général Belliard, disait-il, a été blessé au bas-ventre au Caire et cette blessure, jugée d'abord mortelle, lui a laissé de la fai-

blesse dans le gros intestin, dérange fréquemment les fonctions de cet organe et produit de la gêne dans la marche d'une jambe déjà fatiguée par une contusion reçue à la bataille d'Arcole; et ces infirmités le mettent hors d'état de suivre les mouvements actifs d'une armée (1). »

Ce bulletin était certes aussi glorieux qu'une citation reçue à la suite d'une action d'éclat. Mais il témoignait aussi de la conviction que devait avoir Belliard à cette époque, de son inaptitude à faire campagne; conviction due à un jugement médical, considéré alors comme infaillible. Ce certificat dut compromettre plus d'une fois son avenir; il était d'autant plus regrettable qu'il était erroné, car Belliard fut en mesure peu d'années après de faire, en tête de la cavalerie de Murat, les campagnes les plus fatigantes de l'Empire.

Quoi qu'il en soit, il revint à Bruxelles à la fin d'avril 1802, encore fatigué et persuadé qu'il était sérieusement atteint. Heureusement pour lui, il se trouvait depuis son retour dans une de ces périodes de paix qui permettait à un homme de son âge, trempé par les fatigues, par dix années de campagnes, de retrouver promptement sa vigueur et sa santé.

A la tête de sa division, dans cette contrée nouvelle où les sympathies des habitants l'avaient devancé, il se mit à l'œuvre, comme l'a dit plus tard un Belge de ses amis, « avec cette prudence qui, chez lui, devançait les années et cet esprit de conciliation qui lui gagnait tous les cœurs ».

Il eut d'ailleurs, à traiter, peu de temps après son arrivée, les questions les plus intéressantes. Une des premières fut celle qui concernait le Consulat à vie.

Le 22 floréal, an X (12 mai 1802), une lettre du ministre de la guerre, Berthier, adressée aux généraux

(1) Archives administratives de la Guerre.

de division et aux chefs de corps, les prévenait que le peuple était appelé à émettre son vœu sur cette question : « Napoléon Bonaparte sera-t-il Consul à vie ? »

Les officiers et les soldats devaient voter comme citoyens, suivant un mode fixé par l'arrêté.

Quoique cette consultation de l'armée fût contraire aux principes d'une bonne organisation militaire, elle s'effectua suivant l'ordre donné, et produisit, comme on pouvait s'y attendre, les meilleurs résultats. Dans la 24e division les troupes montrèrent, comme ailleurs, le plus ardent enthousiasme pour Bonaparte, et leur général eut lieu d'en être satisfait.

Deux jours après parut le projet portant création de l'ordre de la Légion d'honneur, qui rencontra au début une si vive opposition et qui devait jouir plus tard d'une faveur si marquée. Tous ceux qui avaient reçu des armes d'honneur en étaient membres de droit et Belliard, en cette qualité, fut nommé commandeur. Mais la remise des brevets et la cérémonie qui en fut la conséquence n'eurent lieu que plusieurs mois après la promulgation du décret d'organisation.

Le travail et l'activité améliorèrent bientôt sa santé au point de rendre sa guérison certaine. Il gagna ainsi l'été et sur le conseil de son médecin demanda, en juillet, un congé pour se rendre aux eaux d'Aix-la-Chapelle ou de Spa. Berthier lui accorda un mois. C'était tout ce qu'il lui fallait. Les eaux lui firent tellement de bien que plus tard, quand il le crut possible, il essaya souvent de faire une nouvelle saison.

Son commandement de la 24e division ne fut pas du reste marqué par des événements importants. S'il y a lieu de rappeler quelques-unes de ses affaires de service, leur nombre en est restreint. Parmi elles, il conviendrait de citer les mesures d'organisation qui signalèrent cette époque et qui donnèrent à notre armée, pendant quelques années, une force invincible. Les premières,

datées de la fin de brumaire, an XI (novembre 1802), eurent pour but de perfectionner la discipline, la tenue et l'administration dans les corps de troupes. Elles trouvèrent dans le général Belliard un chef militaire tout disposé à les comprendre et à les mettre en pratique. Partisan, à cet égard, des idées qui avaient cours dans les hautes sphères de l'armée, il avait toujours exigé de ses subordonnés, une discipline forte, sévère même, mais toujours juste et paternelle, défendant de commander les soldats avec dureté pour ménager en eux le sentiment d'honneur, exigeant qu'on les traitât toujours en citoyens soumis à des lois militaires. Quant à ses officiers, il les engageait à profiter des loisirs de la paix pour développer leur instruction, et à se distinguer par leurs talents, la sévérité de leurs mœurs, la dignité et l'élévation de leur caractère afin de faire naître dans l'âme du soldat cette estime et ce respect que le rang seul ne saurait obtenir.

Le commencement de l'an XI marqua ainsi, pour l'armée, une ère de transformation et de prospérité. Au sommet de la hiérarchie, le chef de l'État, resté général en chef de toutes les forces de la République, maître sans contrôle de tous les rouages du Gouvernement, imposant à tous sa volonté avec une autorité que son génie, son élévation au rang suprême et la supériorité de ses décisions faisaient accepter avec empressement. Au-dessous de lui, sous son initiative et sa direction, l'instruction et l'amour de la discipline s'étaient propagés dans nos armées de terre et de mer; la comptabilité des corps militaires s'était épurée; une administration régulière avait remplacé le régime dilapidateur des entreprises et des fournitures. Le soldat, mieux nourri, mieux vêtu, connaissait l'économie et versait souvent dans des caisses communes des épargnes qui l'attachaient à ses drapeaux comme à une famille.

Belliard, heureux de suivre l'impulsion du Premier

Consul, avait contribué à ces améliorations et avait eu la satisfaction de constater à quel point les troupes sous ses ordres s'étaient perfectionnées.

L'année 1803 s'ouvrit sous ces auspices; et l'un des premiers actes du ministre de la guerre fut d'augmenter aux yeux des populations et de l'armée, la considération qui entourait les généraux commandant les divisions et les départements. Sur l'ordre du Premier Consul le taux de leur solde fut élevé, leur bien-être assuré et leurs rapports avec les habitants furent de nouveau réglés.

Les généraux commandant les divisions de première ligne furent même l'objet de faveurs spéciales. Par décret du 26 nivôse (16 janvier 1803), le Premier Consul décida qu'ils jouiraient d'un traitement extraordinaire de 24,000 francs en sus de leur solde de 15,000 francs. Suivant des ordres spéciaux, leurs logements furent mis sans délai sur un pied convenable, afin qu'ils « puissent traiter les officiers des garnisons et les principaux citoyens des villes où ils se trouvaient et maintenir l'harmonie et l'union entre les corps militaires et les citoyens ».

Sous ce rapport, nul n'était mieux disposé que Belliard à seconder les intentions du Premier Consul. Il aimait le monde et les réceptions ; il était, à trente-trois ans, la première autorité militaire de la Belgique, dans une superbe capitale qui l'avait reçu avec orgueil et justifiant par ses qualités privées, la bonne opinion que ses beaux services avaient inspirée. Privé depuis six ans des relations de société auxquelles sa famille l'avait habitué, il avait été heureux de les reprendre et d'établir avec diverses familles des fréquentations intimes. Cédant à l'attrait de cette vie nouvelle, il voulut, comme plusieurs de ses frères d'armes, profiter de la période de paix comprise entre 1800 et 1805 pour se marier et créer son foyer.

Il avait remarqué dans la société belge qui le recevait,

une jeune fille dont les charmes l'attiraient, M[lle] Beugen dont les parents jouissaient à Bruxelles d'une position honorable. Avant de demander sa main, il en sollicita l'autorisation. Le Premier Consul, resté toujours le chef suprême de ses généraux, heureux de les voir fonder une famille, lui fit la réponse la plus aimable.

Au général Belliard.

Saint-Cloud, le 27 nivôse, an XI (17 janvier 1803).

Je verrai avec plaisir votre mariage avec M[lle] Beugen; obtenez-la en mariage; je ferai tout ce qui pourra vous être agréable. Soyez heureux et comptez toujours sur l'estime et l'amitié que je vous ai vouées.

BONAPARTE.

Cette belle lettre méritait d'être suivie d'une cérémonie nuptiale. Mais il n'en fut rien; et, pour des raisons qui n'ont pas été connues, ce mariage n'eut pas lieu. Belliard était destiné à rester célibataire.

A cette époque tout était à la paix et un avenir tranquille semblait assuré pour longtemps. L'exposé de la situation de la République, qui fut communiqué au Parlement, l'affirma hautement. « Sur le continent, tout nous offre des gages de repos et de tranquillité.... Le gouvernement garantit à la nation la paix du continent.... Cette paix est le besoin et la volonté de tous les peuples, etc. » Par suite, le Premier Consul voulut profiter de cette situation pour exécuter les grands travaux nécessaires au développement de la prospérité publique. Ceux du port d'Anvers furent les premiers indiqués, ce qui causa en Belgique, une joie générale.

Et pourtant ce tableau si séduisant n'était qu'une illusion. Trois semaines à peine s'étaient écoulées, quand l'Angleterre, renouvelant un acte de mauvaise foi dont elle était coutumière, refusa de se soumettre à la clause du traité d'Amiens qui l'obligeait à restituer Malte, et qu'elle avait acceptée.

La rupture du traité d'Amiens qui en résulta, fut en même temps le signal de la reprise de la guerre maritime, et, pour les esprits clairvoyants, une menace pour la paix continentale. Belliard avait trop d'expérience pour s'y tromper. Cependant, pour le moment, il ne fit que continuer l'œuvre de perfectionnement de notre organisation militaire qui avait été si bien commencée.

Il venait justement de rendre compte de la formation de corps de volontaires belges, dont, suivant le désir du Premier Consul, il avait dû laisser le soin aux municipalités. Ces troupes, en effet, avaient plus le caractère de milices nationales que de troupes de combats; et, dans ces conditions, l'autorité militaire n'avait pas à s'en occuper.

Au commencement de germinal, il fut prévenu du projet qu'avait formé le Premier Consul, de visiter les 16e, 24e, 25e et 26e divisions militaires. Il reçut, en conséquence, l'ordre de mettre ses troupes dans le meilleur état possible, surtout les conscrits; de faire choix de l'emplacement d'un camp assez vaste pour y faire manœuvrer une vingtaine de bataillons et de rassembler les objets nécessaires à son établissement.

C'était le moment où Bonaparte songeait déjà à porter la guerre en Angleterre et se préoccupait d'abord de la défense de nos côtes. Belliard fut invité à faire armer une batterie placée vis-à-vis de Flessingue pour défendre l'entrée de l'Escaut. Il la fit garder par un détachement d'infanterie renforcé de quelques dragons.

En prairial, la reprise des hostilités contre les Anglais entraîna de nouvelles mesures qui, sans être pour Belliard un sujet d'occupations personnelles, l'obligèrent à suivre attentivement les décisions prises par le Premier Consul. Telles furent l'occupation du Hanovre par le maréchal Mortier, ordonnée le 2 prairial (21 mai) et la formation de six camps d'instruction, dont un sur le territoire belge, à Gand, prescrite le 25

(14 juin). Ces camps étaient destinés à ne former qu'une seule armée et ce fut le général Davout qui fut désigné pour commander celui de Gand, transféré le mois suivant à Bruges. Ce camp était ainsi plus près d'Ostende, de Niewport et de l'embouchure de l'Escaut, points maritimes qui eurent à jouer leur rôle dans la préparation de la descente en Angleterre.

Au même moment, le 7 messidor (26 juin), commença le voyage entrepris par le Premier Consul le long des côtes, et qui devait, dans un délai prochain, le conduire à Bruxelles. Parti en effet de Saint-Cloud le 7, Bonaparte arriva le 20, sur le territoire de la 24ᵉ division, à Ostende. Suivant l'usage, Belliard alla le recevoir à son entrée en Belgique, en même temps que Davout, le commandant en chef du camp de Bruges. Il dut alors l'accompagner dans sa visite d'Ostende, le 21 messidor, assister à Gand aux fêtes qui furent données en son honneur, le suivre à Anvers et revenir avec lui à Bruxelles, le 2 thermidor (21 juillet) à 8 heures du soir. Le Premier Consul y resta jusqu'au 10. Ces huit jours imposèrent au commandant de la division un service exceptionnel et des fatigues d'un nouveau genre. La future impératrice Joséphine était venue rejoindre son époux avec le personnel de sa maison, qui avait déjà l'éclat d'une cour royale. La ville de Bruxelles tint à faire à Bonaparte une réception digne de lui. Le 4 thermidor (23 juillet), il y eut une grande fête, donnée par la municipalité. Tout le monde voulut en être et il y eut une cohue abominable. Le Premier Consul la trouva « mal ordonnée et ayant cinq ou six fois plus de monde que le local n'en pouvait contenir ». Trois jours après, tandis qu'on présentait à Joséphine les dames de la société belge, Belliard eut l'occasion de revoir Rapp, l'ancien aide de camp de Desaix en Égypte, devenu chef de brigade et aide de camp du Premier Consul, auquel il venait rendre compte d'une mission dont il avait été

chargé auprès du maréchal Mortier, en Hanovre. Le lendemain et le surlendemain furent encore marqués par de superbes fêtes auxquelles le commandant de la division dut assister. Enfin le 10 thermidor (29 juillet), Bonaparte quitta Bruxelles pour se diriger sur Maëstricht. Pendant ce séjour, Belliard avait eu lieu de craindre un moment qu'un incident ne survînt. Le Premier Consul voulut visiter les invalides de Louvain, qui étaient mal vêtus et dont l'entretien laissait à désirer. Belliard, qui n'avait pu obtenir pour eux la satisfaction de ses demandes, en prévint son ancien général en lui remettant une note pour s'excuser de la mauvaise tenue avec laquelle il était forcé de les présenter. Loin de s'en irriter, Bonaparte transmit la note au ministre de la guerre en lui ordonnant de modifier cet état de choses et de leur faire remettre les récompenses auxquelles ils avaient droit.

Le mois suivant, le commandant de 24e division eut à s'occuper d'une question qui avait pour la Belgique un intérêt spécial : la suppression de ses places fortes.

Ce riche et beau pays, qui avait été si souvent traversé par les armées européennes, était couvert de petites places d'un entretien coûteux et d'une utilité contestable. Le nombre de ses casernes était exagéré. Belliard, consulté, fut du même avis que l'Inspecteur général du Génie et, au mois de septembre, un arrêté du Premier Consul déclassa d'un coup, trente places belges parmi lesquelles se trouvaient Bruxelles, Liége et Namur. Il fixa ensuite les garnisons de la 24e division de façon à conserver seulement quelques casernes dans les grandes villes pour des circonstances imprévues. Anvers fut considéré par Bonaparte comme la place de guerre où l'on devait tenir plus de troupes.

Ce fut à cette époque que Belliard reçut l'ordre de procéder à l'organisation de deux nouveaux corps

destinés à faire partie de l'armée : la 112e demi-brigade et les chasseurs d'Aremberg qui devaient être exclusivement composés de Belges. Les grades furent conférés à des officiers belges qui s'étaient présentés et qui en avaient été jugés dignes. Caulaincourt, désigné provisoirement pour commander la 112e, fut remplacé, à la fin de frimaire, an XII (décembre 1803), par le citoyen L'Olivier, ancien général-major au service de la République batave, dont les descendants occupaient encore, il y a peu d'années, un rang élevé dans l'armée belge. La 112e demi-brigade devenait en même temps le 112e régiment de ligne et son commandant prenait le titre de colonel, suivant les nouvelles dénominations arrêtées par le Premier Consul.

Le 2 nivôse (22 décembre 1803), le général Belliard, en présence « du commandant d'armes de Bruxelles, et des officiers supérieurs de la garnison, reçut le nouveau colonel et deux de ses chefs de bataillon, à la tête du régiment. Après la cérémonie, il assista à une réunion chez le colonel, où des toasts furent portés à la prospérité du Gouvernement français, à la gloire du Premier Consul et à la fraternité du 112e régiment avec les autres corps de l'armée ».

Il ne devait pas tarder en effet à se distinguer, ainsi que les chasseurs d'Aremberg. Leurs débris figuraient encore honorablement en tête de l'armée belge au moment de la fondation du royaume.

Au commencement de l'année 1804, Belliard reçut son brevet de commandant de la Légion d'honneur, avec ceux des divers légionnaires de sa division. Une cérémonie solennelle, ordonnée par le Premier Consul, fut préparée pour leur remise officielle, qui fut accompagnée d'une prestation de serment. Le président du Tribunal d'appel de Bruxelles était chargé de le recevoir.

Au jour fixé, vers le 13 janvier, dès la première

heure, le son des cloches et les salves d'artillerie tirées sur les remparts annoncèrent aux habitants la solennité qui devait avoir lieu. Entre 11 heures et midi, toutes les autorités civiles et militaires, en grand costume, se rendirent au Tribunal d'appel où la cérémonie s'acheva au milieu de la pompe la plus imposante.

Les journaux du pays rappelèrent à cette occasion que « le commandant de la 24e division s'était particulièrement distingué dans les campagnes mémorables d'Italie et d'Égypte et qu'il avait été l'un des compagnons de gloire de Bonaparte à l'armée d'Orient » (1).

A cette époque, la position que Belliard s'était acquise en Belgique était des plus brillantes. La haute société l'avait accueilli avec une grande faveur et des amitiés précieuses s'étaient formées entre lui et les personnes distinguées du pays, telles que le prince d'Aremberg et le comte Vilain XIV. Son existence était des plus agréables; il n'y avait plus qu'à souhaiter sa prolongation au milieu d'une période de paix et de prospérité. Mais l'attitude de l'Angleterre et les troubles fomentés par elle en France ne devaient pas permettre qu'il en fût ainsi.

Le 27 pluviôse, an XII (15 février 1804), éclata à Paris la nouvelle du complot de Georges Cadoudal, Pichegru, Moreau, Polignac, etc., formé pour attenter à la vie de Bonaparte. Les perquisitions et le jugement qui suivirent, causèrent partout une surexcitation énorme. Bien des gens s'indignèrent et les amis de Bonaparte lui envoyèrent de toute part des protestations de dévouement. Belliard lui écrivit de son côté, au nom des officiers de sa division.

---

(1) Journal l'*Oracle* de Bruxelles, du 23 nivôse, an XII (14 janvier 1804).

Le général de division Belliard, commandant la 24e division, au Premier Consul.

Au quartier général, à Bruxelles, le 29 pluviôse, an XII (17 février 1804).

Citoyen Premier Consul, nos perfides ennemis savent que la force ne peut rien contre des Français dont vous êtes l'idole; ils veulent employer des armes dignes de leur courage, le poison ou le poignard. Mais leurs projets seront toujours déjoués; la destinée, qui veille sur vos jours, saura vous garantir des coups qu'ils veulent vous porter. Vous vivrez, citoyen Premier Consul, pour la gloire des Français et pour le bonheur de ceux qui vous aiment et vous chérissent.

Interprète des sentiments de tous les militaires de la 24e division, j'ai l'honneur de vous adresser l'expression de notre contentement de ce que les projets de la perfidie la plus noire ont été découverts, et l'assurance des vœux que nous formons pour votre conservation et votre bonheur.

J'ai l'honneur de vous offrir plus particulièrement le renouvellement d'une amitié bien sentie et d'un dévouement au-dessus de toute expression.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette lettre fut publiée par les journaux de Bruxelles dans le courant de mars et produisit le meilleur effet. Ce fut à cette époque que les régiments d'infanterie de la 24e division procédèrent, comme les autres, à une création qui persista dans notre armée jusqu'au milieu du siècle dernier, celle d'une deuxième compagnie d'élite dans les bataillons d'infanterie légère, et plus tard dans toute l'arme, sous le nom de compagnie de voltigeurs.

Au même moment, Belliard eut l'occasion de revoir à Bruxelles, un de ses collègues les plus estimés, le général Duroc, envoyé par le Premier Consul pour l'achat à Laeken, aux portes de la ville, d'une vaste maison appartenant au prince Charles d'Autriche. Cette acquisition effectuée, Duroc s'occupa de la faire

aménager pour qu'elle fût en état de recevoir le Premier Consul, à la fin du mois de juillet suivant, date projetée pour un nouveau voyage. Les agrandissements, dont cette propriété fut l'objet, permirent de la transformer plus tard en château royal.

A la fin de germinal (milieu d'avril), Belliard reçut la notification d'un décret qui introduisit dans l'armée une nouvelle classe de fonctionnaires d'ordre élevé : *les Inspecteurs aux Revues*, choisis en grande partie parmi les généraux et officiers supérieurs de bonne volonté. Ils furent gratifiés, dès le début, de l'avantage de l'assimilation aux grades. Cette institution produisit d'excellents résultats tant que l'armée fut commandée par un chef tout-puissant de capacité supérieure. Mais quand cette condition eut cessé d'exister, les prérogatives de ces hauts personnages et leur importance les portèrent à s'affranchir de fait, sinon de droit, du commandement au point d'entraver ou d'influencer ses décisions.

Peu de jours après cette création, un nouvel événement d'une tout autre portée, vint occuper les esprits : l'armée fut consultée sur le titre d'Empereur que les corps constitués voulaient donner au Premier Consul et sur le principe de l'hérédité du pouvoir qu'ils songeaient à lui offrir. Belliard transmit à ses troupes la circulaire ministérielle et eut la satisfaction de voir acclamer le nouveau César, dans tous les rangs, avec le plus vif enthousiasme. A la suite de ces consultations, Bonaparte fut proclamé Empereur, le 28 floréal, an XII (18 mai 1804), sous le nom de Napoléon Ier. Le lendemain du sénatus-consulte qui promulguait la constitution impériale. L'Empereur nomma les quatorze premiers maréchaux d'Empire. Belliard eut à complimenter plusieurs d'entre eux dont il était le compagnon d'armes et, en particulier, son plus chaud protecteur, le maréchal Berthier. Peu de jours après, il reçut

l'ordre de faire prêter par les généraux, officiers et soldats qu'il commandait, le serment de fidélité à la famille impériale et à son chef suprême. Tout se passa pour le mieux, et il n'eut qu'à se féliciter du résultat. Bientôt on lui annonça de Paris une seconde visite à Bruxelles du nouvel Empereur.

Le 21 thermidor (21 juillet), en effet, il arrivait à Pont-de-Briques, au milieu de ses camps de l'Océan, et au commencement du mois suivant, à Ostende. Belliard dut se rendre sur les limites de son commandement, pour y saluer son souverain, dont le séjour, cette fois, fut de courte durée. Le 28 thermidor (16 août) il était de retour à Pont-de-Briques.

L'automne de 1804 fut signalé, dans les divisions militaires, par une cérémonie qui frappa vivement l'imagination des contemporains : la distribution des aigles de la Légion d'honneur. L'Empereur tint à la faire coïncider avec la fête du 1er vendémiaire, premier jour de l'année républicaine. A Bruxelles, la solennité eut un éclat extraordinaire. Elle fut annoncée, dès le matin, par des salves d'artillerie et par le son des cloches. A 8 heures, toutes les troupes de la garnison, rassemblées en grande tenue sur la place d'armes, furent passées en revue par le général Belliard, qui avait été délégué par l'Empereur pour la remise des aigles.

A 10 heures, les détachements servant de gardes d'honneur aux diverses autorités, allèrent les chercher et les conduisirent chez le général commandant la division. L'archevêque de Malines marchait en tête.

Une heure après, une salve d'artillerie annonça le départ du cortège qui sortit du quartier général pour se rendre à la basilique de Sainte-Gudule, où il entendit la messe. Après l'évangile, l'ajudant commandant Naverres, chef d'état-major de la division, apporta les décorations au général sur un plat d'argent et la distribution en fut

faite aux légionnaires, suivant leur grade, au bruit d'une salve d'artillerie. Une autre salve annonça la fin de la cérémonie, à la suite de laquelle le commandant de la division convia chez lui, à un grand repas, tous les légionnaires et les principaux fonctionnaires (1).

A la fin d'octobre, Belliard reçut une convocation qui l'intéressa vivement. Un décret impérial l'invitait comme tous ses collègues, à assister à Paris au couronnement solennel de Napoléon, qui devait avoir lieu à Notre-Dame, le 10 frimaire (1[er] décembre). Cette cérémonie qui laissa un souvenir ineffaçable dans la mémoire des contemporains, fut suivie pour Belliard d'une autre solennité, d'un caractère exclusivement militaire, la distribution des aigles au Champ de Mars.

Ces fêtes finissaient à peine, quand des bruits de guerre commencèrent à se répandre. Napoléon cependant ne voulait encore que préparer sa descente en Angleterre. A la fin de janvier 1805, la croyant prochaine, il fit adresser aux maréchaux commandants en chef les camps, et aux commandants de division, l'ordre de faire rejoindre leurs corps à tous les généraux et officiers. Ce ne fut pourtant qu'une alerte.

A la même époque, Belliard eut une affaire de service, qui, sans importance en elle-même, fut cependant mise sous les yeux de l'Empereur. Un lieutenant de gendarmerie avait montré à Bruxelles un zèle exagéré au moment de l'affaire des chauffeurs. Le commandant de la division lui fit prescrire de se montrer plus modéré et de ne pas prendre l'initiative de mesures de service sans l'ordre de ses chefs. Ces abus continuant et l'affaire ayant un caractère de politique intérieure, Belliard en saisit le ministre de la guerre, qui en référa à l'Empereur. Celui-ci donna pleinement raison au commandant de la division et adressa des reproches au maréchal

(1) Extrait du journal l'*Oracle*.

Moncey, inspecteur général de la gendarmerie, sur « les airs d'indépendance pris par ce corps », avec ordre de les réprimer.

Pendant le printemps et une partie de l'été de 1805, tous les regards se portèrent sur l'Italie, où Napoléon s'était rendu pour se faire couronner roi, y installer le prince Eugène et détourner l'attention de l'Europe de ses camps de la Manche. Cependant la troisième coalition préparait ses alliances et, de divers côtés, on sentait que la paix ne durerait plus longtemps. Le traité conclu entre l'Angleterre et la Russie, le 11 avril 1805, ne laissa bientôt plus de doutes sur les prochaines hostilités. D'autre part la faiblesse de notre marine, n'ayant pas permis à Napoléon d'opérer sa descente en Angleterre au moment voulu, il fut forcé de prolonger ses préparatifs; puis, vers le mois de juillet, les agissements de l'Autriche l'obligèrent à tourner ses regards d'un autre côté et à demander des explications à cette puissance.

Dans les milieux militaires, comme celui où se trouvait Belliard, on comprit que la rupture de la paix était imminente.

PÉRIODE IMPÉRIALE

I

Campagne d'Autriche (1805).

Belliard, chef d'état-major de Murat. — Composition de son état-major et de la réserve de cavalerie. — Son rapport sur les premières opérations. — Combats de Wertingen, d'Herbrechtingen, de Neresheim. — Poursuite de l'archiduc Ferdinand. — Capitulation du général de Werneck. — Marche sur Vienne. — Combat d'Amstetten. — Journal des opérations de la réserve de cavalerie. — Belliard au pont de Vienne. — Poursuite des Russes. — Demande d'armistice à Hollabrürr. — Marche sur Brünn. — Bataille d'Austerlitz. — Belliard grand officier. — Traité de Presbourg. — Dislocation de la réserve de cavalerie.

Dès le 15 août 1805, Napoléon eut la certitude d'une prochaine guerre avec l'Autriche; et le 23 du même mois, témoin des rassemblements de troupes de cette puissance et de la Russie, il exprima sa pensée à Talleyrand, en lui disant que désormais « son parti était pris ». Le lendemain, il donna ses premiers ordres pour la mise en route, vers le Rhin, des régiments de la réserve de cavalerie qu'il comptait placer sous le commandement de Murat.

Ce dernier, mis au courant des décisions de son beau-frère et nommé lieutenant de l'Empereur pour commander les premiers rassemblements effectués aux

environs de Strasbourg, s'adressa à Berthier pour la formation de son état-major. Il lui écrivit « qu'il s'en remettait à lui, son choix ne pouvant être que bon ». Il savait que Berthier ne ferait aucune désignation sans la soumettre à Napoléon et que c'était le meilleur moyen d'avoir un état-major de choix, tout en flattant l'Empereur.

Pour la désignation de son chef d'état-major, Berthier pensa de suite à Belliard, qui avait fait avec Murat, et dans le même grade, lès campagnes d'Italie et d'Égypte. Ils se connaissaient, s'estimaient, se tutoyaient peut-être déjà comme ils le firent plus tard; enfin, tous deux étaient réputés pour leur bravoure. Dans ces deux campagnes, Belliard avait montré de précieuses qualités de chef d'état-major; puis, comme général d'avant-garde, une grande initiative, de la décision, de l'esprit d'entreprise, un jugement net et, à l'occasion, un sang-froid remarquable. Enfin, pendant son séjour prolongé dans la Haute-Égypte, il avait assuré maintes fois la remonte de la cavalerie avec une compétence qui lui avait valu des éloges.

C'était donc pour Berthier, le chef d'état-major le plus approprié au caractère, aux défauts et au commandement de Murat. L'Empereur partagea cette manière de voir et conféra ces fonctions à Belliard, par décret du 12 fructidor, an XIII (29 août 1805), en lui donnant l'ordre de se rendre à Strasbourg en poste. Ce dernier ne devait pas s'attendre à cette nomination, car il avait demandé et obtenu, depuis le 20 août, un congé de quinze jours, pour aller prendre les eaux de Saint-Amand. Il y renonça, fit ses préparatifs, ses adieux à ses amis de Belgique, se mit en route et arriva à Strasbourg, le 22 fructidor (8 septembre).

Cette fonction de chef d'état-major de la cavalerie de Murat qui venait de lui être attribuée, allait décider de son existence et de sa carrière pendant toute la durée

de l'Empire et lui créer une spécialité qui diminua sans doute ses chances d'avancement, mais qu'il sut remplir avec talent.

Pour la plupart des généraux de la Grande Armée, les fonctions que l'Empereur leur conféra au début de la campagne de 1805, furent décisives pour leur carrière. Celles de Belliard lui attribuaient un rôle secondaire qui fut de tout temps, en France, le partage des chefs d'état-major. Cette situation n'en diminuait pas l'importance qui était très grande; mais elle ne devait pas l'aider à s'élever plus haut, car suivant l'usage, les fautes du commandement devaient lui être imputées, tandis que le mérite des succès reviendrait toujours à son chef. Du reste s'il avait été placé à la tête d'une division, le résultat aurait sans doute été le même, car les dignités de maréchal étant occupées par des hommes jeunes, il y eut, parmi elles, fort peu de vacances. Aussi des chefs éminents, tels que les divisionnaires de Davout et de Soult, restèrent-ils toujours confinés dans leurs grades.

Il y avait d'ailleurs d'autres raisons pour qu'il en fût ainsi. Si Belliard avait de réelles aptitudes à l'emploi de chef d'état-major de Murat, il avait en revanche un caractère indépendant, d'une franchise un peu fruste, accompagnée parfois de susceptibilités et tout cela n'aurait guère convenu sous les ordres de certains maréchaux d'Empire. Ensuite n'avait-il pas affirmé lui-même son peu de goût pour les hautes responsabilités? D'ailleurs, il était heureux de faire partie de la Grande Armée et, content de son sort, il fut enchanté de sa désignation.

Quoique Murat, devenu alors Altesse sérénissime, prince impérial, beau-frère de Napoléon, et maréchal de France, fût souvent enivré par les grandeurs, il reçut Belliard en frère d'armes et en ami. Il connaissait son mérite, lui accorda sa confiance entière et n'eut jamais qu'à s'en louer. Les contacts journaliers, si fréquents

en campagne et qui sont toujours une pierre de touche si délicate pour les caractères, n'altérèrent en rien, ni l'estime du premier ni le dévouement du second, sentiments qui, de part et d'autre, se soutinrent jusqu'à la fin de l'Empire.

Le 15 septembre, Murat annonça à l'Empereur l'arrivée de son chef d'état-major, qui avait traversé en route plusieurs divisions de l'armée sans qu'on lui ait signalé un seul déserteur. Ce dernier prit aussitôt son service, et demanda d'abord au maréchal Berthier des officiers d'état-major. La réserve de cavalerie n'en avait encore aucun ; il lui fallait un adjudant commandant pour s'occuper des camps, marches et cantonnements, sept adjoints pour les sept divisions, trois ou quatre adjoints pour le bureau d'état-major, un officier supérieur d'artillerie, un du génie, un ordonnateur, un médecin, un chirurgien en chef, un vaguemestre et un bureau de poste aux lettres. Le prince s'en rapportait au major général pour le choix de ces officiers et recevrait avec plaisir tous ceux que ce dernier lui enverrait; mais il demandait de préférence MM. Daure, comme ordonnateur, Watier comme adjoint, Poussielgue comme chirurgien en chef et Duval comme médecin en chef. Cette demande reçut une prompte satisfaction. Les états-majors étaient prêts et celui de la réserve de cavalerie fut aussitôt constitué. Il comprenait :

Chef d'état-major de la réserve de cavalerie, sous S. A. S. le prince Murat, lieutenant de Sa Majesté l'Empereur et Roi, quartier général Strasbourg : Général de division Belliard.

Aides de camp : Stuhaut, lieutenant; Galbaud, Dufort, sous-lieutenants.

État-major : Girard, Humbert, adjudants commandants; Reynier, Bedat, Moreau, Galdemar, Augier, Wathier, Guiardelle, Forgeot, capitaines adjoints.

Le 23 septembre (1er vendémiaire, an XIV), Hum-

bert fut remplacé par l'adjudant commandant Darsonval; et deux capitaines polonais furent ajoutés à ce personnel. A la même date, Murat reçut l'ordre de faire passer le Rhin à ses troupes et des instructions pour transmettre aux maréchaux les renseignements sur l'ennemi. La réserve comprenait alors :

		HOMMES	CHEVAUX	PIÈCES
La Div. de grosse caval.	Gén. Nansouty	3,225	2,732	3
—	— d'Hautpoul	1,713	1,674	3
1re Div. de Drag. à chev.	— Klein	2,773	2,362	3
2e —	— Walther	2,744	2,152	3
3e —	— Beaumont	2,352	2,140	3
4e —	— Bourcier	2,569	2,281	3
Div. de Dragons à pied	— Baraguey d'Hilliers.	5,686	»	10
	TOTAL....	21,062	13,341	28

Ce puissant instrument de reconnaissances et de combats était au complet et prêt à agir, non comme réserve, mais comme avant-garde de l'armée.

Le mouvement des divisions commença vers le 1er vendémiaire et, le 3, elles franchirent le Rhin (25 septembre). Belliard en prévint l'état-major impérial par une lettre adressée à son collègue et ami, le général Mathieu Dumas. Pendant ces premières marches, il resta à Korch, quartier général de la réserve jusqu'au 7 vendémiaire (29 septembre). Ce jour-là il avertit l'état-major général du départ du quartier général pour Rastadt, le lendemain. Là, il fit signer au prince une lettre qui réglait les rapports de la réserve avec les corps d'armée et le quatier général impérial, ce qui en assura le fonctionnement, sans retards, ni malentendus.

Les reconnaissances des débouchés de la Forêt Noire destinées à tromper l'ennemi sur la marche de l'armée, commencèrent le 10 vendémiaire (2 octobre). Trois jours après, la concentration des Autrichiens autour d'Ulm fut annoncée à l'Empereur qui fit aussitôt donner à Murat l'ordre de surprendre au plus tôt un pont sur le Danube. Ces premiers ordres, paraît-il, n'étaient ni très

20

clairs, ni très logiques. Belliard exposa ses observations au prince. Murat les approuva et lui fit préparer, pour Berthier, la lettre suivante qui mettait les choses au point avec une précision un peu raide, mais assurément très utile.

Le prince Murat au major général.

Pforsheim, le 10 vendémiaire, an XIV (1er octobre 1805, 1 heure après minuit).

Monsieur le maréchal, ministre, major général,

Je reçois à l'instant, une heure après minuit, votre dépêche du 8. Je ferai exécuter les mouvements que Sa Majesté m'ordonne. Je dois néanmoins exprimer à Votre Excellence combien les dispositions de sa lettre sont difficiles à remplir. Je m'explique : je ne m'arrête point sur la méprise qui fera que la division Bourcier n'arrivera que deux jours plus tard, et qui a pu compromettre Sa Majesté. Vous l'aurez sans doute sentie et j'aime à me persuader, pour ma tranquillité sur le voyage de l'Empereur, que vous vous en serez aperçu à temps pour faire exécuter par le général Bourcier les mesures de précaution que devait prendre le général Beaumont. Je passe maintenant au contenu de votre lettre. Vous me prescrivez de faire occuper Goppingheim, le 11, et Geislingen, le 12, et d'envoyer, le 13, à Heidenheim, seulement une division, et de me tenir de ma personne à Goppingheim, tandis que dans le dernier paragraphe de votre lettre, vous vous expliquez ainsi : « La position d'Heidenheim étant un poste très important pour l'ennemi, il est nécessaire que M. le maréchal Murat y arrive en force et que du moment qu'il y sera, il envoie des nouvelles de tout ce qu'il apprendra aux maréchaux Soult et Davout, etc. »

Monsieur le Maréchal, avec la meilleure volonté du monde, il est impossible dans cette circonstance, de bien exécuter les ordres de Sa Majesté. Je ne saurais me tenir de ma personne à Goppingheim, quand vous m'ordonnez d'arriver en force à Heidenheim; et je ne puis arriver en force à Heidenheim, quand vous me dites de n'envoyer qu'une seule division et de laisser ma division de dragons à pied, à la suite d'une de celles du corps d'armée du maréchal Ney. De grâce, Monsieur le Maréchal, expliquez-vous clairement; car

qu'arriverait-il si nous venions à être attaqués sur Heidenheim, avant l'arrivée de Sa Majesté? Vous ne me parlez pas de la division d'Hautpoul qui est arrivée hier au soir à Weigeim; continue-t-elle à rester sous mes ordres?

Je serai ce soir à Stuttgard où je vous prie de me faire passer vos ordres et une réponse explicative sur votre dépêche du 8.

Recevez, Monsieur le Maréchal l'assurance de ma haute considération.

MURAT.

Ces observations permirent de rectifier la dépêche du 8 vendémiaire; par suite, l'occupation d'Heidenheim se fit le 13 (5 octobre) sans difficultés. Après avoir appuyé sur sa gauche, Murat s'était porté dans la direction du maréchal Ney, pour compléter aux environs de Stuttgard sa jonction avec ce maréchal et avec le 5e corps (Lannes), formant ainsi l'aile droite de la grande armée dont il avait le commandement.

A partir de ce moment, la réserve de cavalerie entra en pleine période d'opérations offensives et entraîna son chef d'état-major dans cette vie d'activité, de fièvre et d'efforts que développent le voisinage de l'ennemi et la volonté de vaincre. Ses premiers mouvements ont été décrits par Belliard, dans un rapport dont les principaux extraits suffisent à faire connaître les événements auxquels il fut mêlé.

Rapport sur les positions, marches et combats des 13, 14, 15 et 16 vendémiaire an XIV (4, 5, 6 et 7 octobre 1805). — D'après les avis qu'avait reçus Sa Majesté, qu'un corps de 10,000 hommes se trouvait à Nordlingen, en présence de M. le maréchal Soult, le corps d'armée de réserve aux ordres de S. A. S. le prince Murat, dut changer sa direction et se porter sur Heidenheim pour soutenir le corps de M. le maréchal Soult.

... Le prince Murat, instruit qu'il n'y avait à Nordlingen qu'un parti de 300 ou 400 hommes de troupes légères, jugea inutile de se porter sur ce point; il dirigea sa marche sur

Donauwerth par Amertingen; il voulait, à marches forcées, se rendre maître de ce point important, couper la retraite aux différents partis qui se trouvaient entre son corps d'armée et celui de M. le maréchal Soult et s'emparer du pont, avant que l'ennemi pût le détruire, pour pouvoir de suite jeter des troupes sur la rive droite du Danube.

Le 14 (5 octobre). — Les trois divisions de dragons à cheval s'établirent, la 1re à Degingen, la 2e à Rinchingen, Thalen, Diemalstein sur le Kessel; la 3e à Amertingen, quartier général du prince avec un bataillon de dragons (à pied).

Le 15 vendémiaire an XIV (6 octobre 1805). — Le prince, impatient d'arriver à Donauwerth, fit partir les trois bataillons de dragons à cheval, à 2 heures du matin et les dirigeait par différents chemins pour déboucher dans la plaine auprès de cette ville. En route, le prince fut instruit que les Français occupaient Donauwerth, et que les ennemis, qui avaient coupé le pont, étaient sur la rive droite pour en empêcher le rétablissement. Alors il donne ordre à la 2e division de dragons, ainsi qu'au bataillon de dragons à pied, de changer de direction et de se porter rapidement sur Munster, où il se rendit lui-même. Le pont n'était pas coupé; on s'en servit, et le prince, voulant envelopper tout le corps qui était en avant de Donauwerth, fit déboucher la division Walther par le pont de Munster et ordonna au général de se porter sur les derrières de l'ennemi dans les plaines d'Ankesheim et Nordheim pour le combattre s'il faisait résistance et le poursuivre rapidement jusqu'au pont de Rain, sur le Lech, dont le prince voulait se rendre maître avant que les Autrichiens aient pu le détruire. Ce plan, savamment conçu, eût eu une entière exécution, si quelques coups de canon tirés trop tôt des hauteurs de Donauwerth, n'avaient pas débusqué l'ennemi qui se retira avant que la division pût arriver; il était 10 heures du matin. Il fit pousser en même temps des reconnaissances sur Hochstett et Pfaffenhofen. Ces dispositions faites, le prince fut à Donauwerth où les deux autres divisions eurent ordre de se rendre; elles se mirent en bataille en arrière de la ville. Le bataillon de dragons à pied fut établi à Munster pour garder le pont.

... Son premier projet étant manqué, il fit poursuivre l'ennemi sur le pont de Rain....

... Le prince se dirigea sur le pont : l'ennemi s'était retiré

précipitamment, avait passé le Lech et coupé deux arches du pont. Les ordres étant donnés pour le rétablir, le prince fut sur Obersdorf. L'avant-garde de 150 dragons d'élite avait déjà passé le gué; le colonel Watier qui la commandait, se trouva en présence d'environ 600 hommes de cavalerie. Il n'hésita pas de les charger, malgré la supériorité du nombre et parvint à enfoncer la première ligne; mais assailli par toute la troupe, il dut faire un mouvement rétrograde et attendre la division. La cavalerie ennemie qui était restée pour protéger la retraite de l'infanterie et des bagages, ayant rempli son but, quitta le champ de bataille; le prince passa presque à la nage avec la division, poursuivit l'ennemi sans pouvoir l'atteindre, descendit le Lech jusqu'à Rain, y établit sa division et revint par le pont de Rain qui avait été rétabli.

... A Klosterholtz, un peu à gauche de la route de Frinsheim, le prince fut instruit que l'ennemi occupait Wertingen; le prince fit ses dispositions pour attaquer; l'avant-garde poussa en avant pour le reconnaître pendant que le corps d'armée se réunissait dans la plaine de Kirchbach. La position de l'ennemi ayant été bien reconnue, S. A. S. ordonna aux troupes de se mettre en mouvement.

... L'ennemi se retira sur Wertingen; on le poursuivit, et là, s'engagea une fusillade très vive. Des dragons mirent pied à terre, attaquèrent vigoureusement le pont, l'emportèrent et s'emparèrent en même temps du faubourg.

... Le prince ordonna à la division Klein de longer la côte, et d'aller passer la Zuzam au-dessus de Wertingen, défendu avec opiniâtreté; les hussards, commandés par le général Treillard, tournaient la position de l'ennemi et menaçaient ses flancs; la division Klein, ayant passé la Zuzam, était sur le point de gagner la hauteur.

... Le prince ordonna à la division Klein qui avait gagné les hauteurs, de charger; le 1er régiment de dragons s'ébranle, charge en montant et de front le régiment des cuirassiers de... qui attendit la charge de pied ferme; et, de concert avec le 10e régiment de hussards qui, par une manœuvre savante, prit l'ennemi de front et de flanc, il l'obligea de se retirer après lui avoir fait beaucoup de mal.

... Cette charge brillante a eu pour résultat la prise entière de ce corps de troupes, qui mit bas les armes, de quatre

pièces de canon et autant de drapeaux. Le prince fit suivre la division de cavalerie commandée par le général Nansouty et ordonna qu'elle s'établit en réserve sur les hauteurs en avant de Wertingen. Ensuite le 12e s'est mis en mouvement avec le prince qui a fait charger lui-même le régiment sous le feu le plus vif des ennemis.... On en a pris une partie, le reste s'est jeté dans le bois, où la cavalerie l'a poursuivi. Tous ces derniers mouvements étaient suivis et appuyés par le corps d'armée de M. le maréchal Lannes, dont on ne parle pas, son chef d'état-major devant faire un rapport. L'ennemi a été poursuivi jusqu'à la nuit qui a mis fin au combat, et toute cette division eût été prise, si on avait eu une heure de jour de plus. Le corps d'armée de réserve a pris position sur la Zuzam, les hussards à Villembach, etc.

... Jamais combat ne fut plus brillant, jamais les dispositions ne furent mieux ordonnées, mieux exécutées et si l'ennemi eût tardé d'un quart d'heure de quitter sa première position, tout se trouvait enveloppé et obligé de déposer les armes.

... Le prince, qu'on regrettait de voir trop souvent exposé, ne saurait donner trop d'éloges aux officiers généraux et particuliers des différents corps de cavalerie et d'artillerie sous ses ordres, aux officiers de son état-major et en général à tous les braves qui ont combattu dans cette journée.

... Il fait aussi l'éloge du sous-lieutenant Galbaud (1), aide de camp du général de division Belliard, qui a chargé le régiment de cuirassiers avec le 1er régiment de dragons et a fait un officier prisonnier. Le général Belliard demande pour lui le grade de lieutenant et l'étoile de la Légion d'honneur.

Après le brillant combat de Wertingen, le corps de réserve de cavalerie continua à se diriger sur Ulm, où il arriva, le 22 vendémiaire (14 octobre), après avoir fait la veille, à Pfaffenhoffen, un séjour qui avait reposé hommes et chevaux. L'Empereur, qui s'y trouvait, donna directement ses ordres à deux divisions de dragons. A cette date, l'archiduc Ferdinand avait déjà cherché à s'ouvrir la route de Nordlingen et de la Bohême et s'était

(1) Fils du général Galbaud, mort de la peste au Caire.

heurté au corps de Ney, à Albeck, d'où le général Dupont l'avait repoussé victorieusement. Battu ensuite par Ney à Elchingen, le 22 vendémiaire (14 octobre), et définitivement séparé de Mack, l'archiduc s'était de nouveau jeté sur la route de la Bohême par Albeck et avait réussi à s'échapper. L'Empereur lança à sa poursuite le corps de réserve qui se porta sur Neresheim.

Partie d'Ulm, le 23 vendémiaire (15 octobre), la cavalerie se heurta quelques heures après à une arrière-garde ennemie et lui livra un violent combat dont Murat rendit compte à l'Empereur, par la plume de Belliard, dès qu'il fut arrivé à Hausen.

Hauzen, le 24 vendémiaire, an XIV (16 octobre 1805).

J'ai encore à annoncer à Votre Majesté le brillant succès obtenu par sa cavalerie. Arrivé sous Albeck, j'ai rencontré le général Dupont qui était sur le point d'attaquer l'ennemi; j'ai profité de pourparlers entamés par le général Dupont pour reconnaître sa position : son infanterie occupait par sa droite les bois qui se trouvent sur la gauche de la grande route d'Albeck à Heidenheim; il appuyait sa gauche par sa cavalerie à Langenau.

... L'infanterie ennemie n'a pas tenu dans le bois et lorsque j'ai vu que la cavalerie faisait un mouvement rétrograde sur Nerenstelten, j'ai donné l'ordre au général Klein de la charger, mouvement qu'il a exécuté avec autant de vigueur que de bravoure. La première ligne a culbuté tout ce qu'elle a rencontré devant elle; la déroute de la cavalerie a entraîné celle de l'infanterie et c'en était fait de ce corps d'armée, sans la nuit qui est survenue et les bois qui lui ont prêté asile. Le général Klein qui a commencé son attaque en arrière de Nerenstelten, a poursuivi l'ennemi jusque sur les hauteurs d'Herbrechtingen, où il a dû s'arrêter. Le général Klein se trouvait alors à deux grandes lieues de l'infanterie et l'ennemi avait pris position à Herbrechtingen avec le reste de son infanterie et beaucoup d'artillerie.

... Je résolus de chasser l'ennemi de Herbrechtingen. Je me déterminai à cette attaque par la persuasion où j'étais que l'ennemi ne tenait là que pour protéger la retraite de

ses équipages et de son artillerie, et parce que j'étais convaincu que l'ennemi, épouvanté de sa déroute, n'y tiendrait pas. Il était 11 heures du soir, les éclaireurs du 9e d'infanterie légère attaquèrent le village et s'en emparèrent. Tout ce qui l'occupait fut fait prisonnier : on y a trouvé plusieurs voitures d'équipages et des caissons de munitions. J'ignore encore le nombre de prisonniers....

... Sire, environ 3,000 prisonniers, parmi lesquels un officier général et plusieurs officiers de marque, beaucoup de caissons et quelques prisonniers français repris, sont les résultats de la journée d'hier. On a pris dans les différentes charges 400 hommes de cavalerie avec leurs chevaux. La cavalerie a fait véritablement des prodiges.

... J'ai l'honneur d'être, Sire, de Votre Majesté....

MURAT.

La poursuite fut continuée sans retard sur Neresheim.

Le 25 vendémiaire (17 octobre), la division Klein, arrivée devant cette ville, à 5 heures du soir, y trouva l'ennemi en position, l'attaqua, le bouscula et le mit en fuite. Dans l'ivresse du succès, Murat fit écrire à l'Empereur : « Sire, plus d'obstacles qui arrêtent votre cavalerie; les bataillons mettent bas les armes devant elle; elle brave le canon. La cavalerie autrichienne qui était en avant de Neresheim, vigoureusement chargée, a été forcée de prendre la fuite, quoique défendue par des canons et des bataillons de grenadiers qui couronnaient les hauteurs. Les grenadiers eux-mêmes ont dû céder à la valeur : 1,000 prisonniers, dont 100 hommes de cavalerie, avec leurs chevaux, deux drapeaux, un général et plusieurs officiers de marque, tels sont les trophées du brillant combat de Neresheim. »

Le général Belliard qui avait accompagné le prince et reçu l'ordre de rédiger cette lettre, cantonna ce jour-là, à Neresheim, avec le quartier général.

Le lendemain, il en prépara une seconde destinée à mettre l'Empereur au courant des mouvements ultérieurs de la réserve de cavalerie.

26 vendémiaire, an XIV (18 octobre 1805).

Sire, il est constant que l'archiduc Ferdinand se retire avec environ 20,000 hommes, sur Aalen et Elwangen, sur Sulzbach et Amberg. 500 voitures d'artillerie ont passé toute la journée de lundi matin par Heidenheim; le parc a été réuni le lundi soir à Aalen, y a séjourné tout le mardi et a dû en partir le mercredi matin, pour Elwangen. La division Werneck, après l'avoir escorté jusqu'à Heidenheim, s'était reporté sur Albeck. Il paraît que le corps a été presque entièrement disséminé par le combat d'hier. Les troupes ont filé dans le plus grand désordre toute la nuit par Heidenheim. Les hussards du 1er régiment les harcèleront sur leurs derrières, avec la brigade du général Fauconnet, tandis que je me porterai avec la plus grande rapidité sur Nordlingen, pour tâcher par cette marche de flanc de les gagner de vitesse sur Anspach et Nuremberg pour empêcher leur jonction avec les Russes, ou leur couper la retraite sur la Bohême. Je dirige la division de dragons du général Beaumont tout entière par la route d'Aalen, à l'effet de soutenir les troupes légères du général Fauconnet et tâcher d'enlever à l'ennemi ses bagages et son arrière-garde.

Le but de ma manœuvre par Nordlingen est de rallier les troupes, que j'espère tirer de cette place et de Donauwerth, de gagner l'ennemi de vitesse ou de saisir le moment favorable pour tomber sur ses flancs, afin de lui enlever tous ses convois et son artillerie engagés dans les montagnes d'Elwangen.

MURAT.

Le 26 vendémiaire (18 octobre), tandis que Murat hâtait sa marche sur Nordlingen, la division Beaumont, qu'il avait laissée sur sa gauche, atteignit un corps ennemi assez nombreux qui fuyait devant elle, l'attaqua et le mit bientôt dans une situation assez critique, pour le sommer de se rendre. Il était commandé par le lieutenant de Werneck, qui, se croyant perdu, accepta la proposition. Sa réponse fut envoyée au prince qui délégua Belliard pour régler la capitulation et continua sa route. Ce dernier a fait le récit de cette journée et des suivantes dans le rapport ci-après :

26 vendémiaire, an XIV (18 octobre 1805).

Le corps d'armée s'est mis en mouvement à 5 heures du matin pour poursuivre l'ennemi et se porter sur Nordlingen. En sortant de l'abbaye de Neresheim, S. A. S. reçut un parlementaire qui venait offrir de rendre à discrétion trois bataillons avec leur artillerie. Cette troupe, égarée la nuit dans les bois, était enveloppée de tous côtés, sans ressources et sans vivres. Le prince envoya un officier leur faire mettre bas les armes. On prit leurs canons et leurs fusils et ils furent conduits à l'abbaye de Neresheim.

A 8 heures, on entendit le canon sur la gauche; son Altesse. craignant pour Nordlingen, poussa en avant avec sa cavalerie. En route, elle reçut de M. le lieutenant général Werneck une réponse à la sommation qui lui avait été faite. Ce général demandait à capituler. Le prince envoya son chef d'état-major auprès du lieutenant général Werneck et continua sa marche sur Nordlingen. Les arrangements se terminèrent, et, d'après la capitulation, toutes les troupes du corps d'armée de M. le lieutenant général Werneck sont prisonnières de guerre et renvoyées en France. Les officiers généraux et autres peuvent rentrer chez eux, sur leur parole de ne plus servir qu'après avoir été échangés.

... Messieurs Hohenzollern et Mecséry faisaient partie du corps d'armée de M. le lieutenant général Werneck, ainsi que M. le prince de Rohan; on leur fit part de la capitulation; mais, contre la foi des traités, ces messieurs qui, pendant qu'on négociait, avaient trompé la bonne foi du prince en ne restant pas à leur position, s'évadèrent et joignirent dans la nuit l'archiduc Ferdinand.

27 vendémiaire, an XIV (18 octobre 1805).

La division marcha sur Oettingen; l'ennemi en était parti; d'après les rapports que reçut le prince, l'archiduc y avait couché la nuit et son corps de 3 ou 4,000 hommes ainsi que 40 pièces d'artillerie suivait la route de Gunzenhausen, ville de Prusse. La colonne française se dirigea sur ce point; le prince envoya de nouveau copie de la capitulation à messieurs les généraux faisant partie du corps d'armée de M. le lieutenant général Werneck; mais tout fut inutile; le général Klein entra en pourparlers avec ces messieurs qui, voulant

gagner du temps, promirent beaucoup au général Klein et ne lui tinrent pas parole. On cheminait toujours et la tête de notre colonne joignit à Gunzenhausen, ville prussienne, la queue de la colonne autrichienne. L'archiduc avait voulu faire couper le pont; les Prussiens s'y opposèrent; alors, voulant gagner du temps, le prince de Schwarzemberg ainsi que M. de Rohan entrèrent en pourparlers; le prince ordonna de cesser tout parlementage et de marcher : alors l'arrière-garde ennemie prit le galop et nous céda la place. Il était nuit; les dragons traversèrent la ville et poursuivirent jusqu'à une lieue et demie sans pouvoir atteindre l'ennemi. L'infanterie prit position en avant de la ville, les carabiniers et les chasseurs de la garde s'établirent dans les villages en arrière.

28 vendémiaire, an XIV (19 octobre 1805).

... Le corps d'armée se mit en mouvement à 4 heures du matin pour suivre l'ennemi.

... Ce ne fut qu'à Nuremberg que l'avant-garde des chasseurs de la garde rencontra la queue des équipages du parc ennemi; un bataillon la protégeait. Notre avant-garde, quoique faible, n'hésita pas : elle charge et fait déposer les armes à ce bataillon; le régiment arrive pour la soutenir, alors l'avant-garde continue sa marche; elle s'engage dans un chemin boisé et couvert pendant près de deux lieues à travers les équipages et l'artillerie ennemie, poussant devant elle un corps de 300 dragons qui souvent chercha à se rallier, mais qui fut toujours culbuté avec perte; le parc et les bagages furent abandonnés et pris; l'ennemi essaya de nous arrêter au sortir du village de....

... Le 1er régiment de carabiniers et un détachement du 1er régiment de hussards, conduit par le colonel Rouvillois, arrivèrent pour soutenir les chasseurs; ils chargèrent l'ennemi qui fut enfoncé et poussé jusqu'en avant du village d'Echenau. Là, l'avant-garde fut ralliée et soutenue par un nouveau corps de cavalerie qui engagea, avec le 1er des carabiniers, la charge la plus vigoureuse; il était trop faible pour culbuter l'ennemi, mais trop brave pour lui céder; il attendit dans sa position sous le feu d'une pièce d'artillerie et de tirailleurs jusqu'à l'arrivée du 2e régiment; les deux régiments, dans le plus bel ordre et au son des fanfares, se précipitent sur l'en-

nemi qui, malgré sa résistance opiniâtre, ne peut soutenir le choc de cette belle et brave cavalerie. Il fut obligé de céder avec une perte considérable; il fut sabré et poursuivi jusqu'en avant du village de.... L'archiduc Ferdinand n'eut que le temps de monter le cheval d'un de ses officiers pour se sauver. Il était nuit. Après cette dernière charge, l'ennemi s'enfuit précipitamment. La cavalerie avait fait 15 lieues, dont 4 en chargeant; elle était exténuée; on la rallia; elle prit position.

... Cette journée porta le dernier coup au corps ennemi qui était sorti d'Ulm. 35 pièces d'artillerie, les seules qui lui restaient, plus de 100 voitures ou caissons, cinq forges de campagne, 400 chevaux, autant de cavalerie, 5 ou 600 prisonniers dont un général, le général Mecséry qui est blessé dangereusement, plusieurs officiers de marque et deux drapeaux sont les trophées du combat de Nuremberg.

... Jamais expédition ne fut plus brillante et n'eut des résultats plus heureux; jamais marche ne fut plus rapide et mieux ordonnée.

Dans cinq jours, un corps d'armée de 7,000 hommes a, dans une marche de 45 lieues, détruit un corps de 25,000 hommes, fait 12 ou 15,000 prisonniers, dont 9 officiers généraux, pris 128 pièces de canon, 11 drapeaux, 5 à 600 chariots, le trésor de l'armée autrichienne qui a été pillé et une grande quantité de bagages. Tout ce qui n'a pas été fait prisonnier, à l'exception de 3 ou 4,000 hommes de cavalerie qui suivent l'archiduc Ferdinand, a été éparpillé dans les bois, sans armes et sans vivres.

Comme on l'a vu dans le rapport de Belliard, la capitulation du feld-maréchal de Werneck fut marquée par un incident qui irrita Murat et qui fut un grand ennui pour son chef d'état-major. Trois chefs militaires autrichiens, les généraux de Hohenzollern, de Mecséry et le prince de Rohan réussirent à s'y soustraire pendant qu'on en négociait les termes. Belliard adressa une réclamation au feld-maréchal de Werneck, accusant ces officiers généraux d'avoir trompé la bonne foi du prince Murat en ne restant pas à leur poste pendant les pourparlers. Werneck s'adressa au général de Hohenzollern

en lui intimant l'ordre de se constituer prisonnier avec les troupes qu'il commandait. Il n'en obtint qu'un refus qu'il envoya à Belliard et qui fut conservé dans les archives de la réserve de cavalerie. Il souleva une question intéressante sur les capitulations militaires et a paru, à ce titre, digne d'être reproduit.

Le général de Hohenzollern
à M. le feld-maréchal baron de Werneck.

1er brumaire, an XIV (23 octobre 1805).

Mon très cher camarade, je ne puis vous cacher ma surprise sur la proposition de me rendre avec la cavalerie qui était de votre corps. Lorsque je vous ai quitté, vous aviez refusé toute capitulation en ma présence, et pour moi, je pensais au moyen de ramener, coûte que coûte, la cavalerie de l'armée, si vous, avec de l'infanterie, vous ne pouviez vous tirer d'affaire. J'ai essayé, j'ai réussi, je ne conçois pas de quel droit je pourrais être prisonnier de guerre, n'ayant pas été présent à vos arrangements, auxquels jamais par ma personne je n'aurais pu me prêter; maintenant que depuis hier, je suis séparé de vous, il ne m'appartient plus de remplir vos ordres : je les reçois de S. A. R. notre général en chef.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : HOHENZOLLERN.

La réponse du général de Hohenzollern n'eut pas le don de calmer l'irritation des chefs de la réserve de cavalerie et pourtant, elle était juste. En réalité, tout en négociant avec le feld-maréchal de Werneck, notre cavalerie aurait dû lui fermer toutes les issues. Cette disposition n'ayant pas été prise, le général autrichien qui s'est évadé avec sa troupe, avant toute signature, doit en être loué.

Cette affaire rappelle celle de Baylen dans laquelle le général Dupont, qui avait capitulé, intima au général de Vedel, éloigné de lui, l'ordre de se rendre prisonnier de guerre. Ce dernier obéit et Napoléon le blâma plus tard

en termes énergiques : « Tout chef militaire, a-t-il écrit, qui signe une capitulation, perd le droit de commander. Celui qui lui obéit est un criminel. »

Ce précepte, véritable soutien des règles de l'honneur militaire, doit à ce titre être toujours conservé dans les rangs d'une armée. Plutôt la mort que la capitulation, tel était le fond de la pensée de Napoléon. En apprenant l'évasion des généraux autrichiens, il ne fit de reproche à personne.

En résumé, le corps de l'archiduc Ferdinand, une fois détruit, à l'exception de 2,000 cavaliers qui avaient pu le suivre, l'expédition de Murat devenait sans objet. Tandis qu'il accomplissait sa mission, Mack, cerné dans Ulm, capitulait le 28 vendémiaire (20 octobre). Ces débuts de la campagne de 1805, uniques dans les fastes des guerres, stupéfièrent nos adversaires. Sans s'en émouvoir, l'Empereur entreprit sa marche sur Vienne, et notifia à Murat sa nouvelle direction.

Quelques jours plus tard, il écrivit, dans son dixième bulletin, à propos de la poursuite exécutée par la réserve de cavalerie : « On est rempli d'étonnement lorsqu'on considère la marche du prince Murat depuis Albeck jusqu'à Nuremberg. Quoique se battant toujours, il est parvenu à gagner de vitesse l'ennemi qui avait deux marches sur lui. Le résultat de cette prodigieuse activité a été la prise de 16,000 hommes, 50 canons, etc., dix-huit généraux ont posé les armes, etc. »

Le 4 brumaire (26 octobre), la réserve de cavalerie était en position entre Neustadt et Aussig, quand Belliard vit arriver, vers 2 heures de l'après-midi, un officier de l'état-major général, porteur d'un ordre de Berthier, qui prescrivait à Murat de se rendre de suite sur la route de Munich à Muhldorf.

Il atteignit ce dernier village le lendemain, et le trouva récemment évacué. Son pont, coupé depuis peu, fut remplacé par un pont volant et la marche fut reprise.

L'ennemi s'était hâté de gagner la rive droite de la Salza. Belliard se rendit avec le quartier général à Œttingen, où l'on passa la nuit au bivouac.

A 2 heures du matin, le 7, on partit pour Burghausen; et, l'après-midi, vers 2 heures, Murat reçut l'ordre de tâter la place de Braunau. La réserve s'y rendit aussitôt, suivie par le corps d'armée de Lannes. L'ennemi fut atteint et chassé de Braunau, où Murat installa son quartier général. Cette ville devint bientôt le dépôt général de notre armée. Le 8, la poursuite sur Ried continua; on y trouva les Autrichiens, qui furent bousculés et harcelés jusqu'à la nuit. Le lendemain, en marchant sur Haag, on recueillit des renseignements intéressants que Murat s'empressa d'envoyer à l'Empereur.

Murat à l'Empereur.

Haag, le 9 brumaire, an XIV, à 11 heures du matin (30 octobre 1805).

Sire, il est très positif que les empereurs d'Allemagne et de Russie étaient avant-hier à Wels et qu'ils sont repartis subitement pour Vienne. Le maître de poste m'assure aussi que les Russes occupent encore Lambach; le général Merfeld y était encore hier. L'ennemi fuit toujours devant nous, je le poursuis et je rallierai bien mes forces avant d'engager une affaire, si l'ennemi se décide à défendre en force Lambach.

L'ennemi, qui a été chassé hier de Ried, a passé ici dans la nuit et dans le plus grand désordre; il a été forcé de laisser sur la route une quinzaine de voitures chargées de farine.

... Il est très vrai que les empereurs d'Allemagne et de Russie avaient le projet d'arriver à Braunau; leurs courriers étaient déjà arrivés à Haag; mais la nouvelle de la destruction de l'armée de l'archiduc Ferdinand les a décidés à repartir sur-le-champ pour Vienne. J'aurai l'honneur d'écrire à Votre Majesté de Lambach.

Le lendemain, 10 brumaire (1er novembre), Belliard était à Lambach, avec la tête de la réserve de cavalerie.

Il y recueillit une série de nouvelles dont il instruisit de suite le prince Murat. Celui-ci venait de recevoir des observations de Napoléon qui craignait de le voir poursuivre les Autrichiens avec trop de témérité et risquer de compromettre un de ses corps. Il fit préparer par son chef d'état-major la réponse ci-après, qui dut rassurer l'Empereur et le satisfaire pleinement.

Murat à l'Empereur.

Lambach, 10 brumaire, an XIV, à 2 h. 15 (1er novembre 1805).

Sire, j'ai reçu ce matin à 5 heures la dépêche du 9 brumaire dont Votre Majesté m'a honoré.

Je ne me suis déterminé à poursuivre l'ennemi vivement qu'après avoir acquis la certitude qu'il était en pleine retraite et après avoir bien connu par des informations précises sa position et ses mouvements.

... Les généraux Kienmayer et Merfeld étaient encore ici hier, à 1 heure après-midi, avec deux généraux russes. Les premiers ont fait leur retraite sur Steyer et les derniers sur Welz; on peut croire d'après tous les rapports qu'ils ont le projet de ne tenir que derrière l'Ems. Peut-être même se retireront-ils jusqu'à St-Pölten où on prétend qu'est déjà arrivé un autre corps d'armée russe.

L'empereur d'Allemagne n'a connu positivement les revers de ses armées et les malheurs de ses sujets qu'à Welz. Il a paru surtout alarmé des plaintes qui lui ont été adressées de toutes parts sur les désordres commis par les Russes, dont les excès ont porté partout la terreur. A leur approche, toutes les maisons ont été abandonnées; hommes et femmes, tout est allé se cacher dans les bois. L'Empereur est parti de Welz il y a trois jours, le chagrin dans le cœur et presque sans avoir proféré une parole.

C'était dans la nuit du 9 au 10 que l'ennemi s'était retiré de Lambach sur Steyer. On était donc sur ses talons et la poursuite fut continuée. La réserve de cavalerie s'éloigna du maréchal Davout qui l'avait suivie les jours précédents et marcha, au point du jour sur Welz et Ebersberg. Arrivé dans la première de ces villes, Murat

fit rétablir le pont et rédiger par Belliard, pour l'Empereur, un nouveau compte rendu des renseignements obtenus par ses patrouilles et ses officiers d'état-major.

Murat à l'Empereur.

Wels, le 11 brumaire, an XIV (2 novembre 1805).

Il est venu à Welz 36,000 Russes. Il y avait quatre régiments de hussards et deux régiments de dragons : chacun de ces corps avait 1,000 hommes bien montés. On évalue l'artillerie russe qui a par[illegible]100 pièces de canon. On croit qu'il y a encore de la cav[illegible]e de cette nation en arrière ; ce qui est certain, c'est q[illegible]mpereur d'Autriche a été accompagné jusqu'ici par [illegible]rps de cuirassiers russes. Ce monarque arriva il y 5 j[illegible]. Il ne parla qu'au général Merfeld et au général ru[illegible]Kutuzof. Il fut convenu de prendre position à Lam-[illegible] et Welz. Les Russes qui étaient en arrière de cette der-[illegible]re ville, marchèrent en conséquence pour venir s'y éta-[illegible]ir et ceux qui l'occupaient déjà se portèrent sur Lambach ; [illegible]ais l'Empereur étant parti, les Russes n'ont plus exécuté l'ordre qu'ils avaient reçu de tenir. Ils ont rétrogradé vers Ebersberg et Ems. Il est certain qu'ils ne doivent pas tenir, non plus à Ebersberg, ni à Ems. Je suis informé positivement qu'ils doivent se retirer jusque sur Amstetten.

... La noblesse hongroise se lève en masse. Elle formera [illegible]n corps de 50,000 hommes au moins. Un corps de volon-[illegible]ires est déjà organisé à Vienne pour la défense de cette [illegible]tale. La consternation est générale.

[illegible]out où les Russes ont passé, l'émigration a été universelle, [illegible] leurs brigandages ont excité de terreur.

Il co[illegible]drait de prendre des mesures pour rappeler chez [illegible] les ha[illegible]nts des villages. Leur absence menace l'armée d'[illegible]disett[illegible]solue.

Apr[illegible] expédié cette dépêche, les ponts étant rétablis, Murat dirigea sa cavalerie sur Ebersberg et alla installer son quartier général à Lintz. Il y reçut un officier autrichien porteur d'une lettre de l'empereur François qui fut de suite adressée à Napoléon par un aide de camp. L'ennemi fuyait toujours devant la cava-

lerie. Cependant le 14 brumaire (4 novembre) on espéra atteindre prochainement les Russes.

En prévision d'une rencontre, Murat, toujours appuyé par le corps de Lannes, rassembla ses troupes à Ems, les passa en revue et les porta sur l'ennemi, qui avait marché toute la nuit pour arriver à Kolensdorf et se dérober à nos coups. Le pays, devenu montueux et difficile, le favorisait. Cependant on ne tarda pas à se heurter à des corps d'arrière-garde, qui furent refoulés sur Amstetten, où l'on trouva les Russes en position sur les hauteurs.

Le combat s'engagea aussitôt. La division Oudinot s'y distingua et le général Belliard, entraîné par l'exemple, se mit avec le général Oudinot en tête des grenadiers qui enfoncèrent l'ennemi. Les résultats furent des plus brillants et nos adversaires battus en furent réduits à exécuter une retraite précipitée. Le soir, le quartier général de la cavalerie fut porté à Edt, d'où le prince fit préparer, pour l'Empereur, un compte rendu sommaire, dans lequel il signala la belle conduite de son chef d'état-major.

Murat à l'Empereur.

Oed, le 14 brumaire, an XIV, à 11 h. 15 du soir (5 novembre 1805).

Sire, l'ennemi a été rencontré à une lieue en avant de Strenberg et a été chassé successivement de toutes ses positions jusque sur les hauteurs d'Amstetten. Nous lui avons pris environ 1,500 hommes parmi lesquels se trouvent 150 ou 200 Russes et 25 ou 30 officiers. Le corps que j'ai l'honneur de commander a eu affaire à toute l'armée russe commandée par le général Kutusof en personne. Jamais on ne s'est battu, de part et d'autre, avec plus d'opiniâtreté. Mais enfin les Russes ont été contraints de céder à la valeur des grenadiers commandés par le général Oudinot, qui couchent ce soir sur le champ de bataille, tandis que l'ennemi est en pleine déroute. On estime qu'il a eu 3 ou 400 hommes tués. Il est impossible d'être plus brave que le général Oudinot. Il a chargé à la tête des hussards et a combattu à la tête des

grenadiers. J'ai beaucoup à me louer de tous mes aides de camp et de tous les officiers de mon état-major. M. Lagrange a reçu une balle dans la cuisse. M. Exelmans, après avoir eu un cheval tué sous lui, a marché à pied jusqu'à la fin du combat à la tête des grenadiers. Je ne dois pas oublier de dire à Votre Majesté que le général Belliard s'est trouvé constamment à côté du général Oudinot. J'aurai l'honneur de faire connaître demain à Votre Majesté, les noms des autres braves qui se sont particulièrement distingués, ainsi que les détails de cette belle journée.

Une seconde lettre compléta le lendemain celle qui précède.

Murat à l'Empereur.

Au quartier général d'Amstetten, le 15 brumaire, an XIV, à 10 h. 30 (6 novembre 1805).

Sire, l'ennemi a évacué dans la nuit Amstetten comme je l'avais prévu. Nos troupes légères qui, après le combat, étaient restées en face de ses vedettes l'ont suivi pas à pas, l'ont harcelé sans cesse et sont entrées dans la ville, comme il en sortait : Ce matin, à 7 heures, toute la division de grenadiers du général Oudinot est venue prendre position en avant d'Amstetten.

... 30,000 Russes étaient encore hier ici. Leur général en chef Koutousow les commandait en personne dans le combat. Ils ont fait leur retraite dans le plus grand désordre.

J'ai envoyé aux avant-postes la lettre de M. le maréchal Berthier contenant votre réponse à l'empereur d'Allemagne. Je n'ai pas cru devoir attendre l'officier parlementaire que j'avais laissé à Ems. Je n'aurais pu, sous aucun prétexte, me déterminer à l'envoyer par cet officier.

Ce brillant combat d'Amstetten et ses préliminaires n'avaient pas permis d'adresser la veille à l'Empereur les nouvelles qu'il attendait. Il s'en irrita et Murat reçut des reproches, au moment où il comptait sur des éloges. Il les trouva injustes et y fut très sensible. Il s'en plaignit le même jour, dès qu'il fut arrivé à Neumarkt, par la lettre suivante :

Murat à l'Empereur.

Au quartier général de Neymark, le 15 brumaire, an XIV, à 11 heures du soir (6 novembre 1805).

Sire, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté les lettres qu'on a trouvées à la poste de Kembach. Tout ce que j'apprends ici confirme le rapport que j'ai eu l'honneur de vous adresser d'Amstetten. Toute l'armée russe se trouvait réunie hier sur cette ville. Les premières troupes qui firent leur retraite défilèrent ici hier à 10 heures du soir; les dernières y ont passé aujourd'hui à 10 heures du matin. J'ai trouvé le pont brûlé dans toute son étendue; mais mon aide de camp Exclmans que j'avais envoyé pour le reconnaître, ayant trouvé un gué quatre cents pas au-dessous, j'ai jeté sur Kembach trois régiments de troupes légères. Le général Milhaud doit pousser des reconnaissances sur Erlaph et Willburg.

... Sire, la lettre que je reçois de M. le maréchal Berthier est bien peu encourageante; elle semble m'apporter de votre part des reproches sur la journée d'hier, au lieu des témoignages de satisfaction que j'aurais été heureux de pouvoir rendre aux troupes qui ont combattu si glorieusement. Votre Majesté passera sans doute sur le champ de bataille; il lui sera facile de juger que cette affaire a été une des plus sérieuses qui aient eu lieu depuis l'ouverture de la campagne. Sire, je serais bien malheureux si j'avais agi contre vos intentions et si j'avais pu vous déplaire, lorsque je n'ai qu'un seul désir, celui de servir Votre Majesté.

En réalité il y avait eu un malentendu que Napoléon dissipa le 16 brumaire (7 novembre) en écrivant à Murat: « Je ne sais où vous avez été chercher que j'ai été mécontent du combat d'Amstetten; je l'ai été de ce que vous ne m'aviez pas écrit, etc. » L'Empereur au contraire était très satisfait et ce nuage fut vite dissipé!

Pour la suite des événements jusqu'après le passage du Danube, il paraît utile de se reporter au *journal* de Belliard.

Journal des opérations de la réserve de cavalerie.

16 brumaire, an XIV (7 novembre 1805). — Toute la cavalerie légère et la division de dragons se réunirent en

avant de Kembach, à 8 heures du matin, et se mirent en marche sur Mœlk.

Les divisions de grosse cavalerie suivirent le mouvement ainsi que les divisions Oudinot et Suchet.

Au moment du départ, le général Giulay, lieutenant général au service d'Autriche, arriva à Kembach; il était porteur de propositions de paix de la part de l'empereur d'Allemagne pour l'empereur de France. Le prince et le maréchal Lannes eurent une conférence avec lui et l'envoyèrent ensuite auprès de S. M. Ces propositions ne ralentirent point la marche des troupes; elles continuèrent leur marche sur Mœlk, passant au gué Erlaph et la Mölk. L'arrière-garde russe a été rencontrée sur les hauteurs de Mœlk à 3 heures et demie; notre avant-garde lui a tiré quelques coups de carabine; elle s'est retirée; on l'a poursuivie sur la route de St-Pölten, jusqu'à Losdorf, où la brigade du général Milhaud prit position avec ordre de pousser des reconnaissances sur Primesdorf, afin de s'emparer du pont sur la Belach s'il n'était pas brûlé ou rompu....

18 brumaire an XIV (9 novembre 1805). — La marche sur les Russes a procuré 250 prisonniers et autant pour celle sur les Autrichiens. On a trouvé à St-Pölten un magasin de farine et de pain. Le prince était impatient d'avoir des nouvelles certaines des Russes pour diriger sa marche soit sur Krems, si l'armée russe n'avait pas passé le Danube et coupé le pont, soit sur Vienne pour anéantir ce qui restait de l'armée autrichienne, menacer la capitale, la prendre même, surprendre le pont et forcer l'empereur d'Allemagne à la paix.

Les corps d'armée de MM. les maréchaux Davout et Soult suivaient celui du prince. Le prince en faisant une reconnaissance avec M. le maréchal Lannes autour de St-Pölten rencontra un parti de Russes dans le village de... qui avaient été oubliés et qui étaient restés pour piller : l'escorte chargea et presque tout fut fait prisonnier.

Le prince écrivit à M. le maréchal Mortier que les Russes se retiraient sur Krems.

On annonça au prince une députation de la ville de Vienne qui devait venir au devant de S. A. S.

... Le prince retira sur la route de Krems la division d'Hautpoul et elle suivit le corps d'armée qui se mit en marche, à 6 heures du matin, pour Sigarkirchen. Un régi-

ment de hussards formait l'arrière-garde autrichienne; lorsque notre avant-garde se présenta à Saladorf, il monta à cheval; le général Kienmayer vint aux avant-postes désirant parler au prince : on le conduit, il demande à S. A. S. de suspendre sa marche sur Vienne et de cesser les hostilités jusqu'à ce qu'il y ait eu des arrangements pris par les gouvernements. Le prince répondit au général Kienmayer qu'il continuait sa marche, que l'armée autrichienne n'avait qu'à se retirer et qu'alors il promettait de suspendre les hostilités; il indiqua au général Kienmayer la position que devait occuper ses troupes.

... Le lieutenant général Giulay revint avec les conditions de l'empereur Napoléon pour l'empereur François; il eut une conférence avec le prince et partit de suite pour se rendre auprès de son souverain.

20 brumaire, an XIV (11 novembre 1805). — Le corps d'armée partit à 7 heures du matin et se porta sur Vienne : un régiment de cavalerie autrichienne, qu'on avait laissé pour fermer la marche de l'armée autrichienne, formait pour ainsi dire notre avant-garde.

A Ried, deux députés de la ville de Vienne se présentèrent au prince et lui annoncèrent qu'une députation des États de l'Autriche l'attendait à Burkersdorf pour prendre ses ordres. S. A. S. après avoir conféré avec les deux députés les renvoya à la députation générale et le corps d'armée continua son mouvement. A Burkersdorf, le prince reçut les députés des États, conféra longtemps avec eux, leur donna ses ordres et les renvoya à Vienne. A 3 heures, tout le corps d'armée était réuni sous les murs de Vienne. Les habitants, qui croyaient que nous allions en prendre possession, étaient accourus en foule, à l'extrémité du faubourg Schönbrünn, pour voir l'armée française.

Le prince n'ayant point encore d'ordres de Sa Majesté pour l'occupation de la capitale de l'Autriche, fit prendre position à son corps d'armée. Quoique les troupes ne fussent pas dans la place, nous n'en étions pas moins les maîtres et le prince ordonna que toutes les troupes autrichiennes l'évacuassent et que le service fût fait par la garde bourgeoise.

... Le prince prit des renseignements sur les ponts de Vienne qu'on dit n'être pas détruits.

D'après les rapports que reçut le prince, on évacuait, des

magasins de Vienne, de l'artillerie et d'autres objets. Le prince aurait pu l'empêcher en envoyant des troupes à l'extrémité du faubourg; mais son projet étant de surpendre le pont, il aima mieux perdre quelques pièces d'artillerie et ne pas donner l'éveil; il défendit même aux troupes de Kloster-Neubourg ainsi qu'à celles de Dornebach de faire aucune démonstration qui pût faire craindre le passage, et les ordres les plus sévères furent donnés pour empêcher qui que ce fût d'entrer en ville.

Tandis que Murat, secondé par Belliard, marchait avec cet entrain, Napoléon s'irritait de nouveau contre lui. Le chef suprême de la cavalerie avait reçu l'ordre de suivre les Russes l'épée dans les reins. Or, l'Empereur venait d'apprendre que ceux-ci, au lieu de couvrir Vienne, avaient passé le Danube à Krems et gagné la rive gauche où le corps de Mortier s'avançait isolé. En même temps, il voyait que sa cavalerie, loin de talonner et de contenir les Russes, avait poussé rapidement sur Vienne. De là, un accès de colère qui se traduisit en termes assez vifs. « Je ne puis pas approuver votre manière de marcher, écrit-il à Murat, le 20 brumaire (11 novembre). Vous allez comme un étourdi et vous ne parlez point des ordres que je vous fais donner. »

Ce reproche s'adressait aussi au chef d'état-major de la réserve qui dut en prendre sa part. Mais Murat, de son côté, était en présence d'une situation si intéressante, qu'il ne s'en émut pas et continua son rôle d'avant-garde, préoccupé surtout de surprendre le pont de Vienne et d'assurer à l'armée le passage du Danube. L'Empereur lui-même avait son attention portée sur cette opération et, par suite, on ne s'arrêta guère aux reproches du 20 brumaire.

22 brumaire, an XIV (13 novembre 1805). — La brigade du général Sebastiani eut ordre de se rendre à Huteldorf. Le 1er régiment de chasseurs occupa Tubs; à 9 h. 30 du matin tout le corps d'armée fut réuni sous les murs de Vienne,

et, à 11 heures, le prince à la tête de ses troupes prit possession avec M. le maréchal Lannes et fit son entrée dans la capitale de l'Allemagne.

Pendant ce temps, le prince avait envoyé le général Bertrand, aide de camp de l'Empereur et son aide de camp Lannusse, pour faire une reconnaissance sur le pont et tâcher de s'en emparer par surprise; ils étaient suivis par le 1er régiment de hussards. En sortant du faubourg, la reconnaissance rencontra un poste de cavalerie autrichienne. Depuis trois jours, il y avait une suspension d'armes tacite; nos officiers abordent le commandant, s'entretiennent avec lui, et comme il cédait le terrain, ils arrivent au pont; le colonel autrichien veut arrêter les officiers, ils s'obstinent à le suivre et demandent à aller parler au général commandant les troupes campées sur la rive gauche; on les y conduit, mais il est défendu au détachement de troupes françaises de passer; il prend position sur la rive droite. Pendant ce temps, nos troupes avaient traversé Vienne, et le prince, avec M. le maréchal Lannes les conduisent au pont; il était encore intact, mais bien disposé pour être détruit en trois minutes; les canonniers avaient la mèche allumée pour mettre le feu, et le moindre signe qu'on eût fait pour passer de force eût enlevé tout espoir de s'en emparer. Il fallut donc user de ruse, puisque la bonhomie des Autrichiens en donnait les moyens.

Le général Bertrand avait passé le pont et s'était rendu au quartier général du général autrichien à deux heures de là.

Le prince Murat, le maréchal Lannes mirent pied à terre; la tête de la colonne s'arrêta à l'entrée du pont; un peloton fut porté à quelques pas en avant sur le pont même et le barrant entièrement. Je m'avançai, en me promenant, les mains derrière le dos, avec deux officiers d'état-major et je fus joint ensuite par M. le maréchal Lannes et deux de ses officiers; nous continuâmes à marcher en causant, ayant l'air de nous promener. Nous parvînmes, par ce moyen, à arriver jusqu'à l'autre côté du fleuve, et au milieu des troupes autrichiennes. Le commandant fit quelques difficultés pour nous recevoir, mais enfin il se décida et on se mit à causer. Le maréchal lui répéta ce qu'avait dû lui dire en passant le général Bertrand qu'on était en négociation pour la paix (c'était un bruit généralement répandu dans les deux armées), que dans

peu de jours nous serions alliés et les meilleurs amis du monde. Pourquoi ces canons braqués contre nous? dit le maréchal, voulez-vous nous combattre? Allons tournez-les; nous sommes amis. Le commandant se laissa persuader, retourna ses pièces; les armes furent mises en faisceaux; pendant ce temps le peloton d'avant-garde avançait au très petit pas; derrière étaient des sapeurs et des canonniers qui, masqués par la troupe, jetaient dans le Danube toutes les matières combustibles, répandaient de l'eau sur les poudres et coupaient les conducteurs de manière à empêcher l'incendie de la partie du pont que nous occupions déjà. L'officier autrichien comprenait mal le français et le parlait très peu; il s'aperçut du mouvement et voulut faire entendre que les troupes marchaient, que cela ne devait pas être; on lui observa qu'elles s'agitaient seulement et piétinaient en marquant le pas pour se réchauffer : le temps était très froid. La colonne d'infanterie suivait; on arriva ainsi jusqu'aux trois quarts du pont; alors l'officier autrichien, capitaine commandant l'artillerie, crie : *feuer*, *feuer*! Toute la troupe prend les armes, les pièces d'artillerie se rebraquent de nouveau sur le pont et tout présage les plus grands malheurs. Alors le maréchal Lannes prend le commandant au collet d'un côté; je le prends de l'autre; on le secoue, on crie plus fort que lui pour que la troupe ne l'entende pas; on le rend responsable de tout le sang qu'il va faire verser; enfin on ralentit l'exécution de l'ordre. Pendant que tout ceci se passait, le général Bertrand arrivait avec le prince d'Auersperg; on l'annonce; les craintes cessent; l'officier autrichien se calme; le prince entre dans la tête du pont, demande le prince Murat; le maréchal Lannes court à lui; un officier d'état-major est envoyé bien vite pour donner l'ordre à la colonne d'allonger le pas et d'arriver, et pour rendre compte au prince Murat de l'état des choses et annoncer l'arrivée du prince d'Auersperg qui allait se rendre près de lui. Le maréchal Lannes se plaint au prince d'Auesperg de la conduite de l'officier, demande qu'il soit remplacé et puni; des ordres nouveaux sont donnés; la conversation s'allonge; la colonne arrive, elle débouche; nous sommes maîtres du pont et la victoire est à nous.

C'en était vraiment une par l'importance d'un pont sur le Danube (c'était le seul qui n'eût pas été détruit) qui facilitait une marche rapide pour empêcher les Autrichiens de se réunir

et de se rallier. Le prince partit avec le maréchal Lannes pour aller auprès du prince Murat. Je portai les troupes sur la route de Stokerau, où elles prirent position, attendant de nouveaux ordres.

Le prince Murat reçut le prince d'Auersperg, s'entretint quelque temps avec lui et l'engagea ensuite à se rendre à Vienne auprès de l'Empereur. Les troupes continuèrent à passer; la cavalerie déboucha à son tour; des reconnaissances furent jetées sur toutes les routes; le prince Murat arriva et on se mit en marche pour Stokerau. Les Autrichiens restèrent gardiens du pont avec une partie de nos troupes jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné par l'Empereur, ce qui ne devait pas tarder d'avoir lieu.

La prise du pont de Vienne était sans nul doute un avantage inappréciable; mais on ne saurait vanter la loyauté des moyens employés pour l'obtenir. Assurément à la guerre, tout ce qui nuit à l'ennemi est permis. Mais si les rôles avaient été renversés, Napoléon aurait peut-être fait fusiller le malheureux officier qui laissa pénétrer des Français sur le pont, ou celui qui céda aux injonctions du maréchal Lannes et de Belliard.

Après avoir franchi le Danube à Vienne, la réserve de cavalerie se porta sur Stockerau où son quartier général cantonna le 23 brumaire (14 novembre). Ses têtes de colonnes avaient repris contact avec les Russes; et, dans la nuit, Belliard rédigea une lettre dans laquelle Murat prévenait l'Empereur que les Russes avaient pris la route de Znaïm, qu'une estafette envoyée à Hollabrünn les avait trouvés à Gollesdorf où nos vedettes et les leurs étaient en présence; enfin qu'un officier d'état-major, dirigé sur Krems, avait aperçu les feux des Autrichiens, à Weikersdorf. Murat annonçait qu'il allait marcher sur Hollabrünn, où se trouvait, d'après lui, le quartier général des Russes et que ceux-ci avaient dû recevoir de Krems, un renfort d'environ 10,000 hommes.

La direction qu'il avait prise était la bonne; car le lendemain, étant en marche sur Hollabrünn, Belliard

reçut le général russe Wintzingerode qu'il fit conduire au prince et qui lui demanda, au nom de Kutuzof, un armistice basé sur les propositions de paix faites par l'empereur d'Autriche à Napoléon. La demande fut présentée assez habilement pour que Murat y consentît et en référât à son souverain.

En réalité, Kutuzof, sur le point d'être coupé, cherchait à gagner du temps. La ruse qu'il avait employée, digne de celle qui avait trompé les Autrichiens au pont de Vienne, lui permit de s'échapper et de gagner Brünn. L'Empereur tança vertement Murat. « Il m'est impossible de trouver des termes pour vous exprimer mon mécontentement, lui écrivit-il. Vous ne commandez que mon avant-garde et vous n'avez point le droit de faire d'armistice sans mon ordre.... L'aide de camp de l'empereur de Russie est un polisson.... Les Autrichiens se sont laissé jouer pour le passage des ponts de Vienne; vous vous laissez jouer par un aide de camp de l'Empereur. Je ne conçois pas comment vous avez pu vous laisser jouer à ce point, etc. » Ces reproches atteignaient aussi Belliard que les armistices et les conventions concernaient et qui n'avait pas su dessiller les yeux de son chef. Et s'il ne fut pas cité une fois dans le cours de cette campagne, surtout à l'occasion du pont de Vienne il est bien possible que les fautes de Murat en fussent cause.

La réserve de cavalerie repartit aussitôt pour Hollabrünn et y trouva une arrière-garde russe qui lui résista avec un acharnement opiniâtre pendant toute la journée du 26 brumaire (17 novembre).

Le lendemain, Murat se rendit au quartier impérial, laissant à son chef d'état-major le soin de diriger la réserve en son absence. Ce jour-là, nos escadrons de reconnaissance, conduits par Sebastiani, suivirent l'ennemi jusqu'à Brünn, et Belliard annonça à Murat que les débris de l'armée autrichienne avaient fait leur jonction

avec l'armée russe, sous les murs de cette ville. Cette nouvelle décida la marche de l'Empereur sur cette capitale, avec les corps de Murat, Lannes et Soult. Mais l'ennemi ne l'attendit pas et abandonna la ville, suivi par la réserve de cavalerie qui fit connaître le 28 (19 novembre) qu'il se retirait sur Olmütz.

A ce moment, Belliard dut rester à Brünn avec le quartier général de la cavalerie, jusqu'au 6 frimaire (27 novembre). La lutte suprême entre les armées russe, autrichienne et française se préparait. Napoléon concentrait ses forces et l'ennemi prenait ses positions de combat sur les hauteurs d'Austerlitz. Belliard, suivant les ordres reçus, porta successivement le quartier général de la réserve, à Poseritz, à Lech où il fit séjour le 30 novembre et sur un mamelon, à droite de la grande route de Brünn à Olmütz, où il bivouaqua le 10 frimaire (1er décembre). La réserve était sur l'emplacement que lui avait désigné l'Empereur pour prendre part à la grande bataille du lendemain.

Son rôle, dans cette célèbre journée d'Austerlitz, a été raconté par Belliard.

Rapport du corps d'armée du prince Murat pour la bataille du 11 frimaire an XIV (2 décembre 1805).

Le 11, à 6 heures du matin, les troupes aux ordres de S. A. S. le prince Murat ont quitté leurs cantonnements respectifs et sont venues passer le ravin de Girschikowitz au défilé de la grande batterie du Santon et au pont du Moulin à gauche du village de Girschikowitz. Conformément aux ordres de Sa Majesté, les troupes se sont formées en colonnes par escadron en avant du défilé, entre la route et le village, à la droite du corps d'armée de M. le maréchal Lannes....

... A 8 heures, les troupes se mettent en mouvement et marchent à l'ennemi, ainsi que les deux autres corps d'armée. L'armée ennemie étant très rapprochée, on en est venu de suite aux mains; plusieurs charges ont eu lieu entre les troupes légères et nous avons gagné du terrain. L'attaque sur les hauteurs de Girschikowitz contribua pour beaucoup au

gain de la bataille, en dégageant presque entièrement la gauche de M. le maréchal Soult et attirant une grande partie des troupes ennemies qui se trouvaient en arrière et à droite de Blakowitz; elles vinrent s'établir sur les hauteurs en avant de Holuwitz.

Les troupes de S. A. S. continuèrent leur marche; celles de M. le maréchal Lannes s'étaient aussi avancées et déployées refusant un peu leur gauche, et appuyant leur droite au marais de Blakowitz. Alors sur toute la ligne s'engage la plus belle, la plus sanglante et la plus mémorable bataille; l'ennemi démasque une artillerie nombreuse et fait un feu roulant, la nôtre lui répond de même. Les troupes s'ébranlent de part et d'autre; on se heurte; toujours l'ennemi doit céder le terrain. La cavalerie ennemie charge la droite de la division Cafarelli; elle est reçue avec vigueur et repoussée avec très grandes pertes par notre brave infanterie et par le feu de l'artillerie.

Le prince ordonne à la division du général Beaumont de passer le ravin entre Blakowitz et Girschikowitz pour se porter à la gauche de M. le maréchal Soult et marcher avec son corps d'armée.

L'ennemi tenait le village de Blakowitz: on le canonne, la division Cafarelli l'attaque et il est enlevé de vive force.

Pendant ce temps, les braves régiments de la division Kellermann et ceux de la division Walter poussaient et recevaient plusieurs charges, s'emparaient de huit pièces d'artillerie, faisaient prisonniers un prince russe et plusieurs officiers de marque. Le 5e régiment de chasseurs enlevait un drapeau au milieu d'un bataillon russe. La brigade du général Sébastiani, par un changement de front, tombait sur le flanc de l'ennemi qui chargeait nos hussards et chasseurs et lui faisait éprouver une perte considérable.

L'ennemi fait un mouvement par sa droite, longe le ravin de Silwitz, vient attaquer et prendre le village de Bosnitz sous le feu de la redoute du Santon ; il est chassé avec perte et la brigade du général Milhaud le poursuit et lui fait plusieurs prisonniers.

L'infanterie de la division Cafarelli marche au pas de charge dans le plus grand ordre, fait ses feux comme à l'exercice et chasse tout ce qui se trouve devant elle.

Un régiment de dragons ennemi charge sur la droite et

veut délivrer un bataillon autrichien qui venait d'être pris. Un bataillon carré de la division Cafarelli reçoit ce régiment et l'arrête; le prince qui se trouvait là, voyant cette cavalerie sabrer les Autrichiens, ne pouvant pas croire qu'elle fût russe et la prenant pour un régiment bavarois fait cesser le feu; alors le prince fut lui-même très exposé et les officiers de son état-major ainsi que son escorte durent charger vigoureusement pour le garantir. Mais bientôt revenu de l'erreur, le prince fait avancer la division de cavalerie du général Nansouty qui, débordant la droite de l'infanterie, marche à l'ennemi; l'ennemi de son côté, marche sur elle, et là s'est engagée une superbe et brillante charge de cavalerie. Pendant quatre ou cinq minutes on se sabre, on reste pêle-mêle; mais les braves régiments de carabiniers, soutenant leur vieille réputation, ainsi que le 2ᵉ régiment de cuirassiers, enfoncent l'ennemi et le poussent sur sa seconde ligne; elle donne : la nôtre, formée des régiments de cuirassiers, s'avance; trois charges successives ont lieu et toujours l'ennemi est culbuté, laissant beaucoup de morts sur le champ de bataille. Ce beau mouvement a coupé en deux l'armée ennemie en nous rendant maîtres des hauteurs de Kruck et Koluwitz, ainsi que de ces deux villages. Cette charge nous a donné huit pièces d'artillerie et mis en déroute complète tout le corps de troupes ennemies qui se trouvait à gauche de la route.

...La cavalerie ennemie, qui s'est ralliée en arrière du ravin de Kruck, ne pouvant plus opérer sur sa gauche, gagne par la droite les hauteurs de Potzontzer pour soutenir l'infanterie qui faisait attaquer M. le maréchal Lannes. Le prince voyant ce mouvement, fait porter sur la gauche la division Walther et la 2ᵉ division de grosse cavalerie du général D'Hautpoul pour se réunir aux brigades Treilhard et Milhaud et soutenir l'infanterie. La cavalerie ennemie se porte en avant; mais chargée par la brigade Sebastiani, soutenue par la brigade Roget, elle se retire derrière son infanterie, qui, par son feu, arrêta la division Walther....

...Le mouvement en avant de S. A. S., en coupant l'armée ennemie, le sépara du corps de M. le maréchal Soult; le vide fut rempli par le corps d'armée de M. le maréchal Bernadotte qui se porta sur Krzenowitz. Le prince lui envoya une brigade de dragons et se lia par la droite avec sa gauche. L'in-

tention de S. A. S. était de continuer à pousser l'ennemi et d'enlever les hauteurs de Rauznitz et d'Austerlitz sur lesquelles il s'était retiré; mais, à droite, on se battait toujours avec beaucoup d'acharnement; le prince n'en avait pas de nouvelles, mais voulait contenir une nombreuse cavalerie et garder toujours les communications des routes de Brünn, d'Austerlitz et d'Olmutz. Craignant que Sa Majesté n'eût besoin de troupes, il ne voulut pas trop s'en écarter et fut forcé de suspendre sa marche pour être toujours à portée et en mesure d'envoyer des renforts à Sa Majesté s'il était nécessaire.

A 4 heures et demie le feu cessa sur toute la ligne et la victoire de l'armée française fut complète.... 7 à 8,000 prisonniers pour la plupart Russes faits dans les différentes charges de cavalerie et d'infanterie, deux drapeaux pris, ainsi que 27 pièces d'artillerie avec leurs caissons, des escadrons entiers détruits, des bataillons carrés enfoncés, des régiments dispersés, 1,200 ou 1,500 morts restés sur le champ de bataille, plus de 3,000 blessés, voilà le résultat de cette belle et brillante journée pour l'aile gauche de la grande armée aux ordres de S. A. S. le prince Murat.

Tous les corps, toutes les armes, tous les officiers ont rivalisé de dévouement, de bravoure et d'ardeur. Toutes les charges se sont faites aux cris mille fois répétés de : Vive l'Empereur!

Jamais bataille ne se donna avec plus d'élan; jamais on ne marcha mieux et avec plus d'ordre; jamais les mouvements et évolutions ne se firent avec plus de calme et de précision, malgré la grêle de boulets, d'obus, de mitraille et de balles que recevait la troupe. Des files emportées étaient remplacées sur-le-champ et pas un soldat ne quittait son rang pour conduire un blessé.

Pendant toute la bataille, le prince s'est trouvé au premier rang, donnant partout ses ordres et courant les plus grands dangers. Cinq officiers de son état-major, MM. Girard, adjudant commandant Brunet et Flahaut, aide de camp du prince, Brousseaud, chef de bataillon, ingénieur géographe, et Lemesle ont été blessés.

Le prince se loue beaucoup de la conduite de tous ses aides de camp, de tous ses officiers d'état-major.

... S. A. S. ne saurait trop faire l'éloge de tous les officiers généraux sous ses ordres.

Quand on parcourt les nombreux rapports d'opérations qui nous ont été transmis sur la cavalerie de Murat, on retrouve constamment les tournures de phrases et le style propres au général Belliard. Cette particularité jointe aux qualités militaires de ces récits, et à cet intérêt spécial qu'ont les narrations faites sur place par les témoins oculaires, justifie ces citations dans lesquelles on est frappé de ne jamais trouver un mot sur l'auteur lui-même. Il est cependant certain que Belliard se distingua dans cette journée et qu'il dut charger à la tête de son état-major quand il fallut dégager Murat assailli par des dragons russes. Ce dernier se fit un devoir de signaler sa conduite à l'Empereur et de le proposer pour la croix de grand officier de la Légion d'honneur, qui lui fut décernée, au moment des premières récompenses, le 25 décembre 1805. Son aide de camp Galbaud fut en même temps proposé de nouveau pour chevalier.

Le soir d'Austerlitz, Belliard revint avec le quartier général de Murat à la maison de poste de Posoritz. Malgré l'éclatante victoire du 2 décembre, la campagne n'était pas finie. Il fallait poursuivre les vaincus et le lendemain, 12 frimaire (3 décembre), on marcha sur Wischau, où Belliard resta jusqu'au 14 inclus. Des patrouilles furent dirigées sur les débris de l'armée russe, et furent poussées jusqu'à Olmütz, où un aide de camp de Murat entra en parlementaire et n'hésita pas à sommer le commandant de la place de se rendre. Il en fut quitte pour un refus. Belliard en rendit compte au maréchal Berthier dans la journée du 4 décembre. Le surlendemain, 6, la signature de l'armistice suspendit les hostilités; et le même jour, l'état-major de Murat revint avec son chef à Brünn, tandis que les divisions de la réserve de cavalerie se dirigeaient sur Vienne par la route la plus courte.

A peine arrivé dans cette capitale, Murat reçut l'ordre de cantonner sa cavalerie légère le long de la March, la division de dragons Bourcier, sur la rive gauche du

Danube, celle du général Klein, sur la rive droite dans la Basse-Autriche et les divisions de cuirassiers autour de Vienne. Les dragons à pied durent rejoindre leurs régiments. Belliard qui avait suivi le prince à Vienne, s'empressa d'expédier les ordres nécessaires. Le corps d'armée était désormais dispersé pendant la durée des négociations de paix, mais non dissous. Ce fut à Vienne que son chef d'état-major reçut sa nomination de grand officier et la gratification de 4,000 florins (10,000 francs) allouée par l'Empereur aux généraux de division de la réserve de cavalerie.

Le 6 nivôse (27 décembre), la signature de la paix, assurée par le traité de Presbourg, fut annoncée à l'armée, ainsi que le retour en France. Mais cette dernière promesse, douce espérance éveillée dans le cœur du soldat, ne devait être réalisée qu'en 1814 pour quelques-uns et pour d'autres, jamais.

Pendant le rapide cours de cette glorieuse campagne, le rôle de la réserve de cavalerie a été assez détaillé pour faire comprendre la haute mission qui a incombé à son chef d'état-major, sous les ordres d'un chef qui ne songeait qu'à poursuivre et à sabrer. La réception des ordres incessants de l'Empereur et de Berthier, leur répartition entre les divisions de cavalerie, la direction des reconnaissances et des patrouilles, le classement et le compte rendu continuel des renseignements recueillis, l'entretien de la correspondance impériale qui était de tous les instants, les rapports avec le prince Murat qui devaient être intimes, toutes ces obligations jointes à la nécessité d'être constamment en route ou au combat, donnent une idée des occupations accablantes dont le général Belliard fut alors chargé.

II

Campagne de Prusse (1806).

Séjour de Belliard en Autriche et en Bavière. — Concentration de la réserve de cavalerie. — État-major de Belliard. — Ses ordres pour le service. — Ouverture de la campagne. — Arrivée à Naumbourg. — La réserve de cavalerie à Iéna. — Poursuite sur Weymar. — Prise de la ville. — Marche sur Magdebourg. — Entrevue de Belliard et du prince de Hohenlohe. — Marche sur Stettin. — Capitulation. — Poursuite de Blücher. — Arrivée à Lubeck. — Prise de la ville et capitulation. — Rappel à Berlin. — Fin de la campagne de Prusse.

La glorieuse campagne de 1805 avait établi entre Murat et Belliard des liens d'amitié, qui étaient désormais indissolubles. Elle avait, en outre, augmenté la réputation de ce dernier et consacré ses talents de chef d'état-major. A partir de ce moment, il fut pour l'armée, le chef d'état-major reconnu de la cavalerie impériale, ce qui ne l'empêcha pas de conserver, vis-à-vis du maréchal Berthier et de l'Empereur, le rang de premier aide major général, position qu'ils lui faisaient reprendre dès que les circonstances s'y prêtaient, Il en fut ainsi à la fin de la campagne d'Autriche et avant l'ouverture des hostilités contre la Prusse, en octobre 1806. Cette période fut pour les troupes de la Grande Armée, un moment de trêve où elles se refirent, réparèrent leurs pertes, reprirent des forces et se préparèrent à entrer de nouveau en campagne. Au début de l'année 1806, il est vrai, tous les corps crurent un instant à un prochain retour en France. Mais ce rêve fut de courte durée. Quant à Bel-

liard, retenu par son service et par ses multiples occupations, il n'eut pas le temps, d'y songer.

Dès le commencement de janvier 1806, il se trouva seul responsable de l'exécution des ordres envoyés au commandant en chef de la cavalerie de réserve, qui ne s'en occupait plus. Sa parenté avec l'Empereur, et les projets dont il était question pour lui créer une souveraineté, l'avait amené à ne plus surveiller que de loin les destinées de la réserve de cavalerie. Belliard recevait les ordres pour lui, et les faisait exécuter, en lui rendant compte des mesures prises. Par suite, il resta la plupart du temps au grand quartier général, près de Berthier, concourant avec lui à la transmission des décisions de l'Empereur. Là, tout en assurant le service spécial aux divisions de cavalerie de la réserve, il exerçait souvent les fonctions de chef de l'état-major général, et expédiait, en cette qualité, aux corps d'armée ou aux divisions d'infanterie, les prescriptions qui les concernaient.

Le 1er janvier 1806, il reçut l'ordre du jour du maréchal Berthier qui annonçait à la Grande Armée son prochain retour en France, et le notifia aux divisions de cavalerie. Ce fut, comme on l'a dit, une espérance trompeuse, mais un moment assez sérieux pour que chaque corps de troupe eût son ordre de route.

Le lendemain, Belliard fut invité par Berthier, devenu provisoirement commandant en chef de l'armée, à l'accompagner à Munich, quand il quitterait Vienne. En même temps, il prévint les divisions de cavalerie d'Hautpoul et Klein qu'elles devaient partir pour Stockeren le 9 janvier et se rendre ensuite à Freystadt, où la division Beaumont viendrait les rejoindre.

Ce fut vers le 12 que Belliard quitta Vienne avec le commandant en chef. Il se rendit d'abord à Linz, où ce dernier devait rester quelques jours. Il y était depuis peu, quand arrivèrent les premières modifications apportées par l'Empereur aux emplacements des divers

corps de l'armée, en vue de l'exécution des clauses du dernier traité de paix. Il les transmit à la cavalerie. Les cuirassiers du général Nansouty furent envoyés à Eichstœdt, avec une des divisions de dragons cantonnée sur la rive gauche du Danube; les autres divisions conservaient provisoirement leurs résidences.

Ses fonctions le retinrent à Linz avec un groupe important d'état-major, lorsque le maréchal Berthier partit pour Munich, le 23 janvier. Mais cette séparation fut de courte durée, car, dès le 30, le commandant en chef lui écrivit que n'ayant pas de nouveaux ordres à lui donner pour la cavalerie, il l'invitait à venir le rejoindre. Pendant ce temps, craignant que le séjour de Munich ne fût un obstacle à l'exécution du service, Berthier décida de laisser la plus grande partie du grand quartier général à Augsbourg.

En arrivant à Munich, Belliard apprit qu'à la suite des rapports qu'il avait remis au maréchal, ce dernier avait demandé à l'Empereur de changer les cantonnements de la cavalerie. Les divisions de la réserve installées sur la rive gauche du Danube, dans une région montagneuse, encombrée de neige et sans ressources, ne pouvaient plus y trouver leur subsistance. Le 18 janvier, il insista de nouveau et proposa à Napoléon, alors à Saint-Cloud, de diriger sur le Rhin, la cavalerie de réserve et deux corps d'armée, dès que le corps de Soult, laissé d'abord à Vienne, aurait repassé l'Ems. Il avait encore des illusions qui lui faisaient croire à un avenir de paix, mais qui furent bientôt dissipées. L'horizon politique s'assombrissait en effet du côté de la Prusse et, dans les premiers jours de février, Belliard fut fixé à cet égard. Une dépêche de l'Empereur du 7 du même mois prescrivit à Bernadotte, alors sur la frontière de ce royaume, « de se tenir en mesure de guerre ». Le lendemain, Berthier était avisé que l'Empereur n'acceptait pas les modifications faites par le roi de Prusse

au traité de Vienne. Six jours plus tard il faisait mettre à la disposition de Bernadotte une division de dragons et une de grosse cavalerie et lui ordonnait d'occuper le territoire prussien d'Anspach, en représailles de l'invasion du Hanovre par les troupes de cette nation. En prescrivant ces mouvements Belliard mit également une division de dragons sous les ordres du maréchal Augereau. Le reste de la réserve de cavalerie se trouvait alors : une division de dragons et une de grosse cavalerie sous les ordres de Soult et une division de dragons à Augsbourg. La dépêche de l'Empereur qui prescrivait cette répartition se terminait par ces mots : « Que tout le monde se tienne sur ses gardes et reste à son poste. » Ces mesures indiquaient une menace de guerre imminente.

Pendant ce temps, Belliard était prévenu des honneurs nouveaux qui venaient d'être prodigués au commandant de la cavalerie de réserve. Murat, son ancien campagnon d'armes, devenu le beau-frère de l'Empereur, était créé Grand-Duc de Berg et Prince Souverain. Le 9 mars, il reçut l'ordre d'aller prendre possession de son duché et de faire occuper de suite la place forte de Wesel. Désormais il allait s'appeler Joachim Napoléon. Le 21, il lançait sa première proclamation à son peuple et quatre jours plus tard, faisait son entrée solennelle à Dusseldorf, à la tête de la division Dupont. Dès son avènement, il s'occupa d'agrandir ses États aux dépens de la Prusse, et accrut, à la cour de Berlin, l'irritation que la gloire de Napoléon y avait déjà suscitée.

En recevant ces nouvelles, Belliard, tenu au courant par le maréchal Berthier des mesures qui concernaient la Grande Armée, sut que le 11 juillet, les effectifs étaient complétés et mis sur le pied de guerre ; au même moment, il dirigea la division Nansouty, par ordre de l'Empereur, sur Würzbourg, l'éloignant ainsi de l'Autriche pour la rapprocher de la Prusse.

En juillet et en août tout fut remis sur pied pour être prêt à entrer en campagne et au commencement de septembre il n'y eut plus de doutes. Des reconnaissances furent exécutées sur la route de Bamberg à Berlin et les premiers mouvements de concentration commencèrent sur Bamberg et Bayreuth.

Au milieu du même mois, Belliard, qui était à Munich, fut avisé que l'armée serait rassemblée aux environs de Bamberg, dès que l'ambassadeur de France aurait quitté Berlin. Au même moment, il était chargé de porter quatre divisions de dragons et de grosse cavalerie sur Bamberg et Würzbourg.

Une dépêche, partie le 19 de Saint-Cloud, fut plus précise encore. La réserve de cavalerie tout entière, forte de six divisions, était reconstituée et mise en marche, pour aller prendre position le long du Mein, de Kronach à Würzbourg. Belliard donna les ordres nécessaires et régla les itinéraires, de façon que le 3 octobre au plus tard le mouvement fût accompli.

La campagne de Prusse commençait. Murat prévint son chef d'état-major qu'il allait quitter son grand-duché, et diriger ses bagages, chevaux, etc., sur Francfort pour y être lui-même le 29. Peu de jours après, il lui prescrivit d'activer la marche de ses divisions de façon à leur faire atteindre les bords du Mein, le 1er ou le 2 octobre, au lieu du 3. En même temps il transmettait à Belliard l'ordre de l'Empereur d'être le 1er à Bamberg, avec l'état-major du grand-duc, ou le 2 à midi, au plus tard. Ce dernier attendit l'Empereur à Mayence, le reçut le 29 et fut envoyé aussitôt à Würzbourg.

Désormais la campagne allait s'ouvrir. Le corps de réserve de cavalerie avait la composition suivante :

Commandant en chef : S. A. I. le Grand-Duc de Berg. Lieutenant de l'Empereur.

Aides de camp : Beaumont, général de brigade.
Géry, chef d'escadrons.

Lagrange,
Piéton,
Flahaut,
Brunet. } Capitaines.

Chef de l'État-major général : Belliard, général de division.

Aides de camp : Galbaud, Dufort, Walsch, lieutenants.

Sous-chef de l'État-major : Girard, adjudant commandant.

Officiers d'État-major : Aymé, adjudant commandant.
Dolbeck,
Saint-Elme,
Sonis, du génie. } Capitaines.
Pazkowski, cap.
Mikielwi, lieut. } Interprètes.
Robert, sous-lieutenant de dragons.

Adjoints à l'État-major : Moreau, Guyardelle, Galdemar, Bedot, Forgeot, Wathiez, Regnier, capitaines.

Cet état-major était complété par un général de brigade d'artillerie, commandant l'artillerie, avec son état-major particulier;

Un chef de bataillon, commandant les troupes du génie;

Un commandant de gendarmerie;

Un commandant-vaguemestre général;

Un ordonnateur en chef.

La réserve comprenait : deux divisions de grosse cavalerie, commandées par les généraux Nansouty et d'Hautpoul;

Cinq divisions de dragons, commandées par les généraux Klein, de Grouchy, Beaumont, Sahuc et Becker;

Enfin, une division de cavalerie légère sous les ordres des généraux Lasalle et Milhaud. C'était une masse

d'environ 20,000 cavaliers, admirablement commandés, pleins de courage et d'ardeur.

Après avoir rassemblé et organisé ce corps de cavalerie, d'après les ordres directs du major général, Belliard arriva à Bamberg avec son état-major, le 30 septembre, devançant d'un jour la date fixée par l'Empereur. Tous les corps, prêts à combattre, hâtaient leur concentration.

Quoique la guerre ne fût pas déclarée, l'armée était tout entière en mouvement, prête à saisir l'avantage de l'initiative des opérations. Le jour même de son arrivée à Bamberg, Belliard pressa la marche des divisions de la réserve vers les positions situées entre Schweinfurt et Kronach et commanda les premières reconnaissances sur les débouchés des chemins de Königshofen vers Erfurt et de Kronach vers Leipzig. Il y ajouta les prescriptions habituelles du début des entrées en campagne sur les états de situation. Il trouva aussi, à son arrivée dans cette ville, un mot du grand-duc de Berg qui réclamait sa présence à Würzbourg et un rapport sur les emplacements des divisions de la réserve. Mais, pour pouvoir le renseigner, il se rendit d'abord à Kronach et l'en informa, en lui adressant de précieux renseignements sur l'ennemi. Berthier fut en outre prévenu que la cavalerie de réserve ne serait sur le Mein, que le 3 octobre, sauf la 2e division de dragons qui ne pouvait y arriver que le 7 ou le 8.

Le 2 octobre, de Kronach, Belliard apprit au grand-duc que l'armée prussienne se rassemblait sur les directions d'Erfurt et de Weimar. Maintenant les reconnaissances de cavalerie se multipliaient. Le 3, le chef d'état-major de la réserve avisa les généraux Milhaud et Lasalle d'avoir à tenir leurs brigades réunies, avec des piquets sur les communications de Cobourg.

Bientôt Murat, pressé d'être aux avant-postes, arriva à Bamberg, où il retrouva son état-major et passa de suite ses cavaliers en revue. Le plus grand enthousiasme

régnait dans les rangs et l'on défilait aux cris mille fois répétés de : *Vive l'Empereur!* Il alla visiter Kronach avec Belliard et en revint le 5, pour inspecter ses cuirassiers. Le lendemain, son chef d'état-major définissait ainsi au major général les positions de la réserve qui n'avait pas encore l'autorisation de franchir la frontière : la brigade de hussards occupait Kronach et les vallées voisines jusqu'au territoire prussien ; la brigade de chasseurs était à Unter Langenstadt ; la 1[re] division de dragons, à Würzbourg, en route pour Bamberg ; le 2[e] en marche sur Würzbourg ; la 3[e] à Hallstadt ; la 4[e] à Baunach, surveillant les routes de Cobourg ; les divisions de cuirassiers, à Eitmann et Burg Ebrach, s'étendant jusqu'à Bamberg ; enfin le parc, à Ebrach.

Malgré quelques retards causés par l'éloignement, la réserve était en grande masse, sur la frontière, prête à entrer en Prusse et à se lancer au loin.

Ce fut le 7 seulement, que la guerre fut déclarée ; mais la réserve n'eut pas encore l'ordre de se mettre en mouvement. L'Empereur craignait que l'ardeur de Murat ne divulguât trop tôt ses directions de marche à l'ennemi. Belliard eut seulement à transmettre des ordres de départ pour le lendemain. Deux brigades de cavalerie légère étaient lancées en avant « le plus loin possible ». Milhaud devait reconnaître Saalfeld et Grafenthal sur la gauche et Murat devait rester en position avec la brigade Lasalle qui fut aussi envoyée sur la droite vers le milieu du jour. Belliard s'apprêta à accompagner le grand-duc sur les directions de Hof, Saalbourg et Saalfeld, où il avait pour mission de reconnaître la position de l'ennemi et de fournir à l'Empereur les moyens de frapper un grand coup.

Avant de se mettre en route et de quitter Bamberg, il régla pour la campagne le service des officiers de son état-major, de la façon suivante :

Ordre de service pour MM. les Officiers de l'état-major de la réserve de cavalerie.

Il y aura tous les jours deux officiers de service à l'état-major; l'un sera toujours prêt à partir, l'autre sera chargé des détails de l'expédition des ordonnances, de recevoir les dépêches, de donner des reçus. Lorsqu'il expédiera des ordonnances, il prendra l'heure du départ, le nom de l'ordonnance, le lieu où elle est expédiée, l'officier à qui elle est adressée; il exigera qu'on lui apporte des reçus; il couchera au bureau.

Les officiers de l'état-major marcheront toujours avec le chef de l'état-major pour pouvoir recevoir les ordres. Dès qu'ils seront arrivés, ils se rendront à l'état-major pour y recevoir les ordres du général Belliard; ils auront soin de donner leurs adresses et de les inscrire sur le registre qui sera établi à cet effet. Ils seront tous les matins à 6 heures précises à l'état-major. Ils s'y rendront exactement avec leurs chevaux à l'heure qui aura été indiquée pour le départ. Le service pour le bureau commencera par l'ancienneté; celui pour le départ, par les moins anciens de grade.

Le général de Division,
Chef de l'état-major général,
BELLIARD.

D'après les registres d'ordres et de correspondance de cet état-major, les lettres étaient inscrites sur des cahiers de petit format, qu'on pouvait emporter à cheval. Quand on avait un moment de repos, on les recopiait sur des registres qui servaient à leur inscription. Quant aux petits cahiers, Belliard en a fait réunir et relier ensemble un certain nombre qui forment ainsi de vrais registres.

Le 7, il était encore à Kronach d'où il expédia les ordres aux divisions de la réserve. Le lendemain, il transporta le quartier général à Ebersdorf. Arrivé dans cette localité, il rendit compte au major général, du départ de l'avant-garde à 3 heures du matin pour Lobenstein, de la reconnaissance de Lasalle sur la ville de Hof et des attaques de Saalbourg et Saalfed par les cavaliers de

Watier et de Milhaud. Saalbourg avait été enlevé sans résistance. « Si l'ennemi, ajoutait Belliard, avait voulu tenir pendant quelque temps, on eût fait en petit l'anniversaire du combat de Wertingen; car, par les mouvements que le Prince avait ordonnés, il eût été enveloppé par les deux colonnes qui avaient passé à gué la Saale, et tout ce qui se trouvait à Saalbourg aurait été fait prisonnier. »

A ce moment, Belliard donnait directement les ordres d'exécution et son style se ressent de la hâte avec laquelle il était forcé de les donner. Ces ordres définissent nettement la situation considérable qu'il avait acquise et que la confiance de Murat, comme celle des généraux, justifiait amplement. A ce point de vue, il est utile d'en citer quelques-uns.

Le général Belliard au général Wattier.

Ebersdorf, 8 octobre 1805.

Vous voudrez bien faire reconnaître demain matin, par une patrouille seulement, Schleiz, Zollgrünn et..... Ordonnez qu'on se garde avec beaucoup de précaution. La troupe doit bivouaquer. Faires-moi connaître, par le retour de l'ordonnance, la position que vous occupez et si vous êtes entré dans Saalbourg.

Le général Belliard au Colonel du 5e de chasseurs.

Ebersdorf, 8 octobre 1805.

Vous partirez de suite avec votre régiment, M. le Colonel, pour aller vous établir au village de Röppisch; vous ferez garder et reconnaître les routes et débouchés de Isabellengrünn à Pörisch, avec beaucoup de précaution, ainsi que celle de Liebengrünn; vous garderez aussi avec beaucoup de précaution votre régiment qui bivouaquera et devra être établi militairement. Demain, une demi-heure avant le jour, vous ferez monter à cheval le régiment qui ne reprendra son bivouac qu'après la rentrée des reconnaissances. Envoyez, après votre établissement, un sous-officier d'ordonnance au

quartier général, à Ebersdorf, et demain adressez-moi votre rapport et votre situation.

On est frappé de la précision, de la prudence et du système de vigilance qui ressort de ces ordres et qui en assurent l'exécution dans les conditions les plus favorables au succès. On voit aussi quelle dose de travail et quelle activité devait déployer Belliard dans ces heures de fièvre guerrière, où l'entrée en campagne contre une armée célèbre, la foi dans la victoire, et l'imminence d'une grande bataille enflammaient tous les cœurs. Au point de vue des reconnaissances à exécuter en avant d'une armée et des informations à recueillir, les lettres de Belliard aux généraux de cavalerie de la réserve sont de véritables modèles. Ce serait cependant allonger le récit que d'en citer encore (1). Il suffira de rappeler les faits.

La recherche de l'ennemi amena un premier combat à Schleiz, le lendemain du passage de la frontière. Il fut livré par les troupes avancées du 1er corps (Bernadotte). Mais Belliard dut s'y trouver; car Murat arriva sur le terrain de la lutte à la tête du 4e hussards et chargea avec lui l'ennemi en retraite. Le lendemain, il passa la nuit à Schleiz, où le quartier général impérial arriva dans la soirée. Il en repartit le 11 avec le grand-duc pour gagner Triptis, d'où ce dernier demanda à l'Empereur s'il devait toujours se rendre à Géra, puisque l'ennemi était en arrière de Neustadt, dans une tout autre direction. Les avis envoyés à l'Empereur par les éclaireurs de la réserve de cavalerie le décidèrent, le 12, à changer la direction de l'armée. Belliard était ce jour-là à Géra avec le grand-duc. Il dut quitter cette ville pour se porter sur Zeitz, en envoyant des coureurs sur Leipzig et sur Naumburg. Le 13, il était à Teuchern et à Naumburg, ayant reçu les ordres qui prescrivaient un

(1) Voir Foucart. *Campagne de Prusse. Iéna.*

jour de repos pour toute l'armée, en prévision d'une bataille décisive à laquelle on s'attendait le lendemain. Toutefois ce repos ne put être accordé aux troupes de la réserve. Murat était en route quand l'ordre lui arriva; il ne crut pas devoir rétrograder. Belliard l'accompagna par conséquent sur les hauteurs de Naumburg, où il prit position, à 4 heures de l'après-midi.

Le même jour, l'Empereur arrivé à Iéna, et monté sur le plateau où les deux armées allaient combattre, envoya à ses maréchaux l'ordre de la bataille pour le 14. La grosse cavalerie devait s'établir sur le plateau, en réserve derrière la garde. Belliard transmit dans la soirée aux divisions de la réserve les ordres qui les concernaient et s'apprêta à accompagner Murat. Celui-ci alla trouver l'Empereur à Iéna, le soir du 13, et resta avec lui au commencement de la bataille, jusqu'au moment où il vint prendre la direction de sa cavalerie.

Pendant ce temps, le matin du 14, Belliard prit la tête des colonnes de la réserve et l'établit derrière le centre de la ligne de bataille. Le grand-duc vint l'y rejoindre, quand il crut le moment favorable pour lancer ses escadrons. Il avait sous la main 11 régiments, dont 7 de cavalerie légère appartenant à 3 corps d'armée, et 4 de la réserve, dragons et cuirassiers. Pendant la bataille, il fut rejoint par le reste des dragons et cuirassiers des divisions Klein et d'Hautpoul.

Au moment où l'on aperçut la cavalerie prussienne du corps de réserve de Rüchel prête à charger sur les bataillons de Soult qui l'avaient refoulé sur Wiegendorf, Murat donna le signal. Les divisions Klein et d'Hautpoul s'élancèrent les premières, guidées par lui et par Belliard. En un instant l'adversaire fut dispersé et mis en déroute. Murat porta alors ses cavaliers sur les groupes ennemis du centre qui reculaient vers Weymar, vivement poussés par les soldats de Lannes et d'Augereau. Il les prit à revers, enfonça leurs carrés et enleva

leurs canons, transformant ainsi la défaite en déroute. La plus grande partie des fuyards se dirigeant sur Weymar, la cavalerie les poursuivit, entra avec eux dans la ville, s'en empara et y fit des prises de toute espèce. Des groupes isolés arrivèrent même près d'Erfurt. Belliard resta en ville avec le grand-duc. Tous deux étaient exténués. Ils trouvèrent cependant la force d'envoyer à l'Empereur un rapport sommaire sur la journée.

Le lendemain, vers 8 heures, Murat recommença la poursuite. Elle fut menée avec une telle ardeur qu'un ordre du major général, prescrivant de maintenir à Weymar, la moitié de la réserve de cavalerie, jusqu'à ce qu'on fût fixé sur les directions suivies par l'ennemi, ne put être exécuté. Belliard était déjà à Erfurt avec le grand-duc quand cet ordre lui parvint. Il réglait les détails de la capitulation que Murat venait d'imposer aux 6,000 hommes de troupes prussiennes qui occupaient la place; et, dans la matinée, il prit possession de la ville. Le nombre des prisonniers s'accrut de 8,000 blessés, d'un grand nombre de princes et de généraux ennemis, et d'un parc de 120 pièces d'artillerie.

Belliard donna aussitôt ses instructions pour l'inventaire des trophées recueillis, puis pour les postes de surveillance à établir autour de la place et pour reprendre la poursuite suivant les volontés de l'Empereur. Il dirigea la réserve sur Langensalza et s'y porta avec le grand-duc, dans la soirée du 16.

Il rendit compte directement au major général des événements survenus dans la journée, dans les termes suivants :

Au Ministre de la guerre.

16 octobre 1805.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Altesse que hier le corps d'armée réuni à Veimar s'est mis en marche à 11 heures pour se porter sur Erfurt. L'ennemi a été ren-

contré sur la route; on l'a chassé; il s'est retiré sur Erfurt, laissant plusieurs pièces d'artillerie, beaucoup de caissons et des bagages; l'ennemi s'est rallié sur les hauteurs en avant d'Erfurt; deux régiments de cavalerie et deux bataillons d'infanterie se trouvèrent en bataille en arrière du village de Linderbach. Le prince les a fait charger par la division Klein : bientôt tout a disparu, la cavalerie n'a pas attendu la charge, l'infanterie a couru à toutes jambes pour rentrer à Erfurt, laissant ses fusils, ses gibernes et son artillerie. La division a poursuivi sur la route de Weissensée; elle a pris un convoi de cinquante chariots chargés de farine; toute la cavalerie suivait. Le prince a fait cerner la place et sommer le commandant de se rendre. On est entré en négociations et ce matin, à 7 heures, la capitulation a été signée; les dragons se sont emparés des portes et j'ai pris au nom de Sa Majesté possession de la place; le prince a envoyé l'original de la capitulation à Sa Majesté. A midi, toute la garnison, forte de 7 à 8,000 hommes a déposé les armes; il y a dans la place 5,000 blessés, à ce que l'on dit, beaucoup d'artillerie, des munitions, des magasins de toute espèce.

... Les prisonniers ont été remis à M. le maréchal Ney qui doit les faire conduire en France; son chef d'état-major vous en enverra l'état. Hier, mon prince, on a pris 2,000 prisonniers que j'ai dirigés sur Weimar; cette nuit dernière, la division Beaumont a pris 600 hommes, un obusier, une pièce de 4; 600 prisonniers ainsi que 400 ramassés par les troupes légères, ont été réunis à la garnison d'Erfurt. Dans le nombre des prisonniers se trouvent le prince d'Orange et M. le feld-maréchal Mollendorf. Il est une heure, mon prince, et le corps d'armée se met en marche pour Langensalza.

... *P.-S.* — Le prince envoie par un de ses aides de camp, neuf drapeaux ennemis; on a trouvé dans la citadelle cinq guidons et neuf drapeaux.

Dans cette journée du 16, deux généraux de la réserve, Klein et Lasalle, firent des fautes qui mécontentèrent vivement l'Empereur. Tandis que le grand-duc les expliquait à Napoléon, Belliard en rendit compte au major général. Il lui écrivit d'Immenrode, le 17, lui faisant connaître que la veille, le général Klein, se trouvant à

Weissensee, avait vu trois colonnes ennemies s'approcher de la place. « Les deux premières annoncèrent un armistice et demandèrent le passage pour se rendre sur Magdebourg; on le leur accorda. » Le général Lasalle avait agi de même vis-à-vis d'une troisième colonne. Le général prussien Blücher évita ainsi d'être pris ce jour-là. L'empereur en fit de vifs reproches aux deux généraux.

Le 18 au matin, Belliard partit d'Immenrode pour Halberstadt avec le Grand-Duc, après avoir poussé la plus grande partie de la cavalerie sur Nordhausen. Mais comme en route, il fallut modifier les destinations déjà données, il envoya un officier d'état-major à Nordhausen, pour y attendre la brigade Lasalle et la division Klein et remettre à ces généraux les dépêches qui leur étaient destinées. Il lui prescrivit de s'établir à l'entrée de la ville « pour ne manquer personne ».

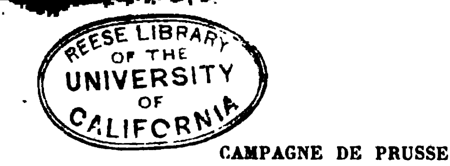
Dans la marche de la réserve sur Halberstadt, il y eut un engagement dont Belliard adressa le récit au maréchal Berthier.

Au Prince major général.

Halberstadt, 19 octobre 1806.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Altesse Sérénissime, que hier, à 5 heures du matin, le corps d'armée s'est mis en mouvement pour se rendre à Sundershausen où il est arrivé à 11 heures. Le corps d'armée de M. le maréchal Soult en avait pris possession la veille. Le prince dirigea les divisions par différentes routes, pour passer les montagnes de Hartz. Les divisions Nansouty, d'Hautpoul et le 13e régiment de chasseurs marchèrent sur Asselfeld. La 3e division de dragons se dirigeait sur Benekensen, Königsgerode, ainsi que la brigade Lasalle et la division Sahuc, sur Ellerich.

Le prince marchait à la tête du 13e; il prit la route d'Asselfeld, rallia le 25e régiment de dragons que M. le maréchal Soult avait détaché sur Becken-Moor. On rencontra l'ennemi fort de deux régiments de cavalerie, et environ 800 hommes d'infanterie sur les hauteurs de Stieg; à 6 heures du soir, le prince l'attaqua; il a été chassé de sa


REESE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

position et s'est jeté en désordre dans les bois; la nuit a empêché de le poursuivre; on a trouvé sur la route 6 pièces d'artillerie de différents calibres, un obusier et plusieurs caissons. Le prince s'est établi à Stieg avec le 13e chasseurs et le 25e dragons; les autres divisions ont suivi leur destination. Les routes du Hartz sont très mauvaises. Aujourd'hui, à 5 heures du matin, tout le corps est parti pour Halberstadt, point de réunion. Le prince s'est mis en marche à la tête du 13e régiment de chasseurs et du 25e de dragons pour Blankenbourg; à 10 heures, on en a pris possession, l'ennemi l'avait évacué à 6 heures du matin; les deux régiments d'avant-garde ont été à sa poursuite sur la route d'Halberstadt. La queue de la colonne a été rencontrée en ville : la 13e l'a chargée; elle a été mise en fuite, laissant tous ses prisonniers et douze voitures chargées d'équipages. Pendant ce temps, une colonne de cavalerie se présentait sur la gauche de la route et se dirigeait sur Halberstadt. Le prince a envoyé à sa rencontre un escadron du 13e régiment soutenu par le 25e. L'ennemi, qui ne croyait pas nous trouver à Halberstadt, à la vue de nos troupes, a gagné sur la gauche; les dragons ont marché dessus, les ont chargés vigoureusement et ont fait 120 prisonniers, hussards montés. Il y a eu aussi beaucoup de tués et de blessés; je ne sais pas combien il s'en trouve de notre côté; l'ennemi était du double plus fort que nous. L'armée ennemie se trouve dans le plus mauvais état et s'en va à la débandade; il est 7 heures, mon prince, et j'ai avis que les divisions Beaumont, Sahuc, Nansouty et d'Hautpoul sont ralliées et en route pour leurs cantonnements. Je n'ai point encore de nouvelles de Klein et de Lasalle.

La marche de la réserve de cavalerie la conduisait à Magdebourg, où s'était portée la plus grande partie de l'armée prussienne. Lorsque Murat eut annoncé son arrivée aux abords de la place, il reçut l'ordre de se rendre à Calbe, près Bernburg, sur l'Elbe, au-dessus de Magdebourg. Mais il avait déjà envoyé Belliard à Magdebourg, pour sommer la place de se rendre. Ce dernier y trouva le prince de Hohenlohe qui était devenu, depuis Iéna, le commandant en chef de l'armée prussienne et

qui avait rassemblé dans cette place tout ce qu'il avait pu recueillir des débris des vaincus. Il s'efforçait d'y mettre de l'ordre et de réorganiser ses forces, quand Belliard se présenta. Ce dernier trouva des adversaires affolés, et dans une confusion complète. Au lieu de consentir à se rendre, ils demandaient d'abord trois jours d'armistice pour enterrer leurs morts. Belliard, n'étant pas autorisé à répondre à cette proposition, revint en rendre compte au grand-duc qu'il trouva à Calbe, le 21. Ce dernier en référa à l'Empereur et lui envoya son chef d'état-major pour l'instruire de ce qui se passait à Magdebourg. L'Empereur fit répondre par un refus à la demande du prince de Hohenlohe et ordonna à Soult de s'emparer de la place. En même temps, ayant besoin de sa cavalerie pour la poursuite des colonnes ennemies qui remontaient vers le Nord, il prescrivit à Murat de franchir l'Elbe à Dessau, et de venir le rejoindre à Potsdam. L'exécution de cet ordre amena Murat et Belliard dans cette ville, avec les divisions de la réserve, le 24 octobre.

Ce fut à partir de ce point que commença la poursuite la plus intéressante. Des colonnes prussiennes étaient signalées vers Oranienburg. En conséquence, le major général prescrivit d'envoyer dans cette direction le général Lasalle, avec sa cavalerie légère. Il recommandait d'interroger dans chaque localité « un homme principal du lieu ». « Si le grand-duc de Berg, ajoutait-il, juge que le général Lasalle soit hors d'état de suivre cette espèce d'interrogatoire de cabinet, il y enverra le général Belliard, auquel il donnera l'ordre de lui faire parvenir, toutes les heures, les renseignements qu'on aura eus sur l'ennemi et enfin la copie des interrogatoires. » Le chef d'état-major de la cavalerie expédia les ordres pour diriger Lasalle sur Orianenburg et une division de dragons sur Spandau.

A partir de ce moment, le grand-duc n'eut plus avec lui, pour continuer la poursuite, que deux divisions de

dragons et la cavalerie légère des généraux Lasalle et Milhaud. Il apprit bientôt qu'il avait devant lui la colonne du prince de Hohenlohe qui semblait filer sur Stettin. Cette nouvelle fit diriger le général Lasalle de ce côté, vers Zehdenick. Et le 26, se trouvant près de Liebenberg, en arrière de Falkenthal, Murat annonça à l'Empereur qu'il avait enfin repris le contact. La cavalerie légère se trouvait en présence d'une forte troupe ennemie qui s'était formée en bataille en avant de Zehdenick. Lasalle la chargea et fut soutenu par les dragons qui le suivaient de près. L'ennemi, fort de 6,000 cavaliers, fut rompu et dispersé. Zehdenick fut occupé et Belliard y arriva avec le grand-duc le 27. Ce combat força le reste du corps de Hohenlohe, environ 14,000 hommes d'infanterie, à quitter leur route pour prendre celle de Prenslow, où Murat les suivit. Une véritable fièvre entraînait alors ses cavaliers. Les ordres en portent la trace. Belliard écrivait à Lasalle, le 27 : « Portez-vous en toute hâte sur Prenzlow, où vous tâcherez d'arriver ce soir et d'y devancer l'ennemi qui marche sur cette ligne. Vous êtes prévenu que vous serez soutenu par les divisions de dragons qui marchent après vous, mais cependant à quelques distances. Le général Milhaud marche par votre gauche sur Boitzenbourg, etc. » Le résultat de cette poursuite acharnée ne se fit pas attendre.

Le 28 octobre, vers 9 heures du matin, quand Belliard atteignit Prenslow, il constata que Lasalle, après avoir marché toute la nuit, y arrivait avec ses hussards, en même temps que la tête de colonne du prince de Hohenlohe. Murat donna aussitôt l'ordre d'attaquer. L'ennemi fut rompu et rejeté en ville. Le général Belliard y fut envoyé pour sommer le prince de Hohenlohe de se rendre. Ce dernier hésitait encore, quand on lui apprit que nos dragons, ayant enfoncé les portes, faisaient irruption dans Prenzlow. Il se décida alors et consentit à la capitulation, dont Belliard fit rédiger les termes. Quel-

ques heures après, le grand-duc écrivit à l'Empereur : « Le prince de Hohenlohe est en mon pouvoir, ainsi que son corps d'armée... 16,000 hommes d'infanterie, 6 régiments de cavalerie, 60 pièces de canon, 60 drapeaux, les princes Auguste-Ferdinand, Hohenlohe, Tauenzien et plusieurs autres officiers généraux sont le résultat de cette brillante journée. »

Belliard de son côté transmit au prince de Neufchâtel tous les détails de cet événement.

Deux fortes colonnes ennemies étaient encore intactes : celle de Blücher qui avait dû rencontrer le jour même les troupes de la réserve, et celle du duc de Weimar qui, ayant échappé au maréchal Soult, marchait dans la même direction.

En conséquence, après avoir dirigé les prisonniers de Prenzlow sur Spandau, Belliard s'empressa, suivant les ordres du prince, d'envoyer Lasalle sur Löcknitz vers Stettin et Milhaud sur Passewalk, dans l'espoir d'atteindre Blücher. Il partit ensuite avec le grand-duc et les dragons de Grouchy, pour Löcknitz. Le corps du maréchal Lannes suivait le mouvement.

A Passewalk, Milhauld surprit un corps de 6,000 hommes qui capitula, et s'empara de 1,200 chevaux. Belliard en transmit la nouvelle au major général en ajoutant que Lasalle allait arriver à Stettin. Il partit ensuite pour cette ville, prenant les devants sur l'ordre du grand-duc. Ce dernier, persuadé que Stettin ne résisterait pas, avait chargé son chef d'état-major d'aller régler la capitulation. Quand Belliard arriva, Lasalle avait déjà fait les sommations nécessaires. Il tint à lui en laisser l'honneur et se chargea seulement de reviser chaque article de la convention et de l'approuver dans son ensemble, au nom du grand-duc.

Il en rendit compte au major général par la lettre ci-après :

Au Prince Alexandre, major général.

Löcknitz, 30 octobre 1806.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le commandant de Stettin a capitulé le 29 au matin. J'avais été envoyé par le prince, à Stettin, pour sommer le commandant. Mais Lasalle avait commencé la besogne et je la lui ai laissé finir, en faisant mettre les réponses aux demandes du gouverneur; le prince envoie la capitulation à S. M. J'aurai l'honneur de vous adresser l'état des prisonniers et des magasins; je pense, mon prince, que vous serez content de nous. La vieille patraque de gouverneur nous a salués de quelques coups de canon et a fini par se rendre à discrétion, après avoir fait beaucoup de difficultés.

Stettin est une grande ville où nous trouverons beaucoup de ressources. Je ne crois pas que ce soit une bonne place; l'officier du génie a ordre de la reconnaître et je vous en enverrai les rapports.

Il restait toujours la colonne de Blücher; et comme l'ardeur des troupes les empêchait de sentir la fatigue, Belliard, sur l'ordre du prince Murat, les dirigea le même jour, 30 octobre, sur Uckermünde à 48 kilomètres de Stettin. Il était alors revenu près de son chef à Löcknitz et l'accompagna à Passewalk où l'on passa la nuit. Là, il prévint le général Grouchy de la présence de la colonne Blücher dans les environs. « Ses régiments, lui disait-il, sont isolés et sûrement ne demandent pas mieux que de capituler, envoyez partout, à droite et à gauche, des reconnaissances, et faites sommer de se rendre, tous les corps ennemis qu'on pourra rencontrer.

« ... Je pense que la campagne est à peu près finie et que bientôt nous nous reposerons, etc. »

Le 31 octobre, Belliard partit avec le grand-duc pour Friedland; les divisions de Grouchy et d'Hautpoul les escortaient. De là, il fit partir Lasalle pour Demnin, en lui annonçant que le prince le rejoindrait le lendemain. Dans la même journée le général Becker, qui s'était

porté sur Anklam avec deux régiments de dragons, atteignit un corps ennemi de 3,000 à 4,000 hommes qu'il fit capituler en lui prenant deux généraux, ses canons et 1,500 chevaux. Belliard lui écrivit de la part du grand-duc : « Le prince me charge, mon cher général, de vous faire compliment sur votre belle expédition et vous témoigner toute sa satisfaction ; il désire, pour votre intérêt, que vous vous chargiez de conduire avec votre brigade, les prisonniers à l'Empereur.

« ... Je vous laisse l'itinéraire de la route que vous avez à suivre, pour vous rendre à Potsdam, avec votre colonne, etc. »

Il y avait encore à s'emparer des corps de Blücher et du duc de Saxe-Weimar. Dans ce but, Belliard se rendit avec le grand-duc à Demnin, où il coucha le 1er novembre. Bientôt on apprit que l'ennemi se dirigeait sur Lubeck et que Blücher ayant rallié les troupes du duc de Weimar, avait sous ses ordres un corps de plus de 25,000 hommes. En conséquence, le grand-duc jugea prudent de se réunir aux corps d'armée de Bernadotte et de Soult et de se porter ensuite sur Lubeck, ayant toujours en avant la brigade Lasalle. Ce mouvement fut annoncé de Ratzebourg à l'Empereur, le 5 novembre. Le grand-duc comptait que la journée du lendemain serait décisive et avouait que toutes les troupes étaient bien fatiguées.

Le 6, en effet, il était devant Lubeck avec Belliard, suivi des troupes de sa réserve et appuyé par les deux maréchaux, qui étaient arrivés en même temps que lui. Un dernier combat fut livré à Blücher qui se défendit avec énergie, mais qui ne put échapper au sort qui le menaçait. Il fut pris avec son armée, forcé de capituler et de livrer la ville.

Belliard rendit compte de cet événement au major général, le 7 novembre.

« J'ai l'honneur, écrivait-il, de rendre compte à V.A.S.

que les divisions Grouchy et d'Hautpoul, ainsi que la brigade Lasalle ont quitté le 5, Schwerin, pour marcher sur Lubeck.

« ... Le 6, à 4 heures du matin, la brigade Lasalle et, à 6 heures, celles de Grouchy et d'Hautpoul ont quitté leurs positions pour marcher sur Lubeck. La brigade Lasalle a rencontré l'ennemi en arrière du village de Grönau. Le général Lasalle l'a chargé vigoureusement, lui a enlevé un étendard, l'a chassé successivement de ses positions et l'a forcé de se jeter dans la place de Lubeck. Pendant ce temps, le corps d'armée de M. le maréchal Soult suivait la brigade Lasalle; celui de M. le maréchal Bernadotte marchait par Selmsdorf, et les divisions Grouchy et d'Hautpoul suivaient la route d'Hernbourg; les trois têtes de colonnes sont arrivées à peu près en même temps sous les murs de Lubeck. On a canonné la place; l'infanterie s'est portée en avant et, avec sa bravoure ordinaire, malgré la vigoureuse résistance des ennemis, elle s'est emparée des ouvrages avancés et successivement de toute la place, en faisant un carnage affreux de tout ce qui voulait s'opposer à son passage... L'ennemi s'est retiré sur la route de Schwartau. On l'a poursuivi.... La nuit est venue et a empêché de suivre les succès. On a pris dans la place environ 5,000 hommes et beaucoup d'artillerie.

« ... Le prince a envoyé un officier de dragons sommer M. le général Blücher de se rendre avec son corps d'armée et de déposer les armes. Le général Blücher avait accepté les conditions, lorsque les généraux Rivaud et Tilly sont arrivés à l'avant-garde et ont fait avec le général Blücher une capitulation dont j'ai l'honneur d'envoyer un extrait à V. A. S. pensant qu'elle sera adressée en original par le prince de Porte-Corvo. A midi, la colonne a défilé devant les troupes de S. M. et 27 bataillons et 52 escadrons ont déposé les armes. On évalue le nombre des prisonniers à 12 ou 15,000

hommes. J'aurai l'honneur d'en adresser l'état à V. A. S. ainsi que celui des bouches à feu.

« N'ayant plus d'ennemis à combattre, le corps d'armée s'est mis en marche pour rallier la Grande Armée....

« Les trois premiers corps resteront demain en position et le 9, ils continueront leur marche. »

Belliard resta à Lubeck jusqu'au 9. Il en partit avec Murat à cette date et arriva le 13 à Berlin. Malgré la fatigue extrême qu'il ressentait, il s'occupa de suite d'un détail de service dont il connaissait toute l'importance, l'envoi des situations. Mais, après les courses échevelées que les troupes de la réserve venaient de faire, ce fut à peu près impossible. Il dut se contenter d'une situation sommaire et écrivit à ce sujet au major général.

Au major général.

Berlin, 18 novembre 1806.

Mon prince, j'ai l'honneur d'adresser à V. A. S. une situation sommaire des troupes composant le corps d'armée de réserve. Il m'est impossible, mon prince, avec la meilleure volonté, de pouvoir vous en fournir d'autres. Encore celles des divisions Nansouty, Beaumont et Klein sont-elles très anciennes. J'ai des officiers d'état-major dans chaque division qui ont ordre de ne pas quitter sans avoir tous les états que j'ai demandés, car il en est encore beaucoup à vous fournir. Aussitôt qu'ils me seront parvenus, monseigneur, j'aurai l'honneur de vous les faire passer. Vous savez, mon prince, avec quelle activité nous avons marché et qu'il a été impossible d'avoir des états exacts ; beaucoup de divisions ont été détachées et les chefs d'état-major ne m'ont point adressé leurs états, malgré les demandes réitérées que j'ai pu leur faire.

La campagne de Prusse était terminée. Pour la clore dignement, l'Empereur fit paraître un ordre du jour par lequel il témoignait sa satisfaction au commandant de la réserve de cavalerie, aux maréchaux qui le secon-

daient et aux troupes sous leurs ordres, « pour leur activité et leur brillante conduite.... Par suite de ces succès, ajoutait-il, il ne reste plus aucune troupe ennemie en campagne, au delà de la Vistule ».

Belliard cependant ne jouit pas longtemps du repos qui avait été accordé à la cavalerie. Il ne put rester à Berlin que jusqu'au 19. A ce moment, l'Empereur ayant appris que les Russes s'avançaient et qu'ils étaient arrivés le 13 novembre, à Varsovie, résolut de commencer contre eux une nouvelle campagne.

III

Campagne de Pologne (1807).

Départ de Belliard pour Varsovie. — Premières rencontres. — Passage de la Vistule et du Bug. — Pénurie de vivres et de fourrages. — Combat de Golymin. — Premiers cantonnements d'hiver. — Changements dans la réserve de cavalerie. — Reprise des hostilités. — Bataille d'Eylau. — Nouveaux cantonnements. — Séjour de Belliard à Osterode. — Opérations sur l'Alle et la Passarge. — Belliard à Heilsberg. — Il n'assiste pas à la bataille de Friedland. — Traité de Tilsitt. — Séjour de Belliard à Königsberg, à Elbing et à Berlin. — Il obtient un congé pour se rendre à Paris. — Son envoi en Espagne.

Dans la deuxième quinzaine de novembre, les troupes commençaient à se reposer de leurs fatigues, lorsque l'Empereur leur envoya de nouveaux ordres de mouvement. Belliard fut avisé que le grand-duc devait marcher sur Varsovie, avec les deux brigades de cavalerie légère Milhaud et Lasalle, les divisions de dragons Klein, Beaumont, Becker et la division de cuirassiers Nansouty. L'armée, forte d'environ 80,000 hommes, devait être réunie le 30 novembre sous Varsovie et placée momentanément sous les ordres de Murat.

Par suite, son chef d'état-major quitta Berlin le 19 novembre, arriva le 21, à 6 heures du soir à Posen, et en repartit le lendemain pour gagner l'avant-garde sur la route de Varsovie. Le 23, ils étaient tous deux à Klodawa, où se trouvait le maréchal Davout, avec son corps d'armée.

Cette reprise des opérations, suivant de si près la con-

quête de la Prusse, dans une saison rigoureuse, produisit un affaiblissement de nos forces. L'extrême fatigue de la cavalerie fut signalée dès la fin de novembre; mais l'heure de l'action venait de sonner. Il n'y avait plus qu'à déployer de nouveaux efforts.

Le 24 novembre, à Kutno, Belliard donna ses ordres pour les reconnaissances. Elles amenèrent une dispersion de nos escadrons en avant de l'armée et des rencontres, dont il rendit compte au major général.

Au prince major général.

Lowitz, 27 novembre 1806.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en rendre compte le 24, le général Beaumont a quitté sa position de Gombin pour se porter à Sochaczew, le général Klein celle de Kescielny pour aller occuper Lowitz, etc.

Le général Beaumont a rencontré à Sochaczew 200 hussards russes ou cosaques; il les a fait charger vigoureusement par son avant-garde et ils ont pris la fuite. On les a poursuivis jusqu'à une lieue et demie, on leur a pris 4 hussards et 2 cosaques; 6 ont été tués. De notre côté, nous avons eu 4 hussards blessés. L'ennemi s'est retiré sur la route de Blonie....

... Le général Milhaud n'a rencontré personne à Bohinow; 50 cosaques avaient passé la nuit en arrière de ce village et en étaient partis le matin. Tous les rapports annonçaient que l'ennemi occupait Blonie avec de l'infanterie, de la cavalerie et du canon.

La marche en avant de la réserve de cavalerie eut pour conséquence de faire évacuer Varsovie par les Russes, et de faire occuper cette capitale par les troupes du grand-duc, le 28 novembre. Belliard adressa à ce sujet au major général une lettre détaillée.

Varsovie, 28 novembre 1806.

Mon prince, l'ennemi, que le général Beaumont avait chassé de Blonie, s'était retiré derrière la Rnowa et avait coupé le pont. Le général Beaumont a fait passer la rivière

à gué; l'ennemi a été chargé et culbuté dans un instant et obligé de prendre la fuite, quoique supérieur en nombre. On lui a tué 6 hommes et fait 12 prisonniers, dont 6 cosaques. Hier matin, des reconnaissances ont été poussées sur Varsovie et par la route de Blonie et par celle de Nadarzyn. Les reconnaissances n'ont point rencontré l'ennemi; il avait évacué Varsovie dans la matinée et avait rompu le pont. Hier soir le faubourg de Blonie fut occupé par le 13e régiment de chasseurs qui porta un poste sur le pont. Le reste du corps d'armée ne fit pas de mouvement. Le quartier général vint s'établir à Sochaczew.

Aujourd'hui, tout le corps d'armée s'est mis en marche sur Varsovie; à 1 heure du soir, le prince a fait son entrée dans la capitale de la Pologne à la tête du 13e régiment de chasseurs, des compagnies d'élite des 1re et 3e divisions de dragons, et du 8e régiment de la même arme. Un très grand nombre d'habitants est venu à une lieue au-devant de la troupe. Toute la ville était dans les faubourgs; les Français ont été reçus à merveille et c'est le seul pays où nous ayons trouvé de l'enthousiasme. Ce soir, la ville a été illuminée; le faubourg de Praga est occupé par les Russes.

Trois jours après, Belliard compléta sa lettre au major général, en lui annonçant que le faubourg de Praga était aussi évacué, mais que les Russes avaient laissé le pont en très mauvais état et qu'on recherchait des bâteaux pour y suppléer. Le 3 décembre, il lui fit connaître que le fleuve avait été franchi sur des barques par des troupes d'avant-garde qui allaient s'établir sur la rive gauche du Bug. « Il arrive, ajoutait-il, beaucoup de déserteurs polonais et, d'après les rapports de ceux que nous avons vus hier, il y en a plus de 10,000 en Galicie; mais les Autrichiens leur prennent leurs chevaux, les laissent passer difficilement et font tout pour les enrôler. » Le 4, il apprit au major général que l'avant-garde avait atteint le Bug, sans rencontrer les Russes qui s'étaient établis en force sur la rive droite de cette rivière, après avoir retiré les ponts, brûlé ou coulé tous les bateaux des environs. « En s'en allant,

disait-il, ils ont presque fait un désert du pays qu'ils avaient traversé. » Néanmoins, Belliard avait donné l'ordre de rétablir le pont et envoyé un officier en Galicie pour acheter des bateaux.

L'état-major de la cavalerie était encore à Varsovie, le 7 décembre. De là Belliard adressa de nouveaux détails au major général.

L'armée avait déjà commencé à passer la Vistule; mais les glaces charriées par ce fleuve rendaient cette opération difficile. L'ennemi avait diminué ses forces sur le Bug et les avait augmentées du côté de Sierock. Les Autrichiens empêchaient les Français de se procurer des bateaux en Galicie et il en résultait que la position des troupes placées sur la rive droite de la Vistule « n'était pas très bonne. Il serait difficile de leur porter secours, si l'ennemi venait les attaquer en force ». Il avouait aussi qu'il y avait peu de ressources dans le pays et que les subsistances n'étaient pas faciles à trouver. « C'est une partie, mon prince, disait-il au major général, à laquelle je donne tous mes soins; mais pour cesser d'avoir des inquiétudes, il faudrait que la Galicie nous fût ouverte. On a déjà obtenu d'en tirer du pain fabriqué et des bœufs. »

En lisant cette correspondance, il semble que le chef de l'état-major de la cavalerie était une sorte d'aide major général, détaché du grand état-major impérial, dont les rapports incessants avaient, pour la direction générale des opérations, une valeur inappréciable.

Les jours suivants furent encore employés à passer la Vistule, à se rassembler sur la rive droite, à améliorer les moyens de passage et à diriger des reconnaissances sur l'ennemi. Le 9 décembre, étant toujours à Varsovie, Belliard prévint le major général, que nos partis avancés avaient dû repasser le Bug, refoulés par les Russes qui étaient revenus en forces, avec de l'artillerie, et avaient doublé leurs postes. « Est-ce, disait-il, une forte arrière-

garde que l'ennemi veut nous opposer pour empêcher le passage du Bug et ralentir notre marche pour opérer plus facilement son mouvement de retraite? Est-ce une avant-garde pour se porter en avant et nous attaquer avant qu'on ait pu faire passer le reste des troupes? C'est ce qu'on saura demain matin; car, s'ils ne prennent pas l'offensive, c'est qu'ils continuent leur retraite.... Aujourd'hui on a travaillé au pont et on a placé un bateau; mais on sera bien longtemps, mon prince, avant de pouvoir passer dessus. »

Pendant ce temps, Murat, impatient d'agir, avait poussé une pointe jusqu'aux avant-postes du maréchal Davout qui était sur le Bug avec deux divisions. Il en revenait l'après-midi et, sur ses indications, Belliard prévenait le major général que trois régiments du maréchal Davout, ayant franchi le Bug à Okunin, s'étaient fortifiés sur une position favorable; que l'ennemi les avait attaqués, mais mollement, et qu'il s'était retiré à l'approche de la nuit. Les travaux du pont sur la Vistule, allaient mieux maintenant et le passage de l'infanterie pourrait probablement s'effectuer le 15.

Le 13, en effet, Belliard annonçait que le pont de Varsovie était achevé, et que le lendemain, la réserve de cavalerie ferait un mouvement en avant. En même temps, il revenait à la question des subsistances qui étaient moins qu'assurées et signalait le mauvais état de santé des troupes. « Déjà, disait-il, 1,100 malades sont à l'hôpital; et, n'ayant que 640 lits, 560 soldats sont obligés d'être sur la paille; et je vous avoue, Monseigneur, que c'est une position qui fait peine. Nous avons dans l'armée, beaucoup de fièvres et beaucoup de dysenteries. »

Cette situation commençait à irriter les soldats, qui s'en prenaient aux habitants. Malgré les recommandations de l'Empereur, les dragons d'avant-garde chassèrent un jour trois cents familles de leurs villages et les

forcèrent à se réfugier dans les bois. Belliard fit des reproches au nom du prince et ordonna de les ramener chez elles.

D'autre part, comme les vivres manquaient, il fallut prendre des mesures exceptionnelles et, le 20 décembre, Belliard adressa aux membres de la Chambre de guerre, instituée à Varsovie, des ordres impératifs, qui donnent une idée des difficultés du moment.

MM. les membres de la Chambre de guerre.

20 décembre 1806.

Sa Majesté ordonne que le gouvernement de Varsovie fasse verser avant midi, demain, dans les magasins, 800 quintaux de farine. Sa Majesté ordonne de même que les Juifs qui se sont engagés à fournir 10,000 quintaux de grains remplissent leur engagement d'ici à 4 jours, en versant chaque jour 1,000 quintaux. Les familles et les biens répondront de la non-exécution du contrat passé. Sa Majesté veut que des commissaires partent sur-le-champ pour se rendre dans la campagne à une ou deux lieues de la ville, qu'ils ramassent tous les grains qu'ils pourront trouver. S. M. veut que cette mesure fasse rentrer demain 1,000 quintaux dans les magasins de Varsovie. S. M. m'a aussi chargé de vous dire, messieurs, qu'elle ordonnait que vous fassiez venir demain des villages environnants 500 bœufs pour le service de l'armée. Faites la répartition de vos commissaires; des officiers français les accompagneront pour faciliter l'opération et avoir la force armée et les détachements pour les escorter si cela est nécessaire. Il y a en ville plusieurs magasins de grains : S. M. ordonne qu'on les verse au magasin de l'armée après avoir réservé toutefois ce qui est nécessaire pour les habitants et avoir pris, avec les propriétaires, des mesures pour assurer le paiement de leurs propriétés.

Ces prescriptions remédièrent momentanément aux difficultés de la situation et permirent de continuer la marche en avant, à la suite des Russes qui semblaient

préluder déjà à leur tactique de 1812. On pouvait la résumer ainsi : se retirer dans l'intérieur en faisant un désert des régions parcourues.

On avait appris cependant, vers le 20 décembre, qu'ils s'étaient arrêtés entre la Narew et l'Ukra. L'Empereur voulut en profiter pour les attaquer. Davout reçut le 22, l'ordre de franchir le Bug à Okunin, tandis que le grand-duc le suivait avec le 1er corps de la réserve de cavalerie, et portait son quartier général à Janowa. L'Empereur prit en outre ses dispositions pour avoir le lendemain six corps d'armée et sa cavalerie rassemblés sur l'Ukra. Il s'y porta lui-même, et fit commencer le passage de cette rivière. L'ennemi se replia aussitôt.

Nos troupes continuèrent d'avancer. Le 24, Belliard atteignit Ciexni avec l'avant-garde et rendit compte au major général d'un engagement qui avait eu lieu dans la journée, entre la brigade Lasalle et la division Klein, contre une arrière-garde russe. Les rapports de la cavalerie firent alors connaître que l'ennemi se retirait sur Pultusk. Elle le suivit et l'atteignit le 25, à Golymin. Il en résulta un violent combat dans lequel les brigades Lasalle, Milhaud et la division Klein furent engagées. La cavalerie russe qui s'était portée à notre rencontre fut culbutée et repoussée sur son infanterie. Le maréchal Augereau, dont le corps arrivait sur le même point, prit part au combat, en même temps que la cavalerie et les divisions du maréchal Davout. Les Russes montrèrent de l'acharnement et ne cédèrent le terrain qu'à la nuit close, pour reprendre ensuite leur mouvement de retraite. On sut plus tard qu'on avait eu affaire à un corps de 40,000 hommes environ, commandé par le général Buxhowden.

En rendant compte de cette journée dans une lettre adressée à l'Empereur, le grand-duc ne put s'empêcher d'exposer à ce dernier les misères dont les troupes souffraient.

... Sire, je suis obligé de marcher sur trois oolonnes, parce que je crois ce mouvement militaire bon; mais j'y suis surtout déterminé par le manque absolu de vivres, par les chemins affreux que j'ai parcourus et parce que différemment, je ne ferais pas trois lieues par jour; car il est déjà midi et demi et je n'ai dépassé que la brigade Wathier. La tête de la division Klein commence seulement à défiler dans les boues de Makow. Sire, il m'est bien pénible de vous mettre sous les yeux le tableau déchirant que chaque maréchal est obligé de vous faire de sa position; non seulement nous ne trouvons rien dans les villages pour les hommes et pour les chevaux; mais nous les trouvons encore déserts et les habitants en fuite. Je ne sais comment fera le corps d'armée du maréchal Soult pour vivre ici. La cavalerie de Votre Majesté s'affaiblit tous les jours d'une manière sensible.

Ces plaintes qui se renouvelaient de tous côtés, décidèrent l'Empereur à modifier ses projets. L'ennemi du reste venait d'être battu sur plusieurs points. Lannes avait infligé une défaite à Benningsen, devant Pultusk, le jour même de l'affaire de Golymin, tandis que Ney refoulait un corps prussien à Soldau.

Ensuite, l'état du terrain ne permettait plus de prolonger la poursuite. Le sol, gras et argileux, détrempé par la pluie et le dégel, n'offrait de tous côtés qu'un vaste marécage, où le soldat pouvait à peine faire quelques pas et d'où les bagages et l'artillerie ne se tiraient qu'après des efforts surhumains.

L'ordre fut donc envoyé partout de prendre des cantonnements. Le 1er corps de réserve de cavalerie fut dispersé le long de la Pilica, sur la rive gauche de la Vistule; puis, en avant du 4e corps (Soult) sur l'Omulef; une autre fraction était avec le 3e corps (Davout) sur la rive gauche de l'Ukra et une division fut cantonnée à Bobrawnich et Dobrzyn.

Après avoir pris ces dispositions, l'Empereur rentra à Varsovie, le 2 janvier 1807.

Pendant ce temps Belliard avait transporté le quar-

tier général du grand-duc à Makow, puis à Czervonka, le 31 décembre. Le 29, il rendit compte au major général de l'installation de la cavalerie dans ses cantonnements, et de la surveillance qu'il ferait exercer suivant les ordres reçus, sur la marche de l'ennemi vers Ostrolenka. Le lendemain, il fit connaître que les Russes n'étaient pas tous au delà de la Narew et que le général Milhaud avait eu un engagement avec leurs arrière-gardes. Il signala de nouveau le manque absolu de fourrages et les difficultés que l'on éprouvait pour faire vivre les hommes et les chevaux.

A ce moment, la santé de Murat l'obligea à quitter provisoirement son commandement et à aller se soigner, à Varsovie. Il fut remplacé par l'un des chefs de la cavalerie avec lequel Belliard devait le mieux s'entendre, le général Nansouty, un des plus braves soldats et un des plus beaux caractères de la Grande Armée. Très ancien divisionnaire comme Belliard, lié avec lui depuis longtemps, il devait l'aider dans son service et lui en faciliter l'exécution. Ce fut par lui du reste qu'il fut prévenu de sa désignation et invité à se rendre à Makow, au quartier général pour donner ses ordres.

Il y eut alors dans la réserve de cavalerie des mutations et des avancements qui intéressaient le chef d'état-major et qu'il notifia lui-même aux intéressés. Le général Lasalle fut promu divisionnaire et placé à la tête de trois brigades de cavalerie légère. Il fut remplacé à la tête de sa brigade par le général Latour-Maubourg. Le général Milhaud fut aussi nommé général de division et reçut le commandement de la 3e division de dragons à la place du général Beaumont, aide de camp du grand-duc, forcé par sa santé de rentrer en France. Plusieurs colonels furent aussi nommés généraux.

L'année 1807 et la prochaine campagne allaient s'ouvrir ainsi, avec de nombreux changements.

L'état-major de la cavalerie lui-même n'avait plus

tout à fait le même personnel. L'adjudant commandant Aymé avait remplacé Girard comme chef de l'état-major chargé du détail. Il était aidé par un second adjudant commandant, Darsonval. Deux capitaines, Bolbeck et Saint-Elme, étaient venus renforcer les adjoints à l'état-major et avaient été mis à la suite.

Enfin, la réserve de cavalerie comprenait, désormais :

La division de cavalerie légère du général Lasalle;

Cinq divisions de dragons, commandés par les généraux Klein, de Grouchy, Milhaud, Margaron et Becker;

Et trois divisions de grosse cavalerie sous les ordres des généraux Nansouty, Saint-Sulpice et Espagne.

Son effectif s'élevait à 28,108 cavaliers.

Les cantonnements avaient été pris conformément aux ordres donnés et deux brigades suivaient l'ennemi sur Ostrolenka. Belliard s'était rendu aux avant-postes à Nozane et y faisait préparer le passage de la Narew. Le pays était dévasté et le général Nansouty demandait le déplacement de deux divisions de dragons qui étaient exposées à mourir de faim.

Le 1er janvier 1807 trouva Belliard, avec le quartier général de la cavalerie, à Czervonka. Dans sa première lettre il proposa au grand-duc une faveur méritée pour un de ses généraux et lui demanda des détails sur sa santé. « Depuis votre départ, mon Prince, lui disait-il, je n'ai point encore eu de vos nouvelles; je suis inquiet de votre santé. Je vous prie de me faire écrire par un de vos officiers. »

Il se rendit ensuite aux avant-postes sur l'Omulew et fut tellement frappé par l'état de misère du pays, qu'il ne put s'empêcher de l'écrire au major général.

Au major général.

Czervonka, 4 janvier, à 4 heures du matin.

Mon prince, j'arrive des bords de l'Omulew et je me suis convaincu par moi-même, que les rapports que l'on fait sur

l'état du pays ne sont que trop vrais, malheureusement : tous les villages, du moins ceux que j'ai vus sur la route d'Ostrolenka, depuis Czervonka par Piezanowo et Rozan jusqu'à Dzenzewo, sont absolument déserts ; il n'y a pas un habitant ; il n'y reste plus du tout de fourrage et l'on est obligé, pour faire vivre les chevaux, de découvrir les maisons et de leur donner la paille ; et depuis 6 jours la cavalerie n'a pas d'avoine. Il y a encore de la viande ; mais les ressources de pommes de terre sont entièrement épuisées ; les troupes vivent très mal ; déjà plusieurs soldats sont attaqués de la diarrhée, avec quelques symptômes de dysenterie ; quelques chefs prétendent qu'elle existe déjà ; mais je suis allé moi-même dans les endroits où se rendent les soldats pour leurs besoins et je n'ai encore rien vu qui pût donner d'inquiétude à cet égard. Néanmoins, monseigneur, il est fort à craindre que la maladie se déclare, et par le mauvais temps et surtout par la très mauvaise nourriture que prend l'armée.

On peut vivre pendant quelques jours sans pain ; mais à la longue l'estomac se fatigue, les digestions se font mal, les forces s'épuisent, et les maladies naissent. Il est temps, monseigneur, je dois le dire à V. A. S., si l'armée doit rester dans la position où elle se trouve, de lui envoyer du pain. Je dois le dire à la louange des soldats, ils souffrent beaucoup ; mais ils se plaignent très peu. Ils espèrent une existence plus heureuse ; mais, par exemple, ils maudissent la Pologne. Voilà, monseigneur, tout ce que j'ai vu, l'exacte vérité, car vous savez que je ne suis pas alarmiste. Tous les rapports qui viennent de l'intérieur du pays annoncent aussi qu'on y est dans la misère. Cependant, je crois qu'il doit y avoir encore quelques ressources, du moins hors de la partie qui n'a pas été visitée par les Russes ; mais tout cela sera de peu de durée ; avec autant de cavalerie, les ressources en grains auront été épuisées ; le manque de fourrages a fait que partout on a mangé son blé en herbe.

Pendant tout le mois de janvier, Belliard fut occupé à visiter les cantonnements de la cavalerie, à prendre note des besoins et à prescrire des mesures pour y parer dans la limite du possible. Constamment en courses et en reconnaissances, il écrivait chaque jour au major

général pour le renseigner sur la situation. Le 6, il lui apprit que les Russes étaient toujours à Ostrolenka, mais qu'ils occupaient cette ville avec quelques cosaques seulement, et que la cavalerie du maréchal Davout se disposait à les en chasser. Trois jours après, il fit connaître qu'Ostrolenka avait été évacué dans la nuit du 7 au 8 et que l'ennemi s'était retiré sur Bialistock et Grodno. L'ordre avait été donné au commandant du génie Roguet de faire rétablir deux ponts sur l'Omulew et celui d'Ostrolenka, sur la Narew. Le lendemain, il reçut une agréable nouvelle qu'il s'empressa de transmettre. L'Empereur accordait aux généraux de division de la cavalerie, un traitement extraordinaire de 3,000 francs par mois et un de 1,500 francs aux généraux de brigade. Il les prévenait en même temps que, suivant l'ordre du grand-duc, le quartier général de la réserve allait se rendre à Varsovie, où il arriva en effet, le 12. Divers déplacements étaient la suite des changements effectués dans les cantonnements pour faciliter les moyens d'existence. La division Klein était rappelée sur la rive droite de la Vistule; celles de Nansouty et d'Espagne se portaient sur la Pilica. Les autres corps s'étendaient de même pour trouver leur subsistance.

Le 18, le général Belliard passa une revue générale des détachements de cavalerie disséminés dans les environs de Varsovie. Il y constata de grands besoins : l'habillement, l'équipement, l'armement et le harnachement étaient en mauvais état. « Un grand nombre de dragons étaient sans manteaux, sans capotes, sans bottes et sans souliers »; tout cela en plein hiver, au cœur de la Pologne. Il proposa aussitôt des mesures pour parer à ces nécessités.

On approchait de la fin de janvier et, contre toute attente, le repos de l'armée fut troublé par une marche offensive des Russes. Depuis plusieurs jours déjà, leurs mouvements avaient éveillé l'attention de l'Empereur.

Le 25 janvier, couverts à droite par le corps prussien, ils s'étaient avancés jusqu'à Liebstadt et Mohrungen, menaçant les positions du 1er corps. Le maréchal Bernadotte les avait attaqués et rejetés avec pertes au delà de ces villages. Mais l'Empereur, fixé désormais sur l'importance de ces opérations, résolut d'agir sans retard et ordonna la levée des cantonnements. La réserve de cavalerie fut dirigée sur Ortelsburg et Belliard expédia les ordres à ce sujet, le 30 janvier.

Murat en reprit le commandement et se transporta, avec son état-major, aux avant-postes. Ses divisions rencontrèrent l'ennemi, le refoulèrent et lui prirent Passenheim, où le quartier général s'installa. Belliard rendit compte de cette journée au major général. La division Grouchy s'était heurtée aux Russes qu'elle avait chargés. Ceux-ci s'étaient ralliés en avant de Passenheim. Mais l'arrivée des divisions Lasalle et Milhaud nous ayant donné l'avantage, nos adversaires n'avaient pas attendu nos charges et s'étaient retirés sur Kosno. La nuit avait mis fin à la poursuite et nos troupes avaient pris position.

L'Empereur manœuvrait pour tourner l'ennemi par sa gauche. Malheureusement une dépêche adressée au maréchal Bernadotte, ayant été interceptée par des cosaques, apprit au général en chef russe le danger qu'il courait. Il se mit aussitôt en retraite. Néanmoins il fut atteint, le 2 février, à Bergfried, par le maréchal Ney; puis, par le maréchal Soult; et à Deppen, de nouveau le 5 février, par le maréchal Ney. Dans cette même journée, la réserve de cavalerie rencontra ses arrière-gardes à Waltendorf, les refoula, les poursuivit et leur infligea une défaite, le 6, à Hoff. Le lendemain, Benningsen arrivait à Eylau et persuadé qu'il ne pouvait plus reculer sans s'exposer à un désastre, il s'arrêta et concentra ses troupes.

Le 7, Belliard bivouaqua avec le grand-duc et ses escadrons, sur le plateau de Grünhöfchen, près d'Eylau. Le

corps d'armée de Soult était à proximité; mais le reste de l'armée était encore en marche. L'Empereur vint établir son quartier général à Eylau, le 7 au soir, et passa la nuit à ordonner ses dispositions pour une bataille que l'attitude de l'ennemi faisait prévoir pour le lendemain.

Une partie de la cavalerie fut placée en arrière au faubourg du Bailliage; le reste fut établi, avec la garde, en arrière de la ville, sur le centre de la ligne de bataille. Au point du jour, le 8, une effroyable canonnade des Russes entama l'action. Pendant la bataille, la neige vint un moment obscurcir le terrain du combat. Le 7e corps (Augereau) chargé de dégager notre gauche, s'égara, tomba sur le centre ennemi et fut maltraité. La cavalerie de réserve fut alors portée en avant avec celle de la garde, pour dégager les soldats d'Augereau. Il y eut une charge générale si impétueuse que l'infanterie russe, sans avoir le temps de former ses carrés, fut enfoncée et rejetée hors du champ de bataille. La cavalerie ennemie, placée en arrière de sa ligne, voulut arrêter la nôtre, mais ne put y réussir. Une tentative de retour offensif, faite dans l'après-midi, n'ayant pas eu plus de succès, Benningsen rassembla ses troupes et les dirigea sur Königsberg. Cette bataille fut très meurtrière. La réserve de cavalerie y perdit le général de division d'Hautpoul et un de ses colonels. Elle bivouaqua le soir, par un temps de neige et de glace, entre Althof et Eylau.

A la suite de la bataille d'Eylau, l'Empereur fit reprendre les cantonnements. Mais la cavalerie ayant à veiller au salut de l'armée, fut envoyée à Wittenberg sur la rive droite de la Frisching, pour éclairer le pays et savoir au juste quelles routes suivait l'ennemi.

Les ordres envoyés à ce sujet par Belliard indiquaient les préoccupations du commandement suprême.

Au général Durosnel.

Presslau, 8 février 1807 à 9 heures du soir.

Mon cher général, le Prince ordonne que vous fassiez pousser demain matin deux reconnaissances, une sur Königsberg et l'autre sur Kreutzbourg; elles devront être commandées par des officiers intelligents; ils questionneront les habitants des différents villages par où ils passeront pour avoir des renseignements sur la marche de l'ennemi. Ils demanderont quand les Russes ont commencé à rétrograder. combien il en est passé, si c'est de l'infanterie, de la cavalerie ou de l'artillerie; s'ils marchaient en ordre ou s'ils s'en allaient à la débandade, quelle direction ils ont prise, ce qu'ils disaient, s'ils sont dans l'intention de recevoir encore une bataille et à quel endroit; s'ils ont eu beaucoup de blessés à la bataille d'Eylau et si, dans le nombre, il se trouve des généraux; s'ils ont beaucoup d'artillerie. Les rapports des officiers devront faire mention de tout cela et de l'endroit où ils auront rencontré l'ennemi. Le Prince veut que ces rapports lui soient remis à 8 heures du matin.

Tandis que ces reconnaissances s'exécutaient, le grand-duc rappelait à lui la division de cuirassiers Nansouty qu'on avait laissée à Varsovie et celle du général Espagne qui avait été dirigée sur Thorn. D'autre part, les divers corps d'armée prenaient des cantonnements sur la Passarge et en attendant que la réserve de cavalerie pût en faire autant, on répartit ses divisions de divers côtés. Le quartier général du grand-duc fut fixé à Osterode, où Belliard se transporta le 21 février. La division de dragons Sahuc fut détachée provisoirement au 1er corps (Bernadotte); celle de Grouchy au 6e (Ney); celle de Klein fut établie à Elbing et sur la route de Holland. Les dragons de Becker étaient toujours avec le 5e corps (Lannes). La brigade de cavalerie légère Durosnel, qui arrivait du 7e corps, fut placée à Elbing, et la division Lasalle, portée à 4 brigades, occupa Neidenburg. On laissa les 3 divisions de cuiras-

siers sur les derrières de l'armée, entre Riesenburg et Strasburg.

Ces cantonnements n'empêchaient pas la surveillance, et, par suite, des reconnaissances continuelles.

Il en résulta pendant les mois de février et de mars, des engagements d'avant-postes et d'éclaireurs dont Belliard rendit compte. On sut ainsi qu'à la fin de février, le général en chef russe avait transporté son quartier général à Heilsberg, et placé son armée entre cette ville et Bartenstein. Son avant-garde, commandée par Bagration, était à Launau. Ces positions cependant ne furent occupées par les Russes, qu'après avoir tâté les nôtres et s'être assurés que partout nous étions sur nos gardes.

Pendant ce temps, Belliard restait à Osterode avec le grand-duc et son état-major. Il eut une certaine peine à établir les services d'état-major avec la division Espagne et fut forcé d'adresser à ce général des lettres qui faisaient sentir l'autorité de Murat.

Au général Espagne.

Osterode, 17 mars 1807.

Mon cher général, j'envoie près de vous un officier d'état-major pour chercher vos états de situation, de cantonnement et de mouvement.

Le Prince me charge de vous témoigner combien il est mécontent et l'Empereur l'est lui-même, de ce que vous n'avez rendu aucun compte depuis votre départ; l'Empereur veut avoir des renseignements et le grand-duc ne peut pas le satisfaire, parce que vous n'en donnez pas. Je vous ai cependant écrit et répété que pour être momentanément détaché, vous n'en faisiez pas moins partie de la réserve et que vous deviez correspondre avec le grand-duc et avec son état-major comme si vous étiez avec le Prince. S. A. I. ordonne que vous donniez tous les jours de vos nouvelles, que vous envoyiez les rapports de mouvements et de cantonnements de votre division. Votre chef d'état-major doit m'adresser tous les états que je lui demande, et comme il ne

l'a pas fait depuis huit jours, depuis votre départ, le Prince veut que vous lui ordonniez les arrêts pendant huit jours. Le Prince me charge de lui faire connaître qu'il demandera sa destitution à Sa Majesté, si à l'avenir il n'est pas plus exact.

A l'adjudant commandant
de la 3e division de cuirassiers.

Osterode, 17 mars 1807.

Monsieur l'adjudant commandant, j'envoie un officier en poste à vos frais, chercher les états de situation de cinq jours, de quinzaine, de mouvement et de cantonnement que vous auriez dû m'envoyer. Je vous préviens que le Prince est très mécontent de n'avoir aucun rapport et état de votre division; il a ordonné que vous gardiez les arrêts pendant huit jours. Il a rendu compte de votre négligence à l'Empereur, et il me charge de vous dire que si à l'avenir vous n'êtes pas plus exact, il demandera votre destitution à Sa Majesté. Vous sentez combien il est désagréable d'en venir à cette extrémité; il vous est si facile d'éviter même les reproches en rendant exactement vos comptes de mouvements. Correspondez donc tous les jours avec moi, envoyez-moi vos rapports et vos états de situation; l'Empereur veut des renseignements et le grand-duc ne peut pas fournir les renseignements de votre division. C'est l'Empereur lui-même qui a ordonné au grand-duc de vous mettre aux arrêts.

On aurait de la peine, si on ne lisait pas ces ordres, à se rendre compte de l'exactitude rigoureuse exigée dans le service des états-majors au milieu des péripéties et des fatigues des campagnes de l'Empereur. Ces détails de paperasses, étant la base des ordres et des décisions, avaient une importance qu'on ne pouvait jamais négliger.

A ce moment, l'armée prenait un vrai repos, réparait ses pertes et se réorganisait. Les hostilités continuaient seulement autour de Dantzig et des places fortes dont l'Empereur tenait à s'emparer avant de reprendre sa marche en avant. L'hiver et le printemps se passèrent

ainsi et l'on gagna le mois de juin sans de nouveaux engagements. A cette époque les Russes renforcés à leur tour, se concentrèrent à Heilsberg et attaquèrent, le 5 juin, les corps de Ney, Soult et Bernadotte. Ils furent repoussés par les deux derniers; mais Ney, assailli par des forces très supérieures, se borna à les contenir en reculant jusqu'à Deppen, sur la Passarge, où il prit position. L'Empereur prévenu donna aussitôt ses ordres de mouvement.

Belliard avertit les généraux Espagne, Nansouty, Saint-Sulpice et Lasalle qu'ils avaient à se porter de suite sur Marienbourg; Grouchy, Milhaud et Latour-Maubourg étaient dirigés sur Osterode. Le 7, à la suite d'une attaque infructueuse des Russes sur Deppen, Lasalle, Grouchy et Nansouty y furent envoyés; Espagne et Saint-Sulpice marchèrent sur Mohrungen. Latour-Maubourg fut attaché au corps de Soult; et Milhaud à celui de Davout. Le 8, l'armée prit l'offensive, et se porta sur Guttstadt. Le grand-duc formait de nouveau l'avant-garde. Il chassa un corps ennemi de Glottau et s'empara de Guttstadt, refoulant ses adversaires sur la position fortifiée de Heilsberg, que Benningsen occupait avec 80,000 hommes.

L'Empereur résolut de l'y attaquer et tandis qu'il faisait couper la route d'Heilsberg à Königsberg, il dirigea le reste de son armée sur Heilsberg. Belliard se trouvait à l'avant-garde le 10 juin, quand celle-ci se heurta à une forte arrière-garde des Russes, engagea le combat, exécuta plusieurs charges et soutint la lutte jusqu'à 2 heures de l'après-midi; elle fut alors soutenue par les troupes de Soult et une partie de la garde. Le combat continua avec acharnement jusqu'à la nuit. Dans les heures qui suivirent, le général russe, ayant appris que sa retraite sur Königsberg était coupée, abandonna sa position fortifiée d'Heilsberg et fila, par la rive droite de l'Alle, sur Friedland.

Le mouvement offensif de l'armée continua et Soult fut dirigé sur Königsberg. Belliard transmit à la cavalerie légère de Lasalle, aux cuirassiers de Saint-Sulpice et aux dragons de Milhaud, l'ordre de le suivre. En même temps il avertit les dragons de Latour-Maubourg et de Grouchy, ainsi que les cuirassiers Nansouty et Espagne, de se tenir prêts pour de nouvelles luttes.

Dans la nuit de 13 au 14, nos têtes de colonne se trouvèrent près de Friedland, où l'Empereur comptait livrer bataille. Le grand-duc, qui était en avant sur Königsberg, en fut prévenu; mais il eut la surprise de se voir confier une mission qui ne lui convenait guère. Il devait garder les débouchés de la droite pour empêcher l'ennemi de se retirer sur Königsberg, et pouvait au besoin manœuvrer pour appuyer la gauche de l'armée.

Au dernier moment cependant, cet ordre fut modifié. L'Empereur, arrivé le 14, devant Friedland, fit prévenir Murat, que tout en lui donnant Königsberg comme objectif, il le rappelait sur Friedland, avec Soult et Davout. « Tâchez donc d'arriver à une heure du matin, écrivait le major général au grand-duc. Si l'Empereur aperçoit, au début de l'action, que l'ennemi est en très grande force, il est possible qu'il se contente aujourd'hui de le canonner et qu'il vous attende, etc. » Il résulta de ces dispositions que ni le grand-duc, ni Belliard, n'assistèrent à la bataille de Friedland. Ils étaient en marche sur cette ville, le 15, lorsqu'ils reçurent, à 7 heures du matin, à Unterwangen, la nouvelle de la grande victoire remportée la veille. Le grand-duc arrêta son mouvement et persuadé que la déroute de l'ennemi rendrait sa présence plus nécessaire aux environs de Königsberg, il demanda de nouveaux ordres. A midi, n'en ayant pas reçu, et ayant examiné la situation avec son chef d'état-major, il prit sur lui de se diriger sur Wehlau, pensant que les Russes effectueraient leur retraite de ce côté. Il demanda en outre si l'Empereur approuvait sa détermi-

nation, et le prévint que le soir, l'armée russe serait vraisemblablement derrière le Niémen. Belliard envoya à Lasalle l'ordre de marcher sur Memel, de ramasser tous les trophées qu'il trouverait et d'envoyer de ses nouvelles deux fois par jour.

La poursuite commença aussitôt et le mouvement général de l'armée fut continué sur Königsberg qui tomba en notre pouvoir, le 16. Murat ne tarda pas à trouver les Russes en retraite précipitée. Il les atteignit au delà de la Prégel et sa cavalerie les poussa l'épée dans les reins.

Les opérations tiraient à leur fin. Le 20, le quartier général arrivé à Tilsitt, y reçut la demande de suspension d'armes de l'empereur de Russie, en vue d'une paix définitive. C'était enfin l'aveu de sa défaite. Napoléon y consentit et un armistice fut signé le 21 juin.

Belliard en prévint les généraux de la réserve, ajoutant qu'ils devaient arrêter leur marche et qu'on allait tracer la ligne de démarcation entre les armées.

Le 25 juin, eut lieu, sur le Niémen, la fameuse entrevue des deux Empereurs. Les négociations marchèrent ensuite rapidement. La paix fut signée le 8 juillet, et le traité de Tilsitt, ratifié le lendemain. Le 10, la paix fut également conclue avec la Prusse à Königsberg et le 13, l'Empereur quitta cette ville pour rentrer en France, par Dresde. Le grand-duc de Berg, qui avait à s'occuper de ses États et qui entrevoyait peut-être déjà de plus hautes destinées, quitta également le siège de son commandement, laissant au général Belliard le soin d'expédier les ordres et de veiller à toutes les affaires de la cavalerie. Son état-major s'installa à Königsberg, près du quartier général impérial dont le chef commandait provisoirement la Grande Armée.

Le 18 juillet, il transmit au grand-duc l'ordre de dissolution des dépôts de la réserve, le renvoi à leurs corps des détachements qui les constituaient, et les congés

accordés à un grand nombre de généraux de cavalerie. Il le prévint en outre du départ de Königsberg, du major général auquel « il avait remis ses lettres pour le grand-duc et pour la princesse Pauline ». Néanmoins, le major général retenu par des exigences de service, ne put quitter Berlin et se mettre en route pour la France, que le 3 août suivant.

Belliard resta à Königsberg, jusqu'au 25 juillet, époque à laquelle cette ville fut rendue à la Prusse.

Il se transporta ensuite à Elbing, d'où il continua à diriger les affaires de la cavalerie. Les plus importantes à ce moment étaient les zones de cantonnements, qui dépendaient de l'exécution des clauses du dernier traité par la Prusse, et les récompenses à décerner à l'occasion des deux dernières campagnes, celles de Prusse et de Pologne. Cette question lui offrit de nouveau l'occasion de manifester sa bienveillance et de justifier, par son dévouement, la confiance qu'il avait su acquérir. Les deux lettres ci-après permettront de le juger à ce point de vue.

Au major général.

27 juillet 1807.

J'ai l'honneur d'envoyer à V. A. S. les états de service de M. Borel, chef d'escadron du 6e régiment de cuirassiers. Cet officier a été proposé pour colonel par le grand-duc de Berg qui a demandé en même temps pour lui, un commandement dans l'intérieur. S. M. d'après ce que vous avez répondu, monseigneur, a accordé seulement à M. Borel la retraite de chef d'escadron.

J'ai vu cet officier à Marienbourg; il est désolé mon prince, et la nouvelle de sa retraite comme chef d'escadron l'a tellement affecté, que sa plaie s'est envenimée et on craint pour ses jours s'il n'obtient pas un peu de consolation; je lui ai déjà fait espérer, monseigneur, que vous vous intéressiez à lui et vous lui rendriez une partie de son existence, si vous aviez la bonté de lui écrire.

Lorsque Sa Majesté passa la revue de la 3e division de

cuirassiers à Marienbourg, on avait demandé la retraite pour M. Borel; il pria S. M. de ne pas la lui accorder et de lui permettre au contraire de faire campagne. L'Empereur y consentit en disant à cet officier : « Eh bien ! après la campagne, je vous ferai colonel en récompense de votre zèle. »

M. Borel a fait la campagne et s'est distingué à Heilsberg : il a eu la jambe fracturée d'un coup de biscaïen ; vous l'avez vu vous-même sur le champ de bataille, monseigneur, et vous eûtes la bonté de lui promettre votre intérêt; il a quarante-deux ans de services sans compter les campagnes. J'ai l'honneur de prier V. A. S. d'obtenir de S. M. de revenir sur son arrêté et d'accorder, à M. le chef d'escadron Borel, le grade de colonel avec un commandement dans l'intérieur ou au moins la retraite de colonel.

A monsieur Borel.

27 juillet 1807.

J'ai reçu, mon cher Borel, vos états de service. Je les fais partir de suite pour le major général, en le priant instamment de vous être favorable auprès de S. M. pour vous obtenir le grade de colonel, avec un commandement dans l'intérieur. Soyez persuadé de tout l'intérêt que je prends à ce qui peut vous rendre heureux.

Le quartier général de la réserve de cavalerie resta à Elbing jusque vers le 20 septembre 1807. Belliard, pendant ce temps, en était le véritable chef et correspondait, presque chaque jour, avec le grand-duc et le major général. Ses journées étaient extrêmement chargées; et il ne put ainsi se reposer des deux pénibles campagnes qu'il venait de faire.

Dans le courant d'août il signala au grand-duc et au prince de Neufchâtel les maladies qui sévissaient parmi les habitants des villes prussiennes. A la fin du même mois, il leur fit connaître le prochain envoi de son état-major à Stargard. Il y installa, en effet, une partie de son personnel, le 14 septembre, sous les ordres de l'adjudant commandant d'Arsonval; mais il resta encore quelques jours à Elbing, retenu par diverses questions

qui exigeaient sa présence. Le lendemain, il annonça à ses deux chefs, Murat et Berthier, les changements de cantonnement des divisions de cuirassiers, qui allaient s'établir la première sur la rive gauche de l'Oder, les deux autres sur la rive droite de l'Elbe. Enfin le 20, il fit partir pour Stargard le reste de ses officiers d'état-major et les bagages du quartier général. Il prévint en même temps l'adjudant commandant d'Arsonval de sa prochaine arrivée, qui n'eut lieu que le 26 septembre.

A Stargard, il n'eut d'autre nouvelle importante à signaler que l'envoi, le 28 octobre, des trois divisions de cuirassiers, dans la province de Prentzlow. Les positions occupées à partir de ce moment, par les troupes de la réserve, étaient assez avantageuses et Belliard estimait qu'elles pourraient y vivre un mois à six semaines, sans difficultés.

Le 1er décembre 1807, il reçut l'ordre de se rendre à Berlin.

Dans cette capitale, il continua à réclamer sans cesse et souvent sans succès, les récompenses que ses officiers avaient méritées. L'année 1807 se termina au milieu de ces travaux de correspondance, sans qu'il pût entrevoir encore le moment, où il irait, comme tant d'autres, goûter en France un repos chèrement gagné.

Le mois de janvier 1808 fut consacré tout entier au rétablissement des effectifs dans les corps, aux réfections d'habillement, de harnachement, d'armement, aux délivrances de congés, en un mot aux divers détails du service courant. Une particularité de cette époque si glorieuse, était la difficulté qu'éprouvaient souvent les officiers pour toucher les sommes qui leur revenaient. Les généraux eux-mêmes ne l'évitaient pas. C'est ainsi qu'après avoir longtemps attendu, le général Belliard se décida le 3 février 1808, à réclamer au major général une somme de 3,000 francs qui lui était due pour

indemnités, gratifications, etc., acquises de 1802 à 1805, pendant son commandement de la 24e division militaire à Bruxelles.

A la même époque, il eut l'occasion de répondre à une réclamation du général Saint-Sulpice, qui était logé chez un vieux général prussien, le général Schlierstadt, et qui, dans sa correspondance, avait manqué d'égards vis-à-vis de ce dernier. La lettre de Belliard montre le sentiment élevé qui le guidait en pareille occasion.

Au général Saint-Sulpice.

1er février 1808.

Je n'ai point répondu à vos deux lettres, mon cher général, parce que j'ai pensé que vous aviez fait pour le mieux. Je ne vous ai jamais demandé, je crois, mon général, d'évacuer entièrement les villages de M. le général Schierstadt, mais bien sa maison et de le soulager le plus possible. J'ignore si c'est un *fesse-Mathieu*, ainsi que vous le dites; ce que je sais, c'est qu'il a des formes très honnêtes, qu'il est officier général et général du grand Frédéric et que par conséquent il mérite quelques égards. Je vous envoie une lettre qu'il m'a écrite il y a deux jours.

Le général Saint-Sulpice n'eut plus du reste à se plaindre longtemps, car Belliard lui adressa le 4 février, ainsi qu'au général Milhaud, l'ordre d'établir leurs divisions dans le Hanovre, où elles devaient sûrement trouver une large abondance.

C'était le moment où Belliard espérait pouvoir jouir enfin d'un congé qui lui semblait mérité. Il s'était adressé, pour l'obtenir, au grand-duc qui était toujours son chef officiel et qui appuya chaudement sa demande. Le 9 février, en effet, il fut avisé par le major général qu'un congé d'un mois lui était accordé pour se rendre de Berlin à Paris.

Il resta encore à son poste jusqu'au 24, afin d'achever quelques affaires en cours et adressa, la veille, ses remer-

ciements au grand-duc, persuadé qu'il devait cette faveur à son amitié. Il lui annonça sa prochaine visite et son intention de se rendre ensuite chez M. Passy, receveur général à Bruxelles, où il avait diverses questions à régler. Il prévint ensuite de son départ, les généraux de la réserve de cavalerie, en les invitant à lui « adresser toujours à Berlin, leurs lettres et paquets, ainsi que les états de situation ». En son absence, l'adjudant commandant d'Arsonval restait chargé du détail.

Il partit ensuite, heureux de goûter quelques jours de liberté, sans se douter de la surprise, plutôt désagréable, qui l'attendait. L'invasion de l'Espagne était décidée depuis quelques jours. Murat en était chargé et, depuis le 21 février, Belliard avait été nommé par l'Empereur, « chef d'état-major de S. A. I. et R. le grand-duc de Berg, commandant en chef des troupes françaises en Espagne ».

IV

Campagne d'Espagne (1808-1811).

Arrivée de Belliard à Madrid. — Insurrection. — Son rapport sur la situation. — Voyage des souverains d'Espagne à Bayonne. — Émeute à Madrid. — Misère de nos troupes. — Mauvaise humeur de Napoléon. — Murat tombe malade. — Joseph, roi d'Espagne. — Soulèvement général. — Arrivée du roi Joseph à Madrid. — Capitulation de Baylen. — Belliard quitte Madrid. — Retraite de l'armée sur l'Ebre. — Difficultés du service de Belliard. — Situation d'expectative en Espagne. — Annonce des renforts. — Prochaine arrivée de l'Empereur.

Belliard apprit sa nouvelle destination en faisant sa visite au grand-duc à Dusseldorf. Il en partit le 3, arriva à Paris le lendemain et prévint le ministre de la guerre, le 9 mars, de son départ immédiat pour Bayonne. Il avait pourtant espéré pouvoir aller prendre les eaux d'Aix-la-Chapelle. Mais les éventualités que la question espagnole allait soulever, les ordres pressants de l'Empereur et l'annonce de son prochain voyage en Espagne, le forcèrent à négliger les soins qu'exigeait sa santé. Il se mit de suite en route.

Sa nouvelle destination fut connue à Berlin dès les premiers jours de mars. Le 3 du même mois, son successeur intérimaire lui annonça l'envoi de ses chevaux et d'un maréchal de logis attaché à son service, lui exprimant en outre le désir de ses officiers d'état-major, d'aller le retrouver en Espagne.

Belliard rejoignit le grand-duc en cours de route,

probablement à Vittoria, et arriva avec lui à Madrid. L'armée dont il était le major général, comprenait : le 2e corps d'occupation de la Gironde, commandé par le général Dupont; celui des côtes de l'Océan, par Moncey; la division des Pyrénées occidentales commandée par le général Mouton, puis par le général Merle; celle des Pyrénées orientales, par Duhesme; un fort détachement de la garde impériale à pied et à cheval, sous le général Lepic et des troupes de réserve qui se formaient à Bordeaux. Les premières instructions prescrivaient de s'emparer par surprise des citadelles espagnoles. Saint-Sébastien et Pampelune furent occupées ainsi, sous des prétextes pacifiques. Mais, peu de jours après, les lettres reçues par Murat lui prescrivaient simplement d'envahir l'Espagne et de l'occuper.

En conséquence, la marche sur Madrid fut poussée activement, et le 22 mars, Belliard s'y trouvait avec son chef, qui rêvait peut-être déjà d'échanger sa couronne grand-ducale contre celle d'un roi. Les premières conséquences de l'invasion de l'Espagne se firent aussitôt sentir. Comme le peuple attribuait cet événement au prince de la Paix, favori du roi Charles IV, une révolution éclata dans la capitale. Le gouvernement de l'infâme Godoï fut renversé et le prince des Asturies, Ferdinand, proclamé roi.

Pour mettre le comble aux embarras de cette situation, Murat n'ayant pas présenté ce changement à l'Empereur, sous son vrai jour, ce dernier n'y vit qu'un incident favorable à ses projets, poussa tous ses corps disponibles sur Madrid, annonça sa prochaine arrivée et écrivit à Murat : « Jusqu'à ce que le nouveau roi soit reconnu par moi, vous devez faire comme si l'ancien roi régnait toujours ». Cette phrase, qui montrait son arrière-pensée, confirma Murat dans l'espoir de monter sur le trône d'Espagne.

Tel fut l'imbroglio inextricable dans lequel la nature

droite et loyale de Belliard se trouva impliquée un mois à peine après son départ de Berlin. L'époque la plus difficile de sa vie militaire commençait et cependant, au début, sa foi dans le génie de Napoléon lui fit croire qu'avant peu tout s'arrangerait.

Son nouvel état-major comprenait :

1° Deux adjudants commandants très capables : Bailly de Monthion et Guilleminot;

2° Douze adjoints, dont six chefs d'escadrons : Hohenzollern, Simonin, Charmont, Forestier, Simmer et Ricard; cinq capitaines : Latte, Dulac, Biadelli, Stoffel (1), Mundweiller; et un sous-lieutenant, Systenil.

Le général Belliard avait appelé à lui ses deux aides de camp, les capitaines Galbaud et Walsh.

Dès la fin de mars, une émeute qui éclata contre nos troupes, à Aranda, l'obligea à adresser au nom du grand-duc, des observations à M. de Cevallos, premier ministre. Il lui enjoignit de faire saisir et juger les coupables, et demanda la « répression des excès dont les suites pourraient troubler la bonne harmonie et la bonne amitié qui devaient régner entre l'armée française et la nation espagnole ». Ces sentiments, hélas, avaient disparu à tout jamais par suite de notre perfidie.

D'autre part, la misère commençait pour nos troupes. Belliard était forcé d'avouer au prince de Neuchâtel, que le « pays parcouru jusqu'à Madrid, était très pauvre ; le passage continu de nos soldats avait épuisé les ressources et il restait très peu de chose ». Il réclamait avec instance l'envoi, à Vittoria et à Burgos, des biscuits et des farines nécessaires à la nourriture des troupes. Les gens de Valladolid étaient venus à Madrid se plaindre de la disette et du nombre de troupes qu'on leur envoyait. Et, d'après lui, le défaut de vivres dans la population servirait bientôt de prétexte à des mouvements insurrectionnels

(1) Oncle du colonel Stoffel, notre ancien attaché militaire à Berlin.

qui « seraient d'autant plus faciles, que ventre affamé n'a point d'oreilles ». Ces plaintes étaient d'ailleurs inutiles. L'Empereur voyait l'Espagne tout autrement et entendait que ses troupes se nourrissent sur le pays.

Déjà cependant, les maux dont on souffrait étaient vivement ressentis par l'armée qui, de son côté, manquait de cohésion et de force par suite de la manière dont les corps avaient été constitués. Belliard, qui croyait de son devoir de dire toujours la vérité à ses chefs, écrivait à ce sujet au major général.

Au major général à Paris.

Madrid, 30 mars 1808.

L'armée peut être considérée comme un corps sans âme, surtout l'armée d'observation des côtes de l'Océan ; c'est vraiment une pétaudière et il est plus que temps qu'on s'occupe de lui donner une organisation, si on ne veut pas le voir crouler sous son propre poids. Je regarde, monseigneur, qu'il est indispensable de former des régiments, de leur donner une désignation ou un numéro, d'y mettre des chefs, de les fournir d'officiers, de les faire administrer d'une manière régulière, et de leur donner un même uniforme; autrement tout est de pièces et de morceaux; cela produit un mauvais effet dans le pays et cela nous enlève la force morale qu'il faut conserver; il n'y a point cet esprit de corps si nécessaire au bon ordre et à la discipline. Les chefs ne voient que le détachement qui leur appartient et ils s'intéressent fort peu au reste. Voulez-vous avoir une armée imposante et qui ait de la force, faites des régiments, formez des grenadiers, des voltigeurs; vous verrez naître l'émulation, l'envie de parvenir; les soins des officiers seront les mêmes pour tous; l'administration sera simplifiée; vous mettrez de l'ordre dans la comptabilité et le gouvernement y trouvera beaucoup d'avantages. On objectera peut-être que ces corps sont composés de détachements appartenant aux régiments des différentes armées : qu'importe, ce n'est point un obstacle à la mesure que j'ai l'honneur de proposer à V. A. S. Car lorsque l'armée rentrera en France, l'Empereur peut dissoudre ces régiments et les répartir dans l'armée, ou bien

même les conserver, du moins pour l'infanterie, et les employer à remplir les vides qui existent. Le corps d'observation des côtes de l'Océan fait vraiment pitié; je ne sais si c'est faute de soins ou misère, mais les soldats sont malingres, mal tenus; ils ont tous la gale, et, depuis notre arrivée à Madrid, il est entré 700 hommes à l'hôpital. Ce que je vous dis là, monseigneur, est l'exacte vérité; j'aurais encore beaucoup de moyens de m'étendre sur ce sujet important; mais Votre Altesse est déjà instruite et elle s'empressera de demander à Sa Majesté de prendre une décision favorable aux armées en Espagne. Le corps du général Dupont est autant bien qu'on peut le désirer; sa cavalerie seule a besoin d'une organisation fixe.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette lettre, animée de si bonnes intentions ne fut pas goûtée ; le major général, malgré son amitié pour Belliard, lui en fit des observations qui seront reproduites plus loin. Et cependant une cruelle expérience, celle de Baylen, n'allait pas tarder à justifier les plaintes du chef d'état-major de Murat et à infliger une terrible leçon à la volonté aveugle qui avait alors lancé nos armées en Espagne.

Belliard eut aussi à cette époque à faire des rapports sur la situation générale et sur l'émeute de Madrid. Le premier, qu'il adressa à ce sujet au prince de Neuchâtel, aurait dû ouvrir les yeux de l'Empereur sur l'avenir de ses entreprises dans la Péninsule. Malheureusement il n'en fut rien.

Au major général à Paris.

Madrid, 2 avril 1808.

La manière dont le prince Murat avait été accueilli dimanche par le peuple, et en général par tous les habitants, n'a pas laissé que de donner de l'ombrage au gouvernement. Aussi depuis ce temps, travaille-t-on l'esprit public, en protestant toujours de bonne amitié et de bonne intelligence. Lorsque le grand-duc est monté à cheval, mardi, pour passer la

revue d'une brigade de chasseurs, on s'empressait bien de courir au-devant de lui, de faire foule où il se portait, mais on ne criait pas : *vivat* et il semblait voir dans les groupes des hommes apostés pour comprimer la joie publique et l'empêcher de se développer. L'arrivée d'un courrier de M. de Riardo a donné de l'inquiétude; depuis, il semble qu'on cherche à indisposer les habitants contre l'armée française, qu'on annonce sourdement être venue pour changer la forme du gouvernement; on répand le bruit que les affaires du Nord vont mal, que la Russie est brouillée, que l'Italie est en combustion et mille et une bêtises qui n'ont pas le sens commun, mais qui n'en viennent pas moins quelquefois au but qu'on se propose. Le 1er avril semblait avoir été marqué pour quelques émeutes populaires : à Aranjuez, à Pinto et à Madrid, il y a eu quelques mouvements. Ceux d'Aranjuez et de Madrid ont été plus considérables, mais heureusement n'ont pas eu de suites fâcheuses; s'ils se renouvelaient, il faudra châtier vigoureusement les réunions populaires pour les faire cesser et empêcher la combustion. Le grand-duc a vu hier les meneurs ou du moins ceux qui ont de l'influence; il s'est prononcé fortement et leur a demandé de prendre de suite des mesures pour que tout rentre dans l'ordre et pour que ces scènes scandaleuses ne se renouvellent plus : il leur a dit qu'il regardait comme acte d'hostilité tout attentat commis contre un Français et qu'il serait obligé de repousser la force par la force. Le gouvernement a mis tout en œuvre pour ramener le calme; une garde bourgeoise, composée des hommes riches et qui ont quelque chose à perdre, est organisée, toutes les troupes espagnoles sont en patrouilles avec les troupes françaises; il est 11 heures et le calme règne dans toutes la ville; nous avons eu deux soldats blessés à coups de pierre; il n'y a pas eu un coup de fusil de part ni d'autre; on assure que quelques-uns des meneurs ont été arrêtés et, dans la nuit, on se propose de mettre la main sur les autres.

La masse des habitants est bonne; mais à Madrid, comme dans les villes d'Italie, il y a cette vile canaille d'hommes oisifs et paresseux qu'on fait mouvoir à volonté et qui toujours est au plus offrant, lorsqu'on la connaît assez pour lui donner de l'impulsion.

Le gouvernement marche lentement; nous avons une

peine incroyable à obtenir ce qu'on demande; ils promettent toujours; mais ne tiennent jamais.

Malgré les instances réitérées et qu'on leur pousse l'épée dans les reins pour nos approvisionnements, on vit au jour le jour et nous n'avons aucune avance dans les magasins de Madrid. Heureusement que sur nos derrières et aux corps d'armée, il se trouve du biscuit à peu près pour quinze jours.

Peu à peu cependant et grâce aux efforts de Belliard, on finit par trouver quelques ressources, en vivres et en fourrages. On put en même temps commencer des approvisionnements.

Au moment où il déployait le plus de zèle pour subvenir aux besoins de l'armée, il reçut, du prince de Neuchâtel, des reproches sur sa lettre du 30 mars et des instructions pour l'avenir. Il ne put s'empêcher de lui répondre avec sa sincérité habituelle.

Au prince major général à Bordeaux.

Madrid, 11 avril 1808.

Je reçois votre dépêche du 6 et les instructions qu'elle renferme. Votre Altesse Sérénissime a mal interprété ma lettre du 30 et je la prie de croire que je n'ai jamais eu l'intention de déprécier ce qui peut avoir été fait par Sa Majesté. Je n'ai point appelé *pétaudière*, l'organisation qui existe, mais bien la manière avec laquelle on était tenu et administré. J'ai cru voir des vices dans l'armée; j'ai dû vous adresser mes observations et j'agirai toujours de même, quelles qu'en puissent être pour moi les suites, parce qu'il est de mon devoir de présenter à Votre Altesse Sérénissime tout ce que je crois utile et avantageux à mon Souverain. Souvent je me trompe; on le fait voir et je me rends.

Depuis que l'on est à Madrid, mon prince, chacun redouble de soins pour mettre l'armée en état, pour perfectionner son administration, son instruction et sa tenue. On est en grand traitement pour la gale; la saison nous favorise, et, dans douze ou quinze jours, nous serons délivrés de cette maladie dont presque toute l'armée a été atteinte.

Pendant ce temps, l'Empereur était arrivé à Bayonne le 14 avril au soir, et s'était occupé de suite avec Berthier des affaires de la Péninsule. Elles avaient déjà le privilège de l'irriter sans cesse. Aussi trouvait-il tout mal. Ce fut dans cette disposition d'esprit qu'il examina les états de situation de Belliard et y releva des erreurs dont il se plaignit.

Ce dernier répondit aux reproches par les explications suivantes :

Au major général à Bayonne.

Madrid, 15 avril 1808.

Sa Majesté se plaint des erreurs qui existent dans les états de situation; elles ne viennent point de l'état-major général et je ne peux faire une situation générale, que sur les états particuliers que je reçois. Dans le premier état, Sa Majesté a trouvé au corps d'observation de la Gironde 3,424 chevaux, parce que l'état de situation de ce corps d'armée confondait les chevaux d'officiers, ceux de troupe et ceux du train et des transports. Dans cet état, je n'avais point porté la division Verdier dont je ne connaissais ni l'arrivée, ni la position, ni la force. Au corps d'armée des Pyrénées occidentales, Sa Majesté a trouvé un premier régiment provisoire et un premier régiment de marche : tous les deux sont portés sur les états de situation du corps d'armée, faisant tous les deux partie de la première division et tenant garnison à Burgos.

...Depuis mon arrivée à l'armée, monseigneur, je donne tous mes soins pour organiser un peu les différentes parties, mais ce n'est pas chose facile et on ne parvient à d'heureux résultats, avec des personnes peu ou point habituées au genre de travail qu'on leur fait faire, qu'avec de la patience et du temps. J'ai déjà envoyé des modèles d'états de situation, avec une instruction sur la manière de les rédiger; eh bien, malgré cela je trouve encore beaucoup d'irrégularités et je n'ai pas encore pu obtenir pour quelques corps de savoir d'où peut provenir la différence en plus ou en moins d'un état à l'autre.

D'après cette correspondance, on voit que Belliard garda toute sa vie ses habitudes de franchise et qu'il ne s'inclina jamais devant une observation injuste, même de la part de l'Empereur, devant lequel, à cette époque, tout pliait avec servilité.

A Madrid, les affaires militaires n'étaient pas seules de son ressort; il avait aussi à se mêler de politique, et vers la fin d'avril, il fut chargé de faire connaître à la junte que l'Empereur désirait voir le prince de la Paix à Bayonne. Il s'adressa pour cela au ministre chargé de la secrétairerie d'État et lui adressa la lettre ci-après :

A son Excellence, monsieur Francisco, ministre de la marine et chargé par intérim de la secrétairerie d'État.

Madrid, 20 avril 1808.

Sa Majesté l'Empereur et Roi, ayant fait connaître à Son Altesse Impériale et Royale le grand-duc de Berg, que Son Altesse Royale le prince des Asturies venait de lui écrire pour lui annoncer qu'il le rendait maître du sort du prince de la Paix, Son Altesse me charge en conséquence de faire connaître à Votre Excellence les intentions de l'Empereur, qui lui réitère l'ordre de demander le prince et de l'envoyer en France.

Il serait possible que cette détermination de Son Altesse Royale le prince des Asturies ne soit pas encore parvenue à Votre Excellence; dans cette hypothèse, il est sensible que Son Altesse Royale aura attendu la réponse de Sa Majesté l'Empereur; mais Votre Excellence comprendra que répondre au prince des Asturies, c'était décider une autre question et l'on sait déjà que Sa Majesté Impériale ne peut reconnaître que Charles IV.

Je prie Votre Excellence de communiquer cette note à la junte d'État et d'avoir la bonté de me mettre à même de rendre compte à Son Altesse Impériale le Grand-Duc, de la détermination qu'elle aura prise; le gouvernement et la nation espagnole ne trouveront, dans cette double résolution de Sa Majesté Impériale que de nouvelles preuves de l'intérêt qu'elle porte à votre patrie; car en éloignant le prince de la Paix, elle veut ôter à la malveillance les moyens de faire

croire qu'il serait possible que Charles IV rendît le pouvoir et sa confiance à celui qui doit l'avoir perdue pour toujours, et d'un autre côté la junte de gouvernement rend certainement justice à la noblesse des sentiments de Sa Majesté l'Empereur qui ne veut pas abandonner son fidèle allié.

Suivant le désir de Napoléon, le roi Charles IV et la reine se mirent en route pour Bayonne, vers la fin d'avril. Leur voyage exigea des précautions que Belliard fut chargé de prendre tout le long de la route.

Il s'effectua sans accidents et, le 30 avril, ils furent reçus à la frontière par le prince de Neuchâtel qui les conduisit à Bayonne.

Pendant ce temps, en Espagne, les esprits se montaient et la situation s'aggravait. Le général Dupont, dirigé sur Cadix, trouvait sur sa route la ville de Tolède en pleine révolte. « Cette émeute, écrivait Belliard, a été terrible. »

Le lendemain, c'étaient des nouvelles aussi tristes, mais d'un autre genre. Les malades « augmentaient d'une façon effrayante »; et le total des indisponibles s'élevait à 16,543.

Bientôt ce fut pis encore et des menaces de guerre civile furent constatées de divers côtés. Au commencement de mai, une nouvelle émeute, plus grave encore que les précédentes, éclata à Madrid. Elle donna lieu, de la part de Belliard, au rapport suivant :

Au Ministre de la guerre.

Madrid, 2 mai 1808.

Monseigneur, depuis deux jours la populace de Madrid devenait insolente; elle était augmentée d'un très grand nombre d'habitants des campagnes qui avaient été appelés pour seconder leurs projets; des placards étaient affichés, des écrits étaient répandus pour soulever le peuple de Madrid et des campagnes; il ne s'agissait rien moins que d'assassiner le grand-duc, d'égorger tous les officiers généraux et les officiers particuliers qui pouvaient se trouver en ville. Hier, en allant à la parade, on ne trouvait dans les

rues que de la vile canaille; plusieurs individus avaient été payés pour tirer sur le grand-duc au moment où il passerait et quelques personnes ont assuré qu'il avait été couché en joue près de la Porte du Soleil; tout annonçait un mouvement; mais il n'a pas eu de suites. Il était sans doute réservé pour le lendemain. Ce matin, dès 8 heures, les places étaient remplies de peuple; une populace nombreuse s'était portée dans la cour du palais ou dans toutes les rues adjacentes. Un aide de camp de S. A. I. est envoyé auprès de la reine d'Etrurie pour la complimenter avant son départ; il était 10 heures : le peuple entoure l'aide de camp; il met le sabre à la main pour se défendre; mais il eût été bien sûrement assassiné, si 12 grenadiers de la garde ne s'étaient portés pour le soutenir. Alors le mouvement commence; l'heure sans doute était marquée, car au même instant, dans toutes les places et dans tous les quartiers, les Français sont poursuivis à coups de pierre, à coups de stylets et à coups de fusil. La générale bat; la garde prend les armes, elle marche avec du canon sur le palais, et dissipe tous les attroupements, balaye les cours, la place et les rues, et elle se rend maîtresse de toutes les avenues. — Pendant ce temps le général Grouchy réunissait les troupes de la garnison sur le Prado; il reçoit l'ordre du grand-duc de marcher sur deux colonnes par les rues d'Alcala et de San Geronimo sur la Place du Soleil où s'était réunie une foule immense; il reçoit l'ordre en même temps de porter une garde à l'Hôpital militaire et un fort détachement à l'Arsenal pour s'en emparer. Les colonnes s'ébranlent; elles reçoivent par les croisées de quelques maisons des coups de fusil, une grêle de pierres, et même des morceaux de bois de 2 ou 3 pieds de longueur sur 6 ou 8 pieds de diamètre.

Arrivé à l'embranchement des rues, le général Grouchy fait tirer à mitraille sur l'attroupement; il marche la baïonnette en avant et tout prend la fuite. D'un autre côté, les troupes du camp étaient venues sur Madrid. Le général Gobert marche sur l'Arsenal que les révoltés avaient pris et d'où ils avaient tiré 12 ou 14 pièces d'artillerie avec lesquelles ils ont salué les troupes; on a chargé à la baïonnette et elles sont tombées en notre pouvoir; on a repris l'Arsenal; à 3 heures et demie, tout était rentré dans l'ordre. 5 ou 600 révoltés ont été tués, tant dans les

rues que dans les maisons, desquelles on faisait feu sur nous. Il y a 100 et quelques prisonniers qui seront fusillés ou pendus dans la soirée. On a trouvé, dans les rassemblements, des prêtres armés de pistolets et de poignards; on prétend même qu'il y avait des soldats de milice déguisés en paysans.

Les troupes espagnoles se sont bien conduites; elles n'ont pris aucune part au mouvement, à l'exception de quelques mauvais sujets qui étaient sortis de la caserne et qui s'en allaient avec le peuple. Les mesures sont prises pour le désarmement de la ville.

Nous avons eu quelques hommes de tués; j'aurai l'honneur de vous en rendre compte sitôt que les rapports me seront parvenus.

Les événements de Madrid faisaient pressentir une révolte générale du peuple espagnol; mais l'Empereur ne voyait pas les choses ainsi et les souffrances mêmes de l'armée le trouvaient insensible.

Les corps étaient mal constitués et sans cohésion, les soldats mal habillés et sans approvisionnements; les ressources de toute sorte insuffisantes; les officiers eux-mêmes n'étaient pas payés. Rien de tout cela ne le touchait.

Le 7 mai, Belliard avoua au major général que, depuis leur entrée en Espagne, les chefs d'état-major n'avaient pas touché leur traitement; leurs dépenses étaient le double de ce qu'elles étaient ailleurs et ils ne pouvaient y suffire.

A cette époque, il fut chargé par l'Empereur d'établir un mémoire sur l'armée espagnole, régiment par régiment, compagnie par compagnie, indiquant la composition, les effectifs, les masses, le recrutement, les garnisons, etc., en un mot tous les détails possibles. C'était un travail considérable, ajouté à la correspondance journalière que Belliard adressait au major général. Tout cela n'empêcha pas Napoléon, dix jours à peine après avoir demandé son mémoire, de faire observer au grand-duc que son chef d'état-major « n'écrivait pas et n'envoyait aucun rapport ».

Ce dernier cependant était loin de chômer; et sa correspondance avec les corps d'armée était incessante.

A cette époque, les visées de l'Empereur dépassaient même le territoire espagnol. Et pour obéir à ses ordres, Belliard partir fit pour le Maroc, le 16 mai, deux officiers chargés d'étudier d'abord Ceuta, ensuite les présides, forts ou ports que l'Espagne avait sur la côte africaine, puis les forces du sultan du Maroc, ses moyens de défense, ses rapports avec les Anglais, etc.

Ce fut aussi à ce moment que Belliard eut la satisfaction d'obtenir le grade de chef d'escadron pour son aide de camp Galbaud.

Dans la seconde quinzaine de mai, un soulèvement général eut lieu à Valence, et la nouvelle en fut reçue avec plaisir par les habitants de Madrid. Belliard en avisa le major général en le prévenant qu'à Madrid on inventait mille moyens d'agiter le peuple. Les bruits les plus absurdes y étaient facilement accueillis. On craignait la conscription et l'envoi en France des régiments espagnols, ce qui favorisait beaucoup la désertion. L'armée manquait toujours de fonds, de fourrages et d'approvisionnements.

Belliard voyait maintenant à quel point notre conquête avait irrité le peuple espagnol. De son côté, soit qu'il fût fatigué de la mission ingrate qui lui avait été confiée, soit qu'il fût découragé par la nouvelle que l'Empereur destinait le trône d'Espagne à son frère Joseph, Murat, découragé, tomba malade.

A Bayonne, ce qui préoccupait le plus l'entourage impérial, c'était la difficulté de maintenir la tranquillité publique. Pour calmer les esprits, Napoléon adressa une proclamation au peuple espagnol. Belliard en accusa réception au prince de Neuchâtel en lui exprimant son espoir sur le bon effet qu'elle devait produire; il avait encore foi dans le prestige de l'Empereur.

Au major général.

Madrid, 29 mai 1808 à 1 heure du matin.

Mon prince, la journée a été hier tranquille à Madrid. Ce soir, à 7 heures, dans un des quartiers de la ville il y a eu une alerte occasionnée par deux soldats ivres qui se poursuivaient le sabre nu. Les habitants qui se trouvaient dans la rue se sont mis à courir, les postes ont pris les armes et tout s'est borné là.

C'est demain la Saint-Ferdinand : on annonçait quelques mouvements pour ce jour-là; les campagnes voisines devaient s'armer pour marcher sur la capitale; ce sont de beaux projets qui ne s'exécuteront pas et tout restera tranquille.

On n'a point de nouvelles officielles de Valence.

... J'ai l'honneur de vous envoyer copie de la lettre de M. le général Solano, arrivée à l'instant par un courrier extraordinaire. — Le décret de Sa Majesté qui confirme Son Altesse Impériale, capitaine général du royaume, ainsi que la proclamation faite aux Espagnols, sont arrivés ce soir; je viens de les remettre d'après les ordres de Son Altesse Impériale à M. le ministre secrétaire d'État; il les fait traduire dans la nuit; on préparera des planches; le Ministre secrétaire d'État doit faire un petit projet de proclamation pour être présenté au conseil de Castille qui se réunira demain, à 6 heures du matin, pour recevoir le décret et la proclamation de Sa Majesté et les consigner sur ses registres. J'espère, monseigneur, que dans la journée de demain tout sera terminé. La ville de Madrid connaîtra combien Sa Majesté s'intéresse au sort de l'Espagne; elle verra sa sollicitude paternelle et les courriers seront partis pour porter dans toutes les provinces les preuves de la bienveillance de Sa Majesté pour la nation espagnole; cette proclamation produira un très bon effet; on l'attend avec impatience et elle fera disparaître l'incertitude qui agitait tous les esprits.

Ce soir, on a fait saisir chez un marchand d'estampes une très grande quantité de portraits de Ferdinand, qui devaient demain être mis en vente : cette nuit on doit saisir les planches.

A la fin de mai, les courriers de province cessèrent d'arriver. L'insurrection s'était étendue partout, interceptant les communications avec le grand-duc.

Ce dernier, atteint d'une fièvre violente, dégoûté d'un pays où il ne devait pas régner, ne demandait qu'à le quitter. On l'avait transporté à la campagne et, comme il ne voulait plus entendre parler d'affaires, c'était sur son chef d'état-major, resté à Madrid, que retombait le poids des responsabilités.

Bientôt, la double abdication arrachée par l'Empereur à Charles IV et à Ferdinand, fut connue dans les provinces et à Madrid; puis, un ordre de Napoléon vint imposer au conseil de Castille, une manifestation en faveur de son frère Joseph. L'effet produit par ces événements fut déplorable et souleva, en quelques jours, l'Espagne tout entière. L'insurrection prit une nouvelle force qui se manifesta par des massacres, des incendies, des prises d'armes, l'organisation de bandes de partisans, de juntes révolutionnaires et d'armées improvisées.

A Madrid et à Tolède, le peuple était encore contenu par nos troupes. Mais partout ailleurs, la guerre avait été déclarée à la France par les juntes et ce pays, dont Napoléon avait cru pouvoir s'emparer, avait de tous côtés sa population en armes. La haine la plus implacable et la plus légitime animait tous les Espagnols.

Que serait-il advenu si Napoléon, déférent au vœu de ce peuple, jusque-là notre ami, lui avait rendu son souverain Ferdinand et rappelé ses troupes? A coup sûr les conséquences de cette résolution auraient été moins funestes que la poursuite d'un rêve irréalisable.

On dira peut-être que c'était impossible. La seule raison qui justifiait cette impossibilité, c'était la blessure d'amour-propre qu'une pareille mesure aurait faite à Napoléon. Elle aurait cependant conservé notre réputation de loyauté et notre prestige d'invincibilité; elle n'aurait pas fourni aux Anglais l'occasion de mettre le pied sur le continent,

et aurait laissé l'impression d'une puissance souveraine assez maîtresse d'elle-même pour éviter à l'occasion des fautes ou des désastres. Mais cet orgueil, que développent souvent les succès militaires et qui chez Napoléon n'avait plus de limites, ne devait lui laisser d'autre alternative que d'écraser, sous les coups de ses légions, les révoltés espagnols. Ceux-ci, pour notre malheur, surent montrer qu'on ne vient jamais à bout des aspirations d'un peuple fier, énergique et résolu à se défendre.

Pour Belliard, la situation était devenue difficile. Murat ne s'occupait plus de rien; et les généraux, ne recevant plus d'ordres, agissaient pour leur compte, de leur propre autorité. Le chef d'état-major n'avait à leur transmettre que les instructions envoyées de Bayonne.

Le 8 juin, la nomination de Joseph au trône d'Espagne étant devenue officielle, Belliard adressa à l'Empereur, de la part de Murat, une demande instante de rappel immédiat.

Napoléon s'occupait alors de renforcer les troupes qu'il avait dans la Péninsule; il insista pour l'exécution du mouvement du général Dupont sur Cadix; puis, jugeant que Murat était inutile à son poste, il l'autorisa à rentrer en France et envoya, pour le remplacer, le général Savary. Ce dernier arriva promptement à Madrid et s'y trouva dans une position délicate qui compliqua aussi celle de Belliard. Aux termes des instructions impériales, il devait lire tous les rapports adressés au grand-duc de Berg, faire les réponses, donner tous les ordres d'urgence; mais il ne pouvait rien signer. Ce soin était réservé au général Belliard qui devait en outre veiller à l'exécution des mesures prises. Le tact du chef d'état-major et ses bons rapports avec Savary, qu'il connaissait depuis l'expédition d'Égypte, sauvèrent la situation.

Belliard passa ainsi le mois de juin à transmettre des ordres de mouvement aux troupes en opérations, à celles qui passaient les Pyrénées et notamment aux renforts

envoyés au général Dupont. Savary, du reste, avait une grande initiative qui couvrait sa responsabilité et une expérience qui justifiait la confiance du Souverain. Il n'hésita pas à conseiller à Dupont l'évacuation de l'Andalousie, s'il la jugeait nécessaire, et lui écrivit même un jour : « Surtout évitez un malheur, dont les suites seraient incalculables ».

Pendant ce temps, le roi Joseph, arrivé à Bayonne, prenait les instructions de son frère, recevait les états de situation et un tableau d'emplacement des troupes préparé par Belliard et entrait le 9 juillet sur son territoire sous la protection d'une brigade française.

Dès ses premiers pas dans ce pays il vit qu'il n'y avait pas de partisans, que les forces militaires étaient insuffisantes et que l'argent lui manquait. Rassuré un moment par la victoire remportée par Bessières à Rio Seco, il continua sa marche sur Madrid sans se presser et y arriva le 20 juillet.

Belliard en rendit compte au major général. « S. M., dit-il, a fait ce soir son entrée dans la ville de Madrid; elle a été bien reçue. Toutes les personnes avec lesquelles le roi s'est entretenu, en sont enchantées. La présence de S. M. fera beaucoup à Madrid et par suite dans le Royaume. J'espère que dans quinze jours, l'esprit public, qui est très mauvais, aura beaucoup changé.... »

Le nouveau roi avait à peine ceint sa couronne que les préoccupations les plus sérieuses vinrent l'assaillir. Belliard, qui était avantageusement connu de lui et qui gardait, après le départ de Murat, ses fonctions de chef d'état-major, lui communiqua, trois jours après son entrée à Madrid, des rapports venus de Manzanarès et de Madrilejos, relatant une défaite complète de Dupont par l'armée espagnole. Savary en fut également instruit; et le mouvement déjà ordonné sur Tolède fut aussitôt contremandé. Belliard essaya de les rassurer; mais leur inquiétude persista. Lui-même la partageait, car il ne

cessa, depuis ce moment, d'envoyer des officiers dans la direction d'Andujar où s'était arrêté le général Dupont.

Le 26, le Roi fit une proclamation aux habitants de Madrid pour les calmer. Il y eut aussi une grande fête, chez un personnage de la cour, le marquis de Campo del Angel, et Belliard constata que la plupart des grands d'Espagne invités faisaient défaut. Le 27, il ne fut pas encore en état d'envoyer des nouvelles sûres et ne put renseigner le maréchal Bessières qui, très inquiet, lui en avait demandé. Il put simplement lui dire que le général Dupont avait eu une affaire très chaude et qu'il n'était pas possible d'ajouter foi aux dires des habitants, d'après lesquels Dupont et son corps d'armée n'existeraient plus.

Malheureusement, le lendemain, il fallut se rendre à l'évidence; et, à la nouvelle de la catastrophe de Baylen, le Roi ne crut pas pouvoir se maintenir dans sa capitale. Belliard écrivit de suite au major général.

A son Altesse le prince de Neufchâtel.

Madrid, 28 juillet 1808.

Mon prince, j'ai eu l'honneur de vous écrire ce soir, à 7 heures, pour vous annoncer le malheureux événement arrivé au général Dupont, en vous envoyant la lettre du commandant de Madrilejos qui avait été écrite sous la dictée de M. de Villoutreys, expédié par le général Dupont et porteur de la convention faite entre lui et le général Castaños; j'en joins encore une copie à ma lettre.

D'après la perte de ce corps entier, Sa Majesté, avec les troupes qui sont à Madrid, ne se trouvant pas en mesure d'attendre l'ennemi qui paraît être en pleine marche pour lui livrer une bataille sous les murs de Madrid, a ordonné ce qui suit :

Toutes les troupes qui sont à Madrilejos, Manzanarès, et la colonne du général Laval ont ordre de se replier et de se réunir à Ocaña à la division du général Musnier; aussitôt que cette réunion sera opérée, le général Musnier, qui a pris le commandement de toutes ces troupes, partira pour venir à Madrid.

L'intention de Sa Majesté étant de concentrer tous ses moyens pour livrer une bonne bataille aux ennemis, ordonne au général Verdier de lever le siège de Saragosse, d'envoyer à Pampelune toute l'artillerie de siège et tous ses malades qui formeront la garnison de cette place; avec le reste de ses troupes, il se rendra par Logroño sur Tudela.

Toutes les troupes qui sont à Madrid se mettront en marche, dans trois ou quatre jours, pour se rendre à Aranda, prendre position derrière le Duero, et ensuite, le Roi les portera à Burgos.

Demain, on commence l'évacuation des hôpitaux et des dépôts. La garnison de Ségovie a ordre de se rendre à Buitrago.

J'écris à tous les commandants de Buitrago, d'Aranda, de Burgos, de Vittoria et des autres villes sur la route de France d'évacuer leurs hôpitaux sur Bayonne, pour ceux de Burgos à Bayonne; et sur Burgos, pour ceux de Madrid à Burgos. A 4 heures du matin, un aide de camp du duc de Rovigo partira pour se rendre auprès de Sa Majesté; je lui remettrai des dépêches pour Votre Altesse.

A partir de ce moment, Belliard fut absorbé par l'envoi des ordres d'évacuation et de concentration des troupes sur Madrid. Le départ pour Burgos des dépôts de cavalerie et d'infanterie commença le 29 juillet; et le même jour il écrivit à Bayonne, pour demander des renforts en hommes, chevaux, canons et munitions. Le 31 juillet, tout était prêt pour l'évacuation de la capitale. Le chef d'état-major en prévint le major général par la lettre ci-après :

Au major général.

Madrid, 31 juillet 1808.

Mon prince, j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Altesse Sérénissime, la lettre que j'ai reçue ce soir de Musnier. Votre Altesse verra que le général Laval, ainsi que les troupes qui se trouvaient à Madrilejos ont opéré ce soir leur jonction avec les troupes d'Ocaña.

Le 2, de très grand matin, l'armée doit quitter Madrid; elle marchera dans l'ordre suivant....

La terreur est déjà répandue dans la ville; tous les Français établis dans le pays, tous les Espagnols qui ont paru être nos amis, tous ceux qui se sont mis en avant, cherchent à quitter la ville pour éviter d'être massacrés. Cette malheureuse capitale, quand nous l'aurons quittée, sera, je le crains bien, le théâtre de beaucoup d'horreurs, et lorsque les insurgés y entreront, la grande masse des habitants nous regrettera en faisant la comparaison de la conduite des insurgés avec la nôtre.

Nos évacuations se font assez lentement, faute de moyens de transport, surtout celle de nos malades qui ne laissent que d'être très nombreux. Il est impossible de se procurer des voitures. Aujourd'hui nous avons fait battre la campagne par la cavalerie pour en ramasser : il a été impossible de s'en procurer; les habitants brûlent les roues et emmènent leurs bestiaux pour éviter de suivre l'armée française et de lui être utile; c'est un système bien prononcé chez la nation espagnole que de nous faire le plus de mal qu'elle peut. C'est au point que depuis deux jours, il n'arrive aucun comestible en ville.

Lorsque les gens de la cour ont vu faire les préparatifs de départ, ils se sont tous cachés; et ce soir, on n'a pas trouvé un seul des innombrables palefreniers pour atteler deux mules; tous les harnais ont disparu.

Les illusions de Belliard semblaient dissipées. Néanmoins il s'occupa activement de la retraite.

L'évacuation de la capitale s'effectua avec ordre, sans insulte de la part du peuple et sans que l'arrière-garde fût suivie par l'ennemi. Ce mouvement produisit le plus triste effet; et dès le 3, en route pour Somosierra, l'armée se livra à toutes sortes d'excès. Il fallut un ordre du jour rigoureux pour « remettre les hommes sur la ligne de leurs devoirs ». Le 5, on quitta les positions de Villaregos, Somosierra et Buitrago, à 1 heure du matin, pour gagner Aranda. La marche se fit bien, mais avec de nombreux traînards et en abandonnant des caissons d'artillerie qu'on ne pouvait traîner. « Le Roi, écrivait Belliard, est d'une tranquillité sans égale. »

Deux jours après, au départ d'Aranda, les 200 dragons commandés pour l'avant-garde firent défaut et une partie de l'argenterie du Roi fut volée. Ces incidents amenèrent Belliard, à écrire à son collègue de Grouchy, la lettre ci-après :

7 août 1808.

Comment se fait-il, mon cher Grouchy, que les 200 dragons que je vous avais demandés pour l'avant-garde ne s'y trouvent pas; il y en a seulement 80. Aujourd'hui j'ai voulu faire faire un détachement de 150 hommes et cela a été impossible. Comme tu avais sûrement donné l'ordre d'exécuter ceux du Roi; en conséquence il faut punir très sévèrement l'officier quel qu'il soit qui ne s'est pas conformé aux instructions qu'il a reçues.

Des rapports arrivés ce matin annoncent qu'une partie de l'argenterie du Roi se trouve dans les caissons des fourgons des régiments de l'arrière-garde et même dans quelques-uns appartenant aux officiers. Sa Majesté tient beaucoup à connaître les auteurs de ce vol; en conséquence elle me charge de t'écrire de faire visiter par ton chef d'état-major tous les caissons, fourgons et voitures de l'arrière-garde. Il faudra pour cela les réunir dans un parc comme si vous vouliez le mettre en marche, afin d'éviter de donner l'éveil, et de ne pas manquer de trouver la pie au nid, si vraiment elle y est. Sa Majesté veut avoir raison de cette affaire. Tu feras bien d'être présent toi-même à la visite, d'y faire trouver le commissaire des guerres et de faire dresser un procès-verbal que tu adresseras au Roi.

... Quelles nouvelles as-tu de tes derrières? tu n'es pas fertile en rapports; moi je vais te donner celles arrivées hier.

L'Empereur connaît le malheureux événement de Dupont. Avant son départ de Bayonne, il avait ordonné à 15 régiments de vieilles troupes de se rendre en poste en Espagne. Ces 15 régiments ne tarderont pas à arriver; déjà 3 sont à Bayonne et en route pour Vittoria.

Depuis l'événement de Dupont, de nouveaux ordres ont été donnés et 150,000 hommes de vieilles troupes seront bientôt en Espagne.

L'Empereur, en effet, avait appris la capitulation de Baylen, à Bordeaux, le 2 août, alors qu'il rentrait à Paris. Et, après quelques éclats de colère, il avait donné de suite des ordres pour l'envoi, en Espagne, de ses meilleurs régiments.

Il n'était que temps de secourir l'armée d'Espagne. A Burgos, Belliard avait trouvé la ville sans vivres. Il avait fallu réduire tout le monde à la demi-ration. En passant la revue des troupes, il avait constaté que les dépôts de cavalerie et d'infanterie étaient dans le plus déplorable état. « Les hommes étaient nus, sans bottes, sans souliers, sans habits, sans culottes et beaucoup sans armes. » Les Anglais avaient débarqué à Santander et à Bilbao des agents qui poussaient le peuple à l'insurrection, annonçant que « l'armée française était en pleine déroute, qu'elle se retirait en désordre et qu'il fallait l'empêcher de revenir en France ». En transmettant ces nouvelles au major général, Belliard le suppliait de prendre en considération les demandes qu'il lui adressait dans l'intérêt des troupes. « Il est urgent pour le salut de l'armée, lui écrivait-il, que V. A. vienne à son secours.... Les ambulances manquent de tout; les transports sont dans le même cas.... Les habitants ont pris pour système d'évacuer les villages et d'enlever tout ce qui peut servir à la nourriture des hommes et au transport des malades, des blessés et des vivres. » Au delà de l'Èbre où l'on allait prendre position, on trouverait peu de ressources. Les habitants évacuaient d'avance leurs grains, sur les différents ports, où les Anglais les achetaient à des prix avantageux. Il ne fallait pas compter sur les habitants, ni sur les réquisitions forcées. « Les habitants, disait-il, s'en iront et emporteront avec eux tout ce qu'ils pourront. »

Tandis qu'il mettait ainsi le major général au courant des misères des troupes, Belliard reçut l'ordre de préparer un projet de nouvelle organisation de l'armée.

Il sut en même temps que Napoléon avait fortement désapprouvé le mouvement de recul ordonné par le Roi.

Néanmoins, le corps d'armée du maréchal Moncey s'établit sur la rive gauche de l'Èbre et celui du maréchal Bessières à Burgos. Ces mouvements ne furent pas inquiétés. Depuis Madrid, nos troupes n'avaient été suivies par aucun ennemi.

Castaños n'avait pas quitté Madrid, où la junte s'agitait, pour imposer son autorité aux juntes provinciales qui lui refusaient obéissance. On parlait de levée en masse, de soulèvements de populations entières; mais il n'y avait que des formations de bandes et des noyaux d'armées provinciales qui manquaient de cohésion. Notre retraite sur l'Èbre avait surtout favorisé l'insurrection.

Belliard n'eut pas de peine à s'en rendre compte et quand il vit notre inaction, il essaya de la faire cesser. Le maréchal Jourdan, qui était venu en Espagne avec le Roi, exerçait officieusement les fonctions de major général, tandis que Belliard était sous ses ordres comme chef de l'état-major. A la fin d'août, voyant que nous étions en état de combattre, il lui proposa de commencer diverses expéditions. « On perd un temps précieux, lui écrivait-il; l'ennemi s'organise; ce qui était à Saragosse aura le temps de se remettre... l'ennemi saura nos préparatifs; il se mettra en mesure.... Si on n'aborde pas nos adversaires rapidement, dans le genre de guerre que nous faisons, on n'obtient aucun résultat heureux et quelquefois même, on ne réussit pas. Pardonnez-moi, Monseigneur, mes réflexions; elles sont dictées par le désir que j'ai de voir l'armée du Roi obtenir des succès et pouvoir se maintenir en état et en bonne position, jusqu'à ce que les premiers renforts permettent à Sa Majesté de changer le système de guerre. »

Mais autour du Roi, on n'avait d'autre idée que d'attendre des renforts. Quant à l'Empereur, il réclamait sans cesse des états de situation exacts. Belliard ne

pouvait les obtenir des corps d'armée et des divisions, encore troublés par les derniers événements. « Cependant, disait-il, à force de demander, de questionner et de rechercher », il comptait y parvenir.

Il avait alors à satisfaire deux majors généraux : Berthier à Paris et Jourdan en Espagne. Cette situation était d'autant plus délicate que le roi Joseph, tout en étant au mieux avec lui, ne le supportait qu'avec peine. Belliard restait pour lui, un aide-major général de Berthier, détaché à l'armée d'Espagne. Napoléon voyait bien que sa position était fausse ; et, à la fin d'août, dans ses observations sur les affaires d'Espagne, il trouvait qu' « il était sans emploi ; c'est un bon général, disait-il ; on pourrait l'employer au corps qui est sous Saragosse ». C'eût été peut-être un moyen de lui rendre un commandement et de lui procurer une occasion de montrer de nouveau ses aptitudes. Mais Berthier préférait le maintenir sous ses ordres ; il ne donna aucune suite à l'idée de l'Empereur, ni aux démarches du maréchal Jourdan pour faire de Belliard son aide-major général.

Pendant ce temps, Murat, complètement remis, avait laissé sa femme, la princesse Caroline, négocier à Bayonne son changement de position et avait été nommé roi de Naples et de Sicile, à la date du 1er août. Belliard lui avait envoyé ses félicitations, avec ses vœux pour sa prospérité et son bonheur.

En septembre, il fut enfin fixé sur l'état de nos forces en Espagne et en prévint Berthier : « Dans huit jours, lui dit-il, tout sera réuni en régiments ; les trois corps (d'armée) seront bien organisés ; on aura l'armée dans la main et les états de situation présenteront à Sa Majesté, à peu de choses près, la force de son armée en Espagne. »

Pendant ce temps, l'entrevue d'Erfurt avait lieu et Napoléon, assuré désormais de la tranquillité en Europe, se retourna du côté de la Péninsule.

Là, depuis le départ de Murat, on restait dans une situation d'expectative qui avait permis à l'insurrection de s'étendre sur tout le royaume. Le débarquement des Anglais en Portugal avait, en outre, surexcité le courage de nos ennemis et ranimé leurs espérances.

Enfin, la défaite subie par Junot à Vimeiro et la convention qu'il avait signée à Cintra, avaient mis le comble à l'audace des insurgés espagnols.

L'Empereur, cependant, comptait les écraser avant peu et lancer sur eux ses soldats les plus aguerris. Il en fit prévenir Belliard, le 2 octobre, étant encore à Erfurt. Les 1er, 5e et 6e corps de la Grande Armée allaient être portés en Espagne, avec 5 divisions de dragons, une nouvelle division française d'infanterie et de cavalerie, une division polonaise et une allemande. Le tout serait renforcé de 20,000 hommes de l'armée d'Italie, et de 20,000 conscrits. Enfin, un corps d'armée spécial serait formé en Catalogne par Saint-Cyr.

L'armée d'Espagne comprendrait désormais six corps : le 1er, sous les ordres du maréchal Victor; le 2e, sous Bessières; le 3e, sous Moncey; le 4e, sous Lefebvre; le 5e, sous Gouvion Saint-Cyr; et le 6e, sous Ney. Il fallait y ajouter une réserve composée en grande partie de troupes de la garde. La convention d'Erfurt ayant été signée le 12 octobre, Napoléon annonça son départ pour Paris le 15, et son intention de se rendre en Espagne le plus tôt possible.

V

Gouvernement du roi Joseph.

Arrivée de l'Empereur à Bayonne. — Belliard y est envoyé. — Sa rentrée à l'état-major impérial — Ses fonctions. — Marche sur Madrid. — Capitulation. — Belliard chargé de la faire exécuter. — Il prend possession de la ville. — Sa proclamation. — Il est nommé gouverneur de Madrid. — Rigueurs de Napoléon. — Belliard demande à quitter Madrid. — Il est maintenu dans ses fonctions. — Le Roi reprend les rênes du pouvoir. — Mesures d'ordre dans Madrid. — Création d'un corps de police. — Reproches de l'Empereur. — Fausse position de Belliard. — Rentrée du roi à Madrid. — Difficultés du service de Belliard.

Berthier, rentré à Paris avec l'Empereur, en repartit aussitôt et arriva à Bayonne le 30 octobre. Son voyage avait été annoncé au roi Joseph, qui ne crut pouvoir mieux faire, pour le renseigner, que de lui envoyer le général Belliard. Ce dernier reçut le major général à Bayonne et lui fournit les indications les plus utiles. Les entretiens qu'il eut avec le prince de Neuchâtel décidèrent ce dernier à le conserver à l'état-major général. D'abord, il savait que l'Empereur voudrait le voir, l'entendre, le questionner et que sa présence à l'état-major impérial serait précieuse pour toutes les mesures à prendre. Belliard prit aussitôt son service comme chef de l'état-major et s'y trouva en collaboration avec deux autres amis de Berthier, qu'il connaissait depuis longtemps, les généraux Mathieu Dumas et Dutaillis. Ce dernier était en Égypte l'aide de camp du major général.

Le 3 novembre, dans l'après-midi, l'Empereur arriva à Bayonne. Belliard en informa les commandants de place et de troupes le plus à proximité et n'eut, à partir de ce moment, qu'à transmettre les ordres de Napoléon aux corps d'armée placés sous son autorité.

La situation était désormais bien changée. Nos troupes étaient entre Bilbao et Pampelune; les corps étaient dispersés et parfois mélangés entre eux. Leur effectif total atteignait 173,000 hommes. Les forces espagnoles de leur côté étaient divisées en quatre armées, occupant les flancs de la nôtre et lui barrant le chemin de Madrid. Elles s'élevaient à 134,000 hommes.

Le roi Joseph fut prévenu des intentions de son frère, qui voulait faire occuper immédiatement Burgos, pour se placer entre les deux principales masses ennemies et inonder la vieille Castille avec sa cavalerie, qu'il venait de placer tout entière sous le commandement du maréchal Bessières.

Le lendemain de son arrivée à Bayonne, l'Empereur partit pour Tolosa et Vittoria, qu'il atteignit le 5 novembre, dans la nuit. Le roi Joseph s'y trouvait déjà. Belliard installa l'état-major auprès du quartier général qui s'était mis hors ville pour garder sa liberté d'action,

De tous côtés on annonça que l'Empereur venait d'entrer en Espagne et qu'il avait pris le commandement. En chargeant Belliard de transmettre cet avis, Berthier lui définit ses fonctions : « Je signe, lui écrivait-il. comme major général. Vous, dans les ordres que vous donnerez d'après les miens, vous prendrez la qualité d'aide-major général. Le roi d'Espagne reste, vis-à-vis de l'armée, lieutenant de l'Empereur. Ceci, de vous à moi. »

Belliard était donc le premier aide-major général et le principal collaborateur de Berthier dans la campagne qui s'ouvrait. Le même jour, il vit arriver la garde à Vittoria. Bessières, remplacé par Soult, à la tête du 2e corps qui était à Burgos, reçut l'ordre, le 9, d'exé-

cuter avec sa cavalerie une reconnaissance offensive, pour voir ce que nous avions devant nous. A la suite de cette opération, Belliard divisa l'état-major en deux fractions, un tiers qui resterait à Vittoria, pour assurer le service des communications, et le reste destiné à suivre Napoléon sur Madrid. Belliard alla l'installer le même jour, à Arminon, à une demi-lieue de Miranda.

Le 11, Soult ayant occupé Burgos la veille, le quartier général vint dans cette ville, où le roi Joseph arriva le lendemain, se plaignant de n'être plus rien et de perdre son prestige.

Belliard eut la mission délicate de lui faire connaître, par l'intermédiaire du maréchal Jourdan, les mouvements et les positions de l'armée. Il lui annonça peu de jours après, le succès de Victor à Los Monteros, l'annulation de l'armée espagnole de Galice et l'ordre envoyé à Soult d'occuper Santander. Nos affaires était déjà en meilleure voie. La droite de notre armée ayant repris la liberté de ses mouvements, il restait à en obtenir autant sur notre flanc gauche, et à marcher ensuite sur la capitale.

Comme on allait continuer à se porter en avant, le major général créa un nouvel échelon d'état-major à Burgos, sous les ordres du général Mathieu-Dumas, pour assurer les communications et les approvisionnements. Il se porta ensuite à Aranda, le 23 novembre, emmenant avec lui le reste de l'état-major sous les ordres de Belliard. Le même jour, Lannes écrasait, à Tudela, les armées de Valence, d'Aragon et d'Andalousie réunies sous les ordres de Castaños qui se mit précipitamment en retraite. On marcha alors sur le défilé de Somosierra, qu'on enleva le 30 novembre, malgré plusieurs étages de feux. Ce jour-là, Belliard vint coucher à Buitrago avec l'état-major et se retrouva devant Madrid le lendemain, 1er décembre. L'Empereur s'installa au château de Chamartin à quelques kilomètres de la capitale et fit

préparer une attaque de vive force qui fut commencée la nuit suivante, après le refus des sommations faites aux autorités. Mais le 4 décembre, à 6 heures du matin, la junte militaire de Madrid, jugeant toute résistance inutile, se soumit et envoya ses délégués annoncer au major général que la ville capitulait.

Celui-ci fit aussitôt préparer l'ordre qui allait charger le général Belliard de faire exécuter les clauses de la capitulation. Il était ainsi conçu :

Le Major général au général Belliard.

Au camp sous Madrid, 4 décembre 1808, à 10 h. 30 du matin.

L'Empereur nomme le général Belliard commissaire pour l'exécution des dispositions de la capitulation relative à la reddition de la place de Madrid. Le général Belliard sera en même temps commandant de la ville de Madrid; à cet effet, il se rendra sur-le-champ près de M. le maréchal Victor, duc de Bellune, pour se concerter avec lui sur la prise de possession des différents postes, de la remise des armes, des canons et de faire défiler la garnison; les chevaux des volontaires de Madrid, de l'artillerie, du génie ou de tout autre corps qui se trouveraient à Madrid, seront remis, ainsi que tous les magasins militaires. Le duc de Bellune mettra à la disposition du général Belliard, trois régiments pour former la garnison de Madrid.

Le Roi désignera des officiers civils pour mettre les scellés sur les caisses publiques. Sa Majesté enverra la moitié de sa garde prendre possession du Palais. Le général Belliard portera l'ordre au maréchal Victor pour que toute l'armée reste bivouaquée la nuit prochaine dans les mêmes positions qu'elle occupe, sans permettre (hormis les deux régiments formant la garnison) que personne entre en ville....

Le principal aujourd'hui est de prendre les postes, de faire déposer les armes et les canons et de faire défiler la garnison.... Le général Belliard, n'ayant que des fonctions momentanées à Madrid, conserve sa place d'aide-major et sera remplacé, etc.

En vertu de cet ordre, le général prit possession de la ville, au nom de S. M. l'Empereur et Roi, le même jour à midi.

La junte vint le recevoir à la Porte del Sol et lui apporter les clefs; mais il refusa de les prendre, disant qu'il fallait les remettre à l'Empereur.

En fait de troupes, il ne trouva que deux postes de 15 à 20 hommes qui avaient été oubliés. Le reste était parti à l'avance. La réserve des gardes wallones, lui procura environ 200 hommes qu'il fit consigner au quartier après avoir pris leurs armes. Il fit conduire au Retiro tout ce qu'il y avait de pièces et de caissons dans les rues et demanda l'aide d'un général d'artillerie, pour achever le lendemain le rassemblement de ce matériel.

Quand il entra en ville, il y avait beaucoup d'habitants aux fenêtres et dans les rues. « On ne se serait point douté, écrivait-il au major général, qu'on était prêt à s'égorger. » Tout était tranquille; il avait couru et fait courir dans tous les quartiers, sans y trouver le moindre désordre ». Il espérait que cela continuerait.

Presque tous les grands étaient partis ou cachés. Dans la soirée, il fut occupé à établir les troupes et à visiter la ville, qu'il connaissait mieux que personne. Sur sa demande, la junte lui promit de faire détruire toutes les barricades, et de fournir 30 à 40,000 rations de tout genre. Il comptait adresser incessamment au major général, un rapport sur tous les magasins.

Le même jour, il prépara, pour les habitants de Madrid, une proclamation qu'il soumit au maréchal Berthier et qui fut approuvée par l'Empereur. Ce dernier fut également satisfait des mesures qu'il avait prises. Il lui fit envoyer, le 5 décembre, un général d'artillerie et un général du génie auxquels il fit connaître leur mission.

Mais cette bonne humeur de Napoléon ne dura pas; et, dans la même journée, il lui fit dire que ce n'était

pas avec « de la mollesse et des cajoleries qu'on pouvait remettre de l'ordre dans les premiers moments, mais avec de la fermeté et de la vigueur ». Puis, entraîné par cette pensée, il lui ordonna : 1° de rassembler et d'envoyer au quartier général tous les officiers et soldats de naissance espagnole; 2° de réunir et d'organiser tous les étrangers au service d'Espagne; 3° de recueillir l'adresse, l'âge et les qualités des généraux espagnols et de leur déclarer qu'ils étaient prisonniers de guerre; 4° de mettre les scellés sur les biens des principales familles émigrées; 5° d'interdire les réunions de la junte. Il devait s'arranger pour avoir dans les casernes des logements pour 6,000 hommes, et, dans les couvents, pour 12,000 à 18,000 hommes; enfin des écuries pour 2,000 chevaux.

L'Empereur lui faisait connaître que les habitants n'ayant pas observé la capitulation, celle-ci était annulée et ne devait pas être affichée.

Cet ordre arrivait trop tard; l'affichage avait déjà eu lieu.

Néanmoins Belliard transmit les volontés de Napoléon au corrégidor et employa toute son activité pour le satisfaire. Dès le 6, il annonça au major général qu'une division entière était logée dans les casernes et lui envoya la liste des postes établis en ville, avec leur effectif. Il espérait que toute trace de barricade aurait disparu le 7, vers midi. Il rendait compte que le plus grand ordre régnait en ville, que la confiance renaissait; les boutiques s'ouvraient, les paysans apportaient leurs denrées et il pensait qu'avant peu « on ne s'apercevrait plus qu'on était en guerre ».

Sans faire attention aux efforts de Belliard, l'Empereur avait ordonné d'envoyer le 6, à Madrid, le corps du maréchal Lefebvre avec deux divisions de cavalerie. Ces mesures risquaient de troubler l'ordre qui commençait à s'établir; Belliard en fit l'observation et le

corps du maréchal, ainsi que la division Milhaud, furent cantonnés hors ville.

Deux jours après, les premières dispositions de l'Empereur furent complétées, sur la demande de Belliard, par la nomination d'un commandant d'armes, le général Lauberdière, qui fut placé sous ses ordres. Ses fonctions embrassaient tout ce qui avait trait à la police dans l'intérieur de la ville, tandis que Belliard, comme gouverneur de Madrid, restait responsable de ce qui concernait le Gouvernement, la haute police, les approvisionnements, l'administration et l'exécution des ordres de l'Empereur. Le bureau des passeports restait aussi dans ses attributions.

Le plus difficile, à ce moment, était de satisfaire Napoléon, dont l'unique procédé pour soumettre l'Espagne était la terreur. Belliard, au contraire, était porté à la bienveillance et, chez lui, ses sentiments d'humanité dominaient ceux du guerrier. Puis, la connaissance qu'il avait de la population de Madrid lui avait appris que sa manière d'agir était plus utile à son souverain qu'une sévérité inexorable.

Aussi fut-il cruellement ému lorsque le 8 décembre, il reçut l'ordre de faire arrêter le Président du conseil de Castille, Don Arias Mon y Velarde, le Procureur fiscal et le Secrétaire du même conseil, pour les expédier en France, ainsi que la plupart des grands d'Espagne alors présents à Madrid. Don Arias en particulier avait une nombreuse famille et son départ allait laisser sa femme et ses neuf enfants sans moyens d'existence. On implora l'Empereur pour elle; on ne put obtenir que l'autorisation de ne pas loger d'officiers dans sa maison.

Belliard se conforma aux ordres donnés quoique plusieurs lui parussent excessifs. Il fallut ainsi mettre sous le séquestre le Tribunal de l'Inquisition et ses papiers; puis les maisons, les meubles, l'argent et les

effets de tous les généraux et officiers servant dans les armées espagnoles insurgées; arrêter plus de 300 notables ou personnages des premières familles et les envoyer en France, sous escorte. Le rétablissement de l'ordre en ville lui donnait du reste beaucoup de mal. Des réunions insurrectionnelles avaient encore lieu; elles essayaient de soulever le peuple en le privant de pain. Belliard dut ordonner aux marchands d'ouvrir leurs boutiques, qu'ils s'obstinaient à tenir fermées, et aux boulangers, de cuire du pain, sous peine de répressions sévères. Il fallait en outre quelques exemples. Il fit impitoyablement fusiller les pillards qui furent pris en flagrant délit. Il réussit promptement à remettre tout en assez bon état et la plupart des généraux rendirent justice à ses efforts et à son énergie.

L'arrestation des notables l'embarrassait. Il craignait l'effet produit par cette mesure. Il proposa des modifications qui furent acceptées. Le 14 décembre, il procéda à la formation d'une garde bourgeoise destinée à maintenir le bon ordre. A cette date, les ordres de l'Empereur pour le départ des prisonniers politiques étaient exécutés. On les avait réunis au Retiro; il n'y avait plus qu'à les faire partir. Mais plusieurs d'entre eux étaient très âgés, d'autres malades, la plupart dans l'impossibilité de marcher. Un certain nombre avaient été arrêtés en bas de soie, ou en grand tenue, sans manteaux ni capotes; tous étaient sans argent. Belliard prit sur lui de faire ces observations au major général. Il demanda pour eux une journée, pour leur laisser le temps de prendre de l'argent, du linge et de donner des ordres pour la tenue de leurs maisons. Il obtint ce qu'il désirait et en sauva ainsi un certain nombre. Il réussit de même à faire renvoyer chez eux, sur parole, les officiers sexagénaires, ou malades, qui avaient été arrêtés.

Le 19 décembre, l'Empereur reçut une nouvelle qui

modifia l'état de choses, diminua ses rigueurs et obligea le roi Joseph à rentrer dans sa capitale. Les Anglais avaient pris l'offensive et marchaient sur Valladolid. Il fit aussitôt ses préparatifs pour se porter à leur rencontre. Mais avant son départ, le major général eut la surprise de recevoir une lettre du général Belliard qui, fatigué des fonctions qui lui étaient confiées, demandait à reprendre celles d'aide-major général. Or l'Empereur, malgré quelques reproches, d'ailleurs peu justifiés, était heureux de l'avoir à la tête du gouvernement de Madrid. Il rejeta sa demande et lui fit répondre que sa mission était une marque de haute confiance de sa part. Il y ajouta des éloges qu'il savait bien mérités. Belliard resta ainsi à Madrid lorsque l'Empereur et le major général partirent le 22 décembre pour Villacastin. Le Roi reprit la direction des affaires, mais comme lieutenant de l'Empereur, avec le maréchal Jourdan à ses côtés.

Le même jour Belliard reprit sa correspondance avec le maréchal Berthier.

Le serment de fidélité au roi Joseph fut prêté le 23 décembre, avec une grande solennité, dans toutes les églises, qui avaient revêtu, pour ce cérémonial, la pompe des grandes fêtes. Il n'y eut aucun désordre et l'attitude des Madrilènes fut partout respectueuse. Comme la fête de Noël approchait, Belliard prévint le commandant de place qu'ils iraient tous deux à la messe à l'église du couvent de Saint-Philippe qui était en face de son habitation; il fit commander une musique et une grande parade après la messe. L'ordre ne fut pas troublé.

Les trois jours suivants, on n'eut aucune nouvelle de l'armée; ce qui fit beaucoup jaser. Il y eut quelques rixes entre soldats et habitants, des coups de sabre et de poignard; mais ce fut tout. Cependant la sécurité publique était loin d'être assurée et l'on sentait qu'une

hostilité sourde continuait à régner dans le peuple. Un soir de la fin de décembre, Belliard dut prévenir le maréchal Jourdan qu'il y avait eu en ville un peu d'agitation; un agent de police avait été arrêté et dépouillé. Il avait fallu multiplier les patrouilles, mettre à leur tête des officiers d'état-major et faire arrêter tous les gens qu'on trouvait errants pendant la nuit. Trente à quarante insurgés étaient entrés à Madrid, déguisés en paysans. Il fallut consigner les officiers et la troupe dans les casernes.

A la fin de décembre cependant, les mesures prises par Belliard et sa vigilance produisirent leur effet. A part les mauvaises nouvelles qui y circulaient, Madrid était tranquille, mais à la façon des villes conquises. Après 10 heures du soir, il n'y avait pas un habitant dans les rues, et le roi Joseph, qui n'avait pas fait son entrée dans sa capitale, était toujours aux environs et parfois à Aranjuez qu'il avait visité récemment.

A ce moment Belliard reçut des nouvelles des deux officiers que le grand-duc de Berg avait envoyés au Maroc, avant de quitter l'Espagne. Ils avaient été faits prisonniers et conduits à Cadix, puis à Marseille, où ils étaient arrivés vers le 15 décembre. Il s'empressa d'en informer le maréchal Berthier, auquel il transmit aussi des nouvelles de l'insurrection. Des rassemblements avaient lieu sur la rive gauche du Tage et l'on fortifiait Cuenca. A Madrid, on faisait courir le bruit de la marche d'une armée espagnole sur la capitale. Mais, là-dessus, on savait à quoi s'en tenir et ce racontar n'émut personne.

Au commencement de la nouvelle année, Belliard appela l'attention du roi Joseph, sur la création d'un corps de police. Il demandait 400 agents et les sommes nécessaires à leur entretien. Il en avait déjà douze payés par lui. Quant aux alcades, ils ne faisaient rien. Le gouverneur de Madrid fut alors forcé d'avouer au Roi

que l'Empereur l'avait laissé sans traitement. Il avait de fortes dépenses, obligé qu'il était de payer des espions et les frais des courriers. Il avait dû se faire avancer 10,000 francs par le payeur pour ne pas arrêter le service. Il était malheureux d'entretenir le Roi de questions d'argent; mais il ne pouvait s'en dispenser, car le moment était venu d'organiser à Madrid, un service d'espionnage et de police.

Belliard s'adressa aussi sur ce sujet au major général Berthier qui fit la sourde oreille.

Le roi Joseph d'ailleurs eût été bien en peine de lui allouer des fonds, car il était réduit lui-même à en demander à son auguste frère qui ne répondait même pas.

Le 6 janvier, le gouverneur de Madrid fit afficher un ordre du jour qui annonça, aux habitants, la victoire du maréchal Soult sur les Anglais et sur le général espagnol La Romana. Suivant l'usage, pour célébrer cet événement, il fit tirer cent coups de canon.

Malgré son zèle, et les bons résultats déjà obtenus, le général Belliard ne réussissait pas à satisfaire Napoléon, qui avait pris l'habitude en Espagne, de se plaindre de tout et de tous. De son côté le roi Joseph lui écrivait « que l'attitude de Madrid était celle de l'abattement »; que depuis la signature des adresses et la prestation du serment « chacun était rentré dans son égoïsme particulier. Il trouvait que cette situation précaire durait depuis trop longtemps ».

L'Empereur n'écrivait que pour donner un libre cours à sa mauvaise humeur. Le 9 janvier, il exprimait « son mécontentement au général Belliard, sur la mollesse de son gouvernement. Tous les jours, on assassinait des Français dans Madrid et il n'avait encore rien fait ». Il lui ordonnait de faire arrêter trente mauvais sujets et de les faire fusiller; il le rendait responsable du premier assassinat qui serait commis sur un Français, s'il ne le faisait pas suivre de l'arrestation d'un Espagnol. Enfin, il

trouvait simplement « ridicule la conduite qu'on tenait à Madrid ».

En même temps, il prescrivait à son frère de faire enfin son entrée solennelle dans sa capitale et de s'arranger pour être bien reçu par les habitants.

Les reproches de Napoléon auraient découragé un homme moins dévoué que Belliard. Mais n'écoutant que son devoir et désireux de satisfaire son souverain il continua ses efforts incessants pour purger Madrid des scélérats et des assassins. Le jour même où l'Empereur lui adressait ses plaintes il venait de faire arrêter 300 joueurs de profession parmi lesquels on avait trouvé 70 déserteurs, assassins ou échappés des galères. La commission militaire était occuper à en juger six et leur exécution se préparait sur la place principale de Madrid. En l'annonçant à Berthier, le 11, il lui fit connaître l'entrée à Madrid du corps du maréchal Lefebvre, destiné à se porter sur le Tage.

Tout cela ne calmait pas Napoléon qui écrivait, le lendemain, à son frère : « Il faut faire pendre à Madrid une vingtaine des plus mauvais sujets. » Peu de jours après, il se plaignait que la cour des alcades de la capitale avait acquitté ou condamné seulement à la prison « une trentaine de coquins que Belliard avait fait arrêter ». Il fallait nommer une commission militaire pour les juger de nouveau et faire fusiller les coupables.... « La canaille n'aime et n'estime que ceux qu'elle craint. »

Au milieu de ces tiraillements, le prince de Neuchâtel fit savoir au Roi, le 17 janvier, que les événements politiques obligeaient l'Empereur à rentrer à Paris. A cette date, Belliard était enfin en mesure d'affirmer qu'il n'y avait plus d'assassinats à Madrid et que les habitants étaient plus tranquilles. La partie éclairée de la population désirait vivement la rentrée du Roi dans sa capitale, comptant qu'elle calmerait les esprits et contribuerait puissamment à la tranquillité publique. On s'adressa

pour cela au gouverneur qui fit savoir que cela dépendait de l'Empereur et conseilla de lui envoyer une députation dans ce but. Le 13 janvier, Belliard avisa le major général de son départ pour Valladolid et lui transmit la liste des personnes qui la composaient. Cette démarche eut, comme on le verra plus loin, une issue favorable.

Malgré cet heureux résultat, Belliard allait se trouver désormais dans la situation la plus fausse de sa carrière. L'Empereur le laissait à Madrid comme gouverneur sous l'autorité de son frère et du maréchal Jourdan, mais aussi comme aide-major général sous les ordres du maréchal Berthier qu'il devait renseigner sur toutes choses. Il avait ainsi plusieurs chefs à satisfaire, deux surtout : l'Empereur et le Roi qui ne s'entendaient pas.

Cet état de choses devait tôt ou tard créer des dissentiments. Vers le milieu de janvier, Belliard avait dû faire arrêter, juger et exécuter un fusilier de la garde du Roi; puis, faire mettre en prison des grenadiers de la garde; enfin faire arrêter et traduire en conseil de guerre, un gendarme d'élite de la garde du Roi. Le général Saligny, capitaine des gardes, vint le réclamer; Belliard le lui fit livrer. Mais en rendant compte de ces faits au maréchal Jourdan, il ajouta, en réponse à certaines observations : « Je ne crois pas, Monseigneur, que le Roi pense que j'ai pu manquer au respect qui lui est dû. Je vous prie de croire que je n'en ai jamais manqué envers qui que ce soit et encore moins envers un souverain auquel je suis attaché et qui m'a si bien traité.

« Je suis sûrement dans l'erreur, Monseigneur, puisque je ne crois point de la même manière que vous. Je crois être en droit de faire arrêter tout individu qui trouble l'ordre public et qui s'écarte de la ligne de ses devoirs, et je suis tellement convaincu de cette vérité que je ferais même arrêter un officier supérieur, ou même un officier général qui se mettrait dans le cas

de l'exécution des règlements ou lois militaires, parce qu'alors je ne vois que l'homme qui s'est rendu coupable et qui mérite d'être puni : voilà, je crois, le droit de celui qui commande et qui répond de la tranquillité publique.

« Un soldat de la garde peut commettre un assassinat : si, pour le faire arrêter, j'attendais que le général Saligny m'envoyât l'ordre, bien sûrement le coupable s'évaderait et le crime resterait impuni. Voilà, Monseigneur, ma manière de voir ; si elle est contraire aux instructions de Sa Majesté, je vous prie de me donner des ordres et je m'y conformerai. »

Quelques jours après, ce fut avec le Roi lui-même que Belliard eut à discuter son devoir, au sujet de membres du conseil de Castille qu'il avait fait partir pour Valladolid sur l'ordre de l'Empereur. Le roi Joseph prescrivit de les faire revenir à Madrid. Avant de lui obéir, Belliard se rendit au Pardo pour lui communiquer les volontés de l'Empereur. N'ayant pu le voir, il lui envoya la lettre du prince de Neuchâtel, se déclarant prêt néanmoins à se conformer au désir du Roi, mais en le prévenant que ces membres du conseil de Castille seraient toujours pour Sa Majesté des ennemis irréconciliables.

Cependant il comptait beaucoup sur la prochaine entrée de Joseph à Madrid pour améliorer la situation et « tourner tout au bien ». Il l'écrivit au major général le 19 janvier, le jour même ou le Roi, malgré son amitié apparente, demandait à l'Empereur son remplacement, avec des insinuations malveillantes. « Le général Belliard, lui écrivait-il, demande 10,000 francs par mois au corrégidor, pour sa table ; un autre officier général demande 8,000 francs ; celui-ci prétend qu'on doit le traiter à Madrid comme en Prusse. Ce langage cessera quand je serai à Madrid.... Il importe à ma tranquillité que les officiers généraux, commandant Madrid, soient des hommes de ma confiance ; je ne souffrirai jamais

l'insulte dans ma capitale. Je désire que Votre Majesté me dise clairement, si elle ne trouve pas juste que je nomme, moi, le gouverneur et le commandant de Madrid. Ces officiers seront Français ; c'est le maréchal Jourdan et le général Lucotte, ou Bigarré ou Merlin, etc. »

Le Roi et Jourdan désiraient donc renvoyer Belliard, tandis que l'Empereur, voulant que le gouverneur et le commandant de Madrid fussent des hommes à lui, entendait le maintenir. Sa situation n'en fut que plus difficile ; et ce ne fut qu'en remplissant ses devoirs avec un tact extrême, qu'il put réussir à satisfaire ses chefs.

Le 20 janvier, il mit en liberté les six membres du conseil de Castille désignés par le Roi. Ce dernier en avait référé à l'Empereur, désirant signaler par un acte de clémence, sa rentrée à Madrid. Celle-ci eut lieu le 22 et Belliard la prépara de son mieux. Aussi son rapport en parla dans des termes très favorables. Elle se fit « avec beaucoup de pompe et d'ordre. Il y avait de l'empressement chez les habitants. Les rues étaient remplies et les croisées garnies d'une grande partie de la population ». Cette solennité améliora l'esprit public. Les grands d'Espagne et les notabilités restées dans la capitale se montrèrent bientôt au palais et donnèrent à la cour du Roi, un aspect assez brillant. « Madrid devint tranquille ; la confiance reparut ; les promenades et les spectacles ne furent plus déserts. »

A la fin de janvier, le gouverneur fut chargé de former dans la capitale de nouveaux régiments destinés au service du Roi, au moyen de soldats prisonniers de guerre. C'était à peu près impossible ; car, une fois en liberté, ces hommes étaient débauchés par la populace et entraînés du côté de l'insurrection. Belliard exposa ses raisons au Roi et obtint qu'on procédât à ces créations dans les villes qu'il indiquait : Alcala, l'Escorial et Ségovie.

Grâce à lui et aux succès de nos corps d'armée, les

choses semblaient peu à peu reprendre leur cours normal. Aussi crut-il le moment venu, à la fin de janvier, de proposer au Roi de faire la remise aux différents ministres des fonctions rentrant dans leurs attributions dont il avait été momentanément chargé par l'Empereur. Celles de haute police en faisaient partie et, comme on le pense, cette proposition fut immédiatement acceptée. Ce fut un soulagement pour le gouverneur, qui n'en promit pas moins au Roi de veiller sur toutes les parties du service et d'éviter toute sorte de conflits de juridiction.

Malgré la demande faite par Joseph à l'Empereur de remplacer Belliard comme gouverneur par le maréchal Jourdan, les relations les plus suivies existaient entre eux. Tous les jours à une heure le gouverneur se rendait chez le Roi et lui remettait le rapport général, composé des rapports particuliers que ses chefs de service lui avaient remis dans la matinée.

A cette époque la garnison de Madrid comprenait :

La division Dessoles	6,677	hommes.
Le 27e régt de chasseurs réduit à . . .	250	—
L'infanterie de la Garde royale. . . .	1,800	—
Les chevau-légers de la Garde	350	—
	9,077	hommes.

C'était ce qu'on appelait la réserve de l'armée, troupe d'ailleurs assez hétérogène et sans cohésion qui suffisait à peine, en raison de son faible effectif, au service de garde. Malgré cela, Belliard réussissait à maintenir la sécurité dans la capitale; mais à la condition de veiller sans cesse aux mauvais bruits répandus, aux voleurs qui étaient encore nombreux et surtout aux émissaires que les insurgés continuaient à envoyer en ville.

Il fit une démarche à cette époque pour changer une dotation dont il jouissait. Après la campagne de Prusse, l'Empereur, ne pouvant le récompenser autrement, lui

avait accordé une dotation de 5,000 francs de revenu, dans le royaume de Westphalie. Le gouverneur de Madrid lui demanda, au commencement de mars, à l'échanger contre une ferme de Vaterland qui était de même váleur, et que le général Michaud avait acquise dans l'île de Cadzaud. Ce fut accordé sans difficulté.

La fête du Roi tombait dans la deuxième quinzaine de mars et devait être célébrée par les officiers de la garnison dans l'église du couvent de la Vittoria, qui était desservie par des religieux et qui avait été dépouillée de ses ornements, au début de notre occupation, pour éviter les dégradations que les troupes auraient pu commettre. Belliard prit à cette occasion ses dispositions pour rendre à cette église toute sa parure, et notamment l'image d'une Vierge qui jouissait d'une grande vénération. On y entendit peu de jours après une messe solennelle qui eut un grand éclat.

Cependant la bonté naturelle du roi Joseph et ses dispositions à s'attacher les Espagnols par une bienveillance exagérée, nuisaient à ses efforts. Tandis qu'aux yeux de l'Empereur, il passait pour manquer de sévérité, le roi d'Espagne au contraire le trouvait trop rigoureux. Madrid était rempli d'officiers espagnols qui n'avaient pas prêté serment au nouveau souverain et qui entretenaient par leurs discours l'inimitié des habitants. Le gouverneur demanda l'autorisation de les arrêter et ce fut avec peine qu'il put l'obtenir.

C'était en effet contre les malveillants installés dans Madrid même que sa vigilance avait surtout à s'exercer, d'autant plus qu'ils trouvaient un appui parmi les fonctionnaires de l'ordre le plus élevé. A l'occasion d'une pose de scellés qu'il avait ordonnée dans une maison de la capitale, les ministres mécontents se plaignirent au Roi et lui représentèrent cet acte comme un abus d'autorité. Il venait en effet de faire arrêter un espion venu de Séville, pour prendre, chez une dame Ger-

bero, 50,000 réaux destinés à un officier qui trahissait le Roi. Il avait envoyé chez cette dame un officier d'état-major qui y trouva plusieurs malles appartenant à des personnes émigrées. Il était donc forcé de faire apposer les scellés. Le Roi ne put que l'approuver.

Des faits de ce genre se présentaient fréquemment et tout le monde reconnaissait l'excellent esprit qui animait le gouverneur. Toutefois sa vigilance ne pouvait pas se relâcher.

Les difficultés venaient parfois des autorités françaises elles-mêmes. Ainsi, au milieu de mai, le Roi s'étant installé à Aranjuez, le maréchal Jourdan donna à la garde le 14 mai au soir, l'ordre de s'y rendre et négligea d'en avertir le gouverneur. Il en résulta, en ville, une grande émotion. Le bruit se répandit qu'on faisait partir en hâte toutes les troupes de Madrid, jusqu'aux éclopés et aux recrues de la garde, pour aller au secours de Sa Majesté et du général Sébastiani, dont le corps avait été mis en déroute par les insurgés. Ce faux bruit n'eut heureusement pas de suites; mais Belliard dut s'en plaindre au maréchal et lui demanda de vouloir bien le prévenir en pareille occasion pour qu'il puisse faire remplacer les postes à temps et assurer le service de garde.

Vers la fin de mai, guidé par des influences particulières, le souverain suspendit le départ pour Bayonne, de M. Muñoz, ordonné par le gouverneur. Ce dernier, apprenant que ce personnage n'était ni plus sage dans sa conduite, ni reconnaissant des bontés du Roi, et qu'il se disposait à partir pour l'Andalousie, le fit arrêter de nouveau et transférer au Retiro qui était alors devenu, par ses soins et par les travaux de défense qu'il avait prescrits, la véritable place d'armes de l'armée française à Madrid. Il rendit compte au Roi, en lui exposant ses raisons et fut approuvé.

Il fit également arrêter et conduire au Retiro, un lieutenant général espagnol, dont le Roi avait suspendu l'emprisonnement pour cause de maladie.

A ce moment d'ailleurs, il y avait de l'agitation dans la capitale; et de nouveau, les agents des insurgés y faisaient circuler de fausses nouvelles. Belliard exigea que le ministre de la police prît des mesures de rigueur contre les personnes qu'il lui signala. Il prévint en outre le Roi de la façon dont on s'exprimait partout sur les affaires d'Espagne et même sur le compte du souverain. « Les clubs recommencent, sire, lui écrivait-il, et il est temps qu'on purge le pays d'une foule d'individus sans pudeur et sans honte qui cherchent à dénigrer le gouvernement de Votre Majesté et à troubler la tranquillité publique. » Aussi demanda-t-il à se charger sous main de la police pendant quelques jours, pour séquestrer au Retiro et envoyer ensuite où le Roi l'ordonnerait, tous les individus reconnus pour être des ennemis irréconciliables, toujours prêts à troubler l'ordre public.

Le Roi y consentit. Il était d'ailleurs persuadé qu'il pouvait avoir confiance entière dans son gouverneur. Belliard était ainsi amené par la force des choses à avoir, vis-à-vis des ministres, un ton d'autorité qui était supporté, mais non accepté. Eux aussi étaient pour lui des ennemis.

Malgré ses efforts il ne réussissait pas à établir, comme il l'aurait voulu, un état normal de tranquillité; et cela tenait surtout à ce qu'il était mal secondé. En ville même il y avait constamment des éléments de troubles que le commandant de place ne savait ni découvrir ni expulser. Il fallut plusieurs fois lui adresser des reproches.

Constamment en effet des ennemis du Roi entraient en ville et y circulaient librement. Vers la fin de juin, il y eut un jour une telle arrivée d'étrangers à pied et à cheval, que le gouverneur dut faire des remontrances au ministre de la police.

Parfois c'était le maréchal Jourdan lui-même qui ne

prenait pas les décisions nécessaires. Le 23 juin, les haras royaux d'Aranjuez furent enlevés par un parti d'insurgés. Il n'y avait pas un soldat en ville pour les garder. Belliard dut rappeler au maréchal que c'était à lui à mettre Aranjuez à l'abri d'une insulte et que la garnison de Madrid n'était pas en mesure de le faire.

VI

Opérations autour de Madrid.

Réunion des armées anglaises et espagnoles. — Bataille de Talavera de la Reyna. — Agitation dans Madrid. — Situation critique de Belliard. — Son rapport au ministre de la guerre. — Rétablissement du bon ordre. — Guérillas autour de Madrid. — Retour du Roi dans sa capitale. — Pénurie d'argent. — Expédition en Andalousie. — Colonnes mobiles. — Création de commandements militaires indépendants et de trois armées. — Belliard nommé comte de l'Empire. — Son blason. — Il devient chef d'état-major de l'armée du centre. Faiblesse de cette armée. — Misère des officiers. — Luttes contre les guérillas. — Demandes d'argent inutiles. — Découragements du Roi et de Belliard. — Mort du général Marisy et de Galbaud. — Naissance du roi de Rome. — Voyage du roi Joseph à Paris. — Belliard commande l'armée du centre. — Démêlés avec le maréchal Soult. — Intrigues des ministres. — Reproches du prince de Wagram. — Belliard offre sa démission. — Réponse curieuse de l'Empereur. — Rappel de Belliard en France.

Les habitants de Madrid savaient que les destinées de l'Espagne dépendaient des opérations militaires qui s'effectuaient en province. Ils ne bougeaient pas dans les périodes d'attente. Mais dès qu'une espérance défavorable à la France s'éveillait, une agitation visible se manifestait parmi eux. Au mois de juillet 1809, des émissaires et des paysans apportèrent des nouvelles qui les mirent en émoi. Une armée anglaise d'environ 26,000 hommes allait se joindre aux armées espagnoles de Grégorio de la Cuesta et de Venegas et, renforcée ainsi de 60,000 hommes environ, elle ne tarderait pas à venir occuper Madrid. Le 20 juillet, on sut que la jonction du général anglais sir Arthur Wellesley avec la Cuesta était effectuée et qu'à eux deux, ils avaient rejeté les arrière-gardes du maréchal Victor sur Talavera de la Reyna. Les Anglais y

étaient entrés le 22 juillet, tandis que Victor opérait sa retraite sur l'Alberche pour se joindre au général Sebastiani. Ces nouvelles agitèrent tous les esprits; et Belliard dut redoubler de précautions.

Le Roi, conseillé par Jourdan, concentra ses forces pour marcher à l'ennemi. Il donna ses ordres à Victor (1er corps, environ 22,000 hommes), à Sebastiani (4e corps, 21,000 h. dont 3,000 laissés à la garde de Tolède), prit avec lui sa garde, un peu de cavalerie légère, une brigade d'infanterie enlevée à la division Dessoles et partit, dans la nuit du 22 juillet, à la tête de 5,000 hommes retirés de la garnison de Madrid. Belliard restait ainsi avec la 2e brigade de Dessoles, des malades et des convalescents. En cas d'attaque, son unique ressource était de rallier ces faibles éléments de défense au Retiro et d'y résister énergiquement.

La suite des événements ne laissa pas de l'inquiéter. Soult avait été dirigé sur les derrières des Anglais près de Plasencia, tandis que le Roi et Sebastiani marchaient sur Talavera, au secours de Victor. Les Anglais devaient être ainsi attaqués de front par une masse de 45,000 hommes sous les ordres du Roi et, en queue, par une armée de 38,000 hommes commandée par Soult.

Le 25 juillet, Victor (22,542 hommes), Sebastiani (17,690 hommes) et le Roi (5,077 hommes) étaient réunis à Vargas un peu au delà de Tolède. Le lendemain Victor défit la Cuesta près d'Alcabon. Le 27, il se jeta sur les premières troupes anglaises, sans attendre d'ordres. C'était une faute; le combat resta indécis. Le 28, toujours sans attendre les ordres du Roi, il lança ses troupes sur les fortes positions des Anglais devant Talavera et ne réussit pas à les enlever. Le Roi, arrivé vers 10 heures du matin, tint un conseil de guerre pour savoir s'il devait renouveler l'attaque. A ce moment, Soult fit connaître qu'il ne pouvait pas être sur les derrières des Anglais avant le 3 août. Alors, sur les insis-

tances de Victor, le Roi se décida à reprendre l'offensive.

Il livra ainsi la bataille de Talavera de la Reyna, qui fut précédée de diverses manœuvres et ne put être engagée avant 2 heures de l'après-midi. L'action fut bien menée et meurtrière, mais resta longtemps indécise. Enfin le succès allait couronner nos efforts, quand Joseph, voyant la journée s'avancer, suspendit le combat. Puis, ayant appris que le général espagnol Venegas avait paru avec une petite armée entre Aranjuez et Madrid, il craignit d'être tourné et donna l'ordre de la retraite.

Les Anglais, très éprouvés, ne poursuivirent pas et lorsqu'ils connurent la marche de Soult, ils battirent en retraite de leur côté vers le Tage et Badajoz. Talavera de la Reyna fut occupée par le 1er corps. Nous restions donc maîtres du terrain du combat.

Le Roi se porta sur Aranjuez et Tolède pour couvrir Madrid, avec sa réserve et Sebastiani. Ce dernier rencontra Venegas avec 30,000 hommes sur les hauteurs d'Almonacid, le 11 août, et le mit en déroute. Le Roi laissa alors Sebastiani à Aranjuez, dirigea le maréchal Victor sur la Manche et rentra dans sa capitale dans le courant du mois d'août.

Pendant ce temps Belliard, mis au courant des événements, maintenait à grand'peine l'ordre et la tranquillité dans Madrid.

Son calme et son énergie arrêtèrent tout mouvement; mais il dut prendre sur lui de contraindre les ministres à lui obéir. La lettre qu'il adressa au Roi, deux jours après son départ, peignait exactement la situation et montrait l'autorité qu'il avait su acquérir.

A S. M. le Roi.

24 juillet 1809 à 11 heures du soir.

Depuis que j'ai eu l'honneur de vous écrire, il y a eu un peu de changement dans l'esprit des habitants de Madrid :

les uns étaient ce soir et plus fiers et plus gais, les autres plus abattus et plus craintifs; aussi y a-t-il eu beaucoup de mouvements de meubles, d'envoi de caisses ou de malles au Retiro ou dans les maisons sûres. Ce qui a donné lieu je pense à ce changement, c'est le mouvement qu'on a vu chez le trésorier de Votre Majesté; ensuite, les ministres se sont réunis ce matin et ont décidé de se rendre à l'armée. Ce départ a produit en ville le plus mauvais effet : en conséquence, j'ai cru devoir écrire à ces messieurs pour les en prévenir et particulièrement à M. le ministre de la police, pour lui observer que l'intérêt de Votre Majesté exigeait, que dans les circonstances actuelles, il ne s'absentât pas de Madrid.

Demain, Sire, est un jour de grande fête pour les Espagnols; ensuite c'est l'anniversaire de la proclamation de Votre Majesté; beaucoup de gens s'agitent pour remuer le peuple et la canaille; mais les précautions sont prises pour le maintien de la tranquillité et j'ose espérer qu'elle ne sera pas troublée, s'il ne se présente pas de gros partis d'insurgés.

Une grande inquiétude régnait en ville. Les sonneries de cloches suffisaient à troubler les habitants, au point qu'un moment on prit l'angélus pour le signal de l'arrivée de nos adversaires. Belliard fit faire des reconnaissances autour de la cité et arrêter des insurgés qui y avaient pénétré. Diverses personnes au courant de ce qui se passait, comptaient sur une bataille décisive, et plusieurs d'entre elles se portèrent dans la journée sur des points élevés pour voir si leurs amis n'arrivaient pas.

Le 26 juillet, le bruit se répandit en ville que le roi Joseph avait capitulé avec toute son armée et qu'il était, comme elle, prisonnier de guerre de Cuesta et des Anglais. Un ordre mal donné au palais acheva de troubler les esprits. Le commandant des hallebardiers du Roi prévenu d'avoir à se rendre, en cas d'événements, à la caserne des gardes du corps, raconta qu'on lui avait dit de placer sa compagnie dans le Palais, d'en fermer les portes et de ne les ouvrir qu'aux Anglais ou aux Espa-

gnols quand ils se présenteraient. Il devait surtout empêcher le peuple d'entrer. En moins d'une heure, ce racontar fit le tour de la ville. Une foule considérable se porta au Palais et sur les hauteurs des portes de Ségovie et de Tolède, pour assister à l'entrée des Anglais et des Espagnols victorieux.

15 à 20,000 personnes couvrirent les abords du Palais. Belliard fit dissiper ces rassemblements et apprendre la vérité à la foule. On finit par rire de ce mouvement et on se dispersa. En rendant compte au Roi de ces incidents, Belliard lui exprima son espoir dans une victoire imminente.

Le lendemain, en effet, le maréchal Jourdan lui annonça que, le 26, le Roi avait remporté un grand succès à Talavera. Cette nouvelle fut connue à Madrid en même temps que celle qui annonçait l'armistice de paix entre la France et l'Autriche. Elles arrivèrent à temps; car, depuis le matin, une agitation extraordinaire s'était manifestée; une affluence considérable de peuple s'était portée, comme la veille, aux portes de Ségovie et de Tolède, pour attendre l'entrée des Anglais. Le gouverneur dut monter à cheval avec 30 chasseurs, et faire fermer les portes. Bientôt on sut que le Roi était vainqueur; l'orage se calma; mais l'agitation persista au point que le moindre incident aurait pu allumer un incendie et causer une émeute.

A ce moment, les inquiétudes du général Belliard étaient surtout du côté d'Aranjuez, au sud de Madrid, où il n'avait que 140 dragons pour protéger la capitale. Ayant su que l'armée de Venegas avait occupé cette ville et franchi le Tage, il en prévint le Roi, le 27 au soir, en ajoutant qu'il attendait l'ennemi devant Madrid dans deux jours au plus tard; et si Sa Majesté pouvait « détacher au plus vite un corps de son armée, il la priait de le faire; autrement, disait-il, l'ennemi ravagera la capitale, ce qui causerait un mal irréparable ».

Cette lettre eut sans doute une influence sur la détermination prise par le Roi, le soir de la bataille de Talavera. Belliard écrivit le lendemain matin au maréchal Jourdan, pour lui insinuer qu'après ses succès, Sa Majesté pourrait couvrir absolument Madrid, en dirigeant une partie du 4[e] corps (Sebastiani) sur Tolède. Dans le cas où ce ne serait pas possible, il demandait au maréchal de lui envoyer de suite quelques troupes à marches forcées. « Nous nous sommes maintenus dans un heureux état depuis votre départ, disait-il; mais Monseigneur, il est un terme à tout. » En outre la campagne était à ce moment inondée de partis ennemis qui gênaient beaucoup la circulation.

Le 28, cependant, une reconnaissance envoyée dans la nuit, au pont d'Aranjuez, lui apprit que Venegas s'était arrêté et que les partis qui entouraient Madrid avaient disparu. C'était la preuve que l'échec de l'armée anglo-espagnole à Talavera était connu et que, probablement, le Roi s'avançait vers le Tage. Aussi, dans la soirée, Belliard n'hésita pas à faire partir un convoi d'une soixantaine de voitures de vivres destinés à l'armée. Désormais, il était rassuré. Néanmoins il venait de passer par des transes terribles dont on peut juger par le rapport qu'il adressa au général Clarke, comte d'Hunebourg, alors ministre de la guerre à Paris.

Au ministre de la guerre, comte d'Hunebourg.

29 juillet 1809.

J'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence, le 27 de ce mois, pour lui adresser le rapport d'un officier d'état-major arrivé dans la nuit du quartier général du Roi et annonçant les avantages remportés par Sa Majesté sur les ennemis, le 26. J'y avais joint un ordre du jour de la place de Madrid. Le double de ces deux pièces parviendra à Votre Excellence par la présente. Depuis ce moment, Sa Majesté continue sa marche victorieuse, ainsi que Votre Excellence le verra par les deux nouveaux rapports que je lui adresse ci-joints. Sa

Majesté avait pris les dispositions les plus efficaces pour couper la retraite à l'armée anglaise et portugaise. J'espère, dans le jour, recevoir les nouvelles de succès bien importants; quant à l'armée insurgée espagnole, elle paraît dans un désordre tel, qu'elle ne présente presque plus aucun obstacle.

Les opérations des armées ennemies étaient combinées avec un mouvement insurrectionnel organisé dans la capitale et dans un cercle de 4 à 5 lieues dans les environs. Ce mouvement devait être soutenu par 12 ou 15,000 habitants de la Galice qui se trouvaient dans ces contrées pour la moisson.

Le 26, vers 2 h. 30 après midi, le bruit s'est répandu généralement à Madrid, comme il l'était dans les environs, que les armées insurgées, anglaise et portugaise, entreraient dès le jour même à Madrid. On ajouta à ce bruit beaucoup d'autres nouvelles aussi absurdes. Toute la population remplit les rues dans un clin d'œil et se porta aux portes de la ville, avec tumulte, mais sans armes. J'avais prévenu le ministre de la police du Roi, de se tenir en garde contre les étrangers et surtout contre les Galiciens, dont je savais qu'une bonne partie était déjà dans la ville : il n'en crut rien.

Ajoutez à cela, monseigneur, que de fortes colonnes ennemies s'étaient portées sur Navalcarnero. L'armée de la Manche, aux ordres de Venegas, menaçait Aranjuez que nos troupes avaient évacué le 26 pour rejoindre l'armée. 140 dragons de ce côté et une centaine d'hommes vers Navalcarnero étaient les seuls moyens que j'eusse vers ces points, non pour faire une résistance sérieuse, mais pour observer les mouvements de l'ennemi dont l'intention bien manifeste était de s'avancer sur Madrid. La capitale ne pouvait donc être plus à découvert.

La garnison de Madrid se composait d'environ 2,000 hommes, dont 400 d'un régiment du Roi de nouvelle levée, sur lesquels je n'avais guère lieu de compter dans la circonstance difficile où je me trouvais.

A force de peine et de surveillance, je parvins à apaiser le mouvement populaire de Madrid sans en venir à aucune extrémité violente et par de simples patrouilles peu nombreuses. Dès la nuit, le 26, le tumulte avait cessé; mais les

habitants restaient dans leurs rues respectives, réunis aux portes de leurs maisons, donnant les signes d'une grande joie. Le souvenir des événements du 2 mai de l'année dernière ne contribuait pas à me tranquilliser. Les patrouilles continuèrent toute la nuit du 26 au 27; des officiers parcoururent tous les quartiers par mes ordres; il ne se passa rien qui dût alarmer. Le 27 au matin, des groupes d'habitants de Madrid se présentèrent aux portes comme la veille; plus de 30,000 habitants se trouvaient aux portes de Toledo et de Ségovie; je les fis dissiper par les mêmes voies de douceur, et, à 9 heures du matin de ce même jour, tout était rentré dans l'ordre le plus parfait. Dans la nuit du 26 au 27, je reçus la nouvelle des premiers succès du Roi et surtout de grandes espérances pour la suite des opérations. Dans la matinée nous apprîmes l'armistice conclu en Allemagne.

Tant d'heureux événements ont donné promptement, comme vous le pensez, monseigneur, une belle face à ma position dans cette capitale et j'espère qu'elle continuera à s'améliorer.

Les colonnes ennemies qui se portaient sur Madrid par Escalona, Mentrinda et Navalcarnero se sont mises en pleine retraite pour rejoindre leur armée dans la nuit du 27 au 28. J'espère qu'elles n'y parviendront pas sans une perte majeure, sinon une destruction complète, de sorte que je n'ai plus aucune inquiétude sur ce point.

Le pont d'Aranjuez avait été coupé pour arrêter les opérations du corps de Venegas; des avant-postes de ce corps se présentèrent et furent éloignés par quelques hommes à pied du 21e régiment de dragons. Le 27, l'ennemi se présenta de nouveau en force et obligea le détachement de dragons à quitter sa position et à venir s'établir sur les hauteurs près du pont de Jaroma. L'ennemi eut l'air de faire ses dispositions pour rétablir le pont et passer le Tage. Dans la nuit, j'ordonnai à une assez forte reconnaissance de se poster près du pont; elle mit l'alarme dans le corps ennemi et s'assura qu'il avait fait fort peu de travaux pour le rétablissement du pont; aucun poste ennemi ne fut trouvé sur la rive droite du Tage.

Hier, une reconnaissance sur le pont de Reguessa rencontra sur la rive droite du Tage un escadron ennemi; il a été observé toute la journée; hier soir il a repassé le Tage;

l'ennemi n'avait fait aucun mouvement. Je n'ai point encore de rapport de ce qui se sera passé ce matin.

Il ne me reste donc plus aucune crainte que relativement à cette armée de la Manche aux ordres de Venegas; j'espère qu'elle ne fera aucun mouvement en avant; j'ai eu soin de lui faire connaître les succès de nos armées et les événements majeurs de l'Allemagne.

... Je pense qu'au moins une division du 4ᵉ corps sera à Aranjuez ce soir, ou au plus tard demain dans la journée, que le mouvement de l'ennemi sera arrêté et la capitale à l'abri de toute insulte.

Le général Belliard donna également au Roi d'amples détails sur ce qui s'était passé à Madrid.

Maintenant la situation allait s'améliorer promptement. On apprit, le 29 juillet, la marche du Roi sur Tolède et la retraite de Venegas. Ce mouvement devait tout calmer. Le matin, Belliard craignant l'apparition de partis ennemis, avait mis la ville en état de siège et en avait fait fermer les portes. Puis, dans l'après-midi, la confiance reprit; les promenades et les lieux publics furent aussi animés qu'à l'ordinaire.

Le lendemain, 31 juillet, le gouverneur rendit la liberté à tous les personnages retenus au Retiro et Madrid reprit sa vie habituelle.

Si le calme était rétabli dans la capitale il n'en était pas de même aux environs. Les armées de Cuesta et de Venegas avaient été remplacées par des groupes de brigands et de contrebandiers qui parcouraient la Nouvelle-Castille, rançonnant leurs compatriotes et massacrant les étrangers! Belliard n'avait pas toujours assez de monde pour organiser des colonnes mobiles et occuper les postes que le Roi, en s'en allant, avait dégarnis. Il réussit néanmoins à assurer tant bien que mal le service.

Dans le courant d'août, le Roi n'ayant plus rien à faire à la tête des armées rentra dans sa capitale. Il pouvait

y prendre des airs de vainqueur, car en réalité la retraite des Anglais vers Badajoz et des Espagnols de Cuesta au delà du Tage, prouvait qu'il avait eu tous les avantages.

Son retour fut un soulagement. Il mettait fin aux anxiétés qui avaient assailli Belliard pendant l'absence du Roi et lui permit de prendre un peu de repos. En outre, sa conduite fut hautement approuvée par tous les généraux et par le Roi lui-même. L'un de ses subordonnés, le général Hugo, alors colonel du Royal étranger, écrivit plus tard, qu'après Talavera de la Reyna, « le général Belliard avait maintenu notre autorité dans Madrid, pour ainsi dire par sa seule présence, quoique le parti de Ferdinand VII y attendît l'armée anglo-portugaise ».

Les semaines suivantes ne furent marquées que par des incidents de service intérieur.

Mais à la fin d'août, il y eut une certaine agitation créée par la junte insurrectionnelle de Siguenza et par des rassemblements formés au sud du Tage. Une colonne mobile qu'il organisa de suite suffit à rétablir le calme dans cette région.

Il se préoccupait alors des travaux de défense du Retiro qui n'étaient pas encore terminés, faute d'argent; il en demandait au prince de Neuchâtel en ajoutant que le Roi « n'avait pas le sol », au point qu'il devait trois mois de solde à sa garde royale et que, faute d'argent, les hommes désertaient pour passer aux insurgés. Mais ni le prince de Neuchâtel, ni l'Empereur n'accueillaient ces demandes.

Rien de nouveau n'agita Madrid jusqu'au mois d'octobre, époque à laquelle le maréchal Jourdan partit pour la France. Depuis longtemps, il ne recevait de Paris que des reproches. L'Empereur désapprouvait ses actes et voulant le faire passer au service de l'Espagne, il avait fait supprimer son nom sur la liste des maréchaux de France inscrits dans l'almanach impérial. Ces faits

avaient décidé le maréchal, après les opérations du mois de juillet, à demander sa rentrée en France. Elle ne lui fut accordée qu'au mois d'octobre. L'Empereur le remplaça alors par le maréchal Soult.

Ce changement n'atteignit en rien la position du général Belliard. La confiance du Roi n'en devint peut-être que plus grande, car, pendant son séjour à Madrid, il l'invitait à dîner tous les jours, vers 4 heures de l'après-midi, à la Casa del Campo. Belliard y trouvait ordinairement pour convives Miot, comte de Melito, des dames de la cour et des officiers de la maison royale. Il y était traité comme un ami des plus sûrs.

A la fin d'octobre, sa vigilance fut éveillée par l'excitation qu'avait produite en ville la nouvelle de l'échec éprouvé par le général Marchand, commandant en chef du 6e corps, en l'absence de Ney. Il avait attaqué l'armée espagnole de gauche à Tamamès dans une forte position qu'il n'avait pu enlever. Il n'en fallut pas davantage pour surexciter les Espagnols.

La junte centrale de Séville en avait conclu que le moment était venu de reprendre l'offensive, et avait dirigé sur Madrid son armée du centre commandée par le général Areizaga. Soult, dont les troupes étaient déjà en grande partie au sud de Madrid, concentra ses corps entre Aranjuez et Ocaña et quitta Madrid avec le Roi, vers le 16 novembre. Une première rencontre lui procura le 18, à Ocaña, un succès éclatant qui fut suivi le lendemain d'une bataille meurtrière dans laquelle l'armée espagnole fut presque complètement détruite.

Cette victoire obtenue si rapidement, ne laissa pas aux agitateurs le temps de troubler la capitale. D'autres nouvelles heureuses survenues au même moment contribuèrent aussi à ce résultat : d'abord la prise de Girone survenue le 11 décembre, puis la signature de la paix avec l'Autriche, enfin la rentrée à Paris de l'Empereur victorieux. Ce fut pour Madrid un moment

de tranquillité et Belliard rêva de nouveau une paix générale. Les difficultés cependant étaient loin d'être aplanies. A la Cour, en particulier, les embarras d'argent augmentaient sans cesse. La maison du Roi, sa garde, ses principaux fonctionnaires étaient mal payés, et les ressources s'épuisaient. En outre, les tiraillements ne cessaient pas entre Joseph et Napoléon. Toutefois, à la fin de 1809, les agents envoyés en Andalousie adressaient à Madrid des rapports si favorables que le roi Joseph pouvait se croire au terme de ses peines. Le midi de l'Espagne, fatigué de l'agitation des partis, était disposé à se soumettre. Ces nouvelles le décidèrent à tenter une expédition en Andalousie.

L'Empereur résista quelque temps aux nouveaux projets de son frère. Puis, ayant décidé l'envoi en Espagne de puissants renforts, il songea à combiner la conquête de l'Andalousie avec une campagne de Masséna en Portugal et donna son approbation à l'idée de Joseph. Il lui envoya ses instructions et lui prescrivit de marcher avec trois corps d'armée sur Séville et Cadix.

Heureux de cette autorisation, le Roi fit des apprêts somptueux et, persuadé qu'il allait assurer la pacification de cette partie de l'Espagne, se mit en route le 8 janvier 1810, avec quatre ministres, douze conseillers d'État, ses courtisans habituels et un nombre infini de serviteurs. Il enleva à la garnison de Madrid, sa garde et la division Dessoles, laissant au gouverneur, pour assurer le bon ordre, garder le Retiro et maintenir la sécurité dans la Nouvelle-Castille, six petits bataillons et deux régiments de cavalerie aux effectifs réduits. Belliard en rendit compte le même jour au prince de Neuchâtel.

Les insurgés, très au courant de ces détails, inondèrent de nouveau les environs; de petites bandes de guérillas à l'effectif de 4 à 6 hommes pillaient les villages et rançonnaient les habitants. Ils se dispersaient à notre approche et nous échappaient souvent avec l'aide de leurs victimes.

Pendant ce temps, le Roi s'avançait vers les défilés de la Sierra Morena, qu'il traversa sans encombre, et se porta ensuite sur Séville, tandis que les autorités insurrectionnelles se réfugiaient à Cadix qu'on aurait dû menacer tout d'abord et surprendre au moment opportun. Le 1er février, Séville ouvrit ses portes sans résistance lorsque les juntes en furent parties. Elle était presque déserte. Sur les derrières du Roi, Belliard se soutenait à peu près, avec des colonnes mobiles toujours en mouvement; et, vers la fin de janvier, il lui écrivit : « Je suis assez content de la province; l'esprit public s'améliore. » C'était le moment où Joseph était enchanté des soumissions qu'il recevait et de la remise qui lui fut faite des aigles et des drapeaux pris à Baylen.

Après avoir occupé Séville, il se montra dans les principales villes d'Andalousie, tandis que le maréchal Victor arrivait sous les murs de Cadix et y trouvait une résistance énergique. Partout où il se montra, le Roi reçut des ovations qui lui firent croire à sa popularité et le rendirent heureux. Il songea à ce moment à organiser à Madrid une garde civique et en chargea Belliard qui reprit un ancien projet abandonné après Talavera de la Reyna.

Il dirigeait alors une expédition sur Siguenza où s'était produit un fort mouvement insurrectionnel. La junte fut chassée de la ville; les rassemblements de paysans et les guérillas furent dispersés et tous leurs magasins enlevés.

Ces petits succès se renouvelaient souvent; mais en même temps ils épuisaient nos troupes. C'était une guerre incessante et sans issue. Cependant la garde civique se formait et, à la fin de février, Belliard comptait sur deux bataillons de 4 à 500 hommes chacun. Il eut aussi la satisfaction de recevoir comme renfort, un régiment hollandais au faible effectif de 642 hommes dont 100 avaient été déjà détachés à la garde des com-

munications. Mais il avait l'espoir de voir arriver bientôt un régiment d'infanterie de Nassau ou de Bade.

Il en avait un pressant besoin; la province voisine de Cuenca venait d'être troublée par des bandes d'insurgés contre lesquels il aurait fallu une colonne de 1,200 hommes avec 300 chevaux et du canon; ces moyens manquaient et les guérillas en profitaient pour couper les routes entre le quartier général et la capitale.

A cette époque, Napoléon, toujours mécontent des autres en Espagne, peut-être parce qu'il l'était de lui-même, ayant d'ailleurs une arrière-pensée d'annexion de la rive gauche de l'Èbre, avait converti la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye en gouvernements militaires dans lesquels les généraux commandants exerçaient l'autorité civile et militaire, percevaient les impôts pour la caisse de l'armée, n'avaient plus avec le pouvoir central de Madrid que des relations de déférence et restaient vis-à-vis de lui déliés de tout devoir d'obéissance.

Ce fut un sujet d'amère tristesse pour le roi Joseph dont l'autorité était ainsi méconnue sur une étendue de pays considérable. Cette mesure fit un mauvais effet.

Napoléon répartit en outre ses armées d'Espagne en trois; une du midi commandée par Soult, une du Portugal qu'il confia à Masséna et une du centre qui seule recevrait les ordres du Roi; elle ne comprenait que la division Dessoles et des dépôts, environ 22,000 hommes dont 12,000 à peine en état de tenir la campagne. Les prescriptions sur les finances qui complétaient le Décret impérial ne laissaient, au roi d'Espagne, d'autre revenu que l'octroi de Madrid.

C'était un grave événement. « Le décret de l'Empereur, écrivit Belliard à Berthier, occupe tous les esprits et fait le sujet de la conversation de toutes les sociétés depuis qu'on en a connaissance. »

Tandis qu'il se débattait ainsi au milieu des difficultés

d'une position ingrate, l'Empereur songeait à le récompenser de ses services. Il le nomma comte de l'Empire, par lettres patentes du 9 mars, avec le titre de comte de Plock et attacha à ce titre la dotation dont il jouissait déjà. Son blason portait écartelé : « au 1er des comtes militaires; au 2e, de gueules aux ruines d'argent; au 3e, de gueules, à un palmier terrassé d'argent, adextré d'une pyramide et senestré de deux autres d'argent; au 4e, d'or à un cheval cabré en bande et soutenu de sable ».

Le roi Joseph avait songé à abdiquer; mais il acheva d'abord sa tournée en Andalousie; et les sympathies qu'il rencontra partout, dissipèrent bientôt cette idée.

Les démonstrations d'allégresse qui eurent lieu au même moment à Madrid à l'occasion de sa fête, achevèrent de dissiper ses ennuis. La joie y fut générale, et Belliard lui apprit que la garde civique avait assisté à la parade et au *Te Deum*. La municipalité donna une grande fête qui fut très brillante. Tout cela était d'un bon signe, et Joseph en fut enchanté. Maintenant il était pressé de rentrer; il rapprocha de Madrid le peu de forces dont il disposait et s'apprêta à regagner sa capitale. Ses environs étaient depuis peu presque débarrassés des guérillas. Mais il n'en était pas de même dans la Manche, ni dans le reste de l'Espagne où l'on constatait de grands efforts pour recruter des soldats, réunir des armes, des chevaux et grossir les armées insurrectionnelles.

Même dans la Nouvelle-Castille, il y avait un point sur lequel le gouverneur était forcé de veiller sans cesse. C'était Siguenza. A la fin d'avril, un chef de bande fameux, l'Empecinado, s'était porté de ce côté pour y recruter des hommes et des chevaux. Belliard, n'ayant plus assez de troupes, en demanda au maréchal Soult. Mais loin de lui en envoyer, ce dernier, agissant maintenant comme s'il était indépendant, réclama tout ce qui se trouvait au sud de Madrid, entre autres la brigade Lahoussaye qui relevait directement de l'armée du centre.

Joseph résista à ces prétentions, et décida d'envoyer deux de ses ministres plaider sa cause à Paris.

Sur ces entrefaites, heureusement, Belliard lui annonça que l'Empereur, mieux éclairé sur sa situation, et cédant à ses instances réitérées, lui envoyait quatre régiments provisoires de cavalerie, dont l'arrivée à Madrid était très prochaine. D'autre part, ayant pu former deux colonnes assez fortes, il les dirigea, le 6 mai, sur Cogalludo et Siguenza pour surprendre l'Empecinado, enlever ses magasins et disperser ses bandes.

Deux jours après, il communiqua au Roi la lettre du prince de Wagram qui lui faisait connaître la réorganisation de l'armée de Portugal sous les ordres de Masséna. Le Roi était alors sur le point de regagner Madrid. Il y rentra incognito le 13 mai, deux jours plus tôt qu'il l'avait annoncé, rendant inutiles les beaux préparatifs que le gouverneur avait faits pour le recevoir. Soult était resté à Séville avec le quartier général de l'ancienne armée d'Andalousie devenue la sienne.

La situation de Belliard se trouvait désormais modifiée par le départ du maréchal Jourdan et l'éloignement du maréchal Soult. Il était devenu momentanément le conseiller militaire du Roi, qui avait nommé chef d'état-major de l'armée du centre le général Daultanne, un de ses anciens compagnons d'armes.

Le 21 mai, on devait célébrer la fête de la reine d'Espagne, alors encore inconnue de ses sujets. Le Roi, qui ne s'était pas montré depuis son retour, passa une grande revue, à laquelle Belliard assista. Il y eut un monde considérable; et quand le frère de l'Empereur rentra au palais, il fut heureux de voir toutes les rues tendues de tapisseries, et une foule immense qui courait au-devant de lui. Les fenêtres étaient garnies des personnes de la meilleure société et tout le monde semblait témoigner au souverain la joie de le revoir. Le soir, il y eut à la cour un cercle brillant et, le lendemain, la ville donna un

très beau bal, où, dit Belliard, « il vint plus de trois cents femmes. Le Roi y parut; la fête eut un grand éclat et l'allégresse était peinte sur tous les visages ».

Le gouverneur fit connaître ces faits à Paris, où l'on s'en félicita. A la fin de mai, il reçut de France un régiment de marche de dragons, qu'il inspecta à son arrivée. Il ne dissimula pas au prince de Wagram, le piteux état dans lequel il le trouva. « Les hommes, lui écrivait-il, sont tout nus, sans casques, sans chapeaux, sans habits, sans chemises, sans culottes, sans bottes, sans éperons, sans sacs, enfin manquant absolument de tout. » L'état délabré des troupes du Roi était souvent ainsi et le gouverneur avait bien de la peine à améliorer cet état de choses.

A cette époque, sur les ordres du Roi, il prévint le général Dessoles qu'il allait être envoyé en France, pour présenter à l'Empereur les aigles de Baylen, retrouvées en Andalousie. Ce voyage allait s'exécuter, quand l'ordre arriva de Paris de le contremander. L'Empereur ne voulait pas les voir; c'eût été raviver son indignation et sa douleur.

Vers le 15 juin, Belliard annonça au Roi que la garde civique était désormais constituée et qu'il allait en réunir les dix bataillons, chacun dans son quartier, pour faire reconnaître les derniers officiers nommés. Cependant il lui signala la mauvaise volonté de plusieurs d'entre eux. Il fallut préparer un code de punitions spéciales pour tous les gradés, comme pour les simples gardes. En somme, la garde civique existait; mais elle ne pouvait servir à rien.

Pendant ce temps, les guérillas, qui n'avaient pas fait parler d'elles depuis quelques semaines, reparurent plus nombreuses que jamais. Au mois de juillet, Belliard sentant combien sa responsabilité était engagée par la faiblesse de l'armée du centre, exposa de nouveau au maréchal Berthier, toutes les difficultés de son service en lui demandant instamment, de la part du Roi, des corps

permanents pour garder la capitale. Sa lettre laissait percer le dégoût qui le gagnait pour des fonctions dans lesquelles il s'épuisait en vains efforts pour faire un bien auquel l'Empereur restait insensible. Le Roi lui-même était dans ces idées et le disait à son entourage. Il approuva la lettre de Belliard, qui n'était qu'une plainte d'un bout l'autre.

Au vice-connétable.

26 juillet.

... Je sais, prince, et je sens mieux que personne combien il est nuisible, et au bien du service, et à la comptabilité et à l'intérêt des corps, d'avoir des détachements isolés, et je désirerais pouvoir faire partir de suite tout ce que j'ai sous mon commandement, et vous savez, prince, que j'en ai fait souvent l'observation en demandant des corps fixes attachés à Madrid; ce serait avantageux pour tout le monde et il vaudrait beaucoup mieux un corps de 1,000 hommes que 1,500 sans organisation, sans administration, sans officiers et souvent sans sous-officiers; mais Votre Altesse sait que je suis à Madrid éloigné de tous les corps d'armée et abandonné à mes propres moyens et sans espoir de secours, que j'ai à garder et à défendre contre les très nombreuses et fortes bandes de guérillas, non seulement la province de Madrid, mais celle de Guadalaxara, une partie de celles de Ségovie, d'Avila et de Tolède; je dois de même couvrir une partie de celle de Cuenca et faire observer par une colonne sur la rive gauche du Tage les corps de Cuenca, les guérillas de la Manche et même les troupes qui peuvent venir du côté de Valence ou de Murcie. Pour cela, prince, il faut créer un simulacre de force; il faut vivre de pillages et de rapines et c'est ce que je fais en puisant dans les dépôts et en réunissant les petits détachements qui peuvent m'arriver. Autrement, je ne résisterais pas, et le Roi serait exposé à être insulté jusqu'aux portes de son palais. En outre de ce service, il faut toujours compter au moins tous les jours 2 à 300 hommes dehors pour escortes de courriers et de convois. J'ai ensuite beaucoup d'objets à envoyer aux différents corps d'armée; je dois, pour les escorter, réunir les hommes en détachements, en former des compagnies ou bataillons de marche; quand tout est prêt,

> je les mets en route; mais en attendant je m'en sers. Dimanche, un convoi part pour l'Andalousie. Nous sommes inondés de guérillas, prince, et il est maintenant des bandes assez fortes pour qu'il faille marcher contre elles avec des bataillons entiers. Votre Altesse a dû voir par les rapports que 1,400 hommes ont attaqué, il y a cinq jours, la colonne mobile de Torrelajuna forte de 160 hommes : elle s'est bien défendue dans la maison qui formait son réduit. Des corps de troupes de ligne ont paru dans la province de Cuenca et ont fait reconnaître le Tage qui maintenant est guéable partout.
>
> ... J'ai l'honneur, prince, de renouveler mes instances à Votre Altesse pour obtenir l'organisation d'un corps à Madrid qui soit à poste fixe, qui nous mette à même d'agir promptement et avec succès pour balayer tout le pays et le purger des bandes qui chagrinent, désolent et ruinent les habitants, et qui, malgré toutes les pertes qu'ils éprouvent, restent fidèles au Roi. Alors, prince, on pourra renvoyer tous les hommes isolés, alors on rendra tranquille un beau et riche pays qui donnera beaucoup de ressources, qui versera des fonds à la caisse, et qui ne soupire qu'après le moment de la paix et de la tranquillité. Le Roi dans sa capitale ne doit-il pas avoir un corps nombreux à sa disposition ?

Il fallait ajouter à ces plaintes l'exposé de la misère des officiers. Leur existence était presque aussi chère qu'à Paris, et Belliard demanda pour eux, sans espoir de réussir, les mêmes indemnités qu'à Paris.

En octobre, un nouveau fléau s'abattit sur la Péninsule. La fièvre jaune éclata à Carthagène. Belliard voulut établir un cordon sanitaire pour en préserver son arrondissement, ou tout au moins en former un sur le Tage, au sud de Madrid. Mais ses effectifs étaient insuffisants et il dut se résigner à voir les deux rives du Tage infestées de bandes de partisans, qui tôt ou tard importeraient le fléau.

Cependant, à la fin du même mois, un succès remporté près de Madrid vint le dédommager de ses soucis. Deux chefs de bandes, l'Impecinado et le Manco qui s'étaient

approchés de la capitale, furent atteints par le général Hugo et rejetés vers le sud.

Le 2 novembre, le général Belliard reçut le décret impérial qui le nommait chef d'état-major de l'armée du centre, à la place de Daultanne malade, en lui conservant ses fonctions de gouverneur de Madrid. Ses pouvoirs en étaient augmentés, ce qui était un nouveau témoignage de la confiance de l'Empereur. Aussi n'hésita-t-il pas à demander 6,000 hommes de supplément pour cette même armée dont on venait d'étendre le rayon d'action, sur les provinces de Ségovie, d'Avila et de Cuenca. Il insista en outre pour que les chefs d'armées en Espagne fussent astreints à faire des rapports au Roi sur les événements survenus dans leurs commandements. Enfin, il entama, avec le maréchal Soult, une affaire qui, sans importance au début, finit par avoir pour lui les conséquences les plus graves. Un échange de troupes, entre les armées du centre et du midi, avait été ordonné par l'Empereur. Soult avait été déjà vertement blâmé par ce dernier pour des prétentions que Napoléon regardait comme un manque d'égards vis-à-vis de son frère. Belliard lui fit connaître que d'après les ordres du Roi, les troupes qui lui étaient destinées « n'entreraient en Andalousie qu'après avoir été échangées contre celles qui devaient les remplacer »; et que ces mouvements se feraient successivement, en raison de l'étendue des territoires à garder par l'armée du centre. Le maréchal, qui se regardait alors comme roi de l'Andalousie, en fut très vexé.

D'autre part, estimant que les souffrances de l'armée du centre étaient intolérables, et poussé par le Roi, Belliard les exposa encore une fois en détail, au major général Berthier.

Au vice-connétable.

12 novembre 1810.

Prince, j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Altesse l'état de l'armée et ses grands besoins. La solde est en

arrière; les administrations ne sont pas payées; il n'y a point d'argent en caisse. Le Trésor espagnol reçoit à peine de quoi fournir aux dépenses de la Maison du Roi restreinte plus qu'au strict nécessaire, à celles des hôpitaux, et pour les subsistances des troupes et d'administration, soit de l'armée française, soit de l'armée espagnole qui se trouvent à Madrid. Les dépenses sont énormes et on n'a pas le sol. C'est vraiment un état de choses qui ne peut pas durer longtemps. Tous les employés espagnols sont dans la misère, ils réclament leur traitement qu'on ne peut pas leur donner faute de moyens, le peu qu'on touche étant absorbé par les dépenses de l'armée.

J'ai l'honneur de prier Votre Altesse de prendre en considération la position de l'armée du centre et de supplier Sa Majesté l'Empereur de donner des ordres pour qu'il soit envoyé des fonds.

Ces besoins de troupes et d'argent furent exposés de nouveau par lui à la fin de l'année et suivis de propositions pour y porter remède. Il demanda que chacune des provinces composant l'arrondissement de l'armée du centre participât aux dépenses du gouvernement, ce qui n'était que la simple justice; en outre, les divers commandements situés en Espagne pouvaient payer chacun une somme de 5 à 600,000 francs. Si cette mesure était adoptée et si l'Empereur envoyait les troupes qui lui étaient demandées, on verrait cesser l'état de dénuement et de misère de l'armée. Enfin, on avait déposé à Valladolid, des sommes considérables pour l'entretien de l'armée de Portugal et comme on ne pourrait pas de longtemps les lui faire parvenir, Belliard demandait, au nom du Roi, qu'on prélevât sur ces fonds deux ou trois millions pour l'armée du centre.

Ces propositions ne furent pas plus écoutées que les autres. Et ce fut le Roi au contraire qui reçut l'ordre de fournir des grains et des bestiaux à l'armée du Portugal.

L'année 1810 se termina ainsi, pour l'armée du centre.

comme pour les autres, dans un état de découragement et de misère. En Portugal, Masséna avait dû battre en retraite avec des troupes affaiblies, épuisées et irritées. Au midi, Soult, après avoir occupé l'Andalousie, restait impuissant devant les murs de Cadix. Dans le nord, l'armée usait ses forces et son temps à combattre. Une seule province, l'Aragon, commandée par Suchet, offrait des apparences de soumission. Tel était le spectacle attristant que Belliard avait sous les yeux.

Il y avait maintenant deux ans qu'il était en Espagne et les espérances qu'il avait conçues au début s'étaient évanouies. Ce pays restait indompté et le génie de Napoléon, obscurci par l'orgueil ou par ses erreurs, n'y trouvait plus que des fautes à commettre. Sans moyens de lutter contre des ennemis insaisissables, le gouverneur de Madrid se consumait en plaintes inutiles et en efforts malheureux. Le roi Joseph ne cachait ni ses ennuis, ni ses pensées d'abdication. Hors d'état de réaliser le bien qu'il rêvait, sentant même s'affaiblir sa foi dans l'Empereur, Belliard n'avait pas le désir de continuer à servir dans ce pays.

De son côté, le Roi ne tenait à conserver que des hommes décidés à suivre sa fortune. Belliard, resté pour tout le monde le 1[er] aide-major général du prince Berthier, en correspondance officielle et suivie avec lui, ne pouvait lui convenir indéfiniment; et la fausseté de cette situation devait amener tôt ou tard des difficultés nouvelles ou un changement.

La première démarche du Roi, au début de 1811, en fut la preuve évidente.

Au mois de janvier, quoiqu'il n'eût rien à reprocher à son chef d'état-major, voulant dans ces hautes fonctions, un homme à lui, le Roi s'adressa à son auguste frère pour réaliser ce désir, et lui fit des propositions pour le gouvernement de Madrid. Napoléon ne prit même pas la peine de lui répondre. Il en chargea le

major général Berthier, auquel il adressa la lettre suivante, dont le contenu très élogieux pour Belliard, ne tarda pas à lui être connu.

L'empereur au prince de Neuchâtel et de Wagram.

Paris, 17 janvier 1811.

Mon cousin, faites connaître au roi d'Espagne, qu'ayant donné le gouvernement de Madrid au général Belliard, et ce général n'ayant pas cessé de me rendre de bons services, je n'entends pas que ce gouvernement lui soit ôté, et surtout qu'il soit donné à des officiers qui ne seraient pas au service de la France. Que si donc cela était vrai et que le Roi eût retiré le gouvernement de Madrid au général Belliard, il eût à le lui rendre sans délai; que c'est mon ordre formel; qu'en général, j'entends qu'aucune troupe française ne soit sous les ordres d'officiers au service d'Espagne.

NAPOLÉON.

Cette lettre si flatteuse pour Belliard ne dut pas cependant le ravir d'aise; car si jusqu'à ce jour, sa position avait été difficile, elle risquait désormais de devenir impossible. Toutefois, se sentant soutenu par la volonté de l'Empereur, il continua à montrer le même zèle; et rien, dans sa correspondance, ne laissa soupçonner chez lui l'ombre d'un mécontentement.

Avant d'avoir connu cet incident, son attention avait été éveillée sur le danger qu'il y avait pour Madrid, pour les ressources de l'armée réunies au Retiro et pour les richesses qui s'y trouvaient, à garder ses poudres et ses munitions dans des magasins situés au milieu des autres. Il demanda à Paris les fonds nécessaires pour construire une poudrière isolée. Peu de jours après, le maréchal Berthier lui annonça un prochain envoi de deux millions, dont la moitié était destinée à l'armée du centre. Malheureusement c'était une faible ressource et, en remerciant le prince, Belliard lui avoua qu'elle suffirait à peine à payer la moitié de ce qui était dû aux troupes. Pour la solde, les traitements

et les appointements des officiers et des fonctionnaires, il fallait trois ou quatre millions.

L'ennui qu'il en éprouva vint s'ajouter au chagrin causé par un événement, malheureusement trop fréquent dans la guerre d'Espagne.

Un de ses amis, le général Marisy, était parti pour la France, avec son aide de camp préféré, le commandant Galbaud, qui était près de lui depuis son grade de sous-lieutenant. Ils avaient pour escorte quelques hommes du 26e chasseurs à cheval et étaient suivis de près par le 22e régiment de dragons. Arrivés aux environs de Talavera de la Viega, ils marchaient un peu en avant de leurs hommes, sans avoir fait surveiller les abords de la route, quand une décharge d'armes à feu tua le commandant et blessa grièvement le général à la cuisse. L'escorte, se croyant attaquée par une des bandes qui parcouraient la province, prit la fuite et rejoignit l'avant-garde du régiment de dragons qui s'arrêta et attendit le reste du corps. On se concertait en vue d'une prochaine attaque; mais voyant qu'elle ne se produisait pas, des dragons s'aventurèrent jusqu'à l'endroit où étaient tombés le général et le commandant. Là, ne voyant plus d'ennemis, ils regardèrent les bagages et l'un d'eux ayant commencé à s'approprier quelques objets, les autres firent de même. Les effets des deux malheureux officiers furent pillés; les hommes se les distribuèrent et volèrent l'argent. On songea alors à emporter le corps du commandant et, en relevant le général, on s'aperçut qu'il n'était que gravement blessé; on le porta dans la ville voisine, et on décida de l'amputer. Il ne voulut pas se laisser opérer; la gangrène se mit dans sa plaie et il mourut deux jours après.

Ce malheur eut un grand retentissement et on ne tarda pas à connaître la vérité. Le Roi en fut très affecté et prescrivit des mesures sévères pour punir les coupables. On sut alors qu'il n'y avait pas eu de guérillas,

mais simplement des paysans isolés qui une fois l'attentat commis, voyant fuir l'escorte, avaient dévalisé les deux victimes et s'étaient enfuis. Belliard outré de ces faits et profondément affligé de la mort de Galbaud, qu'il aimait comme un fils, ordonna au général Lahoussaye, commandant du territoire, de faire arrêter et conduire à Madrid : 1° l'officier qui commandait l'avant-garde et « qui s'était permis des réflexions indécentes au lieu de marcher au secours du général Marisy » ; 2° les capitaines des compagnies dont les soldats avaient volé des effets qu'ils s'étaient distribués ; 3° deux sous-officiers par compagnie ; 4° enfin douze des dragons les plus coupables, et des soldats de l'escorte du commandant s'il était vrai qu'ils avaient pris part au vol.

Malheureusement il fut difficile de savoir la vérité, et les soldats ou officiers compromis mirent les vols d'effets et d'argent sur le compte des auteurs de l'attentat qui restèrent inconnus.

On fut bientôt distrait de ce malheur par un succès militaire qui produisit un grand effet : la prise de Badajoz par le maréchal Soult, le 10 février. Une lettre du général Lahoussaye l'annonça au gouverneur de Madrid qui s'empressa de transmettre la nouvelle au prince de Wagram, en lui annonçant le prochain envoi en France des 8 à 9,000 prisonniers de guerre qui formaient la garnison de cette place. Cet événement se liait aux opérations de Masséna en Portugal, opérations que nos armées suivaient avec intérêt, car leurs résultats devaient avoir pour la Péninsule les conséquences les plus sérieuses. Leur succès devait priver les Espagnols de l'aide des Anglais ; tandis que leur échec serait le signal de la réapparition en Espagne de l'armée de Wellington, renforcée des contingents portugais et espagnols. Malheureusement ce fut un insuccès qui les termina, bientôt suivi du mouvement rétrograde que Masséna fit sur Pombal, faute de vivres. Belliard s'empressa d'envoyer

un officier d'état-major au maréchal Mortier qui était en marche sur Abrantés et qui aurait pu être compromis s'il avait continué. Il dut s'arrêter, ne pouvant plus être utile au prince d'Essling. Un des généraux de l'armée du centre, Lamartinière, fut également invité à suspendre sa marche sur Alcantara.

Tandis qu'on méditait encore sur les conséquences de cette retraite, l'annonce de la naissance du roi de Rome, attendue depuis quelque temps, se répandit dans Madrid. Belliard exprima au prince vice-connétable l'impression qu'elle avait produite : « Nous avons reçu hier soir la bien heureuse nouvelle de la naissance du roi de Rome; elle a été de suite annoncée par des salves d'artillerie et elle a répandu la joie dans les cœurs. » Cette joie était sincère et tous les amis de l'Empereur éprouvèrent alors un moment de réel bonheur.

Cependant les difficultés militaires restaient toujours les mêmes et, malgré ses propositions, Belliard n'avait pas obtenu que le maréchal Soult rendît à l'armée du centre les troupes qui en faisait partie. Naturellement aussi, il avait gardé les régiments qui appartenaient à l'armée d'Andalousie. Mais en apprenant l'inaction à laquelle étaient momentanément condamnées les armées de Portugal et du centre, il crut pouvoir proposer au prince de Wagram, de prélever sur ces armées de Portugal et du nord, trois régiments d'infanterie et un de cavalerie, qui seraient adjoints à l'armée du centre et serviraient à renvoyer à celle du midi, tous les bataillons, détachements ou hommes isolés qui lui appartenaient. Le maréchal Soult de son côté aurait été invité à renvoyer à l'armée du centre, le régiment d'infanterie et divers détachements qu'il avait retenus. On remettrait ainsi les choses en bon état.

Pendant les semaines qui suivirent, sous l'inspiration de son chef d'état-major et avec l'appui du Roi qui tenait à montrer à l'Empereur sa bonne volonté, l'armée

du centre, malgré son faible effectif, ne cessa de venir en aide à ses voisines. Après avoir mis en route pour Bayonne et escorté les prisonniers de Badajoz, elle rapporta de Valladolid les 1,500,000 francs mis à la disposition du Roi par son frère, au lieu du million d'abord alloué, ce qui lui fut d'un grand secours, malgré son insuffisance. Au même moment, sur la nouvelle d'un mouvement des Anglais contre Badajoz, Belliard remit le général Lamartinière à la disposition du maréchal Mortier et, sur l'ordre du Roi, forma à Almaraz, avec les garnisons de différents postes, un corps de 1,200 hommes destiné à venir encore en aide au maréchal. A la même époque, un aide de camp du prince de Wagram, le colonel du génie Lejeune, fut pris par des guérillas qui, heureusement, lui laissèrent la vie. Belliard fit l'impossible pour le délivrer; mais il ne put y réussir, et le malheureux colonel, après de dures péripéties, fut livré aux Anglais qui l'envoyèrent sur leurs pontons.

Peu de temps après, on fut surpris à Madrid par une demande de secours que le maréchal Soult adressait au roi Joseph. Depuis son retour de Badajoz, trouvant ses effectifs très réduits, et les Anglais réunis aux Espagnols à Cadix, plus menaçants que jamais, il demanda des renforts de tous côtés, même à Paris.

L'Empereur, tenu au courant de l'état de ses armées, jugea la demande opportune, lui fit restituer de suite tous les détachements qui lui appartenaient et envoya à Belliard un ordre impératif auquel le Roi dut se soumettre, mais en demandant une exception pour le bataillon de Ségovie. Belliard fut chargé d'expliquer au prince Berthier que le départ de cette troupe équivalait à l'abandon de cette ville et des établissements importants qu'elle possédait, puis à la perte de la province entière, de ses ressources et à l'interruption des communications entre Valladolid et Madrid. « Je pense,

prince, ajouta-t-il, que ce serait mal servir l'Empereur que d'en agir ainsi. » Cette observation, dictée par l'intérêt même de l'Empereur fut mal reçue et souleva un orage.

Depuis le fameux décret sur les commandements militaires, le roi Joseph songeait à se rendre en France et à exposer lui-même à son frère les raisons qui devaient l'amener à changer ses dispositions. L'annonce de la naissance du roi de Rome et de son prochain baptême lui parut une occasion toute trouvée. Le 9 avril, en effet, le général Defrance arriva porteur d'une lettre de l'Empereur qui invitait le roi à être un des parrains de son fils. Son voyage fut aussitôt décidé. De grandes réjouissances furent ordonnées et le 23 du même mois, après avoir remis le commandement de l'armée du centre au général Belliard, il partit, escorté par sa garde royale, avec un train de maison imposant. Entre Bayonne et Dax, il reçut une lettre qui lui recommandait de ne pas quitter l'Espagne. Mais il était trop tard; il continua sa route et arriva aux Tuileries le 15 mai.

Pendant son absence, Belliard resta chargé de toute la responsabilité du commandement. Le moment était critique, car les Anglais semblaient faire de divers côtés des mouvements offensifs. Il fallut modifier les opérations qui avaient été prescrites aux généraux Darmagnac et Lamartinière sur Mérida, sur le Tage et ultérieurement vers l'armée du midi. Belliard en rendit compte au Roi, qui n'y trouva rien à dire et qui songeait alors à la prochaine entrevue qu'il aurait bientôt avec son frère.

Pendant ce temps, des colères s'amassaient sur la tête de Belliard. Les observations qu'il avait faites au maréchal Berthier, au sujet de l'envoi des troupes de l'armée du centre à celle du midi, avaient été communiquées à l'Empereur qui en fut irrité. Suivant son habitude, il y vit une désobéissance à ses ordres et fit adresser au gouverneur de Madrid la lettre suivante :

A M. le général Belliard, chef d'état-major de l'armée du Centre.

Paris, 2 mai 1811.

L'Empereur a pris connaissance, M. le général Belliard, des représentations que vous avez faites au sujet des troupes que vous avez eu l'ordre d'envoyer de l'armée du centre à l'armée du midi. Sa Majesté m'ordonne de vous témoigner son extrême mécontentement de ce que ses ordres ne sont pas exécutés et de vous faire connaître que si cela se renouvelait encore, vous seriez dans le cas d'être arrêté et traduit à une commission militaire. L'Empereur a été d'autant plus étonné d'une désobéissance aussi formelle que les ordres étaient absolument impératifs et portaient expressément que Sa Majesté n'admettrait aucun motif de retard ni d'exception. Vous pouvez remplacer ce que vous tirerez de Ségovie, soit par un bataillon de la confédération du Rhin, soit par un bataillon espagnol, soit par les détachements des 28e et 75e régiments d'infanterie; mais le bataillon du 9e régiment d'infanterie légère, les détachements du 64e, du 103e, du 10e régiment de hussards, le bataillon du 8e régiment de ligne, le 26e régiment de chasseurs, etc., devraient être rendus maintenant en Andalousie, ainsi que toutes les autres troupes désignées dans les ordres du 30 mars.

Vous avez à l'armée du centre, indépendamment de la garde royale, une division de la confédération du Rhin de 6,000 hommes, un régiment de cavalerie westphalien, un escadron de Nassau, une division de dragons français, une brigade d'infanterie française d'environ 4,000 hommes, près de 5,000 hommes de troupes espagnoles. L'Empereur trouve que ces forces sont plus que suffisantes, pour l'armée du centre; Sa Majesté est fort étonnée, général, de la résistance que vous avez montrée en cette occasion à exécuter ses ordres; mais elle espère que c'est la dernière fois que vous donnerez lieu à des plaintes de cette nature. Mettez-moi le plus tôt possible à portée de rendre compte à l'Empereur que ses ordres sont complètement exécutés et adressez-moi des états indiquant les différents corps et détachements, leur force, le lieu et l'époque de leur départ, l'époque d'arrivée en Andalousie, pour faire suite à l'état qui était joint à votre lettre du 12 avril.

Le prince de Wagram prévint en même temps le roi Joseph du mécontentement de l'Empereur, des causes qui l'avaient amené et des nouveaux ordres qu'il envoyait au général Belliard. Ce dernier, pendant ce temps, faisait de son mieux pour maintenir l'ordre dans Madrid qui recommençait à s'agiter, pour donner satisfaction au maréchal Soult et pour parer aux mouvements dont les Anglais menaçaient la vallée du Tage. C'étaient ces mouvements qui avaient retardé la marche des généraux Darmagnac et Lamartinière vers l'armée du midi. Mais à Paris, l'Empereur ne vit que le retard et s'en prit encore à Belliard auquel il fit adresser, par Berthier, de nouveaux reproches, non seulement relatifs à ces généraux, mais encore à une question politique qui venait de lui être signalée.

Ce n'était à Madrid un secret pour personne que le gouverneur était mal vu des ministres du Roi, tous Espagnols et dont les sentiments ne lui avaient jamais inspiré confiance. Malgré ses égards et le soin qu'il mettait à les aider, ils le trouvaient trop clairvoyant et, par suite, gênant; ils redoutaient sa franchise et son dévouement à l'Empereur. Maintes fois, ils avaient tenté de l'éloigner, en le desservant auprès du Roi et en se plaignant du désaccord qui existait entre eux et lui. Ils avaient mis l'ambassadeur de France dans leurs intérêts et, dès le départ du Roi, ils s'empressèrent de renouveler leurs plaintes auprès de l'Empereur, en accusant Belliard d'avoir parlé du futur démembrement de l'Espagne. Ils avaient obtenu que l'ambassadeur de France adressât une lettre dans le même sens, au duc de Bassano, ministre des relations extérieures. Il résulta de cette intrigue que, le 19 mai, Berthier adressa à Belliard la lettre ci-après :

Rambouillet, 19 mai 1811.

L'Empereur, M. le général Belliard, me charge de vous faire connaître qu'il est mécontent du peu d'union qui existe

entre vous et la Régence espagnole. Je ne vous ai jamais fait connaître aucun projet de l'Empereur qui pût vous faire penser que Sa Majesté ait eu l'intention de démembrer l'Espagne (1). L'ambassadeur même de l'Empereur qui, par ses fonctions aurait le secret de Sa Majesté, est lui-même surpris de l'opinion que vous manifestez sur tout cela.

L'Empereur, général, a vu avec étonnement que les généraux Darmagnac et Lamartinière n'aient pas encore rejoint l'armée d'Andalousie. Il en résultera que les renforts venant de l'armée du nord, qui devaient renforcer l'armée du midi quinze jours plus tard que les renforts tirés de l'armée du centre, y arriveront quinze jours plus tôt. Sa Majesté, vous le savez, veut être obéie dans les ordres qu'Elle donne et, s'il arrivait quelque échec à l'armée d'Andalousie par suite du retard de l'arrivée des renforts de l'armée du centre, la responsabilité se reporterait sur vous.

Tandis que ces reproches immérités étaient expédiés à Madrid, Belliard répondait à la première lettre du prince de Wagram.

21 mai 1811.

Prince, l'estafette arrive et me remet la lettre de Votre Altesse du 2 de ce mois. Elle est bien dure, prince, pour un serviteur fidèle; mais je devais m'y attendre et il m'a fallu tout mon dévouement à l'Empereur pour m'exposer à la recevoir.

Mon honneur est à moi, prince, l'Empereur le sait; quand on a la conviction intime d'avoir fait son devoir, quand on a l'âme pure, on est tranquille.

J'ai déjà eu l'honneur d'écrire à Votre Altesse que je ne craignais point une commission militaire, mais bien le mécontentement et la désapprobation de l'Empereur. Bien sûrement, prince, l'Empereur ne pense pas que j'aie voulu désobéir à ses ordres et encore moins Votre Altesse dont j'ai l'honneur d'être plus particulièrement connu. L'Empereur doit savoir maintenant, prince, pourquoi j'ai été forcé de ne pas exécuter entièrement les instructions de Votre Altesse

---

(1) Il s'agissait de l'annexion à la France de la rive gauche de l'Ebre, qui était connue de tout le monde.

et de conserver à l'armée du centre quelques-unes des troupes qui devaient se rendre à l'armée du midi. Les événements, prince, ont prouvé que j'avais bien jugé, car autrement tout eût pu être compromis.

Je conçois, prince, toute l'inquiétude de l'Empereur, je conçois combien Sa Majesté devait être impatiente de voir arriver des troupes en Andalousie et je sentais tellement l'importance de renforcer l'armée du midi que j'ai fait tout ce que j'ai pu pour aller à son secours; que le général Lorge a reçu l'ordre dans un cas pressé de marcher avec tout son monde en Andalousie et que j'aurais désiré pouvoir m'y porter moi-même avec une partie de l'armée; mais cela ne pouvait pas se faire, prince, sans dégarnir tout le centre et le bien opéré par un tel mouvement eût été détruit au centuple par les maux incalculables qu'il aurait produits.

L'armée du centre, prince, a huit provinces à garder, plus la capitale, le Retiro et le dépôt général des armées. Votre Altesse connaît ses moyens, encore faut-il en déduire les régiments espagnols dont l'esprit est mauvais, qui désertent maintenant d'une manière affligeante et qui, dans des moments difficiles, seraient peut-être dangereux au lieu de devenir utiles; il n'y a vraiment que Royal-irlandais et Royal-étranger sur lesquels on puisse compter; encore est-il bon de les marier un peu avec des troupes françaises. La division de la Confédération du Rhin que Votre Altesse porte à 6,000 hommes n'a que 5,096; cette division assure les communications depuis la Caroline jusqu'à Illienas, près Madrid; elle garde les provinces de la Manche et de Tolède, elle est répandue sur le Tage, de Tolède à Almaras, elle observe le Tietar et l'Estramadoure, elle agit dans la Manche contre les corps ennemis qui peuvent déboucher des royaumes de Grenade, de Murcie ou de Valence.

Le régiment des chevau-légers westphaliens est dans la province de Guadalaxara, d'où il ne peut pas être retiré sans compromettre le service; le général Hugo a 4,000 hommes devant lui et ce général a encore besoin de 6 à 800 hommes d'infanterie française.

La division de dragons a un régiment dans la Manche, un dans la province de Cuenca, un dans celle de Tolède, et l'autre à Talavera, à Almaras, sur le Tage, le Tietar et l'Alberche.

La brigade d'infanterie française, prince, que Votre Altesse porte à 4,000 hommes, n'a que 2,689 hommes; tout le 75e régiment est dans la province de Cuenca où il faudrait 3,000 hommes d'infanterie. Il reste le 28e fort de 1,300 hommes, pour la capitale, le Retiro, les communications de Illienas à Valladolid, les provinces de Madrid, de Ségovie, d'Avila et pour l'Escurial, débouché des montagnes, Buitrago, Somo-Sierra, etc., et enfin tous les postes qu'on est obligé d'établir autour d'une capitale. Les régiments espagnols, prince, ne sont qu'à 4,200 hommes, encore ne doit-on compter que sur Royal-étranger et Royal-irlandais qui gardent la province de Guadalaxara, ce qui réduit à 1,500 hommes les troupes espagnoles qu'on peut utiliser. Voilà, prince, l'énumération des forces de l'armée du centre; Votre Altesse jugera si elles sont suffisantes pour garder huit provinces et la capitale dans les circonstances actuelles.

Le Roi, prince, avait ordonné l'exécution entière des instructions de Votre Altesse; j'ai été forcé, prince, et pour ses intérêts et pour ceux de l'Empereur de désobéir un peu aux volontés du Roi.

J'attends avec impatience, prince, le premier courrier. Depuis votre lettre du 2, le général Defrance a dû arriver à Paris, l'Empereur aura su le départ du Roi. Le général Defrance a vu Votre Altesse, il lui aura dit tout ce dont je l'avais chargé verbalement et il vous aura fait l'exposé, prince, de notre position, contenu dans les dépêches dont il avait bien voulu se charger.

Si tout cela, prince, ne justifie pas ma conduite, si cela ne change rien aux ordres de Votre Altesse, je la prierai de demander mon rappel; je ne dois pas rester où je ne peux pas bien servir l'Empereur, même en exposant et mon honneur et ma réputation qui sont de mon domaine et dont plusieurs fois j'ai déjà fait hommage à Sa Majesté.

J'ai l'honneur d'être avec respect, de Votre Altesse, prince, le très humble et très obéissant et très attaché serviteur.

AUGUSTE BELLIARD.

Cette belle lettre montre mieux que les précédentes le caractère du général, sa droiture et sa fermeté, qui le poussaient même à tenir tête à l'Empereur quand il croyait que le devoir l'ordonnait. Ce dernier, du reste qui le con-

naissait mieux que personne, se serait gardé de se priver de ses services. Mais il tenait à maintenir son autorité et son prestige.

Dès son arrivée à Paris, le roi Joseph avait eu un entretien avec son frère, lui avait exposé ses griefs et demandé, avec une extension de ses pouvoirs, une modification au Décret du 8 février qui avait institué des gouvernements militaires. Il avait parlé de ses embarras financiers et démontré l'utilité d'un major général en réclamant le maréchal Jourdan, quoiqu'il fût loin de se plaindre du général Belliard. L'Empereur avait paru d'abord bien disposé pour tous les désirs de son frère. Mais plus tard, ayant fait un voyage à Caen, il n'en accueillit qu'une partie et profita de son absence pour régler définitivement les questions qui lui avaient été soumises. La plupart intéressaient l'armée du centre.

Le 27 mai, il ordonna à Berthier d'aller chez le Roi et de lui porter une lettre contenant ses volontés.

Il laissait son frère libre de partir quand il voudrait. L'armée du centre restait entièrement sous ses ordres. Le général Belliard ne devait pas prendre le titre de major général, mais de chef d'état-major de l'armée du centre. « Si le Roi n'est pas content de ce général, disait-il, il peut en proposer un autre qui ait sa confiance. » Le Roi restait le chef de cette armée et le maître d'administrer à sa guise les provinces comprises dans son arrondissement.

Il concédait que dans le gouvernement de l'armée du nord, la justice fût rendue au nom du Roi; les commandants devaient lui envoyer leurs rapports journaliers. Le Roi devait avoir un commissaire espagnol, auprès du commandant en chef de cette armée, afin de percevoir le quart du revenu des provinces. Des règles analogues étaient fixées pour les autres armées, dont le Roi aurait le commandement quand elles viendaient dans l'arrondissement du centre.

Le Roi devait correspondre directement avec le prince de Wagram, signer lui-même ses lettres et recevoir directement celles du prince ; il devait les ouvrir et « communiquer à son chef d'état-major ce qu'il jugerait convenable » ; le Roi devait instruire le prince de tout. L'Empereur lui accordait 500,000 francs par mois jusqu'en juillet et plus tard un million. Il prescrivait à Berthier de se concerter avec le Roi pour organiser l'armée du centre, en retirer les généraux qui lui déplaisaient, « faire des exemples des généraux qu'il accusait et leur faire rendre les sommes qu'ils avaient dilapidées ». Tout porte à croire aussi que l'Empereur, fixé alors sur le rappel de Belliard, promit à son frère de lui rendre bientôt le maréchal Jourdan.

Cette recommandation montrait que le Roi s'était plaint des dilapidations de certains généraux. Il est inutile d'ajouter que Belliard n'était pas du nombre ; l'Empereur aurait sûrement profité de la circonstance pour lui enlever ses fonctions, tandis qu'il les maintenait.

Le 29, il lui fit donner l'ordre de réunir à Madrid l'artillerie qui était en trop à Tolède et dans d'autres places et lui fit annoncer, en même temps, un prochain envoi d'un million pour le mois de juin.

Tandis que ces affaires se traitaient à Paris entre l'Empereur et son frère, les événements qui se succédaient en Espagne ne laissaient guère, au commandant intérimaire de l'armée du centre, le temps de s'occuper d'autre chose.

Après sa retraite du Portugal, Masséna était venu, au commencement de mai, livrer à Wellington la bataille de Fuentes d'Onoro qui était restée indécise. A la suite de ce fait de guerre, et dans l'impossibilité de recommencer la lutte, il avait fait sauter Alméida qu'il ne pouvait plus défendre, avait rallié sa garnison et avait ramené son armée aux environs de Salamanque.

Les Anglais, restés maîtres du terrain, se décidaient à tenter la reprise de Badajoz. C'était au maréchal Soult

à préserver cette place. Malgré l'affaiblissement de son armée, il s'était porté au-devant des Anglais et leur avait livré le 16 mai, à Albuera, une bataille qu'il avait perdue. Il avait dû ensuite prendre position à quelque distance de Badajoz et avait adressé des dépêches de divers côtés pour faire connaître sa situation.

Ces événements et l'insuccès de nos armes firent renaître, dès les premiers jours de mai, une forte agitation dans Madrid; il fallut redoubler de surveillance, d'autant plus que la garnison se composait alors en entier de troupes espagnoles sur lesquelles on ne pouvait compter. Belliard demanda à Paris au moins un escadron de gendarmerie qui lui aurait permis de garder les portes principales, en laissant les autres fermées. Il écrivit en même temps au Roi, pour le prévenir que des nouvelles plus ou moins absurdes étaient répandues et faisaient le plus mauvais effet. Par suite, la désertion sévissait dans les régiments espagnols. Peu de jours après, il recevait la mauvaise nouvelle de l'insuccès de l'armée de Portugal à Fuentés de Onoro, qui avait malheureusement été précédée de la fausse annonce d'une victoire. Elle fut suivie d'un avis par lequel le maréchal Marmont faisait connaître qu'il était nommé général en chef de l'armée de Portugal.

A la fin de mai, les rapports de Belliard au Roi dénotaient une situation qui s'aggravait. La désertion augmentait et gagnait même les régiments étrangers. Les bavardages agitaient de plus en plus les habitants de Madrid et les amis du gouvernement réclamaient le retour de Joseph.

A la fin du même mois, on termina l'affaire des officiers et soldats du 22e dragons, compromis dans l'attaque qui avait coûté la vie au général Marisy et à l'aide de camp Galbaud. L'officier commandant l'avant-garde avait été jugé et acquitté. Il restait encore à juger quelques soldats. Mais cette affaire était difficile à éclaircir, d'au-

tant plus que les succès des Anglais avaient produit une fermentation telle, que Belliard se vit forcé d'en prévenir le prince de Wagram et le roi d'Espagne.

Au major général.

4 juin 1811.

Prince, il y a maintenant dans tous les esprits une fermentation telle qu'elle n'exista peut-être jamais en Espagne. Les Anglais, les chefs de l'insurrection, s'agitent en tous sens et emploient tous les moyens possibles pour amener, soit de gré, soit de force, à un soulèvement général.

Partout on enlève les jeunes gens et même les hommes mariés depuis trois ans, sans enfants, pour les emmener à l'armée. Les autres habitants ont ordre de s'armer de toute manière, soit pour défendre leurs villages, soit pour se lever en masse par arrondissement et agir d'après les ordres qui pourront leur être donnés par le Comité d'insurrection.

Les corps organisés s'augmentent tous les jours et prennent de la consistance. Il en est de même des bandes de guérilleros qui vraiment fourmillent. Elles battent et désolent la campagne; elles tuent ou maltraitent d'une manière cruelle les habitants qui nous servent ou qu'on emploie pour le service de la correspondance. Elles ont adopté pour système d'affamer tous nos postes en défendant aux villages de leur porter des vivres et menaçant les alcades de les prendre et même de brûler les villages qui ne se conformeraient pas à ces ordres.

De sorte que maintenant, prince, pour pouvoir exister, il faut presque partout employer la force et même guerroyer pour faire payer ce que doivent les villages en subsistances journalières.

... Les besoins immenses de l'armée de Portugal font qu'on ruine la malheureuse province d'Avila. Les habitants, réduits au désespoir, abandonnent le pays, vont grossir les bandes des guérilleros ou passent dans d'autres provinces où ils puissent éviter de mourir de faim.

La province de Ségovie est toujours le théâtre sur lequel s'exercent de fortes bandes de guérilleros et elles y ont même pris des cantonnements. Le général Tilly n'a point de moyens pour agir; mais l'arrivée de la garde royale à Saint-Ildefonse ne laissera pas que d'aider à éloigner les guérillas.

Sur ces entrefaites, arriva la seconde lettre de reproches envoyée par le prince de Wagram à Belliard, le 19 mai, et datée de Rambouillet. Fort de sa conscience, il n'hésita pas à y répondre avec autant de netteté que d'énergie.

Madrid, 8 juin 1811.

Prince, je reçois la lettre que Votre Altesse me fait l'honneur de m'écrire de Rambouillet le 19.

En lisant cette lettre, prince, je tombe de mon haut et j'ai beau me tâter, m'examiner dans tous les sens je ne me trouve pas du tout dans ce que Votre Altesse me fait l'honneur de me dire. Si jamais je peux mériter des reproches de l'Empereur, prince, ce ne sera pas pour pareille incartade, vous pouvez en être assuré.

Il faut que les battus paient l'amende, prince, car, si quelqu'un avait à se plaindre, c'est bien sûrement moi; mais je n'ai pas cru, dans les circonstances actuelles, entretenir Votre Altesse du début de la junte à mon égard, quoique j'eusse d'autant plus lieu d'être surpris du style de la lettre de M. le duc de Santa Fé, que depuis le départ du Roi, j'ai encore redoublé de soins, d'égards et d'activité, pour aider les ministres de tous mes moyens, que j'ai cherché à éviter jusqu'aux plus petites choses qui pouvaient entraver la machine, sentant combien il était important et pour l'Empereur et pour le Roi que tout marchât d'accord pendant l'absence de Sa Majesté, et je vous avoue, prince, que loin de recevoir des reproches, j'aurais cru devoir obtenir l'approbation de l'Empereur et du Roi.

Mes opinions sont toujours les mêmes, prince, et je défie le plus hardi de dire que j'aie tenu un propos, lâché une parole qui ne fût pas dans le sens du système du Roi, et encore moins que j'aie pu ordonner une mesure et faire la plus petite démarche qui pût être en opposition aux volontés de l'Empereur et du Roi.

J'ai dû souvent, prince, rappeler aux principes des personnages importants qui, peut-être, figurent dans la dénonciation, qui ont fait tout ce qu'ils ont pu pour donner à croire que le Roi ne reviendrait plus en Espagne et qui le disaient même à qui voulait l'entendre.

Je ne suis point diplomate, prince (et Dieu m'en garde!), il ne m'appartient point de fouiller dans les replis de la politique; je ne m'occuppe que de mes devoirs, je les remplis le mieux que je peux et pour le service de l'Empereur et pour celui du Roi, auprès duquel les événements m'ont placé et qui m'a comblé de ses bontés et dont je crois avoir mérité la confiance.

Si M. l'ambassadeur a écrit, prince, dans le sens dont s'exprime la lettre de Votre Altesse, il en a imposé, il a trompé l'Empereur.

Ce qui vient d'arriver, prince, est le grand cheval de bataille dont on s'est souvent servi depuis que j'ai l'honneur d'être auprès du Roi; c'est toujours la question qu'on aborde pour tâcher de m'éloigner parce que j'ai la franchise en partage, parce que je ne m'occupe pas d'intriguer, parce que, enfin, je suis tout à l'Empereur et que je suis dévoué au Roi, et que je les sers bien tous les deux, au moins de tous mes faibles moyens.

Ma conduite, prince, est et sera toujours celle d'un honnête homme, d'un militaire dévoué, attaché à son souverain, d'un sujet fidèle. Je sais que je ne suis pas un phénix; mais, prince, je ne suis pas tout à fait un sot, encore moins un ingrat, et il faudrait être l'un et l'autre pour tenir une conduite égale à celle dont parle votre lettre. J'ai l'honneur de prier Votre Altesse d'agréer l'hommage de mon respectueux dévouement et de recevoir, avec sa bonté ordinaire, l'assurance de mon bien sincère attachement.

Le général divisionnaire,
AUGUSTE BELLIARD.

J'adresse par courrier, à Votre Altesse, ma correspondance avec le Gouvernement; elle verra si nous ne sommes pas très bien ensemble et cela continuera de même, au moins je ferai tout pour cela.

Le jour même où cette lettre partait, le prince de Neuchâtel recevait l'ordre de répondre à celle que Belliard avait antérieurement écrite pour se disculper et offrir sa démission. Berthier l'avait montrée à Napoléon qui s'était vu dans l'alternative ou de briser la carrière du général, ou de faire semblant de l'ignorer. Il l'esti-

mait trop pour hésiter un instant et il prit ce dernier parti. Il le fit connaître au major général dans les termes suivants.

Au prince de Neuchâtel, major général
de l'armée d'Espagne, à Paris.

Saint-Cloud, 8 juin 1811.

Répondez, au général Belliard, que vous n'avez pas mis sa lettre sous mes yeux; qu'il avait sans doute perdu la tête quand il l'a écrite; qu'offrir sa démission pour ne pas avoir exécuté mes ordres, c'est déclarer qu'on ne veut pas obéir; que c'est avoir encouru la peine capitale; que ces 3,000 hommes et 1,200 chevaux auraient pu sauver l'armée du midi; qu'il est très coupable; qu'il aurait pu évacuer Cuenca ou tout autre point, mais qu'il devait exécuter les ordres de l'Empereur; qu'il y a dans sa lettre deux ou trois passages qui ne sont pas d'un soldat; que si vous les aviez mis sous les yeux de Sa Majesté, elle l'aurait fait arrêter et aurait fait un exemple de ce manquement à la discipline militaire; que, par égard pour ses anciens services et par l'amitié que vous lui portez, vous n'avez pas laissé connaître à l'Empereur ces phrases inconvenantes et que vous vous êtes borné à dire que mes ordres avaient été exécutés; que cette affectation de sentiments d'honneur et de personnalité est le comble du ridicule et de l'indiscipline militaire; que l'honneur d'un général consiste à obéir, à maintenir les subalternes sous ses ordres dans le chemin de la probité, à faire régner une bonne discipline, à se livrer exclusivement aux intérêts de l'État et du Souverain et à dédaigner entièrement ses intérêts particuliers; que vous voyez, par le ton qu'il prend, qu'il a désappris la France et que, quand il est question d'exécuter les ordres de l'Empereur, il croit avoir à parler au Roi d'Espagne.

Après une semblable correspondance il était difficile au général Belliard de conserver sa position en Espagne. Au fond, c'était ce qu'il désirait. Servir dans un pareil milieu, faire constamment des efforts impuissants pour arriver au bien, demander sans succès les moyens de le réaliser, voir son souverain toujours en colère et mécon-

tent, ne récolter que l'indifférence ou les reproches, tout cela n'avait rien d'enviable ; et l'on n'est pas surpris, de le voir peu de temps après, cesser les fonctions ingrates qui lui avaient été confiées.

Du moment où le roi Joseph conservait ses ministres et Napoléon, son ambassadeur, la position de Belliard n'était plus tenable. L'Empereur avait compris la vraie cause des plaintes élevées contre lui. Il avait bien défendu les intérêts de la France et ne s'était pas fié aux Espagnols que son frère croyait avoir séduits. Il ne pouvait donc lui en vouloir; mais il ne lui pardonnait pas d'avoir enfreint ses ordres pour l'envoi des troupes à l'armée du midi.

Depuis la fin de juin jusqu'à la fin du mois d'août, Belliard n'eut d'autre occupation que de renouveler, au prince de Wagram, ses demandes d'effets pour la troupe. Malgré les promesses qui lui avaient été faites, rien n'était arrivé; et l'armée du centre réclamait instamment ce qui lui manquait, des chemises, des souliers et des capotes. « Nous sommes dans le plus grand état de misère à l'armée du centre. Tous les services sont en souffrance, faute de fonds; nous n'avons pas absolument un sol pour les faire aller. » Rien ne marchait en effet et le relâchement dans le service se faisait sentir partout.

Vers le milieu de juillet, une bonne nouvelle vint heureusement succéder à celles qui précèdent. L'Impecinado, traqué par le général Lahoussaye, éprouva une défaite complète près d'Alcocer, perdit un millier d'hommes, de nombreux officiers, un drapeau, les bagages de trois bataillons, 150 chevaux et deux convois de bestiaux et de grains destinés à Valence.

Belliard accueillit le Roi à son retour avec la nouvelle de ce succès et, le 15 juillet, il assista à sa rentrée dans la capitale au milieu d'une foule immense.

Il fut probablement avisé alors de sa prochaine rentrée en France et de son remplacement par le maréchal

Jourdan, nommé major général. Puis, selon l'ordre de Napoléon, ce fut à Joseph que Berthier s'adressa directement pour faire diriger sur l'armée du midi, les troupes que Belliard, d'accord avec lui, avait maintenues près de Madrid. « L'Empereur, lui écrivit-il, désire que Votre Majesté donne l'ordre de faire partir pour l'Andalousie tous les détachements appartenant à l'armée du midi. J'ai réitéré plusieurs fois ces ordres au général Belliard, qui a toujours éludé leur exécution.... Je prie Votre Majesté de veiller à l'exécution de ces mouvements... et je l'invite à me faire parvenir, le plus tôt possible, pour les mettre sous les yeux de l'Empereur, la situation exacte de ces troupes avec la copie de leur itinéraire. »

Si l'Empereur et le prince de Wagram avaient attribué le maintien de ces forces près de Madrid, à une désobéissance de Belliard, ils furent, cette fois, pleinement désabusés. Car, après avoir reçu cette lettre, le roi Joseph répondit directement au maréchal Berthier pour lui dire qu'il n'exécuterait pas cet ordre. « Il est de toute impossibilité de ne pas garder l'équivalent des 1,800 hommes de l'armée du centre qui sont en Andalousie.... L'armée du centre se trouve aujourd'hui réduite au reste du 75ᵉ (diminué de ses compagnies de grenadiers et de voltigeurs), au 28ᵉ (diminué de 600 hommes), à 3,000 Allemands, 2,000 chevaux et 5,000 Espagnols. Comment garder tant de communications, repousser les troupes de Cuenca et de Guadalaxara, faire rentrer les impôts et surtout les blés que les guérillas enlèvent de force et que les Anglais payent à tout prix? » Le Roi concluait qu'il fallait lui envoyer de l'argent. Il priait le prince de Wagram de mettre ces observations sous les yeux de l'Empereur. On ne pouvait plus en douter désormais : c'était qui lui avait empêché l'envoi en Andalousie des troupes de Soult, lequel ne voulait pas de son côté restituer à Sa Majesté celles

de l'armée du centre qu'il gardait à sa disposition.

Le Roi, du reste, terminait sa lettre en se plaignant de l'Empereur qui n'avait pas réalisé les espérances qu'il lui avait données. « Argent, troupes, dispositions militaires et politiques, rien n'est parvenu à ma connaissance. »

Napoléon ne pouvait donc se faire aucune illusion. Il exigeait des choses impossibles et c'était son propre frère qui refusait d'exécuter des prescriptions qu'il ne trouvait pas pratiques. Quant à Belliard, il allait enfin être libéré d'une fonction dont il avait voulu se démettre à son début et qui ne pouvait être remplie au milieu des difficultés que l'Empereur ne cessait de créer. Il continua néanmoins son service, étant toujours dans les meilleurs termes avec le Roi, qui paraissait également satisfait des promesses plus ou moins sincères qu'il avait arrachées à l'Empereur.

Pendant ce temps, Jourdan quittait Paris pour retourner en Espagne; mais son voyage fut assez lent, et il n'arriva à Madrid qu'après le départ de Belliard.

A Paris, du reste, si l'on s'était irrité contre l'inexécution des ordres relatifs aux troupes de l'armée du midi, on avait constaté que des faits analogues se produisaient ailleurs. Néanmoins, l'Empereur voulait d'abord être obéi; aussi Berthier revint sur l'envoi de troupes au maréchal Soult, et s'adressa au Roi, en lui disant : « Sous aucun prétexte, Sire, ces troupes ne peuvent être retenues à l'armée du centre. »

On a vu plus haut comment, presque à la même date, Joseph lui écrivait « qu'il était de toute impossibilité de se conformer aux volontés impériales ».

De temps à autre heureusement quelque succès venait faire diversion à ces réclamations incessantes de troupes, de matériel et d'argent. Ce fut ainsi que le 8 août, le maréchal Soult, après avoir dégagé Grenade bloquée par les insurgés de Murcie, avait détruit à la Venta de

Baul, un corps de 20,000 hommes commandé par Blake et Ballesteros.

Belliard qui remplissait encore les fonctions de chef d'état-major se contenta, pour en rendre compte, d'envoyer au prince de Wagram, le 20 août, les rapports qu'il avait reçus; et trouvant peut-être que ce dernier ne lui avait pas témoigné, dans ces derniers temps, sa bienveillance ordinaire, il termina sa lettre par une forme de salutation officielle, qu'il ne prenait jamais d'habitude : « J'ai l'honneur d'être, avec respect, de Votre Altesse, le très humble et très obéissant serviteur. »

Le général comte AUGUSTE BELLIARD.

Il y ajoutait ce post-scriptum :

« Ce sont les derniers rapports, Prince, que j'aurai l'honneur d'envoyer à Votre Altesse; j'ai remis le service et je compte partir aussitôt qu'on pourra me fournir une bonne escorte. »

Il était momentanément remplacé par le général Daultanne. Quand il eut terminé ses apprêts et pris congé du Roi qu'il remercia de ses bontés, il quitta Madrid pour rentrer en France, avec un de ses frères d'armes, le général Fririon, dans les derniers jours du mois d'août.

La veille, il avait reçu comme souvenir, le portrait du Roi avec la lettre suivante :

Le roi d'Espagne Joseph Bonaparte au général comte Belliard.

Madrid, 29 août 1811.

Monsieur le comte, je vous vois partir avec regret d'auprès de moi; je suis reconnaissant de l'intérêt et de l'attachement que vous m'avez montré depuis que je vous connais; je désire pouvoir vous être utile. Je vous prie de croire que mes vœux et mon attachement vous suivront partout.

J'espère que vous agréez le portrait d'un homme à qui vous avez montré de l'amitié et qui en a pour vous.

Votre affectionné, JOSEPH.

Le maréchal Jourdan arriva le mois suivant. Deux jours après l'avoir reçu, le roi Joseph demanda à l'Empereur la nomination du général Daultanne comme chef de l'état-major de l'armée du centre, et celle du général Blagniac comme gouverneur de Madrid, réservant ainsi au maréchal les hautes fonctions de major général. Il ne se gênait plus du reste pour faire entendre les vérités les plus dures. Au moment du départ du général Belliard, il tint à résumer à Paris, sans réticences, la situation de l'Espagne, et les mesures qu'il jugeait indispensables pour l'améliorer.

Lettre du roi Joseph au Prince, vice-connétable.

Madrid, 23 août 1811.

...Les troupes espagnoles de la garnison de Madrid ne sont pas plus payées que ma garde et mes employés. Aussi la désertion commence, le découragement se remontre, l'opinion tombe et l'on commence à se demander quels sont donc les résultats du voyage du roi d'Espagne à Paris.

Si cet état de chose dure, avant six mois nous évacuerons l'Espagne, faute de subsistances. L'ennemi n'épargne pas l'argent. Quant à moi, pour tout dire d'un mot, puisque j'ai un chiffre, je ne sais pas comment je paierai ma table dans huit jours; tous mes employés sont encore pis. Il faut que l'Empereur connaisse la vérité et je vous prie de ne pas lui laisser ignorer le contenu de cette lettre. Cependant, le moment d'un grand changement était arrivé : l'opinion venait à moi; mais l'opinion cède à la force des choses. Sans argent, sans territoire, sans troupes, comment l'opinion peut-elle longtemps se soutenir? Une seule chose me console, je n'ai pas mérité de reproche; mais ce qui ne me console pas, c'est que l'Empereur usera inutilement ses forces en Espagne, tandis qu'avec peu de moyens on pourrait tout terminer.

Belliard rentrait en France absolument pénétré des vérités que le roi Joseph exposait ainsi à son frère, bien résolu aussi à n'en dissimuler aucune.

Après deux ans et demi de séjour à Madrid, après des efforts continuels pour améliorer les rapports du Roi avec son peuple, pour mettre l'armée sur un pied respectable et lui rendre une confiance désormais perdue, il rentrait dans sa patrie, attristé par tout ce qu'il avait vu, et craignant peut-être de trouver à Paris, dans l'Empereur, un chef irrité et mécontent. Il avait pourtant des consolations qui lui étaient précieuses. Le roi Joseph n'avait eu pour lui que des bontés, le maréchal Jourdan lui avait maintes fois témoigné son estime et sa haute considération. L'entourage entier du Roi et les généraux sous ses ordres partageaient ses sentiments et plusieurs d'entre eux le proclamèrent plus tard dans leurs écrits. Tel est le cas du général Hugo qui professa pour lui un dévouement absolu. Tel est aussi celui du général Bigarré qui raconte à son sujet un fait intéressant.

En 1811, il y eut à Madrid, une famine. Le pain devint très rare; les grains manquaient et les pauvres mouraient d'inanition.

« Un des hommes qui rendirent le plus de services à la population de Madrid, dans cette circonstance, vraiment douloureuse, ce fut le général Belliard, dont le nom est identifié avec tout ce qui porte le cachet de la gloire, de l'honneur et de la générosité. En sa qualité de gouverneur de Madrid, il écrivit à tous ses chefs de cantonnements pour leur ordonner de faire diriger sur cette ville autant de grains et autres denrées de première nécessité qu'il pourrait s'en trouver de disponibles dans les environs de la capitale. Il fit de sa poche les avances nécessaires pour faire du pain aux prisonniers espagnols renfermés au Retiro, et l'on distribuait à sa porte 200 livres de pain par jour aux vieillards et aux infirmes qui ne pouvaient s'en procurer chez les boulangers. »

Il périt à Madrid plus de 1,500 personnes de faim.

VII

Campagne de Russie (1811-1813).

Rentrée de Belliard à Paris. — Probabilités de guerre avec la Russie. — Commandement de la 9e division. — Belliard se rend à Nimègue. — Murat le demande pour chef d'état-major. — Il est nommé et prend son service. — Entrevue avec l'Empereur. — Passage du Niémen et arrivée à Wilna. — Orage extraordinaire. — Diminution des effectifs. — Arrivée à Polotsk. — Premier combat d'Ostrowno. — Citation de Belliard. — Deuxième combat d'Ostrowno. — Combat de Witebsk. — Nouvelle déception à Smolensk. — Combat de Valoutina. — Séjour à Wiazma et à Ghiat. — Arrivée à Borodino. — Bataille de la Moskowa. — Marche sur Mojaïsk. — Blessure de Belliard. — Séjour à Moscou. — Retraite de Russie. — Formations des régiments *piquets*. — Passage de la Bérézina. — Arrivée de Belliard à Wilna, à Kœnigsberg et à Elbing. — Il est nommé colonel général des cuirassiers. — Il réorganise la cavalerie. — Il demande un congé. — Lettre de Murat. — Retour de Belliard à Paris.

Le voyage du général Belliard se fit sans encombre. Quand il arriva à Paris, il fut reçu en audience par le prince de Wagram et par l'Empereur. Quoiqu'il ne soit resté aucun récit de ces entrevues, on devine aisément quel en fut le sujet. Il fallut revenir d'abord sur l'inexécution des ordres de l'Empereur relatifs à l'envoi en Andalousie des troupes de l'armée du midi. Belliard avait sa réponse toute prête : on avait fait de lui un chef d'état-major du Roi; par conséquent son premier devoir était de lui obéir. Entre l'Empereur qui voulait dégarnir l'arrondissement du centre et le Roi qui s'y opposait, pouvait-il hésiter? Du reste Napoléon et Berthier étaient maintenant fixés sur la prétendue

désobéissance de Belliard : le Roi seul en était responsable. Il fallut accepter cette observation et passer aux affaires générales d'Espagne. Belliard était prêt à répondre aux questions qui lui furent posées et il devint bientôt évident que ni le souverain, ni son major général ne conservaient sur sa conduite dans ce pays, l'ombre d'un mécontentement.

Il trouva du reste dès son arrivée les esprits préoccupés d'une prochaine guerre avec la Russie. Depuis l'entretien que Napoléon avait eu, le 15 août, dans un grand cercle de cour, avec l'ambassadeur de Russie, prince Kourakin, le conflit semblait inévitable. Dans les milieux militaires on en doutait d'autant moins qu'au mois d'août, l'Empereur avait dirigé sur l'Elbe, pour les faire instruire par Davout, les 4e et 6e bataillons des régiments d'infanterie, ce qui constituait pour l'avenir 80 bataillons de cette arme. Le retour de Belliard avait donc été opportun et il ne fut pas longtemps à ignorer que l'Empereur comptait l'utiliser dans les corps de nouvelle formation.

Pour le moment, il profita du répit qui lui était laissé et, tout en restant à la disposition du major général, il put jouir de quelques semaines de loisir.

Pendant ce temps, il vit peu à peu grossir l'orage qui s'amoncelait du côté de l'Orient. L'idée d'une nouvelle guerre européenne ne pouvait que séduire la plupart des officiers. Parmi eux, cependant, les hommes d'expérience partageaient les appréhensions qu'inspiraient au public les chances d'une expédition aventureuse dans un pays aussi lointain que la Russie. Les souvenirs de l'hiver de 1807 revenaient à la mémoire des chefs qui avaient fait la campagne de Pologne et, malgré le succès qui avait couronné leurs opérations, cette pensée n'éveillait pas l'enthousiasme.

Néanmoins, pendant les derniers mois de 1811, ils surent à n'en pas douter que tout se préparait vers

l'Elbe et l'Oder pour une grande expédition. Les correspondances privées, les nouvelles qu'elles répandaient dans le monde militaire, ne laissaient aucun doute sur les événements qui allaient bientôt s'accomplir; et les généraux qui se savaient destinés à y prendre part, faisaient d'avance leurs préparatifs.

Le 25 décembre, Belliard reçut la notification de l'ordre impérial qui lui confiait le commandement de la 9e division d'infanterie, dans le 2e corps d'observation de l'Elbe, sous les ordres d'un des chefs de l'armée qu'il aimait le plus, le maréchal Oudinot, duc de Reggio. Ce corps devait provisoirement comprendre cinq divisions. Celle de Belliard, forte de 17 bataillons dont 2 bataillons croates, 12 suisses et 3 du 123e, comptait trois généraux de brigade dont un seulement, le général Amey, était désigné. Le choix des deux autres et celui de son adjudant commandant, chef d'état-major, lui était laissé. Nimègue était son quartier général. Des ordres ultérieurs devaient l'acheminer vers l'Est en temps opportun.

Ce commandement était la meilleure preuve que le général n'avait rien perdu de la faveur du prince de Wagram et de l'Empereur. Il s'apprêta à y répondre avec le plus grand dévouement.

La constitution du 2e corps d'observation de l'Elbe ne fut officielle que le 10 janvier. Il comprenait les 6e, 8e et 9e divisions d'infanterie et deux brigades de cavalerie légères. Son quartier général était Munster. Le décret impérial qui le constituait ordonnait que « tout le monde fût rendu à son poste et prêt à marcher le 15 février ».

Belliard arriva à Nimègue, le 4 du même mois, et y trouva ses trois généraux de brigade et deux de ses régiments. Les autres étaient en route pour rejoindre. Il demanda des instructions pour le placement de ses généraux et la formation de leurs brigades; et quelques

jours après, n'ayant rien reçu de Paris à ce sujet, il les constitua lui-même. Mais plusieurs éléments lui manquaient; l'instruction pratique laissait à désirer; et il n'avait aucun service administratif, ni payeur, ni commissaire des guerres, ni directeur des postes, etc.

L'Empereur comptait perfectionner ses unités de combat, pendant leurs marches de concentration. Quatre jours après, la 9e division dut se mettre en route pour Munster, où elle trouva de nouveaux ordres pour se rendre à Magdebourg. Le 2e corps se portait sur l'Elbe; Belliard prit cette direction, le 9, avec un de ses régiments suisses et le quartier général. Ses services administratifs n'étaient toujours pas arrivés et tout le monde avait besoin d'argent. Il se porta à Magdebourg, le 1er avril, avec une de ses brigades, quatre compagnies de croates et une compagnie de grenadiers suisses.

Comme toujours, la solde était en retard. Belliard lui-même, ayant besoin d'argent, fut obligé de réclamer au ministre de la guerre, pour la seconde fois, le remboursement de ses frais de poste de Madrid à Paris. Le ministre le renvoya au prince de Wagram, qui finit par lui faire remettre ces frais par le payeur général de l'armée.

La 9e division, devenue 3e du corps Oudinot, ne fit que passer à Magdebourg et fut envoyée, par de nouveaux ordres, à Brandenbourg, où elle prit ses cantonnements. Son général de division ne devait plus rester longtemps à sa tête. Une puissante réserve de cavalerie, composée de 4 corps, était en formation et Murat en avait déjà demandé le commandement. Arrivé à Berlin, vers le milieu de mai, il songea aussitôt à son ancien chef d'état-major, à son ami Belliard, et lui écrivit le 18 mai, pour lui demander son concours. Il lui apprenait que l'Empereur « lui avait accordé la faveur de l'accompagner dans la prochaine campagne et qu'il lui avait demandé en même temps de lui donner son ancien chef

d'état-major, un des hommes qu'il aimait le plus; que cette faveur, la plus grande après celle de suivre l'Empereur, lui avait été accordée aussi ». Murat se flattait que « cette réunion ferait à Belliard autant de plaisir qu'à lui-même ». Il ajoutait « qu'il était pauvre en équipages comme un petit Saint Jean »; mais que « Belliard ne devait pas être effrayé par la crainte de mourir de faim, car son fameux cuisinier Laguépierre arrivait avec sa suite ». Il lui demandait de lui procurer des chevaux « et de lui envoyer un plan d'organisation d'état-major, avec des propositions pour le composer ».

Par suite des mouvements de troupes qui s'effectuaient dans le nord de l'Allemagne, cette lettre ne parvint pas à Belliard, qui était alors à Marienwerder. Aussi huit jours après, étant à Posen, le roi Murat la renouvela et la termina ainsi : « Enfin, mon cher général, je compte sur vous, sur votre cuisine et surtout sur votre ancienne amitié pour moi. Je vous fais porter ma lettre par un de mes aides de camp pour qu'elle n'ait pas le sort de la première. Répondez-moi de suite; je fais partir pour Thorn, le peu de chevaux que j'ai pu acheter.

« Adieu, mon cher Belliard; j'espère bientôt t'embrasser et ce sera de bon cœur.

« JOACHIM NAPOLÉON. »

Le général avait fini par recevoir la première lettre de Murat et lui avait envoyé son consentement avec ses remercîments. Puis il lui adressa son aide de camp, avec deux lettres : l'une pour lui annoncer qu'il avait trouvé des chevaux, l'autre pour lui proposer des officiers d'état-major. Et comme il avait déjà témoigné au roi de Naples le plaisir qu'il aurait à se retrouver près de lui, il négligea de le faire une seconde fois.

Murat, qui n'avait pas reçu la réponse de Belliard à sa première lettre, en fut frappé et s'empressa, le 29 mai, de lui exprimer les craintes que ce silence lui inspirait.

Mon cher comte, je reçois par votre aide de camp les deux lettres que vous lui avez confiées. Je n'en ai point encore reçu d'autre et cependant vous me dites m'avoir écrit; de sorte que je suis encore dans l'incertitude si les dispositions de l'Empereur, qui me rapprochent de l'homme que j'aime le plus au monde, vous auront été agréables. J'avoue que je serais au désespoir de ne pas faire la campagne avec vous. On ne renonce pas facilement aux douces habitudes qu'on s'est formé, encore moins à ses désirs; et, en venant guerroyer de nouveau, j'avais compté pour beaucoup le plaisir de nous retrouver ensemble sur le même champ de bataille. Le comte Belliard doit être toujours le même pour moi, parce que j'ai senti toujours le même cœur pour lui.

Je viens maintenant vous remercier de tous les soins que vous vous êtes donnés pour me procurer des chevaux.... L'Empereur m'a autorisé à faire prendre 30 chevaux de trait dans le dépôt d'Elbing.... Ordonnez à mon aide de camp Berthemy de s'y rendre et de choisir, etc. Il faudrait qu'il en désignât au moins six pour monter des palefreniers; six autres, pour ma suite, tel que le médecin, les écuyers, etc. Les autres dix-huit seront pour le trait. Il faudrait qu'il se procurât deux ou trois paires de harnais à 4 et à 6 et un ou deux chars à bancs en osier, couverts sur le derrière, de manière à pouvoir passer partout et lestement. Je ne voudrais pas me coucher sans souper, comme cela m'est arrivé souvent dans la dernière campagne.... Je remets à votre aide de camp 25,000 francs pour les frais que vous aurez encore à faire; ayez la bonté de faire les avances pour le surplus, si cela est nécessaire.... Je vais demander au Prince major général les différents officiers et administrateurs que vous me désignez, etc.

Belliard avait prévenu le duc de Reggio, de la mutation dont il était l'objet. Et, en attendant son successeur, il garda le commandement de sa division; puis, apprenant que l'Empereur allait arriver à Dantzig vers le 5 ou le 6 juin, il demanda à son commandant de corps d'armée, la faveur de lui présenter sa division. C'était pour lui une occasion de faire obtenir quelques récompenses aux braves gens qui la composaient. Mais les circonstances


REESE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF

en décidèrent autrement. L'activité que Napoléon allait imposer à Murat, ne permettait pas d'attendre plus longtemps pour la désignation du successeur de Belliard. Il fallait que celui-ci prît au plus tôt ses nouvelles fonctions. Le 9 juin, en effet, il vit arriver le général Merle, désigné pour le remplacer et conformément aux ordres que le duc de Reggio lui avait transmis, il lui remit le commandement. Il en rendit compte à son chef de corps d'armée, en ajoutant : « Je quitte avec beaucoup de regret, je vous l'avoue de nouveau, monsieur le duc, le corps d'armée de Votre Excellence et je regrette plus particulièrement de n'être plus sous les ordres du bon et loyal maréchal Oudinot, qui m'a toujours traité comme un de ses amis; et, je le mérite, monsieur le duc, par l'attachement que j'ai toujours eu pour vous. » Il recommanda ensuite, à sa bienveillance, le personnel de sa division et lui fit ses adieux. Il les adressa de même aux généraux et aux corps de sa division et partit pour se rendre auprès du roi de Naples.

Il prit aussitôt son service en inspectant les troupes de la réserve de cavalerie qui étaient sur sa route. Le prince, major général, lui adressa dès ce moment les ordres concernant les troupes du roi de Naples.

Depuis le 24 mars, cette réserve comprenait 4 corps : le 1er, commandé par le général Nansouty, fort de 3 divisions : les 1re et 5e divisions de cuirassiers sous les généraux Saint-Germain et Valence et la 1re division de cavalerie légère sous le général Bruyère.

Le 2e corps de cavalerie, sous les ordres de Montbrun, fort également de 3 divisions : les 2e et 4e de cuirassiers et la 2e division de cavalerie légère sous le général Wattier.

Le 3e corps de cavalerie, commandé par Grouchy, toujours à 3 divisions : la 3e division de cuirassiers (Doumerc), une division de dragons et la 3e division de cavalerie légère sous le général Kellerman.

Enfin, le 4e corps, de formation récente, sous le général

Latour-Maubourg composé d'une division de grosse cavalerie et d'une division de cavalerie légère.

Cette masse de cavaliers formait l'avant-garde de la Grande Armée.

Le 11 juin, Belliard rejoignit le roi de Naples à Gumbinnen et transmit les ordres de mouvement qu'il avait reçus pour les 1er et 2e corps de cavalerie ; il envoya reconnaître la partie des rives du Niémen qu'il jugeait propres à un passage de rivière et prévint Murat qu'il le quittait le 12, pour aller saluer l'Empereur à Königsberg. Il devait être de retour près de lui, le 18, à Wilkowyszki. Cette journée du 12 juin devait marquer dans la vie de Belliard et lui laisser un souvenir inoubliable. Il alla en effet trouver l'Empereur et eut avec lui un entretien dont il a laissé un résumé.

Note sur la campagne de Russie.

Le 12 juin 1812, j'étais chez l'Empereur, avec M. Maret, à Königsberg. Il causa beaucoup de l'Espagne et de son frère dont il n'était pas content. Le général Flahaut, son aide de camp, revenant du corps autrichien du prince de Schwartzenberg, entra, et, d'après le rapport qu'il fit à l'Empereur, il paraissait que le prince était dans les meilleures intentions, annonçant un très grand dévouement et promettant des succès. L'Empereur n'y croyait pas trop; cependant il se laissa séduire par ce que disait le général Flahaut. Alors l'Empereur déroula son plan et fit connaître ses projets : « Si l'empereur de Russie persiste à ne pas exécuter nos conventions, et s'il ne veut pas accéder aux dernières propositions d'arrangement que je vais lui faire, je passe le Niémen, je bats l'armée russe, je m'empare de la Pologne russe, je la réunis au grand-duché et j'en fais un royaume. Je laisserai 50,000 hommes que le pays entretiendra. Les habitants désirent l'unité, ils sont belliqueux, ils se formeront une belle et nombreuse armée. La Pologne est riche, elle manque d'armes; je lui en fournirai et j'aurai là placé une grande barrière contre les entreprises et l'ambition des Russes. Mais, ce qui me gêne, c'est la partie devenue autri-

chienne. L'empereur d'Autriche, ou plutôt son conseil, ne veut pas s'en dessaisir, quoique je lui aie offert de grandes compensations. Enfin les événements nous apprendront ce qu'il faudra faire. La Pologne, bien organisée, peut me fournir 50,000 hommes de cavalerie; qu'en dites-vous, monsieur le général Belliard? — Je le crois, sire, et, si Votre Majesté voulait, elle pourrait mettre à cheval toute l'infanterie polonaise. Ce serait une cavalerie légère excellente à opposer à la nuée de Cosaques que les Russes feront marcher en avant de leur armée. — Nous verrons cela plus tard; vous avez quitté vos Suisses : que pensez-vous des Suisses? — On en fera de bonnes troupes, sire, et qui se battront bien, si on leur témoigne de la confiance. Depuis six semaines ils ne sont pas reconnaissables; je suis persuadé qu'ils se battront bien. — J'irai les voir demain; allons, allez joindre Murat et voyez avec lui toute notre cavalerie. »

Cette reconstitution du royaume de Pologne fut en effet un des rêves de l'Empereur; et les circonstances seules, peut-être les débuts de la campagne qui, grâce aux fautes du roi Jérôme, ne furent pas ce qu'il espérait, surtout l'attitude de l'Autriche et l'impossibilité qui en résulta pour lui de battre l'armée russe avant la Moskowa, l'empêchèrent de le réaliser.

Quant à Belliard, après avoir inspecté les détachements de cavalerie placés sur sa route, il rejoignit Murat le 18. L'armée était sur le Niémen et les opérations allaient commencer.

Un des premiers actes du Roi fut un ordre du jour destiné à régler les honneurs et préséances de son entourage. L'article 2 portait : le Roi accorde à M. le général comte Belliard, les honneurs des grandes entrées; il jouira, pendant tout le temps qu'il sera attaché à la personne royale, de tous les honneurs et prérogatives dont jouissent les officiers militaires ou civils de la maison du roi.

Dans un autre article il prescrivait de réserver toujours un appartement pour le général Belliard dans le

quartier général du roi ou dans la maison la plus près.

A ce moment, à la vue des masses de soldats qui se rassemblaient aux bords du Niémen, au milieu de cette puissante armée amenée de tous les coins de l'Europe aux portes de la Russie, les pensées étaient tout à la gloire, au succès, à un avenir plus resplendissant que jamais.

Dans le plan de l'Empereur, la réserve de cavalerie qui comptait plus de 20,000 cavaliers, devait marcher avec lui au début, suivie du corps de Davout fort de 70,000 hommes et de la garde qui avait 56,000 hommes. Il espérait avec ces forces couper la ligne des Russes vers Wilna et séparer Bagration de Barclay de Tolly.

On était au 23 juin, veille du jour fixé pour franchir le Niémen. Toute la cavalerie était concentrée sur ses bords, devant Kowno. L'Empereur vint dans la matinée aux avant-postes, se déguisa en chasseur et reconnut seul, avec le général Haxo, une grande étendue des rives. Il causa ensuite quelques instants avec le roi de Naples, lui indiqua le point où il voulait traverser le fleuve et lui ordonna de disposer son monde de manière à pouvoir effectuer le passage rapidement. « Toute la cavalerie, dit Belliard, était à cheval; l'armée française n'en eut jamais de plus belle, meilleure et de plus nombreuse. »

Au milieu du jour, ce dernier alla déjeuner chez l'Empereur, à Nogaraisky, à deux lieues du fleuve, avec le roi de Naples, le grand maréchal Duroc et le grand écuyer Caulaincourt.

La nuit suivante, trois ponts furent jetés entre Ekatané et Kowno. Le 1er corps d'armée passa; la cavalerie suivit. Le général Pajol fut envoyé aussitôt après, avec sa brigade de cavalerie légère et un bataillon d'infanterie, sur Kowno dont il s'empara sans coup férir. Les Russes l'avaient évacué et se retiraient vers Swentziani, laissant quelques cosaques comme éclaireurs. L'armée continua son passage et la cavalerie prit la route de Wilna. Tandis

que l'Empereur établissait son quartier général à Kowno, le roi de Naples installa le sien à Ekatané avec toute sa cavalerie.

Le temps était beau; mais déjà l'avoine manquait. Les chevaux n'avaient d'autre nourriture que le seigle vert qu'ils mangeaient sur pied dans les champs. Le 27, Belliard arriva à Jewe, à une forte journée de Wilna. De là, Murat, voulant éviter une trop longue marche le lendemain, alla cantonner à 3 ou 4 lieues plus loin, à Riconti, comptant ainsi entrer de bonne heure à Wilna.

Le 28, tandis qu'il cheminait avec Belliard, en tête de ses escadrons, la cavalerie légère du général Bruyère rencontra le ministre de la police de Russie, Balachoff, aide de camp de l'empereur Alexandre et personnage des plus avisés, qui déclara être envoyé par son souverain auprès de l'Empereur. Il fut conduit au chef d'état-major de la cavalerie qui le présenta au roi de Naples. Celui-ci lui fit le plus gracieux accueil, déplora la guerre faite à la Russie et chargea Belliard de le faire conduire, par un de ses officiers d'état-major, auprès de Napoléon.

Après avoir descendu les coteaux qui bordent la Vilia, les cavaliers de Bruyère arrivèrent aux portes de Wilna, s'y heurtèrent à un détachement d'arrière-garde russe composé des trois armes qui résista un instant, puis se replia en ville et alluma partout l'incendie, détruisant surtout les magasins de vivres et de fourrages. On éteignit le feu comme on put; et on se mit en rapport avec les Lithuaniens qui nous firent bon accueil. Napoléon arriva vers midi et retrouva Murat, dont les chevaux commençaient à être très affaiblis.

La nuit suivante, tandis que l'état-major de la réserve se reposait de ses fatigues, un orage extraordinaire se déchaîna sur la ville et les environs. Ce fut un véritable phénomène atmosphérique qui dura trois jours et produisit subitement un tel refroidissement et une telle humidité que tous les bivouacs furent sous l'eau. Une

quantité d'hommes furent atteints de dysenterie, et de nombreux chevaux périrent. Le souvenir de cet événement resta gravé dans la mémoire des contemporains comme celui d'un désastre. Les jeunes chevaux des convois, saisis par des pluies glaciales, succombèrent; et les jours suivants, on vit les routes couvertes de leurs cadavres. Un nombre de voitures considérable furent abandonnées; en même temps les désertions commencèrent et on compta bientôt plus de 25,000 étrangers qui avaient quitté leurs drapaux, pour se faire pillards et maraudeurs.

Le 29 juin, Belliard signala au prince Berthier de nombreux corps de troupes qui marchaient de notre droite vers notre gauche, autour de Wilna. Au quartier général on supposa que c'étaient des troupes qui rejoignaient Barclay de Tolly sur la Dwina.

La réserve de cavalerie reçut l'ordre de les suivre, de marcher par Gloubokoé et de s'étendre jusqu'à Wileika. Elle devait être soutenue par une ou deux divisions du corps Davout. L'Empereur comptait à ce moment manœuvrer par sa droite.

Belliard constatait déjà, dans nos rangs, des indices de décomposition. Sur les routes, plus de 8,000 cadavres de chevaux infectaient l'air; et la réserve de cavalerie elle-même était très éprouvée. Sur ses situations, le chef d'état-major n'indiquait plus que 15,000 cavaliers disponibles. L'effectif de l'armée s'était abaissé de son côté au chiffre de 200,000.

Le mois de juillet commença sous ces fâcheux auspices. « Le soldat n'a rien et ne trouve rien, écrivait Belliard dans ses rapports. Tous les villages, ou pour mieux dire toutes les granges sont abandonnées; et c'est un système bien déterminé de la part de l'ennemi, de tout détruire et de tout brûler, afin de nous enlever toute espèce de ressource. »

Le 3 juillet, la cavalerie, marchant sur Swentziani, se

heurta à une troupe de 4,000 chevaux environ, couvrant un corps de 40,000 hommes qu'on supposa être celui du général Barclay de Tolly. La cavalerie légère eut l'ordre de la charger et la mena avec entrain pendant trois ou quatre lieues. La cavalerie russe céda le terrain sans combat, comme obéissant à un mot d'ordre.

La réserve fit séjour à Swentziani. Les hommes et les chevaux avaient un besoin de repos urgent.

A Vidzoui, où il atteignit la Dwina, Murat trouva les ponts détruits, les pilotis brûlés, les moyens de passage enlevés et l'armée russe en retraite au delà de la Dwina qu'elle avait franchie sur des ponts de bateaux à Drissa et Drouia. Le 12 juillet, Belliard transmit ces nouvelles à l'Empereur, qui voyait avec un désappointement profond le système de défense adopté par les Russes. En même temps, les rapports de l'avant-garde apprirent que l'ennemi se fortifiait à Drissa. Par suite, on envoya la réserve de cavalerie à Opsa, d'où un officier d'état-major partit en reconnaissance vers Drissa. Il en revint pour annoncer encore que l'ennemi ne tiendrait pas et qu'il se retirait sur Polotsk. La marche fut donc reprise dans cette direction, malgré la fatigue générale et la dysenterie qui commençait à sévir dans le corps de Davout.

Le 20 juillet, Belliard et le Roi atteignirent la Dwina à Disna. On n'y trouva qu'un petit nombre de cosaques qui s'enfuirent. Deux jours après, arrivé à Polostk, Belliard s'occupa immédiatement de la reconstruction des ponts, du rassemblement des faibles ressources trouvées en ville et surtout des renseignements à recueillir sur les Russes. Il prépara pour le Roi qui voulait l'envoyer de suite à l'Empereur, un rapport sur les positions des différents corps de cavalerie qui se concentraient à Polotsk. Sur l'avis qu'il donna au Roi, de la retraite de l'ennemi vers la haute Dwina, ce dernier fit passer Montbrun, avec ses cavaliers, sur la rive droite.

C'était le moment où l'Empereur espérait séparer

Bagration de Barclay de Tolly et lui infliger une défaite décisive. Davout, poussé de son côté, le battit le 23 juillet, à Mohilev. A partir de cette date, la réserve de cavalerie fut suivie par le corps du prince Eugène et se porta sur Ostrowno. Le 25, le général Bruyère était en avant avec sept régiments de cavalerie légère, lorsqu'il se heurta à des masses de cavalerie russe. Le général de brigade Piré les attaqua avec vigueur et Murat, suivi de Belliard, arriva quand le combat finissait. L'ennemi venait d'être refoulé, perdant ses canons. La 2e brigade de cavalerie légère de Bruyère et les cuirassiers de Saint-Germain accompagnaient le Roi, qui aperçut alors en avant d'Ostrowno, un corps d'armée russe tout entier qui semblait disposé à nous disputer le terrain. C'était celui du général Ostermann que Barclay de Tolly avait envoyé de Witebsk au-devant de nos colonnes pour retarder notre marche. Murat n'était pas en forces. Il prit position pour attendre le prince Eugène auquel il demanda d'activer au moins l'arrivée de la division d'infanterie Delzons. En même temps, il fit former les cuirassiers Saint-Germain en lignes par brigades et placer son artillerie prête au combat. Un régiment de dragons russes vint alors se former sur son flanc. Il le fit charger; il fut culbuté et détruit. Le combat prit dès lors une nouvelle extension et bientôt douze bataillons russes, couverts par des bois, vinrent tenter de déborder notre droite. Ils forcèrent d'abord une brigade de cavalerie légère à céder le terrain. Sur la gauche, d'autres bataillons russes renouvelèrent cette tentative contre des lanciers et des cuirassiers. Ils furent repoussés en un instant. « Jamais, écrivit Murat dans son rapport, je n'ai vu de la cavalerie charger de l'infanterie avec plus de courage et de succès. » La division d'infanterie Delzons arriva fort à propos, et fut dirigée sur les derrières des Russes qui devinrent de suite plus circonspects, rappelèrent leurs bataillons et bientôt se mirent en retraite. Le combat d'Ostrowno se terminait

à notre avantage, laissant dans nos mains huit bouches à feu et 7 à 800 prisonniers. Les pertes de l'ennemi furent évaluées à 5 ou 6,000 hommes. Le roi de Naples termina son rapport à l'Empereur par ces mots : « Je dois des éloges particuliers au général Belliard, qui se trouva à toutes les charges et qui me fut de la plus grande utilité pour l'exécution des différents mouvements que je fus dans le cas d'ordonner. » Cette citation fut complétée le même jour par une seconde lettre de Murat, disant à l'Empereur : « Je dois encore citer, à Votre Majesté, le comte Belliard qui, dans cette journée, donna encore à Votre Majesté, de nouvelles preuves de dévouement et de courage. C'est à lui qu'on doit la conservation d'une partie de l'artillerie de la division Delzons. En rappelant ici tous ses anciens titres à vos bontés, je me crois autorisé à demander à Votre Majesté, pour ce brave officier, le grand cordon de la Légion d'honneur. Je puis assurer à Votre Majesté qu'il l'a mérité sous tous les rapports. »

Malgré les circonstances glorieuses dans lesquelles cette proposition fut faite, elle n'eut, pour le moment, aucune suite.

Après ce combat, le roi de Naples traversa Ostrowno, le 26 juillet au matin, et rencontra de nouveau l'ennemi en bataille, à deux lieues au delà, le front couvert par un ravin. C'était une division d'infanterie russe envoyée la veille pour servir de soutien au corps d'armée d'Osterman. Murat, cette fois, laissa agir l'infanterie du prince Eugène et se tint en arrière avec ses escadrons. Il se contenta de diriger des reconnaissances au delà de la Dwina pour menacer le flanc des Russes. Après un violent combat, l'ennemi évacua, vers 8 heures du soir, le plateau qu'il occupait. Nous nous y installâmes aussitôt et la cavalerie y rejoignit les fantassins. Peu de temps après, l'ennemi tenta un retour offensif. Mais une belle charge des lanciers polonais, conduite par Murat, et soutenue

par les troupes du corps d'Eugène, annula ses efforts et le força à la retraite. Bientôt Napoléon parut sur le terrain et ordonna de reprendre la poursuite. Nous avions perdu 1,200 hommes, dont 400 morts; les pertes des Russes dépassaient 2,000 hommes.

Le 27 juillet, Belliard partit pour Witebsk. L'Empereur, toujours plein d'espoir de livrer bataille, était avec Eugène et Murat. Il atteignit en effet l'armée de Barclay de Tolly, qui avait pris position au delà d'un ravin. Le combat de Witebsk s'engagea, mais mollement; car le reste de notre armée, retardé par la chaleur, ne montrait pas encore ses têtes de colonne. Pendant ce temps Barclay apprenait que Bagration, après avoir échappé à nos coups, ne pourrait le rejoindre qu'à Smolensk. Il se contenta alors de soutenir un combat d'artillerie jusqu'au soir, laissa ses feux allumés et décampa dans la nuit.

Le lendemain, en constatant son départ, l'Empereur et les troupes éprouvèrent une cruelle déception. On se remit en route par une chaleur accablante; la réserve de cavalerie éclairait le terrain. Mais, après une courte conférence avec le roi de Naples et le prince Eugène, Napoléon renonça à une poursuite qui épuisait ses forces sans résultat. Murat déclarait que sa cavalerie n'en pouvait plus. L'Empereur lui promit de s'arrêter.

Belliard reçut l'ordre d'installer la réserve en avant de la Kasplia, et de faire surveiller toutes les directions par lesquelles l'ennemi pouvait déboucher. Il était temps pour elle de prendre un peu de repos. Nansouty et Montbrun avaient perdu 8 à 9,000 hommes; et la cavalerie légère, épuisée par un service incessant, était diminuée de moitié.

L'Empereur cependant préparait de nouvelles manœuvres. N'ayant pu séparer Bagration de Barclay, il résolut d'opérer un grand mouvement de sa gauche vers sa droite pour surprendre Smolensk et déboucher sur le flanc gauche des Russes. Belliard prépara le départ pour le 10 ou le 11 août.

Pendant ce séjour à Witebsk, les réflexions des uns et des autres se firent jour. La guerre débutait par un désastre au point de vue des effectifs. Cette diminution effrayante des hommes, des chevaux, des voitures, était constatée par les états-majors, notamment par celui de la cavalerie, depuis le début des opérations. A Witebsk, on s'en rendit un compte exact. Jamais encore, on n'avait vu l'armée fondre aussi rapidement. L'Empereur en était plus saisi que tout autre et pressentait que les causes de cette dissolution augmenteraient encore à mesure qu'il s'avancerait dans l'intérieur. Il n'en était que plus irrité de voir ses lieutenants impressionnés par les difficultés, par la désolation du pays, par son manque de ressources, par la ruine des effectifs et surtout par ce recul systématique de l'ennemi, semant sous ses pas la ruine et l'incendie. Murat, Belliard, Ney et les généraux de cavalerie étaient encore, parmi les chefs de l'armée, ceux qui montraient le plus d'entrain. Mais combien d'autres, Berthier en tête, qui auraient voulu s'arrêter à Witebsk et Smolensk, s'organiser en Lithuanie pour l'hiver et recommencer, en 1813, une nouvelle campagne avec une armée solide et refaite. Ces idées furent exposées à l'Empereur, qui les écouta, les discuta et les rejeta obstinément. Il fallait se disposer à repartir.

Ce fut aussi à Witebsk, que Murat, inquiet de la manière dont la reine Caroline exerçait la régence en son absence, fit appel à l'amitié de Belliard et lui demanda d'écrire à la reine, le 5 août, une lettre de conseils et d'observations, à laquelle elle répondit en femme adroite et avisée.

Monsieur le Comte, j'ai reçu votre lettre du 5 août, à laquelle je n'ai pas compris grand' chose; mais il me suffit d'y trouver un témoignage de votre attachement au Roi, pour que je vous en sache gré. Je n'oublie pas que vous êtes le compagnon d'armes et de gloire du Roi. J'ai vu avec plaisir, et dans les journaux et dans la correspondance du Roi, combien il avait à se louer de vous, et j'espère qu'à son

retour, il vous réserve près de sa personne des occupations qui vous seront agréables, et vous feront oublier les fatigues d'une campagne pénible. Ce sera pour moi une fête de voir à côté du Roi celui qui a partagé ses travaux, et je n'oublie rien pour lui prouver le cas que j'en fais.

La Reine entrait ensuite dans des explications sur ses actes de régence, destinées à être mises sous les yeux du Roi et à calmer ses inquiétudes. Puis, revenant sur ce qui pouvait être agréable au chef d'état-major et à l'ami du Roi, elle ajoutait :

J'espère que bientôt vous serez à Moscou, et que votre retour alors ne sera pas longtemps différé; en attendant, je vous recommande d'avoir bien soin du Roi; empêchez, autant qu'il vous sera possible, qu'il s'expose aux dangers et surtout parlez-lui souvent de moi, de ses enfants et de mon sincère attachement. Croyez aussi, monsieur le Comte, au constant intérêt que je vous ai voué et qui est encore augmenté par les soins que vous donnez au Roi, soins dont il se loue beaucoup et dont j'aurai bien du plaisir à vous témoigner ma reconnaissance.

CAROLINE.

Cette lettre montre l'intimité qui existait entre Belliard et Murat. La bonté de ce dernier, son courage et sa générosité, qualités qui atténuaient bien des défauts, avaient gagné l'affection de Belliard. Il en résultait pour le service une sûreté de rapports et une confiance dont tous les chefs de la cavalerie appréciaient hautement les avantages.

Avant de quitter Witebsk, les 3[e] et 4[e] corps de cavalerie rentrèrent sous les ordres du roi de Naples. Le 3[e], commandé par Grouchy, avait été mis jusque-là à la disposition du prince Eugène et le 4[e] sous Latour Maubourg, avait été également détaché. Pour les prochains mouvements, toute la réserve placée dans la main de son chef, devait être soutenue par le corps d'armée de Ney.

La marche reprit le 11 août, Murat et Ney défilèrent derrière les bois marécageux qui s'étendaient de Liosna à Lioubawiczy et débouchèrent sur le Dniéper en face Liady. On y jeta deux ponts, qui permirent à l'armée de franchir le fleuve, dans la nuit du 23.

Le lendemain, au point du jour, après avoir prévenu Grouchy qu'il ouvrirait la marche, Belliard partit pour Krasnoié, accompagnant Murat qui avait pris la tête des corps Nansouty et Montbrun. L'ennemi fut rencontré en avant de cette ville, et attaqué par Grouchy et Bordesoulle. Il se défendit avec opiniâtreté ; mais bientôt, ayant perdu 8 canons, un millier de prisonniers et autant d'hommes hors de combat, il céda le terrain et se replia sur la ville. Notre avant-garde le poursuivit ; puis, voyant que le gros de l'armée ne dépassait pas Krasnoié, elle s'arrêta en avant de Korytnia.

Le 16, Belliard reçut les ordres pour la marche sur Smolensk. Il s'agissait de surprendre la ville. On se mit en route et rien n'arrêta les troupes d'avant-garde jusqu'aux abords de la cité. Mais là, lorsque Grouchy et Ney arrivèrent, ils aperçurent des masses russes qui rentraient dans Smolensk, prêtes à la défendre. C'était un corps d'armée entier que Bagration avait chargé de cette mission. Ney tenta une attaque de vive force qui ne réussit pas.

Le roi de Naples, voyant la situation, fit donner l'ordre par son chef d'état-major de prendre position sur les hauteurs qui dominent la ville. Il occupa la droite de la ligne, ayant le corps de Ney à sa gauche. Vers midi, l'Empereur arriva, plein d'espoir cette fois dans la bataille qu'il cherchait vainement depuis deux mois. Pendant toute la journée du 16, en effet, des troupes russes se rassemblèrent autour de Smolensk, tandis que Napoléon concentrait ses forces sur le demi-cercle de hauteurs qui l'entouraient et qu'il reconnut lui-même entouré de ses maréchaux.

Le 17 août, vers 10 heures du matin, l'armée russe étant restée à l'intérieur de la ville, il fallut se résoudre à l'attaquer derrière ses murs. Un violent combat d'artillerie s'engagea et dura toute la journée. Dans l'après-midi, on réussit à enlever deux faubourgs sans pouvoir aller plus loin. C'était un résultat médiocre comparé à l'effort déployé. Napoléon, désappointé, fit préparer l'assaut pour le lendemain. Mais, dans la nuit, l'ennemi alluma l'incendie dans tous les quartiers et se déroba encore. Une pénible émotion s'empara des vainqueurs quand ils entrèrent dans la cité conquise. Des ruines fumantes s'étalaient à leurs yeux au milieu du silence d'une ville abandonnée.

L'Empereur en ressentit un profond dépit. Depuis le passage du Niémen, toutes ses entreprises échouaient. Il n'avait pu atteindre Bagration, ni l'empêcher de rejoindre Barclay de Tolly; il n'avait pu déborder ce dernier entre Polotsk et Witebsk; il n'avait pu surprendre Smolensk, ni déborder la gauche de l'ennemi qui l'avait arrêté pendant trois jours. Il semblait que ses adversaires instruits à son école, exécutaient maintenant des manœuvres capables de déjouer les siennes. Néanmoins il n'y avait qu'un parti à suivre : continuer l'offensive. Aussi, après avoir reconnu que les Russes se retiraient sur Moscou, Napoléon donna l'ordre de marcher sur cette capitale.

On partit le 19, et Ney se heurta d'abord à une forte colonne ennemie qu'il attaqua à Valoutina. Le combat fut sanglant et acharné. Murat, dont les régiments parcouraient les environs, rassembla environ trois mille cavaliers, trouva un passage à travers les marécages qui bordent le Dniéper et chargea à fond un corps de cavalerie russe qu'il trouva à sa portée. Il le refoula et finit par se déployer au galop sur le plateau enlevé à l'ennemi. Le combat de Valoutina fut l'un des plus meurtriers de la campagne et, chose plus grave, il resta sans résultats. L'Empereur en fut très affecté. Il se sentait impuissant

contre une pareille tactique. Autour de lui l'inquiétude et l'hésitation se manifestaient ouvertement ; et Belliard, dans le poste élevé qu'il occupait, fut témoin des impressions pénibles que causait en haut lieu la défensive sauvage et opiniâtre de l'adversaire. Il entendit émettre de nouveau cette opinion, qui dominait même au quartier général, qu'il valait mieux s'arrêter, assurer la position de l'armée sur la Dwina, s'y organiser pour l'hiver, refaire les troupes et recommencer au printemps une campagne décisive.

Après le combat de Valoutina, on raconta même que Napoléon avait hésité sur le parti à prendre. Mais à ce moment la nouvelle de succès obtenus sur nos ailes influa définitivement sur ses résolutions. Elle coïncida avec des renseignements de la cavalerie d'avant-garde qui ranimaient ses espérances, et lui apprenaient que Barclay de Tolly avait pris en avant de Dorogobouge des dispositions qui décelaient l'intention de combattre. L'Empereur se décida à aller le chercher.

Avant de quitter Smolensk, Belliard fut invité à modifier son service d'état-major de façon à renseigner plus promptement le chef de l'armée. Chaque matin un de ses officiers devait apporter à l'état-major général le rapport de la nuit et celui de la rentrée des reconnaissances. Le soir, un autre officier venait indiquer la position des troupes et repartait avec les ordres de marche. Cette mesure, que Belliard appliqua de suite, fut extrêmement utile.

Pour marcher sur Dorogobouge, l'Empereur fit partir Murat en avant avec deux corps de cavalerie, soutenus par Davout à la tête de cinq divisions. Il devait suivre l'ennemi pas à pas.

Après quelques combats avec l'arrière-garde ennemie, la cavalerie occupa Solowiewo, puis se dirigea sur Dorogobouge. Pendant cette marche, des dissentiments éclatèrent entre Murat et Davout qui appréciaient d'une

façon différente l'attitude des Russes. Leurs caractères étaient trop opposés pour qu'ils puissent s'entendre. Murat rendait compte que les Russes à Dorogobouge semblaient démoralisés et pourtant disposés à tenter le sort des armes. L'Empereur, trop disposé à le croire, le rejoignit en hâte, mais n'arriva sur ce point que pour les trouver encore une fois décampés. Il donna l'ordre de les suivre, le 25 août. Il ajouta à son avant-garde la cavalerie légère des corps Davout et Ney, avec une forte artillerie attelée. Une division de Davout devait toujours être prête à le soutenir.

La marche continua ainsi sur Wiazma qu'on atteignit le 28 et où l'on séjourna jusqu'au 31.

Ce fut dans cette ville que Murat et Belliard eurent connaissance du dissentiment qui venait d'éclater entre le major général et l'Empereur. Belliard était encore sous l'impression causée par cette brouille, quand un autre incident surgit à ses côtés. Davout trouvait que Murat éreintait sa cavalerie légère et comme le roi de Naples ne tenait aucun compte de ses observations, il en vint à lui refuser l'appui de son infanterie et défendit au général Compans de lui obéir. Murat allégua ses titres et ses droits. Davout s'obstina dans son refus. L'altercation fut si vive que Belliard pour l'apaiser, alla trouver l'Empereur, le 29 août, dans l'après-midi, pour lui dire que le Roi et le prince d'Eckmuhl étaient sur le point de se battre. Berthier fut envoyé pour les calmer (1). Mais Napoléon dut s'en mêler et maintint son ordre antérieur : la division Compans devait obéir à Murat, tant qu'elle serait à l'avant-garde.

Belliard quitta Wiazma, avec la cavalerie, le 31 août, pour se rendre à Ghiat, qui fut atteint le même jour. Les Russes en étaient partis. Mais les traînards de leur

(1) *Journal* du maréchal de Castellane, I, 143.

arrière-garde racontaient qu'ils se battraient dès qu'ils auraient reçu leurs renforts.

On fit un nouveau séjour à Ghiat pour permettre aux corps de rallier les hommes laissés en arrière, de se refaire un peu, de compter leurs effectifs et de préparer leurs armes. L'Empereur croyait la lutte prochaine.

Les trois premiers jours de septembre, le temps fut si mauvais, qu'on crut ne pouvoir plus avancer. On dut rester à Ghiat et de nouveaux tiraillements se produisirent dans les hautes sphères du commandement. Belliard vit son chef s'en mêler. La situation et les souffrances s'étaient aggravées. Les routes, détrempées par les pluies, n'étaient plus praticables; les chevaux mouraient par milliers: la cavalerie diminuait à vue d'œil. Murat se joignit à Ney pour faire des représentations à Napoléon, qui en fut ému et promit de s'arrêter, si le temps ne changeait pas.

Mais la matinée du 4 parut assez belle pour repartir. Le 5, Belliard arriva un des premiers avec Murat dans la plaine de Borodino, qui allait devenir le théâtre de la bataille la plus sanglante du siècle. La cavalerie s'y heurta à des postes avancés qu'elle refoula et en arrière desquels elle découvrit des masses considérables de toutes armes. Napoléon, comprit qu'il tenait enfin la bataille cherchée et se trouva en présence d'une position très forte, hérissée de redoutes et de canons. Du côté où il voulait attaquer, il y avait, à Schwardino, un ouvrage avancé. Murat reçut l'ordre de l'enlever avec ses cavaliers et la division Compans. Il força d'abord la cavalerie russe à se replier et dégagea le terrain pour l'infanterie qui déborda la redoute, monta à l'assaut et s'en empara. Les canonniers russes se firent tuer sur leurs pièces. L'armée s'établit dans la plaine où l'Empereur lui donna, le 6, vingt-quatre heures de repos.

Ce jour-là, en face les uns des autres, Russes et Français se préparèrent à une lutte acharnée. L'Empereur

reconnut le champ de bataille avec ses maréchaux, et dans l'après-midi, leur expédia son ordre de combat. D'après son contenu, Belliard prit ses dispositions pour placer les trois corps Nansouty, Montbrun et Latour-Maubourg : le 1er, derrière le corps d'armée de Davout; le 2e, derrière celui de Ney; le 3e, en réserve. Le corps de Grouchy restait attaché au prince Eugène. Il leur transmit la recommandation faite par Napoléon, de profiter des plateaux praticables, pour achever partout où ce serait possible, la déroute de l'ennemi.

Le lendemain, dès 5 heures du matin, commença cette bataille de la Moskowa, qui marque dans la carrière de l'Empereur une époque décisive. Le roi de Naples y joua un rôle important; et Belliard, qui ne le quitta pas, le seconda activement, prenant sa large part des dangers qu'il affronta avec autant de bravoure que de bonheur. Il put l'admirer, au point du jour, arrivant au galop devant ses cavaliers, en tunique de velours vert rehaussé de fourrures, une toque à plumes sur la tête, resplendissant de broderies et inspirant à tous la confiance et l'ardeur. Dès le début, les feux d'artillerie prirent une intensité formidable. Davout ayant été fortement contusionné, l'Empereur voulut le remplacer par Murat; mais ce dernier put lui-même annoncer à Napoléon que la contusion du prince d'Essling lui permettait de continuer son commandement. Ney s'était engagé et une de ses divisions avait été refoulée par des cuirassiers russes. Murat s'y porta aussitôt avec Belliard et la cavalerie légère de Bruyère, mit pied à terre pour rallier nos fantassins, les ramena au feu, les entraîna à l'assaut et leur fit reprendre un ouvrage qu'ils avaient laissé enlever. A partir de ce moment, Murat ne quitta plus cette partie du champ de bataille et s'entendit avec Ney pour y diriger nos efforts. Ils réussirent à emporter un certain nombre d'ouvrages et Belliard transmit alors, à Nansouty, l'ordre de venir se placer à leur droite pour nous couvrir de ce côté. Les

troupes qui les suivaient gagnèrent du terrain jusqu'aux abords du ravin de Séménofskoié, où elles furent exposées à de violents feux d'artillerie, qui menaçaient de les détruire. D'autre part, le ravin était peu profond et accessible. Murat, n'ayant pas d'infanterie à sa disposition, envoya Belliard chercher le 4ᵉ corps de cavalerie de Latour-Maubourg; puis, lui ordonna de franchir le ravin, de charger l'infanterie russe, de lui enlever ses pièces, et de se maintenir sur le terrain conquis. Latour-Maubourg exécuta cet ordre; mais il ne put se maintenir et dut rétrograder.

Après s'être concerté avec Ney, Murat pensa qu'en pénétrant dans le centre de la ligne russe par Séménofskoié, on la romprait, on briserait les forces ennemies en deux masses et on obtiendrait des résultats décisifs. Pour cela, il fallait des renforts. Belliard alla les demander à l'Empereur, en lui expliquant la position; il devait au besoin demander le concours de la garde.

Il le trouva dans la redoute de Schwardino, conquise la veille, suivant les péripéties de la bataille dont il voyait l'ensemble. Belliard le trouva fatigué par un gros rhume et ne réussit pas à le convaincre. Napoléon ne lui promit que le concours de la division Friant, sa seule réserve disponible en dehors de la garde. Celle-ci était sa dernière ressource et il craignait de l'engager si loin de sa base d'opérations. Belliard retourna près de Murat avec cette réponse, rencontra en route la division Friant et revint avec elle. Il rendit compte à Murat et à Ney de son entrevue qui provoqua chez ces deux héros des mouvements d'impatience et parfois des expressions assez vives. Mais il fallut se contenter de ce renfort. La division Friant se lança sur Séménofskoié, et se heurta à une résistance énergique.

Murat, voulant en finir, dit à Belliard de faire avancer sa cavalerie et de lui faire exécuter un vaste mouvement d'ensemble. Les cuirassiers Saint-Germain et Valence,

conduits par Nansouty, chargèrent sur la droite la cavalerie russe pendant que ceux de Vathier et de Defrance, prenant la gauche, l'abordaient de leur côté. Ils réussirent à en rompre une partie. Mais le reste résista. Il en résulta une mêlée terrible dans laquelle le vaillant Montbrun fut tué et Rapp reçut quatre blessures. Murat et Ney restèrent invulnérables et Belliard, protégé comme eux par un rare bonheur, fut préservé de toute atteinte. Les Russes chargèrent à leur tour et forcèrent Murat à se réfugier, avec son chef d'état-major, dans un des carrés de Friant qui reçut l'ennemi sans se laisser entamer.

Une seconde fois, Murat et Ney firent auprès de l'Empereur une nouvelle tentative pour lui faire engager ses réserves et donner sa garde. Ils échouèrent encore et obtinrent seulement l'appui d'une partie de l'artillerie de la garde et de la division Claparède.

Vers 3 heures de l'après-midi, le roi de Naples, jugeant le moment propice, dit à Belliard de faire recommencer les charges de cavalerie d'abord par le 2e corps, puis par le 4e (Latour-Maubourg), enfin par le 3e (de Grouchy). Ces charges, secondées par des feux d'artillerie écrasants, firent plier l'armée russe qui finit par reculer, ne cédant le terrain que pas à pas. A ce moment, si elle avait été abordée par une troupe fraîche, excitée par le succès, elle aurait probablement été mise en déroute et détruite.

La bataille était gagnée, mais au prix de pertes cruelles (1). Le lendemain, 8 septembre, on laissa les troupes se reposer, sauf la cavalerie qui partit pour Mojaïsk, avec une division d'infanterie du corps Davout. Cette avant-garde fit sa route sans encombre; mais sa tête de colonne reçut quelques coups de canon des arrière-gardes russes. Un boulet atteignit le général Belliard au mollet et lui fit une blessure qui, jugée d'abord peu

(1) Belliard est cité par Thiers, comme ayant été gravement blessé à la bataille du 7. Il fut au contraire sain et sauf ce jour-là et blessé seulement le lendemain.

dangereuse, l'immobilisa pendant plusieurs semaines, et le rendit à peu près indisponible. Il accompagna néanmoins l'avant-garde et arriva avec le Roi, à Mojaïsk, le 9. Le lendemain, à Krinskoié, Murat fut un instant arrêté par une troupe russe qu'il refoula, et, le 13, il atteignit Worobiewo, sa dernière étape avant Moscou. Belliard devait suivre en voiture.

Le 14, l'avant-garde fit son entrée à Moscou. Murat était suivi de son état-major et d'un détachement de cavalerie; il trouva partout une solitude profonde qui donnait à cette capitale l'aspect d'une ville morte. Il reçut l'ordre de garder les portes du nord et de l'est et s'installa dans un faubourg près du pont. Il y recueillit son chef d'état-major aussi impressionné que lui par l'abandon de cette grande cité. Le lendemain, le roi de Naples reçut l'ordre de reprendre le contact et de chercher la direction suivie par les Russes. Il laissa Belliard en arrière, lui confiant le soin d'installer son quartier général au couvent de Pokroskoié, où il put encore s'occuper de la direction de la correspondance.

Ce fut dans cette journée du 15, que l'Empereur s'installa au Kremlin. Dans la nuit, l'incendie éclata avec une violence qui le força à quitter la ville avec son armée. Le feu dura les 16, 17 et 18 septembre, et détruisit les quatre cinquièmes de la ville.

La cavalerie, pendant ce temps, fut tenue en éveil et Belliard invita tous les généraux à faire le service de nuit avec le plus grand ordre. « On exercera, écrivait-il, le 17, la plus grande surveillance; qu'on soit toujours prêt et que tout le monde couche sur le terrain en cas d'événement. »

Le 19, l'Empereur rentra à Moscou. Belliard, pour se guérir, fut autorisé comme les officiers blessés, à résider en ville, non loin du major général, où il servit d'intermédiaire entre l'Empereur et le commandant de la cavalerie.

Il s'occupa d'abord des effectifs, centralisa les situations de la cavalerie et les remit au prince de Wagram, le 26 septembre. Leurs chiffres étaient navrants.

Le 1er corps de réserve de cavalerie (Nansouty) n'avait plus que . .	2,527	hommes.
Le 2e, augmenté de la cavalerie du 3e corps d'armée.	4,263	—
Le 3e (Grouchy) environ	3,000	—
Le 4e (Latour-Maubourg).	1,644	—
En résumé, les 22,000 cavaliers de Murat étaient réduits à :	11,434	hommes.

L'armée tout entière, forte au début de 420,000 hommes n'en comptait plus que 93,000.

Il fallait donc revenir sur ses pas et cette idée domina bientôt toute le monde. Belliard avait appelé près de lui quelques-uns de ses officiers d'état-major malades ou blessés; il restait en correspondance suivie avec le général de brigade Borelli qui l'avait momentanément remplacé à la tête de l'état-major.

Quant au Roi, il écrivait à Belliard, le 23 septembre :

Je reçois votre lettre, mon cher Belliard; je suis véritablement heureux de l'espoir que vous me donnez d'une prompte guérison et d'un prompt et durable rapprochement; de la patience et tout ira bien. L'ennemi est décidément à cinq ou six marches de moi; aussi, si l'Empereur n'ordonne pas que je le poursuive, je demande à rentrer à Moscou. Adieu, mon cher Belliard, tout à toi.

JOACHIM NAPOLÉON.

Le même jour, ayant proposé à Napoléon de se porter au-devant des Russes avec une forte avant-garde, Murat en prévint Belliard et lui demanda ses équipages laissés à Moscou, en l'invitant à rester dans cette ville pour se guérir.

Ce conseil, ajoutait-il, est pénible à donner par celui qui éprouve une peine bien vive de notre séparation et de vos

douleurs; il faut se résigner.... Ouvre la lettre qui me serait envoyée, afin de pouvoir donner des ordres à mes équipages. Adieu, mon cher Belliard; crois à mes regrets de notre séparation et à mon tendre attachement. Guéris bien vite....

P.-S. — Dis à mon aide de camp qu'il n'oublie pas mon beau traîneau (1).

JOACHIM NAPOLÉON.

Napoléon lui ordonna simplement de se remettre sur les traces de l'ennemi et d'attendre de nouveaux ordres à Vélino. Le Roi, contrarié, écrivit à Belliard :

J'espère que mes équipages ne sont pas partis; s'ils ont pris la route de Velino, ils sont pris. Ménage ta santé et guéris bien vite. Jamais je ne fus plus dégoûté; je suis fatigué de courir de grange en grange et de mourir de faim. Tout à toi.

JOACHIM NAPOLÉON.

Belliard se rétablissait très lentement; il était d'ailleurs préoccupé de l'avenir et songeait surtout à compléter ses approvisionnements.

Le 29, il annonça au général Borelli, le retour auprès du Roi, du personnel d'administration qui était venu à Moscou faire des achats. Il y ajouta des conseils sur le service d'état-major. « Il y a, disait-il, beaucoup de petites choses de service qu'il faut faire vous-même, pour éviter au Roi la peine de s'en occuper, ayant soin toujours de lui en rendre compte. Tâchez de lui éviter le plus de peine que vous pourrez. » Il lui faisait connaître que tous les officiers d'état-major qui étaient rétablis, allaient le rejoindre. Il savait combien ces officiers avaient été malheureux dans cette première partie de la campagne et les recommandait avec une sollicitude paternelle.

« Tâchez de trouver quelqu'un qui puisse leur faire à manger; tâchez qu'ils soient le mieux possible; je vous

(1) *Mémoires de Belliard*, par Vinet.

rembourserai tout ce que vous aurez dépensé. Si, malgré vos soins, on ne pouvait rien obtenir, il faut vous adresser directement au Roi, ou prier Sa Majesté que ces malheureux officiers mangent à la seconde table. »

On était au mois d'octobre et bien des officiers ne comprenaient pas la prolongation du séjour à Moscou. Le froid se faisait sentir et chacun songeait à s'en garantir pour le retour, en se procurant des vêtements et des vivres qui avaient fait si souvent défaut dans la marche en avant.

Sous ce rapport, Belliard rendit alors à la réserve de cavalerie des services inappréciables. Au moment où l'Empereur, craignant de s'encombrer de nombreux blessés, résolut de les évacuer sur Wilna, Belliard demanda des explications au major général qui lui répondit :

Moscou, 8 octobre 1812.

Monsieur le général, je reçois votre lettre; l'Empereur veut être à Moscou, de manière à pouvoir manœuvrer sur l'ennemi quand bon lui semblera, et partir de cette ville comme on part d'un cantonnement de guerre, n'occupant que la petite enceinte du Kremlin. Pour cela, il faut que l'armée n'ait à sa suite aucun embarras, ni aucun officier blessé, puisque l'armée partant, il ne doit pas rester un Français dans les maisons de la ville, hors du Kremlin. Ainsi les officiers blessés et qui sont dans un état assez grave pour ne pas pouvoir suivre l'armée, doivent partir pour Wilna ou Smolensk. Ceux qui, après quelques mois de repos à Wilna, se trouveraient en état de rentrer en campagne, reviendront au quartier général impérial. Ceux qui, par la nature de leurs blessures, ne sont pas jugés en état de faire la campagne prochaine, seront autorisés à retourner en France. Cette disposition ne regarde que les généraux, colonels et chefs de bataillon.

Mandez-moi si vous êtes dans le cas de rester à l'armée ou de vous rendre à Wilna. On doit partir demain ou après. Amitiés.

Alexandre Berthier.

Belliard voulait rester à son poste. Il répondit au prince de Wagram.

Prince, je ne veux point quitter l'armée. Quoique blessé, je puis rendre quelques services. Je demande l'autorisation de rester encore quelques jours à Moscou; si cela n'était pas possible, je demande à l'Empereur la permission d'aller à l'avant-garde joindre le Roi.

J'ai l'honneur d'être, etc.

AUGUSTE BELLIARD.

Sa principale occupation était alors de rassembler des approvisionnements. Le 10 octobre, il prévint le général Borelli qu'il lui expédiait 29 voitures avec 39 sacs de farine pour les troupes, 12 sacs de farine de seigle bluté pour la maison du Roi et pour l'état-major et un sac de farine de froment pour le Roi. Il lui adressait également un petit tonneau d'eau-de-vie pour l'état-major et les officiers de la maison du Roi, en ajoutant : « Nous ne sommes pas ici beaucoup plus riches que vous en provisions, surtout en viande et en fourrages qu'on a beaucoup de peine à obtenir. » Enfin il annonçait quatre pièces de vin dans un second convoi.

Le même jour, il prévint Murat du départ du général Nansouty pour Wilna où il allait soigner sa blessure et lui recommanda le général de Grouchy pour le remplacer. Il lui adressa, en même temps, quelques indications sur les récompenses. « Il paraît, d'après ce qui m'a été dit aujourd'hui, qu'on s'occupe du travail des grâces à accorder à l'avant-garde et qu'il doit être incessamment mis sous les yeux de l'Empereur. Il paraît très certain, d'après ce qu'on m'a dit, que le premier travail fait par Votre Majesté et que le prince de Neuchâtel avait proposé pour être mis sous les yeux de l'Empereur, allait être signé et adopté en totalité, lorsque les incendies ont forcé le quartier général à se sauver bien vite. Cela a dérangé toutes les combinaisons et bonnes dispositions de Sa Majesté et le travail en est resté là

jusqu'à hier où il a été repris d'après la demande que Votre Majesté a faite à l'Empereur (1). » Il redemandait en même temps l'état des officiers du Roi et d'état-major proposés pour des récompenses.

Cette lettre fut complétée par une plus intime :

Au Roi.

Moscou, 10 octobre 1812.

Le général Borelli me mande que Votre Majesté est un peu indisposée. Je crains beaucoup qu'elle se fatigue trop. Je vous prie, sire, de ménager votre santé et encore de vous exposer beaucoup moins que vous faites.

Le payeur général, conformément aux désirs de Votre Majesté, fera payer dans la caisse du payeur de Dantzig les 60,000 francs que j'ai touchés chez M. Peyrusse. Ces fonds resteront à Dantzig à la disposition de Votre Majesté.

Le duc de Casalti part demain avec le général Bruyère et le prince Radziwil pour aller joindre Votre Majesté. Il se serait mis en route plus tôt s'il y avait eu une occasion sûre.

J'ai acheté aujourd'hui, pour Votre Majesté, de très belles peaux de martre et pas cher, à ce que m'ont assuré les connaisseurs : j'ai eu 140 peaux pour 5,000 francs.

On m'a promis de m'apporter de beaux schals : j'en achèterai quatre, si je crois qu'ils puissent vous convenir. Alors, sire, j'aurai rempli les commissions de Votre Majesté.

Pour payer ces différentes dépenses, j'ai prié le duc de Casalti de me laisser 10,000 francs dont je tiendrai compte.

Je continue d'aller bien; mais pour surcroît de bonheur je suis pris dans le bras et l'épaule droite par un rhumatisme qui me fait horriblement souffrir et qui m'empêche de bouger et même d'écrire.

On dit que M. Maret va arriver; il doit occuper la maison du général Nansouty qui est parti ce matin pour Wilna avec plusieurs officiers généraux, colonels et officiers supérieurs blessés. M. Maret sera voisin de Votre Majesté. Je pense que M. Lechat le suivra (2).

---

(1) Archives de la guerre.
(2) Archives de la guerre.

Belliard était encore à Moscou, assez souffrant, lorsque, le 13 octobre, des froids très vifs se firent sentir. Il n'y avait plus moyen d'attendre ; il fallait prendre un parti. Au lieu de s'y résoudre, l'Empereur adopta une mesure qui trahissait ses hésitations. Il réunit dans un conseil de guerre Berthier, Eugène, Davout, Ney, Mortier et Daru. Murat et Bessières, occupés hors de Moscou, n'y assistèrent pas. Il leur demanda leurs avis sur la situation. Tous, sauf Daru, opinèrent pour le retour. On discuta sur la route à suivre et l'on décida de revenir à Witebsk par une route parallèle à celle de Smolensk.

Belliard fut informé un des premiers de cette réunion et des avis exprimés. Il activa ses préparatifs de départ et en prévint le roi de Naples. Sa correspondance laisse voir qu'il n'était pas rassuré sur la marche qu'on allait entreprendre.

Au général Borelli.

Moscou, 17 octobre 1812.

... Il faut désormais à tous les convois qui viendront chercher des vivres, ainsi que je vous l'ai déjà mandé, mettre un officier d'état-major pour chef, un commissaire des guerres ou adjoint et des employés; autrement tout va à la diable. Quand les voitures arriveront, nous les ferons charger de farine et d'eau-de-vie. Il paraît que les officiers d'état-major sont toujours très mal; je vous ai écrit plusieurs fois pour améliorer leur sort : il faut sans faute vous en occuper. Mettez quelqu'un à la tête de la maison; donnez-lui de l'argent et je vous le rembourserai (1).

L'Empereur cependant continuait à ne pas se presser, lorsqu'un grave incident vint mettre un terme à ses hésitations. Depuis plusieurs jours, le roi de Naples, installé à Winkowo, se trouvait en danger et redoutait

(1) Archives de la guerre.

un malheur. D'autre part, il n'osait pas exposer sa situation à l'Empereur, craignant, disait-il, de lui faire de la peine. Au commencement du mois, il s'adressa à Belliard pour la faire connaître par une voie indirecte.

Winkowo, 10 octobre 1812.

Mon cher Belliard, ma position est affreuse; toute l'armée ennemie est devant moi. Les troupes de l'avant-garde sont réduites à rien ; elles souffrent de la faim et il n'est plus possible d'aller fourrager sans courir presque la certitude d'être pris.

Il n'y a pas de jours que je ne perde de cette manière 200 hommes. Comment cela finira-t-il? J'ai peur de dire la vérité à l'Empereur; je lui ferais de la peine. N'y aura-t-il pas là des personnes toutes officieuses, pour empoisonner mes rapports? Ma foi tant pis; l'avenir ne prouvera que trop que j'avais raison : dis-en quelque chose au prince de Neuchâtel. Que ne puis-je voir l'Empereur?

Comment va ta blessure? Guéris-la bien vite et reviens me trouver. Pourquoi n'as-tu pas envoyé Carafa (1)? Que fait-il? Ma santé n'est pas du tout bonne, et je suis certain de faire une maladie aux premières pluies; mais que la volonté de Dieu soit faite!

L'Empereur ne veut donc rien faire pour l'avant-garde? On s'en plaint hautement et cela n'ajoute pas peu au désagrément de ma position; enfin, patience; au bout du fossé, la culbute.

Envoie-nous de la farine, ou nous allons mourir de faim. Donne-moi des nouvelles; je ne sais plus rien et tu sauras que l'Empereur vient de nouveau d'empêcher de parlementer, et c'est ce qui gêne davantage, car j'étais sûr qu'on ne m'attaquerait pas sans être prévenu; cela faciliterait nos fourrages. Je suis malheureux, adieu! Quand l'Empereur prendra-t-il un parti? Que deviendra son armée cet hiver? Adieu, croyez toujours à mon amitié.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

(1) Capitaine, premier écuyer du roi, attaché à son état-major particulier et devenu plus tard compositeur de musique.

Malgré la défense de l'Empereur, Murat continua à parlementer et finit par se fier aux Russes et à leurs promesses. Vers le 14 octobre, il écrivit à ce sujet à son chef d'état-major, de son quartier général de Rozetewo.

Mon cher Belliard, je t'ai fait donner des nouvelles et je t'en ai donné tant que j'ai pu. Je me porte bien; mais je ne suis pas sans inquiétude, non plus pour moi; mais l'approche de l'hiver est effrayante; nous manquons de tout. Enfin, j'espère qu'on pourra s'entendre, Dieu le veuille! Guéris bien vite et bien vite reviens me rejoindre. Les Russes sont charmants pour moi. Tout à toi.

JOACHIM NAPOLÉON.

Quand l'ennemi vit le Roi sans méfiance et ses cavaliers fourrageant à leur aise, ils profitèrent d'un jour favorable, pour masquer l'approche de leurs forces derrière des bois et assaillir inopinément la gauche des positions de Murat, malgré l'engagement pris de le prévenir trois heures d'avance. Il y eut une surprise, puis des canons, des prisonniers et des bagages enlevés. Mais l'infanterie de Poniatowski résista et Murat, accourant avec les escadrons disponibles, fondit sur l'ennemi, rétablit nos affaires et le repoussa. Malheureusement, il avait subi de grandes pertes et dut changer de position.

Napoléon, furieux, s'emporta contre tout le monde; mais il comprit que l'heure du départ avait sonné et il s'y décida aussitôt. Les ordres pour la retraite furent expédiés le 18.

Belliard reçut ceux de la cavalerie et les transmit au Roi, en le prévenant que l'armée se dirigeait sur lui, par la route de Desna. Il se croyait à peu près en état de reprendre son service et s'empressa de rejoindre son chef, le 19 au matin.

Le mouvement général de l'armée commença le même jour. La cavalerie, les Polonais de Poniatowski, et une division de Davout étaient à Woronowo, au con-

tact des Russes. Le corps du prince Eugène tenait la tête de la colonne suivi par celui de Davout, puis par Ney et la garde. Une masse inouïe de bagages fit, dès le premier jour, une queue interminable à l'arrière-garde. Le 24, les Russes prirent l'offensive à Malo-Yaroslawetz pour nous barrer la route. Dans le combat acharné qui en résulta les quatre corps de cavalerie se mirent en mouvement pour appuyer l'avant-garde aux prises avec l'ennemi. A la suite de cette journée, l'Empereur, craignant d'avoir trop de blessés, manœuvra pour éviter une grande bataille et reprit la route ordinaire de Smolensk. La situation s'aggravait et, aux yeux des Russes, la marche en retraite ressemblait presque à une fuite. Le 27, on se porta sur Mojaïsk, par Wereja. Belliard se trouvait avec Murat et Ney derrière la garde. Davout faisait l'arrière-garde avec le 3e corps de cavalerie qui ne put le seconder que pendant deux marches. A la troisième, il était épuisé. Le reste de la réserve de cavalerie était dans le même état, et le nombre de ses soldats démontés augmentait chaque jour. A partir du 31 octobre, le temps devint rigoureux; dès lors la cavalerie fut hors d'état de faire son service. Le rôle de Belliard se borna à accompagner le Roi qui était navré et qui n'avait plus d'ordres à donner. Le 2 novembre, Davout réussit à contenir les Russes au sanglant combat de Wiasma. Il fut ensuite remplacé par Ney à l'arrière-garde. Avant d'arriver à Dorogobouge, le 5, Belliard apprit la violente altercation qui avait eu lieu entre l'Empereur et Davout. Ce dernier, révolté par l'injustice de son souverain, qu'il aimait pourtant comme un Dieu, lui avait tenu tête et, dépassant les limites de la subordination, s'était exprimé avec une raideur irritée qui avait obligé Napoléon à se taire. Désormais sa disgrâce était certaine.

Belliard à ce moment suivait le Roi comme il pouvait, transportant son quartier général à côté de celui de

l'Empereur. Murat restait près de Napoléon, plongé dans un morne silence. Son chef d'état-major devait marcher à la tête des cavaliers démontés qui composaient l'ancienne réserve souffrant encore de sa blessure et de ses rhumatismes et faisant appel à toute son énergie pour continuer ce qu'il a appelé dans sa correspondance : *le retour de l'expédition de Russie*. A Dorogobouge, ce qui restait de la réserve était à pied. Quatre jours après, le 9 novembre, les grands froids commencèrent par la chute abondante d'une neige glacée poussée par un vent violent. Belliard, avec la cavalerie à pied, suivait le corps de Davout qui marchait derrière la Garde. A Smolensk, où l'on arriva du 9 au 13, on ne trouva pas les vivres qu'on espérait et une partie des magasins fut pillée par une foule de soldats affamés. On ne put s'approvisionner de grains et de viande que pour sept ou huit jours au plus.

L'Empereur chercha à mettre un peu d'ordre dans son armée et notamment dans cette masse de cavaliers à pied qui le suivait. Il décida d'organiser de nouveaux régiments qu'il appela des régiments *piquets*. L'exécution de ses ordres incomba tout entière à Belliard.

Il fallait former un corps de 6,000 hommes avec une division de cavalerie légère et une division de cuirassiers et de dragons. Ce corps avait pour mission de couvrir les cantonnements de l'armée pendant l'hiver. Placé sous le commandement de Latour-Maubourg, il devait comprendre tous les hommes disponibles des quatre corps de cavalerie, choisis parmi les plus anciens.

La division de cavalerie légère devait être composée de quatre régiments, dits *régiments de piquets*. Le régiment *piquet n° 1 de cavalerie légère* devait comprendre les hommes montés de la 1re division de cavalerie légère. Chacun des 7 régiments de cette division devait fournir une compagnie forte de 4 officiers et 72 hommes, dont 60 cavaliers.

Les 2e, 3e et 4e divisions de cavalerie légère devaient former les régiments piquets nos 2, 3 et 4. Un régiment piquet no 5 devait être formé avec les régiments de chevau-légers.

Les régiments piquets de grosse cavalerie avaient une formation analogue. Le roi de Naples était chargé de désigner les généraux de brigade. Belliard transmit les premiers ordres à ce sujet, le 10 novembre, et on s'occupa de suite de cette organisation.

Deux jours après, il fit réunir tous les hommes à pied des quatre corps de réserve, au village de Loubna, sur la route de Krasnoié. Cette combinaison du reste ne put avoir aucune application utile, en raison de l'état de désorganisation de l'armée.

Le 14, Belliard partit de Smolensk avec la cavalerie à pied placée sous les ordres de Sebastiani. Le reste de l'armée suivait en échelonnant ses corps à un jour de distance. Le froid était excessif. Le 16, on était à Krasnoié, où on livra bataille le lendemain pour donner au reste des troupes le temps d'arriver. Le 22, à Toloczin, on apprit la funeste nouvelle que Borizow, la tête de pont sur la Bérézina, était occupée par l'ennemi. L'Empereur, retrouvant alors son énergie et son initiative, prit des dispositions remarquables pour sauver les débris de son armée. Il fit reprendre Borizow par Oudinot, fit croire aux Russes qu'il préparait un passage en aval de cette ville et fit jeter en amont, au village de Studianka, les deux ponts par lesquels s'écoulèrent les différents corps.

Belliard arriva le 26, avec le quartier général du Roi et celui de l'Empereur, près de cette localité et de l'endroit où l'on devait tenter le passage. « L'ennemi, écrivait-il, paraît vouloir le défendre. »

A partir de ce moment, jusqu'à la fin de décembre, malgré la situation presque désespérée dans laquelle on se trouvait, il put encore tenir son journal au courant,

sinon en détail, au moins par quelques mots indiquant le nom de l'étape et les principaux incidents de la retraite. Il résuma, comme il suit, les particularités du passage de la Bérézina.

27 novembre.

On a passé la Bérézina sans grande résistance; on a jeté deux ponts insuffisants pour une armée; on doit en faire un troisième bien nécessaire pour passer rapidement.

Le quartier général est venu s'établir au village de Zwanicky sur le bord de la Bérézina, rive gauche.

28 novembre.

On a continué le passage fort lentement, faute d'un troisième pont; il y avait un grand encombrement, et, si l'ennemi pousse, on perdra beaucoup de bagages, et même d'artillerie.... J'ai pu passer avec les équipages de l'Empereur. En outre du pont, et après, il y a un marais très difficile qui retarde beaucoup la marche de l'artillerie et des bagages.

Le quartier général de l'Empereur est établi au village de Zwanicky à une demi-lieue du pont après le marais.

29 novembre.

L'ennemi a attaqué sur l'une et l'autre rive; l'on a fait partir tous les inutiles et les bagages pour Zembin avec le vice-roi et le duc d'Abrantès.... Le quartier général de l'Empereur n'y est pas venu, il devait loger au château, chez le baron.... On parlera des résultats de la journée.

Les attaques des Russes avaient commencé le 28, violentes et acharnées. Mais elles furent vaillamment repoussées. Sur la rive droite, le courage héroïque de Ney, succédant à Oudinot blessé, assura notre succès. Sur la rive gauche, il fut longtemps disputé. Cependant le maréchal Victor finit par refouler l'ennemi; toutefois il ne put empêcher ses boulets de tomber sur nos ponts et d'y causer un désordre épouvantable. Il passa lui-même le 28, au soir, avec les débris de son corps. Le 29, nous fîmes incendier nos ponts, laissant malheureu-

sement sur la rive gauche une foule de traînards et de blessés qui n'avaient pas obéi à l'ordre de passer pendant la nuit.

A partir du passage de la Bérézina, la position du général Belliard subit des péripéties suivant les hasards de la retraite. Son ancien aide de camp, le commandant Vinet, qui n'était pas près de lui en Russie, écrit dans ses mémoires, qu' « après la Bérézina, ses chevaux étant tous morts ou mangés, il fut porté à dos pendant plusieurs jours de marche, alternativement par son aide de camp le colonel Robert et son intendant Pierre Aumann, fils de sa nourrice ».

En tout cas, il a résumé lui-même ses journées et écrit que le 30 novembre, « il continua de marcher avec le Vice-Roi (Prince Eugène) jusqu'au village où le quartier général de l'Empereur vint s'établir ». Le lendemain, il transmit au général Latour-Maubourg, qui commandait les restes démontés de la réserve, l'ordre de se joindre au prince Eugène. Il suivait ce jour-là les équipages de l'Empereur qui s'arrêta à quatre lieues de son étape de la veille, laissant le vice-roi le devancer. Il en résulta que Belliard perdit le quartier général et vint coucher à Ilia. Le lendemain, il partit avec le vice-roi et se rendit à Molodeczno, petite ville au débouché de la route de Minsk à Wilna. Le 3, il nota un incident et raconta ainsi sa journée :

« Nous sommes partis de Molodeczno avec les équipages de l'Empereur et sans escorte. A une demi-lieue, 150 cosaques ont attaqué le convoi, ont pris quelques hommes et deux voitures du ministre d'État (M. de Bassano). J'ai dû monter à cheval. 300 hommes des nôtres sont venus nous joindre. On a continué la route. »

Le 4 décembre, Belliard atteignit Smorgoni après une marche qui, dit-il, s'effectua en bon ordre. Depuis le 30 novembre, le froid était épouvantable et les hommes mouraient gelés dans les bivouacs.

Le 5 décembre, tandis que Napoléon s'arrêtait avec Murat et Berthier à Benitsa, petite ville à dix-huit lieues de Wilna, Belliard poussa jusqu'à Zaprany, et se rendit le lendemain dans un petit château à trois lieues d'Osmianick, où s'installa également le grand quartier général.

Dans le courant de cette journée, il apprit, comme le reste de l'armée, la grave nouvelle du départ de l'Empereur, et la désignation du roi de Naples comme commandant en chef de l'armée.

Mais son état de santé ne lui permit pas d'aller le rejoindre. Il continua sa route, arriva le 7, à Miedinski et le 8, à Wilna. Il en partit le lendemain, passa la soirée du 10 avec un régiment napolitain qu'il avait rencontré et gagna, le 11, la ville de Kowno, où il retrouva le Roi. Là il s'occupa de quelques dispositions destinées à rallier les troupes. Mais il était tellement souffrant que, le lendemain, Murat lui-même l'envoya à Königsberg pour se rétablir. Il quitta son personnel, prit la poste qui fonctionnait encore et atteignit cette ville le 16, après s'être arrêté à Wilkowiski, à Gumbinnen et à Tapiau. Mais ne se trouvant pas bien à Königsberg qui était très encombrée, il partit le 18 pour Elbing. Le même jour, Murat, Berthier et les maréchaux arrivaient à Königsberg.

Il était à Elbing depuis quatre jours et commençait à se remettre quand il reçut du prince de Wagram une lettre qui lui prescrivait de s'occuper des cantonnements de la cavalerie et lui envoyait les instructions du Roi. Il lui répondit le 23, lui dit s'être déjà entendu à ce sujet avec le général Bourcier, inspecteur des remontes, et lui exposa le projet auquel il s'était arrêté. Il lui dépeignait en même temps la situation exacte de la cavalerie, ainsi qu'il l'avait déjà fait dans plusieurs lettres envoyées directement au Roi.

Au prince major général.

Elbing, 23 décembre 1812.

Prince, aussitôt la réception de la lettre de Votre Altesse j'ai vu le général Bourcier qui m'a dit avoir déjà envoyé un projet de cantonnement pour la cavalerie; après avoir examiné et discuté ce qui peut être le mieux pour les intérêts du gouvernement, nous avons pensé que les cantonnements devaient être pris un peu loin de la ligne d'opérations, et entre l'Oder et la Vistule, pour rasseoir les hommes et surtout beaucoup d'officiers qui vraiment font peine à entendre; la cavalerie est absolument nulle à présent et ne peut être comparée à celle de la dernière campagne de Pologne. Il faut donc la mettre où elle soit tranquille et puisse se refaire et où elle se croie en sûreté; s'il y avait même un escadron monté par régiment, je ne proposerais pas des cantonnements si éloignés; mais il ne reste pas un cheval et il est des corps qui n'ont pas 25 à 30 hommes réunis, qui s'évanouiraient si vous vouliez les garder sur la Vistule; il n'en resterait peut-être pas un, parce que les officiers n'ont pas la force, ni même la volonté de les arrêter, et sont même les premiers à donner l'exemple du désordre.

Tout régiment arrivé à Elbing aujourd'hui, et qui pourra y arriver demain, sera réuni et partira après demain pour Marienbourg, Marienwerder où ils auront séjour et attendront de nouveaux ordres pour connaître la direction qu'ils devront prendre.

Murat répondit de son côté aux propositions de son chef d'état-major.

Kœnigsberg, 26 décembre 1812.

Monsieur le Comte, je viens de recevoir vos différentes lettres. Je vais répondre aux plus pressées.... Ainsi, je donne mon entier assentiment au projet par corps de réserve de cavalerie.... Je donne l'ordre à M. Lechat (1) de vous compter l'argent dont vous aurez besoin. Je vous répondrai demain aux autres lettres.... Tout le monde demande à quitter l'ar-

(1) Secrétaire intime et intendant du roi Murat.

mée; je suis, en vérité, indigné de cet état de démoralisation générale. Si cet état de choses continue, on ne peut prévoir où le mal s'arrêtera. Parlez aux officiers généraux de cavalerie; parlez-leur de leur gloire; rappelez-leur les journées de Wertingen, de Prentzlaw, de Lubeck, d'Eylau et de la Moskowa. La cavalerie pourrait-elle plus longtemps fuir devant de misérables cosaques qu'elle a menés tambour battant pendant près de 300 lieues? Faites-lui un ordre du jour dans ce sens.

Sur ce, monsieur le Comte, etc.

JOACHIM NAPOLÉON.

Trois jours après, il lui envoya une courte épître pour lui annoncer un succès obtenu par le 10[e] corps près de Tilsitt, et terminait par ces mots : « Répandez cette bonne nouvelle et guérissez-vous bien vite.... J'espère te voir bientôt. « JOACHIM NAPOLÉON. »

Tout en se soignant, Belliard s'était remis au travail et s'occupait des moyens de reconstituer la cavalerie, bravant le découragement qui avait suivi la terrible épreuve de 1812, et montrant autant de zèle qu'aux époques des grandes victoires.

Voyant son projet adopté, il indiqua, le 27 décembre, aux généraux commandant les corps d'armée de cavalerie leurs nouvelles destinations. Le 1[er] corps devait se rendre à Stettin; le 2[e] à Custrin; le 3[e] devait envoyer 1,500 à 2,000 hommes de cavalerie légère se remonter à Varsovie.

Il leur adressa ensuite les ordres de l'Empereur pour la remonte et la réorganisation de leurs régiments. Tout était à refaire : habillement, armement, équipement et harnachement. Des magasins généraux furent établis à Berlin, Stettin et Custrin, tandis que le général Bourcier rassemblait des chevaux pour les remonter. Belliard réclama des états de situation de deux en deux jours; puis des comptes rendus tous les dix jours

et réveilla, par son activité, la bonne volonté et le dévouement de tous.

Il termina ainsi à Elbing cette désastreuse année 1812 qui fut, pour tous ses contemporains, la plus funeste et la plus douloureuse. Elle avait ébranlé, chez plusieurs d'entre eux, la foi qu'ils avaient dans le génie de Napoléon. Elle marqua la période d'affaiblissement du régime impérial, commencée avec la malheureuse guerre d'Espagne, et fit naître dans bien des cœurs un ardent désir de voir dans un avenir prochain une paix honorable succéder aux périodes de guerre.

Pour Belliard, elle ne fut pas sans résultats. L'Empereur le nomma, le 5 décembre, avant de quitter l'armée, colonel général des cuirassiers, en remplacement du général Gouvion Saint-Cyr, élevé à la dignité de maréchal.

C'était une distinction purement honorifique, mais qui conférait aux généraux de division le droit de marcher, dans les cérémonies, immédiatement après les maréchaux, et avant leurs camarades de grade. Il fallait maintenant refaire la Grande Armée, ranimer son courage et la rassembler. Belliard y contribua pour sa part, en envoyant d'Elbing, aux chefs de la cavalerie, les ordres et les instructions nécessaires. Malgré un état de santé toujours précaire, il remonta plus d'une fois le courage de ses frères d'armes. Dans ces occasions, sa bienveillance et la sûreté de son jugement ne se démentirent jamais. A la fin de décembre, à Elbing, il reçut la démission du général de cavalerie Arnaud, qui la lui avait adressée, au lieu d'exécuter l'ordre qui l'envoyait à Varsovie. Il prit sur lui de ne pas la transmettre et écrivit au général : « Vous êtes jeune encore ; vous avez bien servi ; vous savez combien le Roi s'intéresse à vous. En donnant votre démission, ce serait perdre le fruit de vos travaux et cela ne pourrait faire qu'un mauvais effet dans les circonstances actuelles. Je suis même persuadé que vous vous en repentiriez. J'ai donc

cru vous rendre un vrai service en n'envoyant pas votre démission au Roi » (1).

Il continua à résider à Elbing jusqu'au 12 janvier, où il eut la satisfaction de revoir le quartier général du roi de Naples, qui vint y séjourner du 4 au 10. Pendant ces quelques jours, il apprit avec peine l'atteinte grave qu'avait reçue, à partir du 9, la santé du prince major général. Ce dernier, après avoir résisté pendant toute la campagne, venait d'être pris par un rhumatisme goutteux qui le rendait impotent. Il résista cependant jusqu'au milieu de janvier et partit le 11 pour Marienbourg. Deux jours après, Belliard se déplaçait à son tour et se rendait à Conitz. A cette époque, le roi Murat, malade et préoccupé des nouvelles qu'il recevait de ses États, ne lui écrivait plus. C'était avec Berthier et l'état-major général qu'il correspondait. Le 13 janvier, il fit connaître le départ du général de Grouchy, avec le 1er corps de réserve de cavalerie, pour Brunswick; celui du général Sebastiani, avec le 2e, pour Magdebourg et l'envoi des Lithuaniens à Glogau.

Le major général avait décidé alors que la meilleure résidence pour le quartier général de la cavalerie était Berlin, où Belliard se rendit aussitôt. Une nouvelle inattendue vint l'y trouver le 17. Murat quittait l'armée pour retourner à Naples. Il l'avait signifié à Berthier, le 15, étant à Posen et avait passé le commandement en chef au prince vice-roi qui refusait de le recevoir de sa main. L'Empereur seul pouvait le lui donner. Murat, sans se préoccuper de ces objections, était parti le 17 à 4 heures du matin.

Belliard le vit avec peine prendre cette décision; mais il dut avant tout songer à sa santé. Sa blessure qui ne se fermait pas, l'obligea à demander un congé au prince de Wagram, pour aller prendre les eaux et suivre un

(1) Archives de la guerre.

traitement approprié. Sa demande coïncida avec un ordre que lui envoyait le prince pour l'inviter à venir le trouver à Posen. Très malade, à ce moment, le prince avait besoin de causer avec lui. Belliard, hors d'état de s'y rendre, lui répondit :

Au Prince major général, à Posen.

Berlin, 18 janvier 1813.

Hier, j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Altesse pour la prier de m'accorder un congé afin que je puisse soigner ma blessure, que le voyage a encore dérangée, et prendre les eaux qui me sont indispensables pour recouvrer l'usage de ma jambe. Aujourd'hui, prince, je reçois l'ordre de Votre Altesse de me rendre auprès d'elle à Posen; si cela est absolument nécessaire, prince, ma santé n'est rien, j'en ferai encore le sacrifice et je me mettrai de nouveau en route pour aller à Posen. Cependant, prince, si je dois rester à l'armée, je crois que je serais mieux placé, soit à Berlin, soit à Magdebourg, pour être plus rapproché de la cavalerie, et par conséquent plus à même de veiller à ce qu'elle reçoive ce qui lui est nécessaire quoique, dans l'état actuel des choses, les généraux en chef des corps de réserve peuvent bien seuls se charger des besoins et de la réorganisation de leurs troupes.

Je vous l'ai dit hier, prince, quitter l'armée me fait une peine extrême; c'est la première fois depuis vingt-deux ans que cela m'arrive et que je demande un congé; mais si toujours je traite ma jambe aussi mal, elle finira par refuser le service; je serai estropié de manière à ne plus pouvoir servir; mais, prince, tout cela n'est rien : si vous avez besoin que je reste, dites-le-moi et je ne songe plus à partir; mais, je vous en prie, évitez de me faire voyager autant que possible pour que ma blessure puisse au moins se fermer, et j'aurais pour cela besoin de plus d'un mois de repos.

J'attendrai à Berlin, prince, la réponse de Votre Altesse.

J'ai l'honneur d'être avec respect, prince, de Votre Altesse, le très humble et très attaché serviteur.

Le maréchal Berthier, très malade lui-même, apprécia les raisons que lui donnait Belliard; il connaissait sa blessure; il savait dans quelles conditions s'était effectué

son retour de Russie; il n'hésita pas à le laisser à Berlin. Cette résidence d'ailleurs convenait mieux que toute autre à la réorganisation de la cavalerie, dont Belliard était chargé. Il avait là un dépôt de remonte et des ressources de toute espèce; enfin il était à côté du gouvernement prussien avec lequel il devait s'entendre. Chaque corps de cavalerie, en passant à Berlin, recevait sa solde arriérée et un nombre important de chevaux qu'il emmenait dans ses cantonnements.

Le travail de réorganisation de Belliard était déjà en bonne voie; le 3e corps de réserve était formé à Glogau, sous les ordres de Latour-Maubourg.

Varsovie, qui était le grand centre des remontes, expédiait constamment des chevaux à Berlin et à Hanovre suivant les demandes du général.

Le 20 janvier, il dirigea les généraux du 1er corps de cavalerie sur Brunswick, suivant les dispositions qu'il avait arrêtées pour leur route, d'accord avec le gouvernement prussien.

Il reçut, à ce moment, un mot bienveillant du prince de Wagram qui l'autorisait à séjourner à Berlin et lui demandait seulement de rester en Allemagne le temps nécessaire à la réorganisation de la cavalerie. Belliard lui répondit : « Je resterai quinze jours, un mois, et même deux, prince, si cela est nécessaire et si vous le désirez.... Il faut seulement que je puisse être tranquille un mois, pour que ma blessure puisse au moins se fermer (1) .» Belliard avait alors un grand besoin d'argent; et malgré les ordres donnés, malgré une première allocation de 3,000 francs pour dépenses et frais de postes, il était en avance de 4,000 francs de sa poche. Il réussit enfin à être soldé avant de partir pour Marienbourg. A cette époque, il avait déjà 8 à 10,000 hommes montés. Mais, au milieu du désarroi produit par la dernière cam-

(1) Archives de la guerre.

pagne, il avait de la peine à obtenir les documents que l'Empereur réclamait.

Pendant son séjour à Berlin, il eut l'occasion de rendre un service à la municipalité de Stuttgard. Il en reçut une lettre de remercîments conçue dans les termes les plus flatteurs.

La Municipalité de la ville de Stutgard à M. le général de division Belliard, commandant en chef des réserves de cavalerie, à Berlin.

Monsieur,

Vous nous avez donné, par votre lettre de recommandation au maréchal de l'Empire Soult, une nouvelle preuve de votre noble caractère et de vos bons sentiments envers cette ville. Nous sentons, à la vérité, la grandeur des obligations que nous vous devons; mais notre langue est trop pauvre pour que nous puissions vous exprimer toute notre gratitude. Agréez, monsieur le général, l'assurance de notre profond respect et dévouement, et croyez à notre probité allemande que votre souvenir sera toujours honoré et conservé au milieu de nous. Votre auguste Empereur estime certainement l'homme qui, doué de tous les talents d'un héros, ménage encore l'habitant tranquille et tâche d'alléger ses charges tant qu'il est possible; et nous, nous honorerons toujours en vous le plus grand bienfaiteur de cette ville. C'est avec la plus parfaite et la plus intime considération que nous avons l'honneur de vous saluer.

Les membres de la municipalité de cette ville :
WULSDORFF, HELAR, GZOEPER,
SYDOW, WEGNEN, NEUMAN.

Les sentiments d'humanité et de bienveillance du général Belliard ne pouvaient mieux être mis en relief que par cet acte de gratitude.

Tandis qu'il s'efforçait de diriger de son mieux les affaires dont il était chargé, il y eut au grand quartier général à Posen, au sujet de ses fonctions, des maladresses et des malentendus qui le froissèrent. Il signala le

fait au major général, de façon à ne laisser aucun doute sur son mécontentement, et lui écrivit, le 5 février : « Prince, j'ai vu différents ordres donnés à la cavalerie, signés : Borelli (1), chef d'état-major général de la cavalerie. J'ai l'honneur de demander à Votre Altesse, si j'ai été destitué de mon emploi et si je dois cesser d'en remplir les fonctions. »

Cette lettre arriva à Posen, quand Berthier, sérieusement malade, venait d'en partir pour se rendre à Paris, laissant ses fonctions de major général au général de division comte Monthion, un des cadets et jusque-là un des amis de Belliard. Ce dernier, ne recevant pas de réponse à ses lettres, s'était adressé à lui, sans obtenir un meilleur résultat. Il lui écrivit de nouveau, le 7, sans savoir encore qu'il remplaçait le prince de Wagram.

A monsieur le général comte Monthion.

7 février.

Il a paru, dit-on, beaucoup d'ordres du jour pour la cavalerie, mon cher général; j'ai peine à le croire puisque vous ne me les avez pas adressés. Si cependant il y avait un oubli dans vos bureaux, faites qu'on soit plus exact; et, si on se plaint de l'inexécution des ordres, la faute en sera à Posen.

Je vous ai écrit différentes lettres auxquelles je n'ai point reçu de réponse.

Je vous prie de me donner des nouvelles de la santé de notre bon prince.

Au même moment, Belliard reçut de Posen plusieurs lettres qui l'éclairèrent sur la situation et lui montrèrent qu'à l'état-major général, la nature des rapports qu'on avait eus jusque-là avec lui était modifiée. Surpris et blessé par les procédés du général Monthion, il cessa brusquement, vis-à-vis de lui, le ton de l'amitié et lui adressa, le lendemain 8 février, une lettre qui ne pouvait manquer d'amener une solution.

(1) Naguère encore sous-chef de l'état-major de la réserve de cavalerie.

A Monsieur le général comte Monthion.

Berlin, 8 février 1183.

Le général Borelli, monsieur le général, m'a fait passer les différentes lettres que vous lui avez écrites comme chef de l'état-major général de la cavalerie.

J'ai lieu d'être surpris de ce manque d'égard, et sûrement si le Prince (1) pouvait surveiller et voir ce qu'on fait dans les bureaux, toutes ces inadvertances n'auraient pas lieu.

J'ai lieu d'être surpris de même, monsieur le général, de votre lettre du 31 janvier au général Borelli. Lorsque je reçois des ordres du Prince, je ne crois pas qu'il entre dans ses intentions, que vous fassiez contrôler mes opérations par un général de brigade. Je vous préviens, monsieur le général, que je ne dois et ne veux à l'avenir recevoir aucun ordre qui ne viendrait pas directement de l'état-major général du Prince. Je n'ai pas besoin d'intermédiaires entre lui et moi.

Le général Belliard avait alors pour lui l'autorité que donne une grande ancienneté de grade, d'éclatants services, une réputation établie de chef d'état-major de la cavalerie de Murat et d'ancien premier aide-major général de la Grande Armée. Il avait le droit de prendre un ton élevé quand on lui manquait et il avait assez de caractère pour ne tolérer aucun manque d'égards. Aussi ne se contenta-t-il pas d'écrire au général Monthion. Il mit le major général au courant du conflit et adressa à son ancien subordonné, le général Borelli, une lettre qui fut peut-être montrée au général Monthion, et qui au point de vue du commandement ne laissait rien à désirer.

Au général Borelli.

Même jour, 8 février 1813.

J'ai reçu, général, les différents ordres du jour et les lettres que vous m'avez adressés. Je ne vois pas pourquoi je dois avoir un intermédiaire entre le Prince ou son

---

(1) Prince de Wagram.

état-major et moi. J'en écris aujourd'hui au major général et à M. le général Monthion. Ce dernier n'aurait pas dû oublier qu'il est certains égards dus aux officiers généraux et desquels il ne devait pas s'écarter.

Vous voudrez bien à l'avenir vous dispenser de me faire passer quoi que ce soit provenant de l'état-major général et de donner de même aucun ordre aux différents corps de cavalerie.

A Posen, les chefs de l'état-major général comprirent qu'ils s'étaient fourvoyés, surtout quand ils surent que le général Belliard avait prévenu le major général. Pour se couvrir ou s'excuser, le général Monthion allégua qu'il croyait le général Belliard parti en congé. C'était une mauvaise défaite; elle fut aussitôt relevée par le général qui se sentait d'autant plus fort qu'il tenait sa mission de l'Empereur lui-même.

Au général comte Monthion, à Posen.

10 février 1813.

Je reçois votre lettre du 7 février, monsieur le général. Le congé que j'avais demandé au prince ne m'a point été accordé; le vice-roi et le prince major général ont désiré que je reste encore; tout intérêt de santé a été mis de côté; et, établi à Berlin, je me suis occupé et je m'occupe de remplir les ordres de l'Empereur qui m'ont été transmis, et personne plus que vous, monsieur le général, ne peut savoir si je suis ou non à l'armée, puisque tous les jours vous recevez de moi des lettres de service pour le prince et que tous les jours vous m'adressez les réponses de Son Altesse. Lorsque tout ce que l'Empereur veut sera terminé, alors je demanderai de nouveau un congé pour aller à Aix prendre les eaux; jusque-là, monsieur le général, je resterai chargé des fonctions que l'Empereur m'a confiées et, je vous le répète, sans avoir besoin d'intermédiaires entre l'état-major général de Son Altesse, le prince vice-roi et celui de la cavalerie de l'armée.

Ce conflit ne fut pas encore terminé; et, fort de l'appui du vice-roi qu'il savait mal disposé pour tout ce qui

tenait au roi Murat, le général de Monthion ne répondit à cette lettre qu'en envoyant à Belliard l'ordre de se rendre à Francfort-sur-l'Oder. Ce dernier qui ne marchait qu'à l'aide de béquilles en fut ennuyé; il sentait que l'ordre venait du vice-roi. Il en référa au major général, en se déclarant prêt à obéir, mais en faisant observer que, suivant la volonté de l'Empereur, il devait rester à Berlin. Il demanda des instructions, et s'apprêta néanmoins à partir, comprenant que sa présence était nécessaire dans les centres de réunion de la cavalerie. Il écrivit dans ce sens au vice-roi, lui proposa la réunion du 1er corps de réserve de cavalerie à Brandebourg et lui annonça son départ pour Magdebourg.

Sa correspondance avec le général Monthion eut pour résultat de le mettre en rapports directs avec le vice-roi et de le rendre indépendant de son état-major. La justesse de sa réclamation était reconnue. Ce fut ainsi qu'il s'adressa au prince Eugène pour faire payer, à la cavalerie, la solde qui lui était due. La plupart des régiments, sans officiers payeurs, ne pouvaient fournir aux hommes ce dont ils avaient besoin. « Le temps presse, disait Belliard, et il est précieux surtout dans les circonstances actuelles; rien n'avance et la force des combattants n'augmente pas. » Comme conclusion, il demandait au vice-roi de nommer des payeurs et de faire envoyer des fonds.

A Magdebourg d'ailleurs, il s'aperçut que sa présence était indispensable. Les généraux Grouchy et Sebastiani étaient partis sans le prévenir et il n'y avait pas, au 2e corps de cavalerie, un seul général de division en état de prendre des décisions. Il profita de son séjour dans cette ville, pour diriger sur Torgau le 3e corps avec son chef, le général Latour-Maubourg, qui était alors à Leipzig. Il s'adressa au vice-roi, pour faire approuver cette mesure et lui annonça son départ pour Brunswick. Cette inspection lui montra que le manque de fonds était la seule

raison du retard de la réorganisation. Il le fit savoir au prince de Wagram.

Au Prince major général, à Paris.

Prince, je suis à Brunswick pour l'organisation de deux corps de réserve ordonnés par l'Empereur; mais on sera bien loin, je pense, de remplir ses intentions, si j'en juge par le 1er corps que j'ai eu sous les yeux et dont il est des régiments qui n'ont à fournir que 6 à 12 hommes. Demain, tout ce qui sera dans le cas de marcher sera réuni à Brunswick; j'en passerai la revue, et, le 24, les compagnies se mettront en marche pour Magdebourg et ensuite pour Brandenbourg où sera la réunion du 1er corps, si je ne reçois pas d'ordres contraires du Prince vice-roi. De Brunswick, je me rendrai à Dessau pour faire l'opération du 2e corps et de là à Torgau....

... La cavalerie, prince, est dans un état de dénuement absolu; il est dû plusieurs mois de solde d'arriéré; la gratification ordonnée par l'Empereur n'a point été payée; on n'a rien donné à compte sur les différentes masses, de sorte que les colonels sont dans l'impossibilité, faute d'argent, de faire faire même la plus légère réparation; et, les officiers ne peuvent ni se monter, ni s'habiller; cela est si vrai, prince, que pour envoyer des hommes à l'armée, il faut prendre des bottes à l'un, un habit à l'autre pour couvrir le partant; et, ceux qui restent, seront presque nus.

Les colonels ont écrit à leurs dépôts pour y demander des secours; mais la correspondance est lente, les formalités longues et difficiles à remplir; il faut un mois pour avoir réponse, puis encore un mois ou deux pour que ces secours puissent arriver de leurs dépôts.

Le temps, si précieux dans les circonstances actuelles, se perd; rien n'avance, et la force des combattants n'augmente pas du tout. Il y a près d'un mois que nous sommes tranquilles et les corps n'ont presque rien gagné qu'en hommes venant des différents dépôts de remontes, et encore en manque-t-il. Le général Bourcier, n'ayant pas de moyens, et se trouvant souvent contrarié par les événements qui dérangent ou annulent les marchés qu'il avait pu passer, les officiers de tous grades éprouvent des besoins pécuniaires. Cependant, il faudrait mettre à profit les moments

de repos pour se mettre en état de faire la campagne qui va s'ouvrir; il est donc bien urgent, prince, qu'on leur paye ce qui leur est dû et la gratification accordée par l'Empereur.....

Le 25 février, le général revint à Magdebourg, d'où il exposa au vice-roi comme il l'avait fait au prince de Wagram, la nécessité de lui venir en aide, soit en lui donnant de l'argent, soit en lui faisant des avances. « Sans cela, disait-il, nous serons bien loin de répondre aux intentions de l'Empereur. »

Malgré tout, il comptait avoir terminé le 8 mars, tout le travail de réorganisation que l'Empereur lui avait confié. Il aurait de même rempli, à cette date, les désirs que le vice-roi lui avait exprimés; il revenait dès lors à l'idée d'aller prendre les eaux et soigner sa jambe. Il en prévint le vice-roi; et il comptait tellement partir qu'il donna son adresse à Paris, rue Montmartre, n° 30, à son ancien adjudant commandant d'Arsonval, qui lui demandait un coup d'épaule pour son avancement. Son espoir ne put être encore réalisé et il dut attendre quelques semaines avant de pouvoir quitter l'armée.

Le 3 mars, il se rendit à Dessau pour activer le travail du 2e corps de cavalerie. Il en fut satisfait; car, à la date du lendemain, il eut 1,800 hommes à cheval répartis entre la division de cuirassiers et les deux divisions de cavalerie légère. Il le fit savoir au ministre de la guerre en ajoutant que les effets d'habillement manquaient et qu'on ne pourrait se servir de ces hommes, si on n'ouvrait pas pour eux les magasins de Magdebourg. Il en informa également le prince de Wagram, auquel il adressa, de Bernbourg, l'état de situation de ce corps. Il lui annonça son départ pour Wittenberg où il comptait finir l'organisation du 1er corps, et lui transmit, avec son avis sur la valeur de cette cavalerie, les bruits qui couraient sur la Russie et l'Autriche.

... Il ne faut pas, prince, se faire illusion sur cette cavalerie, ni trop compter sur elle; on doit en être très avare

pendant quelque temps et ne faire que la montrer. Il est malheureux que l'on soit obligé de la faire marcher de suite; combien on aurait plus d'avantage si des régiments entiers étaient montés et pouvaient être portés en ligne.

Depuis trois jours, je parcours un pays excellent; il est impossible de trouver des habitants meilleurs, plus honnêtes, plus affables et plus complaisants surtout à Dessau, résidence du prince, qui donne l'exemple ainsi que son fils; c'est d'autant plus beau que dans les circonstances actuelles, c'est fort rare; il est impossible d'être plus dévoué à l'Empereur que le prince régnant et le prince héréditaire; ils vous sont tous deux bien attachés, prince.

Le bruit est grand dans ces contrées, prince, que les Russes marchent sur Dresde : les uns prétendent qu'ils en sont très près, et d'autres qu'ils y sont déjà entrés; il est de fait que l'ennemi fait un mouvement de ce côté-là, et qui est bien inconcevable, car il a tout à craindre de l'Autriche sur ses derrières, si toutefois cette puissance est franche du collier, et il laisse sa droite entièrement à découvert; peut-être, ainsi que le croient les Hanovriens, sera-t-il appuyé par un corps russe et suédois qui doit débarquer entre Emden et Hambourg, d'autres disent entre Rostock et Lubeck; ce qu'il y a de certain c'est que les fermiers des donataires refusent dans ce moment de payer, espérant qu'ils seront exemptés par l'arrivée de l'armée combinée.

Le 5 mars, Belliard était à Wittenberg. Il convoqua, de là, le 1er corps à Kemberg pour le surlendemain, à 10 heures du matin. Il s'y rendit le 6 au soir, vit le général Doumerc qui le commandait, en passa la revue et annonça au ministre de la guerre, que ce corps était reconstitué. Il n'y avait plus qu'à combler les emplois vacants et à envoyer de l'argent. Il revint ensuite à Magdebourg, le 8, rendit compte au vice-roi de l'avancement de ses travaux et de son prochain départ pour Brunswick, où il arriva le 11. De là, il transmit au major général des nouvelles intéressantes sur ses travaux. En somme, s'il manquait encore bon nombre de généraux, d'officiers d'état-major et d'administrateurs

aux 1er et 2e corps de réserve, ces grandes unités de combat n'en étaient pas moins réorganisées. On n'avait plus qu'à rehausser le moral de tout le monde et c'était dans ce but qu'il était revenu à Brunswick. Il y passa des inspections, stimula l'amour-propre des colonels et réussit à envoyer sur l'Elbe un corps de 600 cavaliers en état de combattre. Il se disposa ensuite à se rendre à Hanovre pour s'y concerter avec le général Bourcier, directeur des remontes, afin de mettre le plus tôt possible en mesure d'entrer en ligne tout ce qu'il y avait de cavalerie à l'armée.

Il y arriva le 13 mars et transmit au vice-roi les nouvelles qui couraient dans le pays sur l'apparition de pelotons de cosaques sur la rive droite de l'Elbe, près de Hambourg. Il revint à Brunswick, le 17, et prit ses dispositions pour son congé dont il comptait enfin jouir prochainement. Il expédia le 18, son aide de camp, le capitaine Walsch, à Einbeck, avec ses chevaux, et le mit aux ordres du général Bourcier, auquel il demanda « six bons et forts chevaux de voiture.... Vous me rendriez service, lui écrivit-il; peu m'importe le poil; je m'en rapporte à vous pour le prix et je vous ferai payer de suite à Paris, ce que vous aurez pu avancer pour moi ». Ces chevaux devaient être envoyés à son aide de camp, à Einbeck.

Il eut enfin la satisfaction d'adresser au vice-roi un état de situation des 1er et 2e corps de cavalerie, qui mettait à sa disposition 4,767 cavaliers montés, plus 400 hommes qui devaient lui être envoyés de Hambourg et de Glogau, plus 6 à 800 hommes que les dépôts fourniraient encore avant la fin de mars. En résumé, le 1er avril, la Grande Armée comptait de nouveau une cavalerie de 7,000 chevaux.

Tel était le résultat remarquable qu'il avait obtenu en trois mois. L'Empereur et le major général en furent très satisfaits.

Il ne lui restait plus qu'à partir pour la France et à se soigner. Avant de s'éloigner, il reçut du roi Murat une réponse à ses précédentes lettres, destinée à défendre ce dernier contre les imputations fâcheuses que son brusque départ avait fait naître dans les rangs de l'armée.

Naples, 3 mars 1813.

Monsieur le comte Belliard, j'ai reçu toutes les lettres que vous m'avez adressées. Vous connaissez assez mes sentiments pour être persuadé du plaisir qu'elles ont dû me faire. J'ai beaucoup souffert depuis que je vous ai quitté. Mais du repos au sein de ma famille et le beau ciel de Naples m'ont entièrement rétabli. Je désirerais bien que vous puissiez venir jouir vous-même de cette douce température; les eaux d'Ischia vous seraient très salutaires et je suis assuré qu'elles vous délivreraient bientôt de tout ressentiment de votre honorable blessure.

Vous aurez lu, sans doute avec peine, un article du *Moniteur* de France, où il a été question de mon départ. Témoin de ma conduite à la tête des armées françaises depuis plus de douze années et surtout dans cette dernière campagne, connaissant mieux que personne mon dévouement absolu pour l'Empereur, dont le bonheur et la gloire ont toujours été l'unique objet de mes pensées et de mes actions, vous aurez partagé les chagrins qu'un tel article a dû me causer; mais, quoiqu'il en puisse être, mon désir est encore et sera toujours de donner à l'Empereur des preuves nouvelles d'un attachement dont son cœur est convaincu, lors même qu'il a voulu paraître en douter un instant et ma plus grande satisfaction serait de vous revoir encore près de moi au champ de l'honneur que vous connaissez si bien. Je vous renouvelle avec plaisir l'assurance de mon vieil attachement....

JOACHIM NAPOLÉON.

Murat lui demandait de tenir à Paris un langage analogue à celui de sa lettre. Belliard partit en effet pour France, au commencement d'avril. Mais il n'eut pas l'occasion de répondre au désir du Roi.

En résumé, la campagne de Russie s'était prolongée

pour lui jusqu'à la fin de mars 1813; car depuis son arrivée à Kœnigsberg, il n'avait cessé d'employer ses efforts à en réparer les pertes. En voyant son activité, on a de la peine à comprendre qu'il ait pu rendre de pareils services, avec une blessure toujours ouverte qui l'obligeait à se servir de béquilles, donnant ainsi à ses officiers un rare exemple de dévouement et d'énergie. A cette vaillante époque, l'esprit militaire, inspiré par le culte du devoir, dominait à tous les degrés de la hiérarchie. Et cependant, durant ces premiers mois de 1813, au milieu de ses occupations, Belliard dut plus d'une fois reporter sa pensée sur la dernière campagne et rechercher, avec tristesse, les causes de nos revers. Les défauts d'organisation de la Grande Armée, les fautes du roi Jérôme qui, les premières, annulèrent les combinaisons de l'Empereur, l'habile tactique des Russes qui nous entraîna au fond de leurs steppes glacées, enfin notre long séjour à Moscou, lui revinrent souvent à l'esprit. Et maintenant, quelle que fût l'étendue de nos pertes, il n'y avait plus qu'un parti à suivre : obéir à l'Empereur et refaire nos forces pour reprendre les armes.

VIII

Campagne de Saxe (1813).

Séjour de Belliard en France. — Son retour à l'armée. — Son entrevue avec l'Empereur. — Il est nommé aide-major général. — Arrivée de Murat. — Rôle de la réserve de cavalerie. — Belliard chef d'état-major de Murat. — Bataille de Dresde. — Murat commande une armée contre Schwarzenberg. — Belliard en est le major général. — Concentration à Leipzig. — Bataille de Wachau du 18 octobre. — Retraite d'Allemagne. — Départ de Murat. — Belliard aide-major général. — Bataille de Hanau. — Belliard remplace Berthier sur le Rhin.

En quittant l'Allemagne, Belliard se rendit à Paris, fit ses visites officielles et s'occupa d'abord de sa santé. Il avait demandé au ministre l'autorisation d'aller prendre les eaux, pour « soigner les blessures graves qui l'avaient mis sept mois sur un grabat et qui le faisaient marcher avec deux béquilles.... Il avait besoin des eaux.... Il n'avait cependant qu'un désir, c'était de reprendre du service pour remonter et réorganiser la cavalerie ». Il se disposa donc à se rendre à Aix-la-Chapelle. Mais l'état dans lequel il avait trouvé la France l'avait vivement frappé. Les levées de troupes ordonnées par l'Empereur avaient soulevé partout de profonds mécontentements; l'esprit public était surexcité contre lui; on obéissait encore à ses ordres, mais en se plaignant et en protestant.

Les événements survenus en Allemagne, pendant les trois mois qu'il y avait séjournés, avaient fortement ému l'opinion publique. On avait appris avec une patriotique anxiété, que le prince Eugène, débordé sur ses deux

ailes, avait dû rétrograder sur Berlin, que la Prusse avait fait alliance avec la Russie, que le vice-roi avait été forcé d'aller prendre position sur l'Elbe, entre Dresde et Magdebourg, avec les 40,000 hommes qu'il avait rassemblés. Les périls de la situation n'ayant fait qu'augmenter, on s'attendait à une déclaration de guerre de la part de la Prusse.

Dans l'armée, partout on se préparait à combattre. Un bureau d'état-major avait été organisé à Mayence. A Paris, Belliard avait trouvé le prince major général entièrement remis, mais débordé d'occupations et allant tous les jours recevoir les ordres de l'Empereur. Depuis la fin de mars, les forces disponibles avait été réparties en deux armées :

1° L'armée de l'Elbe, comprenant le 11ᵉ corps (Saint-Cyr); le corps d'observation de l'Elbe, devenu 5ᵉ corps (Lauriston); le 1ᵉʳ corps (Davout); le 2ᵉ (Victor); le 7ᵉ (Reynier) et deux des corps de cavalerie récemment organisés par les soins de Belliard;

2° L'armée du Mein, comprenant le 3ᵉ corps (Ney); le 4ᵉ (Bertrand) et le 6ᵉ (Marmont).

Peu de jours après son arrivée, le 6 avril, il apprit le départ du major général pour Mayence, avec son état-major. Il devait y être installé le 12, ainsi que M. Daru. L'Empereur comptait y être lui-même le lendemain.

L'ouverture d'une nouvelle campagne était imminente. Cette fois, le général Belliard dut renoncer à la faire. Il devait se soigner pour recouvrer, au plus tôt, le libre usage de sa jambe. Pendant son congé, il suivit de loin les opérations de la campagne de Saxe, dite du printemps, et reçut avec un vif intérêt les nouvelles du théâtre de la guerre.

Vers le 20 avril, on annonça que l'Empereur allait porter son quartier général à Erfurt, puis, sur l'Elbe. Par ses correspondances, Belliard sut que les mécomptes causés par les effectifs étaient considérables. Depuis la

campagne d'Espagne, l'Empereur voyait toujours dans le rang plus d'hommes qu'il n'y en avait. On parlait de près de 80,000 hommes de moins que les chiffres annoncés. En outre, on racontait que les classes de 1814 et de 1815, appelées par anticipation, avaient donné de pauvres petits conscrits, incapables de supporter les fatigues et les privations.

A la fin d'avril, les hostilités commencèrent et prirent de suite un caractère de lutte acharnée. Le 1er mai, l'Empereur perdit le maréchal Bessières tué au combat de Weissenfels et gagna, le lendemain, la bataille de Lutzen longtemps disputée. Il avait dû donner de sa personne avec sa vieille garde et si la victoire était à nous, c'était au prix des plus sanglants efforts.

Belliard apprit peu de jours après que Ney poursuivait Blücher et que Dresde, occupé le 8, allait devenir le siège du quartier général impérial. Il sut ensuite que les menées de l'Autriche avaient obligé l'Empereur à renvoyer le vice-roi dans ses États, que l'armée de l'Elbe était dissoute et que Davout avait été dirigé sur Hambourg, en disgrâce.

Dans les derniers jours de mai il reçut la nouvelle de la victoire remportée par l'Empereur à Bautzen et de la poursuite des alliés jusqu'à l'Oder. Puis, quelques jours après, on lui apprit la mort de Duroc, blessé mortellement au combat de Reichenbach, et enfin la demande d'une suspension d'armes faite au quartier général, le 29 mai, par deux généraux de l'armée alliée. L'armistice avait été signé le 4 juin, à Pleiswitz, et nos corps d'armée avaient été aussitôt répartis dans leurs cantonnements.

Pendant ce temps, Belliard s'était à peu près remis; et bientôt, impatient de reprendre sa place à l'armée, il avait écrit au ministre de la guerre, le 2 juin, que se sentant suffisamment rétabli, il repartait pour Dresde. Il signa pour la première fois : *Le colonel général, comte Auguste Belliard*. Il fut reçu en ami au grand quartier

général comme il l'avait toujours été, et le major général lui créa, sur l'ordre de l'Empereur, la position spéciale d'*aide-major général, chargé des détails de la cavalerie*, avec un traitement extraordinaire de 50,000 francs par mois.

C'était de la part de Napoléon, un témoignage de sa satisfaction pour sa réorganisation des corps de cavalerie. L'Empereur mettait ces fonds à sa disposition pour venir en aide aux officiers de cette armée, momentanément à court d'argent.

Les bonnes dispositions de l'Empereur se manifestèrent encore d'une autre façon. Le 23 juin, il écrivit de Dresde au major général : « Donnez ordre que le général Picard et tous les équipages militaires soient sous les ordres supérieurs du général Belliard. » Il devra passer en revue les équipages militaires et, avant de faire un mouvement, en référer au major général.

Quelques jours après, le 2 juillet, l'Empereur demanda au général Belliard, aide-major général de la Grande Armée, un projet d'organisation pour la cavalerie de l'armée et lui envoya ses instructions. Heureux de ces marques de confiance, il se mit au travail avec ardeur et fut en mesure, trois jours après, de présenter un projet complet. Il fit d'abord ressortir une erreur qu'il avait relevée sur l'état des cavaliers présents sous les armes, établi par le duc de Plaisance. Il fallait le diminuer de 3,010 chevaux. Mais il n'en constatait pas moins un total de 39,233 cavaliers, suffisamment prêts à entrer en ligne, chiffre énorme pour la circonstance.

Au début de la campagne de printemps, l'armée n'avait pu disposer que de deux corps de réserve de cavalerie, commandés par les généraux Latour-Maubourg et Sebastiani, s'élevant, au 1er juin, à environ 8,000 cavaliers. On avait réussi depuis lors à en tirer 4,000 des dépôts du général Bourcier et 28,000 de France, amenés à l'armée par les ducs de Padoue et de Plaisance. Le chiffre

d'une quarantaine de mille hommes à cheval était bien réel. On pouvait espérer les avoir équipés, harnachés et encadrés à la fin de juillet. Il fallait y ajouter 10 à 12,000 cavaliers de la garde, et 8 à 10,000 des alliés. La tâche de Belliard était de mettre toute cette cavalerie en état de combattre le plus tôt possible.

Et cependant, autour de lui, on ne songeait qu'à la paix. A son arrivée au grand quartier général, le fatal armistice de Pleiswitz venait d'être signé et bien des gens voyaient dans cet arrêt des hostilités, un prélude de paix. L'arrivée de M. de Metternich, sa célèbre entrevue avec l'Empereur, le 28 juin, avaient confirmé cette espérance. On disait, il est vrai, que l'Empereur avait rejeté ses propositions; mais les négociations continuaient et on espérait les voir aboutir. Dans l'entourage du major général on parlait des vives instances faites auprès de Napoléon pour le décider à la paix.

Belliard lui-même eut, à cette occasion, avec l'Empereur, une entrevue qu'il consigna dans une note, intitulée : *Souvenirs de Dresde* et qui fut plus tard publiée *in extenso*. En la reproduisant, il y a lieu cependant de faire quelques réserves; car elle présente une confusion de dates qui sera expliquée plus loin.

Souvenirs de Dresde.

Conversation avec l'Empereur au sujet du Traité de paix.

Le roi de Naples et le grand écuyer, le duc de Vicence, eurent avec l'Empereur une longue conférence, pendant laquelle ils le conjurèrent de faire la paix et se mirent à genoux pour l'y décider. Ayant épuisé tous les moyens sans pouvoir réussir, ils lui dirent en sortant : « Consultez le général Belliard, qui est en rapport avec toute l'armée, qui voit du monde de tous les rangs et qui arrive de France depuis peu de jours; Votre Majesté verra ce qu'il vous dira. »

Un instant après, un valet de pied vint me chercher et je me rendis chez l'Empereur. On m'introduisit dans son appartement; il était couché dans un petit lit de fer de campagne,

les rideaux étaient presque fermés. On m'annonça à l'Empereur; aussitôt, m'adressant la parole : « Eh bien, M. Belliard, on dit que vous voyez beaucoup de monde et que vous savez beaucoup de choses de l'armée; qu'est-ce qu'on dit donc dans l'armée? » — On dit, Sire, qu'on désire la paix, qu'on l'espère. qu'on soupire après et on croit que Votre Majesté va la signer, parce qu'on sait qu'on vous la propose honorable : autrement, on n'en voudrait pas. — « L'armée sait donc les conditions qu'on me propose? Elle raisonne donc, l'armée? » — L'armée n'a point vu les conditions; mais elle sait, comme moi, par le bruit public, qu'on propose à Votre Majesté, l'Elbe pour limite de la confédération du Rhin, le royaume de Westphalie à votre frère Jérôme, la Hollande rendue à votre frère Louis, moins les places sur la Meuse et sur l'Escaut qui peuvent être nécessaires à la France; la France du Rhin aux Alpes et aux Pyrénées, l'Italie tout entière sous votre domination et vous, maître de faire en Espagne, tout ce qui pourra vous convenir. Je vous avoue qu'une pareille paix séduit tout le monde. L'armée ne raisonne pas; mais elle a un sentiment unanime qui lui fait désirer la paix; elle en sent la nécessité pour le bonheur de son pays; elle craint les suites de la guerre. Votre Majesté a sauvé l'honneur des armes et s'est couverte de gloire par les choses extraordinaires qu'elle a faites avec sa brave armée dans les plaines de Lutzen et de Bautzen; les résultats pour l'armée, sont la paix qu'elle désire, parce qu'elle est très belle, même plus belle qu'on ne pouvait l'espérer; elle est surtout très honorable. Je dois dire aussi, à Votre Majesté, qu'en général, dans toutes les classes, l'armée n'en veut plus. — « Comment, l'armée ne veut donc plus se battre? » — Je ne dis pas cela. mais bien que l'armée est fatiguée, qu'elle n'en veut plus parce qu'elle veut la paix, attendu qu'elle sait qu'on l'offre très honorable, qu'elle voit l'honneur des armes sauvé, qu'elle ne voit plus de but pour guerroyer; et je vous le répète, Sire, parce qu'en général, on a mauvaise opinion d'une autre campagne et qu'on en craint les suites. — « Mais les généraux et les maréchaux ne pensent pas comme cela? » — Tous indistinctement, Sire, ont la même manière de voir, la même façon de penser et les mêmes craintes. — « Mais cependant, je les traite bien tous, je les ai comblés de faveurs et de fortune: ils doivent m'être attachés et me bien servir.

Que peuvent-ils désirer? » — Le repos, Sire, et de pouvoir jouir des bienfaits de Votre Majesté, et jusqu'à présent vous ne leur en avez pas laissé le temps. L'attachement ne vient point des honneurs et de la fortune qu'on accorde et dont on ne laisse pas jouir, mais bien de la confiance, des soins et surtout de la reconnaissance des services qu'on peut nous rendre. — « Ainsi, M. Belliard, selon vous, voilà l'opinion de l'armée; et vous aussi, vous voulez la paix? » — Oui, Sire, je la désire beaucoup, la paix, et je conjure Votre Majesté, je la supplie de la faire, si vraiment elle est aussi honorable et avantageuse pour la France. Si Votre Majesté ne fait pas la paix, elle aura l'Autriche de plus à combattre. M. de Metternich l'a assuré et elle peut mettre 300,000 hommes sous les armes. Avez-vous de quoi faire face à ce surcroît énorme d'ennemis? L'Autriche entraînera la défection de la Bavière, que vous ne pourrez pas soutenir et qui, pour n'être pas envahie, se mettra dans la coalition. Si Votre Majesté a quelques revers, tous les princes de la confédération qui sont las du joug français, chercheront à le secouer aussitôt qu'ils en trouveront l'occasion, soyez-en bien persuadé. — « Quand vous avez quitté la France, que disait-on? » — La même chose qu'à l'armée, les désirs étaient les mêmes et on espérait que Votre Majesté, contente des sacrifices qu'on a faits, n'en demanderait pas d'autres. — « On en ferait encore, si j'en avais besoin. » — Je ne le crois pas, Sire. — « Vous croyez! Est-ce qu'on ne m'aime plus? L'opinion, quelle est-elle? Allons, parlez-moi franchement. » — Votre Majesté, le désire? Eh bien, Sire, comme l'armée, la France est fatiguée; elle veut la paix. Tous les sacrifices qu'elle vient de faire, elle les a faits pour sauver l'honneur national et celui de ses armes, depuis vingt-cinq ans triomphantes; mais Votre Majesté ne doit pas se les attribuer, et s'il vous arrivait malheur, ne comptez plus sur rien, ou du moins sur peu de ressources : l'opinion n'est par pour vous, en général, Sire, et particulièrement dans une classe de la société qui a de l'influence en France, surtout depuis la levée des gardes d'honneur.. On ne vous aime plus, Sire; si vous voulez la vérité tout entière, je dirai que peut-être, on vous maudit. Eh bien, si vous faisiez la paix, une paix comme la France a le droit de l'attendre après les victoires signalées que vous venez de remporter, à votre rentrée en France, vous seriez

porté en triomphe, chacun voudrait vous voir et vous toucher; votre voiture serait dételée à Mayence et on vous traînerait jusqu'à Paris, tant l'enthousiasme serait grand.

L'Empereur m'a écouté sans m'interrompre, et quand j'ai eu fini, il m'a dit pour toute réponse : — « Allons, M. Belliard, allez dormir. »

Je sortis de chez l'Empereur, me rendant auprès du roi de Naples, pour lui faire part de ce qui venait de se passer. Il me demanda bien vite ce qu'avait dit l'Empereur, et ce que j'avais répondu. Je lui racontai tout. — Ah, le vilain homme, s'écria-t-il, il va sacrifier l'armée, la France et vous faire tous périr! Nous avons été, Caulaincourt, Berthier et moi, trois heures avec lui, à lui dire les choses les plus fortes; à lui démontrer l'impossibilité, l'inutilité et les dangers de continuer la guerre. Nous lui avons représenté tous les avantages qu'il devait retirer d'une paix honorable, sans pouvoir l'émouvoir, ni rien obtenir. Maret était aussi là et ne disait rien; il approuvait seulement toutes les réponses de l'Empereur. Nous l'avons laissé là. Sûrement, après notre départ, il aura détruit, par ses flatteries, toutes les impressions que nous avons pu faire sur l'Empereur; car tu ne te fais pas d'idée de tout ce que nous avons mis en œuvre pour l'amener aux désirs de toute l'armée et à son propre intérêt : prières, supplications, jusqu'à se mettre à genoux pour le gagner, tout a été employé; enfin, Caulaincourt lui a dit des choses très fortes et mêmes dures. Il a tout écouté avec un calme imperturbable, et nous n'avons rien obtenu. En sortant, nous lui avons dit de te consulter et sur la France et sur l'armée, et il paraît qu'il a voulu te voir avant que nous ayons pu te parler, puisqu'il t'a demandé de suite.

La véracité habituelle du général Belliard ne permet pas de douter qu'il ait eu avec l'Empereur, en 1813, la conversation relatée ci-dessus et qu'il lui ait dit les dures vérités qui précèdent. Il faut admettre aussi que Napoléon les avait entendues avec une rare patience. Mais on doit constater qu'au moment où cette note a été écrite la mémoire de Belliard a dû lui faire un peu défaut. Le roi de Naples, en effet, n'était pas à Dresde à cette époque. Belliard dit que c'était peu de jours après son

retour de France, c'est-à-dire au plus tard le 27 juin, date à laquelle il a recommencé à signer des lettres de service. Il aurait donc eu son entrevue en juillet. Or, le roi Murat ne revint à l'armée qu'au mois d'août, la veille de la reprise des hostilités. Il est donc probable que le général, confondant un peu les dates de cette période si agitée, a attribué à Murat une démarche qui fut faite surtout par Caulaincourt, renouvelée par Fouché et appuyée par un rapport de Savary. Toute l'armée a connu les conditions proposées à l'Empereur, les tristesses causées par son refus, les instances dont il fut l'objet et son obstination, source de tant de malheurs. Ces impressions, gravées dans l'esprit de Belliard, lui auront fait admettre son récit comme un document d'histoire, sans se douter qu'il prêtait le flanc à la critique.

Pendant les mois de juillet et d'août, il remplit à l'état-major général les fonctions spéciales qui lui avaient été dévolues, et il prépara la création de deux nouveaux corps de réserve de cavalerie. Les deux premiers, sous Latour-Maubourg et Sebastiani, avaient fait la campagne du printemps; le troisième fut placé sous les ordres du général Arrighi, duc de Padoue; et le quatrième fut confié à Kellermann, comte de Valmy, fils du vieux maréchal. Des ordres furent ensuite envoyés pour créer un cinquième corps avec des régiments nouvellement tirés d'Espagne.

Le 28, par suite de sa position à l'état-major général, Belliard eut connaissance de la célèbre entrevue qui eut lieu, à Dresde, entre Metternich et l'Empereur. Et quoique rien n'en ait immédiatement transpiré, il ne tarda pas à connaître les conditions offertes à Napoléon, et quel avait été son refus. Il était trop au courant des hommes et des choses, pour conserver désormais quelque illusion. Il dut rester confondu, comme on l'est encore aujourd'hui, en apprenant le résultat de ces démarches.

Dès ce moment, l'avenir dut lui apparaître sous de sombres couleurs. Pour les chefs d'État et les diplomates, l'Empereur n'était plus que le jouet de la fatalité et sa perte semblait résolue.

Après avoir visité ses cantonnements et obtenu la prolongation de l'armistice jusqu'au 10 août, Napoléon rentra à Dresde, le 20 juillet. Il savait que chacun dans son armée se préoccupait de la paix, et que jamais ces pensées n'avaient pénétré aussi profondément dans les rangs de ses officiers et de ses soldats. L'entrée de l'Autriche dans la coalition, qu'on annonçait comme prochaine, ajoutait à ces inquiétudes. Les généraux craignaient en effet, qu'à la suite de cette adhésion, la ligne de l'Elbe ne fût tournée.

Ces craintes amenèrent divers entretiens entre Napoléon et ses maréchaux. La plupart préconisaient des lignes de défenses intermédiaires entre l'Elbe et le Rhin, tandis que Napoléon, placé dans une de ces positions centrales qu'il affectionnait, refusait d'y renoncer. Au fond, c'était la politique qui dominait la question. L'Empereur tenait à la grandeur de l'empire qu'il avait conquis; tandis que ses lieutenants, témoins des haines soulevées, des forces qui s'accumulaient devant eux et de la faiblesse de leurs jeunes soldats, songeaient surtout à la France et se laissaient gagner par les plus tristes appréhensions. Belliard, de son côté, qui venait de passer deux mois en congé, sentait qu'en voyant continuer la guerre, chaque Français se croirait sacrifié à l'ambition de Napoléon et que l'affection du peuple ferait place à la haine.

A partir du 20 juillet, l'activité de l'état-major général redoubla. Il fallait presser les préparatifs d'une nouvelle campagne. L'armistice allait être dénoncé le 11 août; les hostilités devaient commencer le 17, et l'Autriche allait lancer sa déclaration de guerre.

Belliard fut probablement prévenu à cette époque de

la prochaine arrivée du roi de Naples. Napoléon avait plus que jamais besoin de lui, d'abord pour commander sa cavalerie, ensuite pour mettre un terme aux relations que Murat avait nouées avec l'Autriche. Après avoir longtemps hésité à obéir aux ordres de l'Empereur, cédant enfin aux conseils de sa femme et de Fouché, il vint se mettre à la tête des divisions de cavalerie. Il rejoignit Napoléon à Dresde, le 14 août, et fut bien accueilli.

L'Empereur parut oublier le passé, et même ses récentes intrigues à Vienne. Il savait son beau-frère aussi brave qu'inconséquent, mais entièrement dans sa main quand il l'avait près de lui. Ses services lui étaient nécessaires; il feignit de pardonner et l'emmena avec lui, dans la nuit du 15 au 16 août, quand il partit pour se rendre aux avant-postes.

Belliard eut le temps de le voir, et de s'entendre avec lui pour reprendre ses fonctions de chef d'état-major. Son état-major, déjà prêt à fonctionner, comprenait un colonel, un adjudant commandant, trois chefs d'escadrons et deux capitaines.

Du reste, pendant la courte campagne d'automne, le rôle de la réserve comme grande unité fut assez effacé. La nécessité de diviser ses forces en armées provisoires pour lutter contre les nombreuses forces organisées contre lui, obligea l'Empereur à se servir souvent de corps de cavalerie isolés et, parfois aussi, à employer Murat comme commandant d'armée.

Les coalisés nous opposaient 575,000 hommes soutenus par 250,000 hommes de réserve et divisés en trois armées : de Bohême, de Silésie et du Nord, commandées par Schwarzenberg, Blücher et Bernadotte.

Nous avions à peine en ligne 150,000 hommes de plus qu'au printemps, tandis que nos adversaires en avaient reçu plus de 400,000.

Belliard trouva la réserve de cavalerie rassemblée aux

environs de Bautzen. Il y avait là trois corps, ceux de Sebastiani, Latour-Maubourg et Kellermann. Les généraux n'avaient plus l'audacieuse confiance qui les animait jadis. Néanmoins le moment d'agir était venu. Le 20 août, on apprit que l'armée de Silésie avait commencé les hostilités et envahi la zone neutralisée. Les premières opérations eurent pour résultat de la rejeter sur la Katzbach.

Puis, comme l'armée de Bohême semblait vouloir envahir la Saxe, l'Empereur revint sur Dresde, où Belliard dirigea une partie de la réserve de cavalerie. Celle-ci fut alors très divisée. Les corps Latour-Maubourg et Sebastiani furent détachés auprès de Macdonald qui avait été chargé, avec les trois corps d'infanterie placés sous ses ordres, d'opérer contre l'armée de Silésie. Mais dès que cette armée eut reculé vers Jauer, le corps de Latour-Maubourg fut rappelé et, bientôt après, envoyé à Dresde. Ce mouvement se termina le 26 août. Napoléon, sachant que la capitale de la Saxe était menacée par l'armée de Bohême, voulait y concentrer ses forces, battre l'ennemi et le faire accabler par Vandamme qui tomberait sur ses derrières. En prévision de la bataille qu'il allait livrer, l'Empereur plaça Murat et la cavalerie de Latour-Maubourg, dans la plaine de Friedrichstadt, en avant du faubourg de ce nom, à la droite de notre ligne de défense. Le même jour, 25 août, la bataille s'engagea. Belliard y accompagna le roi de Naples, qui chargea à la fin de la journée avec ses 12,000 cavaliers, chassa les Autrichiens de la plaine, les força à regagner les hauteurs et à se replier.

Le lendemain, les dispositions de l'Empereur modifièrent le rôle et l'action de Murat. On ajouta à son commandement environ 20,000 hommes d'infanterie, dont le corps du maréchal Victor, et il eut pour mission de tourner les Autrichiens par leur gauche, en les poussant vers la vallée de Plauen. Le 27, Belliard monta à

cheval de grand matin, et prit, avec le roi de Naples et les cuirassiers de Latour-Maubourg, le chemin de Priesnitz ; il gravit ensuite le plateau sur lequel on allait manœuvrer. Vers 10 heures et demie du matin, les troupes placées sous les ordres de Murat avaient terminé leurs mouvements et les soixante escadrons de Latour-Maubourg, déployés sur la droite de la route de Freyberg, menaçaient la gauche des Autrichiens.

L'attaque dont Murat était chargé commença aussitôt. Après un vif combat d'infanterie, l'ennemi se replia sur une position en arrière. A la vue de ce recul les cuirassiers chargèrent, enfoncèrent l'infanterie autrichienne et la mirent en déroute. Le combat continua avec le même succès, contre les troupes en arrière, Murat dirigeant la lutte avec son coup d'œil et sa décision accoutumés. A 2 heures, il avait mis hors de combat 4 à 5,000 hommes, fait 12,000 prisonniers, enlevé 30 canons et détruit presque complètement l'aile gauche ennemie. C'était une belle victoire à la suite de laquelle son chef d'état-major sentit se réveiller son espoir dans l'avenir.

L'armée de Schwarzenberg battue, se mit en retraite sur la Bohême. Murat ordonna la poursuite, qui permit de ramasser encore de nombreux trophées, et qui continua dans la journée du 29 août.

Ce succès avait eu malheureusement une fâcheuse contre-partie. Oudinot, marchant sur Berlin, avait été battu à Gross-Beeren, le 23 août, par suite de la trahison de 10,000 Saxons et Bavarois.

Sur la Bober, Macdonald avait éprouvé un grand désastre, perdant 20,000 hommes et une centaine de canons.

Ces malheurs furent connus au grand quartier général au moment où on y apprenait la prise de Vandamme blessé et sa capitulation à Kulm.

Pendant ce temps, Belliard, continuant avec le Roi, la

poursuite de l'armée de Bohême, rendait compte des résultats au major général. Le 30 août, il était à Listenberg et le 1er septembre à Porsan. Il ne savait encore rien des malheurs survenus et résumait ainsi la situation : « L'ennemi est rentré en Bohême et la vallée de Tœplitz a été purgée ».... « Il n'y a donc plus d'ennemis en Saxe ».... A ce moment les ordres de retour sur Dresde venaient de lui parvenir. Il prévint le major général que la marche commencerait le lendemain et il rentra, le 3, dans la capitale de la Saxe.

Le même jour l'Empereur partit le soir avec des fourgons pour secourir les soldats de Macdonald et laissa à Murat l'ordre de le rejoindre à Bautzen, avec la cavalerie de Latour-Maubourg et celle de la garde, commandée par Nansouty. Belliard prévint ces deux généraux et partit avec le roi de Naples dans la nuit du 3, ou le 4 au matin.

Arrivés vers le milieu du jour, ils aperçurent les avant-gardes de Blücher qui avaient refoulé devant elles les troupes de Macdonald. On était aux environs de Weissenberg. Murat se mit de suite en tête des escadrons et les lança sur les Prussiens qui furent ramenés en arrière. Mais la vigueur de cette attaque, ayant fait présumer à Blücher qu'il était en présence de Napoléon, ce général décampa dans la nuit, en laissant seulement une arrière-garde à Gorlitz. La cavalerie commença la poursuite, mais dut bientôt la cesser sur l'ordre de l'Empereur qui la jugeait inutile. Ce dernier revint à Bautzen, où Murat le suivit. Là, on apprit la réapparition de l'armée de Bohême au sud de Dresde, ce qui décida l'Empereur à revenir dans cette capitale, le 7 septembre. Le lendemain, tandis que Murat prenait son repas du soir avec Napoléon, Berthier et Gouvion Saint-Cyr, on apprit la défaite de Ney à Dennewitz. Cet échec, succédant à plusieurs autres, pouvait avoir des conséquences désastreuses, si l'armée du Nord, fran-

chissant l'Elbe, débordait la gauche de notre ligne, au moment où l'armée de Bohême, déjà sur la rive gauche de ce fleuve, menaçait de tourner sa droite. Si ces deux masses cherchaient ensuite à opérer leur jonction, elles compromettraient la ligne de retraite de notre armée et la forcerait à reculer au delà de l'Elbe.

Ces éventualités frappèrent les assistants et l'on sut plus tard que Napoléon, prévoyant leurs pires conséquences, avait fait ordonner, le lendemain, au ministre de la guerre, à Paris, d'organiser la défense des places du Rhin.

Belliard, qui avait suivi Murat à Dresde, eut à veiller au retour de la cavalerie de Latour-Maubourg qui devait, avec la garde et le corps de Marmont, parer aux accidents imprévus.

L'Empereur chercha d'abord à se rendre compte du plan des coalisés. Il devina que leurs trois armées exécutaient une marche concentrique pour le cerner, et qu'ils étaient convenus de se dérober dès qu'il apparaissait. C'était un moyen d'user ses forces et de finir par l'accabler. Sa situation, du reste, à la suite des derniers événements, n'était pas brillante. La cavalerie d'après les rapports de Belliard avait déjà perdu, dans ses courses sans arrêt, bon nombre de ses cavaliers et de ses chevaux.

La fin du mois de septembre fut employée en allées et venues qui avaient pour but de faire face aux armées ennemies et de surveiller leurs mouvements, de façon à tomber sur l'une ou sur l'autre, suivant l'occasion qui se présenterait.

Dans ce but, l'Empereur réunit dans la main de Murat, une masse de troupes assez forte pour contenir l'armée de Bohême. Il lui confia le 2e corps (Victor) qui fut envoyé à Chemnitz, le 5e (Lauriston), envoyé à Mittweyda, celui de Poniatowski, le 4e de cavalerie et le 5e, passé depuis peu sous le commandement du

général Pajol. Placée de façon à surveiller les débouchés de Bohême, cette armée devait au besoin manœuvrer de manière à couvrir toujours Leipzig contre les forces de Schwarzenberg. Napoléon pressentait que cette ville était le principal objectif de ses adversaires. Aussi d'autres corps étaient prêts à rejoindre le roi de Naples dans le cas où il aurait été trop menacé.

Les fonctions de Belliard devinrent alors celles d'un major général d'armée. Il remplit, même un moment, l'office de ministre des affaires étrangères du Roi. L'Autriche en effet nous ayant déclaré la guerre, Murat était forcé de rompre ses relations avec cette puissance. Ce fut Belliard qui en informa M. Cariati, son représentant à Vienne, en l'invitant à demander ses passeports et à se rendre soit au quartier général à Grossenheim, soit à Naples. Il eut soin d'ajouter que « le Roi se flattait qu'une paix prochaine lui permettrait de reprendre des relations d'amitié qui avaient été si heureusement établies entre les deux cours ».

Pendant ce temps, les coalisés s'avançaient et l'on apprit le 4 octobre, au quartier général de Murat, que Blücher avec l'armée de Silésie avait franchi l'Elbe et occupé la rive gauche de ce fleuve, en même temps que Bernadotte, avec l'armée du Nord; que nos troupes avaient livré un combat honorable à Wartenbourg, mais que Ney avaient dû reculer. Désormais l'aile gauche de l'Empereur était débordée.

D'autre part, Murat avait longé le pied de l'Erzgebirge en couvant Leipzig. Ses éclaireurs avaient vu les têtes de colonne de l'armée de Bohême qui semblaient déboucher en deux masses principales, sur Chemnitz et sur Zwickau.

Les rapports que son chef d'état-major envoya au major général, joints à ceux qui arrivaient du Nord, éclairèrent définitivement Napoléon. Les masses ennemies qui devaient le cerner s'étaient entendues et leurs

mouvements étaient commencés. Il n'avait plus qu'à songer à sa dernière combinaison, qui consistait à manœuvrer autour de Leipzig, contre chacune de ces masses pour tenter de les battre l'une après l'autre.

Il en résulta l'évacuation de Dresde et le départ de l'Empereur pour Wittemberg afin d'attaquer Blücher. Murat, pendant ce temps, conservait sa position et manœuvrait pour laisser à l'Empereur le temps de battre Blücher. S'il était forcé de quitter Leipzig, il devait se diriger sur la Mulde, c'est-à-dire battre en retraite sur Napoléon.

Pour répondre à ces instructions, Belliard tint le Roi en relations suivies avec le duc de Padoue qui était à Leipzig et qu'il chargea, par ordre, de surveiller les routes de Zeist, de Weissenfels et de Halle. Puis, le 10 octobre, il expédia les ordres qui devaient rassembler, le lendemain, les corps de Murat, sur la rive droite de la rivière de Gossel, vers Frohbourg. Ces mouvements eurent pour résultat une rencontre entre les troupes du Roi et celles du général russe Wittgenstein, à Borna. Ce dernier, battu, parut rétrograder vers la Bohême, nouvelle que Belliard expédia à l'Empereur, dans la matinée du 11. Mais ce même jour, on s'aperçut, qu'après avoir reculé, Wittgenstein avait repris sa marche sur Leipzig, se tenant à hauteur de la colonne autrichienne qui avait le même objectif.

C'était un ensemble de forces très supérieures; Murat dut se replier vers Leipzig, où il comptait se réunir aux troupes que l'Empereur y avait laissées, prendre une bonne position et s'y maintenir à tout prix. Belliard en informa le quartier général impérial. Au reçu de cette lettre, Napoléon modifia ses combinaisons. Il avait à craindre que Murat ne pût tenir seul contre l'armée de Bohême et il n'avait plus le temps nécessaire pour accabler successivement Blücher et Bernadotte. Il n'avait donc qu'un parti à prendre : concentrer ses forces sur Leipzig, pour empêcher, si c'était possible, la jonction des deux grandes masses des alliés.

Ses ordres furent donnés dans la journée du 13; et le lendemain, dans la soirée, il rejoignit Murat. Ce dernier l'avait bien renseigné sur sa position et avait jugé en chef d'armée ce qui restait à faire. Son chef d'état-major l'avait puissamment aidé dans cette circonstance. Dès la veille, en effet, il avait préparé pour Augereau et pour Marmont, des lettres qui définissaient la situation avec une expérience et une prudence qui n'étaient pas dans les habitudes du roi de Naples et qui durent satisfaire Napoléon. Il écrivait au premier, de Vachau : « Je crois ne pas pouvoir défendre ma position, sans compromettre l'armée. Ayant la certitude que j'ai devant moi toute l'armée combinée de Bohême et que je puis être attaqué à la pointe du jour, je suis donc décidé à repasser la Partha pour aller donner la main à l'Empereur. Cependant, je ferai tous mes efforts ponr conserver, dans la journée de demain, Leipzig, comme tête de pont. » Comme conséquence, il prescrivait à Augereau de défendre le pont de Tanchau et mettait à sa disposition, Lefèvre-Desnoëttes avec 2,000 hommes de cavalerie.

Il envoyait en outre à Marmont, l'ordre de repasser de suite la Partha, pour aller prendre la position que l'Empereur lui avait indiquée et lui répétait ce qu'il venait de dire à Augereau. Il ajoutait : « Cependant, l'Empereur arrivera, réunira 200,000 combattants et aura obtenu le résultat qu'il se proposait depuis si longtemps, celui d'avoir une grande bataille.... Les réserves et les bagages de l'armée vont passer successivement la ville dans la nuit; à la pointe du jour, je verrai ce qu'il y aura à faire pour le reste de l'armée. »

Le lendemain, comme on l'a vu, Napoléon arrivait, s'installait dans une maison particulière du faubourg de Rendnitz, à une demi-lieue de Leipzig et y recevait le soir même Murat, Marmont, Berthier et quelques-uns de ses généraux. Il examina avec eux la situation qui n'était pas brillante; on y apprit l'occupation du royaume

de Westphalie et la défection de la Bavière. Le lendemain matin, l'Empereur fit sa reconnaissance du champ de bataille et approuva la position prise par Murat, au sud de la ville. Les trois corps étaient placés : le 8e, (Poniatowski) à Mark-Kleeberg ; le 2e (Victor) à Wachau ; le 5e (Lauriston) à Liebert-Wolkwitz, les 4e et 5e corps de cavalerie occupaient leurs intervalles.

Jugeant ensuite que le front sud avait besoin d'être fortement organisé, Napoléon fit renforcer Murat par Augereau, à droite, à Mark-Kleeberg, par la garde avec Latour-Maubourg, au centre vers Wachau, par Macdonald avec Sebastiani, à gauche, au delà de Liebert-Wolkwitz. Ces derniers n'arrivèrent que le 15.

A 9 heures du matin, le 16 octobre, l'attaque des alliées se dessina avec une violence extrême contre les positions de Murat qui eut à livrer toute la journée une série de combats acharnés, exécuta de magnifiques charges entre Liebert-Wolkwitz et Wachau, engagea tous ses escadrons et conserva le terrain qu'il occupait, sauf à l'extrême droite. Ce fut comme une bataille isolée qui fut appelée bataille de Wachau. Nous perdîmes 20,000 hommes et les alliés, 30,000. Belliard, qui se tenait près de Murat pour transmettre ses ordres, assista à toutes les péripéties de cette terrible lutte et constata le soir avec tristesse que si nous avions résisté aux attaques des Russes et des Autrichiens, nous n'avions pas gagné un pouce de terrain. Mais à l'extrémité opposée du champ de bataille, Marmont, accablé par Blücher, avait perdu l'importante position de Möckern qui couvrait notre gauche.

Le caractère de cette première journée était celui d'une bataille indécise dans laquelle nous avions été partout réduits à la défensive. En fait, la puissance matérielle de l'ennemi l'emportait sur le génie de l'Empereur.

Le 17, les troupes restèrent dans l'attente d'une

action décisive; l'ennemi se renforça de plus de 100,000 hommes. Dans la soirée, après avoir visité son champ de bataille et recueilli ses derniers renseignements, l'Empereur comprit qu'il fallait battre en retraite; mais ne pouvant s'y résigner, il se contenta de rapprocher ses corps de Leipzig de façon à avoir simplement l'air de changer de position.

Les six corps qui avaient, la veille, défendu le front sud, avec Murat, c'est-à-dire Poniatowski, Victor, Lauriston, puis Augereau, la garde et Macdonald, renforcés des 1er, 2e, 4e et 5e corps de cavalerie, devaient occuper le plateau de Probstheyda, resserrant ainsi le cercle autour de Leipzig. Ce plateau allait devenir dans la journée du 18, l'objectif de l'ennemi et le but de ses attaques acharnées. La bataille du 18 se livra dans ces conditions et Belliard assista aux côtés de Murat aux assauts répétés et impuissants des masses ennemies contre cette position où 80,000 Français résistèrent à plus de 180,000 Russes et Autrichiens. La défection des Saxons marqua cette journée d'un sombre souvenir. On lutta jusqu'au soir, moment où l'Empereur ordonna la retraite. Le défilé commença de nuit. L'encombrement qu'il produisit, la destruction prématurée du pont, les attaques furieuses de nos adversaires et le désastre qui en résulta sont connus. Il n'y a pas à y revenir.

Belliard réussit à franchir la Pleisse et l'Elster avec le roi de Naples et tous deux se retrouvèrent à Lindenau, le 19, au milieu de nos débris.

Quelles amères réflexions durent assaillir dans cette funeste journée les hommes comme Belliard, Berthier et tant d'autres qui n'avaient eu jusque-là qu'une pensée, qu'un culte : l'Empereur. Dans leurs cœurs enflammés, dans leurs rêves de grandeur et de gloire, les revers de 1812 n'avaient pu briser l'idole. Mais après Leipzig, comme après les pourparlers de Dresde, n'eurent-ils pas le sentiment que ce génie de la guerre, simple mortel

comme eux, était descendu des sphères élevées où il avait plané jusqu'alors, pour se retrouver sur terre, colosse désormais abattu, accablé par ses propres fautes et pourtant hors d'état, malgré son génie, de comprendre que sa puissance était brisée. Après l'Espagne, la retraite de Russie et la défaite de Leipzig, l'Empire en effet était perdu. Bien des contemporains le comprirent et Belliard peut-être comme plusieurs de ses compagnons d'armes. Mais maintenant, il n'y avait plus seulement l'Empire; il y avait la France, la patrie qui allait être envahie à son tour et qu'il fallait défendre. Et tous ces vaillants hommes de guerre comprirent encore que pour remplir ce devoir, il n'y avait qu'un moyen : rester fidèles à l'Empereur et se grouper autour de lui. Lui seul restait encore leur unique espoir.

Après avoir passé la nuit du 19 octobre aux environs de Lutzen, Murat accompagné de Belliard, partit avec le grand quartier général pour Weissenfels, où l'on disait que l'Empereur allait arrêter ses dispositions pour la retraite. On apprit dans la journée les détails qui transformaient la bataille de la veille en véritable catastrophe. Plus de 60,000 hommes, en effet manquaient à l'appel : Poniatowski s'était noyé; Lauriston et Reynier blessés étaient prisonniers; enfin les troupes qui suivaient l'Empereur étaient en partie débandées. A Weissenfels, on décida de rentrer en France; les ordres furent donnés dans la soirée du 20 et Oudinot fut chargé de l'arrière-garde.

Le 21, la Saale fut franchie et l'on atteignit Freybourg. La poursuite n'était encore faite que par des coureurs qui recueillaient de faciles trophées au milieu d'une cohue de plus de 20,000 traînards et maraudeurs. Le 22, l'arrière-garde fut attaquée par le général d'York; mais Oudinot sut le contenir. Le lendemain, le quartier général était à Erfurt dont les environs étaient occupés par l'armée.

Ce fut dans cette ville que Murat décida de quitter Napoléon. Il avait besoin, disait-il, d'aller défendre l'Italie menacée et surtout son trône qu'il sentait ébranlé par la défaite de Leipzig. L'Empereur se sépara de lui avec émotion. Belliard lui fit ses adieux et revint à l'état-major impérial comme aide-major général, chargé de la cavalerie. Murat partit regretté de tous ceux qui l'admiraient malgré ses travers.

Dans la retraite, au départ d'Erfurt, Belliard fit connaître aux divers corps de cavalerie, la tâche qui allait leur incomber. Le 2e sous Sebastiani et le 5e joints à la cavalerie légère de la garde, devaient faire l'avant-garde. Le 1er était adjoint au gros de l'armée sous les ordres directs de l'Empereur; et le 4e était réuni à l'arrière-garde. Les traînards s'étaient multipliés; on en comptait 30 à 40,000. L'armée organisée n'avait guère plus de 70,000 hommes. Elle gagna néanmoins sans difficultés le revers de la forêt de Thuringe qui s'abaisse vers le Rhin et, à partir de ce moment, la poursuite fut moins active.

Le 30, eut lieu la bataille de Hanau, dans laquelle nos anciens alliés, les Bavarois, qui avaient voulu nous barrer le chemin, perdirent 10 à 11,000 hommes et furent rejetés en désordre sur la Kintzig.

Désormais la route était libre. Le 1er novembre, Belliard était à Francfort, où il aida le major général dans l'expédition des ordres relatifs à l'organisation défensive des frontières du Rhin. Le lendemain, il était à Mayence où l'armée arriva le 4. Trois jours après, l'Empereur partit pour Paris, afin d'y rassembler les moyens de continuer la lutte. Il laissait Berthier à Bingen, pour y passer en revue tous les corps, combler leurs vacances et les réorganiser. De là, il devait se rendre à Strasbourg, y voir les gardes nationales et préparer la défense de cette partie de la frontière.

Berthier partit avec quelques officiers d'état-major et

confia au général Belliard le soin de le suppléer. A partir du 8 novembre, ce dernier resta ainsi sur la frontière à la tête de l'état-major général pour régler les affaires de l'armée qui constituèrent bientôt une lourde charge. L'absence du major général lui laissait à la fois les initiatives à prendre et une grave responsabilité.

IX

Campagne de France (1814).

Belliard réorganise les débris de l'armée. — Approche des alliés. — Arrivée de Napoléon et de Berthier à Châlons. — Belliard reprend les fonctions d'aide-major général. — Manœuvres et succès de l'Empereur. — Réorganisation de la cavalerie, d'après le projet de Belliard. — Son rôle à la bataille de Craonne. — Il prend le commandement de la cavalerie. — Il fait partie des corps Mortier et Marmont. — Il arrête Blücher à Reims. — Il se retire sur Paris avec les maréchaux. — Son rôle à Fère-Champenoise. — Son retour à Paris avec Mortier. — Il concourt à la défense de Paris. — Son entrevue avec l'Empereur, à Fromenteau.

La retraite d'Allemagne était achevée. Il fallait maintenant se hâter de réorganiser tous les services en vue de prochaines opérations. Le reste du mois de novembre et celui de décembre furent absorbés par cette tâche, au milieu d'une fièvre et d'une agitation redoublées par l'ordre du souverain qui voulait ses corps prêts pour le 1er janvier. Les événements allaient bientôt démontrer à quel point c'était impossible.

Laissé sur la frontière, à la tête de l'état-major général de l'armée, Belliard recevait bien des ordres de Paris ; mais l'Empereur et le major général, n'étant plus sur les lieux, voyaient moins la réalité des choses que leurs désirs. Belliard, au contraire, qui recevait les corps, sur le Rhin, écoutait leurs plaintes et constatait leurs besoins, ne pouvait se faire aucune illusion, ni attendre les ordres de Berthier pour les satisfaire. Il

était en face d'une situation aussi difficile que compliquée.

L'armée était en décomposition; et son affaissement était aggravé par la menace d'une apparition imminente de l'ennemi. Ses effectifs, appauvris par les pertes des combats, par les désertions et les maladies, étaient tombés à des chiffres dérisoires. La garde, jadis de 40,000 hommes, n'en avait plus que 10,000. Le 4e corps (Bertrand), le 7e (Reynier), le 12e (Oudinot), le 16e (Augereau) fondus en un seul, sous l'illustre Morand, comptaient à peine 12,000 hommes; le 3e (Ney) et le 6e (Marmont) désignés pour garder le Rhin de Mannheim à Coblentz et formés en une seule masse, avaient environ 3,000 hommes; le 2e (Victor), pour couvrir le Rhin de Strasbourg à Bâle, n'en avait que 2,000; le 5e (Lauriston) et le 11e (Macdonald) réunis sous les ordres de ce dernier avaient pour défendre le Rhin, de Coblentz à Arnheim, environ 9,000 hommes. Les quatre corps de cavalerie présentaient encore une masse de 10,000 hommes, mais à pied, ou mal montés. En résumé, l'armée comprenait 50,000 anciens soldats découragés et 50,000 traînards ou éclopés, sans valeur, ni énergie. Et, dans l'intérieur, la France épuisée, ne voulait plus du régime impérial.

C'était avec ces éléments joints à ceux que l'Empereur espérait trouver, qu'il fallait reconstituer des forces capables d'arrêter les armées victorieuses des coalisés. Dans ces circonstances, Belliard se trouva aux prises avec des difficultés imprévues et forcé quelquefois de prendre les décisions les plus graves.

Il dut d'abord définir, aux maréchaux chargés de la garde du Rhin, l'étendue de leur mission. Sur ce sujet heureusement il avait les instructions du major général. « Vous avez, écrivit-il au maréchal Victor, l'autorité nécessaire pour vous faire rendre compte de la situation des places et de la force de leurs garnisons.... Si l'ennemi

se présente sur la frontière, vous devez employer les troupes qui se trouvent sous votre commandement. Il doit être pourvu aux approvisionnements par les soins de l'administration et par les préfets. Vous devez solliciter et même requérir ce qui est nécessaire pour assurer les différents services. L'Empereur n'a encore rien fixé pour les dépenses secrètes.

« Vous devez continuer à correspondre avec moi, et partout où pourrait être le quartier général impérial. »

Les généraux de cavalerie à leur tour eurent besoin d'être fixés sur ce qu'ils avaient à faire. Le général Doumerc en particulier, commandant intérimaire du 1er corps de cavalerie, mal secondé par ses officiers d'état-major, dut recevoir des indications précises. Il fallut rectifier ses situations, lui en demander de nouvelles, lui ordonner de faire passer des revues pour connaître le nombre des hommes et des chevaux disponibles, et lui prescrire d'envoyer dans les dépôts des régiments ceux qui avaient besoin de plus d'un mois pour se remettre. D'autres devaient être dirigés sur un dépôt général de cavalerie qui avait été formé à Metz.

En même temps, Belliard centralisait les renseignements qui lui parvenaient sur la marche des coalisés et envoyait directement à l'Empereur, sur l'ordre de Berthier, un rapport journalier et de précieuses informations. Le 9 novembre, il lui apprit que le général Bertrand, assailli par des masses supérieures sur la position de Hochheim, avait fait une défense opiniâtre; mais que débordé sur sa droite, il avait dû l'abandonner et se retirer sur Cassel.

Le 10, il le prévint de Mayence que l'ennemi s'était rapproché et que nous étions rentrés dans Cassel.

Le 15, le major général, ayant terminé sa mission à Bingen, partit pour Paris, où il rejoignit l'Empereur le 18. A partir de ce moment, jusqu'au jour ou Napoléon revint à l'armée, vers le 25 janvier, le poids

de la direction du grand état-major et du quartier général impérial retomba tout entier sur le général Belliard, qui envoya le jour même, au prince de Wagram, d'utiles renseignements sur la marche de l'ennemi.

15 novembre 1813, à 10 heures du soir.

Prince, des Français arrivés ce matin à Mayence et venant de Leipsick, disent avoir vu en passant à Francfort, les empereurs de Russie et d'Autriche, les rois de Prusse, de Bavière, Wurtemberg, et les grands-ducs de Wurtzbourg, de Bade, de Darmstadt, ainsi que le prince royal de Suède.

Ils assurent que le roi de Saxe a été fait prisonnier et envoyé à Berlin pour n'avoir point voulu prendre les armes contre l'Empereur et faire cause commune avec les autres souverains d'Allemagne.

Le prince Poniatowski est mort et a été enterré à Leipsick; on lui a rendu de très grands honneurs funèbres.

Les Autrichiens et les Russes traitent fort bien les prisonniers; mais il n'en est pas de même des Prussiens et des Bavarois qui leur font éprouver mille vexations. Le prince de Suède était à Leipsick; il paraît fort bien avec l'empereur de Russie; ce prince est parti pour le bas Elbe. sans doute pour marcher contre le prince d'Eckmühl.

Deux jours après, il annonça à Paris, qu'en quittant Leipzig, un corps russe avait pris la direction de la Suisse, tandis que le prince de Suède marchait sur la Hollande avec des Prussiens et des Suédois.

Tout en recueillant ces informations, le général passait chaque jour la revue des corps de troupes qui arrivaient. Ils étaient dans un état de misère qui frappait tous les yeux et auquel on ne pouvait remédier faute d'argent. On se contentait de prendre note de leurs besoins et de leur indiquer leur résidence que l'approche des alliés rendit d'ailleurs très provisoire. Belliard en était réduit à écrire au major général : « Tout périclite, faute de fonds; on ne peut faire aucune réparation et, depuis quinze jours, nous n'avons rien

gagné. Il serait bien important qu'on fît payer les différentes masses aux régiments, si l'on veut que les hommes même qui sont présents à l'armée et qui ont beaucoup de besoins, puissent faire une campagne d'hiver. »

Pour la cavalerie c'était la même chose. Aussi écrivait-il, de Mayence, au prince de Wagram, le 17 novembre : « On n'a encore pris aucune mesure pour réorganiser et augmenter la cavalerie; nous perdons des moments précieux; le temps viendra où l'Empereur en aura besoin et Sa Majesté sera surprise de la voir aussi faible, et peut-être en plus mauvais état, que lorsqu'elle a repassé le Rhin. »

A cet égard du reste, n'ayant pas d'ordres, Belliard prit sur lui de diriger les détachements de cette arme sur leur dépôt pour s'y refaire. Il en rendit compte à Paris, en ajoutant qu'il « croyait, en agissant ainsi, remplir les intentions de l'Empereur ».

Le 5 décembre, il transporta l'état-major général à Metz, où il fut loin de trouver l'accueil qu'il espérait. « Il semble, écrivait-il à Berthier, que l'état-major général soit un corps de 10,000 hommes pour la ville de Metz et c'est avec peine qu'on a pu être logé. » La municipalité voulut disloquer son personnel et il dut s'y opposer. Il refusa également d'envoyer ses officiers dans les villages voisins et consentit seulement à laisser installer ses officiers à la suite dans un faubourg.

Ce fut de cette ville qu'il annonça à Paris le passage du Rhin, près de Bâle, le 21 décembre, par un premier corps ennemi. A la suite de cet événement il transmit à Marmont l'ordre de quitter Mayence et de se porter en deçà des Vosges, en recueillant les conscrits qui allaient le rejoindre. Victor dut également quitter Strasbourg, y laisser les gardes nationales et quelques cadres de bataillons avec une faible partie des conscrits qu'il avait

reçus, incorporer les autres dans les rangs du 2ᵉ corps et se porter sur les Vosges.

En résumé, les corps de ces deux maréchaux et celui de Macdonald allaient recevoir le plus grand nombre des 110,000 hommes que Napoléon venait de lever à grand'peine. La jeune garde devait être concentrée à Épinal, sous les ordres de Ney. La vieille garde, qui était cantonnée en Belgique, devait être ramenée à Langres. Avec leurs faibles forces, rassemblées d'Épinal à Langres, les maréchaux allaient disputer le terrain aux alliés, en se couvrant successivement des lignes de la Marne, de l'Aube et de la Seine. L'Empereur, qui leur supposait 60,000 hommes, viendrait les commander et les soutenir, dès qu'il aurait rallié 30,000 soldats. Macdonald devait rétrograder des Pays-Bas sur Châlons-sur-Marne.

Le 1ᵉʳ janvier 1814, l'Empereur expédia de nouveaux ordres destinés à préparer une défense suprême. Mais il aurait fallu que tout le monde possédât une fermeté égale à la sienne. Malheureusement cette qualité manquait et sur la frontière même le patriotisme semblait endormi. Belliard signala cette torpeur au major général.

Au Prince.

Metz, 3 janvier 1814.

... J'ai l'honneur de le rappeler à Votre Altesse : on ne fait rien pour se mettre en mesure contre les ennemis ; point de magasins, point d'approvisionnements; aucune place n'est armée et en état de défense; l'esprit public est mort, on ne s'occupe pas de le faire revivre. Les armées combinées marcheront : on voudra s'opposer au torrent; il sera trop tard, et l'Empereur n'aura pas le tiers des moyens sur lesquels il devait compter; il semble qu'un génie malfaisant a répandu ses pavots sur la France; la crise est terrible, mais nous en sortirons, le tocsin sonne partout, la Nation doit être tout entière sous les armes et ne les déposera qu'après avoir chassé l'ennemi de son territoire. Mais les moments

sont pressants, et il faudrait que partout on activât les sages mesures ordonnées par l'Empereur : il faut pour cela, prince, mettre en avant des hommes actifs, que rien n'étonne, dévoués, et qui ne soient pas susceptibles d'être démoralisés.

Si l'Empereur promettait aux hommes mariés qui périraient pour l'empire une pension pour leur veuve et leurs enfants, je crois que cela ferait très bien dans les circonstances actuelles. De nombreux partis organisés, et jetés sur les derrières des armées combinées, doivent leur faire beaucoup de mal; je sais que dans l'Alsace et dans les Vosges, beaucoup d'habitants sont très disposés pour cela; il ne s'agit que de les réunir et de leur donner de bons chefs.

Pendant ce temps l'approche des colonnes ennemies était signalée à Metz; leurs têtes étaient déjà à Bussang et à Vesoul; les Russes avaient passé le Rhin à Spire et à Oppenheim; 20 à 30,000 hommes avaient passé à Bingen, d'autres à Coblentz et à Mannheim. En transmettant ces nouvelles à Paris, Belliard exprima l'intention, si les circonstances l'exigeaient, d'envoyer à Châlons et à Reims, le grand dépôt des remontes de Nancy et les petits dépôts de la région. Il demandait aussi des ordres pour les équipages de l'Empereur et du major général qui étaient restés à Sarrelouis.

Le 4 janvier, il avisa Marmont du départ du maréchal Victor, de Strasbourg pour Saverne, lui signala les difficultés qu'éprouvaient déjà les courriers pour passer et le pria de le tenir au courant de ses mouvements. L'ennemi avait du monde à Trèves et, à mesure qu'il se rapprochait, les nouvelles se succédaient avec tant de rapidité que leur transmission devenait difficile.

Ainsi, le 4 janvier, tandis que Belliard écrivait au maréchal Marmont, il apprenait que ce dernier avait eu un vif engagement à Kaiserslautern et qu'il n'avait repoussé l'ennemi qu'au prix de pertes nombreuses.

Deux jours après, ayant pu assurer ses relations avec lui, il le prévenait que les alliés, entrés le 5 au soir, à

Trèves, marchaient sur Luxembourg; que le maréchal Victor était à Saverne et qu'il allait se porter sur Nancy, avec le général Milhaud qui devait l'avoir rejoint après avoir quitté Colmar. Épinal et Remiremont étaient encore à nous.

A la même époque, ne recevant aucun avis pour les équipages de l'Empereur et du major général, il ordonna leur envoi à Metz.

Le 8 janvier, il annonça au major général l'arrivée de Marmont à Bitche et à Forbach. Victor était à Bacharach. Les troupes d'Épinal battaient en retraite sur Charmes; Belfort avait été canonné et des cavaliers ennemis avaient été vus sur la route de Luxembourg à Thionville.

Chaque jour ses rapports permettaient à Paris de suivre pas à pas la marche des alliés et celle de nos corps en retraite. Le 12, il fit connaître la prochaine arrivée de Marmont à Metz, puis le départ de l'état-major général pour Verdun et Châlons, suivant les ordres reçus.

Arrivé à Châlons le 15, il y passa la revue des dépôts et désigna les hommes et les chevaux en état d'être dirigés sur leurs corps.

Le 17, il apprit au major général que Ney était à Ligny, gardant Toul et ayant son corps d'armée sur la rive gauche de la Meuse. Marmont venait de quitter Metz, pour se rapprocher de cette rivière. Châlons, qui était un point de concentration, n'avait aucun approvisionnement, ni vivres, ni fourrages. Tandis qu'il en rendait compte à Paris, il s'entendit avec le Préfet et l'Intendant général pour y suppléer au plus tôt. « Mais, écrivait-il au prince de Wagram, il est à craindre que les troupes, qui arrivent par différentes routes, soient à Châlons avant qu'on ait pu commencer les approvisionnements. Alors, comment nourrir les troupes? Comment empêcher le désordre? Il y a vraiment une fatalité

attachée à toutes les opérations et l'on ne conçoit pas comment il n'y a pas d'immenses magasins à Châlons, point important, et qui nécessairement devait toujours recevoir beaucoup de troupes. » En attendant, pour diminuer le nombre des parties prenantes il fit partir, sans ordres supérieurs, tous les dépôts de cavalerie pour de nouvelles destinations et rendit compte de cette mesure qui fut approuvée.

Malgré ses efforts, il n'arrivait pas à organiser le service comme il l'aurait voulu et par moments il se sentait impuissant à faire tout le bien nécessaire. Il ne put s'empêcher de l'avouer au major général. « Nous marchons ici, bien lentement, Prince, lui dit-il; il est vrai qu'on courbe sous le poids des années. La bonne volonté et le dévouement ne sont pas seuls suffisants; il faut aussi de la force; des moyens actifs, courir, monter à cheval, voir par soi-même et, sur vingt-quatre heures, pouvoir en employer vingt-deux au service de l'Empereur. »

Bientôt il prévint Berthier de la prochaine réunion de trois maréchaux à Châlons, et demanda « pour éviter tout conflit de commandement, ce qui avait toujours nui aux intérêts de l'Empereur, que l'un d'eux ait l'autorité ».

Cette observation contribua à la résolution prise par Napoléon, de se rendre incessamment à Châlons. Belliard prévenu, en avisa de suite les maréchaux.

En présence des difficultés qu'il rencontrait, Belliard proposa alors à Napoléon diverses mesures qu'il jugeait utiles au bien du service. Ayant été surtout frappé de la pénurie des approvisionnements, il lui dit ce qu'il en pensait.

A l'Empereur.

21 janvier 1814.

... Il paraît, sire, d'après les rapports que j'ai reçus de différents officiers envoyés sur les routes de Châlons à Paris, qu'il n'y a point d'approvisionnements de faits sur aucun

point. Il serait cependant bien important, sire, de s'y prendre d'avance, et de former sur les derrières de l'armée de grands magasins de vivres et fourrages; et même jusqu'à de grandes distances, et qu'on fait venir à l'armée de proche en proche; autrement les armées arrivent et ne trouvent aucun moyen d'existence : de là le désordre, et, quelquefois, l'indiscipline, ainsi que le mécontentement des habitants et la ruine des pays sur lesquels on passe. Montargis, Orléans, Chartres, Évreux, Rouen, Beauvais, Amiens, Noyon, Compiègne, Meaux et Melun pourraient avoir en tout genre de grands approvisionnements qui serviraient aux besoins des armées du Nord et du Rhin, et même pour ceux de la capitale. Alors, sire, on pourrait assurer le service des armées et Votre Majesté pourrait être sans inquiétude pour la nourriture de ses troupes. Autrement, il en arrivera partout comme à Châlons, où il n'y avait absolument aucun service d'organisé il y a trois jours, et où les troupes manqueraient absolument de tout, si, d'ici à peu de jours, elles étaient obligées de se concentrer sur ce point.

Malheureusement, il était bien tard pour prendre des mesures aussi urgentes. L'invasion paralysait déjà les bonnes volontés et les ressources se cachaient au moment où l'on en avait le plus grand besoin. Les nouvelles que Belliard envoyait alors aux maréchaux lui montraient combien il serait malaisé de rassembler les approvisionnements qu'il demandait.

Depuis quelques jours du reste, il était dégagé de la responsabilité qui lui incombait. Berthier avait fait annoncer sa prochaine arrivée par le général de Monthion qu'il avait dirigé sur Châlons, le 14 janvier. Lui-même vint prendre la haute main de l'état-major général, le 19. L'Empereur était alors furieux contre le maréchal Victor qui avait abandonné Nancy et la ligne de la Moselle, sans combat. Or, si les maréchaux reculaient, c'est qu'ils étaient débordés par les masses de l'ennemi, avant d'avoir pu leur résister. Mais dans l'état d'irritation où il était, Napoléon ordonna à Berthier d'être aux

avant-postes de Victor, avant le 20 au matin, de lui ôter son commandement, de le donner à Marmont et d'assurer la défense de la Meuse. Ce mouvement de colère n'eut heureusement pas de suites. Berthier se rendit à Bar-sur-Ornain et vit de suite que les progrès des coalisés justifiaient la retraite du duc de Bellune. Il envoya à Belliard les nouvelles qu'il avait recueillies et ce dernier les transmit à Marmont et à Macdonald. « L'ennemi, écrivait-il, ayant débouché en forces par Neufchâteau et passé la Meuse sur tous les points, M. le duc de Bellune a dû quitter sa position de Void pour venir sur Ligny, où il arrive aujourd'hui.

« M. le duc de Trévise était hier soir à Bar-sur-Aube, occupant avec son avant-garde la position de Colombey-les-deux-Églises. Son Excellence annonce dans sa lettre, être dans l'intention de tenir le plus longtemps qu'il lui sera possible et elle avait établi ses communications avec le prince de la Moskowa.

« D'après ce que me mande le général commandant à Mézières, le duc de Tarente était hier de sa personne à Givet; je pense que son avant-garde a marché avec lui.

« Une division de la jeune garde avec 1,000 chevaux arrivera après-demain à Châlons; d'autres troupes les suivent. »

Ces nouvelles étaient graves et montraient qu'avant peu tous les corps en mouvement seraient refoulés sur Châlons par des forces supérieures. Belliard, qui s'y attendait, avait donné des ordres depuis plusieurs jours déjà pour mettre la ville à l'abri d'un coup de main. Il transmit de tous côtés les avis qu'il avait reçus, et les adressa à l'Empereur, en ajoutant : « Le Prince, major général, était hier soir (21) à Bar-le-Duc; il demande les ordres de Votre Majesté.... 150 voitures non attelées du grand parc, que j'ai pris sur moi de faire partir ce matin, se rendent à Dormans; le reste se mettra en marche demain, pour la même destination et tout conti-

nuera d'être évacué sur Meaux, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par Votre Majesté, et j'ai l'honneur de prier Votre Majesté de me faire connaître ses intentions à cet égard, ainsi que pour toutes les voitures attelées du grand parc qu'on conserve à Châlons. »

A ce moment critique où l'invasion gagnait chaque jour du terrain, les rapports de Belliard renseignaient l'Empereur sur ses progrès et sur les positions occupées par nos différents corps. Le 23 janvier, il ajouta que le maréchal Victor avait ordre de tenir à Ligny, jusqu'à ce qu'il fût forcé et que Berthier venait d'appeler Marmont pour lui donner le commandement des deux corps. Il demandait des ordres pour le placement des troupes qui convergeaient sur Châlons et s'il ne fallait pas en diriger sur Reims.

Il prévint aussi les maréchaux de l'arrivée à Châlons de l'armée de réserve rassemblée à Paris par l'Empereur. Il était temps pour eux d'être renforcés. Le 24, en effet, les progrès des alliés devinrent menaçants comme Belliard l'annonça à Macdonald.

Au duc de Tarente.

24 janvier 1814.

Le duc de Bellune fut attaqué avant-hier dans sa position de Ligny qu'il a conservée. On s'est canonné toute la journée. L'ennemi menaçant l'attaque sur Saint-Dizier, le duc de Bellune a eu ordre de s'en rapprocher aujourd'hui. Le prince de la Moskowa est ce soir à Vitry. Le duc de Raguse couchera aujourd'hui à Révigny et demain dans la direction de Vitry, laissant une division de son corps aux Islettes. — M. le duc de Trévise est toujours à Bar-sur-Aube. Deux divisions de la garde sont arrivées à Châlons; d'autres divisions de l'armée de réserve vont sur Troyes et Brienne-le-Château. Il nous arrive aussi des troupes par Reims. — En l'absence du prince, j'ai reçu ce soir votre lettre du 23, à 8 heures du soir; je l'envoie de suite à Son Altesse qui doit être à Saint-Dizier. — M. le duc de Raguse

a quitté Verdun; pas moins l'on communique encore avec cette place; je n'ai pas eu avis qu'aucune troupe eût passé de ce côté sur la rive gauche de la Meuse. Le commandant m'écrit hier au soir et me dit n'avoir encore vu que quelques faibles partis de cavalerie.

Le même jour, Belliard fut avisé par une lettre personnelle de l'Empereur de son arrivée très prochaine.

Au général comte Belliard, aide-major général, à Châlons.

Paris, 23 janvier 1814.

Mon officier d'ordonnance Caraman, qui est parti il y a une heure, vous communiquera les dispositions que j'ai prises pour l'artillerie et porte une lettre pour le général Ruty.

Le général Lefebvre-Desnouettes et le général Rottembourg arrivent demain, 24, à Châlons, avec 1,800 hommes de cavalerie et 8,000 d'infanterie.

Le 1er régiment de lanciers polonais de ma garde arrive demain, 24, à Reims. Écrivez à ce régiment de presser sa marche sur Châlons. Envoyez à la rencontre du général Lefebvre pour qu'il fasse dire à la cavalerie qui vient derrière lui d'activer également sa marche.

Mon intention est de partir demain au soir et d'être le 25, à midi, à Vitry, où le général Lefebvre-Desnouettes, avec son infanterie, sa cavalerie, toute l'artillerie de la garde, toute l'artillerie de la ligne attelée (la ligne doit avoir soixante et douze pièces) arrivera en même temps.

Je compte, le 26, prendre l'offensive.

... Je réunirai toutes ces forces et je tomberai sur le premier corps ennemi qui sera à portée.

Tâchez qu'à mon arrivée à Châlons et à Vitry, je trouve des renseignements qui me fassent connaître où il y a de l'infanterie, afin de pouvoir combiner mon mouvement et lui tomber dessus.

... Faites connaître au prince de Neuchâtel mon arrivée et la nécessité que je trouve, le 25, à midi, tous les renseignements possibles, à Vitry. Tenez secrète la nouvelle de mon arrivée. Ne compromettez pas vos dépêches, pour

qu'il n'y ait rien de pris et qu'on ne se doute pas que j'arrive....

NAPOLÉON.

L'Empereur comptait avoir 80,000 hommes sous la main. Mais les états de situation que Belliard lui avait préparés, lui ménageaient de pénibles surprises. La garde, qu'il avait cru porter à 80,000 hommes, en avait 30,000, dont 12,000 sous le commandement de Mortier à Bar-sur-Aube, 6,000 sous Ney à Saint-Dizier et le reste, encore en Belgique. La garde à cheval n'avait que 6,000 cavaliers montés, au lieu de 10,000. Victor, qui avait dû reculer jusqu'à Saint-Dizier, ayant perdu 3,000 hommes par la désertion et la fatigue, n'en avait plus que 7,000, dont 3,500 cavaliers. Marmont, refoulé par Blücher jusqu'à Vitry, et ayant laissé une division à Metz, n'avait plus que 6,000 fantassins et 2,500 cavaliers. Les autres corps étaient à l'avenant. Napoléon ne put réunir que 47,000 hommes. Il n'hésita pas néanmoins à tenir tête, avec ces faibles forces, aux 230,000 vieux soldats de la coalition.

Berthier, revenu à Vitry pour recevoir l'Empereur, y trouva Belliard, Kellermann, Ney et Marmont. Ces derniers, troublés par l'imminence du danger, demandaient des renforts. L'Empereur les rassura. Lui seul désormais aurait toute la responsabilité. Il vit de suite qu'il ne s'agissait plus de défendre les Vosges, ni la Moselle, ni la Meuse, mais tout au plus les passages de la Marne.

Il envoya Berthier, le 26, reconnaître une position en avant de Vitry, y établir Victor et lui ordonner d'attaquer Saint-Dizier. Puis, il marcha lui-même sur Vitry, avec Ney, Marmont, et Lefèvre-Desnouettes, à la tête d'environ 34,000 hommes.

L'attaque sur Saint-Dizier réussit. L'ennemi en fut chassé et ce premier succès ranima les courages.

L'Empereur résolut alors de se porter sur Blücher

qui manœuvrait pour se réunir à Schwarzenberg et de le battre avant sa jonction. Dans ce but, il dirigea ses corps sur Brienne, où il battit son adversaire le 29, rendant ainsi à tout le monde l'espoir qu'on avait perdu, et restant lui-même persuadé de la possibilité de vaincre, avec les faibles moyens dont il disposait.

Pendant ce temps, Berthier avait demandé à Belliard son avis sur un projet de réorganisation du 3e corps de cavalerie que lui avait envoyé le duc de Padoue. Belliard lui répondit « qu'il ne croyait pas le moment venu de s'occuper d'organisation nouvelle ; qu'il était plus avantageux au service de l'Empereur, de laisser, jusqu'à nouvel ordre, les choses dans l'état où elles étaient ». Mais si cet avis n'était pas adopté, il priait le prince de le lui dire, pour qu'il puisse à son tour mettre sous ses yeux un projet qu'il avait établi.

Son idée parut juste. La réorganisation du 3e corps de cavalerie fut abandonnée pour le moment. Elle fut reprise plus tard, par ordre de Napoléon, sur des bases plus larges.

A partir de ce moment, Belliard, redevenu aide-major général, suivit les péripéties de la campagne de 1814, avec le prince de Neuchâtel, qu'il seconda de son mieux.

Après Brienne, le quartier général fut porté à Arcis-sur-Aube, où l'Empereur concentra ses troupes pour s'opposer à la marche de l'ennemi sur Troyes. Avant d'y arriver, il fut attaqué à la Rothière par Schwarzenberg, qui marchait au secours de Blücher. Il résista jusqu'à la nuit à des forces triples ; puis, il fit écouler ses corps en bon ordre pendant la nuit, sans être entamé, et mit l'Aube entre lui et l'armée coalisée.

Le 3 février, Belliard était à Troyes avec le quartier général. Les esprits étaient abattus et Berthier avait présenté à l'Empereur des observations qui n'avaient pas été écoutées. Ce dernier au contraire, toujours confiant dans son génie, épiait une faute de ses adversaires. Blücher vint la commettre à portée de ses coups. Il s'était

séparé de Schwarzenberg, pour suivre Macdonald. Napoléon, combinant avec habileté la marche de ses corps, remporta sur lui les brillants succès de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thierry où il enleva son arrière-garde et de Vauchamps où Blücher fut encore complètement battu. Pendant ce temps, Victor obtenait à son tour un succès à Nogent.

Le 15 février, l'état-major général, installé à Montmirail, fit connaître de tous côtés ces superbes résultats. Il s'agissait maintenant d'en obtenir de semblables contre l'armée de Bohême. Elle fut battue dans des conditions aussi heureuses, à Mormant, le 17 février, à la bataille de Montereau, le 18, et forcée de battre en retraite.

A la suite de cette dernière affaire l'Empereur, installé au château de Surville, près de Montereau, reprit l'idée de réorganiser sa cavalerie, exprima ses idées générales au major général et chargea le général Belliard de lui proposer un projet.

Ce travail était déjà prêt. L'Empereur l'examina avec le général le lendemain, l'approuva et le signa de suite. Ce projet constituait 4 corps de cavalerie, les 1er, 2e, 5e et 6e. Les deux premiers étaient composés chacun d'une division de cavalerie légère et d'une division de grosse cavalerie; le 5e et le 6e avaient chacun trois divisions, dont une de cavalerie légère et deux de grosse cavalerie. Belliard, qui connaissait à fond le personnel de cette arme, fut consulté par Napoléon sur la désignation des généraux. Cette organisation fut maintenue jusqu'à la fin de la campagne. L'Empereur eut ainsi à sa disposition dix divisions de cavalerie, quatre de cavalerie légère et six de grosse cavalerie.

Belliard expédia les ordres d'exécution le 19 février. Il y eut bien quelques réclamations, mais elles ne purent avoir aucune suite, l'Empereur ayant désigné lui-même les titulaires des divers commandements. Sa lettre au général Saint-Germain, écrite à Châlons le 23 février

et reproduite aux annexes, explique en détail cette organisation qui empruntait une importance particulière aux circonstances critiques au milieu desquelles elle fut décidée, projetée et arrêtée (1).

A partir de ce moment, Belliard eut de nouveau la spécialité de diriger les corps de cavalerie, suivant les ordres de l'Empereur, mais en restant toujours à l'état-major général. Il le suivit à Troyes où l'Empereur porta son armée après la bataille de Montereau. Là, ayant appris que Schwarzenberg s'était retiré sur Chaumont, tandis que Blücher faisait un mouvement sur la Marne, Napoléon résolut d'assaillir ce dernier et quitta Troyes, le 27 février. Belliard partit avec le major général pour la Ferté-sous-Jouarre, d'où Napoléon se dirigea, le 3 mars, sur Soissons, poursuivant Blücher avec Marmont et Mortier. Il assista au malheureux événement qui sauva Blücher et perdit peut-être l'Empire, en livrant cette place à l'ennemi.

Il apprit à Fismes la nouvelle détermination prise par l'Empereur de marcher sur Laon à la suite du général prussien renforcé alors par les troupes de Winzingerode, et arriva avec lui à Berry-au-Bac dans la journée du 6. Il prit part le lendemain à la bataille de Craonne qui fut un nouveau succès pour nos armes. Dans cette journée, Grouchy et Nansouty qui commandaient la cavalerie de l'armée et de la garde, ayant été blessés, Belliard prit le commandement de cette arme et poursuivit ensuite l'ennemi sur Laon. A Chavignon, où il s'était rendu après la bataille, l'Empereur confirma ce commandement, en mettant sous ses ordres un corps de cavalerie composé des divisions Roussel, Colbert et Laferrière. Puis il lui ordonna de tourner la ville de Laon et d'y enlever tout ce qu'il pourrait. Ce mouvement, qui fut surtout une opération de reconnaissance, montra que Laon était fortement occupé. Belliard était à la tête de ses divisions quand eut

(1) Voir aux Annexes.

lieu l'attaque indécise de cette position le 9 et le grave échec que nos armes y subirent le 10.

Il reçut ensuite l'ordre de partir avec l'armée pour Soissons, où l'Empereur comptait faire reposer ses soldats épuisés par tant de luttes. Belliard y fut appelé pour recevoir de nouveaux ordres. Il était à l'état-major général lorsque l'Empereur battit le 13, à Reims, le corps isolé du général de Saint-Priest, qui fut son dernier succès.

Dans cette période, Belliard fut plus particulièrement chargé de diriger les reconnaissances de la cavalerie et de recueillir des renseignements sur les mouvements de l'ennemi. Sa correspondance avec le major général ne contient que des comptes rendus sur les informations qu'il a recueillies.

Mais lorsque l'Empereur, résolu à se porter vers les places de l'Est, quitta Reims pour se rendre à Épernay, la situation de Belliard fut de nouveau modifiée. Mortier était laissé à Reims pour seconder Marmont dans la défense de l'Aisne et de Berry-au-Bac. Tous deux avaient mission de contenir Blücher pendant quelques jours, en disputant successivement les passages de l'Aisne et de la Marne. Belliard fut attaché au maréchal Mortier avec la division de grosse cavalerie Roussel, placée sous ses ordres. Il y était à la fois comme aide-major général détaché et comme chef de la cavalerie. Et bientôt, les circonstances ayant amené l'isolement des deux maréchaux, il se trouva comme eux, séparé de l'Empereur et forcé de suivre leur destinée.

Mortier se dirigea sur Fismes pour rejoindre Marmont qui se retirait sur ce village après avoir fait sauter le pont de Berry-au-Bac, au moment où Blücher allait le franchir. Belliard fut chargé de protéger son mouvement.

Il s'assura d'abord que rien n'était resté en arrière en ville. Puis, il se mit en marche avec la division de dragons Roussel, pour suivre et pour flanquer les colonnes


REESE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du maréchal. Aucun coureur ennemi n'avait encore paru dans Reims.

Arrivé sur les hauteurs de Maison, il reçut, de Mortier, l'ordre d'y retourner et de s'en emparer au besoin. Le maréchal avait besoin pour assurer la sécurité de sa marche, d'arrêter les alliés le plus longtemps possible. Belliard prit aussitôt les devants avec trois escadrons, suivi par le reste de la division avec sa batterie d'artillerie. Au moment où il atteignit la ville, l'ennemi commençait à y entrer. Il repoussa ses premières troupes, lui tua quelques hommes et le chassa de Reims. Il fit ensuite fermer et barricader les portes; puis laissa deux escadrons dans la place et alla rejoindre le reste de la division qui avait pris position sur les hauteurs voisines.

Il était temps. On apercevait en effet, sur la route de Berry-au-Bac, une nombreuse colonne ennemie qui arrivait avec du canon. Elle comptait 4 à 5,000 chevaux et était soutenue par d'autres escadrons, en position à la Neuvillette. Son chef fut surpris de nous voir occuper la ville et essaya d'enfoncer les portes avec son artillerie. Toutes ses attaques ayant échoué, il dirigea une partie de ses troupes, sur Saint-Brice, pour y franchir la Veille et tourner notre position. Mais Belliard avait fait garder ce passage et y avait placé de l'artillerie. L'ennemi, n'ayant pu réussir, se borna à canonner et à tirailler d'une rive à l'autre. Pendant ce temps de fortes colonnes de l'armée de Silésie arrivaient sur Reims par Berry-au-Bac; d'autres, plus nombreuses encore, se montraient dans plusieurs directions. Se voyant arrêté, l'ennemi commença le blocus de la ville et établit trois batteries sur les hauteurs. Ces dispositions prises, il envoya un colonel sommer la place de se rendre. Belliard, qui voulait gagner du temps, le reçut, écouta ses propositions et lui fit connaître sa ferme résolution de défendre énergiquement la place. L'officier se retira et, peu de temps

après, les trois batteries ouvrirent leurs feux sur la ville. Après une canonnade assez nourrie, la sommation fut renouvelée et obtint la même réponse. Les feux d'artillerie recommencèrent.

Sur ces entrefaites, la nuit arriva. Le général Belliard avait rempli les intentions du maréchal ; il ordonna la retraite qui s'effectua en bon ordre et il arriva à Fismes sans avoir perdu un seul homme.

Il rendit compte de sa mission et fit reposer ses cavaliers qui en avaient grand besoin.

A partir de ce moment jusqu'à la capitulation de Paris il n'eut plus qu'à seconder de son mieux les opérations des maréchaux. Mortier, très modeste, accepta la direction de Marmont. A eux deux, ils réunissaient 15,000 hommes. Ils restèrent en position jusqu'au 20 au soir et reçurent alors une dépêche de l'Empereur qui blâmait leur mouvement sur Fismes et leur prescrivait de le rejoindre. Ils tentèrent de le faire par Château-Thierry, Champaubert, puis Soudé-Sainte-Croix. Là ils rencontrèrent plus de 200,000 hommes qui les séparaient de Napoléon. Il n'y avait pas à hésiter : ils rétrogradèrent sur Fère-Champenoise.

Le 25 mars au matin, ils virent les alliés se diriger de leur côté et comprirent, qu'après avoir abandonné Napoléon, ceux-ci se portaient sur Paris. Ils battirent en retraite de position en position, abritant au besoin la cavalerie derrière leurs carrés d'infanterie.

Mais, près de Connantray, ils furent assaillis par des forces considérables. Ils prirent une position avantageuse, couvrant la route de Fère-Champenoise, tandis que Belliard, Bordesoulle, Roussel, laissés en plaine avec la cavalerie y résistaient aux charges de l'ennemi. Mais bientôt accablés par les nombreux escadrons de Pahlen, ils durent se replier derrière l'infanterie, jusqu'au moment où, débordé sur ses flancs, Marmont battit en retraite en désordre. Mortier éprouva le même sort et fut dégagé

à temps par une charge du général Pacthod qui perdit une partie de son artillerie.

De Fère-Champenoise, on marcha sur Sézanne, pendant que le général Pacthod livrait, dans le voisinage, un héroïque combat aux forces de la coalition, avec quelques bataillons de gardes nationaux.

Le lendemain 26 mars, en voulant gagner la Ferté-Gaucher et la Marne, les maréchaux se heurtèrent encore à de fortes masses ennemies qui les obligèrent à se rabattre de nuit sur Provins. De là, ils s'efforcèrent de gagner Paris, en côtoyant la Seine de Melun à Charenton. Le 28, Belliard passa la nuit avec Mortier à Mormant et, le lendemain, entra avec lui dans Paris, par le pont de Charenton. Les maréchaux allèrent de suite prendre les ordres du roi Joseph et de la Régente.

Le trouble et la consternation régnaient dans la capitale. Le ministre de la guerre, Clarke, ne sut donner d'autre ordre aux maréchaux, que de défendre le pourtour de Paris : Marmont, de l'avenue de Vincennes aux Prés Saint-Gervais, et Mortier, depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à la Seine. Leurs troupes avaient passé la nuit entre Charenton, Vincennes et Charonne.

L'attaque des alliés commença, le 30 mars au matin, par une violente canonnade. Vers 10 heures, Mortier fut en position dans la plaine Saint-Denis, tandis que Belliard, avec la division Roussel, était au pied de Montmartre.

Vers le milieu du jour, le gros des forces alliées étant entré en ligne, l'action devint générale et acquit, de tous côtés, une intensité meurtrière. Marmont, après avoir vaillamment résisté, dut reculer sur Belleville. Dans la plaine Saint-Denis, Mortier livrait un combat acharné, tandis qu'en avant de Clignancourt, Belliard, par des charges répétées, arrêtait les escadrons de Blücher.

Cette lutte disproportionnée de 24 000 Français contre 170,000 ennemis ne pouvait durer longtemps. Marmont

et Mortier furent forcés de rétrograder sur les barrières et, dans la soirée, ils durent signer la capitulation, dans laquelle ils ne stipulèrent que le sort de leurs troupes. C'était au gouvernement à régler celui de la capitale. Il fut convenu que les deux maréchaux se retireraient sur Fontainebleau avec les faibles forces dont ils disposaient. Ils chargèrent Belliard de prendre les devants, avec la cavalerie, pour y choisir un emplacement et éclairer la route qu'on croyait déjà interceptée par des partis ennemis. Les corps des deux maréchaux devaient le suivre. Il s'arrêta à la cour de France, à Fromenteau, pour y prendre position et y passer la nuit.

Il y était depuis quelques instants, quand un courrier de l'Empereur, venant de Fontainebleau, vint à passer, annonçant que Sa Majesté le suivait.

Napoléon, en effet, avait appris, le 27 mars, en arrivant à Vitry, qu'il n'avait devant lui qu'un rideau de troupes et que la masse des armées alliées s'était portée sur Paris. Il avait rétrogradé aussitôt et avait pris la poste, à Villeneuve-l'Archevêque, avec Berthier et Caulaincourt, dans la direction de la capitale. Il arriva à Fromenteau peu de temps après et inquiet du mouvement de troupes qu'il voyait, il appela son courrier et lui demanda qui était là. « C'est le général Belliard, Sire », répondit ce dernier. Le général était déjà à sa portière; Napoléon fit ouvrir, sauta à terre et emmena Belliard sur la grande route.

L'entretien qu'ils eurent ensemble, vers minuit, a été raconté en détail par le général. Son authenticité a été reconnue par tous les historiens et il emprunte aux événements une telle importance, qu'il y a lieu de le reproduire en entier.

« Eh bien! Belliard, qu'est-ce que cela? Comment êtes-vous ici avec votre cavalerie? Où est l'ennemi? » — Aux portes de Paris, Sire. — « Et l'armée? » — Elle me suit. —

« Et qui garde Paris? » — Il est évacué : l'ennemi doit y entrer demain matin à 9 heures; la garde nationale fait le service aux portes.... — « Et ma femme et mon fils, que sont-ils devenus? Où est Mortier? Où est Marmont? » — L'Impératrice, votre fils et toute la cour sont partis avant-hier pour Rambouillet. Je pense qu'elle aura continué sur Orléans. Les maréchaux Mortier et Marmont sont sûrement encore à Paris pour terminer tous les arrangements.... Il fallut raconter à l'Empereur avec la rapidité de l'éclair tout ce qui nous était arrivé. Je lui fis connaître les positions de notre petite armée et celles de l'ennemi pendant la bataille et tout ce qu'une poignée de Français avait fait de sublime dans cette journée mémorable. Le prince Berthier et le duc de Vicence suivaient l'Empereur : « Eh bien! vous entendez ce que dit Belliard, messieurs; allons, je veux aller à Paris; partons. Caulaincourt faites avancer ma voiture! » Nous étions déjà assez loin sur la route; je fis observer à Sa Majesté qu'elle ne pouvait plus aller à Paris, qu'il n'y avait plus de troupes.... — « J'y trouverai la garde nationale; les troupes viendront me joindre; nous gagnerons du temps; on peut rétablir les affaires. » — Mais, je le répète à Votre Majesté, elle ne peut pas aller à Paris; la garde nationale, d'après le traité, garde les barrières et les étrangers ne doivent entrer que demain; mais il serait très possible qu'ils eussent passé outre et que Votre Majesté trouvât aux portes, ou sur les boulevards, ou même dans Paris, des postes russes ou prussiens. — « N'importe, je veux y aller; ma voiture.... Vous, allez avec votre cavalerie. » — Mais, Sire, Votre Majesté s'expose à se faire prendre et à faire saccager Paris. Je le répète encore à Votre Majesté, l'ennemi fort de plus de 120,000 hommes est aux portes et il a occupé toutes les positions.... Ensuite, je suis sorti en vertu d'une convention et je ne peux pas rentrer dans Paris.... — « Quelle est-elle cette convention? Qui l'a faite? Qui a donné des ordres? Qu'a-t-on fait de ma femme et de mon fils? Que fait Joseph? Où est le ministre de la guerre? » — Je ne connais pas la convention, Sire; le duc de Trévise m'a fait dire qu'elle existait et que je devais marcher vers Fontainebleau. On m'a dit qu'elle était faite par les maréchaux Mortier et Marmont. Nous n'avons reçu aucun ordre toute la journée; chaque maréchal, tenant sa

position, agissait pour son compte et défendait les approches de Paris. J'ignore ce que sont devenus le prince Joseph et le ministre de la guerre; ils n'ont point paru aujourd'hui à l'armée, du moins au corps du maréchal Mortier. J'ai eu l'honneur de dire à Votre Majesté que l'Impératrice, le roi de Rome et la cour étaient partis pour Rambouillet. — « Mais pourquoi les avoir fait sortir de Paris? » — Là-dessus, je ne peux rien répondre à Votre Majesté, sinon qu'on disait que c'était par ses ordres. — « Il faut aller à Paris; quand je ne suis pas là, on ne fait que des sottises. »

Le prince Berthier et M. de Caulaincourt se réunirent à moi pour dissuader l'Empereur. L'Empereur demandait sa voiture; M. de Caulaincourt l'annonçait et elle n'arrivait pas; l'Empereur se fâchait, marchait et questionnait toujours. — « Il fallait, messieurs, tâcher de tenir plus longtemps et tâcher d'attendre l'armée : il fallait remuer Paris qui ne doit pas désirer les Russes, mettre en action la garde nationale qui est bonne et la placer dans les fortifications que j'ai ordonné au ministre de faire élever et hérisser de canons; elle les aurait sûrement bien défendues; mais il paraît qu'on n'a rien fait de bien. » — On a, je crois, Sire, fait aujourd'hui plus qu'il n'était possible de faire et d'espérer. L'armée active, forte de 15 à 16,000 hommes, était en campagne en présence de 120,000 et elle a fait des prodiges de valeur, puisqu'elle a résisté et tenu l'ennemi en échec jusqu'à 4 heures, où la suspension d'armes a eu lieu, espérant toujours l'arrivée de Votre Majesté. Dans la journée, le bruit de votre arrivée s'est répandu dans Paris et a gagné l'armée; alors les cris de *Vive l'Empereur!* se sont fait entendre partout; alors on a redoublé d'ardeur et de courage; cela a donné à penser à l'ennemi, qui déjà marchait en crainte à l'approche de cette grande cité et ralentit ses mouvements. Il s'est étendu du côté de Saint-Denis qu'il a attaqué et qu'il voulait prendre pour appuyer sa droite, et puis il s'est porté sur la route de la Révolte, laissant une partie de son centre entièrement ouvert, et nous la donnant belle, si nous avions eu 20,000 hommes de plus en avant de la Villette, pour aller remplir le vide et prendre en flanc toute leur droite qui eût été enlevée. La garde nationale était placée aux barrières, défendues par des tambours en palissades, crénelés et sans fossés devant; elle avait un

bataillon sur Montmartre; elle gardait aussi les routes de Saint-Denis et de Neuilly, à notre gauche. Le peu qui a été engagé, a très bien donné; il est même des gardes nationaux dont nous avons été obligés de retenir l'ardeur et qu'il a fallu faire rentrer parce qu'ils dépassaient nos tirailleurs. Quant aux fortifications, je n'en ai pas vu, du moins dans la partie que j'occupais. — « Où étiez-vous? » — En avant de la Villette, depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à la seconde route de Saint-Denis après Montmartre. — « Combien aviez-vous de cavalerie? » — Environ 1,500 chevaux, y compris la division du général Roussel. — « C'est un bon officier, dit l'Empereur, un brave homme. Mais Montmartre devait être fortifié, garni de gros calibres et pouvait faire une défense vigoureuse. » — Heureusement, Sire, l'ennemi l'a cru comme vous, et l'a craint, je pense, car il s'en est approché avec beaucoup de circonspection et seulement vers 3 heures; malheureusement, on n'y avait point travaillé et il n'y avait que 6 pièces de six. — « Qu'a-t-on fait de tous mes canons, car je dois avoir au moins 200 pièces à Paris et plus de 200,000 coups à tirer? Pourquoi tout n'est-il pas en batterie devant votre front? » — Je l'ignore, Sire; mais excepté 6 pièces de gros calibre, placées sur la route en avant de la Villette, qui ont beaucoup tiré et bientôt manqué de munitions, et les 6 pièces de la butte Montmartre, du moins dans ma partie, nous n'avons eu à opposer à l'ennemi que nos pièces de campagne; encore, à 2 heures, j'ai dû faire ralentir le feu, parce que nous manquions de munitions, malgré les demandes réitérées qu'a faites le commandant de l'artillerie. Le canal de l'Ourcq et celui de Saint-Denis, ainsi que les restes des anciennes fortifications de Paris, nous ont bien servi; on en a tiré tout l'avantage possible. — « Allons, je vois que tout le monde a perdu la tête : Joseph est un c..... et Feltre, un j.... f.... ou un traître. Je commence à croire ce que me disait Savary : « Voilà ce que c'est que d'employer des hommes qui n'ont pas le sens commun. » Eh! bien, Joseph se croit pourtant un grand général; il est persuadé qu'il a la science infuse et qu'il peut mener une armée aussi bien que moi. Quant à Clarke, il ne sait rien; c'est un pauvre homme qu'il ne faut pas tirer de sa routine de bureau. Où étais-je, M. Belliard? » — Beaucoup trop loin, Sire; car si vous eussiez été à Paris avec l'armée, la victoire était assurée.

Votre Majesté eût écrasé les ennemis, qui ont tâtonné toute la journée et manœuvré de manière à se faire détruire. La France était sauvée. — « Comment se sont conduits les Parisiens? » — Très bien, Sire; ils faisaient des vœux pour le succès de nos armes; ils recueillaient les blessés, les mettaient dans des voitures pour qu'on les conduisît à l'hôpital, après leur avoir fourni tout ce qui pouvait leur être nécessaire. Lorsque nous sommes rentrés en ville et quand nous avons traversé les boulevards pour venir passer la Seine sur le pont du Jardin-des-Plantes, une foule immense, le visage triste et la consternation dans l'âme, nous regardait passer avec tous les signes de la plus profonde douleur. L'Empereur marchait toujours et nous étions déjà presque à une lieue de la poste, lorsque nous donnâmes dans la tête de l'infanterie. — « Quelles sont ces troupes? » — C'est le corps du maréchal Mortier. — « Faites-le demander. » — Je l'envoyai chercher; il était encore à Paris. Alors, sur les représentations nouvelles que le Prince, M. de Caulaincourt et moi fîmes à l'Empereur, il se décida à retourner à la Cour de France, où il soupa et partit ensuite pour Fontainebleau, après avoir ordonné que toutes les troupes allassent prendre la position d'Essonne, le lendemain.

Quand nous fûmes à la poste et à la lumière, j'examinai avec soin la figure de l'Empereur, que je n'avais pas pu voir la nuit sur la route; elle n'était pas altérée du tout, et l'on ne pouvait pas distinguer l'impression qu'avait dû faire sur lui tout ce qu'il venait d'apprendre. Il était très fatigué, parce qu'il avait fait 30 lieues à bidet pour arriver plus vite et être à Paris avant l'événement qu'il dut prévoir, dès qu'il eut avis que les armées combinées l'avaient gagné de vitesse et marchaient sur la capitale où il aurait pu être avec toute l'armée, s'il n'avait pas fait la folie d'aller sur Vitry, croyant que l'ennemi le suivrait.

X

L'abdication.

Belliard se rend à Fontainebleau. — Il reçoit l'officier qui vient annoncer la défection de Marmont. — Sa causerie avec l'Empereur. — L'illuminé de Poitiers. — Récit de Macdonald à Belliard sur la défection. — Conseils de Napoléon. — Adhésion de Belliard aux Bourbons. — Il désigne l'escorte de Napoléon. — Son retour à Paris.

Le lendemain, le général Belliard se rendit à Fontainebleau, et, suivant les ordres de Napoléon, lui remit un état des détachements de cavalerie appartenant aux 3e et 5e corps de cavalerie qui étaient momentanément réunis à la division du général Roussel; il lui annonça en même temps leur départ d'Essonne, pour Fontainebleau. L'Empereur songeait encore à attaquer les coalisés autour de Paris, en profitant des fautes qu'ils auraient pu commettre.

Quant à Belliard, recevant les nouvelles désastreuses qui arrivaient coup sur coup, il resta près de l'Empereur, persuadé que dans ces heures d'épreuves, c'était la place de ses vieux compagnons d'armes. Dès le 4 avril, il sut qu'il était question d'abdication et que le projet de marcher sur Paris n'était plus qu'un rêve évanoui. Les maréchaux Ney et Macdonald venaient de partir pour négocier auprès des souverains étrangers l'abdication conditionnelle de l'Empereur, lorsqu'un officier d'état-major attaché à la division de cavalerie Bordesoulle, du corps de Marmont, arriva tout essoufflé et demanda à

parler au major général. On le conduisit au général Belliard, auquel il rendit compte de la trahison de Marmont, et du passage de ses troupes à l'ennemi sous les ordres des généraux Souham et Bordesoulle.

En l'entendant, Belliard crut avoir affaire à un fou: mais son illusion ne dura guère et se rendant à la réalité il lui dit: « Malheureux, quelle nouvelle apportez-vous? » Puis, le prenant par le bras et le faisant traverser un corridor, il ajouta : « Le coup de grâce est porté. » Il ouvrit une porte et amena l'officier dans un grand salon où l'Empereur se promenait les mains derrière le dos.

Belliard, vivement ému, lui dit : « Sire, les mauvaises nouvelles se succèdent. » L'Empereur, s'approchant de l'officier, lui demanda avec un calme parfait d'où il venait et celui-ci lui raconta alors tous les détails de la malheureuse défection du corps de Marmont. Il lui fit répéter son récit, lui adressa une foule de questions et s'écria ensuite : « Quoi? Bordesoulle, Souham, les misérables! ils se font plus de mal qu'à moi. » Belliard était sorti un moment, pendant que l'Empereur parlait. Quand il rentra, Napoléon demandait affectueusement à cet officier, s'il désirait quelque chose et, comme ce dernier lui demanda à être attaché à sa personne, il répondit avec un amer sourire : « Nous verrons; quoiqu'il arrive, je suis sûr que partout où tu seras, je pourrai compter sur toi. » Puis s'adressant à Belliard, il ajouta : « Général, voilà le seul officier d'un corps d'armée qui ne fut point abusé: vous en aurez toujours soin; c'est moi qui vous le recommande. » Belliard le fit placer dans son état-major et eut soin, l'année suivante, de le protéger contre les rancunes des chefs qui avaient dirigé la défection du 6e corps.

L'Empereur parut très affecté par cet événement, dont il pressentait les tristes conséquences. Il ordonna à Belliard de placer quelques régiments de cavalerie sur la route de Paris, pour la couvrir et de vérifier lui-même

si elle était toujours libre. Puis, il lui dit, après un moment de silence : « Qui aurait pu croire cela de Marmont, un homme avec lequel j'ai partagé mon pain; que j'ai tiré de la misère, dont j'ai fait la fortune et la réputation!.... Voilà le sort des souverains, M. le général Belliard, c'est de faire des ingrats.... Allons, partez de suite, voyez tout et revenez bien vite. » Le général fit exécuter ces derniers ordres et revint en rendre compte. Tout ce qu'il avait fait fut approuvé.

Le 5 avril, au point du jour, Belliard reçut à Fontainebleau, une visite qui le frappa vivement. Un inconnu, de bonne apparence, venant des environs de Poitiers, se présenta à lui, demandant à parler à l'Empereur. Belliard ayant refusé de l'introduire, il lui déclara « qu'il venait prévenir Sa Majesté, que ses maux actuels ne dureraient pas longtemps; qu'il était destiné à régner encore sur la France, mais qu'il subirait ensuite des malheurs plus grands encore; et qu'il devait se fortifier dans la pratique de la persévérance et de la vertu ».

Cette prédiction fut oubliée dans le moment. Mais son souvenir revint plus tard à l'esprit de Belliard qui en fit l'objet d'une note, sous le titre : « Un illuminé à Fontainebleau. »

Peu de jours après, il vit le maréchal Macdonald, qui lui raconta, dans le salon des aides de camp de l'Empereur, ce qui s'était passé à Paris, auprès des souverains alliés. Il apprit alors que la nouvelle de la trahison de Marmont avait changé leurs dispositions; que, sans elle, influencés par l'attitude imposante de l'armée, ils auraient concédé la régence avec le roi de Rome, mais qu'à partir de ce moment ils avaient exigé l'abdication pure et simple, Macdonald lui dit qu'en revenant à Fontainebleau, prendre de nouvelles instructions, il avait trouvé en route le corps de Marmont, au milieu des ennemis, marchant sur Versailles. « C'était, dit Belliard, une action sans exemple. qui avait atterré tout le monde et surpris même les alliés

qui ne pouvaient y croire. Les corps avaient l'oreille basse. »

Belliard se trouva chez l'Empereur quand on lui communiqua ces nouvelles, qu'il reçut impassible. On le prévint en outre que la famille des Bourbons allait remonter sur le trône. Il conseilla alors aux assistants de se rallier aux Bourbons, en leur développant les principes et les règles que le Roi devrait suivre pour régner, prédisant d'ailleurs qu'il ne garderait pas longtemps sa couronne, s'il se laissait mener par les coteries du faubourg Saint-Germain. Puis, il recommanda à ses généraux de « s'attacher fortement au nouveau gouvernement, de s'y attacher franchement et de le servir aussi bien qu'ils l'avaient servi ». « Je vous y engage et je vous l'ordonne même, ajouta-t-il. Ainsi, s'il en est quelques-uns qui veuillent aller à Paris avant que je parte, ils sont libres; ceux qui voudront rester, doivent envoyer leur adhésion. »

Ceci se passait le 10 avril. Il n'y avait plus qu'à préparer le départ de l'Empereur.

Le même jour, Belliard, qui était resté chargé de tous les détails de la cavalerie, transmit au nouveau ministre de la guerre, le général Dupont, l'itinéraire de la marche que devaient suivre les différents corps de cette arme, pour se rendre dans leurs cantonnements, en lui indiquant les maréchaux et généraux chargés de les commander.

Il avait résolu pour lui-même d'attendre, à Fontainebleau, le départ de l'Empereur puisque les derniers mots de l'allocution impériale l'y autorisaient. Il crut néanmoins devoir adresser son adhésion à Paris, d'autant plus que celles de ses camarades avaient déjà paru au *Moniteur* : celle du maréchal Mortier avait été donnée le 8 avril; un grand nombre d'autres étaient également connues; et le 10 avril, le nouveau ministre avait demandé celle des généraux de division. Bel-

liard crut devoir lui adresser à ce sujet, la lettre ci-après.

Au Ministre de la guerre.

10 avril 1814.

Votre Excellence a écrit aujourd'hui à tous les généraux de division de l'armée pour demander leur adhésion au nouvel ordre de choses; je n'ai point reçu de lettre : je pense que c'est une erreur.

Je m'empresse, M. le Comte, de vous envoyer mon adhésion au nouveau gouvernement, ainsi que celles de tous les officiers attachés à l'état-major général de la cavalerie ou à la suite et portés sur l'état ci-joint que j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence. — Je suis, etc.

Le général de division,
Comte AUG. BELLIARD.

Le lendemain, le prince major général lui lut plusieurs fois le texte qu'il avait préparé pour l'adhésion de l'armée et l'envoya au ministre. Belliard était encore à Fontainebleau quand Napoléon tenta de s'empoisonner, et il fut reçu par lui avec quatre ou cinq personnes dès qu'il fut remis de l'indisposition, d'ailleurs très courte, qui en résulta. « L'Empereur, dit-il, était pâle et défiguré. »

Les jours suivants furent consacrés aux préparatifs de départ pour l'île d'Elbe; Belliard commanda les 1,500 cavaliers de la garde chargés d'accompagner l'Empereur, à Briare, sous les ordres du général Lefebvre-Desnouettes. Le 19 avril, il adressa un mot à ce sujet au prince major général. Le lendemain, il assista aux adieux de l'Empereur, à son départ en voiture et revint ensuite à Paris.

L'Empire était fini et cette splendide épopée, qui durait depuis vingt-cinq ans, s'achevait dans un effondrement douloureux qui laissait dans l'âme des compagnons d'armes de Napoléon, une profonde tristesse. De ce passé resplendissant, il ne restait plus que des souvenirs

de grandeur et de gloire et des regrets sur les motifs qui avaient empêché l'Empereur, à Dresde, d'accepter le traité de paix proposé par l'Autriche.

Il y avait aussi, dans les cruelles réalités du présent, l'image de la patrie humiliée et meurtrie. Les généraux qui, jeunes encore comme Belliard, pouvaient la servir longtemps songèrent avant tout à panser ses plaies et à refaire son armée pour la maintenir forte et puissante. Ils y consacrèrent tous leurs efforts.

PÉRIODE DE LA RESTAURATION

I

Première Restauration.

Premières relations de Belliard avec les princes. — Il est nommé chevalier de Saint-Louis, pair de France, grand-croix de la Légion d'honneur. — Procès du général Exelmans. — Retour de l'Empereur. — Belliard, major général du duc de Berry. — Ses adieux aux princes.

Après le départ de l'Empereur pour l'île d'Elbe, la plupart de ses généraux crurent que son rôle politique était fini. Ils les avait déliés de leurs serments et vivement engagés à servir les Bourbons comme ils l'avaient servi. Ils ne virent que le bien du pays et firent leur adhésion sans arrière-pensée, fermement résolus à remplir leurs devoirs. Cela leur parut d'autant plus facile qu'au début la monarchie leur témoigna de grands égards et annonça des intentions libérales que la plupart d'entre eux, témoins dans leur jeunesse de l'enthousiasme provoqué par les idées de liberté, accueillirent avec joie. Presque tous avaient partagé l'opinion que la France, à Dresde, avait été sacrifiée à l'ambition de Napoléon. Depuis lors, nombre d'entre eux, qui pensaient au pays plus qu'à la dynastie, étaient restés mécontents. Ces faits expliquent l'unanimité des adhésions qui,

depuis le 6 avril, furent envoyées au ministre de la guerre. Celles de la Garde impériale elle-même figurèrent au *Moniteur* à la même époque.

Le général Belliard, après avoir fait son devoir à Fontainebleau, alla aussi offrir ses services au nouveau gouvernement. Il fut bien accueilli et s'efforça, à partir de ce moment, de travailler à la consolidation du régime. Sa réputation, ses éclatants services, son caractère conciliant, son expérience de chef d'état-major de la cavalerie et d'aide-major général de l'armée, son grade élevé et son titre de colonel général des cuirassiers, le mirent promptement en relation avec les nouvelles sommités et avec les princes. Comme il l'a dit lui-même, il arrivait avec la franchise d'un soldat et d'un bon Français qui aimait son pays.

Mais, il eut bien vite à constater, que les promesses faites à l'armée ne se réalisaient pas. Ayant accès auprès des princes et notamment auprès du duc de Berry, il présenta des observations sur le mécontentement qui en résultait et sur les malheurs qui étaient à craindre. Il fut écouté, mais ne fit que déplaire. Les princes, plus encore que l'Empereur, avaient l'habitude des courtisans et non celle des mentors gênants.

Toutefois, sans se préoccuper de l'effet qu'il produisait, il prépara un projet d'organisation de l'armée dans lequel il utilisait tous les généraux, officiers supérieurs et d'état-major. C'était un moyen de satisfaire tous les intérêts, de les fixer et de les rattacher au nouvel ordre de choses. On approuva son travail, mais on le laissa de côté.

Il continuait à voir ses anciens camarades et les chefs de l'armée; il connaissait leurs vœux, leurs désirs et il entendit souvent les plaintes que les maladresses ou les injustices du nouveau régime provoquaient parmi eux. Il essaya plusieurs fois d'atténuer ou de modifier les actes qui les faisaient naître. Mais il n'obtint d'autre résultat que de se nuire à lui-même.

Il n'en était pas moins très apprécié par le gouvernement qui le comprit, le 1[er] juin 1814, sur une liste de chevaliers de Saint-Louis, où figuraient des maréchaux ou généraux de l'Empire, ayant fait leur adhésion et montré du zèle dans leur manière de servir. La plupart d'entre eux et Belliard, en particulier, furent également nommés, le 4 juin, membres de la Chambre des pairs. Parmi ces illustrations, il était un des hommes les plus en vue par son instruction, sa loyauté, l'éclat de ses services et sa haute compétence de chef d'état-major. La monarchie des Bourbons lui fut très bienveillante. Parmi ses titres, il y en avait un, celui de colonel général, qui était réservé d'habitude aux princes de la famille royale. Déjà les ducs d'Angoulême et de Berry l'avaient reçu. Belliard ne pouvait, à ce point de vue, rester leur égal. On le nomma par compensation, le 14 juillet, premier inspecteur général des cuirassiers.

Le mois suivant, le gouvernement, voulut à son tour faire des promotions dans la Légion d'honneur, et récompenser des services méritants, aussi bien parmi les bonapartistes, que parmi ses propres partisans. Le général Belliard fut encore compris sur la liste des grands-cordons et reçut sa nomination le 23 août 1814.

Tandis qu'il distribuait ces faveurs, le ministère adoptait des mesures qui augmentaient le mécontentement, aigrissaient les esprits et lui aliénaient des dévouements sur lesquels il aurait pu compter. L'opinion publique se passionnait, surtout en présence de décisions qui froissaient le sentiment populaire. Au mois de décembre, éclata une affaire qui intéressa au plus haut point le public militaire et sur laquelle Belliard dut exprimer son opinion. Ce fut celle du général Exelmans, qui avait été longtemps attaché au service du roi Murat. Sous le ministère du général Dupont, il avait adressé à son ancien chef une lettre dans laquelle il parlait en termes peu respectueux de ce qui se passait en France et des

braves sur lesquels Murat pouvait compter pour défendre au besoin sa couronne. La lettre fut lue et communiquée au Roi, qui résolut, avec son ministre, de se montrer indulgent. Ce dernier fit simplement prévenir Exelmans d'être plus circonspect à l'occasion. L'affaire semblait terminée, lorsque au mois de décembre, le maréchal Soult fut appelé à remplacer Dupont au ministère de la guerre.

Voulant faire du zèle, Soult la reprit de sa propre autorité, mit le général Exelmans en demi-activité et l'éloigna de Paris, en fixant sa résidence à Bar. Mme Exelmans étant près d'accoucher, son mari demanda un délai. Le ministre répondit par une sommation de partir. Exelmans, outré, refusa d'obéir. Dix jours s'écoulèrent, pendant lesquels le public prit fait et cause pour lui. Enfin, le 19 décembre, le général Maison, gouverneur de la 1re division militaire, à Paris, reçut l'ordre de le faire arrêter et conduire à Soissons. Exelmans, à peine arrêté, réussit à s'échapper. Sa femme envoya alors une pétition à la Chambre des députés à laquelle il joignit lui-même une protestation. Le Roi décida, sur l'avis de son ministre, qu'il serait traduit devant un conseil de guerre, réuni à Lille, sous l'inculpation d'avoir entretenu des correspondances avec l'ennemi. Le général se décida, sur les conseils d'amis, à se constituer prisonnier. Il fut jugé, se défendit lui-même et fut acquitté à l'unanimité.

Au moment où le ministre avait prescrit son arrestation, le général Belliard qui était lié avec Exelmans, saisit la Chambre des pairs de cette affaire, et demanda qu'elle en restât au point où le Roi l'avait placée sous le ministère du général Dupont. Il essaya de prouver que le procédé du nouveau ministre était arbitraire et que le blâme devait tomber sur le chef militaire qui avait abusé de son autorité en trompant la confiance de son souverain.

Cette intervention, de la part d'un général en activité de service, ne pouvait être tolérée. Le ministre s'en plaignit; et le duc de Berry, qui se posait volontiers en chef de l'armée, fit mander Belliard. Il y eut entre eux une vive explication, dans laquelle le prince, violent et souvent grossier, traita le général assez durement. Ce dernier sortit et, à partir de ce jour, cessa de voir le prince. Le Roi, mis au courant de la question, désapprouva aussi le général. Seul, le duc d'Angoulême prit son parti. Belliard y fut très sensible et conserva pour ce dernier un vif sentiment de reconnaissance.

L'acquittement d'Exelmans lui donna raison; mais rien ne put empêcher que le blâme infligé au ministre, à la Chambre des pairs, par son inférieur, ne fût considéré par les militaires impartiaux comme un acte inadmissible.

Cette affaire fit un bruit énorme et vint s'ajouter à plusieurs autres pour achever de désaffectionner l'armée du nouveau Gouvernement. D'autre part, celui-ci cessait d'envoyer à l'Empereur le subside annuel de deux millions qu'il s'était engagé à payer; tandis qu'au congrès de Vienne, on se montrait disposé à interner Napoléon à Sainte-Hélène.

Cet ensemble de faits le décida à quitter son île et à rentrer en France.

Dans les premiers jours de mars 1815, il débarqua au golfe Jouan. Belliard était aux Tuileries, quand il apprit cet événement. Au même instant, le Gouvernement du roi décida la formation de deux corps d'armée, puis, d'une armée qui devait être rassemblée sous les murs de Paris et commandée par le duc de Berry; ce dernier était nommé en outre lieutenant général du roi. A cette heure critique, voulant effacer dans l'esprit du général Belliard le souvenir de ses dernières vivacités, il le fit venir aux Tuileries et lui annonça qu'il l'avait choisi pour major général.

Après avoir exprimé ses remerciements, le général crut devoir aborder avec le prince l'examen des causes qui avaient ramené Napoléon en France. Il lui rappela les observations qu'il avait déjà faites, parla du mouvement imprimé au Midi, des moyens dont disposait l'Empereur, de son influence sur les troupes et la population. Tout cela était maladroit et inopportun. Le prince en fut blessé et chercha un autre major général.

Après être resté trois jours chez lui sans recevoir d'ordres, Belliard fut rappelé auprès du duc de Berry. Il lui tint le même langage, et ajouta que si S. A. R. n'aimait pas à entendre la vérité, elle ne devait pas l'attacher à sa personne; qu'il avait l'habitude de la dire, quoi qu'il puisse lui advenir et qu'en agissant autrement, il trahirait la confiance que le prince voulait bien lui témoigner.

Belliard, cette fois, avait sans doute mis dans ses expressions, une forme qui toucha le neveu du Roi. Celui-ci se leva et lui prenant la main, lui dit : « Vous êtes un brave homme; vous serez avec moi. » Belliard prit son service et organisa d'abord son état-major. Il voulut ensuite diriger les actes du commandement avec l'activité qui distinguait jadis l'armée impériale. Mais il se heurta à l'inertie du nouveau régime, habituelle à des hommes qui n'avaient jamais eu la pratique du métier militaire. Il ne pouvait obtenir les décisions nécessaires; c'étaient chaque jour des atermoiements, ou des propositions de demi-mesures. On voulut d'abord s'occuper d'espionnage; on parla de faire assassiner l'Empereur; mais on ne prit aucune résolution pratique.

Tandis qu'on perdait ainsi un temps précieux, l'Empereur, acclamé partout, marchait avec rapidité sur Paris et arrivait à Fontainebleau le 19 mars.

A cette nouvelle, le Gouvernement voulut porter l'armée à Essonne, puis à Villejuif, puis sur l'enceinte extérieure de la capitale. Mais il s'aperçut alors que

l'approche seule de Napoléon avait ébranlé la fidélité des troupes. On abandonna donc l'idée de marcher contre lui, et la cour ne songea plus qu'à partir. L'Empereur pouvait entrer dans la capitale le lendemain. En conséquence, le soir même, le roi et les princes la quittèrent sans bruit et prirent la route de Lille. En partant, le duc de Berry prescrivit à Belliard de rester à Paris. Mais ce dernier crut plus convenable de le suivre avec l'état-major et un bataillon de sapeurs qui était resté fidèle, tandis que le reste des troupes avait pris le parti de Napoléon.

Une fois à Beauvais, le comte d'Artois, frère du Roi, fit appeler Belliard, qui trouva près de lui le duc de Berry. « Mon cher Belliard, lui dit le prince, aller plus loin serait vous compromettre. — On ne se compromet jamais, monseigneur, quand on remplit son devoir. Je suis major général de monseigneur le duc de Berry; je dois vous suivre, c'est mon devoir et ma volonté. — Que savez-vous de l'armée? » Belliard venait de recevoir un officier qui lui avait été expédié de Paris pour le faire revenir. Il répondit : « Je reçois à l'instant des nouvelles de Paris; l'empereur Napoléon est arrivé; il a ordonné à tous les corps de rester en position et d'attendre de nouvelles instructions. » Il avoua ensuite au prince que les troupes de la capitale avaient abandonné la cause royale.

« Nous allons hors de France, répliqua le prince; il est inutile de venir avec nous; ainsi, retournez, nous vous y engageons; nous vous l'ordonnons même, si cela est nécessaire. »

Le général insista pour le suivre au moins jusqu'à la frontière, disant qu'il pourrait peut-être lui être utile. A ce moment, on annonça le déjeuner; il s'y rendit avec les princes. Après le repas, ils renouvelèrent au général l'ordre de se rendre à Paris. Il dut s'y résigner et demanda à prendre congé du Roi. On lui répondit

qu'il était parti, mais qu'on serait son interprète auprès de lui et qu'on ne lui laisserait pas ignorer sa conduite dans ces moments difficiles. Les princes l'engagèrent à emmener avec lui, à Paris, les généraux Ruty, Haxo et tout l'état-major.

Belliard remercia les princes de leur bonté et leur exprima la peine que lui faisait éprouver leur refus d'être accompagné par lui jusqu'à la frontière. Il ajouta que puisqu'ils lui rendaient son serment, il tenait à leur dire quelle serait sa conduite. S'il n'y avait pas de guerre, il était résolu à ne pas prendre de service; mais si l'ennemi se présentait, il était Français avant tout, il se croyait obligé de rentrer dans les rangs de l'armée « pour défendre son pays en homme d'honneur, comme il l'avait toujours fait. — Cela ne tardera pas, répondit le comte d'Artois; les alliés sont en marche; dans trois mois, nous nous reverrons. Allons, mon cher Belliard, embrassons-nous ». Ce fut, dit le général, un moment d'attendrissement qu'il ne devait jamais oublier.

Quand il sortit de chez le comte d'Artois, le duc de Berry le suivit et lui donna des ordres qui furent fidèlement exécutés; ensuite, il lui recommanda d'user du peu d'influence qu'il pourrait avoir auprès de Napoléon, pour protéger les personnes qui avaient montré du dévouement à sa famille. Cette recommandation ne pouvait manquer d'être suivie; elle était dans la nature conciliante du général. Il fit alors ses derniers adieux aux princes et s'éloigna.

Il revint au quartier général de l'armée royale, transmit à toutes les personnes présentes l'ordre du prince de retourner à Paris et s'y rendit lui-même peu de temps après (1).

---

(1) *Mémoires du général Belliard*, par Vinet.

II

Les Cent-Jours.

Rentrée du général Belliard à Paris. — Ses entrevues avec l'Empereur. — Sa mission à Naples. — Il est nommé au commandement des 3e et 4e divisions militaires à Metz.

A son retour, il sut que l'Empereur l'avait fait demander. Il se présenta aux Tuileries et fut reçu de suite. Napoléon, le qualifiant de major général de l'armée blanche, lui demanda d'où il venait et où étaient les princes. Puis, quand il eut répondu à ces questions, il lui demanda ce qu'il comptait faire. Belliard lui fit connaître ce qu'il avait dit au comte d'Artois et qu'il demanderait du service si la guerre éclatait. L'Empereur approuva, lui dit qu'il le reverrait et l'envoya chez le maréchal Davout, son nouveau ministre de la guerre, auquel il répéta son entretien avec l'Empereur en demandant qu'on ne lui donnât aucun emploi. Le ministre le lui promit.

Il eut bientôt avec Napoléon une seconde entrevue plus longue que la première. Après lui avoir parlé des derniers événements et de leurs causes, l'Empereur, revenant sur ses fonctions de major général du duc de Berry, lui dit : « Vous auriez donc fait tirer sur moi, si nous nous étions rencontrés. » Belliard répondit affirmativement, en ajoutant que cela eût été son devoir. Il lui avoua qu'au premier bruit de son débarquement il avait proposé d'aller au-devant de lui aussi loin que

possible, avec un corps d'élite, intrépide et dévoué, de l'expédier en poste avec du canon, et de le pousser jusqu'à une journée de son avant-garde, une fois là, il devait se porter en avant et tirer à grande distance, sans écouter aucun parlementaire. « Il est probable, disait-il, que nous aurions réussi. » L'Empereur en convint; ce moyen lui semblait le seul pratique. Il reconnaissait que s'il avait trouvé de la résistance avant Grenoble, son entreprise aurait échoué. Il se serait alors jeté en Italie. Il lui parla ensuite longuement des fautes de Louis XVIII et des chances de succès qu'on lui donnait au fur et à mesure qu'on le laissait s'approcher de Paris. Cette conversation fut très longue; elle frappa vivement Belliard; elle était pour lui un nouveau témoignage de la confiance de l'Empereur.

Il resta à Paris, sans emploi, allant souvent aux Tuileries, où il fut assez heureux pour rendre quelques services à des amis de la famille royale. L'Empereur, du reste, lui montra toujours la meilleure volonté.

Un jour où il était dans le cabinet de Napoléon, on remit à ce dernier la dépêche télégraphique qui lui annonçait l'arrestation dans le Midi, du duc d'Angoulême par le général de Grouchy. Le général ayant montré un peu d'émotion, l'Empereur lui dit : « Il semble que cela vous fasse de la peine. Vous aimez le duc d'Angoulême. — Oui, Sire; il ne m'a jamais parlé de Votre Majesté qu'avec vénération; il m'a toujours comblé de bontés... » Le général lui fit observer que si on laissait le prince aller en Espagne, où il se rendait, ce serait une mesure utile à Napoléon et à la famille royale. L'Empereur lui fit développer son idée, l'écouta avec attention, parcourut deux fois la longueur de l'appartement, puis, revenant vers lui et le regardant fixement, lui dit : « Je ne vois pas d'inconvénient à laisser aller votre prince en Espagne; je vais écrire à Grouchy. » Il remercia l'Empereur et sortit. En s'en

allant, il rencontra Fouché, lui dit ce qui venait de se passer et obtint de lui la promesse qu'il parlerait à Napoléon dans le même sens. Le duc d'Angoulême se vit reconduire dans un port du Midi, où il put s'embarquer et gagner l'Espagne.

Vers la fin d'avril, le général fut invité par le duc de Vicence, ministre des relations extérieures, à venir le trouver. Il apprit là que l'Empereur voulait l'envoyer en mission à Naples. Il refusa plusieurs fois, en exposant ses raisons et en déclarant qu'il ne pouvait accepter. Caulaincourt finit par lui dire que c'était un ordre impératif. Belliard se crut alors forcé d'obéir et se décida à entreprendre ce voyage.

Autant qu'on peut juger cet acte, près de cent ans après, il est regrettable que le général n'ait pas persisté dans son refus.

D'après le consentement des princes, il pouvait demander un commandement devant l'ennemi. Mais après avoir accepté auprès du duc de Berry des fonctions qui avaient, vis-à-vis de ce dernier, un caractère intime, après l'avoir accompagné à son départ comme un officier attaché à sa personne, après avoir été l'objet des adieux touchants qui ont été relatés plus haut, il aurait dû refuser l'offre de l'Empereur. Toutefois en appréciant la conduite d'un homme aussi droit que Belliard, on ne peut s'empêcher de remarquer combien de pareils changements de régime troublent les consciences et les volontés. Aussi quelles que soient les erreurs des hommes de ce temps, les bouleversements qu'ils ont subis sont pour eux une excuse dont il faut tenir compte. Pour juger leurs actes avec sûreté, il faudrait s'être trouvé soumis comme eux, aux influences, aux souvenirs, aux séductions même qui les ont entourés. Il faut se rappeler qu'aucun des généraux de Napoléon ne comptait le voir revenir en 1815. Et lorsqu'un souverain d'un pareil prestige demande à un ancien compagnon d'armes, un voyage à Naples, comme

un service personnel, quel est celui d'entre eux qui aurait refusé? Belliard fut entraîné par l'autorité de l'Empereur, par le culte de toute sa vie, par l'amitié que Murat et la reine Caroline lui avaient vouée; enfin par l'habitude qu'il avait d'obéir à Napoléon. Dans l'alternative où il se trouvait, bien d'autres, après l'entrevue qui va suivre, auraient fait comme lui.

Le jour même où il finissait par donner son consentement, l'Empereur le fit demander à l'Élysée. Il eut avec lui, dans son cabinet et dans le jardin, un nouvel et très long entretien.

« Vous ne voulez donc pas aller à Naples? lui dit Napoléon. — C'est vrai, Sire, et Votre Majesté connaît mes raisons. — J'ai besoin que vous vous rendiez auprès de Murat; il a toute confiance en vous; c'est votre ami; vous l'aiderez de vos conseils; vous lui serez utile en me servant. » Il lui dit ensuite que Murat avait attaqué les Autrichiens. Le général le déplora, estimant que dans ce cas, il était perdu; ses troupes étaient belles à la parade, mais mauvaises pour la guerre; il n'avait pas un officier sur lequel il pût compter. Belliard prévoyait les plus grands malheurs. L'Empereur parut aussi contrarié de savoir que Murat avait commencé la guerre; il développa au général ses vues sur l'Italie et termina en lui disant : « Au surplus, vous verrez sur les lieux ce qu'on peut faire et, d'après les événements, vous arrangerez tout pour le mieux, dans les intérêts de tous, comme vous le jugerez convenable; je vous donne carte blanche; mais partez bien vite; Murat a besoin de vous. Caulaincourt vous donnera mes instructions. Voyez le ministre de la marine; demandez un bâtiment. »

Le général Belliard, nommé ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Naples, quitta Paris le 22 avril 1814, et s'embarqua à Toulon, le 27, sur la frégate la *Dryade*, mise à sa disposition par le Gouvernement, et sur laquelle se trouvait le général Arrighi, duc de Padoue, qui se ren-

dait en Corse. On le débarqua à Bastia le 30; puis la frégate prit la direction de Naples. A hauteur de l'île d'Elbe, un vaisseau anglais lui donna la chasse et elle dut se réfugier dans Porto-Ferrajo, où les vents contraires la retinrent pendant quelques jours. Belliard en profita pour « visiter cette île, si pleine de souvenirs pour un soldat de l'Empire ». — Il y reçut des nouvelles du roi Murat qui confirmaient ses premières craintes. Sa campagne contre les Autrichiens avait été malheureuse et il avait dû rentrer à Naples après un grave échec. Le général transmit ce fâcheux renseignement à l'Empereur, par un courrier spécial.

La *Dryade* put reprendre la mer le 4 mai et navigua sans incident jusqu'à hauteur d'Ischia. Au moment de doubler cette île, elle vit apparaître des navires de guerre anglais qui avaient coulé, trois jours auparavant, la frégate la *Melpomène*, sans qu'aucune déclaration de guerre ait été adressée à la France. Attaquée par un vaisseau, une frégate et deux bricks, la *Dryade* se couvrit de voiles et faisant feu de ses canons d'arrière essaya de gagner Gaëte qu'on voyait à sa gauche. Elle était perdue, quand un calme plat survint et donna le temps à un grand nombre de chaloupes de venir la remorquer.

Le général Belliard, pressé d'arriver à Naples, se jeta dans un canot avec son aide de camp et se dirigea sur Soria, en passant entre le vaisseau et la frégate anglaise qui manœuvraient pour mettre la *Dryade* entre deux feux. Les Anglais les laissèrent passer sans s'occuper d'eux. A Soria, le général loua des ânes pour se rendre à Ischia, d'où il gagna en canot les côtes de Naples. Il débarqua à Pouzzoles, ayant réussi à tromper la vigilance des Anglais qui couvraient le golfe, et il arriva à Naples, le 9 mai, à 3 heures de l'après-midi.

Il se rendit chez la reine Caroline, près de laquelle il trouva le roi Jérôme et le cardinal Fesch. En l'apercevant, elle s'écria : « Comment avez-vous fait pour arriver?

Ah! mon cher Belliard, que je suis contente de vous voir! Que n'êtes-vous venu il y a un mois? Que de malheurs vous auriez évités! Murat a bien besoin de vous. Qu'il sera heureux de vous avoir près de lui! Il est dans une position fâcheuse. Il faut que vous partiez de suite pour aller le rejoindre. Ah! Pourquoi n'êtes-vous pas arrivé avant le départ du Roi (1)? »

La Reine lui fit alors le récit des événements qui avaient précédé la déclaration de guerre, ce qu'on avait fait pour l'empêcher, ce qui s'était passé depuis et enfin la malheureuse bataille de Tolentino. Ensuite, elle lui fit connaître les mesures prises pour arrêter la colonne autrichienne venant de Rome et assurer la tranquillité de la capitale, en couvrant les routes. Elle avait fait armer et approvisionner les places et les forts. Un corps d'environ cinq mille hommes avait été formé avec ce qui restait de troupes et dirigé sur San Germano. La Reine n'avait plus pour la garder que la garde nationale napolitaine.

Le général Belliard lui fit part des ordres de l'Empereur, de la mission dont il était chargé et de ses bonnes dispositions pour elle et pour Murat. Comme il avait laissé ses effets à bord de la *Dryade*, la Reine lui fit donner du linge, des cartes, une voiture et des chevaux. A 10 heures du soir, il prit congé d'elle pour aller rejoindre le Roi. Le lendemain, il arriva à Castel di Sangro en même temps que Murat. Il fut peiné de le voir dans une position des plus critiques : son armée était en déroute et en fuite. Le Roi l'embrassa et lui dit : « Eh! bien, mon brave Belliard, tu viens donc mourir avec moi? »

Ce dernier lui répéta ce qu'il avait dit à la Reine et lui communiqua les instructions de l'Empereur. Murat lui fit connaître les motifs qui l'avaient porté à attaquer les Autrichiens, les conseils qui l'avaient décidé, la perfidie des manœuvres anglaises, la faiblesse des Italiens, enfin

(1) *Mémoires de Belliard*, par Vinet.

l'abandon de ses officiers et de ses troupes à la bataille de Tolentino. Il avait les larmes aux yeux. Belliard essaya de le consoler en lui parlant des chances de succès de l'Empereur; il l'engagea à se retirer derrière le Volturne et à fortifier Capoue où il pourrait, derrière ses remparts, gagner du temps et remonter le moral de ses troupes. Mais Murat voulut d'abord combattre avec sa garde les forces autrichiennes qui marchaient sur lui. Celle-ci fut surprise et dispersée. Désormais sa cause était perdue.

L'armée se débanda et Murat ne sut plus quel parti prendre. Belliard lui conseilla de réunir le Parlement, de lui exposer la situation et de se retirer, sans abdiquer, en laissant aux députés le soin de traiter avec l'ennemi. Par ce moyen, disait-il, le Roi conservait ses droits pour l'avenir. Faible moyen sans doute, car un peuple ne reprend guère un Roi qui l'a abandonné. Mais Murat ne prit aucun parti. Les Autrichiens déclarèrent qu'ils ne le reconnaissaient plus et proposèrent aux généraux napolitains de traiter avec eux au nom de la nation.

Le 18 mai, un mouvement de l'ennemi sur le Volturne força Murat à rentrer à Naples. Il y fut reçu avec enthousiasme; mais son règne était fini. Il autorisa son général en chef napolitain à traiter avec les Autrichiens et quitta sa capitale, le 19 au soir, pour aller s'enfermer dans Gaëte et s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. En route, il fut arrêté par la croisière anglaise, débarqua à Ischia et monta le lendemain sur un bâtiment qui devait le conduire en France, sous pavillon anglais.

Après son départ de Naples, le général Belliard eut un long entretien avec la Reine et s'embarqua le 20 mai sur la goélette l'*Étoile* que l'Empereur, après son débarquement au golfe Jouan, avait envoyée à Naples, attendre les événements. Au moment où elle allait mettre à la voile, une flotte anglaise, forte de six vaisseaux, entra dans la rade et alla mouiller devant la ville. Belliard, alors, revint à Naples pour protéger la Reine. Mais celle-

ci, indécise, hésitante, céda aux offres de l'amiral anglais et se confia à lui pour être conduite en France.

Désormais le général ne pouvait plus rien, ni pour elle, ni pour le Roi. Il alla prendre congé d'elle et s'apprêta à partir. L'amiral anglais émit alors la prétention de visiter la goélette. Belliard s'y opposa; mais, malgré son caractère diplomatique, il dut attendre la réponse de l'amiral. Comme elle n'arrivait pas, il lui envoya un aide de camp, avec une lettre dans laquelle il protestait contre sa conduite. N'ayant pas encore eu de réponse, il donna l'ordre d'appareiller. L'amiral anglais se décida alors à autoriser son départ, le 21 au soir. Le lendemain, un brick de guerre anglais envoya trois boulets à la goélette qui n'était pas armée, la força de mettre en panne et lui envoya un officier pour la visiter. Le général le reçut de façon à lui ôter l'envie d'insister; il se retira et on remit à la voile. A hauteur de Piombino, le navire fut assailli par une tempête qui le força encore à se réfugier à Porto Ferrajo, d'où il repartit pour Toulon. Le général débarqua dans cette ville, le 29 mai au soir, regrettant de n'avoir pu dans le cours de son voyage être utile à son pays et surtout au prince qui lui avait montré tant d'affection. Désormais il ne devait plus le revoir. Après des péripéties sans nombre et une existence des plus tourmentées, l'infortuné Murat, ayant fait au mois d'octobre une tentative de débarquement dans son ancien royaume, fut arrêté le 12 du même mois et fusillé le soir même. Son courage héroïque le soutint jusqu'au dernier moment.

La reine Caroline fut de son côté cruellement punie de s'être fiée à la parole de l'amiral anglais. Elle fut retenue prisonnière avec ses fils et livrée à l'Autriche, qui la maintint en captivité.

Après son débarquement à Toulon, le général se rendit à Paris, où il arriva le 3 mai. Une grande effervescence régnait dans les milieux militaires; la coalition était

entrée en campagne et la guerre avait recommencé. Belliard, fidèle à ses devoirs de soldat, demanda à reprendre du service. Le maréchal Davout le proposa à l'Empereur pour major général. Mais ce dernier, qui avait déjà jeté ses vues sur le maréchal Soult, préféra le nommer gouverneur des 3e et 4e divisions militaires, et commandant du 14e corps qui se rassemblait aux environs de Metz.

Il s'y rendit sans retard et s'occupa aussitôt de mettre en état de défense les forts et les places qui relevaient de son commandement. Il installa son quartier général à Metz et organisa la garde nationale des départements des Vosges, de la Moselle et de la Meurthe. En peu de temps, il disposa de 45 bataillons, habillés, équipés et armés. Tous ces hommes étaient résolus et pleins d'ardeur. Mais la défaite de Waterloo eut sur eux un effet désastreux. Leur confiance tomba; après l'abdication de l'Empereur, ils voulurent rentrer chez eux et la désertion se mit dans leurs rangs. Puis, des troupes de Russes et d'Autrichiens qui convoitaient nos places de l'Est, se montrèrent aux environs de Metz. Leur nombre s'accrut rapidement, au point d'entourer quelques-unes de nos places. Belliard employa tous les moyens à sa disposition, tantôt la menace, tantôt la persuasion, pour les conserver. Il eut le bonheur de réussir et aucune de ses forteresses ne tomba au pouvoir de l'ennemi. Ce fut dans cette situation qu'il apprit successivement l'abdication, puis le départ de Napoléon et enfin le retour du Roi. Il dut bientôt licencier les gardes nationales et passer avec le général russe Langeron une convention qui assurait à la France, la possession de toutes les places de l'Est soumises à son autorité. Ayant terminé sa mission, il quitta Metz le 26 août, avec l'autorisation du ministre de la guerre, qui était alors le maréchal Gouvion Saint-Cyr.

III

Seconde Restauration.

Retour des Bourbons. — Le général Belliard rayé de la liste des pairs. — Son séjour à Paris. — Son arrestation. — Sa sortie de l'Abbaye. — Il est rétabli dans le cadre des officiers généraux. — Sa seconde nomination de pair de France. — Son rôle parlementaire. — Nouvelles du roi Joseph. — Expédition de Grèce. — Projet d'expédition contre le dey d'Alger. — Promulgation des ordonnances. — Révolution de Juillet.

Tandis qu'il était dans l'Est, Belliard avait appris les excès de la réaction royaliste qui s'était déchaînée sur la France à la suite de la chute définitive de Napoléon. La Terreur blanche, entretenue par les sentiments de haine et de vengeance des ultra-royalistes, ensanglantait le Midi et poussait le Gouvernement aux mesures les plus rigoureuses. Les bonapartistes et tous ceux qui avaient servi l'Empereur étaient l'objet d'odieuses persécutions, et parfois des sévices les plus graves.

Le 21 juillet, une ordonnance de la Chambre des pairs avait retranché de la liste de ses membres, 29 pairs qui avaient fait partie de la Chambre des Cent-Jours. Belliard était du nombre. On en réintégra 3 qui prouvèrent qu'ils n'avaient pas siégé.

Quant à Belliard, outré du procédé, il alla, dès sa rentrée à Paris, trouver le ministre de la police, Fouché, auquel il se plaignit de la mesure qui l'atteignait.

Fouché lui promit de le réintégrer, s'il voulait signer une déclaration affirmant qu'il n'avait pas siégé pendant les Cent-Jours. Belliard lui déclara qu'il ne savait pas

mentir à sa conscience et se retira. Il fut mis alors en non-activité.

A partir de ce moment, il vécut dans la retraite. Mais différents amis le prévinrent qu'au milieu des passions déchaînées, il ferait bien de pourvoir à sa sûreté et de quitter momentanément la France. Il s'y refusa, disant qu'il n'avait rien à se reprocher, qu'il ne craignait rien, et il resta. Guidé par le désir d'être utile à sa patrie, il l'avait servie de son mieux, s'efforçant de venir en aide à ceux qui pouvaient avoir besoin de lui et montrant en toute occasion le plus grand esprit de conciliation.

Mais la haine aveugle qui poursuivait tous les serviteurs de l'Empire, ne lui laissa pas de répit. Le 21 novembre, sa maison fut envahie par la police et les gendarmes; on visita son domicile; on saisit ses papiers; il fut arrêté et emprisonné à l'Abbaye. Il y resta six mois sans savoir pourquoi il était détenu; il reçut maintes propositions pour tenter de s'évader et de se réfugier dans un pays voisin. Mais il refusa même les passeports qui lui furent offerts, préférant la prison dans sa patrie, à la liberté sur la terre étrangère. Au mois de mai 1816, après avoir vainement réclamé des juges, il fut remis en liberté. Comme la plupart des anciens généraux de Napoléon, il avait le cœur ulcéré par les procédés des Bourbons qui venaient, en le persécutant, de lui montrer la mesure de leur reconnaissance. La Terreur blanche ensanglantait alors les départements et renouvelait sur divers points du pays les atrocités sanguinaires de la Terreur républicaine. A Paris même, au moment des exécutions du colonel Labédoyère et du maréchal Ney, les sentiments de haine et de vengeance qui animaient la société la plus élevée, dépassaient toute idée. Pour des hommes comme Belliard, il n'y avait plus qu'à s'isoler dans l'ombre de la retraite et à s'apitoyer en silence sur les maux qui désolaient la patrie.

Ils durèrent jusqu'au moment où le roi Louis XVIII,

comprenant les dangers d'une réaction aussi impitoyable, résolut d'y mettre un terme. La direction qu'il imposa alors aux esprits eut bientôt une heureuse influence.

Pendant ce temps, une réorganisation de l'armée avait lieu en 1818, sous l'inspiration du maréchal Gouvion Saint-Cyr, alors ministre de la guerre. Divers auteurs ont prétendu à ce sujet que le maréchal avait fait de larges emprunts au projet que le général Belliard avait soumis au duc de Berry en 1814.

La nouvelle organisation comprenait un corps spécial d'état-major qui a duré jusqu'en 1870 et fourni à l'armée des hommes de valeur.

L'état-major général avait été aussi reconstitué. Belliard avait eu la satisfaction de se voir, à cette occasion, rappelé à l'activité et inscrit comme disponible, dans le cadre des lieutenants généraux, à la date du 30 décembre 1818.

Cet acte était d'un bon augure ; et, en effet, l'année suivante lui apporta une réparation complète des injustices passées.

Les élections qui eurent lieu au mois de février suivant affaiblirent le parti des ultra-royalistes et donnèrent une grande force au ministère Decazes. Ce dernier s'en servit pour imprimer au gouvernement une marche plus libérale. Une de ses premières mesures fut la création de 60 nouveaux pairs de France, dont 16 furent choisis parmi ceux qui avaient été supprimés en 1815. Le général Belliard était du nombre. Sa nomination fut datée du 5 mars ; le 9, l'ordonnance royale qui le concernait fut lue à la Chambre et le 13, après avoir prêté serment devant le président de cette assemblée, il fut admis à siéger. Il y avait un mois que l'assassinat du duc de Berry avait eu lieu.

A partir de ce moment, et pendant la Restauration, il se contenta de prendre part aux séances parlementaires de la Chambre haute et de se mêler plus spécialement

aux discussions militaires. Il suffira de les énumérer pour connaître le rôle d'ailleurs assez effacé qu'il eut à remplir.

Il commença à se mêler aux discussions au mois de mai 1819. Il combattit, dans l'intérêt de la défense du royaume, un projet de loi relatif aux servitudes militaires, défendit la liberté individuelle et prit part à l'élaboration d'un projet de loi sur une nouvelle répartition territoriale de la Corse. En 1821, il se mêla à une discussion sur l'ancienne dotation du Sénat. Ce fut à la fin de cette session qu'arriva en France la nouvelle, déjà prévue depuis quelques semaines, de la mort de l'Empereur. Il avait succombé le 5 mai dans sa triste habitation de Longwood, au mal qui le rongeait depuis plusieurs mois. Cet événement, qui remplit de joie la Sainte-Alliance, causa en France, dans le peuple et parmi ses anciens compagnons d'armes, une profonde émotion. Belliard la ressentit vivement. C'était la fin du drame terrible commencé, à Fontainebleau, en 1814, le jour où, conduisant à Napoléon l'officier d'état-major qui lui annonçait la défection de Marmont, il s'était écrié : « Le coup de grâce est porté ! »

Cette mort fortifia en France le parti rétrograde dont Belliard combattait les tendances. En 1822, cependant, il n'eut pas à prendre parti contre lui. Les projets de loi présentés à la Chambre des pairs n'étaient pas de sa compétence.

A ce moment ce qui attirait le plus l'attention c'était l'état du Roi : accablé d'infirmités, il ne régnait plus que de nom, et le pouvoir était tout entier dans les mains du comte d'Artois. Les jésuites dominaient à l'intérieur et la Sainte-Alliance, au dehors.

Ces influences décidèrent l'expédition d'Espagne à laquelle tous les vieux généraux s'intéressèrent, d'autant plus que l'armée rassemblée pour la faire, forte de quatre-vingt mille hommes, commandée par le duc d'An-

goulême, était dirigée par un des hommes de l'Empire qu'ils estimaient le plus, le maréchal Oudinot. Dans la session des pairs de la même année, le général Belliard se contenta de présenter des observations au sujet d'une allégation qu'il jugeait erronée, relative à l'état de l'armée française en 1792.

Peu de temps après il eut la surprise de recevoir des nouvelles du roi Joseph.

Ce dernier, comptant sur son influence, s'adressait à lui pour faire rectifier les bruits répandus en France sur sa personne et sur son rôle sous l'Empire.

Il lui écrivit de Pointe-Breeje, le 28 octobre, pour lui annoncer la visite d'un ami, M. Carret, qui possédait sa confiance, et qui pourrait répondre aux questions dont il serait l'objet. Le roi Joseph réfutait une quantité de faits que lui attribuaient les biographies récemment imprimées sur sa vie publique et privée.

Mais à cette époque un général de l'Empire ne pouvait rien pour modifier les récits publiés sur les personnages de la famille de Napoléon. Cependant, pour répondre au désir du roi, il écrivit une notice, qui fut publiée lorsque les circonstances lui parurent favorables. Il y rendit hommage à ses qualités, à son ardeur pour faire le bien et le disculpa des calomnies qui l'avaient atteint.

Après avoir rappelé une manifestation sympathique des habitants de Jersey, un des États de l'Union, il la termina ainsi :

« Juges éclairés et impartiaux des hommes, ces peuples libres ont pu devancer le jugement de la postérité, sur la foi que l'on doit prêter aux calomnies de toute nature dont on a essayé de noircir le nom de l'Empereur et de sa famille.

« Ce fut ainsi que les peuples de Naples et d'Espagne, éclairés par l'expérience, apprécièrent à leur juste valeur les jugements calomnieux qu'on avait portés sur ce nouveau roi.

« ... Séparé de sa patrie et de sa famille par de grands obstacles, nous aimons à croire qu'il reste au roi Joseph, cette réserve immense des jouissances de toute la vie, une bonne conscience, avec laquelle l'homme de bien n'est jamais seul. »

L'année suivante, la Chambre des pairs aborda l'étude d'une modification à la loi du recrutement. Belliard prit part à la discussion et son expérience s'ajouta à celle de ses collègues militaires, pour produire d'utiles améliorations. Il eut également à s'occuper d'un changement dans les circonscriptions administratives.

L'automne de cette même année fut marqué par deux événements importants : la mort du roi Louis XVIII, survenue le 16 septembre, qui donna le trône à son frère sous le nom de Charles X et qui eut pour conséquence d'imprimer au gouvernement des tendances antilibérales; puis la prise de Cadix par l'armée française et le rétablissement du roi Ferdinand sur son trône. Ce résultat était également favorable au parti de l'ancien régime. Ces faits obligèrent le général Belliard à conserver, plus encore que par le passé, l'attitude de réserve qu'il avait adoptée.

En 1825, il n'eut à prendre part qu'à des études de projets de lois civiles et se borna à quelques observations pratiques. Il en fut de même dans la session de 1826.

Mais en 1827, on présenta à la Chambre haute un projet de loi sur les juridictions des tribunaux militaires, qui l'intéressa vivement. Il prit plusieurs fois la parole pour faire modifier différents articles et exprima son opinion au sujet des retenues auxquelles étaient assujetties les pensions militaires.

La même année, il fut heureux de voir la France intervenir dans la lutte des Grecs contre les Turcs. L'opinion publique, favorable aux efforts des Grecs pour recouvrer leur indépendance, entraîna le gouvernement à s'allier à la Russie et à l'Angleterre. Belliard partagea

la joie nationale à la nouvelle de la destruction de la flotte turque à la bataille de Navarin, et de la part glorieuse que notre marine y avait prise.

Dans la session suivante, il fut nommé commissaire pour l'examen d'un des projets de loi; il s'occupa de pêche fluviale, du mode de nomination des commissions spéciales, des retenues sur les pensions et d'une création de 4 millions de rentes.

La même année il reçut une nouvelle lettre du roi Joseph qui lui recommandait un de ses amis et qui se terminait par ces mots : « Je serai charmé des occasions que vous pouvez m'offrir, de me convaincre de l'ancien attachement que je vous ai conservé. »

A la fin de 1828, il eut le chagrin de voir mourir un de ses anciens compagnons d'armes de l'armée d'Égypte, le général de division Damas, ancien chef d'état-major de Kléber, avec lequel il était resté lié, malgré la disgrâce que la volonté, peut-être la rancune de Napoléon, lui avail infligée. Il fut de ceux qui l'accompagnèrent à sa dernière demeure et prononça sur sa tombe un discours éloquent qui fut remarqué (1).

Le 7 mars 1829, le général Belliard assista à un repas qui laissa aux divers convives un souvenir assez durable, pour que l'un d'eux, devenu plus tard le maréchal de Castellane, éprouvât le besoin de le consigner dans ses mémoires.

Le lieutenant général Lebrun, duc de Plaisance, pair de France, ancien aide de camp de l'Empereur, et fils de l'ancien archichancelier, donna ce jour-là un grand dîner. Parmi les convives se trouvaient trois autres aides de camp de l'Empereur : le lieutenant général comte Reille, pair de France, le lieutenant général comte Lobau, député, et le lieutenant général comte de Flahaut, qui n'était plus rien; puis, le grand maréchal

(1) Voir aux Annexes.

Bertrand, quatre anciens chambellans de l'Empereur, qui étaient députés du centre et de la gauche ; le comte de Canoville, maréchal des logis du Palais ; le baron de Saint-Aignan, écuyer de l'Empereur, député de la gauche, le colonel de Castellane et enfin le lieutenant général, comte Belliard, pair de France : « On aurait pu se croire sous le régime impérial, dit Castellane ; on aurait, en 1820, pris cette réunion pour une conspiration ; on causa des vieilles guerres, et des disputes du prince Murat et du maréchal Davout. On dit beaucoup de mal de ce dernier. »

Dans la session de cette année, on présenta à la Chambre haute un projet de loi sur un nouveau code de justice militaire. Le général se mêla activement à la discussion, fit de fréquentes observations et réussit à faire admettre quelques-unes de ses propositions. Ce projet en fit naître un second sur l'organisation des tribunaux militaires, à la discussion duquel il prit une part importante.

Ce fut dans le courant de cette année 1829 que le gouvernement de Charles X prit des mesures de plus en plus impopulaires. Par suite, la majorité de la Chambre des députés se déclara contre lui. L'assemblée fut dissoute ; mais de nouvelles élections ne firent que renforcer l'ancienne majorité.

Il n'y avait plus pour détourner l'attention que la ressource d'un événement extérieur ou d'une guerre.

Depuis l'année précédente, la France avait reçu une insulte du dey d'Alger, dans la personne de son consul. Les réparations demandées à ce sujet étant restées sans réponse ; nous avions bloqué la ville et le port d'Alger. Au milieu de 1829, notre demande de réparation fut renouvelée sans succès et le navire qui portait notre négociateur reçut, en partant, des coups de canon. C'était une nouvelle insulte qui s'adressait, cette fois, à notre pavillon ; une expédition fut résolue et le général

Belliard fut chargé, par le ministère Villèle, de préparer un plan de campagne. Après avoir mûrement étudié la question, il conclut à la nécessité de rassembler une armée de 50,000 hommes, et une flotte nombreuse pour la transporter. Son projet exigeait un crédit de cent millions. Le ministère, effrayé par ces chiffres, décida d'ajourner l'expédition.

Le général assista encore aux débuts de la session de 1830, demanda que l'adresse au roi fût votée en comité secret, présenta des observations sur des pétitions relatives à l'ouverture du nouveau canal des Pyrénées et s'occupa activement du projet de loi sur l'organisation de la garde nationale.

Pendant ce temps, les mauvaises dispositions du pays contre les mesures du gouvernement ne faisaient que s'accentuer. La publication des Ordonnances, qui créaient un nouveau système électoral, acheva de mettre le feu aux poudres, au moment même où l'expédition d'Alger étant devenue indispensable, une armée avait débarqué à Sidi Ferruch, et s'était emparée d'Alger.

Cet événement n'empêcha pas une révolution d'éclater à Paris. Après trois jours de combat, la dynastie des Bourbons fut renversée, et Charles X, obligé de s'enfuir.

PÉRIODE

DE LA

MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE

Adhésion du général Belliard. — Son ambassade à Vienne. — Ses entretiens avec le prince de Metternich. — Son entrevue avec l'empereur d'Autriche. — Sa mission auprès du Congrès national belge. — Son influence conciliatrice. — Désignation du roi Léopold Ier. — Opérations contre les Hollandais. — Rôle de Belliard. — Reconnaissance de la Belgique. — Mort du général. — Honneurs qui lui furent rendus.

A la suite des graves événements de juillet 1830, les partisans d'une monarchie constitutionnelle se virent dans la nécessité de se rallier, au duc d'Orléans, pour sauver la patrie des dangers d'une nouvelle réaction jacobine. Le général Belliard fut de ce nombre et, témoin des passions ardentes qui s'agitaient pour ressaisir le pouvoir, il offrit son concours à la dynastie naissante du roi Louis-Philippe, qui venait de prêter serment à la nouvelle constitution et qui était monté sur le trône, le 9 août.

Ici encore on pourra lui reprocher, après avoir servi la République, l'Empire, les Bourbons, d'être devenu le soutien d'un nouveau régime. Sa conduite pourtant fut celle d'une quantité de Français qui étaient guidés par leur dévouement au pays et dont l'abstention eût été pour la France un grand malheur. Leur adhésion au contraire eut, comme celle de Belliard, d'heureux résultats.

Au début de son règne, le roi Louis-Philippe, instruit par la dure expérience d'une vie d'exil, chercha à maintenir la paix, pour avoir le temps de reconstituer les forces de la France. Il fallait d'abord faire reconnaître par les puissances étrangères un gouvernement improvisé par l'émeute. Il choisit, dans ce but, des hommes de grand mérite, et songea au général Belliard pour l'envoyer à Vienne, en mission extraordinaire. On savait qu'il était apprécié par le prince de Metternich; puis, son expérience, l'éclat de son passé militaire, la modération de son esprit étaient d'avance une garantie de succès.

Nommé ambassadeur extraordinaire auprès de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, il quitta Paris le 20 août. En Allemagne, sa présence causa une grande émotion. C'était le premier général français qu'on revoyait depuis les guerres de l'Empire. A Carlsruhe, où l'on rêvait de constitutions et de libertés, la cocarde tricolore fixée à la casquette de son valet de chambre fut enlevée, et partagée en morceaux qu'on se distribua comme des reliques. Plus loin, en pays autrichien, on se demandait si les Français allaient de nouveau marcher sur Vienne et quelques habitants se préparèrent à fuir.

Le général poursuivit sa route sans s'inquiéter de ces incidents et atteignit Vienne le 26 août. Il eut l'ennui d'apprendre que l'ambassadeur, M. de Rayneval, était parti sans l'attendre. Mais il obtint du premier secrétaire, chargé de l'intérim, les renseignements dont il avait besoin. Il s'était installé à l'hôtel de l'Empereur, d'où il fit demander une audience au prince de Metternich. Ce dernier s'empressa de le recevoir, le lendemain, à 2 heures de l'après-midi.

Le général a raconté en détail les entretiens qu'il eut avec le prince, et dont l'importance était augmentée par ce fait que ce dernier passait alors pour le régulateur de la politique européenne.

Après avoir constaté les fautes du dernier ministère de Charles X, Metternich voulut entendre de la bouche du général le récit des événements qui avaient marqué les trois journées de Juillet et renversé une des plus anciennes monarchies de l'Europe.

Après avoir satisfait sa curiosité, Belliard lui fit connaître les projets du Roi, sa volonté de maintenir la paix, les intentions de son gouvernement et les aspirations du pays. Il répéta la déclaration que le Roi l'avait chargé de faire, déclaration d'autant plus sincère qu'elle était dans l'intérêt du Roi, de son gouvernement et de la France. Il fit ressortir que la paix devait être désirée par tous les peuples et que la France voulait resserrer les liens qui l'unissaient aux puissances étrangères; qu'elle marchait d'accord avec le Roi et avec les nouvelles institutions, et qu'au besoin elle se lèverait tout entière pour les défendre.

A ce moment déjà, il était persuadé que le gouvernement du Roi serait reconnu parce qu'il offrait les meilleures garanties de tranquillité; mais on craignait qu'il ne fût pas assez fort pour résister aux partis qui le menaçaient. Metternich lui parla du mal qu'avaient faits nos journaux et les accusa d'être la cause de la chute de Charles X. Le général combattit cette opinion en démontrant que les Ordonnances du ministère Polignac avaient fait tout le mal. Il demanda qu'on laissât au gouvernement le temps de s'organiser et de devenir fort; il assura le prince qu'il n'y avait pas à craindre de voir la Chambre des députés se transformer en Convention, comme il le redoutait, et il demanda à être présenté à l'Empereur. Ce premier entretien, qui avait duré deux heures, fut suivi d'un second, le 30 août.

Le général retrouva Metternich très bienveillant, mais ayant encore des appréhensions au sujet des attaques des journaux. « Leur violence, lui dit-il, et la licence de la presse seront toujours un obstacle à la marche des

gouvernements. La liberté peut les servir; mais la licence finit par les renverser. » Belliard réclama encore pour le nouveau pouvoir le temps de se fortifier, et d'imprimer aux affaires une marche régulière. Il fit ressortir les circonstances, qui seules avaient placé le duc d'Orléans sur le trône. Metternich parut goûter ses observations, mais voulut se renseigner sur le parti républicain. Le général lui affirma qu'il était sans consistance et lui cita, pour le prouver, la démarche spontanée faite par le duc d'Orléans à l'Hôtel de Ville de Paris, au moment où Lafayette y avait proclamé la République. On l'avait acclamé et sa présence avait suffi pour anéantir les espérances de ce parti.

Ils parlèrent ensuite du voyage des autres ambassadeurs envoyés en Europe par le roi Louis-Philippe. Metternich laissa entendre que l'Autriche était d'accord avec l'Angleterre et la Prusse pour reconnaître le gouvernement du Roi et que la Russie ferait probablement de même. Belliard aborda ensuite la question de l'audience de l'Empereur. A son avis, elle tardait et cette attente, contraire à la dignité de son Souverain et de la France, pourrait l'obliger à repartir, « le jour où l'honneur de son pays lui semblerait l'exiger; et le moment, dit-il, approche ». Metternich lui dit que cela ne tarderait pas, qu'il y avait une question de formes à régler et qu'elle était à peu près terminée.

Le prince revint ensuite sur la fameuse entrevue de Dresde, sur les conseils qu'il avait donnés et lui lut ce qu'il avait écrit sur ce sujet. L'entretien finit au bout d'une heure et demie. Notre ambassadeur était satisfait; en résumé son audience lui était accordée et promise dans un très bref délai. Il fut en effet prévenu que l'Empereur le recevrait le 4 septembre à midi, au château de Schœnbrünn.

Ce jour-là, lorsqu'il fut introduit, le souverain vint au-devant de lui jusqu'au milieu de la grande galerie,

où tous deux se rencontrèrent. Ils étaient seuls. Le général exprima en ces termes l'objet de sa mission :

Sire,

Chargé par mon Roi, Louis-Philippe Ier, Roi des Français, d'apporter à Votre Majesté l'avis de son avènement au trône de France et l'assurance de son amitié la plus vraie pour votre auguste personne, je suis heureux, en remplissant la mission dont j'ai été honoré, de pouvoir mettre aux pieds de Votre Majesté mes hommages les plus respectueux et ma vénération la plus profonde.

Sire, le Roi des Français veut vivre en paix avec tous ses voisins, avec tous ses alliés, rester dans ses limites et tenir à l'exécution des traités faits avec la France. Le Roi m'a chargé d'en donner l'assurance à Votre Majesté.

Sire, pour le repos du monde, la France, comme les grandes puissances, doit peser de tout son poids dans la balance politique; tous les soins du Roi tendront à la maintenir dans son rang.

Le Roi veut le bonheur des Français; il s'en occupe sans cesse; il veut la prospérité de la France, faire fleurir les arts, ouvrir tous les canaux au commerce et raviver l'industrie; tous ces heureux résultats, Sire, ne peuvent s'obtenir qu'avec la paix, source féconde du bonheur et de la prospérité des États; aussi le Roi veut-il franchement la maintenir et la conserver, cette paix si profitable à tous les peuples.

Le Roi veut resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent la France aux autres puissances du monde; tels sont, Sire, les sentiments du Roi que j'ai l'ordre de faire connaître à Votre Majesté.

Le Roi des Français, Sire, se croit en droit d'espérer de trouver les mêmes sentiments chez tous ses alliés.

J'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté, les lettres du Roi et de la Reine.

Ce discours fut bien accueilli. L'Empereur lui exprima sa satisfaction des assurances de paix qu'il apportait, lui dit qu'il voulait aussi le maintien de la paix, qu'il ne se mêlerait pas des affaires de la France, et que la Prusse,

l'Angleterre et l'Espagne feraient de même. Le général lui renouvela les assurances qu'il venait de donner, et lui parla des dangers qu'il y aurait à attaquer de nouveau la France. L'Empereur en convint, mais en ajoutant que le gouvernement du Roi avait besoin de prendre de la force. Belliard lui dit qu'on pouvait y compter, mais qu'il fallait lui en laisser le temps. Il expliqua ensuite que si le Roi avait voulu prendre de suite en mains le pouvoir qu'il aurait plus tard, il aurait été renversé; que déjà tous les généraux qui avaient été remis en place, étaient une garantie pour la paix extérieure et intérieure.

L'Empereur l'entretint ensuite des récents événements dont Paris avait été le théâtre. Belliard lui en expliqua l'origine, les causes, les résultats. L'Empereur lui fit ses observations personnelles sur les fautes de Charles X et de son gouvernement, sur la licence de la presse, sur la nécessité de maintenir chacun à sa place. Il lui parla du Roi de Rome avec bienveillance et affection, et l'entretint d'un récent envoi de troupes autrichiennes en Italie. Belliard demanda qu'elles ne fussent pas envoyées en Piémont, pays voisin de la France, ce qui obligerait le Roi à des mesures de précaution. L'entretien roula encore sur les questions de représentation à la cour de France dont on avait jasé à l'étranger, sur la future demeure du Roi qui était encore au Palais-Royal et qui devait aller aux Tuileries. L'Empereur le termina par des expressions de sympathie personnelle pour le général et l'annonce d'une prochaine remise de lettres pour le Roi et la Reine.

Belliard quitta Schœnbrünn très satisfait de l'accueil qu'il avait reçu, des promesses qui lui avaient été faites et de l'impression qu'il avait ressentie. En résumé, il reviendrait près du Roi avec la reconnaissance officielle de la cour d'Autriche et de plusieurs autres puissances, la certitude du maintien de la paix et celle d'une bien-

veillance assurée, due surtout à la satisfaction qu'avait fait naître la reconnaissance, en France, du régime monarchique.

Il ne lui restait plus qu'à prendre congé du prince de Metternich et à regagner la route de France. Il eut sa dernière entrevue avec lui le 7 septembre. Le prince fit valoir l'attitude de son souverain, lui dit que la reconnaissance était franche et que l'Autriche voulait soutenir le Roi parce que c'était son intérêt; il se plaignit encore des journaux, demanda que la Chambre des députés ne songeât pas à devenir une Convention et en vint au choix de l'ambassadeur. « Il fallait pour cette négociation un homme de consistance, de considération et habitué aux affaires; on vous a choisi; on ne pouvait mieux faire. Nos rapports, vous l'avez vu, ont été réciproques en loyauté et en franchise; j'espère que vous aurez été aussi content de ma manière de traiter les affaires que je l'ai été de la vôtre. » Enfin, il lui renouvela la satisfaction que l'Empereur avait éprouvée à le recevoir et à causer avec lui, lui recommanda à son retour à Paris de pousser son gouvernement à agir au plus tôt pour inspirer confiance à l'Europe et à réorganiser son armée dont la France avait le plus grand besoin.

Le général donna au prince, sur ces divers sujets, les meilleures assurances; il le remercia ainsi que l'Empereur du très aimable accueil dont il avait été l'objet, et se félicita de la franchise et de la cordialité qui avaient présidé à cette négociation; il quitta ensuite Metternich, convaincu de l'importance du rôle que la France jouait encore en Europe, et de la crainte que ses agitations intérieures inspiraient aux puissances. Il resta persuadé qu'avec un gouvernement fort et une bonne armée, elle exercerait encore dans le monde une grande influence (1).

---

(1) Le prince de Metternich a résumé, dans le 5e volume de ses *Mémoires*, les incidents qui ont marqué l'ambassade extraordinaire du

Lorsque le gouvernement du roi Louis-Philippe eut été reconnu, une des questions qui absorbèrent le plus son attention fut celle de la Belgique. Le général Belliard, qui avait su se créer des amitiés dans ce pays et qui y avait conservé de nombreuses relations, suivait aussi avec intérêt les événements qui l'agitaient.

Depuis 1814, la Belgique, enlevée à la France, formait, avec la Hollande, le royaume des Pays-Bas. Des mesures maladroites et souvent vexatoires avaient provoqué, en 1830, l'irritation du peuple et une opposition violente aux actes du roi Guillaume. La révolution de Juillet à Paris, en fit éclater une à Bruxelles. Dès lors une lutte acharnée commença entre le peuple belge et la maison de Nassau qui régnait à la Haye. Au mois de septembre, les États généraux décidèrent la séparation de la Belgique et de la Hollande; et, deux mois plus tard, un congrès national réuni à Bruxelles, proclama l'indépendance de la Belgique. Au début de l'année 1831, une conférence européenne tenue à Londres, décida sa séparation d'avec la Hollande, fixa ses limites, et proclama sa neutralité. Là-dessus, un congrès national se réunit à Bruxelles,

---

général Belliard, à Vienne, en août 1830. Les entretiens y sont reproduits dans un sens favorable à l'Autriche et avec une bienveillance limitée en ce qui concerne la France. Mais il n'en est pas de même pour la personne de l'ambassadeur qui est qualifié d'ancienne connaissance et dont il fit resssortir, auprès de son représentant en France, « l'attitude également franche ».

Le prince et l'Empereur avaient cependant dissimulé leur manque absolue de confiance dans la durée du gouvernement du roi Louis-Philippe. Ils ne voyaient dans les journées de Juillet qu'une nouvelle apparition de la Révolution; cela suffisait pour faire envisager à l'étranger, ce qui venait de se passer en France, comme une menace pour la tranquillité des autres États.

Le récit du prince Metternich est complété par la lettre du roi Louis-Phillipe à l'empereur d'Autriche, par deux lettres de l'Empereur au Roi, l'une officielle, l'autre confidentielle; par une lettre de Metternich au comte de Nelsserode, le 1er septembre, par sa circulaire aux représentants de l'Autriche pour leur annoncer la reconnaissance de la monarchie de Loüis-Phillipe, et par une lettre au comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche à Paris, au sujet de la mission du général Belliard à Vienne.

adopta une monarchie constitutionnelle, comme forme de gouvernement, et offrit la couronne au duc de Nemours, second fils de Louis-Philippe. Après le refus du Roi, un régent provisoire, M. Surlet de Chokier, fut nommé et l'on s'occupa du choix d'un nouveau souverain.

Ce fut dans ces circonstances que le roi Louis-Philippe, voulant envoyer dans ce pays un homme de talent, bien vu des Belges, libéral comme eux, doué d'une grande expérience et d'un esprit conciliant, jeta les yeux sur le général Belliard.

Dans les premiers jours de mars, le ministre des affaires étrangères le prévint des intentions du Roi et lui communiqua la mission dont il était chargé. Elle avait pour objet le maintien de la paix; il devait persuader au gouvernement belge que son admission parmi les États européens lui créait des obligations à côté de ses droits, qu'il lui fallait apporter beaucoup de modération et d'équité dans ses prétentions; qu'il réussirait surtout par des concessions et des transactions; que les autres États n'admettraient pas, de sa part, des volontés trop prononcées; enfin, qu'on lui demandait de lever le blocus de Maëstricht. « Sa Majesté, disait le ministre, place en vous toute sa confiance et vous serez autorisé à faire de sa part au Gouvernement belge toutes les communications nécessaires au succès de votre mission. » — Il l'invita à partir de suite.

Au même moment, ce gouvernement remplaça son ministre en France et Belliard fut chargé d'en exprimer tous les regrets du Roi.

En réalité, à ce moment, la Belgique était très troublée; des ambitieux s'agitaient dans les clubs et parlaient de la proclamation d'une République que les États européens n'auraient pas tolérée. Belliard devait éviter cette éventualité et faire entendre les conseils de la prudence, dans l'intérêt même de la nationalité belge.

Il avait laissé à Bruxelles de grandes sympathies, et il y reçut le meilleur accueil. Il ne parla, au début, que de modération et se montra très réservé sur les candidats au trône belge. Il obtint de suite la levée du blocus de Maëstricht, ce qui produisit le meilleur effet.

Mais à côté de cet acte qui reçut l'approbation générale, il s'en produisit un autre, assez inattendu, qui fit un effet tout opposé. Les Belges convoitaient le Luxembourg; et leur Régent, méconnaissant les déclarations de la conférence de Londres, venait d'adresser une proclamation aux habitants du grand-duché. Belliard fut chargé de faire des représentations, d'abord en raison des inconvénients de cette proclamation à un point de vue général, ensuite parce qu'elle était un manque d'égards vis-à-vis de la France, qu'on aurait dû au moins prévenir. La Belgique ne pouvait oublier qu'elle devait son indépendance à l'appui de notre pays, et ce défi porté à la Confédération germanique pouvait compromettre la paix. Le général présenta ces observations au Régent et aux ministres, ce qui l'empêcha de faire un voyage à Paris, qu'il avait projeté.

La situation était assez grave pour qu'à l'annonce des convoitises belges sur le Luxembourg, le roi de Hollande eût menacé d'entrer en campagne. Les démarches de Belliard avaient eu jusque-là un heureux résultat; on espéra le voir réussir. Le ministre des affaires étrangères lui écrivit : « Je suis plein de confiance en votre sagesse, en votre prudence. Le Roi est entièrement satisfait des services que vous lui rendez. »

Pendant ce temps, le représentant de l'Angleterre, Lord Ponsonby, se montrait hostile à la France et excitait les Belges. Belliard put néanmoins maintenir les esprits dans des dispositions pacifiques, tout en évitant de s'ingérer ouvertement dans les affaires intérieures de ce pays. A Paris, on reconnaissait tellement sa prudence qu'on lui écrivait : « Vous avez un digne et noble

rôle; et celui qui au milieu de tant d'écueils, de complications et de difficultés de toute espèce, saura préserver cet État naissant, de cet esprit de guerre et d'anarchie, toujours prêt à compromettre sa cause, aura bien mérité de la Belgique, de la France et de l'Europe entière. »

La question du Luxembourg ne fut pas cependant abandonnée de suite et elle était si épineuse, qu'au commencement d'avril, notre représentant dut prendre un ton plus affirmatif et déclarer que l'état de crise qui en résultait ne pouvait se prolonger. Belliard fit même entendre qu'il y avait lieu de se décider entre le Luxembourg qu'on n'aurait qu'à la suite d'une guerre et l'indépendance du pays qui serait sûrement détruite.

Le Régent et les ministres savaient que les conditious de l'existence de la Belgique comme État européen avaient été définies par le protocole du 20 janvier précédent, signé à Londres par les représentants des grandes puissances; mais ils ne se décidaient pas à les accepter. Le rôle de Belliard était de les amener à ce résultat.

Ces négociations continuèrent jusqu'au commencement de mai sans faire de progrès sensibles. A cette époque, Belliard fut prévenu que le prince de Saxe-Cobourg était décidé à accepter la couronne de Belgique, à la condition stricte que les Belges adhéreraient, sans restriction au protocole du 20 janvier.

Ceux-ci envoyèrent à Londres, pour s'en assurer, un membre influent de leur congrès national, M. Devaux, auquel le prince Léopold tint le même langage. Malgré ces assurances, les Belges ne se résignaient pas et s'agitaient encore. Au mois de mai, on crut un instant que les hostilités allaient reprendre à Anvers, entre eux et la Hollande. Ce fut l'intervention de Belliard qui empêcha ce malheur. A Paris, le Roi et le gouvernement en éprouvèrent une vive satisfaction et lui adressèrent leurs félicitations.

Les Belges eurent alors l'idée d'envoyer, par un de

leurs agents, une note à la diète germanique de Francfort, dans l'espoir d'obtenir son assentiment à l'annexion du Luxembourg.

Cette fois, le gouvernement français s'irrita. Sur son ordre, le général Belliard se présenta chez le Régent et lui demanda impérativement le rappel de l'agent et le désaveu de l'étrange démarche qu'il venait de faire. En la lui prescrivant, le gouvernement français lui fit connaître la bonne impression que sa conduite à Anvers avait faite à Londres.

Le général obtint les satisfactions demandées; mais en dépit de ses efforts et de son entente avec le ministre d'Angleterre, il ne réussit pas à faire abandonner aux Belges leurs prétentions territoriales. En Europe, on fut surpris et mécontent de voir un État qui avait à peine quelques mois d'existence, et qui était à peine constitué, témoigner une ambition et un désir d'agrandissement tels que son indépendance en était compromise.

La conférence de Londres, pour en finir, modifia son premier protocole et en établit un second par lequel le Luxembourg pourrait être annexé à la Belgique, moyennant une cession territoriale équivalente faite à la Hollande. Cette combinaison ne satisfit pas les Belges; et leur entêtement fut qualifié de déraison. Belliard toutefois ne se découragea pas, persuadé qu'en persévérant il atteindrait le but désiré.

A Paris, d'ailleurs, on tenait à l'encourager. Le ministre des affaires étrangères lui en renouvela l'assurance, le 30 mai, en lui disant : « Le gouvernement et la nation belge honorent votre caractère et apprécient vos intentions; vos conseils sont toujours, sinon suivis, du moins accueillis avec respect; le Roi vous accorde ici la confiance la plus entière »; etc.

Néanmoins, au commencement de juin, l'obstination des Belges à refuser les propositions de la conférence de Londres faillit tout gâter, et le général reçut, le 8, l'ordre

de quitter immédiatement Bruxelles. Il en fut de même de son collègue anglais.

Il resta alors à Paris, s'occupant toujours d'arranger les affaires de nos voisins et donnant des instructions à M. Sol, son attaché d'ambassade, resté à Bruxelles comme un simple particulier, mais recueillant toutes les nouvelles qui pouvaient intéresser le général.

Ce dernier, très lié avec le Régent, lui envoyait de temps à autre des communications de nature à l'aider dans ses démarches. Elles démontraient de plus en plus l'amitié et le dévouement de Belliard pour la Belgique.

A la fin de juin, les paroles de conciliation parurent avoir produit un bon effet. Le 26, le général alla passer la soirée à Saint-Cloud. On lui montra tout l'intérêt que l'on portait à ce pays voisin, dans lequel Belliard ne demandait qu'à revenir. Il trouvait même qu'on aurait bien fait de l'y laisser. Le lendemain, il apprit à M. Sol qu'à Londres, le prince Léopold était prêt à jurer la constitution belge et à régler toutes les questions pendantes, pourvu qu'il fût d'accord, sur tous les points, avec la Belgique, la France et l'Angleterre. Il fit transmettre ces nouvelles au Régent.

Enfin, le 29, il lui annonça que l'acoord s'était fait à Londres, entre le prince et la députation belge qui était en route pour regagner Bruxelles. Tout dépendait maintenant de l'acceptation du Congrès national, sur laquelle on comptait.

Et cependant, cette solution ne marcha pas toute seule, ce qui obligea Belliard à rester encore à Paris. Pendant les premiers jours de juillet, les discussions les plus vives animèrent les séances du Congrès belge. Le général recevait, sur les incidents qu'elles provoquaient, des rapports qu'il envoyait aussitôt au Roi. Le 3 juillet, on crut un instant que les affaires allaient s'embrouiller; et elles avaient une telle importance que Belliard écrivait à son attaché : « On attend avec anxiété des nou-

velles de Bruxelles; les yeux sont fixés sur la Belgique; c'est elle qui doit fixer les destinées de l'Europe. » Le 7 heureusement, la face des choses changea et l'acceptation parut probable. Une proclamation du bon Régent, comme disait Belliard en parlant de son ami de Chokier, produisit le meilleur effet. Il eut l'occasion de la lire à la Reine et à sa fille qui en furent très heureuses.

Enfin, le 10 juillet, les hésitations cessèrent; tout fut terminé, le Congrès accepta l'accord conclu entre le prince Léopold et sa députation. Belliard exprima de Paris, à son attaché, la joie que causait cette nouvelle, gage de paix pour tout le monde. Il lui demanda quelle était l'impression ressentie dans les provinces belges, et adressa une note confidentielle au Régent : « Allez chez lui, écrivait-il à M. Sol, dans lequel, j'ai toute confiance et que nous aimons. Faites-lui lire la note ci-jointe en toute confidence, pressée, et priez-le de répondre de suite. Vous m'enverrez ses idées »; etc.

Le général venait de recevoir l'avis du départ du prince Léopold pour la Belgique; il demanda qu'on lui signalât son arrivée à Bruxelles et les incidents qui pourraient survenir en cours de route.

Il ne s'en produisit aucun. Le prince, qui avait été élu roi des Belges le 4 juin, fut salué par d'unanimes acclamations quand il entra à Bruxelles, le 19 juillet. Le général Belliard se mit de suite en rapport avec lui. Il comptait maintenant que son absence serait de courte durée. A la même date, il accompagna le roi Louis-Philippe dans un voyage de Calais à Dunkerque. Ils restèrent seuls dans la même voiture pendant le trajet entre ces deux villes et Belliard fut enchanté de son souverain.

Le jour même où le roi Léopold prêta serment à la Constitution et fut définitivement proclamé, sous le nom de Léopold Ier, le 21 juillet 1831, Belliard reçut l'ordre de retourner à Bruxelles. Il y fit préparer son apparte-

ment et annonça son arrivée au nouveau souverain. Il espérait partir dans la nuit; mais une interpellation faite au ministère, à la Chambre des députés, le força de retarder son départ jusqu'au 2 août.

Le rôle qu'il venait de jouer dans l'acceptation d'une monarchie constitutionnelle par le Congrès belge et dans le choix du prince Léopold, lui réservait, près de ce dernier, un accueil des plus flatteurs et une position de faveur.

D'autres raisons d'ailleurs devaient concourir à ce résultat. Le roi Léopold était un militaire; il avait servi activement dans l'armée russe comme général; il avait fait campagne et était homme à apprécier tout particulièrement un représentant de la France qui alliait aux talents d'un bon diplomate, des services de guerre éclatants et une carrière des plus brillantes.

Les événements allaient du reste contribuer à les rapprocher encore. La Hollande n'accepta pas les dispositions arrêtées par la conférence de Londres. Se trouvant lésée par le nouvel État, elle lui déclara la guerre et envahit son territoire. Belliard exposa à son gouvernement la nécessité de secourir la Belgique dans l'intérêt de la paix européenne et obtint qu'une armée de 50,000 hommes viendrait promptement à son secours. Elle fut commandée par le maréchal Gérard, qui avait près de lui les ducs d'Orléans et de Nemours, fils aînés du roi de France.

Dans l'intervalle, le roi Léopold avait pris le commandement de l'armée belge et s'était porté au-devant des Hollandais, avec des troupes composées en grande partie de gardes civiques. Belliard suivait les opérations à distance. Les Belges ayant été battus à Hasselt, Belliard annonça cette défaite en France et expédia un officier au maréchal Gérard pour lui demander instamment de mettre son armée en mouvement et d'entrer en Belgique.

Trois jours auparavant, sachant que le général hol-

landais, Chassé, maître de la citadelle d'Anvers, menaçait de bombarder cette riche cité, il se rendit près de lui et le décida à conclure une convention par laquelle il s'engageait à ménager la ville. Mais le roi de Hollande refusa de la ratifier et l'armistice fut rompu le 9 août à onze heures du soir. — Le général Belliard fit envoyer ces nouvelles au duc d'Orléans.

Puis, sachant à quel point l'arrivée d'une armée française devait modifier la situation et l'état d'esprit des Hollandais, il se rendit, avec l'autorisation de son gouvernement, auprès du prince Frédéric, commandant en chef de l'armée hollandaise, et réussit à conclure avec lui une convention en vertu de laquelle son armée devait se retirer. Cette solution sauvait la Belgique.

Il adressa ensuite un rapport à son ministre et écrivit à M. Sol, son attaché : « J'ai été très content du prince d'Orange, en traitant avec lui ; il s'est expliqué de suite pour la conservation de la paix avec la France ; mais il ne m'a pas caché que notre arrivée le dérangeait beaucoup ; car, sans nous, il allait à Bruxelles, et il a raison ; c'en était fait du royaume pour un moment, et la restauration déployait ses étendards, pour peu de temps à la vérité. Nous ne pouvons pas le souffrir.

« Le roi des Belges s'est montré d'une bravoure et d'un sang-froid extraordinaires... Sans lui, sans les soins qu'il a pris, l'armée belge était anéantie et l'autorité des Nassau, de nouveau imposée à la Belgique....

« ... J'ai été reçu au camp du Prince on ne peut mieux ; les troupes de service prenaient et présentaient les armes. Je n'ai qu'à me louer de la politesse et des égards des princes et de tous les officiers. J'ai trouvé là beaucoup de connaissances.

« ... Le prince d'Orange m'a témoigné grand désir de voir nos jeunes princes et le maréchal ; il m'a chargé de lui ménager une entrevue.

« Pendant la retraite, le prince m'a prié de veiller à

Thervuren et à son palais en ville, qu'il considère comme sa propriété. »

La convention conclue entre le général Belliard et le prince d'Orange reçut son exécution immédiate; et la retraite de l'armée hollandaise commença le 14 août. Le prince envoya au maréchal Gérard, son chef d'État-major, pour régler la marche de ses troupes, d'accord avec le chef d'État-major du maréchal.

Le lendemain, 15, Belliard rentra à Bruxelles, rapportant de cette courte campagne une situation exceptionnelle. La reconnaissance du roi Léopold, celle de l'armée et de la nation belge tout entière lui étaient désormais acquises. Et le service qu'il venait de rendre à la Belgique s'étendait au même titre à la France et à l'Europe.

L'armée française ne tarda pas à se replier à son tour, laissant en Belgique un corps de 12,000 hommes, pour soutenir le Roi, en attendant qu'il ait réorganisé son armée.

Trois semaines après sa rentrée à Bruxelles, Belliard assista à l'ouverture solennelle, par le Roi, des chambres nouvellement élues en vertu de la constitution libre du royaume. Dans cette cérémonie, le Roi souleva une question qui avait pour la France un intérêt indirect. Il demanda l'adhésion des chambres au traité, dit des vingt-quatre articles, que la conférence de Londres imposait à la Belgique et à la Hollande. Elle lui fut donnée sans discussion.

Il en résulta que, le 15 novembre, le traité de paix définitif fut signé à Londres entre les représentants des grandes puissances et celui du roi des Belges.

Le général transmit en France, le 18, l'impression que cette nouvelle avait causée en Belgique.

C'est, dit-il, la reconnaissance la plus éclatante que la Belgique puisse désirer. Le traité sera communiqué demain aux chambres.

Cette nouvelle, si impatiemment attendue, s'est répandue partout avec la rapidité de l'éclair et produit les plus heureux effets.

... Voilà donc, monsieur le Ministre, cette grande et difficile affaire terminée, dont la conclusion doit être du bonheur pour la France comme pour la Belgique, et conserver la paix à l'Europe. Je m'en réjouis avec vous, monsieur le Comte, et je serai doublement heureux d'avoir pu contribuer pour quelque chose à ce grand acte, si ma conduite est approuvée par le Roi et le Gouvernement.

J'ai l'honneur, etc.

AUGUSTE BELLIARD.

La haute mission dont le général avait été chargé auprès du Congrès national belge était donc remplie à l'entière satisfaction de son gouvernement. Il en reçut toutes les félicitations qu'il pouvait désirer. En outre son rôle dans ces difficiles circonstances lui avait créé dans le pays, de telles attaches, qu'il eût été impolitique de l'en retirer. Il y fut conservé comme ministre chargé de la Légation de France et put enfin prendre quelques semaines de repos.

Mais le 21 décembre, il dut se rendre à Paris. Il y avait une suite au traité du 15 novembre; il fallait régler la question des places fortes voisines de nos frontières. Un premier projet de traité, élaboré en Belgique au mois de décembre, fut rejeté par notre gouvernement; Belliard fit coup sur coup plusieurs voyages de Bruxelles à Paris et réussit à aplanir les dernières difficultés. Rassuré de ce côté, il eut la satisfaction de voir commencer l'année 1832 sous les plus heureux auspices.

Il était revenu à Bruxelles pour présenter au Roi les souhaits de son souverain, avec les siens propres, et assister à la première cérémonie de nouvel an par laquelle les Belges allaient exprimer à leur prince, les plus vifs témoignages de leur dévouement.

Il jouissait des heureux résultats obtenus et de la haute

situation qu'il s'était acquise dans ce pays où il n'avait que des amis. La mission dont il avait été chargé, et son heureux résultat, succédant à son ambassade extraordinaire à Vienne, lui avaient créé dans le monde diplomatique une position en vue et des titres à de nouveaux honneurs. Le gouvernement français songeait à l'en récompenser en le nommant à l'ambassade de Madrid, dans un pays où il avait également laissé les meilleurs souvenirs. Il songeait déjà à cette nouvelle situation, quand un malheur imprévu vint ruiner tous ces projets.

Le 29 janvier 1832, le général, en se levant, s'était senti légèrement indisposé. Mais, plus tard, se croyant mieux, il avait déjeuné comme à l'ordinaire et s'était rendu auprès du Roi. En sortant du Palais, vers midi et demi, il s'était trouvé mal à son aise et était entré au Parc. Obligé de s'asseoir sur un bauc, il avait été pris d'une syncope dont on n'avait pu le tirer. On l'avait transporté dans son hôtel, où deux médecins, immédiatement prévenus, lui avaient prodigué leurs soins. Mais tout avait été inutile, et à trois heures de l'après-midi, le général expirait, sans avoir repris connaissance.

La mort de ce héros, si modeste et si droit, fut en Belgique un événement extraordinaire. Et la nation belge montra, dans ces douloureuses circonstances, ce qu'un peuple jeune et uni dans un commun devoir, peut témoigner de reconnaissance à un diplomate étranger qui lui avait maintes fois prouvé son affection et son dévouement.

Le roi Léopold éprouva le premier une douleur profonde qu'il exprima librement à son entourage. Après lui, les ministres, sûrs de répondre au sentiment de tous, décidèrent de lui rendre les plus grands honneurs.

Pendant toute la journée du 31 janvier, son corps fut exposé sur un lit de parade dans son hôtel. Il était revêtu de ses insignes militaires et de ses décorations. Sa physionomie, oujours bienveillante, avait conservé l'em-

preinte de son sourire. Toute la journée la foule défila devant sa demeure. Deux artistes, un dessinateur et un sculpteur, furent désignés pour reproduire ses traits.

Il avait été décidé que ses restes seraient inhumés dans le nouveau cimetière de Laeken. Les obsèques eurent lieu le 1er février. Après la cérémonie religieuse, qui eut lieu à l'église Saint-Jacques sur Caudenbeck, le cortège, composé de toutes les notabilités belges, se dirigea vers Laeken, où le curé vint le recevoir à la tête de son clergé. Arrivées au cimetière, les troupes formèrent le carré et rendirent au général les honneurs militaires dus à son rang.

Plusieurs discours furent prononcés et M. de Muelenaere, ministre des affaires étrangères, prit le premier la parole dans les termes suivants :

Messieurs,

Réunis autour de cette tombe pour rendre les derniers honneurs à celui que la mort vient d'arracher à notre affection, vous n'attendez pas de moi que je vous retrace le tableau de la vie militaire de M. le comte Auguste Belliard. pair de France, lieutenant général, grand-croix de la Légion d'honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Français. Qu'est-il besoin de vous rappeler ces brillants faits d'armes que l'Europe connaît et admire, et que le burin de l'histoire a déjà transmis à la postérité? Tel est le privilège des hommes vraiment illustres, qu'il suffit de prononcer leur nom pour réveiller dans tous les esprits de grands et d'impérissables souvenirs.

Le guerrier qui avait assisté à ces luttes gigantesques de la République et de l'Empire ne dédaigna pas de s'associer, depuis, aux travaux plus paisibles de la politique et des gouvernements représentatifs. Homme d'une double époque, il avait compris son siècle et son nom se rattache à la fois à l'âge héroïque et à l'âge pacifique des peuples modernes.

C'est ainsi qu'un des conquérants de la Belgique en 1794, est devenu un des soutiens de son indépendance en 1830.

La deuxième partie de la carrière du général Belliard a été plus courte et moins éclatante que la première; mais elle sera plus utile à l'humanité et à la civilisation.

Si nous l'admirons à Jemmapes, à Arcole, aux Pyramides, à Austerlitz et à la Moscowa, nous le bénissons pour avoir puissamment contribué à sauver Anvers d'un nouveau bombardement, pour avoir concouru à détourner de la Belgique et de l'Europe les calamités de la guerre.

L'histoire appréciera le général Belliard sous ce double rapport. Mais ce que la postérité ne saura peut-être pas, ce sont les qualités privées qui le rendaient si cher à tous ceux qui ont eu le bonheur de le connaître; c'est la rare modestie d'un homme qui, après avoir fait de si grandes choses, croyait n'avoir rempli que son devoir; c'est cette égalité d'humeur, cette bonté de caractère, cette compassion pour le malheur, toujours sûr de trouver en lui appui et protection; c'est enfin cette antique bonne foi qu'il apportait dans toutes ses relations, et qui lui interdisait toute défiance envers les autres.

Voilà les vertus qui avaient concilié au général Belliard un si grand nombre de vrais amis. Un des souvenirs les plus doux de ma vie sera d'avoir eu quelque part à l'estime et à l'amitié de cet homme de bien, qui, élevé si haut par son mérite, condamnait au silence l'envie même, et se faisait pardonner son illustration par sa bonté et sa bienfaisance. La dépouille mortelle du général Belliard est confiée à un pays qui n'est pas sa patrie, mais son ombre n'aura jamais à se plaindre ni de l'oubli ni de l'ingratitude. Si, dans les rares moments de loisir que lui faisait une dévorante activité, l'idée de reposer sur la terre étrangère avait pu se présenter à son imagination, elle n'aurait eu rien d'effrayant pour lui.

Homme vertueux, que notre douleur accompagne dans le tombeau, vous serez regretté comme le seraient les plus grands citoyens belges. Organe de la nation tout entière, je m'estime heureux de pouvoir vous payer ici le tribut de la reconnaissance publique. La Belgique n'est point ingrate, votre souvenir vivra éternellement dans nos cœurs, et la terre étrangère sera pour vous comme la terre de la patrie.

Après le ministre des affaires étrangères, M. le général Desprez, dont les traits étaient altérés par le chagrin, prononça, en s'interrompant plusieurs fois, les paroles suivantes :

Au milieu des regrets que fait naître la perte d'un guerrier illustre, qui ne croirait que c'est dans sa ville natale qu'on lui rend de tristes et derniers devoirs? Ce deuil public honore à la fois, et celui qui en est l'objet, et la nation qui paie d'éminents services par tant d'amour et de reconnaissance.

La Belgique était pour le général Belliard une seconde patrie : en défendant ses intérêts avec tant de chaleur, il parut moins obéir à un devoir que céder à l'entraînement d'une vive et profonde affection; ce sentiment avait pris naissance lorsque, pour la première fois, de hautes fonctions l'appelèrent dans les lieux qui conserveront sa dépouille mortelle.

Les Belges n'oublièrent jamais la douceur de son commandement, et ce besoin d'être utile qui fut sa passion dominante. Pendant qu'il se signalait dans des contrées lointaines, ils faisaient des vœux pour sa conservation, comme s'ils eussent pressenti qu'un jour ils auraient besoin de son dévouement et de son habileté : le jour est venu, l'histoire redira quelle était la situation de la Belgique lorsqu'il fut accrédité auprès de son gouvernement. L'arrivée de Belliard ranima la confiance. Ses paroles, qui devaient leur puissance à sa loyauté non moins qu'à sa raison, calmèrent les esprits les plus passionnés, et on se rallia autour du prince dont l'élection allait commencer une ère nouvelle. L'anarchie fut vaincue. Mais bientôt une agression soudaine menaça le trône que le vœu national venait d'élever. Dans cette grave circonstance, Belliard sembla se multiplier. Tantôt vaillant et habile capitaine, il partageait les périls du Roi, et lui offrait les conseils de sa vieille expérience; tantôt ministre de paix, il se jetait au milieu des combattants; le succès couronna ses efforts, et les hostilités cessèrent sans que l'ennemi eût obtenu une seule concession qui pût blesser l'honneur des Belges. Ce fut alors que le prince qu'il avait secondé avec tant de dévouement conçut pour lui une amitié que la mort ne saurait éteindre, et que de

nobles larmes nous ont révélée tout entière. Naguère, lorsqu'une question délicate eut fait naître des difficultés imprévues, on vit Belliard franchir quatre fois en quelques jours l'intervalle qui sépare Bruxelles de Paris. Le zèle qui l'animait lui fit illusion sur ses forces. Ces voyages, entrepris dans une saison rigoureuse, parurent altérer sa santé, et peut-être faut-il leur attribuer l'accident funeste qui termina ses jours.

Les services que Belliard a rendus à la Belgique, l'importance que leur donnent les circonstances actuelles, ont détourné nos regards de sa vie militaire : que de faits glorieux elle pourrait nous offrir ! Il courut aux armes lorsqu'en 1792 une coalition redoutable se forma contre la France : défendre le sol de la patrie était à ses yeux le plus sacré des devoirs; il le remplit consciencieusement, à l'époque même où des excès déplorables révoltaient son cœur généreux. Indulgent pour toutes les opinions, accordant son estime aux hommes de tous les partis, quand leur bonne foi ne pouvait être mise en doute, il ne conçut jamais les persécutions politiques : elles l'atteignirent lui-même sans altérer la modération de son caractère.

Après avoir servi dans les armées du Nord et de l'Ouest, il se distingua dans ces campagnes mémorables où un jeune guerrier étonna l'Europe par l'éclat de ses victoires. Il combattit auprès des Pyramides, avec ces bataillons qui avaient triomphé au delà des Alpes. Digne compagnon de ce Desaix auquel les Égyptiens décernèrent le surnom de Juste, il vit avec lui les ruines imposantes de Thèbes et d'Éléphantine. La science des antiquités dut à cette expédition de précieuses découvertes : aux yeux de Belliard, ces trophées n'étaient pas sans gloire. Les savants qui ont décrit les contrées mystérieuses que parcourut l'armée française le peignent secondant leurs efforts, s'associant à leurs recherches, et interrogeant avec eux ces vieux monuments d'une civilisation éteinte. Lorsque l'Égypte fut abandonnée de nouveau à la barbarie, il revit le sol natal. Le grade de général de division et le commandement d'une partie de la Belgique furent le prix de ses brillants services. Plus tard, la guerre le conduisit successivement aux bords du Danube, de la Vistule et du Tage. Gouverneur de Madrid, il y laissa comme à Bruxelles les plus honorables souvenirs.

Dans la campagne de Russie, il remplissait les fonctions de Major-général auprès de ce prince valeureux qui n'aurait dû tomber que sur le champ de bataille. A Mojaïsk, une grave blessure mit ses jours en péril : forcé de suivre l'armée pendant une retraite désastreuse, il dut son salut moins encore aux secours de l'art qu'à la force de son âme. La promptitude de sa guérison surpassa toutes les espérances, et on le vit, avec surprise, paraître dans les champs de la Saxe et dans ceux de la France, devenue à son tour le théâtre de la guerre.

En 1814, la carrière politique s'ouvrit pour Belliard, et la Chambre des pairs le compta parmi ses membres. Ses collègues diront à quel point son esprit sage et conciliant avait mérité leur estime et leur affection ; ses parents, ses amis, ses compagnons d'armes tiendront un langage plus touchant encore. Eux seuls ont pu complètement apprécier l'aménité de son caractère, son inépuisable bienfaisance, cette modestie qui lui dérobait ses titres de gloire, et cette candeur qui resta pure au milieu d'une vie si agitée.

Privé des douceurs de la paternité, il voua aux enfants de ses sœurs la tendresse qu'il aurait eue pour les siens.

Il les appela auprès de lui : en lui prodiguant leurs soins, ils ont rendu heureux ses derniers jours. Puisse leur amère douleur être adoucie par cette consolante idée, et par l'expression unanime d'une reconnaissance qui ne périra jamais !

M. Ch. de Brouckère, ministre de la guerre, prononça ensuite les phrases qui suivent, d'une voix sensiblement altérée :

Illustre général, recevez nos derniers adieux.

La Belgique conservera comme la France le souvenir de votre gloire ; elle n'oubliera jamais qu'au jour du péril vous avez partagé les dangers de ses enfants, comme autrefois pendant quarante ans vous avez eu une part réelle à tous les triomphes de votre patrie. Elle n'oubliera pas que vous aidiez des conseils de votre vieille expérience les hommes nouveaux appelés à la tête de ses affaires. Elle dira que vous étiez pour elle aussi bien un citoyen généreux et tout dévoué

qu'un habile diplomate; que l'aménité de votre caractère et une modestie sans exemple rehaussaient encore le prix des éminents services que vous lui avez rendus.

Mais pardonnez, général : aujourd'hui nous ne trouvons pas d'expression pour vous célébrer dignement, nous n'avons que des larmes pour vous pleurer! Adieu donc! adieu pour toujours, vous que, tous, nous estimions, que nous aimions tant. Adieu!

L'attendrissement produit par ces discours, sur tous les assistants, était extrême. Sir Robert Adair (1) était si vivement ému, qu'il ne put trouver de paroles pour exprimer à son tour la douleur qu'il ressentait.

Après de nouvelles salves de mousqueterie, chacun s'est retiré triste et pensif.

Le récit des obsèques du général a été complété par M. Hymans, aujourd'hui conservateur en chef de la bibliothèque royale, par les détails suivants :

« La reconnaissance des Belges ne se borna pas à des discours. Dès le lendemain des funérailles, des listes de souscription pour l'érection d'un monument circulèrent dans les rangs de la garde civique. Tous les patriotes tinrent à honneur d'y apposer leur nom. L'armée, pour sa part, abandonna une journée de solde.

« Le 4 mars 1832, les souscripteurs s'assemblèrent dans la salle du Vauxhall qui servait, à cette époque, indifféremment de salle de concert, de spectacle et de lieu de réunion pour les sociétés et les meetings. Une commission fut élue, chargée de déterminer la forme et l'emplacement du monument. Elle se composait de MM. le comte Vilain XIIII, Rouppe, bourgmestre de Bruxelles, Ch. de Brouckere, Meens et le comte d'Arschot. Un concours fut ouvert. Les dessins et les plans de M. Guillaume Geefs furent adoptés et, en 1838, la statue du général Belliard fut inaugurée à l'emplace-

(1) Ministre d'Angleterre.

ment qu'elle occupe encore aujourd'hui, faisant face au Parc.

« Le nom de Belliard a été donné également à une des plus belles artères du quartier Léopold, qui s'ouvre précisément en face du monument, au delà du Parc.

« Les restes du général furent transportés en France le 12 mars 1832 (1). »

Une cérémonie nouvelle eut lieu à Paris pour honorer la mémoire du regretté général. A la Chambre des pairs, un de ses collègues qui était en même temps un de ses anciens officiers d'État-major, le général Guilleminot, prononça un beau discours dans lequel il retraça la carrière militaire du général, et dont la Chambre ordonna l'impression.

Il y eut en outre une cérémonie funèbre et, sur la tombe, au cimetière du Père-Lachaise, le Ministre de Belgique en France termina son discours ainsi :

« Il a voulu que son corps reposât sur le sol français. Cette volonté a été respectée. La Belgique, privée de ce précieux dépôt, consacre les services du général Belliard par un monument, moins durable que le souvenir, mais qui honorera à la fois l'homme généreux qui sut le mériter et le pays qu'il fit aimer en le servant. Heureux l'homme dont les restes mortels sont enviés à sa patrie, par le peuple chez lequel il la représentait! »

A Bruxelles, le monument élevé à la mémoire du général Belliard est une belle statue en pied, en marbre blanc, supportée par un piédestal en pierre d'environ deux mètres de haut qui repose lui-même sur trois marches. L'ensemble est entouré d'une grille. Le général est en grande tenue, le grand cordon de la Légion d'honneur sur la poitrine, la main gauche sur le

(1) Extrait de *Bruxelles à travers les âges*, t. III, par MM. H. et P. Hymans.

pommeau de son épée et la droite tenant le traité de reconnaissance du royaume de Belgique. Sur l'épaule gauche est placé un manteau d'ordonnance qui enveloppe la statue par derrière et sur le piédestal on a gravé l'inscription suivante :

AUGUSTIN-DANIEL
Comte BELLIARD

En reconnaissance
du dévouement avec lequel
le général remplit sa haute mission
de premier Ministre plénipotentiaire
Envoyé extraordinaire de France
près le Roi des Belges.

La France a également reconnu les beaux services du général, mais avec moins d'éclat que la Belgique. Le nom de Belliard a été inscrit sur l'Arc de triomphe de l'Étoile au milieu des braves compagnons d'armes de l'Empereur.

Sa ville natale, Fontenay-le-Comte, lui érigea, en 1836, un buste sur une fontaine qui ornait la place principale de la cité, au seuil de la maison de ses parents. Plus tard l'effet de cette fontaine ayant paru disgracieux, le buste du général fut placé dans la grande salle de la Mairie.

Il a été réintégré en 1907 sur la place de la ville, où il repose sur un nouveau monument, digne de lui.

En outre une épitaphe placée sur sa maison natale rappelle ses faits d'armes et son nom a été donné à une caserne de cavalerie de Fontenay.

Enfin, comme ou l'a vu plus haut, son nom est inscrit dans la Haute-Égypte, sur une pierre, à l'entrée du Temple de l'île de Philæ, à côté des noms glorieux de Desaix, Friant et Davout.

Peut-être jugera-t-on désormais qu'une belle statue en pied, érigée à Paris ou dans une place forte, serait

bien due à cet homme illustre qui a si bien mérité de sa patrie.

Parvenu maintenant au terme de cette étude, il reste à résumer les traits principaux du caractère de Belliard.

A côté de sa passion pour la carrière des armes, on est frappé d'abord de la variété de ses aptitudes. Général d'infanterie, ou de cavalerie, major général d'une armée de cavaliers, il se fit remarquer par ses capacités et par une bravoure éclatante qui lui fit partager, dans les combats, les audaces merveilleuses du roi de Naples chargeant à la tête de ses escadrons, couvert d'un uniforme resplendissant qui attirait tous les regards et semblait défier la mort.

Dans chacune de ces fonctions, ses qualités professionnelles le firent parvenir au premier rang. Et cependant deux de ces qualités, la modestie et la franchise, sont d'habitude un obstacle à l'avancement. S'il n'en fut pas ainsi pour Belliard, c'est qu'il avait prouvé sous les yeux de Napoléon lui-même, la valeur exceptionnelle qui faisait de lui un excellent général. Diplomate, il n'eut pas moins de succès et rendit des services éminents.

Mais le principal enseignement de sa vie est celui qui ressort de ses fonctions de chef d'État-major. Il n'était pas possible, dans les récits qui précèdent, de reproduire la volumineuse correspondance officielle qui, sous le couvert de Murat, émanait de l'initiative de Belliard et dirigeait les généraux de cavalerie dans leurs courses d'avant-garde. Néanmoins ce qui a été cité suffit à signaler la clarté et la précision de ses ordres qui ont puissamment contribué aux succès de nos armes. Sous ce rapport Belliard était devenu, sous l'Empire, le Berthier de la cavalerie.

On ne saurait enfin parler de cet homme éminent, sans rappeler sa manière de comprendre la discipline, obéissante avant tout, mais toujours limitée aux règle-

ments militaires, ne dissimulant jamais une vérité quand elle était utile à dire et n'admettant jamais un compromis avec le devoir. La discipline est ce que la fait le chef qui commande; mais les hommes comme lui n'auraient jamais admis qu'elle pût servir à ordonner un acte contraire à la conscience ou à l'honneur. C'est une des qualités qui, jointe à sa franchise, font de son caractère un des plus beaux de cette époque si riche en vaillants hommes de guerre.

Puissent les nobles exemples qu'il a laissés servir de modèles aux hommes de la génération présente et entretenir toujours dans leur cœur le culte sacré des vertus militaires (1)!

---

(1) En terminant ce récit des brillants services du général Belliard, je considère comme un devoir de remercier de leur extrême obligeance les personnes qui ont bien voulu m'aider dans ce travail, notamment :

M. Hymans, conservateur en chef de la Bibliothèque royale à Bruxelles;

G. Des Marez, archiviste en chef de la ville de Bruxelles.

M. Gabriel Marcel, conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale à Paris;

M. le commandant Damas, petit-neveu du lieutenant général Damas, chef d'État-major de Kléber;

M. Pépin, chef des services de gravure au Service géographique de l'armée;

Enfin M. Martinien, archiviste au ministère de la guerre, dont la compétence spéciale sur l'histoire militaire de l'Empire m'a été d'un grand secours.

Gal Derrécagaix.

PIÈCES ANNEXES

ANNEXE I

Convention de Gizeh, 8 messidor, an X (27 juin 1801).

Convention pour l'évacuation de l'Égypte par le corps de troupes de l'armée française et auxiliaire aux ordres du général de division Belliard, conclue entre les citoyens Donzelot, général de brigade; Morand, général de brigade; Tareyre, chef de brigade; de la part du général de division Belliard; Et monsieur le général de brigade Hope, de la part de Son Excellence le général en chef de l'armée anglaise; Osman-bey, de la part de Son Altesse le suprême visir, et Isaac-bey, de la part de Son Altesse le capitan pacha.

Les commissaires ci-dessus nommés, s'étant réunis dans un lieu de conférence entre les deux armées, après l'échange de leurs pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Le corps de l'armée française de terre et de mer, les troupes auxiliaires, aux ordres du général de division Belliard, évacueront la ville du Caire, la citadelle, les forts Boulak et Giza (Gizeh) et toute la partie de l'Égypte qu'ils occupent dans ce moment.

ART. 2. — Les corps de l'armée française et les troupes auxiliaires se retireront par terre à Rosette, en suivant la rive gauche du Nil, avec armes, bagages, artillerie de campagne, caissons et munitions pour y être embarqués, et de là être transportés dans les ports français de la Méditerranée avec leurs armes, artillerie, caissons, munitions, bagages, effets, aux frais des puissances alliées.

(*Ce qui suit est en marge de l'article* 2) : L'embarquement des dits corps de troupes françaises et auxiliaires, devra se faire aussitôt qu'il sera possible de l'effectuer, mais au plus tard dans cinquante jours à dater de la ratification de la présente convention. Il est d'ailleurs convenu que les dits corps seront transportés dans les dits ports du continent français par la voie la plus prompte et la plus directe.

ART. 3. — A dater de la signature et ratification de la présente convention, les hostilités cesseront de part et d'autre. Il sera remis aux armées alliées le fort Sulkoski et la porte des Pyramides de la ville de Giza (Gizeh). La ligne d'avant-postes des armées respectives sera déterminée par des commissaires nommés à cet effet, et il sera donné les ordres les plus précis pour qu'elle ne soit dépassée, afin d'éviter les rixes particulières, et s'il en survenait elles seraient terminées à l'amiable.

ART. 4. — Douze jours après la ratification de la présente convention, la ville du Caire, la citadelle, les forts et ville de Boulak seront évacués par les troupes françaises et auxiliaires qui se retireront à Ibrahim-bey, l'île de Rhonada et dépendances, le fort Leturcq et Giza (Gizeh), d'où elles partiront le plus tôt possible et au plus tard dans cinq jours, pour se rendre au point de l'embarquement. Les généraux des armées anglaise et ottomane s'engagent en conséquence à faire fournir à leurs frais aux troupes françaises et auxiliaires, les moyens de transport par eau pour porter les bagages, vivres et effets au point de l'embarquement. Tous ces moyens de transport par eau seront mis le plus tôt possible à la disposition des troupes françaises à Giseh.

ART. 5. — Les journées de marche et les campements des corps de l'armée française et des auxiliaires seront réglés par les généraux des armées respectives ou par des officiers d'état-major nommés de part et d'autre; mais il est clairement entendu que, suivant cet article, les journées de marche et de campements seront fixées par les généraux des armées combinées. En conséquence, les dits corps de troupes françaises et auxiliaires seront accompagnés dans leur marche par des commissaires anglais et ottomans chargés de faire fournir les vivres nécessaires pendant la route et les séjours.

ART. 6. — Les bagages, munitions et autres objets voyageant par eau seront escortés par des détachements français et par des chaloupes armées des puissances alliées.

ART. 7. — Il sera fourni aux troupes françaises et auxiliaires et employés à leur suite, les subsistances militaires à compter de leur départ de Giza (Gizeh) jusqu'au moment de l'embarquement, conformément aux règlements maritimes de l'Angleterre.

ART. 8. — Il sera fourni par les commandants des troupes britanniques et ottomanes, tant de terre que de mer, les bâtiments nécessaires bons et commodes pour transporter dans les ports de France de la Méditerranée les troupes françaises et auxiliaires et tous les Français et autres employés à la suite de l'armée. Tout à cet égard, ainsi que pour les vivres, sera réglé par des commissaires nommés à cet effet par le général de division Belliard et par les commandants en chef des armées alliées tant de terre que de mer. Aussitôt la ratification de la présente,

ces commissaires se rendront à Rosette ou à Aboukir pour y faire préparer tout ce qui est nécessaire à l'embarquement.

ART. 9. — Les puissances alliées fourniront quatre bâtiments et plus s'il est possible préparés pour transporter des chevaux, les futailles pour l'eau et les fourrages nécessaires jusqu'à leur débarquement.

ART. 10. — Il sera fourni au corps de l'armée française et auxiliaire par les puissances alliées une escorte de bâtiments de guerre suffisante pour garantir leur sûreté et assurer leur retour en France. Lorsque les troupes françaises seront embarquées, les puissances alliées promettent et s'engagent à ce que jusqu'à leur arrivée sur le continent de la République française, elles ne seront nullement inquiétées; comme de son côté, le général Belliard et les corps de troupes sous ses ordres promettent de ne commettre aucune hostilité pendant le dit temps, ni contre la flotte, ni contre les pays de Sa Majesté britannique et de la Sublime porte ou de leurs alliés. Les bâtiments qui transporteront et escorteront les dits corps de troupes ou autres français ne s'arrêteront à aucune autre côte que celle de la France, à moins d'une nécessité absolue. Les commandants des troupes françaises, anglaises et ottomanes prennent réciproquement les mêmes engagements que ci-dessus pour le temps que les troupes françaises resteront sur le territoire de l'Égypte, depuis la ratification de la présente convention jusqu'au moment de leur embarquement. Le général de division Belliard, commandant les troupes françaises et auxiliaires de la part de son gouvernement, promet que les bâtiments d'escorte et de transport ne seront point retenus dans les ports de France après l'entier débarquement des troupes et que les capitaines pourront s'y procurer à leurs frais et de gré à gré les vivres dont ils auront besoin pour leur retour. Le général Belliard s'engage en outre, de la part de son gouvernement, que les dits bâtiments ne seront point inquiétés jusqu'à leur retour dans les ports des puissances alliées pourvu qu'ils n'entreprennent et ne servent à aucune opération militaire.

ART. 11. — Toutes les administrations, les membres de la Commission des sciences et arts et enfin tous les individus attachés aux corps de l'armée française jouiront des mêmes avantages que les militaires. Tous les membres des dites administrations et de la Commission des sciences et arts emporteront en outre avec eux, non seulement tous les papiers qui regardent leur gestion, mais encore les papiers particuliers, ainsi que tous les autres objets qui les concernent.

ART. 12. — Tout habitant de l'Égypte de quelque nation qu'il soit, qui voudra suivre l'armée française, sera libre de le faire, sans qu'après son départ sa famille soit inquiétée, ni ses biens séquestrés.

ART. 13. — Aucun habitant de l'Égypte, de quelque religion

qu'il soit ne pourra être inquiété ni dans sa personne, ni dans ses biens pour les liaisons qu'il aurait eues pendant leur occupation de l'Égypte, pourvu qu'ils se conforment (*sic*) aux lois du pays.

Art. 14. — Les malades qui ne pourraient pas supporter le transport seront admis dans un hôpital où ils seront soignés par des officiers de santé et employés français jusqu'à leur parfaite guérison; alors ils seront renvoyés en France les uns et les autres aux mêmes conditions que le corps de troupes. Les commandants des troupes des armées alliées s'engagent à faire fournir, sur des demandes en règle, tous les objets qui seront nécessaires à cet hôpital, sauf les avances à être remboursées par le gouvernement français.

Art. 15. — Au moment de la remise des villes et forts désignés dans la présente convention, il sera nommé des commissaires pour recevoir l'artillerie, les munitions, magasins, papiers, archives, plans et autres effets publics que les Français laisseraient aux puissances alliées.

Art. 16. — Il sera fourni aussitôt que possible par le commandant des troupes de mer des puissances alliées un aviso pour conduire à Toulon un officier et un commissaire des guerres chargés de porter au gouvernement français la présente convention.

Art. 17. — Toutes les difficultés ou contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution de la présente convention seront terminées à l'amiable par des commissaires nommés de part et d'autre.

Art. 18. — Aussitôt la ratification de la présente convention, tous les prisonniers anglais ou ottomans qui se trouvent au Caire seront mis en liberté; de même que les commandants en chef des puissances alliées mettront en liberté les prisonniers français qui se trouvent dans leurs camps respectifs.

Art. 19. — Un officier supérieur de l'armée anglaise, un officier supérieur de Son Altesse le suprême vizir et un de Son Altesse le Capitan pacha seront échangés contre des otages de pareil nombre et grade des troupes françaises pour servir de garantie à l'exécution du présent traité. Aussitôt que le débarquement des troupes françaises sera effectué dans les ports de France les otages seront réciproquement rendus.

Art. 20. — La présente convention sera, par un officier français, portée et communiquée au général en chef Menou à Alexandrie et il sera libre de l'accepter pour les troupes françaises et auxiliaires de terre et de mer qui se trouvent avec lui dans cette place, pourvu que son acceptation soit notifiée au général commandant les troupes anglaises devant Alexandrie dans dix jours à compter de celui où la communication lui en aura été faite.

Art. 21. — La présente convention sera ratifiée par les com-

mandants en chef des troupes et armées respectives vingt-quatre heures après la signature.

Fait quadruple, au camp des conférences entre les deux armées, le 8 messidor, an IX, à midi, ou 27 juin 1801 ou le 16 du mois de saffar 1216.

DONZELOT, général de brigade. JOHN HOPE, brigadier général.
MORAND, général de brigade. OSMAN-BEY. ISAAC-BEY.
TARAYRE, chef de brigade. J. HELY HUTCHINSON, maj. gén.

Aproved on the part of lord Keith :

J. STEVENSON, cap. royal navy.

Note additionnelle et explicative à la Convention du 3 messidor, an IX, 27 juin 1801 et 16 du mois de Saffar 1216.

1° Il est entendu que l'artillerie de campagne que le corps de troupes françaises et auxiliaires aux ordres du général de division Belliard emmène dans sa retraite du Caire, pour être transportée avec lui en France, est de deux bouches à feu de campagne du calibre de douze à celui (*sic*) de deux, par bataillon, et une par escadron, avec les caissons et munitions qui leur sont affectés.

2° Il est en outre entendu que les troupes françaises embarquées à bord des vaisseaux de guerre auront, dès le moment où elles seront à bord, leurs armes et munitions déposées dans les lieux destinés à cet effet sous la surveillance du commandant du vaisseau, lesquelles armes et munitions leur seront remises au moment du débarquement en France, conformément à la Convention, et que les troupes du dit corps d'armée qui seront embarquées sur des bâtiments non armés en guerre conserveront pendant leur séjour à bord de ces bâtiments, leurs armes et munitions et seront sous la police de leurs officiers.

3° La femme, le fils, l'aide de camp et tous les effets du général en chef Menou seront transportés du Caire à Alexandrie sur un bâtiment fourni à cet effet par les puissances alliées.

4° Les femmes des officiers, soldats et autres Français de la garnison d'Alexandrie et qui se trouvent au Caire dans ce moment pourront se rendre librement à Alexandrie, et il leur sera accordé à cet effet les moyens de transport qui leur seront nécessaires; et, dans les cas où elles ne seraient pas reçues à Alexandrie, elles seront transportées en France avec le corps d'armée aux ordres du général de division Belliard, ou aussitôt que possible, et jouiront de tous les avantages de la dite convention.

5° Les femmes françaises qui appartiennent tant aux corps de troupes aux ordres du général de division Belliard qu'aux

employés et autres Français à la suite des dits corps, seront embarquées avec leurs maris et jouiront des rations de vivres et autres avantages stipulés dans la convention d'après les règlements maritimes de l'Angleterre.

6° Les bagages et effets appartenant à des corps ou à des particuliers de la garnison d'Alexandrie, s'il s'en trouvait au Caire, seront transportés et déposés à Rosette, ou embarqués s'il est possible.

7° Le directeur général et comptable des revenus publics pourra se rendre à Alexandrie, ou y envoyer un de ses employés, et il lui sera donné pour cela toutes les facilités possibles.

8° Si parmi les otages donnés et rendus par les généraux commandant les armées et corps de troupes respectifs, il se trouve des officiers de l'armée de terre, il sera libre aux généraux de terre et de mer des trois puissances, de les remplacer par des officiers de l'armée de mer de même grade au moment de l'embarquement.

9° Les chevaux et chameaux que le corps de troupes aux ordres du général de division Belliard laisserait en Égypte seront remis, au moment de l'embarquement à des commissaires, nommés par les généraux des puissances alliées pour les recevoir.

10° Il est entendu que les fortifications seront remises sans aucune dégradation et les mines indiquées aux officiers du génie.

Fait au camp des conférences, entre les deux armées, le 8 messidor, an IX de la République française, ou le 27 juin 1802, ou le 16 du mois de saffar 1216.

DONZELOT, général de brigade. JOHN HOPE, brigadier général.
MORAND, général de brigade. OSMAN-BEY. ISAAC-BEY.
TARAYRE, chef de brigade. J. HELY HUTCIHNSON, maj. gén.

Approved on the part of lord Keith :

J. STEVENSON, cap. royal navy.

ANNEXE II

Note sur le transport en France du corps du Général en chef Kléber.

Le général Belliard ayant ordonné, conformément aux vœux de toute l'armée d'Égypte, que le corps du général Kléber fût transporté en France, les officiers attachés aux ateliers militaires de mécanique s'empressèrent de faire les dispositions nécessaires pour le transport.

Ils firent ouvrir le tombeau dans lequel le corps avait été

déposé au bey. Ils trouvèrent le cercueil en bois de chêne parfaitement conservé. Ils remarquèrent seulement qu'il paraissait que le cercueil de plomb avait été crevé et qu'une liqueur rousse avait coulé.

Le cercueil, placé sur des tréteaux, fut percé de plusieurs trous d'un pouce environ en dessus. Le corps n'avait aucune odeur, ce qui fit supposer qu'il était entièrement desséché. On fit fondre de la résine, de la poix et de l'encens qu'on versa bouillant, autant que le cercueil en put contenir, en sorte que les trous qu'on avait faits, se bouchèrent par l'excédent de la matière.

Lorsque le tout fut refroidi, le cercueil fut enduit dessus, dessous et des quatre côtés avec du goudron et recouvert d'une forte toile parfaitement ajustée et clouée.

Une seconde couche de goudron fut appliquée sur cette toile, qui fut recouverte d'une seconde toile, ajustée comme la première; ensuite un drap noir appliqué avec le même soin.

Dans cet état, l'intérieur, le cercueil et les deux toiles formaient une masse homogène que rien n'aurait dû détruire pendant bien longtemps.

Le corps fut placé sur le vaisseau anglais, sur lequel je suis arrivé à Marseille, avec le général Belliard.

D'après l'ordre de l'Empereur, il fut transporté au château d'If avec les honneurs de la guerre.

Il faut qu'il ait été enterré ou placé dans un lieu bien humide pour que le bois ait été trouvé pourri; mais on a dû trouver le corps enfermé dans une masse de plus de cent livres de matières résineuses et un cercueil de plomb.

Colonel COUTELLE.

Cette note a dû être établie par le colonel, sous l'Empire et sur la demande du général Damas, ami et ancien chef d'état-major du général Kléber, qui avait sans doute appris, qu'en visitant le tombeau, on avait trouvé le cercueil détérioré.

ANNEXE III

Organisation de la cavalerie en 1814.

Au général Saint-Germain.

Châlons, 23 février 1814.

Je reçois votre lettre et les différents états.

Le décret qu'a rendu l'Empereur pour la nouvelle organisation de la cavalerie porte expressément le général Merlin au 1er corps et Sa Majesté a fait les changements de sa main. L'article 2 est

ainsi conçu : Le 1er corps se compose de deux divisions, une de cavalerie légère sous les ordres du général Merlin; ainsi, vous voyez qu'il est impossible de faire aucun changement; d'après les ordres de l'Empereur le détachement du 4e de chasseurs ainsi que celui du 9e de lanciers doivent faire partie de la 4e division de cavalerie légère du 6e corps. Le 2e corps marche aujourd'hui pour se réunir au 6e à Malmaison, sur la route de Troyes; lorsque vous l'aurez rejoint, il sera nécessaire de lui remettre les détachements des 4e et 10e de chasseurs, 9e de lanciers, 26e et 27e régiments de dragons. Le 5e corps de cavalerie, pour lequel vous avez trois détachements de dragons, doit être ce soir au Pavillon, sur la vieille route de Nogent à Troyes, et à votre droite. Aussitôt que vous en serez rapproché, et en communication avec lui, veuillez lui envoyer les détachements des 6e, 13e et 20e régiments de dragons qui lui appartiennent. Vous avez dû recevoir à votre passage à Nogent 4 détachements des 5e de hussards, 1er, 10e et 13e régiments de cuirassiers, forts ensemble de 292 hommes montés. Il vous arrive encore plusieurs détachements qui sont partis de Versailles avec le général Wathier et le colonel Guigny du 12e régiment de chasseurs; ils ont ordre de se rendre au quartier général, et, aussitôt leur arrivée, on leur fera joindre le 2e corps, l'Empereur ayant décidé la dissolution de tous les régiments provisoires. Comme les régiments se renforcent tous les jours, je vais demander à l'Empereur que les colonels rejoignent l'armée où ils seront maintenant plus utiles qu'au dépôt.

ANNEXE IV

Discours prononcé sur la tombe du général Étienne Damas, le 23 décembre 1828, par le général Belliard.

La mort vient de frapper Étienne Damas, lieutenant général, l'un de nos compagnons d'armes les plus chers, et l'un de ces hommes dont l'ère glorieuse a fait le plus d'honneur à notre pays. D'autres vous diront à combien de victoires il prit part et de combien de hauts faits, les grades et les distinctions qu'il obtint, furent la juste récompense; sur les bords du Rhin, comme sous le ciel de l'Égypte, en Russie comme dans les murs de Mayence, partout nous l'avons vu déployer des talents brillants et un courage à toute épreuve; et cependant tant de gloire militaire n'est pas le seul titre de Damas à l'estime et aux regrets de ses contemporains.

Arrêté au milieu de sa carrière par une disgrâce imméritée, il en soutint avec énergie le poids accablant. Appelé au comman-

dement du Grand-Duché de Berg, il sut faire chérir une administration dans laquelle il déploya le plus heureux mélange de douceur et de fermeté; sa bienveillante modération et sa loyauté protectrice pour les droits de chacun, lui gagnèrent tous les cœurs; aussi lors de son départ en eut-il la noble récompense dans les témoignages de reconnaissance et d'attachement que lui prodiguèrent les habitants dont les bénédictions l'accompagnèrent en France. Vous le savez comme moi, à toutes les qualités qui font l'homme d'État, Damas joignait celles qui font le charme des foyers domestiques; il fut bon époux, bon père, ami sûr; il fut homme de bien.

Messieurs, dans le cours d'une carrière éminente Damas fut toujours trop occupé de ses devoirs et de la gloire de son pays pour songer aux soins de sa fortune, et le rare désintéressement dont il donna de si nobles exemples, ajoute aujourd'hui au malheur de sa famille qu'il laisse sans aucune fortune. Aussi, nous, Messieurs, qui venons ici rendre nos derniers hommages à la mémoire de cet excellent ami, nous sentons nos peines aggravées en pensant à ceux dont il fut le guide et le soutien; mais ils trouveront, nous l'espérons tous, le bonheur qu'il leur désirait et cette pensée adoucit nos regrets.

Adieu, Damas, adieu..... tu as rempli dans cette courte vie les devoirs que t'imposa la destinée. Ta mémoire ne s'éteindra pas; que les larmes de tes amis allègent le poids de la terre qui va couvrir tes cendres.

Repose en paix, homme de bien!

ÉTAT DES SERVICES DU GÉNÉRAL BELLIARD

Services et positions.

8 octobre 1791. — Capitaine au 1er bataillon de la Vendée.

31 mai 1792. — Capitaine d'État-major.

22 août 1792. — Capitaine adjoint aux adjudants généraux.

8 mars 1793. — Adjudant général, chef de bataillon.

30 juillet 1793. — Suspendu de ses fonctions.

15 août 1794. — Simple volontaire au 3e régiment de chasseurs.

29 fructidor, an III (15 septembre 1795). — Remis en activité comme adjudant général chef de brigade.

16 frimaire an V (6 décembre 1796). — Général de brigade.

5 floréal an VIII (23 avril 1800). — Général de division.

19 fructidor an VIII (5 septembre 1800). — Confirmé dans ce grade.

27 frimaire an X (18 décembre 1802). — Commandant la 24e division militaire.

12 fructidor an XIII (30 juillet 1805). — Chef d'état-major de Murat.

Novembre 1808. — Chef d'état-major général de l'armée d'Espagne.

1809. — Commandant la province de la Nouvelle-Castille et Gouverneur de Madrid.

Novembre 1810. — Chef d'état-major de l'armée du centre.

1er octobre 1811. — Disponible.

25 décembre 1811. — Commandant la 9e division du 2e corps d'observation de l'Elbe.

Juillet 1812. — Chef d'état-major de Murat.

5 décembre 1812. — Colonel général des cuirassiers.

19 juin 1813. — Aide-major général de la Grande Armée.

Août 1813. — Chef d'état-major de Murat.

14 juillet 1814. — Premier inspecteur général des cuirassiers.

1814. — Pair de France.

16 mars 1815. — Major général de l'armée du duc de Berry.

9 juin 1815. — Commandant en chef les 3e et 4e divisions militaires.

1815. — En non-activité à la rentrée du roi.

30 décembre 1818. — Disponible dans le cadre de l'état-major général.

1819. — Pair de France.

Août 1830. — Ambassadeur extraordinaire à Vienne.

1831. — Ministre de France en Belgique.

Campagnes.

1792. — Campagne du Nord et de l'Argonne.
1793. — Campagne de Belgique.
1795. — Campagne de la Vendée.
1796. — Campagne d'Italie.
1797. — Campagne d'Italie.
1798. — Campagne d'Italie.
1798, 1799, 1800, 1801. — Campagne d'Égypte.
1805. — Campagne d'Autriche.
1806. — Campagne de Prusse.
1807. — Campagne de Pologne.
1808, 1809, 1810, 1811. – Campagne d'Espagne.
1812. — Campagne de Russie.
1813. — Campagne de Saxe.
1814. — Campagne de France.
1815. — Campagne de France.
Total 20 campagnes.

Combats et batailles auxquels Belliard assista.

20 septembre 1792. — Combat de Valmy.

6 novembre 1792. — Bataille de Jemmapes.

13 novembre 1792. — Combats de Vagenvier et de Saint-Péterleuw.

18 mars 1793. — Bataille de Neerwinden.
4 juin 1796. — Attaque du faubourg de Saint-Georges à Mantoue.
18 thermidor an IV (5 août 1796). — Bataille de Castiglione.
18 fructidor an IV (4 septembre 1796). — Bataille de Roveredo.
20 fructidor (6 septembre 1796). — Combat de Borgo-di-Val Sugana.
21 fructidor (7 septembre 1796). — Combat de Primolano.
22 fructidor (8 septembre 1796). — Combat de Bassano.
24 fructidor (10 septembre 1796). — Combat de Legnago.
29 fructidor (15 septembre 1796). — Bataille de Saint-Georges.
22 brumaire (12 novembre 1796). — Combat de Caldiero.
25, 26, 27 brumaire (15, 16, 17 novembre 1796). Bataille d'Arcole.
25 et 26 nivôse (14 et 15 janvier 1797). — Combats d'Anghiari.
11 pluviôse an V (30 janvier 1797). — Combat de Trente.
13 pluviôse an V (1er février 1797). — Combat de Bedol.
8 ventôse an V (26 février 1797). — Combat de Brusago.
1er germinal an V (21 mars 1797). — Combat de Cembra.
2 germinal an V (22 mars 1797). — Combat de Newmarkt.
8 germinal an V (28 mars 1797). — Combat d'Inspruck.
21 prairial an VI (6 juin 1798). — Prise de Malte.
25 messidor an VI (13 juillet 1798). — Combat de Chobrakhit.
3 thermidor an VI (21 juillet 1798). — Bataille des Pyramides.
3 pluviôse an VII (22 janvier 1799). — Combat de Samhoud.
18 et 19 ventôse an VII (8 et 9 mars 1799). — Combat de Benout.
17 pluviôse an VIII (5 février 1800). — Combat de Sapht-Rahmieh.
30 ventôse an VIII (20 mars 1800). — Bataille d'Héliopolis.
9 germinal an VIII (29 mars 1800). — Combat de Damiette.
29 germinal an VIII (19 avril 1800). — Prise du Caire.
26 floréal an IX (15 mai 1801). — Bataille de Belbeïs.
16 vendémiaire an XIV (7 octobre 1805). — Combat de Wertingen.
23 vendémiaire an XIV (15 octobre 1805). — Combat d'Herbrechtingen.
25 vendémiaire an XIV (17 octobre 1805). — Combat de Neresheim.
28 vendémiaire an XIV (20 octobre 1805). — Combat de Nuremberg.
14 brumaire an XIV (5 novembre 1805). — Combat d'Amstetten.
25 brumaire an XIV (16 novembre 1805). — Combat de Guntersdorf.
11 frimaire an XIV (2 décembre 1805). — Bataille d'Austerlitz.
9 octobre 1806. — Combat de Schleiz.

14 octobre 1806. — Bataille d'Iéna.
16 octobre 1806. — Combat d'Erfurt.
18 octobre 1806. — Combat de Stieg.
19 octobre 1806. — Combat d'Halberstadt.
28 octobre 1806. — Combat de Prenzlow.
29 octobre 1806. — Prise de Stettin.
6 novembre 1806. — Prise de Lubeck.
25 décembre 1806. — Combat de Golymin.
6 février 1807. — Combat de Hoff.
8 février 1807. — Bataille d'Eylau.
10 juin 1807. — Combat de Heilsberg.
25 juillet 1812. — 1er combat d'Ostrowno.
26 juillet 1812. — 2e combat d'Ostrowno.
17 août 1812. — Combat de Smolensk.
19 août 1812. — Combat de Valoutina.
5 septembre 1812. — Combat de Schwardino.
7 septembre 1812. — Bataille de la Moskowa.
24 octobre 1812. — Combat de Malo-Yaroslawetz.
16 novembre 1812. — Bataille de Krasnoïe.
26 et 27 août 1813. — Bataille de Dresde.
11 octobre 1813. — Combat de Borna.
16 et 18 octobre 1813. — Bataille de Leipzig.
30 octobre 1813. — Bataille de Hanau.
29 janvier 1814. — Bataille de Brienne.
1er février 1814. — Bataille de la Rothière.
10 février 1814. — Combat de Champaubert.
11 février 1814. — Combat de Montmirail.
17 février 1814. — Bataille de Montereau.
7 mars 1814. — Bataille de Craonne.
9 et 10 mars 1814. — Bataille de Laon.
25 mars 1814. — Combat de Fère-Champenoise.
30 mars 1814. — Bataille de Montmartre.
Total : 22 batailles et 48 combats.

Citations.

15 septembre 1796. — Cité dans le rapport de Bonaparte au Directoire, comme officier de distinction qui s'est parfaitement conduit.

30 janvier 1797. *Combat de Trente.* — Cité dans le rapport de Bonaparte au Directoire pour son mouvement sur la gauche de l'ennemi.

28 mars 1797. *Combat d'Inspruck.* — Cité dans le rapport de Bonaparte au Directoire pour s'être particulièrement distingué dans cette affaire.

6 juin 1798. *Prise de Malte.* — Cité dans le rapport de Bonaparte

au Directoire, pour s'être emparé des batteries et des forts de la rade de Marsa Sirocco.

8 et 9 mars 1799. *Combats de Benout.* — Cité dans le rapport de Bonaparte au Directoire, pour sa belle conduite dans ces affaires. Reçoit un sabre d'honneur du général en chef.

29 mai 1799. *Prise de Kosseïr.* — Cité dans le rapport de Bonaparte au Directoire, pour l'occupation de ce port.

25 avril 1800. *Reprise du Caire.* — Cité par le général Kléber et promu général de division.

5 novembre 1805. *Combat d'Amstetten.* — Cité par Murat pour sa belle conduite.

25 juillet 1812. *Combat d'Ostrowno.* — Cité par Murat pour sa brillante conduite.

Blessures.

Mars 1793. — Dans la retraite, après la bataille de Neerwinden, coup de sabre et contusions sur la tête, dans une charge de cavalerie; un cheval tué sous lui.

10 septembre 1796. *Combat de Legnago.* — Un cheval tué sous lui.

12 novembre 1796. *Combat de Caldiero.* — Un cheval tué sous lui.

15 novembre 1796. *Bataille d'Arcole.* — Un cheval tué sous lui.

16 novembre 1796. *Bataille d'Arcole.* — Contusion à la jambe.

18 avril 1800. *Prise du Caire.* — Atteint d'une balle au bas-ventre qui lui a traversé le corps.

8 septembre 1812. *Marche sur Mojaïsk.* — Belliard est frappé par un boulet à la jambe.

Décorations.

8 et 9 mars 1799. — Un sabre d'honneur donné par Bonaparte à la suite du combat de Benout.

13 janvier 1804. — Nommé commandant de la Légion d'honneur.

25 décembre 1805. — Nommé Grand-Officier de la Légion d'honneur.

1er juin 1814. — Nommé Chevalier de l'ordre de Saint-Louis.

23 août 1814. — Nommé Grand-Croix de la Légion d'honneur.

TABLE DES MATIÈRES

PÉRIODE RÉPUBLICAINE

I

Campagnes de l'Argonne et de Belgique.

II

Campagne d'Italie.

III

Expédition du Tyrol.

VIII

Évacuation de l'Égypte. Pages

IX

Commandement de la 24e division.

PÉRIODE IMPÉRIALE

I

Campagne d'Autriche (1805).

II

Campagne de Prusse (1806).

III

Campagne de Pologne (1807).

IV

Campagne d'Espagne (1808-1811).

V

Gouvernement du roi Joseph.

VI

Opérations autour de Madrid. Pages

VII

Campagne de Russie (1812).

VIII

Campagne de Saxe (1813).

IX

Campagne de France (1814).

X

L'abdication.

PÉRIODE DE LA RESTAURATION

I

Première Restauration.

II

Les Cent-Jours.

III

Seconde Restauration.

PÉRIODE DE LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE

CARTES



Paris. Impr. R. Chapelot et Cie. — 12-08.

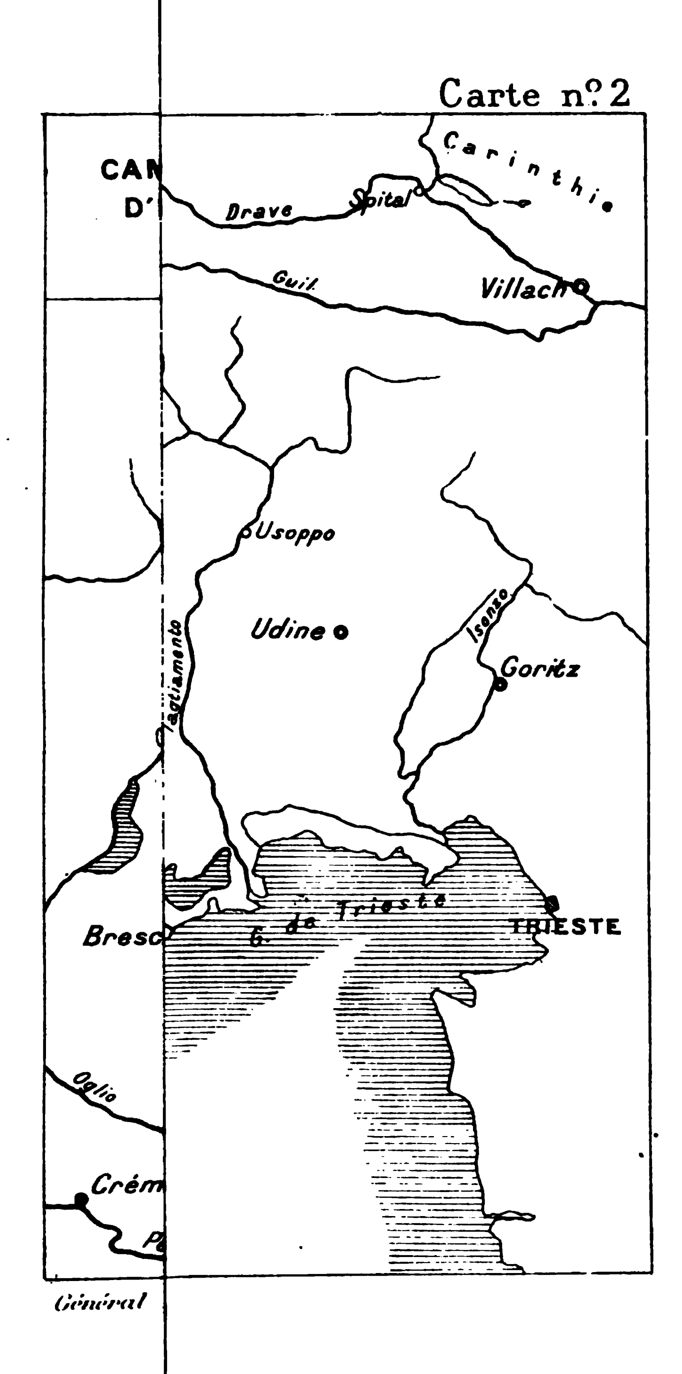
Carte n° 1

CAMPAGNES DE L'ARGONNE ET DE BELGIQUE

Roer R.
...stricht
Duren
Aix-la-Chapelle
Senn Fl.
Herve
Vesdre R.
Soumagne
Ath
Mons
Ft. de Maulde
Condé
Jemmapes
Valenciennes
St With
Sa...
Maube...
R.
R.



REESE LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA


Carte n° 2
CAN
D'
Carinthie
Drave
Spital
Guil.
Villach
Usoppo
Udine
Tagliamento
Isonzo
Goritz
G. de Trieste
TRIESTE
Bresc
Oglio
Crém
Général


REESE LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA

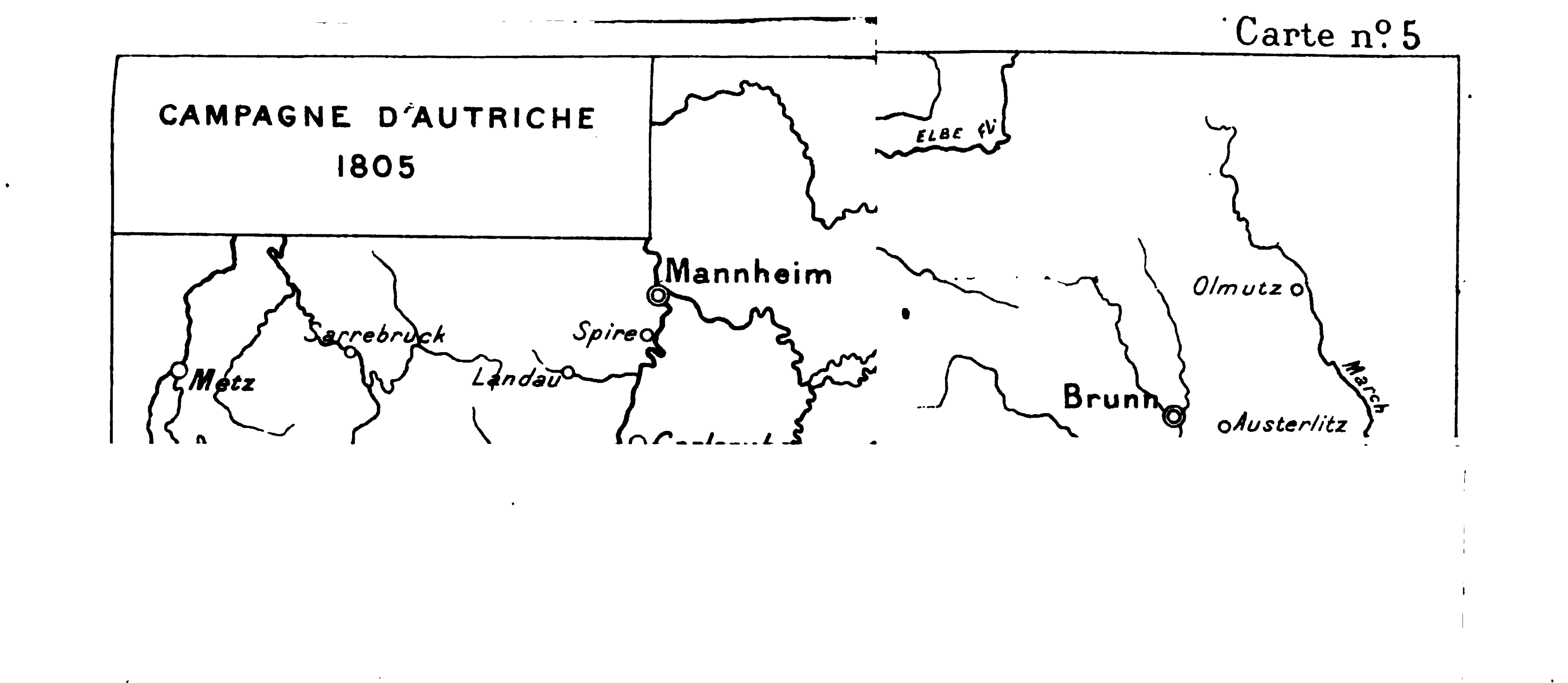
CÉGYPTE


REESE LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA

CÉGYPTE

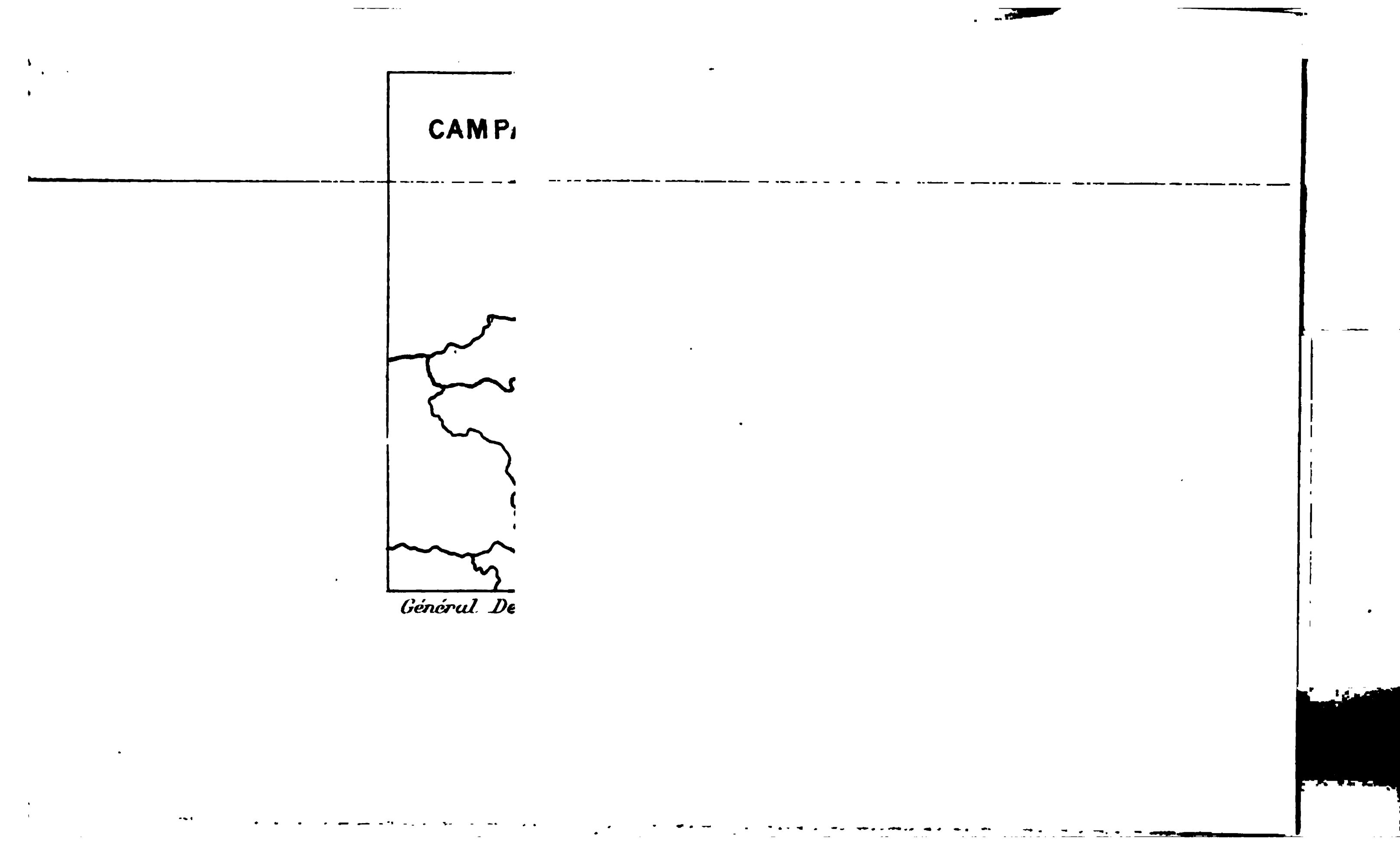
Canto n°5

Carte n° 5



CAMPAGNE D'AUTRICHE
1805
Mannheim
Spire
Landau
Sarrebruck
Metz
ELBE Fl.
Olmutz
Brunn
Austerlitz
March


OF THE
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA


CAMP
Général De



REESE LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA

A LA MÊME LIBRAIRIE

Étude sur le service d'état-major pendant les guerres du premier empire; par le lieutenant-colonel d'artillerie breveté **de Philip**. 1900, 1 vol. in-8 .... 5 fr.

La guerre napoléonienne; par le commandant **Camon**, professeur d'art militaire à l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie.

Précis des campagnes. 1902, 2 vol. in-8 avec cartes et croquis .... 8 fr.

Les systèmes d'opérations. — Théorie et technique. 1907, 1 vol. in-8 avec croquis .... 6 fr. 50

La bataille napoléonienne; par **H. Camon**, chef d'escadron d'artillerie breveté d'état-major. 1899, broch. in-8 .... 1 fr. 50

Les batailles de Napoléon, à propos d'un écrit récent; par **A. G.**, ancien élève de l'Ecole polytechnique. 1900, broch. in-8 .... 1 fr. 50

L'éducation militaire de Napoléon; par **J. Colin**, capitaine d'artillerie breveté à la section historique de l'état-major de l'armée. 1900, 1 vol. in-8, avec 5 plans .... 7 fr. 50
(*Ouvrage couronné par l'Académie française.*)

Vie politique et militaire de Napoléon, racontée par lui-même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric; par le général **Jomini**. 1841, 2 vol. gr. in-8 brochés avec un atlas in-4 de cartes et un cahier de légendes explicatives .. 40 fr.

Guerre napoléonienne. — *Campagne de* 1813 *en Allemagne*. — **Fragments stratégiques**. 1er fascicule. 1891, 1 vol. in-8 avec carte .... 4 fr

Stratégie napoléonienne. — **La critique de la campagne de 1815**; par **A. Grouard**, ancien élève de l'Ecole polytechnique. 1904, in-8 avec 2 cartes.. 6 fr.

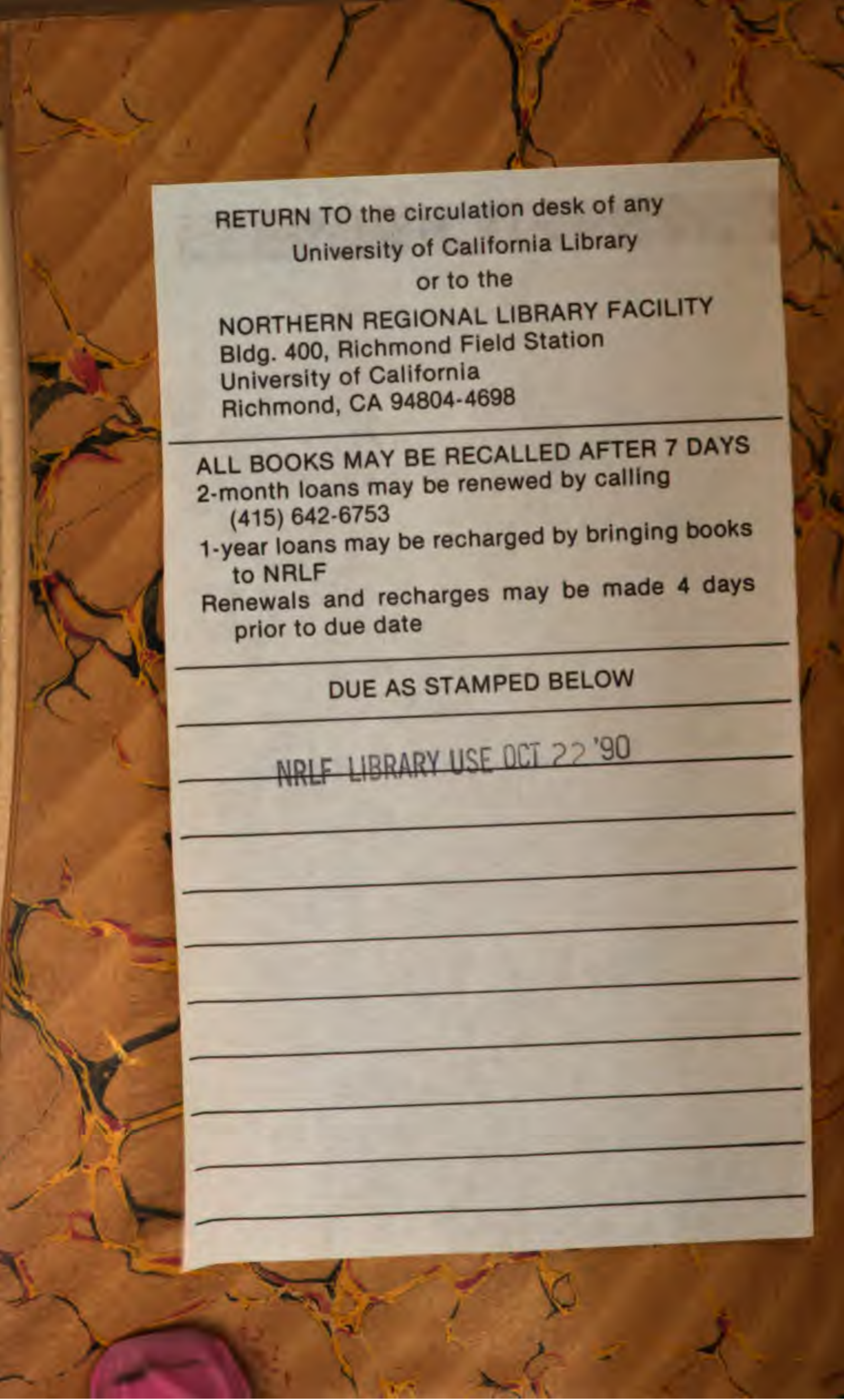
Stratégie napoléonienne. — **La critique de la campagne de 1815**: *Réponse à M. Houssaye;* par **A. Grouard**, ancien élève de l'Ecole polytechnique. 1907, in-8 .... 2 fr. 50

Stratégie napoléonienne. — **Maximes de guerre de Napoléon Ier**; par **A. G.**, ancien élève de l'Ecole polytechnique. *Nouvelle édition*. 1897, 1 vol. in-8 avec cartes et croquis .... 7 fr. 50

Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire; par le maréchal **Gouvion-Saint-Cyr**. 1831, 4 vol. in-8 avec planches .... 25 fr.

La guerre de masses. 1re *étude*: **Préparation stratégique des actions décisives**. Ire partie : *Guerre napoléonienne*. 1890, 1 vol. in-8 .... 3 fr. 50

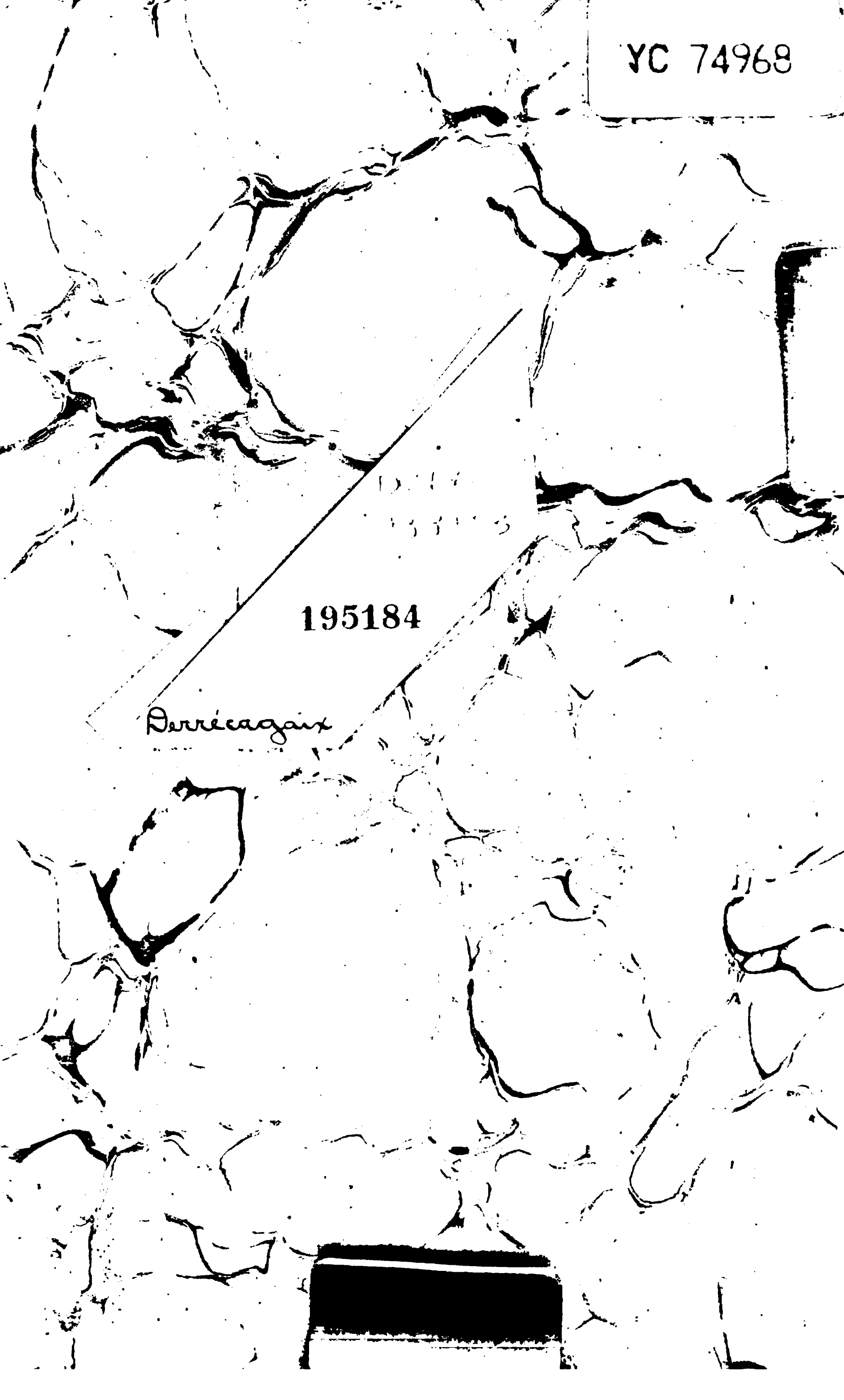
Paris. — Impr. R. Chapelot et Ce, rue Christine, 2


RETURN TO the circulation desk of any
University of California Library
or to the
NORTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
Bldg. 400, Richmond Field Station
University of California
Richmond, CA 94804-4698

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS
2-month loans may be renewed by calling
(415) 642-6753
1-year loans may be recharged by bringing books
to NRLF
Renewals and recharges may be made 4 days
prior to due date

DUE AS STAMPED BELOW

NRLF LIBRARY USE OCT 22 '90


YC 74968
195184
Derrécagaix

